54/142
RES 2.3-5

NATIONS UNIES

DÉPARTEMENT DES QUESTIONS ÉCONOMIQUES

ÉTUDE SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'EUROPE EN 1951

Cette étude constitue aussi le Vol. 3, N° 3, du *Bulletin économique pour l'Europe*

Préparée par la

DIVISION DES ÉTUDES ET DES PROGRAMMES
DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

GENÈVE, 1952

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA URBINO

NATIONS UNIES

Prof. Fua

DÉPARTEMENT DES QUESTIONS ÉCONOMIQUES

ÉTUDE SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'EUROPE EN 1951

Cette étude constitue aussi le Vol. 3, N° 3, du *Bulletin économique pour l'Europe*

Préparée par la

DIVISION DES ÉTUDES ET DES PROGRAMMES
DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

GENÈVE, 1952

BIBLIOTECA

E/ECE/140/Rev.1
Février 1952

Prix : 1,50 dollar des Etats-Unis
(ou l'équivalent en monnaie du pays)

NOTE. — Ce numéro est fourni aux abonnés du Volume 3 du *Bulletin économique pour l'Europe* sans frais supplémentaires.

NOTE LIMINAIRE

L'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1951* est le cinquième rapport économique annuel de la série que publie la Division des études et des programmes du Secrétariat de la Commission économique pour l'Europe. Ces rapports, auxquels s'ajoute, tous les trimestres, le *Bulletin économique pour l'Europe*, sont destinés à répondre aux besoins de la Commission et à contribuer à l'exécution de la tâche que le Conseil économique et social des Nations Unies a confiée au Département des questions économiques et qui consiste à présenter des rapports sur les conditions économiques mondiales.

L'*Etude* est publiée sous la responsabilité du Secrétariat, et les vues qui s'y trouvent exprimées ne doivent être attribuées ni à la Commission elle-même ni aux gouvernements des Etats qui en font partie.

Une édition provisoire en anglais (qui ne contenait pas le chapitre 6) a été distribuée aux gouvernements le 23 janvier 1952 en vue de la session de la Commission qui devait se réunir au début du mois de mars ; une semaine plus tard paraissait la majeure partie du texte français et du texte russe de cette édition provisoire, le reste étant distribué peu de temps après. Les *Etudes* précédentes avaient été préparées et publiées à une époque plus tardive. L'on espère que sa publication avancée de plusieurs mois ajoutera à l'utilité du rapport qui sera ainsi mis à la disposition des gouvernements et du public à un moment où la politique économique de l'année est, dans la plupart des cas, encore à l'étude.

Autant que possible l'on s'est efforcé de tenir compte, dans cette analyse, des faits économiques intervenus jusqu'à la fin de l'année 1951, mais la plupart des statistiques sur lesquelles on s'est appuyé sont nécessairement provisoires et correspondent à une période plus courte que l'année civile entière. Toutefois, les principales séries statistiques sont régulièrement publiées dans le *Bulletin économique pour l'Europe*, et il en sera encore ainsi dans les numéros ultérieurs de cette publication. Du fait du changement apporté à la date de sa parution, la présente *Etude* constitue en même temps le N° 3 du Volume 3 du *Bulletin*.

Genève — Février 1952

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre 1

INTRODUCTION : LE CLIMAT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL

Pages

1. Modifications survenues dans les échanges et les paiements internationaux pendant l'année 1951 :
   - Le développement du commerce mondial 4
   - Prix et échanges des Etats-Unis 6
   - La crise du dollar dans la zone sterling 11
   - Avantages découlant de la baisse des prix à l'importation 15
2. L'importance des modifications récentes survenues dans les échanges et les paiements :
   - Le problème des fluctuations à court terme 17
   - Problèmes à longue échéance 20

Chapitre 2

L'OFFRE ET LA DEMANDE DANS L'INDUSTRIE ET L'AGRICULTURE DES PAYS DE L'EUROPE

1. Introduction 25
2. L'agriculture :
   - L'approvisionnement en denrées alimentaires et en produits d'affouragement en 1951, avant la récolte 28
   - Politique des prix et équilibre entre l'affouragement et le cheptel 30
   - La situation après la nouvelle récolte 37
3. L'industrie légère :
   - Tendances divergentes de la production 39
   - Le problème de l'approvisionnement en matières premières de l'Europe orientale 41
   - L'approvisionnement de l'Europe occidentale en matières premières textiles 41
   - Nature du problème des textiles en Europe occidentale 44
   - Les industries de la pâte à papier et du papier 47
4. L'industrie lourde :
   - L'accroissement de la demande de produits des industries mécaniques en Europe occidentale . . . 50
   - Diminution des investissements publics en outillage et en équipement 56
   - Comment la production a réagi à l'augmentation de la demande 57
   - La demande d'acier en Europe occidentale 59
   - Le manque de matières premières 63
   - Approvisionnement en matières premières et production d'acier dans les divers pays 66
   - L'industrie sidérurgique et l'industrie mécanique de l'Europe orientale 67
   - Modifications récemment apportées aux plans à long terme 70
   - Résultats de la production des industries mécaniques de l'Europe orientale en 1951 72
   - La pénurie de charbon en 1951 74

Chapitre 3

COMMERCE ET PAIEMENTS INTERNATIONAUX

1. La structure générale du commerce :
   - Aggravation de la balance commerciale de l'Europe avec les pays extra-européens 78
   - Situation de certains pays pris séparément 79
   - Evolution comparée des exportations à destination des pays extra-européens et à destination de l'Europe 83
   - Développement des exportations de l'Allemagne occidentale 84
   - Importations des produits de base 85

Pages

2. Difficultés nouvelles dans la situation des paiements internationaux 88
Transactions avec les Etats-Unis 89
Transactions avec d'autres régions extra-européennes 91
La crise des paiements du Royaume-Uni 93
Tendances divergentes en Europe continentale 98
Les difficultés de la France 99
Les créditeurs de l'UEP 101
3. Le commerce des pays de l'Europe orientale 102
Les échanges à l'intérieur de l'Europe orientale 103
4. Position de l'Europe sur les marchés non européens vis-à-vis de ses concurrents 104
Exportations de métaux et de produits de l'industrie mécanique 105
Le problème du marché des textiles 109
Tendances des marchés extra-européens pour les textiles 114
Production de l'industrie textile dans l'Inde et au Japon 115

Chapitre 4

LA LUTTE POUR ENRAYER L'INFLATION

1. Les forces inflationnistes :
Les perspectives au début de l'année 1951 118
Les mouvements des prix internationaux en 1951 et leur répercussion sur le revenu réel 118
Les forces inflationnistes internes 120
Les accroissements du produit national réalisés en 1951 122
Objectifs contradictoires de la politique suivie par les gouvernements 123
Les problèmes inflationnistes en Europe orientale 124
2. Le processus inflationniste :
La spirale des prix et des revenus 125
Le mouvement des salaires réels 129
La consommation des particuliers en 1951 132
Les progrès de la formation de capital 134
Les politiques anti-inflationnistes poursuivies par les gouvernements 137
Conclusion 141

Chapitre 5

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE DANS L'UNION SOVIÉTIQUE

1. Introduction 144
2. Production industrielle :
Accroissement relatif pendant l'année 1951 145
Biens d'équipement et biens de consommation 145
Volume et taux d'accroissement de la production 148
3. Construction et logement 151
Principaux projets de grands travaux 152
Le problème du logement 152
4. Production agricole 153
5. Revenu national 157
Augmentation et origine du revenu national 158
Dépenses de consommation 159
Dépenses d'investissement et dépenses au titre de la défense nationale 164
6. La stabilité monétaire 166

Pages

Additif au Chapitre 5

I. Extrait de «La planification de la production industrielle», par B. Miroshnitchenko, paru dans *Planovoe Khoziaistvo*, N° 3, 1951, pages 82-91 (Revue de la Commission de planification d'Etat de l'U.R.S.S.) 169

II. Extrait de « A propos du calcul de l'indice du volume physique du produit national », par P. Moskvine, paru dans *Vestnik Statistiki*, N° 2, 1951, pages 10-19 (Organe de la Direction centrale de statistique de l'U.R.S.S.) 169

Chapitre 6

LE PROBLÈME DU CHARBON EN EUROPE

1. Introduction 170
2. Les tendances de la production charbonnière et la politique suivie 177
   - Grande-Bretagne 178
   - Allemagne occidentale 182
   - France 184
   - Belgique 185
   - Pologne 186
   - Programmes d'investissements 186
3. Les tendances de la consommation du charbon et la politique suivie 187
   - Remplacement du charbon par d'autres sources d'énergie 187
   - Economies de charbon qui pourraient être réalisées grâce à une amélioration du rendement de la combustion 188
   - Vulgarisation et propagande 190
   - Politique des gouvernements européens en matière de prix 191
   - Systèmes de rationnement 193
4. Nécessité d'une politique coordonnée des combustibles 195
   - Charbon et électricité thermique mis en vente comme produits pouvant se substituer l'un à l'autre 196
   - Electricité thermique et chaleur à basse température comme produits associés 198
   - L'industrie charbonnière et la production d'électricité thermique, industries complémentaires . . . 198
   - Conclusion 199

INDEX DES TABLEAUX

Chapitre 1

INTRODUCTION : LE CLIMAT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL

Tableaux	Pages (texte)	Pages (Annexe B)
1. Mouvements trimestriels de la valeur, du volume et des prix dérivés du commerce international	4	*261–264*
2. Revenu personnel et consommation personnelle aux Etats-Unis	7	
3. Commerce de la zone sterling avec la zone dollar et avec la partie continentale de l'Europe occidentale	13	*261–262*
4. Indice des prix de certaines matières premières industrielles dans cinq pays	16	*258–259*
5. Opérations qui sont à l'origine des modifications survenues dans les soldes constitués au Royaume-Uni par le reste de la zone sterling	22	

Tableaux		Pages (texte)	Pages (Annexe B)
	Chapitre 2		
	L'OFFRE ET LA DEMANDE DANS L'INDUSTRIE ET L'AGRICULTURE DES PAYS DE L'EUROPE		
6.	Emploi dans l'industrie, moyenne des heures de travail, rendement par ouvrier et production industrielle	27	*243–248*
7.	Récoltes, commerce et approvisionnements du marché intérieur en céréales, pommes de terre et sucre	29	*249–252*
8.	Prix payés aux cultivateurs pour certains produits agricoles	31	
9.	Rapport entre le prix des porcs et celui des produits d'affouragement, et indices de l'effectif du cheptel porcin	33	*249*
10.	Indices de la production de produits d'affouragement et de l'effectif du cheptel en Europe orientale	34	*249*
11.	Production, commerce et approvisionnement du marché intérieur en ce qui concerne la viande, le lait et les produits laitiers pendant l'année agricole 1950/51	36	*249–252*
12.	Indices de la production de certaines industries légères	40	*246–247*
13.	Production et consommation mondiales de coton et de laine bruts	43	*257*
14.	Production et commerce de filés de laine, de filés de coton et de rayonne dans dix pays de l'Europe occidentale	44	*257*
15.	Indices du volume des ventes de textiles et des approvisionnements en tissus sur le marché intérieur	45	*257, 260–261*
16.	Production, commerce et approvisionnements de pâte de bois et de papier en Europe	49	*258*
17.	Royaume-Uni : Production, pour le marché intérieur et l'exportation, de certains produits des industries mécaniques	52	
18.	France : Production, exportations et approvisionnements du marché intérieur, de certains produits des industries mécaniques	53	
19.	Allemagne occidentale : Production, exportations et approvisionnements du marché intérieur, de certains produits des industries mécaniques	54	
20.	Belgique : Production, exportations, livraisons sur le marché intérieur et indications sur la productivité des industries métallurgiques et mécaniques	55	
21.	Production et exportations d'acier fini dans le Royaume-Uni, en Allemagne occidentale, en France et Sarre et en Belgique et Luxembourg	61	
22.	Consommation de matières premières dans l'industrie sidérurgique	62	
23.	Approvisionnements en matières premières servant à la fabrication de l'acier	64	*256–257*
24.	Production d'acier et consommation de matières premières dans les pays de l'Europe orientale	67	
25.	Production de l'industrie mécanique, par secteurs principaux de cette industrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Allemagne orientale et en Hongrie	69	
26.	Modifications apportées aux plans à long terme concernant l'industrie mécanique et l'industrie sidérurgique en Tchécoslovaquie, en Allemagne orientale et en Hongrie	71	
27.	Production de certains produits des industries mécaniques en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Allemagne orientale et en Hongrie	73	
28.	Production, commerce et disponibilités de houille	75	*253–254*
	Chapitre 3		
	COMMERCE ET PAIEMENTS INTERNATIONAUX		
29.	Exportations, importations et balances commerciales des pays de l'Europe occidentale	79	*261–263*
30.	Volume, prix dérivés, valeur et balance du commerce des pays européens avec l'étranger	80	*261–263*
31.	Changements survenus dans le volume des exportations du premier semestre au troisième trimestre des années 1949, 1950 et 1951	81	*262*
32.	Exportations de dix-huit pays de l'Europe occidentale à destination de l'Europe et des pays extra-européens	84	*262–263*

Tableaux	Pages (texte)	Pages (Annexe B)
33. Volume des importations globales de certaines matières premières industrielles et de certains combustibles et carburants dans onze pays de l'Europe occidentale	85	
34. Volume des importations nettes de certaines matières premières, de certains combustibles et carburants et de certaines denrées alimentaires dans les pays de l'Europe occidentale	86	
35. Avoirs en or et en dollars de pays européens	88	
36. Balance des paiements de l'Europe et d'autres régions vis-à-vis des Etats-Unis	90	*267*
37. Commerce des pays de l'Europe occidentale avec les principales régions	92	*261–262*
38. Modifications survenues dans le compte des paiements courants du Royaume-Uni de 1950 à 1951	95	*267*
39. Divers éléments ayant contribué à modifier les réserves en or et en dollars du Royaume-Uni	96	
40. Commerce entre les pays de l'Europe orientale et les pays de l'Europe occidentale	103	
41. Exportations en provenance de certains pays de l'Europe occidentale et des Etats-Unis à destination de l'Europe et des pays extra-européens — par principaux groupes de produits	106	*264–267*
42. Répartition, par destination, des exportations globales de métaux et de produits des industries mécaniques en provenance du Royaume-Uni, de l'Allemagne occidentale et des Etats-Unis	107	*264–267*
43. Répartition, par destination, des exportations de principaux groupes de métaux et de produits des industries mécaniques en provenance du Royaume-Uni, de l'Allemagne occidentale et des Etats-Unis	107	*264–267*
44. Prix dérivés moyens à l'exportation des produits finis des industries mécaniques	108	
45. Exportations de tissus en coton en provenance des principaux pays exportateurs — par destination principale	110–111	*268*
46. Exportations de tissus en fibres artificielles en provenance des principaux pays exportateurs — par destination principale	112	*268–269*
47. Niveaux et mouvements comparés des prix dérivés à l'exportation (exprimés en dollars) des tissus de coton imprimés	113	*267*
48. Niveaux et mouvements comparés des prix dérivés à l'exportation (exprimés en dollars) de certains textiles au Royaume-Uni et aux Etats-Unis	113	*267*

Chapitre 4

LA LUTTE POUR ENRAYER L'INFLATION

49. Prix dérivés des importations et des exportations et prix de gros	119	*258, 262*
50. Changements survenus de 1950 à 1951 dans les ressources disponibles et dans leur répartition	121	
51. Coût de la vie, gains horaires dans l'industrie et prix payés aux agriculteurs	126	*259–261*
52. Salaires hebdomadaires réels dans l'industrie	129	*260–261*
53. Prix de détail des principaux produits dans certains pays d'Europe, exprimé en temps de travail des ouvriers de l'industrie	131	*260–261*
54. Volume de la consommation	133	*260, 261*
55. Construction de logements et données sommaires sur l'activité totale du bâtiment	136	*248*
56. Crédits bancaires consentis aux entreprises et aux particuliers	140	*269*

Chapitre 5

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE DANS L'UNION SOVIÉTIQUE

57. Indices de la production industrielle : Ensemble de l'industrie et industries de base	145	
58. Production industrielle de l'Union soviétique par principaux produits	146–147	*269*
59. Production industrielle brute évaluée aux « prix de 1926/27 », et classée par principaux commissariats du peuple ou ministères	149	*269–270*
60. Principaux grands travaux en voie d'exécution dans l'Union soviétique	152	
61. Indicateurs de la production agricole dans l'Union soviétique	154	*270*

Tableaux	Pages (texte)	Pages (Annexe B)
62. Evaluation de l'accroissement de la production agricole brute de 1940 à 1950 dans l'Union soviétique	156	
63. Recettes et dépenses portées au budget de l'Etat de l'Union soviétique	160	
64. Répartition, par principaux commissariats, du produit de l'impôt sur le chiffre d'affaires en 1939	160	
65. Impôt sur le chiffre d'affaires frappant les lainages en 1949 et évaluation des modifications intervenues en 1950 et en 1951	161	
66. Evaluation des changements survenus dans la production et les prix entre 1940 et 1950 et déterminant la part de la consommation dans le revenu national de l'Union soviétique, calculée aux prix courants	163	*270–271*
67. Dépenses engagées au titre de la défense nationale et investissements bruts effectués en Union soviétique pendant certaines années de la période 1937-1951	165	
68. Montant brut des dépenses d'investissement : Evaluation du volume et mouvement des prix	165	*271*
69. Equivalent en pouvoir d'achat des réductions des prix de détail annoncées chaque année	168	

Chapitre 6

LE PROBLÈME DU CHARBON EN EUROPE

70. Energie calorifique et motrice consommée	171	*253, 254*
71. Production, commerce et disponibilités en houille pour certaines années choisies entre 1929 et 1951	173	*253, 254*
72. Production de houille	179	*253*
73. Effectif de la main-d'œuvre employée dans les houillères (fond et jour)	180	*253*
74. Rendement par poste dans les houillères (fond et jour)	180	*253*
75. Répartition des mineurs par groupes d'âge dans les mines souterraines	183	*253, 256*
76. Investissements bruts dans les mines de houille	186	*253, 256*
77. Consommation de combustibles solides par secteurs en 1950	189	*253*
78. Disponibilités de combustibles solides en Europe, 1929-1950	193	*253, 254*

INDEX DES DIAGRAMMES

Diagrammes		
1-A. Montant des dollars encaissés ou versés par les différents pays du monde en règlement de leurs transactions avec les Etats-Unis	9	*267*
1-B. Commerce extérieur et production industrielle des Etats-Unis	9	*244, 268*
1-C. Valeur, prix dérivés et volume du commerce mondial	9	*268*
2. Production industrielle de l'Europe	25	
3. Prix de la laine et du coton bruts	42	
4. Indices des prix de certains produits du bois	48	
5. Production des industries mécaniques de divers pays européens	58	*243, 245*
6. Mouvements des cours de l'acier en barres à l'exportation et sur le marché intérieur	59	
7. Production et commerce de charbon : Grande-Bretagne et reste de l'Europe	172	*253–254*
8. Main-d'œuvre, rendement et nombre de jours ouvrés dans les houillères (fond), 1946-1951	178	*253, 256*

ANNEXES

Annexe A. — STATISTIQUES SUPPLÉMENTAIRES

Tableaux		
I. Indices de la production industrielle	202	*243–245*
II. Indices de l'emploi dans l'industrie	203	*247*

Tableaux		Pages (texte)	Pages (Annexe B)
III.	Indices de la production dans les industries mécaniques	203	*243, 245*
IV.	Indices de la production dans l'industrie chimique	204	*243, 246*
V.	Indices de la production dans l'industrie textile	204	*243, 246*
VI.	Indices de la production agricole	205	*249, 252*
VII.	Production de charbon	206	*253*
VIII.	Production d'énergie électrique	206	*258*
IX.	Production d'acier brut	207	*257*
X.	Acier : Production, commerce et offre sur le marché intérieur	208	*257*
XI.	Production de ciment	209	
XII.	Production de véhicules automobiles	210	
XIII.	Production des principales cultures agricoles par pays et par régions	211	*249*
XIV.	Effectif du cheptel bovin et porcin	212	*249–253*
XV.	Production de produits animaux	213	*249–253*
XVI.	Indices de la valeur des ventes au détail	214	*260–261*
XVII.	Indices du coût de la vie	215	*259–260*
XVIII.	Indices des prix de gros	216	*258*
XIX.	Mouvements des prix des produits du bois	217	*259*
XX.	Union européenne de paiements : Soldes mensuels de chacun des membres vis-à-vis de l'UEP et moyens de financement des soldes nets cumulatifs	218	
XXI.	Indices du volume des importations et des exportations de pays européens	219	*262–263*
XXII.	Indices des prix dérivés pour les importations et exportations globales	220	*262–263*
XXIII.	Prix dérivés à l'importation et à l'exportation des principaux groupes de produits	221	*262–263*
XXIV.	Moyenne des prix dérivés à l'exportation des tissus de coton, des filés de soie artificielle et des tissus de soie artificielle	222	*267*
XXV.	Exportations de cinq pays européens à destination de l'Europe et à destination des pays extra-européens réparties par groupes de produits	223	*264–267*
XXVI.	Exportations en provenance de certains pays d'Europe, des Etats-Unis et du Japon, par régions de destination et pour certains groupes de produits	224–225	*264–267*
XXVII.	Importations et exportations de dix-huit pays européens et des Etats-Unis, par régions d'origine et de destination	226–229	*261*
XXVIII.	Importations et exportations de denrées alimentaires et de produits d'affouragement	230–231	
XXIX.	Importations et exportations de certaines matières industrielles	232–233	
XXX.	Prix des produits de base	234–237	*259*
XXXI.	Nombre de demandes d'emploi pour cent offres	238	
XXXII.	Effectif des chômeurs dans les secteurs autres que l'agriculture	238	
XXXIII.	Evaluation de la teneur en calories, en protéines et en graisses des denrées alimentaires consommées — par personne	239	
XXXIV.	Offre sur le marché intérieur de certaines denrées alimentaires de base	240	
XXXV.	Prix de détail et mouvements des prix de certains produits en Union soviétique	241	*270–271*

Annexe B. — NOTES SUR LES STATISTIQUES 243

ÉTUDE SUR LA
SITUATION ÉCONOMIQUE
DE L'EUROPE EN 1951

SIGNES EMPLOYÉS

Les signes ci-après ont été employés dans l'ensemble de la présente ETUDE :

.. = chiffre non disponible ou ne s'appliquant pas
— = zéro ou quantité négligeable
* — évaluation provisoire établie par le Secrétariat de la Commission économique pour l'Europe
• = chiffre revisé

Lorsqu'il est fait mention de groupes d'années, la barre oblique qui réunit celles-ci — par exemple 1949/50 — signifie qu'il s'agit d'une période de douze mois (allant par exemple du 1er juillet 1949 au 30 juin 1950). L'usage du trait d'union — par exemple 1948-1950 — signifie qu'il s'agit de la période entière s'étendant sur les années civiles indiquées (y compris les années initiale et finale).

Sauf indication contraire, l'unité de poids utilisée est la tonne métrique. Les légers écarts qui peuvent apparaître dans les totaux et les pourcentages s'expliquent par le fait que les chiffres ont été arrondis.

D'une façon générale, tous les renseignements reçus jusqu'au 10 janvier 1952 ont été incorporés à l'ETUDE.

Chapitre 1

INTRODUCTION : LE CLIMAT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL

Les forces extraordinaires déclenchées dans l'économie mondiale par l'ouverture des hostilités en Corée paraissent avoir perdu de leur intensité durant l'année 1951, sans, pour autant, que leurs conséquences se soient fait déjà entièrement sentir.

La poussée de la demande à caractère spéculatif portant, de la part des particuliers, des entreprises privées et des gouvernements, sur les articles dont on escomptait la pénurie, s'est atténuée au printemps. Elle a été suivie, dans de nombreux pays de l'Europe occidentale ainsi qu'aux Etats-Unis, d'un ralentissement de l'activité qui a atteint quelques industries, notamment l'industrie textile, mais la pression dont l'industrie lourde était l'objet, sous l'effet conjugué des besoins d'armements, d'investissements et d'exportations, a cependant continué à s'accentuer. A l'expérience, les pénuries de matières premières n'ont pas été, en Europe comme ailleurs, aussi gênantes pour la production qu'on pouvait le craindre au début de l'année. L'insuffisance des disponibilités en charbon et en acier a bien, il est vrai, rendu nécessaire des limitations dans certaines parties de l'Europe — pour l'acier surtout au Royaume-Uni, et à la fois pour le charbon et l'acier en Europe orientale. La nécessité d'augmenter les approvisionnements en matières premières de toute sorte a continué de s'imposer en raison de l'accroissement de la demande industrielle.

Les prix de divers produits-clés ne se sont pas maintenus aux chiffres extrêmes qu'ils avaient atteints peu après le début de l'année, puis ont tendu, au cours de l'été, à se stabiliser à des niveaux sensiblement plus élevés qu'un an auparavant. Toutefois, les prix de beaucoup d'autres produits de base moins sujets aux fluctuations ont suivi une progression plus régulière, et le coût de la vie et les salaires ont continué de s'adapter à l'augmentation.

Les échanges et les paiements internationaux, brusquement déroutés de la progression plus ordonnée qu'ils suivaient avant la guerre de Corée, ont atteint au début de l'année, à mesure que les transactions augmentaient en prix et en volume, des proportions inconnues auparavant, mais les améliorations initiales dont avaient bénéficié certains pays européens au point de vue de leurs disponibilités en dollars se sont avérées éphémères. L'optimisme du début qui régnait encore en général au printemps dernier a disparu au moment où les principales monnaies ont ressenti les effets de la hausse des prix à l'importation et des demandes concurrentes de produits des industries d'exportation; les efforts faits pour abaisser méthodiquement les barrières douanières ont fait place à une série de mesures d'urgence disparates dans lesquelles les pays les plus sérieusement menacés ont, chacun de son côté, cherché précipitamment le salut.

En résumé, l'année 1951 a été une période d'adaptation pendant laquelle la hausse des prix s'est affrontée à la résistance des consommateurs et aux modifications des programmes officiels de stockage; l'aptitude des économies nationales à supporter la tension causée par la poursuite d'objectifs de production plus ambitieux a été mise à l'épreuve; il a fallu revoir, comme on le fait d'ailleurs encore, le montant des ressources à consacrer aux armements et la mesure dans laquelle l'opinion publique était disposée à accepter un abaissement des niveaux réels ou virtuels de la consommation; les gouvernements ont tenté des efforts, réalistes dans certains cas, mais manifestement insuffisants dans d'autres, pour prendre plus clairement conscience de leurs difficultés, pour étendre leurs moyens d'action et pour mettre sur pied une série de mesures propres à accroître la production tout en tenant l'inflation en échec.

En Europe, on a pu constater au cours de l'année, dans un grand nombre de pays, tant à l'Est qu'à l'Ouest, un relèvement général de toute la structure des salaires et des prix de détail. Dans les pays où les ressources étaient employées à plein, l'inflation, aussi bien sous la forme de la spirale des coûts et des prix que sous celle de l'excédent de la demande totale sur l'offre totale (au niveau existant des prix), est demeurée le problème principal de la politique économique [1]. Toutefois, certains gouvernements ont paru se résigner à voir dans l'inflation le moyen le plus commode et le plus rapide de réaliser le transfert voulu des ressources et moins se préoccuper des conséquences plus insidieuses qu'elle peut entraîner à la longue.

[1] On a examiné au Chapitre 4 de la présente ETUDE les progrès et les problèmes de l'inflation dans les pays européens.

1. Modifications survenues dans les échanges et les paiements internationaux pendant l'année 1951

Le développement du commerce mondial

L'augmentation de la demande et le regain rapide de l'activité économique depuis la guerre de Corée ont constitué des circonstances très favorables à un fort développement du commerce mondial. Comme le montre le Tableau 1, la valeur totale, en dollars,

Tableau 1

MOUVEMENTS TRIMESTRIELS DE LA VALEUR, DU VOLUME ET DES PRIX DÉRIVÉS DU COMMERCE INTERNATIONAL

En milliards de dollars (f.o.b.) et nombres-indices — Trimestres et moyennes trimestrielles

Période	Commerce de dix-huit pays de l'Europe occidentale [a]			Etats-Unis		Reste du monde [b]	Total mondial [b c]
	Entre eux (Importations = Exportations [d])	Avec d'autres pays [e] Importations	Avec d'autres pays [e] Exportations	Importations	Exportations [c]	Exportations	Exportations
Valeur (en milliards de dollars)							
1949 Janvier-septembre	2,4	3,7	2,6	1,6	3,0	5,5	13,5
1950 Janvier-septembre	2,4	3,0	2,2	2,0	2,3	5,7	12,6
Octobre-décembre	3,2	3,4	3,0	2,6	2,6	7,5	16,4
1951 Janvier-mars	3,2	4,0	3,0	3,0	2,9	8,2	17,3
Avril-juin	3,6	4,7	3,5	2,8	3,5	8,4	19,0
Juillet-septembre	3,6	4,6	3,5	2,5	3,3	7,6	18,0
Janvier-septembre	3,5	4,4	3,3	2,8	3,2	..	..
Volume (indices: janvier-septembre 1950 = 100)							
1949 Janvier-septembre	80	104	85	81	122	93	93
1950 Janvier-septembre	*100*	*100*	*100*	*100*	*100*	*100*	*100*
Octobre-décembre	126	101	130	111	107	111	118
1951 Janvier-mars	119	106	117	114	112	112	115
Avril-juin	121	117	128	103	129	111	120
Juillet-septembre	120	112	125	92	122	..	..
Janvier-septembre	120	112	123	103	121	..	..
Prix dérivés (indices: janvier-septembre 1950 = 100)							
1949 Janvier-septembre	125	118	135	97	106	105	114
1950 Janvier-septembre	*100*	*100*	*100*	*100*	*100*	*100*	*100*
Octobre-décembre	105	114	105	116	108	118	111
1951 Janvier-mars	113	126	112	127	114	128	121
Avril-juin	123	134	120	135	119	132	127
Juillet-septembre	126	136	126	137	116	..	..
Janvier-septembre	120	132	120	133	117	..	..

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».

a L'expression « pays de l'Europe occidentale » s'applique, pour la commodité des références, au groupe de pays suivants : Allemagne occidentale, Autriche, Belgique-Luxembourg, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Turquie.

b La Bulgarie, la Chine, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, l'U.R.S.S. et la Yougoslavie ne sont pas comprises dans ce total.

c Pour les Etats-Unis, les exportations de marchandises de la catégorie spéciale n'entrent en ligne de compte pour aucune des périodes considérées.

d Les chiffres relatifs au commerce entre les dix-huit pays de l'Europe occidentale ont été établis d'après les statistiques d'exportations.

e Tous les pays extra-européens et les pays de l'Europe orientale.

du commerce mondial pendant les neuf premiers mois de l'année 1951 a dépassé de presque 50% le niveau qu'elle avait atteint pendant la période correspondante de 1950; cette augmentation traduit surtout la forte hausse des prix mondiaux, mais le volume des échanges s'est aussi accru de façon sensible. Il convient tout particulièrement de noter que dans les pays autres que les pays d'Europe et les Etats-Unis — c'est-à-dire dans ceux qui sont surtout fournisseurs de produits primaires et importateurs de produits finis — la valeur totale des exportations (y compris les échanges réciproques entre ces pays) était, mesurée au taux annuel, plus élevée de près de 10 milliards de dollars que pendant les neuf premiers mois de 1950, cette augmentation étant, dans ce cas, davantage encore le fait de la hausse des prix que de l'accroissement en volume.

La hausse des prix a également été le facteur principal de la forte augmentation du coût en dollars des importations de l'Europe en provenance des pays extra-européens ainsi que des importations effectuées par les Etats-Unis. L'indice moyen des prix dérivés des marchandises importées en provenance d'autres pays par les dix-huit pays d'Europe occidentale énumérés dans le Tableau 1 a monté, pendant la même période, à peu près autant que l'indice correspondant pour les Etats-Unis (c'est-à-dire de plus d'un tiers [1]) : les pays européens ont dû subir la conséquence du renchérissement plus considérable des matières premières, mais ceci a été compensé par la hausse relativement faible des prix des denrées alimentaires qui occupent une place plus grande dans l'ensemble des importations européennes d'outre-mer que dans celles des Etats-Unis [2].

Le volume des importations européennes en provenance des pays d'outre-mer a été en moyenne, pendant les neuf premiers mois de 1951, d'environ 12% plus élevé que pendant la même période de 1950. Compte tenu des influences saisonnières du troisième trimestre, le rythme de l'accroissement, lent pour commencer, s'est accéléré au cours de l'année [3]. Les importations des Etats-Unis ont suivi une courbe très différente : après une période d'importations exceptionnelles, depuis le début des hostilités en Corée jusqu'au premier trimestre de 1951, la tendance s'est brusquement renversée et le volume des quantités importées par les Etats-Unis, diminuant de 10% environ au cours de chacun des deux trimestres suivants, est devenu sensiblement inférieur à ce qu'il était en moyenne avant la guerre de Corée. Cette différence de comportement des importations européennes et des importations des Etats-Unis est, comme on le verra, l'un des facteurs qui ont le plus contribué à l'amélioration remarquable de la situation de l'Europe en matière de paiements jusqu'au milieu de 1951, aussi bien qu'à son aggravation ultérieure.

Le volume des exportations de l'Europe à destination des pays extra-européens, qui, depuis 1949, a suivi approximativement la même courbe que l'augmentation des échanges intereuropéens, ne s'est pas totalement maintenu au niveau extraordinairement élevé qu'il avait atteint au cours du dernier trimestre de 1950. Malgré cela, au cours des neuf premiers mois de 1951, le volume des exportations a dépassé, en moyenne, de près d'un quart celui de la période correspondante de 1950 et de près de moitié celui de la même période de 1949, ce qui représente un accroissement remarquable si l'on tient compte de la forte augmentation de la demande intérieure durant cette période. Les exportations des Etats-Unis, qui concurrencent le plus les exportations européennes, ont également augmenté depuis la guerre de Corée à peu près autant que les exportations des pays européens, mais elles n'ont guère augmenté par rapport au niveau de 1949, époque où l'aide en dollars fournie à d'autres pays était plus considérable qu'aujourd'hui.

Bien que les prix à l'exportation des articles manufacturés produits aux Etats-Unis aient récemment cessé de monter, alors que ceux des pays européens continuaient d'augmenter modérément, les modifications survenues de part et d'autre n'ont pas eu, jusqu'ici, pour effet d'influer de façon appréciable sur les avantages obtenus, en matière de prix, grâce aux dévaluations de 1949 [4].

---

[1] Les prix dérivés pour le troisième trimestre ne traduisaient pas la baisse des prix cotés à ce moment.

[2] Voir page 15.

[3] La diminution réelle du volume des importations en provenance de pays extra-européens entre le deuxième et le troisième trimestre a été moindre que la diminution saisonnière normale. Par comparaison avec les trimestres correspondants de 1950, les importations de l'Europe ont été en 1951 respectivement plus élevées de 4, de 11 et de 19% au cours du premier, du deuxième et du troisième trimestre.

[4] L'indice global des prix à l'exportation des Etats-Unis, qui est reproduit dans le Tableau 1, a commencé à baisser pendant le deuxième trimestre de 1951, alors que l'indice afférent aux pays d'Europe commençait à monter plus rapidement. Cela s'explique par le fait que, dans le groupe des articles non manufacturés exportés par l'Europe, des produits comme l'acier et la pâte de bois, dont les prix ont continué d'augmenter, ont une importance considérable, alors que les exportations de matières premières des Etats-Unis comprennent surtout des marchandises qui ont été touchées par la baisse des prix mondiaux.

BIBLIOTECA CENTRALA

Prix et échanges des Etats-Unis

Alors que des tendances fortement inflationnistes prédominaient aux Etats-Unis depuis le début de la guerre de Corée jusqu'au premier trimestre de 1951, la situation se modifia dans ce pays au printemps et pendant l'été suivants : la demande fut en général plus calme, l'offre d'un grand nombre de biens de consommation se fit plus abondante, les mouvements des salaires et des prix marquèrent un palier, le rythme d'augmentation de la production industrielle fut moins rapide et, dans le commerce extérieur, il y eut de nouveau un excédent appréciable des exportations sur les importations. Les données sommaires indiquées ci-dessous font ressortir le contraste qu'offrent entre elles ces deux périodes.

Données sommaires sur l'activité économique aux Etats-Unis

	Changement en pourcentage	
	Juin 1950 à février 1951 *(8 mois)*	Février 1951 à octobre 1951 *(8 mois)*
Commerce de détail [a] (valeur) .	+12	+6
Ventes des industriels [a] (valeur)	+14	0
Production industrielle [a] (volume)	+11	−1
Emploi dans les secteurs autres que l'agriculture	+ 5	+2
Prix de gros	+17	−3
Prix à la consommation . . .	+ 8	+2
Gains horaires moyens dans l'industrie manufacturière (valeur)	+ 7	+3
Revenu total des particuliers [a] (valeur)	+11	+6
Exportations (volume)	+14 [b]	+9 [c]
Importations (volume)	+20 [b]	−20 [c]

Source : Survey of Current Business, Département du Commerce des Etats-Unis, novembre 1950 et décembre 1951.

a Chiffres rectifiés pour tenir compte des variations saisonnières.

b Changement intervenu entre le deuxième trimestre de 1950 et le premier trimestre de 1951.

c Changement intervenu entre le premier trimestre de 1951 et le troisième trimestre de 1951.

Ce mouvement de stabilisation intérieure et même de recul de la demande d'importations s'est produit en dépit d'une augmentation continue des dépenses engagées au titre de la défense, qui sont passées de 5% seulement du produit national brut avant la guerre de Corée à 12% environ à la fin de 1951, et malgré la perspective d'un accroissement encore plus considérable de ces dépenses.

Dépenses engagées au titre de la défense par le Gouvernement des Etats-Unis

(Taux annuels)

	1950		1951		1952 *a*	
	Janv.-juin	Juill.-déc.	Janv.-mars	Juill.-sept.	Début	Fin
En milliards de dollars aux prix courants . .	13	17	26	40	50	65
En pourcentage du produit national brut. .	5	6	8	12	15	19

Sources : Survey of Current Business, Département du Commerce des Etats-Unis, novembre 1951, page 9, et *Third Quarterly Report to the President by the Director of Defense Mobilization*, 1er octobre 1951, pages 5 et 31.

a Evaluation.

Concurremment à l'exécution du programme de réarmement, il y a eu, comme dans la plupart des autres pays, une expansion considérable des investissements privés, en particulier de ceux consacrés à la constitution de stocks par les entreprises, à l'équipement industriel et aux constructions à usage industriel et commercial, ces trois postes représentant, au cours des neuf premiers mois de 1951, à un taux annuel, 16 milliards $^2/_3$ de dollars de plus que pendant la même période de 1950.

Divers facteurs ont contribué à tenir l'inflation en échec aux Etats-Unis en dépit de l'augmentation rapide de la part prélevée sur le produit national pour les besoins de la défense; l'un de ces facteurs a été la récente et forte diminution des constructions de nouvelles maisons d'habitation et de locaux à usage commercial, par suite d'un resserrement du crédit et d'autres restrictions. Plus importante encore a été la remarquable inertie de la demande de biens de consommation. Compte tenu de la hausse des prix, le volume des dépenses de consommation au cours des deuxième et troisième trimestres de 1951 semble en réalité être légèrement tombé au-dessous du niveau qu'il atteignait avant la guerre de Corée, malgré l'augmentation substantielle de l'emploi et des revenus pendant cette période. Le Tableau 2 résume l'évolution des revenus personnels et des dépenses de consommation depuis le début de l'année 1950.

Les impôts directs qui, avant la guerre de Corée, représentaient environ 9% du revenu personnel, ont atteint au milieu de 1951 11% environ de ce revenu, mais le changement le plus frappant est l'augmentation de l'épargne personnelle qui est passée de 5% à près de 10% du revenu, impôts déduits. Cette proportion est plus grande qu'elle ne l'a jamais été depuis le premier semestre de 1946, alors qu'il y avait pénurie de biens de consommation. L'inertie actuelle de la

Tableau 2

REVENU PERSONNEL ET CONSOMMATION PERSONNELLE AUX ÉTATS-UNIS

En milliards de dollars courants, aux taux annuels

	1950			1951	
	Premier et deuxième trimestres	Troisième trimestre	Quatrième trimestre	Premier trimestre	Deuxième et troisième trimestres
Revenu personnel, impôts non déduits .	216,7	227,3	238,3	244,1	251,5
Impôts	19,3	20,2	23,1	27,4	28,2
Epargne	10,7	4,6	16,8	8,5	21,2
Consommation personnelle	186,7	202,5	198,4	208,2	202,1
dont :					
Biens de consommation durables . .	26,4	34,3	29,4	31,5	25,6
Biens de consommation immédiate . .	99,4	105,5	104,9	111,5	109,8
Services	60,9	62,7	64,0	65,2	66,7

Source : Survey of Current Business, Département du Commerce des Etats-Unis, novembre 1951, page 6.

demande de biens de consommation s'explique sans aucun doute, dans une large mesure, par les stockages considérables effectués antérieurement, surtout pour les biens de consommation durables. Le maintien d'un niveau élevé d'emploi et de production pendant la plus grande partie de la période d'après guerre avait déjà amplement fourni aux consommateurs l'occasion de rattraper l'arriéré de demande qui n'avait pu être satisfait à cause de la guerre et, sous l'effet de la fièvre de spéculation qui a caractérisé les neuf premiers mois ayant suivi l'ouverture des hostilités en Corée, avant que la production à des fins militaires ait eu le temps de venir contrarier l'expansion de la production civile, les achats de biens de consommation ont atteint des chiffres inconnus jusque-là. Après avoir contribué à déclencher une ascension vigoureuse des prix, l'extrême abondance des biens de consommation pendant cette période et l'accumulation des stocks des particuliers et des entreprises privées ont eu tendance à remédier par elles-mêmes à l'inflation dans l'économie intérieure. Il s'est produit, de la part des consommateurs, une réaction due à une résistance de plus en plus forte à la hausse des prix, à l'épuisement des économies individuelles, à l'accumulation des sommes à payer sur les nouveaux achats à tempérament, et aux restrictions du crédit accordé aux consommateurs.

Dans les pays d'Europe, cette réaction des consommateurs s'est aussi manifestée dans une mesure sensible, surtout pour les textiles, comme on le verra au Chapitre 2, mais, aux Etats-Unis, le niveau élevé et la nature des dépenses de consommation ont, sans aucun doute, assuré à l'économie américaine une souplesse exceptionnelle qui n'a été égalée nulle part dans l'adaptation à la production militaire et dans la lutte contre l'inflation [1].

Le fait qu'aux Etats-Unis une si large part des dépenses de consommation soit consacrée à l'achat de biens durables signifie, d'une part, qu'une fraction importante de ces achats peut être différée sans qu'il en résulte des privations ou des tensions sociales particulières, spécialement après la période de reconstitution des stocks qui a précédé, et, d'autre part, que les métaux et autres matières premières qui entrent dans la fabrication de ces biens, peuvent, comme la capacité de production, servir à l'exécution des commandes militaires. Les industries de l'automobile, de la radio et de la télévision en constituent les exemples les plus typiques. En même temps, le fait que les biens de consommation durables sont, pour une large part, achetés à tempérament, fait comprendre qu'aux Etats-Unis les restrictions apportées au crédit à la consommation constituent une arme exceptionnellement efficace contre l'inflation. Alors que, de 1946

[1] La seule autre grande économie industrielle qui connaisse une telle souplesse est celle de l'Union soviétique, mais les raisons qui l'expliquent sont totalement différentes. Comme on l'expose au Chapitre 5, la production de biens de consommation durables est relativement faible dans l'Union soviétique, mais une direction étroitement centralisée permet d'affecter plus facilement les ressources à la défense au lieu de les consacrer aux investissements civils.

à 1950, le montant total des crédits accordés aux Etats-Unis à la consommation s'accroissait en moyenne de près de 3 milliards de dollars par an et jouait ainsi un rôle important dans la demande de biens de consommation, le relèvement des premiers versements exigés et la réduction des délais de remboursement des prêts à échéances échelonnées ont renversé la tendance et entraîné, durant l'année 1951, une certaine diminution du volume total des crédits restant à rembourser [1]. La proportion élevée des dépenses des particuliers consacrée à l'achat de biens durables, pour lesquels la demande peut être différée, a donc exercé une influence considérable dans le sens d'une atténuation de la pression inflationniste, jusqu'à présent du moins : en effet, cet état de choses permet de susciter une forte augmentation de l'épargne sans que se produise pour autant la modification dans la répartition des revenus qui est la caractéristique essentielle de l'inflation. C'est ce qui s'est passé en 1951. Toutefois, un gros accroissement de l'épargne privée n'est pas dénué de tout inconvénient du point de vue de la politique anti-inflationniste : dès lors que l'épargne privée atteint un niveau élevé, les impôts directs deviennent un instrument moins sûr pour tenir en échec l'inflation, car les consommateurs se trouvent alors en mesure de réagir à une augmentation des impôts en réduisant leur épargne plutôt que leur consommation.

La stabilisation économique survenue aux Etats-Unis depuis le début de 1951 a remédié à bien des égards, et spécialement du point de vue de ses effets sur les prix des produits, aux poussées inflationnistes qui s'étaient fait sentir pendant plusieurs mois à partir de l'ouverture des hostilités en Corée. Mais en même temps se produisait une diminution des importations américaines, l'un des éléments qui ont le plus contribué à la reconstitution de l'excédent de la balance des paiements des Etats-Unis et au retour de sérieuses difficultés dans les paiements internationaux au cours de ces derniers mois. Quelques-unes des données essentielles qui concernent cette période ainsi que d'autres périodes critiques postérieures à la guerre sont présentées dans le Diagramme 1. La courbe part de la crise des paiements de 1947, caractérisée par un écart extrêmement accentué entre les importations de marchandises et de services par les Etats-Unis et les sommes encaissées de l'étranger par ce pays, bien que, il est vrai, les unes fussent en légère augmentation tandis que les autres déclinaient. La preuve de cet écart a été fournie par les forts prélèvements qu'il a fallu opérer sur les réserves en devises étrangères, par l'épuisement rapide des 3 milliards ¾ de dollars que les Etats-Unis avaient prêtés au Royaume-Uni en 1946, et par le risque d'épuisement qui pesait sur d'autres moyens financiers disponibles. Cette crise a été conjurée par l'entrée en application du Programme de relèvement européen, si bien qu'à la fin de l'année 1948, d'autres pays parvenaient même à accroître modérément leurs réserves en monnaies fortes.

Dès la fin de 1948, les importations de marchandises et de services par les Etats-Unis avaient d'ailleurs marqué un ralentissement qui s'accompagnait d'une réduction modérée de la production industrielle, alors que les quantités achetées aux Etats-Unis par les autres pays avaient recommencé à augmenter. Cette autre crise, qui se traduisait par de lourdes pertes dans les comptes or et dollars, prit fin avec les dévaluations monétaires de septembre 1949, quoique d'autres facteurs fussent déjà intervenus en faveur du rétablissement de la situation, notamment la reprise des importations américaines, accompagnant la reprise de la production industrielle, et le caractère plus rigoureux des restrictions imposées par les autres pays aux achats effectués dans la zone dollar. Au cours des mois suivants, on a pu, semble-t-il, constater des progrès réguliers dans la voie de la solution du problème du dollar : les importations des Etats-Unis ont continué d'augmenter et d'autres pays ont pu grossir leurs réserves tout en maintenant leurs importations en provenance des Etats-Unis à un niveau relativement bas. A l'ouverture des hostilités en Corée, cette amélioration s'est tout d'abord accentuée. La valeur des importations américaines augmenta de façon impressionnante, encore que cette augmentation fût en grande partie le résultat d'une hausse des prix des matières premières, et l'accroissement des réserves en monnaies fortes des autres pays compensa en grande partie les pertes qu'ils avaient éprouvées pendant les précédentes périodes de difficultés.

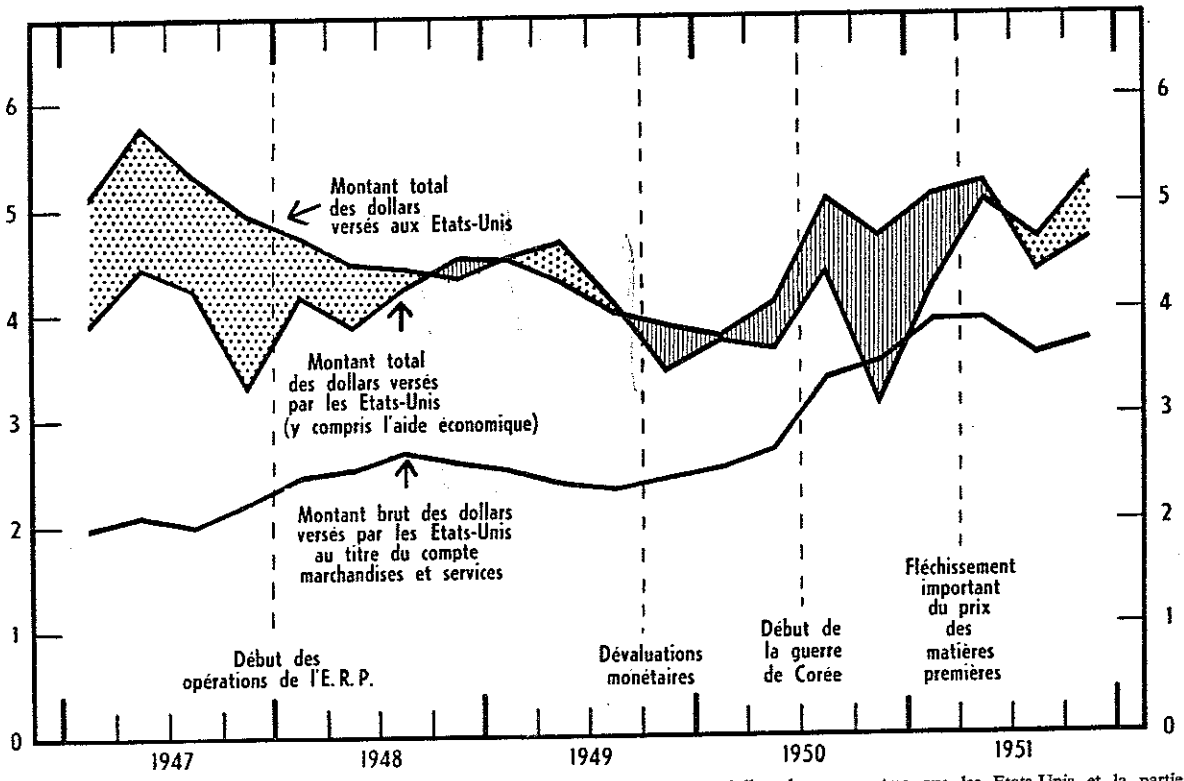
La troisième crise du dollar, et la plus récente, qui a débuté vers le milieu de l'année 1951, a ressemblé à celle de 1949 en ceci qu'elle était caractérisée par un abaissement considérable du montant global des

[1] Aux Etats-Unis, après avoir diminué pendant la guerre au fur et à mesure que les consommateurs se libéraient de leurs dettes, le montant total des crédits à la consommation restant à rembourser est passé de 5,6 milliards de dollars à la fin de 1945 à un maximum de 20,1 milliards de dollars à la fin de 1950, pour retomber ensuite à 19,1 milliards de dollars à la fin d'avril 1951. Voir *Federal Reserve Bulletin*, Board of Governors of the Federal Reserve System, novembre 1951, page 1424.

Diagramme 1

A. MONTANT DES DOLLARS ENCAISSÉS OU VERSÉS PAR LES DIFFÉRENTS PAYS DU MONDE EN RÈGLEMENT DE LEURS TRANSACTIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS

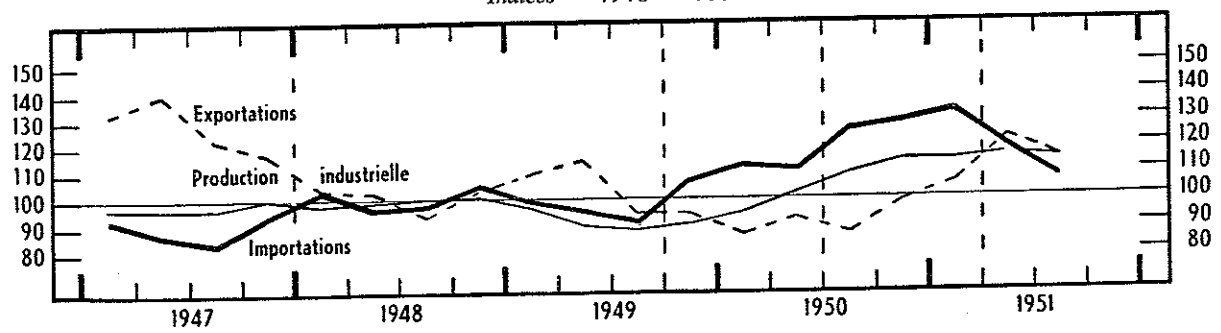
Totaux trimestriels — en milliards de dollars courants



NOTE. — La partie en pointillé représente les réductions nettes des avoirs en or et en dollars des pays autres que les Etats-Unis, et la partie hachurée représente les augmentations nettes de ces avoirs. Pour plus de détails sur la façon dont ces trois courbes ont été tracées, voir les « Notes sur les statistiques ».

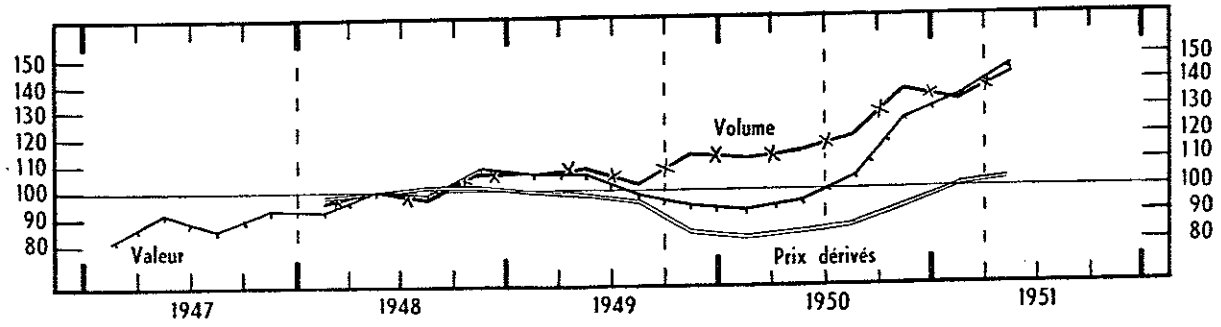
B. COMMERCE EXTÉRIEUR ET PRODUCTION INDUSTRIELLE DES ÉTATS-UNIS

Indices — 1948 = 100



C. VALEUR, PRIX DÉRIVÉS ET VOLUME DU COMMERCE MONDIAL

Indices — 1948 = 100



Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».

sommes en dollars versées par les Etats-Unis à d'autres pays. Les importations américaines pendant le troisième trimestre ont été sensiblement moindres qu'au cours du premier semestre de l'année (encore que, en dollars, elles fussent naturellement plus importantes qu'elles ne l'étaient aux prix beaucoup plus bas pratiqués avant la guerre de Corée), et, malgré une certaine reprise vers la fin de 1951, elles sont restées bien inférieures au niveau des six premiers mois. La situation a encore été aggravée par une diminution des sorties de capitaux privés des Etats-Unis, ainsi que par la diminution progressive du montant de l'aide économique fournie par le Gouvernement des Etats-Unis, comme le montre, sur le Diagramme 1, la chute plus forte de la courbe du montant total des sommes versées par les Etats-Unis, que de la courbe des recettes au titre des marchandises et services. Pour tous les comptes (aide militaire non comprise), le montant des dollars versés par les Etats-Unis à d'autres pays au cours du second semestre de l'année a été, au taux annuel, inférieur de 2 milliards et demi de dollars environ à celui du premier semestre. Cette diminution a été tout d'abord atténuée dans une certaine mesure par une diminution simultanée, quoique plus faible, des sommes payées aux Etats-Unis par les pays étrangers et, à cet égard, la situation a été différente de celle de 1949. Mais, d'après les évaluations préliminaires faites pour le quatrième trimestre, les achats de biens et de services faits aux Etats-Unis par d'autres pays se sont une fois encore relevés brusquement vers la fin de l'année, et l'écart s'est sensiblement accentué [1].

Lorsque l'on examine l'importance des effets de la diminution des sommes en dollars payées par les Etats-Unis à d'autres pays au cours du second semestre de 1951 par rapport au montant qu'elles atteignaient pendant le premier semestre, il faut tenir compte de la forte augmentation, déjà signalée, de la valeur totale du commerce mondial en général, et des exportations des Etats-Unis en particulier, depuis le milieu de 1950. Le niveau actuel des paiements en dollars semble, bien entendu, élevé par comparaison avec la période antérieure à la guerre de Corée, où les prix internationaux et le volume général des échanges étaient beaucoup plus faibles.

Les influences saisonnières ont évidemment contribué pendant le troisième trimestre à accentuer le fléchissement des importations des Etats-Unis [2], spécialement pour des produits agricoles comme la laine et le cacao, mais le niveau exceptionnellement bas du volume total des importations — 7% de plus seulement qu'en 1948, malgré l'augmentation considérable du revenu national réel depuis cette année-là — doit être attribué à d'autres causes plus déterminantes. D'une part, les importations ont sans aucun doute été fortement influencées par les liquidations de stocks auxquelles on a procédé aux Etats-Unis pendant la plus grande partie de l'année 1951, alors que la demande de biens de consommation se ralentissait et que les commandes étaient réduites à tous les échelons jusqu'aux producteurs nationaux et aux importateurs. On peut trouver une preuve directe de cette influence dans les statistiques du commerce extérieur de la laine, dont les stocks dans les entrepôts de douane ont augmenté au cours du deuxième trimestre alors que les importations dépassaient la consommation, mais ont diminué pendant le troisième trimestre. Des changements semblables sont intervenus également pour certains autres des principaux produits d'importation, notamment le café, le cacao et le coton.

Une autre circonstance qui a influé encore plus puissamment sur l'évolution récente des importations des Etats-Unis a été le brusque changement de la politique du gouvernement de ce pays en matière d'achats destinés au stockage. Par contraste avec les achats massifs de produits stratégiques effectués pendant les six ou huit mois qui ont suivi l'ouverture des hostilités en Corée — achats qui, joints à une active spéculation privée en général et à l'augmentation des quantités de caoutchouc achetées par la Chine en particulier, ont fait tripler le prix de la laine et du caoutchouc, et plus que doubler celui de l'étain — le Gouvernement des Etats-Unis a totalement cessé au printemps et pendant l'été de 1951 d'acheter de la laine et de l'étain de Malaisie et réduit fortement ses achats de caoutchouc [3]. Le changement a porté

[1] Le prélèvement net opéré sur les réserves d'or et de dollars (y compris les opérations du Fonds monétaire international et de la Banque internationale) est évalué provisoirement à près de 600 millions de dollars pour le quatrième trimestre, contre 292 millions au cours du troisième trimestre. Voir *Economic Report of the President*, janvier 1952, page 204.

[2] On ne dispose pas encore, pour analyser le mouvement des importations et des exportations au-delà du troisième trimestre de l'année, de renseignements sur le détail, par produits, du commerce extérieur des Etats-Unis.

[3] Alors qu'en 1950, les achats d'étain de Malaisie effectués par les Etats-Unis s'élevaient à 45.300 tonnes, ils sont tombés à 2.600 tonnes pendant le premier trimestre de 1951 pour cesser totalement par la suite. De leur côté, les exportations de caoutchouc de Malaisie à destination des Etats-Unis ont atteint le chiffre maximum de 100.100 tonnes (taux trimestriel) pendant les six premiers mois de 1951, et sont tombés à 82.600 tonnes pendant le second semestre de l'année.

moins sur les objectifs finaux du programme de constitution de stocks [1] que sur son exécution : les achats de l'étranger se font maintenant moins sur le marché libre avec livraisons immédiates, et davantage au moyen de contrats à long terme, toutes les importations de certains des produits les plus nécessaires étant groupées auprès d'organismes officiels [2].

Une troisième cause, moins facile à définir, du fléchissement des importations des Etats-Unis, a été la mise en application des prix maximum imposés dans le cadre du programme intérieur de lutte contre l'inflation. Il n'y a guère d'éléments permettant d'apprécier les effets quantitatifs de cette mesure sur les importations de produits manufacturés, mais on peut voir clairement ceux qu'elle a eus tout au moins sur une matière première importante. Dans le cas de la pâte de bois, les exportateurs suédois ont, en effet, fortement diminué les quantités réservées au marché des Etats-Unis pour le second semestre de 1951, après avoir fait savoir qu'à partir du début de juillet, aucune nouvelle augmentation de prix par rapport au prix pratiqué pour la pâte finlandaise ne serait autorisée; en même temps, les prix suédois des exportations destinées à d'autres marchés étaient fortement augmentés pour les deux derniers trimestres (voir Tableau XIX). La diminution des importations américaines de plomb et de zinc, par rapport au niveau élevé qu'elles avaient atteint pendant le second semestre de 1950, s'explique aussi principalement par le fait que les prix pratiqués à l'étranger dépassaient les prix maximums fixés aux Etats-Unis pour ces produits au début de 1951.

Bien entendu, les trois causes indiquées ci-dessus [3] n'ont pas seulement influé sur le tonnage des importations américaines : elles ont aussi contribué à en réduire les prix, ce qui était en réalité le but qu'on voulait atteindre, notamment en modifiant les modalités d'exécution du programme de stockage.

La crise du dollar dans la zone sterling

Sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs, les difficultés actuelles en matière de dollars se sont principalement fait sentir dans la zone sterling et, avant tout, au Royaume-Uni, dépositaire des réserves centrales d'or et de dollars de l'ensemble de la zone sterling. L'augmentation de plus de 2 milliards et demi de dollars, qui avait été enregistrée dans les avoirs en or et en dollars du Royaume-Uni depuis le quatrième trimestre de 1949, aussitôt après la dévaluation, jusqu'au deuxième trimestre de 1951, a fait place pendant le troisième trimestre à une perte nette de près de 600 millions de dollars. Cette perte représentait en fait le double environ du montant net des règlements en or et en dollar en faveur des Etats-Unis au cours de ce trimestre, ce qui indique que le déficit de la zone sterling ne s'est pas produit seulement vis-à-vis de la zone dollar, mais qu'il avait un caractère plus universel [4]. Les prélèvements effectués sur les avoirs en or et en dollars détenus par le Royaume-Uni se sont poursuivis à une allure accélérée pendant le quatrième trimestre, et ont atteint 934 millions de dollars, ou 758 millions de dollars si l'on en exclut le premier versement d'intérêts effectué à la fin de l'année au titre des prêts américain et canadien. Le Tableau 3 montre les mouvements des échanges commerciaux de la zone sterling avec les pays de la zone dollar et les pays de l'Europe continentale, qui sont pour beaucoup dans ce renversement complet de la situation des réserves d'or et de dollars. Au taux semestriel, le changement survenu dans la situation

[1] A la fin de 1951, on chiffrait à 3,4 milliards de dollars la valeur des produits stockés, et des commandes étaient en outre passées pour plus de 2 milliards de dollars (cette somme comprenant aussi bien les matières produites aux Etats-Unis que les articles importés). Voir *Fourth Quarterly Report to the President* par le Directeur de la Mobilisation pour la défense nationale, 1er janvier 1952, page 24.

[2] Pour un exposé détaillé des changements survenus dans les conceptions des milieux compétents et la politique suivie en matière d'exécution du programme de stockage, voir les différents rapports et comptes rendus des débats du Preparedness Sub-Committee of the Committee on Armed Services, du Sénat des Etats-Unis, et notamment les rapports du 5 septembre et du 20 novembre 1950 sur les biens en excédent et le caoutchouc, le rapport du 27 novembre 1950 sur les produits agricoles, le rapport du 12 février 1951 sur l'étain, ainsi que le compte rendu des débats du 24 juillet 1951 sur l'étain et le caoutchouc.

[3] Il y a lieu de mentionner, à cause du découragement qu'il a fait naître dans les pays européens s'efforçant de développer leurs ventes sur le marché des Etats-Unis, un fait particulier qui a agi dans le même sens, encore qu'il n'ait eu, quantitativement, qu'une importance relativement faible pour la situation générale en matière de dollars. Il s'agit des limitations imposées par une décision du Congrès, incorporée sous forme de clause additionnelle au *Defense Production Act*, et invitant le Secrétaire à l'Agriculture à restreindre les importations de fromages qui s'effectuaient en 1950 à la cadence de près de 25 millions de dollars par an et présentaient une importance assez considérable pour plusieurs petits pays européens, notamment les Pays-Bas, le Danemark et la Suisse, ainsi que pour l'Italie. Le Gouvernement des Etats-Unis s'efforce de faire rapporter cette disposition.

[4] Les principaux pays autres que les Etats-Unis qui ont enregistré au cours du troisième trimestre une augmentation de leurs avoirs en or et en dollars sont : en Europe, l'Allemagne occidentale et la Belgique ; et en Extrême-Orient, le Japon et l'Indonésie.

des balances commerciales entre le premier semestre de 1951 et le troisième trimestre de la même année peut se résumer comme suit (le signe *moins* indique soit l'accroissement d'un déficit, comme dans le cas du commerce du Royaume-Uni avec la zone dollar et l'Europe continentale, soit la diminution d'un excédent, comme dans le cas des échanges des autres pays de la zone sterling avec ces deux groupes de pays) :

	En millions de dollars courants, au taux semestriel
Commerce du Royaume-Uni avec la zone dollar	— 330
Commerce des autres pays de la zone sterling avec la zone dollar	— 196
Commerce du Royaume-Uni avec l'Europe occidentale continentale	— 262
Commerce des autres pays de la zone sterling avec l'Europe occidentale continentale . .	— 269
TOTAL des échanges de la zone sterling avec la zone dollar et l'Europe occidentale continentale	—1,057

Le commerce de l'ensemble de la zone sterling avec les pays de la zone dollar et les pays de l'Europe continentale a donc brusquement diminué d'une somme équivalente à plus de 2 milliards de dollars par an vers le milieu de 1951.

Certaines des raisons qui expliquent cette évolution défavorable des échanges et des paiements de la zone sterling vers le milieu de 1951, sont plus ou moins particulières au Royaume-Uni lui-même; la plus importante d'entre elles a été, comme on le verra au Chapitre 3, la nécessité de reconstituer les stocks de matières industrielles essentielles à la suite des réductions opérées en 1950[1]. Une autre raison importante pour laquelle le problème actuel du dollar se pose surtout au Royaume-Uni est tout simplement que les produits principalement touchés par les fortes fluctuations des prix et des échanges depuis l'ouverture des hostilités en Corée, sont avant tout des produits de la zone sterling. En réalité, on peut, dans une large mesure, retracer l'évolution de la balance des paiements des pays d'Europe et du Royaume-Uni en particulier, au cours des deux dernières années, d'après les hausses et les baisses sensibles survenues sur le marché de trois matières premières produites surtout hors d'Europe — le caoutchouc, la laine et l'étain. Il est facile de se rendre compte de l'importance du rôle qu'ont joué ces trois produits dans l'évolution des balances des paiements au cours de cette période en se reportant aux chiffres qui indiquent, en ce qui les concerne, le mouvement des importations totales des Etats-Unis et des principaux pays de l'Europe occidentale continentale. Les chiffres, exprimés par leur contre-valeur en dollars, traduisent les mouvements de prix aussi bien que les variations des quantités :

	En millions de dollars courants, au taux semestriel			
	1950		*1951*	
	1er sem.	*2e sem.*	*1er sem.*	*3e trim.*
Etats-Unis	428	660	990	786
Pays continentaux de l'Europe occidentale [a]	547	669	1.167	823
TOTAL	975	1.329	2.157	1.609

[a] Ce sont : l'Allemagne occidentale, la France, l'Italie, l'Union belgo-luxembourgeoise, les Pays-Bas, la Suisse, la Suède et le Danemark. Pour ces pays, les chiffres donnés expriment la valeur c.a.f. à l'importation, tandis que pour les Etats-Unis, ils indiquent la valeur f.o.b.

En d'autres termes, surtout en raison de la hausse énorme des prix de la laine, du caoutchouc et de l'étain, les sommes reçues des Etats-Unis et des pays continentaux de l'Europe occidentale [2] par les pays fournisseurs de ces produits, principalement de ceux de la zone sterling au titre de leurs exportations se sont accrues, au taux annuel, de 1 milliard et demi de dollars de plus pendant les douze mois écoulés entre le milieu de 1950 et le milieu de 1951 que pendant les six mois qui ont précédé l'ouverture des hostilités en Corée, pour diminuer ensuite pendant le troisième trimestre de 1951 d'un montant équivalent à 1.100 millions de dollars par an.

Le premier effet de l'essor d'abord pris par les ventes de ces produits fut l'augmentation spectaculaire des recettes et des réserves de change des pays producteurs ou, dans le cas de la zone sterling, celle des avoirs en devises étrangères du Royaume-Uni,

[1] L'impossibilité où le Royaume-Uni s'est trouvé de produire assez de charbon pour fournir plus que des quantités minimes pour l'exportation a évidemment agi aussi sur la situation de sa propre balance des paiements et sur les difficultés de l'Europe continentale en matière de dollars (voir Chapitre 6). Mais cela n'a pas été la raison principale de la brusque aggravation de la situation du Royaume-Uni au milieu de l'année.

[2] Il convient de noter que les statistiques utilisées concernant les quantités de laine, de caoutchouc et d'étain importées par les Etats-Unis et l'Europe occidentale englobent les importations de toute origine et ne se limitent pas aux importations en provenance de la zone sterling, bien que l'on puisse estimer approximativement que dans les exportations mondiales de ces produits les quantités fournies par la zone sterling représentaient de 70 à 75% en 1950.

Tableau 3

COMMERCE DE LA ZONE STERLING AVEC LA ZONE DOLLAR ET AVEC LA PARTIE CONTINENTALE DE L'EUROPE OCCIDENTALE

Taux semestriels, en millions de dollars courants f.o.b.

	Période	Exportations	Importations	Solde
Commerce avec la zone dollar				
Exportations et importations du Royaume-Uni	1950 – Premier semestre .	374	567	−193
	Second semestre .	512	633	−121
	1951 – Premier semestre .	530	840	−310
	Troisième trim.[a] .	560	1.200	−640
Exportations et importations des autres pays de la zone sterling [b]	1950 – Premier semestre .	550	375	+175
	Second semestre .	665	340	+325
	1951 – Premier semestre .	1.035	545	+490
	Troisième trim.[a] .	952	658	+294
Commerce avec la partie continentale de l'Europe occidentale [c]				
Exportations et importations du Royaume-Uni	1950 – Premier semestre .	761	751	+ 10
	Second semestre .	792	847	− 55
	1951 – Premier semestre .	913	1.196	−283
	Troisième trim.[a] .	830	1.375	−545
Exportations et importations des autres pays de la zone sterling	1950 – Premier semestre .	617	300	+317
	Second semestre .	783	461	+322
	1951 – Premier semestre .	1.243	678	+565
	Troisième trim.[a] .	1.127	831	+296
Exportations et importations globales de la zone sterling dans ses échanges avec la zone dollar et la partie continentale de l'Europe occidentale [c]	1950 – Premier semestre .	2.302	1.993	+309
	Second semestre .	2.752	2.281	+471
	1951 – Premier semestre .	3.721	3.259	+462
	Troisième trim.[a] .	3.469	4.064	−595
Commerce entre les pays de la zone sterling				
Exportations du Royaume-Uni à destination des autres pays de la zone sterling et importations du Royaume-Uni en provenance de ces pays	1950 – Premier semestre .	1.341	1.172	+169
	Second semestre .	1.480	1.204	+276
	1951 – Premier semestre .	1.615	1.728	−113
	Troisième trim.[a] .	1.869	1.691	+178

Sources : D'après le Tableau 11 et le Tableau XXVII. Voir les « Notes sur les statistiques ». Les chiffres relatifs au commerce des autres pays de la zone sterling avec l'Europe continentale sont calculés d'après les statistiques des pays européens.

[a] Taux semestriels.

[b] Moins l'Union Sud-Africaine.

[c] Tous les pays n'appartenant pas à la zone sterling qui sont énumérés dans le Tableau XXVII.

bien que cette amélioration fût contrebalancée par l'accroissement des engagements en sterling de ce pays envers d'autres membres de la zone sterling. Il y aurait eu ainsi, d'un point de vue strictement financier, un gain net si, d'un autre côté, les pays bénéficiaires n'avaient pas augmenté leurs importations. C'est pourtant ce qui est inévitablement arrivé (comme le fait clairement apparaître le Tableau 3), sous l'influence inflationniste de l'augmentation des prix et des revenus dans les pays fournisseurs de matières premières et du fait de l'assouplissement apporté au contrôle des importations, à mesure qu'aug-

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA

mentaient les réserves de devises [1]. En fait, les importations ont commencé à s'accroître à un rythme accéléré au moment précis où le marché s'est effondré; le renversement critique de la situation de la balance commerciale des pays de la zone sterling, dont il a été question plus haut, n'a donc été dû qu'en partie à la diminution des recettes d'exportations de ces pays et il faut l'attribuer davantage à l'augmentation des sommes qu'ils ont eu à payer pour leurs importations. Bien entendu, cette augmentation était due, pour une part considérable, à la hausse des prix des importations des pays intéressés, en particulier des importations du Royaume-Uni en provenance de la zone dollar, lesquelles consistent dans une large mesure en produits de base, mais c'est l'augmentation du volume qui a été l'élément prépondérant pour les pays non européens de la zone sterling qui importent surtout des produits manufacturés.

Ce qui s'est passé récemment montre comment les fluctuations des prix des matières premières sont comme une arme à deux tranchants pour certains pays européens et, notamment, pour le Royaume-Uni. Lorsque les prix des matières premières et des denrées alimentaires sont relativement élevés, ils tendent à rendre plus défavorable le taux d'échange de ce pays, et à diminuer ainsi son revenu réel, mais, en raison des liens monétaires qui le rattachent aux pays non européens de la zone sterling, la situation des avoirs en devises de l'ensemble de la zone se trouve améliorée. Lorsque les prix des matières premières sont bas, leur action s'exercent en sens contraire; le taux d'échange devient alors favorable et le revenu réel du Royaume-Uni augmente, mais c'est au détriment des recettes d'exportation encaissées en devises par les pays non européens de la zone sterling, qui, elles, diminuent. Ces effets en sens contraire sur le revenu réel, d'une part, et sur la situation des avoirs en devises étrangères, d'autre part, expliquent l'anomalie suivante : que les prix des matières premières semblent hauts ou peu élevés, les conséquences à prévoir donnent inévitablement lieu à des préoccupations sérieuses. Toutefois, la situation qui est évidemment la moins favorable de toutes est celle où, comme au cours des deux dernières années, les prix des matières premières partent d'abord en flèche, ce qui provoque une augmentation des revenus nominaux et des recettes en devises, à quoi fait suite un brusque renversement du mouvement des prix et une aggravation de la situation des avoirs en devises.

Quelques-unes des forces qui ont provoqué la crise actuelle en matière de devises semblent devoir fournir par elles-mêmes des correctifs plus ou moins automatiques qui amélioreraient tout au moins la situation de la balance des paiements de la zone sterling. Il n'est pas douteux que l'on cessera dans une large mesure de constituer des stocks au Royaume-Uni, et la demande d'importations des autres pays de la zone sterling, qui s'est accrue parallèlement à l'augmentation de leurs recettes d'exportations, paraît appelée à diminuer maintenant que les prix des matières premières ont baissé. D'autre part, la demande américaine d'importations ne saurait guère se maintenir indéfiniment à son faible niveau actuel. Même dans l'éventualité peu probable où l'augmentation des dépenses engagées au titre de la défense n'entraînerait pas une accélération de la production industrielle, il faudra probablement accroître le volume des importations de matières premières (sauf peut-être pour le caoutchouc), afin de reconstituer les stocks (et cela indépendamment d'une accélération éventuelle du rythme de constitution des stocks du gouvernement).

Mais tout cela prendra peut-être du temps et, en attendant, d'autres facteurs plus précis agissent, qui sont exposés en détail au Chapitre 3 et dont l'action pourra tendre à accroître la proportion de certaines importations du Royaume-Uni qui doivent être payées en dollars. Si les Etats-Unis décident de ne pas accor-

---

[1] Le rapport annuel du Fonds monétaire international, publié au mois de juillet 1951, constatait que l'on était « de plus en plus disposé à assouplir les restrictions » et contenait un bref exposé des mesures prises jusqu'alors, plus particulièrement en Inde, en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Cet assouplissement des restrictions n'était pas seulement le résultat de décisions unilatérales, mais avait aussi été décidé pour donner suite à divers engagements officiels de caractère international. Dans son *Second rapport annuel sur les restrictions de changes*, publié en avril 1951, le Fonds monétaire international passait en revue les changements survenus en matière de paiements internationaux et déclarait ce qui suit : « Le Fonds est parfaitement conscient des difficultés d'un caractère nouveau auxquelles se heurtent nombre de ses Etats membres, mais il n'en reste pas moins persuadé que l'amélioration très générale de la situation de la balance des paiements de ses membres et des perspectives qui s'offrent à eux à cet égard, justifie un assouplissement ou une suppression des restrictions et plus particulièrement des mesures discriminatoires. »

Précédemment, lors de la cinquième session des Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, qui s'est tenue à Torquay à la fin de 1950 et au début de 1951, le représentant des Etats-Unis, comme ceux de la Belgique, du Canada et de Cuba, ont exprimé l'opinion que « le moment était venu pour l'Australie, Ceylan, la Nouvelle-Zélande, la Rhodésie du Sud et le Royaume-Uni, de commencer, avec toute la prudence qu'appellent les incertitudes de la situation actuelle, un assouplissement progressif des sévères restrictions que ces pays imposent aux importations en monnaie forte. Cette opinion était fondée sur leur constatation de la situation favorable actuelle de ces pays et des perspectives qui s'offrent pour l'année à venir. » (Cité d'après un communiqué de presse publié à Torquay le 13 décembre 1950.)

der au Royaume-Uni d'autre aide économique importante que les 300 millions de dollars dont l'octroi a été décidé, il semble donc inévitable que, outre la diminution des importations en provenance de l'Europe continentale déjà annoncée par le Gouvernement du Royaume-Uni, les importations directes payables en dollars effectuées par les pays de la zone sterling devront faire l'objet de réductions compensatrices opérées de propos délibéré. Le délai dans lequel la crise actuelle pourra être surmontée dépend de la rapidité avec laquelle l'accord pourra se faire sur la répartition de ces réductions entre les différents membres de la zone sterling.

Avantages découlant de la baisse des prix à l'importation

A la différence du Royaume-Uni, dont la position au point de vue de ses avoirs en or et en dollars s'est aggravée, alors que son taux d'échange s'améliorait par suite de la baisse des prix internationaux des matières premières, la situation de la plupart des autres pays de l'Europe occidentale a été en progrès sur ces deux plans à la fois [1].

On peut constater, à l'examen du Tableau 4, l'importance relative des mouvements récents des prix des matières premières importées dans plusieurs grands pays d'Europe, par comparaison avec les Etats-Unis. Bien qu'il soit limité à neuf produits de base, on peut considérer que, pour le groupe pris dans son ensemble, le total, y compris les importations et la production nationale, représente les quatre cinquièmes, ou même davantage, des matières premières nécessaires à toutes les industries, les industries alimentaires exceptées [2]. On remarquera que, dans les quatre pays européens compris dans le tableau et aux Etats-Unis, les prix des produits de base importés ont, du premier semestre de 1950 au premier trimestre de 1951, monté beaucoup plus que les prix des matières premières produites à l'intérieur de ces pays. Toutefois, la hausse des prix des matières premières importées ainsi que la baisse qui l'a suivie ont été beaucoup plus considérables dans les pays européens qu'aux Etats-Unis.

Aux Etats-Unis, les importations des produits de base en question n'entrent que pour un huitième environ dans la consommation intérieure totale, le pays se suffisant à lui-même dans une assez large mesure; par contre, les importations de ces produits représentent 50 %, ou davantage, de la consommation dans les pays de l'Europe occidentale considérés, exception faite de l'Allemagne occidentale, et, même dans ce cas, le rapport entre les importations et la consommation est plus du double de ce qu'il est aux Etats-Unis. Ces chiffres semblent d'ailleurs sous-estimer plutôt la différence qui existe en réalité à cet égard entre les Etats-Unis et les pays de l'Europe occidentale, car, dans ces derniers, la proportion des produits indiquée comme provenant de la production intérieure comprend, dans certains cas, des quantités considérables de combustibles et de minerais importés. Cet élément est particulièrement important dans le cas de l'Italie, qui dépend de ses importations pour la presque totalité de son approvisionnement en charbon, en coke et en minerai de fer; c'est probablement la raison pour laquelle, en Italie, l'augmentation des prix indiqués pour les matières premières produites dans le pays a été beaucoup plus forte, dans l'ensemble, que dans les autres pays.

Sauf dans le cas de la laine, du caoutchouc et de l'étain, les Etats-Unis produisent la majeure partie des matières premières qui leur sont nécessaires; cet état de choses favorable tend à leur donner une position commerciale très forte aussi bien du point de vue de leurs exportations que de leurs importations, position que renforce encore l'attrait exercé par le dollar en tant que devise forte. Grâce à cette position, les Etats-Unis ont pu, grâce au système des licences d'exportation, conserver pour leur propre usage, en les soumettant à leur propre contrôle des prix, les quantités nécessaires des matières premières qu'ils fournissent aux marchés mondiaux et, dans la plupart des cas, ils ont pu éviter d'en importer si ce n'est à des prix ne dépassant pas les prix contrôlés. Bien que le système de répartition institué par la Conférence internationale des matières premières ait permis de

---

[1] Certains des bénéfices immédiats procurés, sous forme de règlements en or et en dollars, aux pays créditeurs membres de l'Union européenne de paiements par l'augmentation de leurs excédents vis-à-vis de la zone dollar pendant le second semestre de 1951 auront naturellement, à l'expérience, un caractère éphémère, pour autant que les mesures correctives adoptées par les pays de la zone sterling doivent entrainer une réduction de leurs importations en provenance de ces pays. Voir le Chapitre 3 de la présente ETUDE où sont examinés d'une façon plus approfondie les rapports de paiements dans le cadre de l'UEP.

[2] Les principales matières premières qui ne sont pas comprises dans le tableau sont le zinc et les autres métaux non ferreux secondaires, le bois, les cuirs et peaux, les produits chimiques industriels et les fibres dures. D'autres articles, tels que les ferro-alliages, les colorants, les cires, etc., n'y sont pas compris non plus, mais ils ont une importance quantitative relativement faible. Le tableau ne donne pas de chiffres séparés pour le charbon et les autres sources d'énergie, qui servent principalement dans l'industrie à la fabrication des produits énumérés, en particulier de l'acier, de l'aluminium et de la pâte de bois.

Tableau 4

INDICE DES PRIX DE CERTAINES MATIÈRES PREMIÈRES INDUSTRIELLES DANS CINQ PAYS

Premier semestre de 1950 = 100

Produit	Provenance du produit	Etats-Unis			Royaume-Uni			France			Allemagne occidentale			Italie		
		En pourcentage de la consommation totale des produits énumérés	Indice des prix 1951		En pourcentage de la consommation totale des produits énumérés	Indice des prix 1951		En pourcentage de la consommation totale des produits énumérés	Indice des prix 1951		En pourcentage de la consommation totale des produits énumérés	Indice des prix 1951		En pourcentage de la consommation totale des produits énumérés	Indice des prix 1951	
			1er trim.	3e trim.		1er trim.	3e trim.		1er trim.	3e trim.		1er trim.	3e trim.		1er trim.	3e trim.
Aluminium	Production intérieure	*1,6*	111	111	*0,6*	110	110	*2,1*	102	114	*2,1*	121	121	*3,1*	110	114
	Importations	*0,4*	118	120	*1,5*	119	106	—	—	—	—	—	—	*1,2*	110	114
Cuivre	Production intérieure	*2,9*	127	127	*3,0*	124	142	*0,8*	127	145	*3,9*	124	139	*0,6*	225	225
	Importations	*0,9*	127	144	*3,8*	124	142	*3,9*	127	145	*2,2*	152	180	*3,1*	225	225
Plomb	Production intérieure	*1,3*	148	148	*1,5*	141	192	*1,4*	148	161	*1,8*	143	146	*1,6*	176	131
	Importations	*0,7*	157	170	*1,5*	141	192	*0,6*	152	160	—	—	—	*0,4*	176	131
Etain	Importations	*0,9*	219	136	*1,4*	224	153	*1,2*	226	150	*0,7*	218	148	*1,0*	199	147
Acier	Production intérieure	*58,5*	108	108	*39,2*	105	125	*39,6*	103	126	*54,4*	111	126	*35,2*	136	150
	Importations	*1,4*	140	185	*1,4*	130	175	*0,7*	150	200	*1,0*	138	200	*8,8*	160	210
Pâte de bois	Production intérieure	*9,7*	118	118	*0,6*	115*	130*	*4,6*	125	158	*6,3*	158	183	*3,5*	160	175
	Importations	*1,8*	138	150	*5,9*	150	265	*4,3*	225	283	*1,6*	240	410	*3,5*	257	305
Caoutchouc	Production intérieure	*1,6*	132	135	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Importations	*2,7*	313	223	*3,6*	322	255	*3,6*	322*	255*	*2,5*	322*	255*	*2,0*	292	229
Coton	Production intérieure	*10,9*	138	113	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Importations	*0,4*	142	100*	*16,4*	174	150	*18,0*	159	145	*13,7*	170	150	*22,0*	175*	150*
Laine	Production intérieure	*0,8*	220	135	*1,1*	250*	130*	*1,5*	250	150	*1,3*	217	121	*3,0*	180	160
	Importations	*3,5*	240	140	*18,5*	264	115	*17,7*	250	142	*8,5*	219	111	*11,0*	190	120
Total pour les neuf produits	Production intérieure	*87,3*	115	112	*46,0*	111	128	*50,0*	111	130	*69,8*	119	132	*47,0*	141	150
	Importations	*12,7*	209	164	*54,0*	206	158	*50,0*	208	165	*30,2*	199	165	*53,0*	187	170
	Total	*100,0*	127	118	*100,0*	163	144	*100,0*	159	148	*100,0*	143	142	*100,0*	166	161

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».

NOTE. — Les chiffres portent uniquement sur les métaux raffinés, l'acier fini, et le coton, la laine et le caoutchouc bruts. On a calculé les coefficients de pondération en multipliant le tonnage total du produit donné consommé, pour tous usages, dans le pays considéré pendant l'ensemble de l'année 1950, par le prix moyen coté sur le marché intérieur pendant le premier semestre de 1950, pour l'indice de la production intérieure, et par la cote moyenne des prix à l'importation, pour l'indice des prix des importations. Les indices portent, en général, sur les prix cotés sur le marché ou sur les cours des prix de gros. Dans certains cas, cependant, pour les importations, il a fallu se servir des prix dérivés à l'importation établis d'après les statistiques du commerce. Pour plus de détails, voir les « Notes sur les statistiques ».

partager entre les pays un certain nombre de produits de base dont les disponibilités étaient limitées, notamment le soufre, les ferro-alliages et certains métaux non ferreux, les pays d'Europe ont dû, pour couvrir une partie considérable de leurs besoins d'importations, s'adresser à des fournisseurs marginaux en leur payant des prix majorés.

On peut citer, comme exemples les plus importants, le cas du coton dont la production, aux Etats-Unis, couvre presque entièrement les besoins intérieurs et dont le prix n'a été dans ce pays, pendant le troisième trimestre de 1951, que de 13% supérieur au prix pratiqué pendant le premier semestre de 1950, alors que les pays de l'Europe occidentale payaient des prix de 50% plus élevés pour les importations dont ils sont entièrement tributaires. De même, le prix de la pâte de bois produite aux Etats-Unis, laquelle assure plus des neuf dixièmes de la consommation de ce pays, n'a augmenté que de 18%, et le prix des importations qui doivent couvrir le reste de ses besoins s'est élevé de 50% environ [1], tandis que dans les pays de l'Europe occidentale énumérés dans le tableau, les prix ont doublé ou triplé pour les importations, dont ces pays dépendent essentiellement, et la hausse a été également très importante pour la production intérieure. Dans le cas du cuivre, les prix ont augmenté, aux Etats-Unis, de 27% pour la production intérieure qui représente les trois quarts de la consommation et de 44% pour la partie plus faible qui est importée. Au contraire, pour les pays européens, les prix à l'importation ont, en général, exercé une influence déterminante, et, dans les cas extrêmes, ils ont subi une hausse allant jusqu'à 80% en Allemagne occidentale et 125% en Italie.

Sous l'effet conjugué des facteurs qui viennent d'être examinés, le prix moyen des matières premières énumérées dans le Tableau 4 a augmenté pendant le premier trimestre de 1951, par rapport aux six mois qui ont précédé la guerre de Corée, beaucoup plus dans les pays de l'Europe occidentale qu'aux Etats-Unis, l'écart étant de l'ordre de 25 à 30% dans le cas du Royaume-Uni, de la France et de l'Italie; cet écart n'a toutefois été que de 17% dans le cas de l'Allemagne occidentale qui, comme il a été indiqué plus haut, fait face par elle-même à ses besoins de matières premières dans une plus grande mesure que les trois autres pays. D'autre part, les prix de certains des principaux produits de base importés ont, depuis le début de l'année, fléchi suffisamment pour abaisser, au troisième trimestre, le niveau moyen du prix des matières premières dans trois des quatre pays de l'Europe occidentale, bien que le prix des matières premières produites à l'intérieur de ces pays, surtout celui de l'acier, ait continué à s'élever. Au Royaume-Uni, le fléchissement de la moyenne générale des prix a été suffisant pour réduire considérablement l'écart qui les séparait du mouvement des prix aux Etats-Unis et, de ce fait, le pays a amélioré, par rapport au début de l'année, ses possibilités de concurrence sur le marché international en ce qui concerne le coût des matières premières. De plus, la baisse des prix des matières premières a, bien entendu, contribué à renverser, dans une certaine mesure, les tendances précédentes du taux d'échange et à créer un climat plus favorable pour la lutte contre l'inflation.

Il est possible qu'à la fin de l'année, la position des pays européens se soit encore améliorée par comparaison avec les conditions désavantageuses de rapport des prix qu'ils connaissaient au début de 1951, parce que la majoration du prix des approvisionnements marginaux sera moins importante, en particulier dans le cas du coton, comme on le verra au Chapitre 2. Par contre, les graves difficultés qui se sont manifestées en matière de dollars au cours des derniers mois de l'année risquent d'intensifier la demande de matières premières de la part des pays n'appartenant pas à la zone dollar et d'accentuer de nouveau les différences entre les prix.

2. L'importance des modifications récentes survenues dans les échanges et les paiements

Le problème des fluctuations à court terme

L'évolution des dernières années, considérée à la lumière des données du Diagramme 1, inspire cette conclusion que des modifications relativement peu importantes du rapport entre les recettes et les paiements sont suffisantes pour déterminer soit une abondance soit une pénurie de dollars. C'est ainsi qu'en 1949, au moment où les prélèvements effectués par les autres pays sur leurs ressources en or et en dollars atteignaient leur maximum, l'écart entre les sommes reçues des Etats-Unis et les paiements qui leur ont

[1] Aux Etats-Unis, les prix à l'importation de la pâte de bois européenne ont augmenté à peu près dans la même mesure que les prix à l'importation payés par les pays européens; toutefois, la majeure partie des importations des Etats-Unis consistent en pâte de bois canadienne dont les prix n'ont que faiblement monté.

été faits ne dépassait pas le dixième du montant brut de ces recettes ou de ces paiements, et cela est également vrai du déficit du second semestre de 1951.

D'après l'expérience de ces derniers temps, il est également justifié de dire que ces fluctuations des échanges et des paiements sont inéluctables, même dans des circonstances relativement favorables, et qu'il faut adapter les institutions et les politiques de manière à y faire face [1]. Comme le montre l'analyse que l'on a pu lire plus haut, il est exact que la crise actuelle résulte dans une large mesure du jeu des forces exceptionnelles déclenchées par la guerre de Corée, en particulier de l'augmentation et de la baisse brutale du prix de certaines matières premières-clés et, concurremment, des changements survenus dans la politique américaine de stockage. Toutefois, indépendamment de ces causes particulières, les importations des Etats-Unis se sont montrées extrêmement sensibles à des fluctuations relativement faibles de l'économie nationale. C'est ce que l'on a pu constater lors de la crise du dollar de 1949, avec les régressions et les reprises de la production industrielle des Etats-Unis auxquelles elle a donné lieu [2], et il est particulièrement significatif que, pendant l'année 1951, un simple palier — et non pas un véritable recul — du mouvement ascensionnel de la production industrielle ait été, semble-t-il, suffisant pour provoquer une diminution temporaire du volume des importations. Ces variations reflètent, naturellement et inévitablement, le rôle marginal que jouent, dans l'économie américaine, les importations d'un certain nombre de produits de base ainsi que la tendance que de légères modifications de la production industrielle ont à produire des effets amplifiés sur le niveau des stocks des entreprises. Ce serait manquer du sens des réalités que de penser que des fluctuations de cet ordre ne se reproduiront pas de temps à autre dans l'avenir.

Des variations du niveau de l'activité intérieure et du commerce extérieur des différents pays ont, certes, toujours été un élément courant de la vie économique, mais, pour plusieurs raisons, des perturbations, même légères, ont maintenant des répercussions graves sur les paiements internationaux en général et sur la position des pays européens en particulier. L'une de ces raisons, et elle est importante, c'est que les réserves de devises ne se sont pas reconstituées, depuis la guerre, dans une mesure correspondant à l'augmentation considérable des prix internationaux et du volume du commerce international enregistrée entre la période d'avant guerre et celle d'après guerre [3]. D'autre part — il est juste de le rappeler — les pays européens n'auraient certes pas pu reconstituer beaucoup plus rapidement leurs réserves d'or et de dollars pendant la période d'après guerre sans aller à l'encontre, semble-t-il, des objectifs et des principes du Programme de relèvement européen [4]. L'aide octroyée devait servir à reconstituer la capacité de production et à rétablir le niveau de vie des pays d'Europe, et non seulement on n'a pas encouragé l'accumulation de ce qu'on appelle les « réserves improductives », mais il semble même que ce soit surtout cette considération qui ait amené, à la fin de 1950, l'arrêt de l'aide économique accordée au Royaume-Uni. L'insuffisance des réserves de devises, accentuée par le fait que le prix en dollars du commerce

---

[1] Sur le problème général des fluctuations des paiements internationaux, voir *Mesures à prendre pour assurer la stabilité économique sur le plan international*, rapport d'un groupe d'experts nommé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, novembre 1951.

[2] Aux Etats-Unis, le volume des importations a, du quatrième trimestre de 1948 au troisième trimestre de 1949, diminué sensiblement dans la même proportion que la production industrielle (12 ou 13% environ dans chacun des cas), mais ce mouvement a coïncidé avec une chute considérable des prix des matières premières et, pendant cette période, la valeur totale des importations des Etats-Unis a diminué de 20% environ. La période de redressement a été caractérisée par une augmentation du volume des importations, atteignant plus de 20%, du troisième trimestre de 1949 aux deux premiers trimestres de 1950, alors que la production industrielle n'a augmenté que de moitié autant; un nouveau raffermissement des prix des matières premières a accru encore les recettes en dollars des autres pays.

[3] C'est ainsi que, pendant la dépression économique de 1938, le volume des exportations de l'ensemble de la zone sterling à destination des Etats-Unis a diminué de plus d'un tiers et que leur valeur, calculée en dollars, a diminué de presque 50% par rapport aux chiffres de 1937, et qu'à la suite du déficit de la balance des paiements de la zone sterling qui en est résulté, les réserves en or et en dollars du Royaume-Uni sont tombées de 3,3 milliards de dollars à la fin de 1937 à 2,5 milliards de dollars à la fin de 1938. Cependant ces mouvements n'avaient pas provoqué d'inquiétudes sérieuses; même après cette diminution, les réserves en or et en dollars du Royaume-Uni étaient encore presque équivalentes au total des importations de toute la zone sterling en provenance de la zone dollar et des pays de l'Europe occidentale au cours de l'année 1938. Au contraire, à la fin de 1951, ces réserves, bien qu'elles fussent encore bien au-dessus de leur faible niveau de septembre 1949, n'atteignaient qu'un tiers environ de la valeur totale des importations de la zone sterling en provenance de la zone dollar et de l'Europe occidentale pendant l'année (chiffres des neuf premiers mois, au taux annuel).

[4] Le *National Advisory Council* a formulé ce principe général de la façon suivante : « L'assistance économique sous forme de subventions ne doit pas être accordée à l'effet d'augmenter les réserves en or et en dollars, et les pays participant à l'effort de défense ne doivent pas être tenus de réduire le montant actuel de leurs réserves pour pouvoir bénéficier de l'aide des Etats-Unis. » *Rapport semestriel adressé au Président et au Congrès*, en date du 18 septembre 1951.

BIBLIOTECA

international a, d'une façon générale, plus que doublé entre l'avant-guerre et l'après-guerre, alors que le prix officiel de l'or restait constant, signifie nécessairement que les pays européens sont exposés davantage aux perturbations économiques que ce ne fut le cas dans le passé.

Il est une seconde raison, liée à la première, pour laquelle les balances des paiements sont beaucoup plus sensibles aux variations des échanges internationaux; c'est que les courants de capitaux privés sont devenus de plus en plus prompts à réagir à diverses influences et qu'ils ont fini par jouer un rôle néfaste en accentuant les difficultés qui peuvent se produire [1]. L'expérience de 1949 analysée dans l'ETUDE de cette année-là [2] a clairement montré que l'évasion des capitaux était l'une des causes essentielles des pertes d'or et de dollars des pays européens et, comme on le verra dans le Chapitre 3, cette expérience est actuellement en train de se répéter.

Enfin, à en juger par la leçon des événements de l'année écoulée, il y a tout lieu de penser que les institutions et les politiques actuelles, tant nationales qu'internationales, ne sont pas encore adaptées d'une façon satisfaisante à la nécessité de prévoir et de pallier les difficultés qui auraient tendance à se manifester dans les échanges et les paiements internationaux. On aurait pu prévoir la crise actuelle, plus encore peut-être que toute autre, et prendre à l'avance des dispositions pour y parer. Dès avant la baisse des prix des matières premières qui s'est produite au début de l'année, il fallait s'attendre à cette baisse dans le cas de la laine, du caoutchouc et de l'étain en particulier, étant donné le niveau très élevé que ces prix avaient atteint [3], et il était facile d'en prévoir les conséquences d'après l'inflation et la désorganisation des paiements internationaux provoquées par la hausse elle-même. La chute des prix, lorsqu'elle se produisit effectivement, a constitué un nouvel avertissement, plus précis encore, des difficultés au-devant desquelles on allait et, vers le milieu de l'année, les effets s'en sont fait sentir sur le courant des paiements internationaux effectués à ce moment-là et sur les prélèvements dont furent l'objet, à partir du mois de juillet, les avoirs en or et en dollars du Royaume-Uni. Toutefois, il ne semble guère que les autorités de l'un ou l'autre des deux pays spécialement intéressés, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, aient entrepris d'apporter à leurs conceptions et à leurs politiques les ajustements nécessaires pour faire face à ces difficultés.

Les changements brusques et radicaux apportés à l'exécution du programme de stockage des Etats-Unis au début de la guerre de Corée, puis à la fin de l'année, prouvent que les Etats-Unis n'ont pas su apprécier à leur juste valeur les effets de ces mesures sur la situation des paiements internationaux et des réserves, soit dans le sens de la hausse soit dans le sens de la baisse. Si artificiels qu'aient pu devenir les niveaux des prix des revenus et des entrées de devises dans les pays producteurs, le renversement de la politique suivie ne pouvait manquer d'avoir des conséquences pénibles [4]. Pourtant, en raison de l'ampleur avec laquelle les réserves en or et en dollars à l'étranger continuaient temporairement d'augmenter, un effort a été fait pour atteindre plus rapidement l'objectif à long terme consistant à libérer les échanges et les paiements internationaux des contrôles quantitatifs et des autres formes que prend l'intervention directe par l'Etat; or, en même temps, les Etats-Unis eux-mêmes, mis dans l'obligation d'instituer des contrôles rigoureux pour pouvoir exécuter leur programme d'armement tout en contenant l'inflation, ont eu recours, dans une large mesure, au commerce d'Etat pour se procurer les matières stratégiques nécessaires et ils ont renforcé le contrôle des exportations pour un grand nombre de produits dont les approvisionnements étaient relativement insuffisants. Il convient de noter que ce n'est

[1] Cette comparaison s'applique à la période de l'étalon-or. Vers 1935, évidemment, les mouvements des « capitaux errants » étaient devenus très importants.

[2] Voir l'ETUDE de 1949, pages 141-144.

[3] Comme il est dit dans l'ETUDE de 1950, page 9 : « Cependant la hausse des prix d'un grand nombre de matières premières, survenue au cours de l'année, coïncidant avec un mouvement de hausse du niveau général des prix et avec un bouleversement de la structure des prix, a été beaucoup plus brutale que ne saurait l'expliquer la rupture de l'équilibre fondamental entre la production et la consommation... Le caoutchouc et l'étain fournissent des exemples typiques des cas où la production courante et la production escomptée semblent suffisantes, ou plus que suffisantes, pour répondre aux besoins de la consommation et où cependant la hausse des prix a été particulièrement forte. »

[4] On trouve le commentaire suivant dans l'*Annual Economic Review* du Comité des conseillers économiques (rapport en date du 16 janvier 1952, adressé au Président des Etats-Unis et accompagnant le *Rapport économique* que le Président présente lui-même au Congrès): « Bien que l'effet des opérations de stockage proprement dites lors de la hausse des prix des matières premières qui a suivi les événements de Corée, ait été beaucoup moins accusé qu'on ne le croit généralement, ces opérations ont exercé une action potentielle importante sur les marchés des produits faisant l'objet du stockage. Lorsqu'il est nécessaire d'accélérer les achats, il faut agir avec prudence pour éviter des fluctuations violentes faisant succéder des achats massifs à une absence totale sur le marché » (page 131). Toutefois, les auteurs de ce rapport n'établissent pas expressément une relation de cause à effet entre ces opérations et les changements récemment survenus dans les paiements internationaux. »

pas la nécessité même des diverses mesures prises qui est ici mise en cause; ce qui importe en l'occurrence, c'est de savoir si elles étaient compatibles avec les autres objectifs poursuivis simultanément, et il faut constater que l'on n'a pas su, semble-t-il, apprécier exactement les répercussions internationales de ces mesures, en dépit de la somme sans précédent d'énergie et de ressources qui ont été consacrées aux programmes d'aide à l'étranger et de coopération économique.

Dans le cas du Royaume-Uni, c'est en novembre 1951 seulement que, pour la première fois, on a renforcé les restrictions imposées aux importations et encore uniquement pour les achats effectués dans d'autres pays européens : cela indique que rien n'avait été prévu pour parer aux conséquences de la hausse et de la baisse des prix des exportations de la zone sterling. De même, ce n'est qu'en janvier 1952 que les Ministres des finances des autres pays faisant partie de la zone sterling se sont réunis pour se consulter, bien que, comme on l'a vu plus haut, l'augmentation des importations de ces pays ait joué un rôle déterminant dans l'évolution de la crise [1]. Quelle que soit la réduction des dépenses en dollars sur laquelle l'accord pourrait se faire — dans des circonstances où la conciliation des intérêts divergents des différents membres soulève des difficultés fondamentales — cette mesure ne pourra guère être appliquée que quelques mois plus tard, c'est-à-dire une année entière ou même plus après l'effondrement des prix des matières exportées.

Problèmes à longue échéance

Les difficultés que l'on éprouve, comme il a été indiqué plus haut, à pallier les perturbations passagères en matière de paiements internationaux se trouvent encore aggravées par d'autres difficultés qui tiennent à la structure de l'économie ou aux institutions elles-mêmes. L'une de ces difficultés, qui est analysée au Chapitre 3, provient de la part considérable que représentent les textiles et d'autres biens de consommation, dans le commerce d'exportation des principaux pays européens (sauf l'Allemagne) alors que, sur les marchés étrangers, la conjoncture actuelle et les perspectives d'avenir sont peu favorables pour ces marchandises. Dans ces conditions, pour que le volume global des exportations européennes puisse s'accroître encore, il faudra qu'augmentent davantage aussi les exportations d'articles en métal et de produits des industries mécaniques; or, il s'agit là précisément d'articles pour lesquels la fabrication d'armements et le commerce d'exportation se font le plus concurrence. En raison de l'évolution de la situation aux Etats-Unis — et du fait surtout de l'expansion rapide de la production dans ce pays et de l'effort qu'il fait pour développer son appareil de production en vue de suppléer par la production nationale aux importations en provenance de pays plus éloignés — il sera plus difficile encore de réaliser l'équilibre entre ce que les Etats-Unis sont disposés à importer, d'une part, et ce qu'ils voudraient vendre ou que d'autres pays seraient désireux de leur acheter, d'autre part.

Le caractère spécial des relations commerciales et monétaires qui unissent certains des principaux pays de l'Europe occidentale, notamment le Royaume-Uni et la France, aux territoires d'outre-mer, pose un autre problème, plus complexe encore. Ce problème ne réside pas simplement dans le fait qu'en raison de liens plus étroits et d'accords commerciaux préférentiels, les exportateurs de ces pays ont trouvé plus facile ou plus avantageux de développer leurs ventes dans les territoires d'outre-mer qui leur sont rattachés, et non sur d'autres marchés où ils pourraient se procurer des devises fortes : dans la mesure où ils peuvent importer en échange les marchandises nécessaires, l'effet sur la balance des paiements est nul. Si problème il y a, c'est précisément parce que, dans l'état actuel des relations financières, les exportations peuvent atteindre, et atteignent effectivement, un volume considérable sans pour autant faire naître en retour un courant équivalent d'importations. On en trouve un exemple récent dans le cas de la France, dont les exportations ont, en 1951, été dirigées dans des proportions de plus en plus considérables vers d'autres pays de la zone franc, ce qui a provoqué un excédent de 600 millions de dollars dans sa balance commerciale avec ces pays, soit un montant deux fois plus élevé qu'en 1950, alors que la France éprouvait de graves difficultés de paiements dans ses relations avec d'autres régions du monde. Il n'est pas douteux que ce changement est dû en grande partie à la liberté totale des mouvements de capitaux à l'intérieur de la zone franc.

[1] Plusieurs des pays d'outre-mer appartenant à la zone sterling ont enregistré des déficits commerciaux impressionnants pendant le second trimestre de 1951. Par exemple, en Australie, l'excédent total des importations a atteint 365 millions de dollars de juillet à octobre 1951 (contre 11 millions seulement pour la période correspondante de 1950). De même, le déficit total du commerce de l'Union Sud-Africaine est passé de 58 millions de dollars en juillet-octobre 1950 à 190 millions pendant la période correspondante de 1951.

Dans le cas du Royaume-Uni, les lourdes dettes en sterling contractées du fait de la guerre rendent ce problème beaucoup plus complexe encore. Aujourd'hui, ces dettes vis-à-vis des pays qui n'appartiennent pas à la zone sterling sont un peu moins importantes qu'à la fin de la guerre, mais les sommes dues à d'autres pays faisant partie de la zone sterling sont beaucoup plus élevées qu'elles ne l'étaient à ce moment [1], bien que, pendant toute la période qui s'est écoulée depuis 1946, le compte « marchandises et services » de la balance commerciale du Royaume-Uni vis-à-vis de ces pays ait été fortement excédentaire. Comme on peut le voir d'après le Tableau 5, cela tient surtout au fait que les importantes, encore qu'assez irrégulières, sorties de capitaux privés quittant le Royaume-Uni pour se diriger vers d'autres pays de la zone sterling ont constamment servi à alimenter les soldes bancaires constitués à Londres par ces pays : pendant cinq années et demie, jusqu'en juin 1951, le montant de ces sorties de capitaux a légèrement dépassé l'excédent du compte marchandises et services du Royaume-Uni. Après avoir diminué en 1950, les sorties de capitaux ont repris pendant le premier semestre de 1951 à un taux annuel de près de 200 millions de livres. Cet état de choses s'explique encore pour une autre raison qui est la suivante : considéré dans son ensemble, le groupe des pays de la zone sterling d'outre-mer a généralement enregistré un excédent d'exportations dans ses échanges commerciaux avec la zone dollar et l'Europe continentale, et les recettes en dollars et autres devises sont allées s'ajouter au fonds central de Londres en échange de nouvelles créances en sterling.

Ce second élément — à savoir la fourniture de dollars et autres devises venant s'ajouter aux ressources propres du Royaume-Uni en devises étrangères en échange d'une augmentation des soldes en sterling — constitue évidemment le gros avantage que ce système présente pour le Royaume-Uni, étant donné le déficit, variable mais généralement important, de ce pays en devises fortes. Toutefois, deux réserves s'imposent. D'une part, ce sont les territoires dépendants ayant statut de colonie qui fournissent les dollars, alors que les Etats indépendants qui appartiennent à cette zone ont de lourdes créances à faire valoir sur le fonds central [2]. D'autre part, l'avantage que représente l'apport de devises fortes venant des colonies n'est pas forcément inséparable de l'inconvénient énorme que constitue la demande de la zone sterling — demande dont il n'est pas possible de déterminer nettement les limites [3] — que ce système impose aux exportations britanniques. Etant donné qu'après la guerre, les soldes en sterling n'ont jamais été réduits, soit que la dette ait été annulée, soit qu'elle ait été en partie consolidée, comme on avait envisagé de le faire dans l'Accord financier anglo-américain de 1946, et étant donné, au contraire, que ces soldes se sont trouvés considérablement accrus des deux manières que l'on a exposées plus haut, l'état des réserves d'un grand nombre de pays de la zone sterling d'outre-mer est tel que ces pays sont à l'abri du risque que peuvent présenter des importations excessives, sauf si celles-ci devenaient massives et très prolongées. Du point de vue financier, rien n'impose à ces pays, quelle que puisse être la conjoncture générale, la nécessité de restreindre les importations de marchandises britanniques, soit par des mesures directes, soit par une politique générale de crédit ou par une politique fiscale; ils ne sont pas davantage incités, pour ce qui est de leur propres réserves, à restreindre les importations provenant d'autres sources, à moins qu'une décision dans ce sens ne soit prise dans l'intérêt général — quelquefois un peu trop tard, comme cela a été le cas lors de la crise actuelle. En d'autres termes, bien qu'ils reçoivent depuis la guerre un volume assez régulièrement croissant des exportations du Royaume-Uni, les pays de la zone sterling d'outre-mer demeurent

---

[1] Les soldes en sterling des pays du « reste de la zone sterling » ont augmenté de 644 millions de livres entre la fin de 1945 et juin 1951, date à laquelle ils atteignaient 3.098 millions de livres. Moins d'un tiers de cette somme, soit 908 millions de livres, appartenait aux colonies, tandis que 2.190 millions de livres appartenaient aux Etats indépendants membres de la zone sterling. Les statistiques du Royaume-Uni ne permettent pas de déterminer quelle est, dans ce dernier chiffre, la part de chaque pays, mais les renseignements publiés par les pays eux-mêmes indiquent l'ordre de grandeur des soldes les plus importants : Australie et Inde, 650 millions de livres chacune; Irlande, 300 millions de livres; Pakistan, 200 millions de livres; Nouvelle-Zélande, Ceylan et Union Sud-Africaine, 100 millions de livres chacun.

[2] Comme il est indiqué dans le Tableau 5, l'Union Sud-Africaine a, depuis octobre 1947, réglé une grande partie de son déficit en dollars directement avec les pays intéressés, sans passer par le fonds central. Elle a néanmoins continué de vendre de l'or au Royaume-Uni en échange de sterling et c'est elle qui effectue la plus grande partie des ventes d'or dont le montant est inscrit au Tableau 5.

[3] Les soldes en sterling ne sont cependant pas tous liquides et disponibles sur demande dans les mêmes conditions. Des montants assez considérables se trouvent bloqués par suite d'accords ou représentent des investissements à long terme ou encore, dans le cas des colonies, constituent la couverture légale des émissions de monnaies nationales (qui atteint dans la plupart des cas jusqu'à 110% du montant des billets mis en circulation).

Tableau 5

OPÉRATIONS QUI SONT A L'ORIGINE DES MODIFICATIONS SURVENUES DANS LES SOLDES CONSTITUÉS AU ROYAUME-UNI PAR LE RESTE DE LA ZONE STERLING [a]

En millions de livres sterling courantes

	1946	1947	1948	1949	1950	1951 1er semestre	Total de 1946 à juin 1951
1. *Transactions ayant pour effet d'augmenter les soldes en sterling :*							
Soldes excédentaires vis-à-vis de la zone dollar — Territoires dépendants faisant partie du reste de la zone sterling	+ 28	+ 2	+ 41	+ 43	+134	+112	+360
Or vendu au Royaume-Uni — Ensemble du reste de la zone sterling	+ 82	+ 84	+ 55	+ 68	+100	+ 41	+430
Sorties de capitaux du Royaume-Uni — Ensemble du reste de la zone sterling	− 60	+270	+148 [b]	+279 [b]	+134	+ 98	+869
Soldes excédentaires vis-à-vis de régions ne faisant pas partie de la zone dollar — Ensemble du reste de la zone sterling [c]	− 32	−108	+182	+ 4	+210	+127	+373
Total	+ 18	+248	+416	+394	+578	+378	+2.032
2. *Transactions ayant pour effet de réduire les soldes en sterling :*							
Déficit du compte des paiements courants vis-à-vis du Royaume-Uni — Ensemble du reste de la zone sterling	+ 39	−102	−232	−273	−218	− 46	−832
Déficit vis-à-vis de la zone dollar — Etats indépendants faisant partie du reste de la zone sterling [d]	− 94	−275	−118	−132	+ 18	+ 36	−565
Total	− 55	−377	−350	−405	−200	− 10	−1.397
3. *Modifications en plus* (+) *ou en moins* (−) *des soldes en sterling :*							
Territoires dépendants faisant partie du reste de la zone sterling	+ 48	+ 7	+ 46	+ 27	+171	+154	+453
Etats indépendants faisant partie du reste de la zone sterling	− 85	−136	− 20	− 38	+207	+214	+182
Total	− 37	−129	+ 66	− 11	+378	+368	+635

Sources : Ces données ont été extraites des rapports *United Kingdom Balance of Payments*, 1946 à 1950 (Cmd. 8201) et 1948 à 1951 (Cmd. 8279), H.M.S.O., Londres.

[a] Dans le tableau, les pays formant le « reste de la zone sterling » dans son ensemble sont désignés par l'expression « ensemble du reste de la zone sterling »; les territoires dépendants ayant statut de colonie, par l'expression « territoires dépendants faisant partie du reste de la zone sterling »; et les Etats indépendants qui font partie de la zone sterling (Australie, Birmanie, Ceylan, Inde, Irak, Irlande, Islande, Jordanie, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Rhodésie du Sud et Union Sud-Africaine), par l'expression « Etats indépendants faisant partie du reste de la zone sterling ».

[b] Le chiffre pour 1948 comprend le prêt en or consenti par l'Union Sud-Africaine (−80 millions), et le chiffre pour 1949 comprend le montant versé en remboursement de ce prêt (+80 millions).

[c] Y compris les transactions énumérées ailleurs.

[d] A partir d'octobre 1947, la plupart des transactions de l'Union Sud-Africaine avec la zone dollar ont été réglées directement, sans recourir au fonds central de Londres, et elles ne sont, par conséquent, pas comprises dans les chiffres indiqués pour les années postérieures à cette date.

dans une position plus forte que jamais pour absorber une proportion plus élevée encore de la production britannique.

La position financière des pays de la zone sterling d'outre-mer est pour beaucoup dans l'existence de la situation paradoxale suivante : bien qu'il maintienne ses importations au niveau exigé par sa politique d'austérité, et qu'il ait accru le volume de ses exportations de 85% environ depuis 1938, le Royaume-Uni demeure, en ce qui concerne ses paiements internationaux, dans une situation plus difficile que jamais. Au nombre des autres causes qui interviennent et qui

sont plus importantes encore, mais qui sont aussi celles sur lesquelles il est plus difficile d'agir, il faut évidemment citer l'altération considérable du taux d'échange du Royaume-Uni — qui, à la fin de 1951, s'était aggravé de 38% par rapport à 1938 — et la réduction du pouvoir d'achat des revenus provenant des investissements effectués par le Royaume-Uni à l'étranger depuis avant la guerre. La conclusion suivante paraît donc justifiée : en maintenant la liberté des transferts de capitaux à l'intérieur de la zone sterling, tout en apportant à la structure de ses échanges commerciaux et de ses paiements d'après guerre les modifications profondes qui sont nécessaires, le Royaume-Uni s'est efforcé, sans réussir entièrement, de porter un double fardeau, à quoi s'ajoute maintenant la nécessité d'augmenter, dans le pays même, les dépenses consacrées à la défense nationale.

Ainsi, pour résoudre les problèmes de la zone sterling, il faudrait sans doute prendre des mesures intéressant non seulement ses échanges commerciaux avec les pays qui ne font pas partie de cette zone, mais aussi les relations financières qui sont à la base du commerce effectué à l'intérieur de la zone sterling; il ne faut pas perdre de vue, néanmoins, que ces relations sont, dans une large mesure, la conséquence des liens politiques, économiques et culturels étroits qui unissent les pays de ce groupe. Il pourrait être nécessaire, par exemple, d'immobiliser de façon plus rigide que ce n'est le cas avec les dispositions de blocage actuellement en vigueur une partie des soldes constitués à Londres par les pays de la zone sterling d'outre-mer. Il est plus difficile encore de voir comment on pourrait donner aux paiements extérieurs du Royaume-Uni ou de la France une base plus solide, tant que de libres sorties de capitaux privés dirigés vers les régions d'outre-mer qui leur sont rattachées permettent de satisfaire à la demande d'exportations en provenance de ces pays. Certes, il est normal que les pays européens industrialisés de longue date fournissent les capitaux d'investissement nécessaires au développement économique de pays étrangers, mais l'on n'est guère fondé à penser que les mouvements de capitaux en cause répondent à cette préoccupation. En réalité, on est mal renseigné sur la nature même de ces mouvements et c'est, dans la plupart des cas, de façon indirecte, que l'on connaît leur existence, car ils échappent à tout contrôle et à toute statistique. Il semble certain, toutefois, que, dans une large mesure, ces sorties de capitaux soient provoquées par le désir de leurs détenteurs de bénéficier d'un traitement fiscal plus favorable ou de les placer à l'abri en cas de guerre; parfois même, il ne s'agit que de l'un des aspects de la fuite vers le dollar, ces capitaux pénétrant dans certains territoires d'outre-mer à la faveur d'une réglementation moins rigoureuse du contrôle des changes. Quelle est la proportion de ces capitaux qui peut réellement aider au développement économique bien conçu des régions déshéritées ? On l'ignore, mais l'on s'accorde généralement à reconnaître, semble-t-il, que les principaux pays vers lesquels se sont portés les capitaux privés sortant du Royaume-Uni ont été l'Union Sud-Africaine et l'Australie, deux pays déjà fort développés si on les compare aux régions les plus déshéritées de la zone sterling [1].

Envisagée sous un angle plus large, l'orientation des mouvements de capitaux vers les régions les plus développées n'est que l'une des manifestations de la tendance persistante des investissements à se concentrer dans une très large mesure dans des pays déjà industrialisés — tendance qui se trouve encore fortement accentuée par la vague actuelle des dépenses de réarmement. Les dépenses militaires des principaux pays industriels de l'Europe orientale et occidentale, de l'Union soviétique et des Etats-Unis ne tarderont sans doute pas à atteindre, au total, une somme égale ou même supérieure au montant global du revenu national de tous les pays insuffisamment développés, ce qui représentera près de vingt fois le montant des investissements réalisés par ces pays grâce à leur propre épargne intérieure [2]. Ces dépenses auront probablement pour effet d'accroître considérablement la capacité de production de l'économie industrielle des pays en cause, en particulier de l'industrie des métaux et des industries mécaniques, à un moment où l'exécution des plans tendant à stimuler le développement économique d'autres régions du monde se

---

[1] Que les capitaux se dirigent surtout vers les Etats indépendants du Commonwealth faisant partie de la zone sterling (dont tous les membres ne sont évidemment pas arrivés au même stade de développement), c'est ce qui ressort aussi du fait que la balance commerciale cumulative (établie d'après les prix f.o.b.) du Royaume-Uni vis-à-vis de ces pays considérés en bloc, pendant les années 1946 à 1950, accuse un solde excédentaire de 350 millions de livres, contre un excédent de 10 millions de livres seulement vis-à-vis des territoires dépendants.

[2] D'après les données relatives aux programmes de défense nationale fournies dans la présente ETUDE et dans l'ETUDE de l'année dernière, ainsi que d'après les évaluations du revenu national et de l'épargne intérieure nette contenues dans le document intitulé *Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés*, Rapport d'un groupe d'experts nommé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, 1951, page 79.

trouve retardée par les exigences qui pèsent concurremment sur les ressources financières et la puissance industrielle. C'est évidemment dans les pays insuffisamment développés eux-mêmes, où la population continue de s'accroître plus rapidement que ne se développe leur capacité de produire des denrées alimentaires et autres articles de première nécessité, que les répercussions de cette concentration accrue de la formation de capital se font sentir avec le plus d'acuité. Mais les pays de l'Europe occidentale sont touchés eux aussi par cet état de choses, car l'évolution actuelle de la situation risque d'accentuer encore l'aggravation de leur taux d'échange. La tendance défavorable accusée par le taux d'échange de ces pays après la guerre a frappé un système économique qui, du point de vue financier, était déjà affaibli par deux guerres et l'inflation; dans le jeu de plus en plus âpre de la concurrence pour l'acquisition des matières premières, l'Europe s'est trouvée d'emblée mal placée. La production industrielle de l'Europe occidentale a considérablement augmenté par rapport à l'avant-guerre, et les plans actuels prévoient un nouvel accroissement; mais on ne fait pas grand-chose pour rétablir l'équilibre entre l'industrie et l'agriculture [1]; et, sauf pour l'acier, qui constitue une exception importante, il semble que les investissements destinés à accroître la production de matières premières, en Europe occidentale même ou dans les pays producteurs d'outre-mer, soient insuffisants pour permettre un progrès rapide de l'industrie.

[1] Voir Chapitre 2, section 1.

Chapitre 2

L'OFFRE ET LA DEMANDE DANS L'INDUSTRIE ET L'AGRICULTURE DES PAYS DE L'EUROPE

1. Introduction

En 1951, la production tant de l'agriculture que de l'industrie a continué de se développer en Europe mais, de même que pendant les années précédentes, l'agriculture a suivi une évolution plus lente que l'industrie; la production agricole de l'ensemble de l'Europe ne dépasse actuellement que d'un faible pourcentage le niveau atteint pendant les dernières années qui ont précédé 1940, alors que la production de l'industrie a augmenté d'environ 40%. L'écart entre l'agriculture et l'industrie, par comparaison avec l'avant-guerre, est beaucoup plus accusé en Europe orientale qu'en Europe occidentale : en effet, dans les pays de l'Europe orientale, la production de l'industrie s'est, par rapport à l'avant-guerre, développée davantage qu'elle ne l'a fait dans l'Ouest, tandis que la production agricole est au-dessous de ce qu'elle était avant la guerre. Par contre, la production agricole de l'Europe occidentale dépasse de quelque 10% son niveau d'avant la guerre [1].

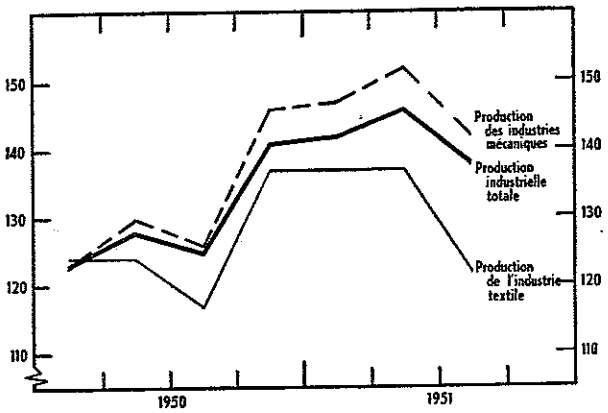
D'année en année, l'expansion rapide de la production industrielle en Europe orientale provoque un transfert régulier vers l'industrie de main-d'œuvre employée dans d'autres secteurs. Comme les ouvriers de l'industrie jouissent d'un niveau de vie plus élevé que le reste de la population, ce mouvement accroît sensiblement la demande globale de denrées alimentaires, particulièrement en ce qui concerne les produits coûteux. En 1951, l'augmentation de cette demande, jointe à la faiblesse de la production agricole, a provoqué une grave pénurie de viande dans la plupart des pays de l'Europe orientale. Pendant la même année, le secteur industriel s'est trouvé dans une situation difficile, en particulier en Tchécoslovaquie, en raison surtout de l'impossibilité d'accroître la production de l'acier et du charbon à un rythme correspondant à celui des autres industries pour lesquelles des objectifs élevés avaient été fixés. Toutefois, d'une manière générale, la production de l'industrie en Europe orientale s'est encore considérablement accrue en 1951, bien que le rythme d'augmentation ait été un peu moins rapide qu'au cours des années précédentes.

En Europe occidentale, la pénurie de matières premières, qui s'est manifestée surtout dans le secteur de l'industrie lourde, a eu sur la production industrielle des effets moins graves que prévu; cependant,

Diagramme 2

PRODUCTION INDUSTRIELLE DE L'EUROPE

Indices — 1948 = 100



Sources : Tableaux I, II et IV de l'Annexe A.

[1] Voir « Tendances à long terme de l'agriculture européenne », *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 3, N° 2, et le Tableau VI de l'Annexe à la présente Etude. Il ressort de ce tableau que la production de l'agriculture en Europe occidentale au cours de l'année agricole 1950/51 a été supérieure de 10% à celle des années 1934-1938. Comme la récolte a été un peu meilleure en 1951 et que dans la plupart des pays le cheptel s'est accru d'une manière continue à l'automne, les résultats pour l'année civile 1951 seront probablement un peu plus élevés.

Bien que les deux séries qui figurent dans le tableau pour la production agricole dans les pays de l'Europe orientale ne puissent être reliées, il est tout à fait clair que la production agricole en 1950 a été bien au-dessous de ce qu'elle était avant la guerre. Ainsi qu'il est indiqué dans une section ultérieure du présent chapitre, la récolte de céréales en Europe orientale pendant l'année 1951 a été meilleure que l'année précédente; mais la production de bétail a beaucoup fléchi dans la plupart des cas. L'important accroissement de la production de certaines cultures industrielles dans certains pays de l'Europe orientale au cours de l'année 1951 n'infirme pas la conclusion selon laquelle la production agricole en Europe orientale est encore bien inférieure à ce qu'elle était avant la guerre.

la production a été légèrement freinée au milieu de l'année par une baisse de la demande des biens de consommation [1]. Lorsqu'on disposera de statistiques pour l'année entière, il apparaîtra probablement que l'accroissement, en 1951, de la production globale de l'industrie dans l'ensemble de l'Europe a été inférieur de quelques points aux 14% enregistrés l'année précédente.

Les deux parties, orientale et occidentale, de l'Allemagne ont accru leur production agricole et industrielle dans une proportion plus grande que presque tous les autres pays. Dans l'industrie, l'Allemagne orientale et l'Allemagne occidentale contribuent à elles deux pour la moitié environ à l'augmentation totale de la production industrielle de l'Europe. A l'autre extrême, le Royaume-Uni, où la pénurie de matières premières a été le plus marquée, n'entre dans ce total que pour un dixième. La France, la Belgique et l'Italie, dont la production réunie en 1950 était très inférieure à celle du Royaume-Uni, contribuent pour le double à l'augmentation de 1951. Les taux d'accroissement atteints par ces trois pays pendant le premier semestre de l'année (qui, comme il apparaît au Tableau 6, se sont maintenus dans une large mesure pendant le troisième trimestre) soulignent à quel point ils n'avaient pas réussi auparavant à utiliser pleinement leurs ressources industrielles.

C'est seulement au troisième trimestre que le fléchissement de la demande de biens de consommation en Europe occidentale a commencé à influer sur la production. Même alors, la vive activité dans le secteur des biens d'équipement, qui a continué de se manifester dans la plupart des pays, a compensé la tendance à la baisse du taux d'accroissement de la production des biens de consommation. Le Danemark et les Pays-Bas constituent deux exceptions : dans ces deux pays, une politique de déflation destinée à résoudre la crise de la balance des paiements a entraîné le fléchissement de la production industrielle globale pendant l'année. Par comparaison avec les niveaux de 1948, la production de l'industrie mécanique et de l'industrie textile, ainsi que la production industrielle globale en Europe se sont élevées dans des proportions à peu près identiques jusqu'au début de 1950 mais, depuis lors, comme il ressort du Diagramme 2, c'est le secteur de l'industrie mécanique qui a nettement pris les devants. Il apparaît également que la chute de la production des textiles, mais non celle de la production des industries mécaniques, au cours du troisième trimestre de l'année 1951 a été beaucoup plus importante que ne pourraient l'expliquer les seules influences saisonnières [2]. D'après les renseignements dont on disposait au moment où le présent chapitre a été rédigé, c'est seulement en Allemagne occidentale (et même là le pourcentage d'augmentation n'était que de quelques points) que l'accroissement saisonnier au cours des mois d'automne a élevé la production à un niveau supérieur à celui atteint au printemps. Dans tous les autres pays de l'Europe occidentale qui sont énumérés au Tableau 6, la production pendant l'automne a simplement atteint le niveau enregistré au printemps, et dans trois pays, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et au Danemark, elle a été inférieure à celle obtenue un an auparavant.

Le Tableau 6 indique dans quelle mesure l'augmentation de la production industrielle dans un certain nombre de pays européens provenait, soit d'une modification des effectifs de la main-d'œuvre disponible, soit d'une utilisation plus efficace de cette main-d'œuvre. Au Royaume-Uni et dans les pays scandinaves, la production industrielle en 1951 ne s'est accrue que modérément parce que les réserves de main-d'œuvre étaient relativement faibles et parce que le taux d'accroissement de la production par année-ouvrier s'est ralenti [3] : ces pays s'efforçaient d'employer une main-d'œuvre plus considérable alors que leurs ressources en équipement étaient déjà presque entièrement utilisées et que, dans le cas du Royaume-Uni, l'approvisionnement était en même temps insuffisant en matières premières. On estime qu'au troisième trimestre, le niveau de la production par année-ouvrier au Royaume-Uni n'était guère plus élevé que celui de la période correspondante de l'année précédente.

Dans d'autres pays de l'Europe occidentale, la production a pu se développer beaucoup plus que dans les pays de l'Europe septentrionale, en partie parce qu'il existait des réserves de main-d'œuvre plus importantes, voire abondantes dans certains cas, et en partie parce que la production par année-ouvrier au cours de la période qui a précédé l'ouverture des

[1] Voir section 3 du présent chapitre et *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 3, N° 2, 1951.

[2] Il convient de noter que les chiffres du Diagramme 2 n'ont pas été rectifiés de manière à tenir compte des fluctuations saisonnières.

[3] Au Danemark et aux Pays-Bas, la production a fléchi, en chiffres absolus, en raison d'un abaissement de la demande et de la production totales.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA

Tableau 6

EMPLOI DANS L'INDUSTRIE, MOYENNE DES HEURES DE TRAVAIL, RENDEMENT PAR OUVRIER ET PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices pour la période correspondante de l'année précédente = 100

Pays	Emploi					Moyenne des heures de travail par ouvrier					Rendement par année-ouvrier [a] ou par heure-ouvrier					Production industrielle				
	1949	1950		1951		1949	1950		1951		1949	1950		1951		1949	1950		1951	
	2e sem.	1er sem.	2e sem.	1er sem.	3e trim.	2e sem.	1er sem.	2e sem.	1er sem.	3e trim.	2e sem.	1er sem.	2e sem.	1er sem.	3e trim.	2e sem.	1er sem.	2e sem.	1er sem.	3e trim.
Royaume-Uni	102	103	102	102	102	100	100	102	101	..	105	106	105	102	101	107	109	109	105	104
Suède	100 [b]	100 [b]	100 [b]	103 [b]	101 [b]	..	..	..	..	..	..	105	106	102	103	..	104	106	105	105
Norvège	103	103	103	103	103	..	..	..	..	..	*105*	*105*	*105*	*102*	*104*	108	108	108	105	108
Danemark	106 [b]	108 [b]	106 [b]	105 [b]	102 [b]	..	..	..	..	..	102	104	104	99	97	108	111	109	105	98
Pays-Bas	105	106	108	106	102	..	..	..	..	..	*107*	*102*	*104*	*105*	*93*	112	109	113	111	95
Belgique	96	98	101	107	107	..	..	..	..	..	*100*	*97*	*108*	*111*	*108*	96	95	110	119	115
France	101	100	101	102	103	99	101	102	101	100	108	95	103	111	108	108	97	105	115	112
Italie	98	98	100	100	..	100	100	100	..	..	106	114	114	..	..	104	112	114	117	114
Suisse	93	94	100	108	112	99	100	100	101	100	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Autriche	111	107	103	104	106	104	103	101	101	101	114	112	109	109	107	131	124	114	115	115
Allemagne occident.	106	103	108	110	108	108	105	104	102	..	117	111	120	118	107	134	120	134	132	114
Allemagne orientale	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	*120 [c d]*	*114 [d]*		*109 [d]*	*111 [d]*	120 [c]	126		123	121
Pologne	116 [c]	117	116	107	103	..	..	..	..	..	*106 [c]*	*107*	*111*	*114*	*116*	123 [c]	125	127	122	120
Tchécoslovaquie	104 [c]	104	112	108	107	..	..	..	..	..	*111 [c]*	*110*	*104*	*104*	*104*	116 [c]	114	116	113	111
Hongrie	114 [c]	113		112	114	..	..	..	..	..	*125 [c]*	*120*		*119*	*110*	142	141	129	133	125

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».

a Les chiffres en italique se rapportent au rendement par année-ouvrier.
b Nombre total d'heures de travail.
c Douze mois.
d Industries nationalisées seulement.

hostilités en Corée était encore à un niveau peu élevé, l'appareil de production industrielle existant n'étant utilisé que dans une faible mesure. Dans ces pays, la production par ouvrier semble avoir augmenté, en 1951, d'environ 10% dans chaque cas et, sauf en France et en Italie, l'emploi s'est également accru sensiblement. Les rares renseignements dont on dispose actuellement sur le nombre d'heures de travail effectuées en 1951 n'indiquent pas de modifications importantes en Europe occidentale.

Dans les pays de l'Europe orientale, l'accroissement de l'emploi a été beaucoup plus important que dans l'Ouest. En Pologne et en Tchécoslovaquie, l'emploi a augmenté de 7 à 8% et, en Hongrie et en Allemagne orientale, de plus de 10%. En Europe occidentale, la Suisse est le seul pays où l'on enregistre un taux aussi élevé d'accroissement de l'emploi [1]. L'on ne dispose pour aucun des pays de l'Europe orientale de renseignements méthodiques sur le nombre total des heures de travail effectuées; mais il semble, d'après certaines indications, que ce nombre a sensiblement augmenté dans certains cas. Il est donc probable que l'augmentation de la production par ouvrier indiquée au Tableau 6 est plus élevée que l'augmentation de la production par heure de travail. Sous réserve de confirmation sur ce point, il apparaît donc que l'augmentation de la production par heure de travail n'a pas été plus grande que dans les pays de l'Europe occidentale où l'on disposait encore d'amples réserves de main-d'œuvre. En Tchécoslovaquie, où les renseignements indiquent que la main-d'œuvre est insuffisante, le rythme d'accroissement de la production par ouvrier a considérablement baissé de 1950 à 1951 et, au cours de cette dernière année, il n'a pas sensiblement dépassé celui des pays de l'Europe septentrionale où le plein emploi est réalisé. Il est possible que, comme pour le Royaume-Uni, les pénuries de matières premières et l'adaptation des industries à une production plus importante d'armements aient contribué à ce phénomène. Le fait que la production industrielle a augmenté en Europe orientale plus vite qu'en Europe occidentale ne prouve donc pas nécessairement que les progrès techniques et l'accroissement du rendement aient été plus rapides dans l'Est; il semble qu'on doive l'attribuer en partie à l'excédent encore considérable de main-d'œuvre employée dans l'agriculture, et en partie aux efforts plus systématiques entrepris pour faire passer dans l'industrie la main-d'œuvre de l'artisanat, du commerce de détail, du travail domestique et d'autres services.

[1] Cet accroissement provient non pas tant de réserves de main-d'œuvre précédemment inemployée que d'une augmentation du nombre des permis de travail accordés aux ouvriers étrangers.

2. L'AGRICULTURE

L'approvisionnement en denrées alimentaires et en produits d'affouragement en 1951, avant la récolte

Tant que la récolte n'est pas rentrée, l'approvisionnement en denrées alimentaires et en produits d'affouragement pendant l'année civile est déterminé naturellement par la récolte de l'année précédente ainsi que par le volume et l'orientation des échanges des divers produits. Il ressort du Tableau 7 que, dans l'ensemble de l'Europe, la récolte de 1950 a, pendant l'année agricole [2] 1950/51, fourni une quantité de céréales légèrement inférieure à celle de l'année 1949/50, l'augmentation partielle de l'approvisionnement en céréales panifiables ayant été plus que contrebalancée par la diminution de l'approvisionnement en céréales secondaires. Par contre, les récoltes de pommes de terre et de betteraves à sucre ont été très supérieures, la première ayant augmenté de 22 millions de tonnes, soit de 20%, et la seconde de 2,1 millions de tonnes, soit de 30%.

Les différences de climat et les modifications variables du volume des importations nettes expliquent que l'on enregistre ces résultats moyens dans un petit nombre de pays seulement. C'est ainsi que le Tableau 7 montre qu'en Italie et dans les autres pays méditerranéens, la production de céréales en 1950/51 a sensiblement augmenté; et, cependant, ces pays n'ont guère importé moins qu'au cours de l'année agricole antérieure, si bien que le total des quantités dont ils disposaient pour la consommation ou la constitution de stocks a été de 15% plus élevé. Dans le groupe des autres pays européens, l'on a constaté des faits et un comportement exactement contraires : leur propre production de céréales ayant considérablement baissé, ils ont néanmoins réduit leurs importations nettes. Dans l'Allemagne occidentale, et peut-être dans

[2] Le terme « année agricole », dans le sens où il est employé ici, s'entend pour la période allant de juillet à juin et, dans le cas des cultures essentielles, les chiffres de la production s'appliquent à la récolte du début de cette période.

Tableau 7

RÉCOLTES, COMMERCE ET APPROVISIONNEMENTS DU MARCHÉ INTÉRIEUR EN CÉRÉALES, POMMES DE TERRE ET SUCRE

En millions de tonnes

Pays ou groupe de pays		Céréales panifiables			Céréales secondaires			Pommes de terre	Sucre		
		Production	Importations nettes	Approvisionnements du marché intérieur	Production	Importations nettes	Approvisionnements du marché intérieur	Production	Production	Importations nettes	Approvisionnements du marché intérieur
France	1949/50	8,7	0,1	8,8	5,0	0,9	5,9	11,5	0,9	0,2	1,1
	1950/51	8,3	—0,8	7,5	5,5	0,5	6,0	14,6	1,4	—0,2	1,2
	1951/52	7,6	..	..	6,1	..	..	13,5	1,3	..	..
Allemagne occidentale et Autriche	1949/50	6,5	3,5	10,0	5,1	1,9	7,0	22,9	0,7	0,5	1,2
	1950/51	6,4	3,1	9,5	5,2	1,6	6.8	30,5	1,1	0,7	1,8
	1951/52	6,7	..	..	5,9	..	..	26,6	1,2	..	..
Autres pays du nord [a] et de l'ouest de l'Europe	1949/50	7,1	6,8	13,9	14,5	5,3	19,8	25,3	2,0	2,2	4,2
	1950/51	7,1	7,5	14,6	13,4	4,8	18,2	26,1	2,4	2,7	5,1
	1951/52	5,8	..	..	13,5	..	..	23,3	2,1	..	..
Italie	1949/50	7,2	1,1	8,3	2,8	0,1	2,9	2,6	0,5	—	0,5
	1950/51	7,8	1,2	9,0	2,8	0,2	3,0	2,4	0,6	—	0,6
	1951/52	6,9	..	..	3,4	..	..	3,3	0,7	..	..
Autres pays de l'Europe méditerranéenne [b]	1949/50	7,7	1.4	9,1	5,7	0,2	5,9	4,2	0,3	0,2	0,5
	1950/51	9,9	0,9	10,8	7,0	—	7,0	4,7	0,3	0,2	0,5
	1951/52	12,8	..	..	8,5	..	..	5,2	0,5	..	..
Total pour l'Europe occidentale	1949/50	37,2	12,9	50,1	33,1	8,4	41,5	66,5	4,4	3,1	7,5
	1950/51	39,5	11,9	51,4	33,9	7,1	41,0	78,3	5,8	3,4	9,2
	1951/52	39,8	..	..	37,4	..	..	71,9	5,8	..	..
Nord-est européen [c]	1949/50	14,3	..	..	7,1	..	..	45,7	2,0	..	..
	1950/51	13,9	..	..	7,4	..	..	58,8	2,7	..	..
	1951/52	14,7*	..	..	8,2*	..	..	53,2*	2,7*	..	..
Sud-est européen [d]	1949/50	10,0	..	..	14,0	..	..	5,8	0,5	..	..
	1950/51	8,9	..	..	11,1	..	..	3,3	0,5	..	..
	1951/52	10,2*	..	..	15,0*	..	..	5,7	0,6	..	..
Total pour l'Europe orientale	1949/50	24,3	..	..	21,1	..	..	51,5	2,5	..	..
	1950/51	22,8	..	..	18,5	..	..	62,1	3,2	..	..
	1951/52	24,9*	..	..	23,2*	..	..	58,9*	3,3*	..	..
Total pour l'Europe (à l'exclusion de l'U.R.S.S.)	1949/50	61,5	..	..	54,2	..	..	118,0	6,9	..	..
	1950/51	62,3	..	..	52,4	..	..	140,4	9,0	..	..
	1951/52	64,7*	..	..	60,6*	..	..	130,8*	9,1*	..	..

Sources : Pour les pays de l'Europe occidentale, les renseignements relatifs à la production ont été fournis par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et les chiffres du commerce ont été extraits des statistiques commerciales des divers pays; pour les pays de l'Europe orientale, voir les « Notes sur les statistiques ».

NOTE. — Exportations nettes (—).

a Belgique, Danemark, Finlande, Irlande, Islande, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

b Espagne, Grèce, Portugal et Turquie.

c Allemagne orientale, Pologne et Tchécoslovaquie.

d Bulgarie, Hongrie, Roumanie et Yougoslavie.

quelques autres pays, la diminution des importations de céréales panifiables peut avoir été due à une amélioration du régime alimentaire qui a fait augmenter la consommation de la viande et des produits laitiers et diminuer celle du pain et des féculents. Mais il est indubitable que si les pays non méditerranéens de l'Europe occidentale ont admis de diminuer leur approvisionnement total en céréales, c'est surtout parce qu'ils ont pu maintenir le volume des produits d'affouragement en substituant aux céréales les pommes de terre dont la récolte avait été abondante. Faisant exception à cette tendance, plusieurs pays de l'Europe occidentale, dont la balance des paiements est relativement favorable — Belgique, Suède et Suisse — ont importé des quantités beaucoup plus importantes de céréales panifiables et ont augmenté le total de leurs approvisionnements de 15 à 20% pendant l'année agricole 1950/51, surtout, sans aucun doute, afin d'accroître leurs stocks en raison de l'incertitude de la situation politique.

En Europe orientale, la situation de l'approvisionnement est loin d'avoir été la même dans tous les pays en 1950/51. Dans l'ensemble de cette région, la récolte de céréales de 1950 a été sensiblement inférieure à celle de 1949, mais c'est surtout en Yougoslavie, en Hongrie et en Roumanie qu'elle a diminué par suite de la forte sécheresse qui a sévi sur une grande partie de l'Europe du Sud-Est. Dans ces pays, la production de pommes de terre a également baissé de 1949 à 1950. Dans le nord de la région, en revanche, la production de céréales n'a pas diminué et, en outre, des quantités assez considérables ont été importées de l'Union soviétique. D'autre part, en 1950, la récolte de pommes de terre, dont la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne orientale sont les principaux producteurs, a été en moyenne supérieure de 30% à celle de 1949 dans l'ensemble de ces pays.

A la différence de la récolte de céréales et de pommes de terre dont les résultats ont été inégaux, la récolte de 1950 de betteraves à sucre a été excellente dans presque tous les pays européens. Malgré cela, les importations des principaux pays importateurs non seulement n'ont pas diminué mais se sont même légèrement accrues pendant la période 1950/51 par rapport à l'année précédente. La consommation a sans aucun doute augmenté, en particulier en Allemagne occidentale et dans les pays d'Europe orientale, mais il est probable aussi que les stocks ont été, en général, sensiblement renforcés. L'augmentation de l'approvisionnement total en sucre, y compris la production intérieure et les importations nettes, a été particulièrement accentuée en Allemagne occidentale (65%), en Suisse (55%) et en Suède (40%).

Un certain nombre de pays se sont heurtés à de graves difficultés pendant l'année 1950/51 en ce qui concerne les disponibilités en produits de l'élevage. Ces difficultés ont été particulièrement sérieuses en Europe orientale, non seulement en Hongrie et en Yougoslavie où il a fallu abattre un nombre considérable de bovins et de porcins en raison de la très mauvaise récolte de 1950, mais même en Pologne et en Tchécoslovaquie où la récolte a été bonne mais où l'effectif du cheptel a diminué. En conséquence, l'approvisionnement en viande a été extrêmement irrégulier dans la plupart des pays de l'Europe orientale au cours de cette année agricole : il y a eu abondance de viande au début et pénurie à la fin. En revanche, dans la plupart des pays de l'Europe occidentale, les produits de l'élevage ont accusé une augmentation, mais dans certains de ces pays le nombre des porcins a eu tendance à diminuer, et dans d'autres, en particulier en France et en Autriche, le prix de la viande est monté en flèche par suite des pressions inflationnistes.

Politique des prix et équilibre entre l'affouragement et le cheptel

Si la situation de l'approvisionnement en viande a été difficile, cela tient en grande partie au manque de continuité des politiques suivies par les gouvernements en ce qui concerne le prix des produits animaux d'une part et le prix des produits d'affouragement d'autre part; ces deux groupes de prix sont, à des degrés divers, fixés par le gouvernement dans presque tous les pays européens [1]. Dans certains cas, les prix fixés soit pour la viande, soit pour les céréales, soit pour ces deux produits, l'ont été de telle sorte que la demande de produits d'affouragement a dépassé les disponibilités. Comme nous le verrons, cet état de choses a été assez courant, en particulier dans l'Europe orientale où les autorités ont voulu provoquer une

[1] Les prix de presque tous les produits agricoles importants sont fixés par le gouvernement non seulement dans les pays de l'Europe orientale, mais aussi au Royaume-Uni, en Norvège et en Suède; en outre, dans la plupart des autres pays, le gouvernement influe, directement ou indirectement, sur le prix de certains tout au moins des principaux produits agricoles. Les pommes de terre, il convient de le remarquer, constituent une exception importante et assez générale et leurs prix varient librement dans la plupart des pays autres que ceux de l'Europe orientale.

Tableau 8

PRIX PAYÉS AUX CULTIVATEURS POUR CERTAINS PRODUITS AGRICOLES

A. *Prix payé aux cultivateurs pendant l'année agricole allant de juillet 1950 à juin 1951, en dollars des Etats-Unis, par 100 kilogrammes.*

B. *Indice des prix payés en 1950/51, calculé d'après le prix payé pendant la précédente année agricole.*

C. *Indice du prix fixé pour l'année agricole 1951/52, d'après la précédente année agricole.*

D. *Indice du prix payé à l'automne de 1951, établi d'après le cours pratiqué pendant la période correspondante de l'automne précédent.*

		Danemark	Islande	Pays-Bas	Royaume-Uni	Norvège	Suède [a]	Belgique-Luxembourg	France	Allemagne occidentale	Autriche	Italie	Suisse	Pologne [b]	Tchécoslovaquie [b]	Hongrie [b]	Bulgarie [b]
Froment	A	8,5	6,9	5,9	7,5	9,1	6,0	8,6	7,4	7,8	6,3	10,6	14,6	26,3	8,2	5,1	8,7
	B	113	100	102	120	118	102	103	104	127	159	99	100	100	100	100	100
	C	90	108	111	104	112	130	108	138	130	145	100	100	100	100	100	100
Avoine	A	7,5	7,1	7,4	5,8	6,9	5,3	7,2	4,7	7,3	..	6,8	11,4	16,8	5,7	4,2	7,0
	B	128	131	119	103	119	122	120	90	139	..	93	118	118	100	100	100
	C	90	..	..	120	110	..	..	142	..	..	..	..	100	100	100	100
Pommes de terre	A	2,8	..	2,1	3,2	2,8	4,7 [c]	2,5	3,3	2,0	..	5,2	4,9	5,3	2,8	..	8,6
	B	114	..	114	97	105	112	80	79	78	..	149	92	109	100	..	98
	C	..	..	..	100	..	..	..	..	..	..	..	..	132	121–169 [d]	..	69
Bovins, poids vif	A	25,4	25,5	35,5	24,7	28,0	31,9	42,8	32,9	31,0	22,5	39,7	66,4	65,1	88,0	29,8	..
	B	119	101	104	102	102	105	98	121	108	130	85	99	91	100	100	..
	D	..	111	..	110	..	109	..	..	..	..	..	102	100	100	97	..
Porcins, poids vif	A	42,2	47,6	43,4	58,3	43,1	40,0	42,0	51,4	57,6	46,6	51,3	76,4	171,2	72,0	49,4	55,8
	B	101	120	106	115	100	112	103	133	104	142	106	104	109	100	..	100
	D	109	113	118	111	107	113	..	161	107	123	118	110	102	100	100	106–133 [d]
Lait	A	4,9	6,0	4,6	7,9	6,3	5,8	6,1 [e]	6,1	5,6	4,7	5,8	8,9	24,9	8,4	5,9	14,0
	B	96	100	97	104	102	102	..	100	96	100	91	100	111	100	..	100
	D	110	105	116	106	..	102	..	113	118	140	104	98	110	100	..	87
Œufs	A	43,0	45,9	52,6	79,4	56,0	51,9	68,4	53,4	73,6	39,8	76,2	116,6	210,0	82,5	..	..
	B	99	75	95	95	104	105	84	103	81	106	97	92	117	100	..	..
	D	110	120	90	105	137 [f]	107	..	122	116	..	112	100	127	100	..	..

Sources : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et *Bulletin de statistique générale*, Organisation européenne de coopération économique, pour les renseignements relatifs aux pays de l'Europe occidentale; quant aux renseignements concernant les pays de l'Europe orientale, ils ont été tirés directement des statistiques des divers pays.

[a] La période considérée va du 1er octobre au 30 septembre.

[b] Les taux de change officiels du dollar, qui ont été utilisés pour ces pays, ne correspondent absolument pas au pouvoir d'achat des monnaies en question sur le marché intérieur; les prix en dollars indiqués dans le tableau ne peuvent servir à des comparaisons entre les divers pays.

[c] Pommes de terre destinées à la consommation humaine. Les prix des pommes de terre destinées à l'industrie ont baissé de 3% de 1949/50 à 1950/51 : au cours de la nouvelle année agricole, ils ont augmenté de 19%.

[d] Le chiffre le plus élevé se rapporte à la qualité supérieure.

[e] Année civile 1950.

[f] Chiffre de juillet 1951 établi sur la base du chiffre de juillet 1950.

augmentation rapide des produits de l'élevage. Dans d'autres cas cependant, c'est le contraire qui s'est produit : les prix offerts pour la viande étaient peu élevés par rapport aux prix des produits d'affouragement et, de ce fait, la production de viande n'a pas atteint le niveau souhaité — problème qui n'a pas laissé d'avoir, au Royaume-Uni, certaines répercussions sur les importations en provenance des pays voisins.

Il y a lieu de noter que la pratique, généralement suivie, qui consiste à établir les prix à l'avance pour une année complète ou même plus [1], tout en donnant les assurances nécessaires aux producteurs, rend plus difficile encore l'ajustement des rapports des prix qui se révèlent peu satisfaisants, et elle accroît le risque de voir surgir de nouveaux écarts entre les prix contrôlés et les prix libres, lorsque les prix de certains produits, mais non pas de tous les produits, doivent être fixés officiellement. Ce risque est particulièrement grave, évidemment, pendant les périodes où la situation économique générale évolue rapidement; ce fut le cas de l'année agricole 1950/51 : après la récolte de 1950, les prix agricoles contrôlés n'ont que peu augmenté, ou n'ont même pas augmenté du tout, dans la plupart des pays car les gouvernements désiraient éviter la hausse du coût de la vie et empêcher les effets perturbateurs d'un changement de répartition du revenu entre les agriculteurs et les autres groupes de la population. Cependant, dans la mesure où ils n'étaient pas soumis à un contrôle, certains prix agricoles ont eu tendance à monter en raison de l'inflation générale qui a suivi le début du conflit en Corée — c'est, par exemple, le cas du prix de la viande en France et du prix des céréales au Danemark — et l'équilibre entre les prix de la viande et les prix des produits d'affouragement a donc été violemment rompu dans un sens ou dans l'autre [2].

Les prix comparatifs de la viande et des produits d'affouragement ont eu une influence particulièrement marquée sur les modifications de l'effectif des porcins, pour lesquels la période de production est beaucoup plus courte que pour les bovins [3]. Le Tableau 9 indique, pour un certain nombre de pays, le rapport entre les prix des porcins payés aux agriculteurs et les prix de certains des principaux produits d'affouragement, pendant chacune des deux dernières années agricoles (ainsi que pour l'année courante dans la mesure où l'on dispose de ces données), en même temps qu'il montre les modifications survenues dans l'effectif des porcins approximativement pendant les mêmes périodes. Les produits servant à l'alimentation des porcs varient d'un pays à l'autre et, dans certains cas, tout au moins, il faut aussi tenir compte du prix du maïs et du petit-lait [4], mais l'on peut se faire, d'après le tableau, une idée assez claire de la situation d'ensemble, en particulier pour l'année 1949/50. Dans les pays où le prix des porcs représente environ sept ou huit fois le prix des céréales et quinze ou seize fois le prix des pommes de terre, le cheptel porcin est resté pratiquement stationnaire. Dans les pays, comme l'Irlande, où le prix des porcs était comparativement plus bas, le nombre des porcins a diminué, mais là où le rapport était relativement élevé ce nombre a augmenté. C'est cette dernière situation qui a de loin le plus généralement prévalu pendant l'année agricole 1949/50 : dans tous les pays de l'Europe orientale qu'énumère le Tableau 9, les prix des porcs ont été fixés à des niveaux très élevés par rapport aux prix des produits servant à les nourrir et le nombre des porcins a considérablement augmenté de 1949 à 1950. On peut constater un rapport des prix analogue (en particulier entre les prix des porcs et ceux des pommes de terre) et les mêmes résultats en Allemagne occidentale et aux Pays-Bas. Au Danemark, le nombre des porcins s'est sensiblement élevé, de 1949 à 1950, bien que l'attrait exercé par les prix n'ait pas été aussi puissant que dans les autres pays considérés.

Au cours de la dernière année agricole 1950/51, il s'est produit un certain nombre de changements importants que les chiffres du Tableau 9 ne font pas toujours apparaître nettement. Au Royaume-Uni, le nombre des porcins n'a que faiblement augmenté de 1949 à 1950, peut-être à cause du rationnement des produits d'affouragement, bien que le prix des céréales ait été relativement favorable à leur production. Au cours de la période 1950/51, le rapport des prix est devenu plus favorable encore et, grâce à un approvisionnement plus important en produits d'affourage-

[1] Soit au moment de l'ensemencement, comme dans le cas du Royaume-Uni, soit au moment de la récolte, comme en France.

[2] Voir le Tableau 8 où sont indiquées les modifications survenues dans les prix payés aux agriculteurs depuis l'année agricole 1949/50.

[3] Indépendamment des indices reproduits dans le Tableau 9, on trouvera au Tableau XIV de l'Annexe A les effectifs, en chiffres absolus, de bovins et de porcins.

[4] Pour certains pays, il faudrait davantage tenir compte de l'orge que de l'avoine, mais en général les prix de ces deux denrées subissent les mêmes fluctuations.

Tableau 9

RAPPORT ENTRE LE PRIX DES PORCS ET CELUI DES PRODUITS D'AFFOURAGEMENT, ET INDICES DE L'EFFECTIF DU CHEPTEL PORCIN

Pays	Rapport entre le prix des porcs et le prix de l'avoine			Rapport entre le prix des porcs et le prix des pommes de terre			Indice de l'effectif du cheptel porcin *(Année précédente = 100)*	
	1949/50	1950/51	1951/52	1949/50	1950/51	1951/52	1950	1951
Pologne	11	10	10	32	32	25	170	..
Allemagne occidentale	10	8	..	21	29	..	123	126
Pays-Bas	7	6	..	22	21	..	143	103
Tchécoslovaquie	13	13	13	26	26	21	111	94*
Hongrie	..	12 [a]	12 [a]	..	..	25	125	69
Danemark	7	6	7 [b]	17	15	..	117	90
Royaume-Uni	9	10	9	15	18	20	108	136
Norvège	7	6	6	16	15	..	101	91
Suisse	8	7	..	14	16	..	102	98
Irlande	7	7	..	12	..	..	96	85
France	7	11 [c]	..	9	16	..	101	104

Sources : Les chiffres sont tirés des Tableaux 8 et XIV.

NOTE. — Pour calculer le rapport, on a divisé le prix du kilogramme de porc vif à la ferme par le prix du kilogramme d'avoine et du kilogramme de pommes de terre, respectivement.

[a] Le rapport entre le prix des porcs et le prix du maïs était de 11 à 1 en 1951/52 comme en 1950/51.

[b] Calculé d'après le prix payé aux agriculteurs pour les quantités qu'ils sont tenus de livrer. Si l'on prend pour base les cours libres, le rapport est 4 pour l'avoine et 5 pour l'orge.

[c] Calculé d'après le prix officiel de l'avoine. Si l'on prenait pour base les prix officieux, plus élevés, qui ont été pratiqués pendant cette période sur une grande partie du marché, le rapport serait beaucoup plus faible.

ment, le nombre des porcins s'est accru de 36%. Mais les importations de viande, dont le Royaume-Uni dépend plus spécialement en dépit de l'augmentation de la production intérieure, ont donné lieu à des difficultés. Les prix du bacon importé du Danemark et d'Irlande ont été maintenus très au-dessous de ceux qui étaient payés aux producteurs nationaux, alors que le prix des produits d'affouragement a augmenté dans ces pays. Le nombre des porcins a ainsi diminué en Irlande beaucoup plus rapidement que dans la période 1949/50 [1], alors qu'au Danemark l'augmentation précédemment constatée a fait place à un fléchissement. Les perspectives de l'approvisionnement en viande se présentant sous un jour défavorable, le Royaume-Uni a été amené au printemps de 1951 à accorder des prix plus élevés pour le bacon importé.

En Allemagne occidentale, après les accroissements déjà obtenus, l'excellente récolte de pommes de terre de 1950 a encore facilité la reconstitution du cheptel. Le prix des pommes de terre ayant considérablement baissé par la suite [2], les conditions sont devenues extrêmement favorables et, au cours de l'année commençant en octobre 1950, le nombre des porcins a augmenté de 26%. Il semble que le résultat ait même dépassé les espoirs qu'autorisait la bonne récolte de pommes de terre : les porcs ont été nourris de céréales panifiables et le gouvernement a estimé nécessaire d'augmenter de 30% au printemps le prix des céréales. En Suisse, par contre, où la récolte de pommes de terre a été également bonne, le gouvernement a décidé de maintenir le prix de cette denrée à un niveau à peine moins élevé que celui de la campagne précédente. Il en est résulté qu'en dépit d'une excellente récolte, le nombre des porcins n'a pas augmenté et a même légèrement diminué et le gouvernement a eu, par ailleurs, de grandes difficultés à liquider l'excédent de pommes de terre [3].

[1] L'Irlande avait prévu que la production de viande de porc serait plus que doublée de 1948/49 à 1952/53, la majeure partie de cette augmentation devant être exportée vers le Royaume-Uni aux termes d'un contrat à long terme conclu en 1948. Jusqu'ici, cependant, les augmentations de production envisagées n'ont pas été réalisées et les exportations à destination du Royaume-Uni sont restées négligeables en comparaison de ce qu'elles étaient avant la guerre.

[2] Voir Tableau 8.

[3] Le gouvernement a résolu le problème, en partie tout au moins, en stockant l'excédent de pommes de terre en vertu d'un programme destiné à assurer une production d'alcool en cas de guerre, et, en même temps, les prix intérieurs ont été soutenus au moyen d'une stricte interdiction d'importation des pommes de terre.

Tableau 10

INDICES DE LA PRODUCTION DE PRODUITS D'AFFOURAGEMENT ET DE L'EFFECTIF DU CHEPTEL EN EUROPE ORIENTALE

1949 = 100

Pays	1950				1951			
	Bovins	Porcins	Céréales secondaires	Pommes de terre	Bovins	Porcins	Céréales secondaires	Pommes de terre
Allemagne orientale	113	142	124	154	118	178	161	159
Pologne	113	170	95	119	105	..	95	..
Tchécoslovaquie	109	111	105	141	109	105*	116	141*
Hongrie	99	125	84	54	82	87	117	107
Yougoslavie	99	104	57	50	90	95	103	83

Sources : Chiffres tirés des Tableaux XIII et XIV.

En France, bien que la récolte de céréales panifiables ait été moins favorable, l'excellente récolte de pommes de terre et de céréales secondaires de 1950 semble avoir provoqué un optimisme injustifié. Les exportations de céréales furent accrues, le prix des céréales secondaires diminua, et celui des pommes de terre baissa de 20% environ. Mais, au cours de l'année 1951, les prix de la viande montèrent nettement à mesure que progressait l'inflation, les produits d'affouragement se firent rares, les céréales secondaires furent négociées à des prix de marché noir et les prix de la nouvelle récolte furent fixés bien au-dessus de ceux de la récolte de 1950.

L'Europe orientale s'est trouvée en face de difficultés beaucoup plus graves. Au cours de la nouvelle année agricole 1950/51, le rapport entre le prix des porcs et le prix des denrées d'affouragement a continué, avec peu de changement, à être exceptionnellement élevé, mais l'approvisionnement en produits d'affouragement a été loin d'être suffisant même pour maintenir l'effectif du cheptel au niveau existant, après les augmentations de l'année précédente. Comme on peut le voir d'après le Tableau 10, la Hongrie comptait, en 1950, 25% de porcins de plus qu'en 1949, mais la récolte de céréales secondaires de cette année-là n'a représenté dans ce pays que les quatre cinquièmes environ, et la récolte de pommes de terre guère plus de la moitié, des résultats de 1949; en même temps la récolte de fourrage a été mauvaise. En Pologne, bien que les récoltes de 1950 aient été, de loin, meilleures qu'en Hongrie, l'écart n'en est pas moins important étant donné qu'il y a 13% de bovins et 70% de porcins en plus à nourrir sur une récolte de céréales légèrement inférieure et sur une récolte de pommes de terre supérieure de 20% seulement à celle de 1949. Pour la Tchécoslovaquie, les données relatives aux récoltes et au cheptel font apparaître moins clairement les difficultés rencontrées par ce pays, qui dépend de ses importations pour une grande partie de ses approvisionnements en céréales; c'est seulement en Allemagne orientale que les disponibilités en fourrage, y compris les importations en provenance de l'Union soviétique et d'autres sources [1], ont été suffisantes, non seulement pour maintenir l'effectif du cheptel, mais aussi pour l'augmenter encore. Parallèlement à cet accroissement du cheptel, les approvisionnements en viande de l'Allemagne orientale ont augmenté d'environ 30% pendant les neuf premiers mois de 1951 par rapport à la période correspondante de l'année précédente, la consommation n'atteignant cependant que la moitié environ du chiffre d'avant guerre. En Hongrie, et en Pologne également, l'approvisionnement en viande a augmenté temporairement, mais uniquement à cause de l'excès d'abatages rendu nécessaire par la pénurie

[1] D'après les chiffres publiés, l'Union soviétique a exporté en Tchécoslovaquie, au cours de la campagne agricole 1950/51, 755.000 tonnes de céréales panifiables et 308.000 tonnes de céréales secondaires et, pendant les huit premiers mois de 1950, elle en a exporté en Allemagne orientale respectivement 225.000 tonnes et 220.000 tonnes. On sait que les expéditions de l'Union soviétique à destination de l'Allemagne orientale ont considérablement augmenté ensuite et que l'Allemagne orientale a également obtenu des céréales d'autres pays d'Europe orientale, mais aucun renseignement sur le montant de ces livraisons n'a été publié.

de produits d'affouragement [1]. Ainsi en Hongrie, on a signalé que la production de viande avait augmenté pendant le troisième trimestre de 1950 de 64% par rapport à l'année précédente, mais, en février 1951, le nombre des bovins avait diminué considérablement et le nombre des porcins avait décru de 2 millions au moins depuis mai 1950. En Pologne, l'approvisionnement en viande a augmenté de 45% environ au cours de l'année 1950, mais un très grand nombre de truies ont dû être abattues pendant l'hiver suivant. Dans ces deux pays, cette diminution du cheptel a entraîné une grave pénurie de viande pendant l'année 1951.

Dans la plupart des pays d'Europe occidentale, sauf au Royaume-Uni qui constitue une exception importante, les quantités de viande disponibles pour le marché intérieur ont augmenté en 1950/51, comme l'indique le Tableau 11 [2]. Dans bien des cas, cet accroissement a été moins élevé que l'augmentation de la production intérieure de viande et les pays exportateurs ont exporté davantage, bien qu'un certain nombre de pays importateurs aient réduit leurs importations par rapport à l'année précédente. Il n'en a pas été ainsi cependant pour l'Allemagne occidentale, dont les importations de viande, au cours de l'ensemble de l'année agricole, ont été, malgré une diminution au début de 1951, beaucoup plus élevées qu'en 1949/50. D'autre part, l'Italie et la Suisse ont également recouru un peu plus largement aux importations pour couvrir leurs besoins de consommation. Le Royaume-Uni, lui aussi, a augmenté de plus de 25% ses importations de viande en provenance des pays européens au cours de la période 1950/51, mais ni cette augmentation ni l'important accroissement de sa production intérieure n'ont été suffisants pour compenser l'arrêt presque total des importations en provenance de l'Argentine et la diminution sensible des quantités fournies par d'autres pays d'outre-mer.

Importations de viande du Royaume-Uni [a]
(En milliers de tonnes)

Provenance	*1949/50* Juillet-juin	*1950/51* Juillet-juin
Pays européens	346	431
Argentine	408	74
Autres pays d'outre-mer	706	441
Provenance non spécifiée	69	148
Total	1.529	1.094

a Y compris les animaux sur pied, en équivalent de viande.

Dans l'ensemble, la demande de viande dans le commerce intra-européen a été, au cours de l'année 1950/51, suffisamment élevée pour que la réduction des importations de l'Allemagne occidentale pendant les derniers mois de l'année agricole ne provoque pas de malaise sur le marché.

Le marché des produits laitiers a évolué d'une façon tout à fait différente. La production de lait a augmenté dans presque tous les pays par suite de l'accroissement du nombre et du rendement des vaches laitières. Même en Pologne, le nombre de celles-ci s'est accru bien que le nombre total des bovins ait diminué, mais en Hongrie et en Yougoslavie il y a eu des vaches laitières parmi les bovins abattus, et la production de lait a baissé. En revanche, dans la plupart des pays, la demande de lait et de produits laitiers a été moins active que la demande de viande. Le prix du lait, qui est officiellement contrôlé dans la plupart des pays, n'a pas été beaucoup plus élevé en 1950/51 qu'au cours de l'année agricole précédente, et dans certains pays il a même été moindre; néanmoins, la Norvège, la Finlande, la France et la Suisse ont réduit leurs importations de produits laitiers et tous, à l'exception de la France, ont également accru leurs exportations; la Suède a doublé ses exportations de beurre. Bien que l'Italie et l'Allemagne occidentale aient acheté des quantités beaucoup plus importantes que pendant la précédente année agricole, et bien que la Belgique ait également augmenté quelque peu ses importations, l'Europe occidentale a commencé à éprouver des difficultés [3]. Un autre débouché existait au Royaume-Uni, où le beurre et le fromage sont encore rationnés, mais ce débouché n'attirait pas beaucoup les exportateurs, les prix offerts y étant beaucoup plus bas que les prix pratiqués sur les marchés du continent. Le plus gros exportateur de

[1] Dans les pays considérés, tout comme dans d'autres, on a parfois expliqué le chiffre élevé des abatages par le fait que les paysans craignaient la collectivisation malgré les assurances réitérées des autorités à cet égard. Cependant, *a priori*, on ne saurait imaginer que les paysans détruisent leur capital tant que la collectivisation demeure généralement une possibilité plutôt qu'une réalité, et cette explication ne semble pas non plus compatible avec l'accroissement du nombre des vaches laitières en Pologne qui aurait, dit-on, augmenté bien que le nombre des bovins de toute catégorie ait diminué.

[2] Les données de ce tableau ne représentent que la consommation apparente (c'est-à-dire la production augmentée des importations nettes ou diminuées des exportations nettes), mais les modifications survenues dans les stocks de viande sont probablement moins importantes hors du Royaume-Uni.

[3] Ces difficultés sont devenues particulièrement graves en ce qui concerne le fromage parce que les importations à destination des Etats-Unis ont été soumises, en juillet 1951, à de nouvelles et sévères restrictions.

Tableau 11

PRODUCTION, COMMERCE ET APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ INTÉRIEUR EN CE QUI CONCERNE LA VIANDE [a], LE LAIT ET LES PRODUITS LAITIERS PENDANT L'ANNÉE AGRICOLE 1950/51

En milliers de tonnes et nombres-indices

Pays et produit		Production	Importations [b]	Exportations [b]	Approvisionnements du marché intérieur [c]	*Indices : 1949/50 = 100*		
						Production	Commerce net [b] (Importations nettes = I) (Exportations nettes = E)	Approvisionnements du marché intérieur [c]
Danemark	Viande . .	619	—	363	256	118	154 E	88
	Lait . . .	5.412	—	3.826	1.586	103	105 E	101
Irlande	Viande . .	369	—	150	219	111	108 E	109
	Lait . . .	2.430	99	103	2.426	104	6 E	107
Pays-Bas	Viande . .	380	30	61	349	119	150 E	117
	Lait . . .	5.820	20	2.657	3.183	103	120 E	92
Royaume-Uni	Viande . .	1.260	1.094	5	2.349	107	72 I	87
	Lait . . .	10.430	8.636	48	19.018	103	93 I	98
Norvège	Viande . .	116	—	—	116	103	—	103
	Lait . . .	1.640	—	103	1.537	103	452 E	98
Suède	Viande . .	314	24	2	336	101	91 I	100
	Lait . . .	5.090	18	427	4.681	104	157 E	101
Belgique-Luxembourg	Viande . .	367	20	11	376	110	58 I	108
	Lait . . .	3.390	900	15	4.275	105	108 I	106
France	Viande . .	2.460	31	51	2.440	99	79 E	97
	Lait . . .	15.830	496	243	16.083	105	39 I	103
Allemagne occidentale	Viande . .	1.680	217	15	1.882	116	153 I	119
	Lait . . .	15.210	1.235	200	16.245	112	119 I	112
Autriche	Viande . .	244	23	3	264	125	36 I	106
	Lait . . .	2.088	30	9	2.109	108	210 I	108
Italie	Viande . .	821	59	—	880	105	311 I	110
	Lait . . .	7.300	376	161	7.515	101	152 I	102
Suisse	Viande . .	187	22	1	208	98	189 I	103
	Lait . . .	2.622	138	170	2.590	106	*d*	101
Grèce	Viande . .	77	18	—	95	103	67 I	93
	Lait . . .	580	92	—	672	99	93 I	98
Finlande	Viande . .	122	—	—	122	105	—	109
	Lait . . .	2.500	—	85	2.415	109	*e*	105
Total pour les pays énumérés	Viande . .	9.016	1.538	662	9.892	107	62 I	101
	Lait . . .	80.342	12.040	8.047	84.335	105	70 I	103
Tchécoslovaquie	Lait . . .	3.000 *f*	..	..	..	115 *g*	..	..
Allemagne orient.	Lait . . .	3.440 *f*	..	..	..	126 *g*	..	..
Pologne	Lait . . .	7.760 *f*	..	..	..	110 * *g*	..	..
Yougoslavie	Lait . . .	2.060	..	..	..	87	..	..

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».

NOTE. — Sauf indication contraire, l'année agricole représente la période allant du 1er juillet au 30 juin.

a Les chiffres relatifs à la production sont calculés en poids de viande préparée pour la boucherie, y compris la volaille, le gibier et les abats; les chiffres relatifs au commerce représentent le poids équivalent de viande des animaux sur pied ainsi que la volaille, le gibier et les conserves de viande de tout genre, lorsque leurs quantités sont assez importantes.

b En quantités équivalentes de lait liquide. Les chiffres de la production nationale des pays de l'Europe occidentale se rapportent à la production totale de lait liquide pour tous usages et comprennent également le lait de chèvre; pour les pays de l'Europe orientale, ils ne comprennent pas ce dernier. Les chiffres du commerce extérieur se rapportent à la quantité de lait frais que représente le commerce de beurre, de fromage et de lait en poudre et condensé.

c Y compris le lait utilisé pour la fabrication de beurre et de fromage destinés au marché intérieur.

d Après avoir été importateur net, le pays est devenu exportateur net.

e Les exportations de 1949/50 ont été négligeables.

f Année civile 1950.

g Janvier-juin 1950; période correspondante de 1950 = 100.

beurre, le Danemark, a donc préféré, pour améliorer sa position, suspendre le rationnement du beurre : de ce fait, la consommation de beurre a augmenté notablement sur le marché intérieur [1], alors que les exportations ne s'élevaient que de 3%. Les Pays-Bas, autre pays gros exportateur de beurre en Europe, ont, en revanche, très sensiblement réduit la consommation intérieure en supprimant les subventions à la vente sur le marché national, et les exportations de beurre ont augmenté de presque 20%.

Bien que l'écoulement du lait et des produits laitiers devînt de plus en plus difficile, les prix du lait ont maintenant été relevés dans un certain nombre de pays pour la nouvelle année agricole 1951/52. Dans la plupart des cas, toutefois, comme on peut le voir d'après le Tableau 8, les augmentations ont été moindres que pour les autres produits agricoles. Il semble que la Suisse soit le seul pays où le gouvernement ait essayé d'éviter un fléchissement de la demande en abaissant légèrement le prix du lait. La Suède et le Royaume-Uni ont, toutefois, inauguré une nouvelle politique des prix destinée à encourager la production de viande plutôt que celle du lait. Dans un grand nombre de pays, dont l'Allemagne occidentale, la France et l'Italie, la nécessité de prendre des mesures concrètes pour améliorer et favoriser la distribution du lait devient urgente, sans quoi l'organisation plus rationnelle de la production laitière et l'augmentation du rendement n'aboutiront qu'à désorganiser le marché, ce qui réagira à son tour sur la production [2].

La situation après la nouvelle récolte

Dans l'ensemble de l'Europe, la récolte de céréales a été meilleure en 1951 qu'en 1950. La production de céréales secondaires, en particulier, a augmenté de 8 millions de tonnes environ et celle des céréales panifiables de 2 millions. En revanche, la récolte de pommes de terre a baissé de 10 millions de tonnes et la production de betteraves à sucre est restée à peu près stationnaire.

Les résultats de la récolte diffèrent d'ailleurs considérablement d'un pays à l'autre. C'est le cas, en particulier, des céréales panifiables dont la production a surtout augmenté dans les pays de l'Europe méditerranéenne et de l'Europe orientale. Par contre, dans trois pays de l'Europe occidentale, la France, le Royaume-Uni et la Suède, la récolte de céréales panifiables a diminué de 1,6 million de tonnes, en partie en raison des conditions atmosphériques et en partie à cause d'une diminution de la superficie ensemencée en blé. Les superficies consacrées à la culture de la betterave à sucre et des graines oléagineuses et aux pâturages sont en augmentation depuis un certain nombre d'années, mais il semble que dans différents pays de l'Europe occidentale les cultivateurs aient été enclins à réduire les emblavures de froment et de seigle parce que les gouvernements désiraient maintenir le prix du pain à un faible niveau, afin d'empêcher le coût de la vie de monter. Etant donné les tendances actuelles, il se pourrait qu'à l'expérience, cette politique aille à l'encontre du but qu'on se propose.

Indice de la superficie ensemencée en céréales panifiables dans certains pays européens
(1934-1938 = 100)

Pays	*1950*	*1951*
France [a]	83	81
Irlande [a]	190	146
Pays-Bas [a]	64	53
Royaume-Uni [a]	133	115
Danemark [b]	88	73
Suède [b]	93	85
Allemagne occidentale [b]	85	83
Italie [a]	94	94

a Blé.
b Seigle et blé.

La récolte de céréales secondaires a été, en général, plus importante qu'en 1950; la production d'orge et d'avoine s'est sensiblement élevée, en particulier en Allemagne occidentale et orientale et en Autriche. Bien que la superficie cultivée en maïs n'ait que très peu augmenté, les récoltes de l'Italie, de la France et des pays balkaniques ont été très supérieures à celles de la campagne précédente.

En Europe occidentale, la superficie cultivée en pommes de terre a diminué depuis 1948 à mesure qu'il devenait moins nécessaire de maintenir la consommation de cette denrée à un niveau relativement élevé, comme ce fut le cas pendant la guerre et les années qui l'ont immédiatement suivie. Cette tendance s'est poursuivie en 1951 et la production a été, en moyenne, inférieure de 7% à celle de 1950, le rendement diminuant par ailleurs d'une façon assez générale tant en Europe orientale qu'en Europe occidentale.

[1] Au cours de l'automne 1951, elle était supérieure de 70% au chiffre de l'année précédente.

[2] C'est ainsi qu'en France, d'après les informations reçues, après l'augmentation de 13% du prix du lait en automne 1951, le lait est souvent vendu à un prix inférieur au prix officiel.

La récolte de céréales panifiables ayant été beaucoup moins importante dans tous les pays de l'Europe septentrionale et occidentale et en Italie, la demande nette de céréales panifiables importées pourrait bien atteindre dans ces pays 2 millions de tonnes et être ainsi de 20% plus élevée que pour l'année agricole 1950/51. La Turquie, en revanche, envisage d'accroître ses exportations de céréales. L'Union soviétique a également signalé qu'elle disposerait d'excédents considérables pour l'exportation [1], ce qui permettra probablement de couvrir la demande supplémentaire des régions septentrionales et occidentales de l'Europe, s'il est possible de surmonter la difficulté qu'il y a à trouver des produits d'échange satisfaisants.

Bien que la production de céréales secondaires ait été plus élevée en 1951 qu'en 1950 dans presque tous les pays d'Europe, la demande de céréales secondaires à couvrir par des importations pourrait s'accroître, étant donné que la récolte de pommes de terre est beaucoup plus faible, que les quantités de seigle disponibles pour l'alimentation du bétail ont diminué et que le nombre des porcins a augmenté. La production de betteraves sucrières de certains des pays importateurs de sucre étant en diminution, la demande de sucre importé pourrait également avoir tendance à s'accroître, peut-être de 250.000 tonnes environ, soit de 10%. Etant donné le fléchissement de la production, les excédents de céréales en Australie et en Argentine et le surplus de canne à sucre dans les pays de la zone sterling seront probablement réduits de beaucoup : il est donc possible que les pays de l'Europe occidentale aient à compter sur leurs importations de produits agricoles en provenance de la zone dollar plus encore que ce ne fut le cas pendant l'année agricole 1950/51. Certains pays de l'Europe occidentale, en raison de la pénurie de dollars et d'autres demandes urgentes qu'ils doivent satisfaire au moyen des sommes dont ils disposent, pourraient n'être pas en mesure de faire entièrement face à leurs besoins de produits d'affouragement, et il est possible que certains pays soient en définitive obligés de réduire leur cheptel.

Dans l'ensemble de l'Europe septentrionale et occidentale, où la récolte a été insuffisante, il est à craindre que la pression qui s'exerce dans le sens de la hausse sur les prix agricoles ne s'accentue et, par suite, que le coût de la vie n'augmente à nouveau. Comme on peut le voir d'après le Tableau 8, le prix des céréales s'est élevé très sensiblement dans presque tous les pays de cette région et l'on peut s'attendre que le prix des pommes de terre, qui était bas l'année précédente en raison de l'abondance de la récolte, n'augmente maintenant considérablement, surtout si les importations de céréales sont maintenues à un faible niveau afin d'économiser les dollars. Le prix du lait et, plus encore, le prix de la viande montent régulièrement dans la plupart des pays [2], et il est possible que le rapport entre le prix des céréales et le prix des produits animaux soit faussé une fois de plus. En Autriche, par exemple, le prix des céréales s'est élevé considérablement au cours de l'été de 1951 dans le cadre du Cinquième accord relatif aux salaires et aux prix. Les prix du blé et du seigle ont été augmentés de 45 et 60% respectivement, atteignant 195 et 175 schillings par quintal, et une prime accordée pour les livraisons effectuées avant le délai prévu a porté le prix à 210 schillings pour le blé et 190 schillings pour le seigle. Cependant, en dépit d'une stabilisation des prix, le prix moyen des porcins a augmenté de plus de 20%; les céréales utilisées pour l'alimentation des porcs coûtent maintenant 220 schillings environ le quintal et, une fois encore, les agriculteurs n'ont plus d'intérêt à livrer leurs céréales. Au Danemark, pays où les cours des céréales ont considérablement monté l'année dernière, les prix des livraisons obligatoires ont été, cette année, fixés à 10% environ au-dessous du niveau de l'année précédente. Le rapport des prix est donc redevenu favorable à la production du bacon, étant donné que les prix à l'exportation de cet article ont augmenté de 9%. Cependant, les perspectives futures en matière d'importation de céréales n'étant pas favorables, à cause de la pénurie de dollars, le prix libre de l'avoine qui n'est pas soumise à la livraison obligatoire, s'est élevé de 45% et le prix libre de l'orge a augmenté de 30%.

A l'exception de la Yougoslavie qui, en novembre 1951, est passée à un régime de liberté complète pour les prix agricoles, les pays de l'Europe orientale n'ont que peu modifié les prix payés aux fermiers pour la nouvelle année agricole. En Pologne et en

[1] Voir *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 3, N° 2, page 65. La Pologne et la Hongrie ont également indiqué qu'elles seraient en mesure de fournir des céréales aux pays de l'Europe occidentale, en vertu d'accords de commerce réciproquement satisfaisants, mais, dans son ensemble, l'Europe orientale (l'Union soviétique exceptée) constitue maintenant en matière de céréales une zone de déficit net, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne orientale ayant des besoins d'importations considérables.

[2] Aux Pays-Bas, l'augmentation en ce qui concerne le lait frais sera couverte au moyen d'une élévation des subventions accordées à la consommation intérieure.

Tchécoslovaquie, où la récolte de pommes de terre a été très mauvaise, le prix de cette denrée a maintenant été augmenté respectivement de 30 et 20%, mais en Pologne les prix des porcs sont encore élevés par rapport au prix des denrées d'affouragement en général; il en est de même en Tchécoslovaquie par rapport au prix des céréales secondaires et des pommes de terre de qualité inférieure. Malgré l'accroissement des approvisionnements en céréales secondaires, les perspectives de l'affouragement sont, en raison de la mauvaise récolte de pommes de terre, plutôt pires que meilleures qu'elles ne l'étaient il y a un an, dans la partie septentrionale de l'Europe orientale; dans les pays du sud de cette région, la situation s'est considérablement améliorée en ce qui concerne les produits d'affouragement.

3. L'INDUSTRIE LÉGÈRE

Tendances divergentes de la production

L'impulsion donnée par la guerre de Corée à la production dans l'industrie légère ainsi que le ralentissement de la production qui s'est produit ultérieurement pendant l'année 1951 ont été d'importance très inégale selon les différents pays européens. L'évolution de la production dans quinze pays européens, depuis le début de 1950, est indiquée au Tableau 12, qui donne les indices de la production pour deux industries produisant principalement des biens de consommation — à savoir l'industrie textile et l'industrie du cuir et de la chaussure — ainsi que pour l'industrie du papier et pour l'imprimerie, dont la production est plus hétérogène et comporte des articles destinés à la consommation du public et des produits dont l'industrie a elle-même besoin.

Parmi les pays de l'Europe occidentale énumérés dans les tableaux, on peut distinguer trois groupes, les pays qui composent chacun d'entre eux ayant un comportement économique à peu près analogue. Le Royaume-Uni, la Suède et la Norvège sont ceux qui, au cours de cette période, ont accusé le développement le plus constant : la capacité de production y était déjà plus ou moins complètement utilisée et, sauf dans quelques cas, le rythme d'accroissement de la production ne semble pas avoir été beaucoup touché par l'ouverture des hostilités en Corée, de même qu'il n'y a pas eu un gros ralentissement de la production au cours du printemps ou de l'été de 1951. Deux autres pays, le Danemark et les Pays-Bas, se sont comportés comme ceux du premier groupe en ce sens que la tendance de la production des industries légères n'a pas été dans l'ensemble fortement influencée, pendant le second semestre de 1950, par la guerre de Corée, mais au cours de l'année 1951 leurs industries productrices de biens de consommation ont connu un ralentissement sérieux par suite des mesures déflationnistes prises par les gouvernements de ces deux pays afin d'améliorer leur balance des paiements. Dans le troisième groupe de pays, les industries productrices de biens de consommation en Belgique, en France, en Italie et dans l'Allemagne occidentale ont été beaucoup plus sensibles aux modifications du climat économique; le début de la guerre de Corée a donné une forte impulsion à l'activité de ces secteurs mais, dans la plupart des cas, l'effet a été de courte durée. Il s'agissait d'un boom spéculatif qui a eu pour résultat l'accumulation de stocks par le commerce et l'industrie et par les consommateurs aisés, mais comme les salaires réels n'augmentaient pas beaucoup, la fièvre d'achat a été rapidement suivie d'un mouvement en sens contraire. Pendant le troisième trimestre de 1951, la production des industries de ces pays qui fabriquent des articles de consommation a été, dans certains secteurs, inférieure à celle de l'année précédente; dans presque toutes les autres industries le taux d'accroissement de la production a été inférieur à celui de la période qui a précédé l'ouverture des hostilités en Corée[1].

Dans presque tous les pays de l'Europe occidentale, c'est dans les industries du cuir et de la chaussure que le marché a été le plus languissant; et c'est dans l'industrie du papier qu'il a été le plus animé, l'industrie textile se plaçant dans une position intermédiaire. L'évolution des prix de la pâte à papier et du papier

[1] Les renseignements sur la production pendant le troisième trimestre ne révèlent pas dans tous les cas l'étendue exacte du recul qui a eu lieu. Ainsi, en France, les renseignements indiquent que la situation des industries productrices de biens de consommation s'est encore aggravée vers la fin de l'année, tandis qu'en Autriche, qui, dans le Tableau 12, se détache un peu comme une exception, le Cinquième accord sur les salaires et les prix conclu en juillet a apporté un stimulant temporaire à la production des textiles et de la chaussure mais, plus tard dans l'année, une crise des ventes s'est produite dans ces deux industries. Des rapports signalent également que, dans les industries productrices de biens de consommation, la Grèce et la Turquie connaissent des difficultés considérables.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA URBINO

Tableau 12

INDICES DE LA PRODUCTION DE CERTAINES INDUSTRIES LÉGÈRES

Période correspondante de l'année précédente = 100

Industrie	Période	Royaume-Uni	Suède	Norvège	Danemark	Pays-Bas	Belgique	France	Italie
Textiles	1950 Premier semestre	111	95	107	118	114	111	104	98
	Second semestre	108	100	108	110	110	126	111	111
	1951 Premier trimestre	104	107	109	105	109	119	108	119
	Deuxième trimestre	104	107	116	88	107	125	109	116
	Troisième trimestre	102	103	113	79	95	89	107	103
Cuirs et chaussures	1950 Premier semestre	109	95	103	115	113	106	116	..
	Second semestre	110	99	106	110	114	114	111	..
	1951 Premier trimestre	98	100	107	104	114	119	117	109
	Deuxième trimestre	96	100	104		108	102	102	89
	Troisième trimestre	87	89	101	93	90	77	86	95
Papier et imprimerie	1950 Premier semestre	124	106	106	105	111	111	105	117
	Second semestre	115	113	109	106	124	118	126	116
	1951 Premier trimestre	98	108	101	106	125	123	121	116
	Deuxième trimestre	96	113	110	101	120	113	121	113
	Troisième trimestre	98	105	113	97	115	109	118	105

Industrie	Période	Autriche	Allemagne occidentale	Allemagne orientale	Pologne	Tchécoslovaquie	Hongrie	Yougoslavie
Textiles	1950 Premier semestre	134	136	144	117	113	117	91
	Second semestre	114	126		109	105	116	98
	1951 Premier trimestre	109	125	121	107	..	113	116
	Deuxième trimestre	117	124	126	113	..	130	86
	Troisième trimestre	124	109	119	..	..	110	92
Cuirs et chaussures	1950 Premier semestre	110	110	139	104	104	176	107
	Second semestre	106	118		100	94	118	113
	1951 Premier trimestre	107	137	122	..	..	145	..
	Deuxième trimestre	116	103	131	117	..	138	..
	Troisième trimestre	118	84	..	144	..	120	..
Papier et imprimerie	1950 Premier semestre	113	123	121	114	105	..	106
	Second semestre	112	131		106	109	..	125
	1951 Premier trimestre	108	119	100	111	104	..	132
	Deuxième trimestre	113	121	114	115	104	..	126
	Troisième trimestre	109	111	112	114	..	..	105

NOTE. — Pour les sources ainsi que pour la définition des groupes d'industries, voir les « Notes sur les statistiques ».

traduit clairement le développement favorable de l'industrie du papier. Tandis que les prix des cuirs, du coton et de la laine ont commencé à fléchir au début du printemps, les prix de la pâte à papier et du papier n'ont cessé d'augmenter pendant toute l'année.

Dans les pays de l'Europe orientale, le rythme du développement des industries légères pendant les deux dernières années a été en gros analogue à celui des industries de l'Europe occidentale. Le taux d'accroissement de la production en Allemagne orien-

tale a été considérablement supérieur à celui des autres pays de l'Europe orientale, et presque le même que celui de l'Allemagne occidentale, compte non tenu de la crise de la demande qui s'est fait sentir en Allemagne occidentale au cours du printemps et de l'été de 1951. Certes, on ne trouve en Europe orientale rien qui soit comparable au développement de la production provoqué par la demande en Europe occidentale après l'ouverture des hostilités en Corée, ni au fléchissement qui a suivi en 1951; cependant, le taux d'accroissement de la production d'un trimestre à l'autre a été extrêmement irrégulier dans ces pays, ainsi qu'il ressort des chiffres du Tableau 12. Cette irrégularité de la production semble due en grande partie aux problèmes que pose l'approvisionnement en matières premières.

Le problème de l'approvisionnement en matières premières de l'Europe orientale

En Europe orientale aussi bien qu'en Europe occidentale, les conditions de la production dans les industries de biens de consommation ont été fortement influencées par les modifications survenues dans les disponibilités en matières premières, mais les problèmes sont entièrement différents dans les deux régions. Dans l'ensemble de l'Europe orientale, la production des biens de consommation semble subir l'influence de la priorité attribuée à l'industrie lourde pour l'approvisionnement en matières premières importées, notamment dans les plans récemment révisés, et le secteur des biens de consommation vit davantage au jour le jour. Dans le cas du cuir, les disponibilités intérieures sont également importantes dans tous les pays de l'Europe orientale et les fluctuations de la production des chaussures et autres articles de cuir peuvent être dues en partie aux effets différés des abatages irréguliers de bétail dont il a été question à la section 2 du présent chapitre. Pour les fibres textiles, le coton indigène produit dans le sud de l'Europe orientale représente une proportion accrue des approvisionnements de l'industrie textile, mais celle-ci est encore fortement tributaire des matières premières importées. En Hongrie, par exemple, la production indigène de coton en 1950 s'est élevée à environ 5% du volume des importations d'avant guerre et, en 1951, les superficies consacrées à cette culture ont été cinq fois plus importantes.

Parmi les pays de l'Europe orientale, la Pologne semble être celui qui a le mieux réussi à conserver ses sources d'approvisionnement extra-européennes en coton, en laine et en cuir, grâce à sa situation relativement favorable sur les marchés internationaux en tant qu'exportateur important de charbon. En Allemagne orientale, l'on constate également un certain accroissement des importations de coton, de laine et de cuir, principalement en provenance de l'Union soviétique, et la production s'est améliorée en qualité et en quantité; par exemple, la production des tissus de coton a plus augmenté que l'ensemble de la production des tissus, y compris les tissus fabriqués avec des produits de remplacement, et le développement de la production des chaussures de cuir a été supérieur à l'ensemble de la production des chaussures. La Tchécoslovaquie, qui possède les industries de biens de consommation les plus importantes de l'Europe orientale, a réduit encore l'importance attachée à ce secteur dans ses plans de production et de commerce avec l'étranger; rien n'indique que la production des biens de consommation se soit sensiblement accrue pendant l'année 1951, bien qu'on signale que les objectifs (moins importants d'après le nouveau plan qu'ils n'étaient dans le plan primitif) aient été dépassés [1].

L'approvisionnement de l'Europe occidentale en matières premières textiles

Dans les pays de l'Europe occidentale, les modifications de l'approvisionnement en matières premières se sont traduites par des mouvements de prix désordonnés et parfois violents, comportant des écarts importants entre le prix des matières premières en provenance de la zone dollar et celui des matières provenant d'autres zones. Dans les textiles, le brusque arrêt de la hausse des prix du coton et de la laine en mars a été l'événement marquant de l'année 1951, annonçant la crise du textile qui s'est manifestée plus

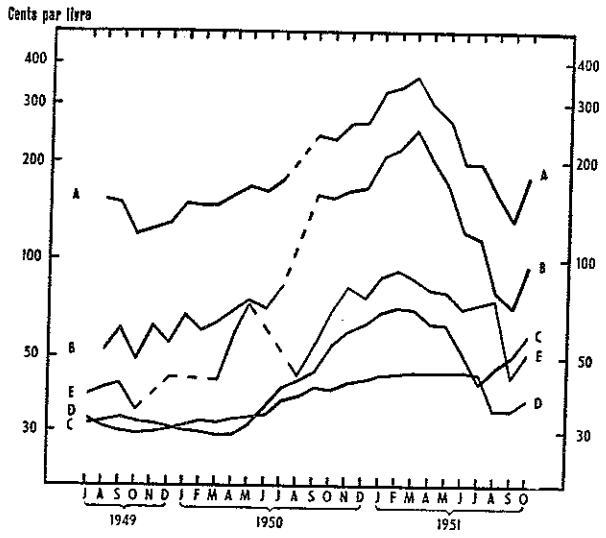
[1] Les renseignements sur les diverses industries productrices de biens de consommation sont donnés seulement sous forme de pourcentages d'exécution des plans et non pas en chiffres absolus. La publication de l'indice général de la production des textiles a été interrompue depuis le début de 1951. Les chiffres partiels publiés indiquent que la production des articles de soie artificielle s'est accrue de 13 ou 14% pendant la période d'avril à octobre 1951, et que la production des tissus de lin et de chanvre s'est accrue de 11% pendant le troisième trimestre de l'année par rapport à la période correspondante de 1950 (les résultats concernant les autres trimestres ne sont pas donnés); mais on ne dispose pas de renseignements sur la production des secteurs du coton et de la laine de cette industrie qui sont relativement plus importants.

Dans l'industrie de la chaussure, un certain accroissement de la production a eu lieu en 1951; il s'agit principalement de la production de chaussures de travail et de sandales légères; toutefois, là encore, la publication de l'indice général de la production pour cette industrie a été interrompue.

Diagramme 3

PRIX DE LA LAINE ET DU COTON BRUTS

Echelle logarithmique



Sources : Foreign Crops and Markets, Département de l'agriculture des Etats-Unis.

A. Laine Dominion « 64 »
B. Laine Dominion « 48 »
C. Coton brésilien
D. Coton des Etats-Unis
E. Coton d'Egypte « Ashmouni »

tard dans la même année. Les prix du coton avaient monté brusquement sous l'influence conjuguée d'une récolte déficitaire aux Etats-Unis en 1950 et d'un accroissement spéculatif de la demande après les événements de Corée. Les exportations de coton américain étant limitées par un système de répartition (joint à la fixation d'un prix maximum), la demande dut s'adresser à d'autres sources. Sur ces nouveaux marchés, les prix montèrent brutalement, et le coton de l'Amérique latine et le coton égyptien atteignirent des prix supérieurs de 50 à 100% à ceux du coton des Etats-Unis (Diagramme 3). Cependant, au printemps, il apparut que la récolte de coton en 1951 serait sensiblement meilleure que celle de l'année précédente et, au même moment, la demande commença à fléchir. Les prix du coton se mirent donc à tomber; toutefois, le Gouvernement égyptien a réussi à maintenir les prix cotés à un niveau élevé jusqu'au mois d'août, et c'est seulement au mois de juillet que les prix aux Etats-Unis ont baissé par rapport au prix maximum officiel. Il apparut en automne que la récolte de coton aux Etats-Unis, bien que supérieure encore de 55 à 60% à celle de 1950, serait cependant légèrement inférieure à ce qu'elle avait semblé devoir être au cours de la campagne [1], et cette constatation, conjuguée avec la crise anglo-égyptienne et avec le fait que les fermiers américains retenaient leurs stocks de coton, détermina une légère hausse des prix mais sans modifier sensiblement la situation [2]. La récolte mondiale de coton en 1951/52 (à l'exclusion de l'Union soviétique, de la Chine et de l'Europe orientale) est évaluée à environ 6,1 millions de tonnes, soit une augmentation de 28% par rapport à la récolte précédente, l'augmentation dans les pays autres que les Etats-Unis étant négligeable (Tableau 13). Ce chiffre est seulement à peu près équivalent à la consommation en 1950/51 qui n'a été satisfaite qu'en réduisant les stocks d'un tiers, et les disponibilités mondiales au cours de la nouvelle campagne, y compris les quantités reportées, ne seront pas plus élevées qu'au cours de la campagne précédente, en dépit de l'accroissement des récoltes en 1951/52.

Depuis 1947/48, la production mondiale de laine s'est accrue lentement mais régulièrement. Cependant, pendant cette période, les approvisionnements globaux ont fléchi considérablement par suite de l'appauvrissement et finalement de l'épuisement presque total des stocks énormes accumulés pendant la guerre. La frénésie d'achat qui a suivi le début de la guerre de Corée et les achats effectués par les Etats-Unis d'Amérique pour constituer des stocks [3] provoquèrent une montée en flèche des prix de la laine et, en février et mars 1951, ces prix avaient subi une hausse supérieure à celle des prix du coton. Depuis cette date, la demande a opposé une résistance grandissante aux prix élevés; ceci s'est surtout manifesté par un brusque changement de la politique du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui, cessant de constituer des stocks, a interrompu complètement ses achats aux ventes aux enchères de la laine, et le raidissement de la demande a provoqué la chute des prix de la laine au cours du printemps et de l'été de 1951. Cette résistance opposée par les acheteurs aux prix élevés de la laine s'est fait sentir aussi en Europe et la consommation,

[1] L'estimation la plus récente (début de décembre) évalue la récolte de coton des Etats-Unis à 3,4 millions de tonnes alors qu'une estimation antérieure la chiffrait à 3,8 millions de tonnes.

[2] A la fin de l'année, après la période analysée dans le Diagramme 3, les prix du coton ont de nouveau faibli, et il n'y a plus eu de prime sur le prix du coton brésilien de type américain.

[3] En octobre 1950, le Congrès a autorisé l'achat de 45.000 tonnes de laine pour la réserve stratégique. En mars 1951, l'organisme chargé de la constitution des stocks avait acheté 29.000 tonnes.

Tableau 13

PRODUCTION ET CONSOMMATION MONDIALES DE COTON ET DE LAINE BRUTS

En millions de tonnes

	Coton			Laine [a]		
	1949/50	1950/51	1951/52	1949/50	1950/51	1951/52 (Indices : *1950/51 = 100*)
Production mondiale [b]	5,86	4,75	6,09	0,90	0,93	102
dont : Etats-Unis	3,51	2,17	3,42	0,07	0,06	102
Reste du monde [b]	2,35	2,58	2,67	0,83	0,87	102
Consommation mondiale [c]	5,42	5,94	..	1,01	1,10	82 [d e]
dont : Etats-Unis [c]	1,95	2,31	2,22	0,23	0,29	81 [e]
Europe occidentale [c]	1,54	1,65	..	0,57	0,60	83 [e f]
Reste du monde [c]	1,93	1,98	..	0,21	0,21	..
Mouvement des stocks mondiaux	+0,44	−1,19	..	−0,15	−0,10	..
Stocks mondiaux au début de la campagne	2,87	3,31	2,12	0,87	0,72	86

Sources et méthodes : Voir les « Notes sur les statistiques ».

Note. — Les années s'entendent, pour le coton, de la période allant du 1er août au 31 juillet, et, pour la laine, de la période allant du 1er juillet au 30 juin.

a Après lavage et désuintage.

b A l'exclusion de la Chine, de l'U.R.S.S. et de l'Europe orientale pour le coton, et à l'exclusion de l'U.R.S.S. et de l'Europe orientale pour la laine.

c Les chiffres de la consommation de laine se rapportent à l'année civile, c'est-à-dire à la première année indiquée. Pour le coton comme pour la laine, le chiffre de la consommation du « Reste du monde » représente pour l'U.R.S.S. et l'Europe orientale (et également pour la Chine dans le cas du coton) les quantités importées, mais il ne comprend pas les quantités qui proviennent de la production intérieure de ces pays.

d Calculé d'après le chiffre de la consommation aux Etats-Unis, dans le Royaume-Uni, en Belgique, en France, en Italie, en Allemagne occidentale et aux Pays-Bas, qui représente les trois quarts environ de la consommation globale en 1950.

e Indices exprimant la consommation au cours des trois premiers trimestres de 1951 comparée à la consommation enregistrée pendant la période correspondante de 1950. Pour l'ensemble des sept pays énumérés ci-dessus, l'indice de chacun de ces trimestres de 1951 (trimestre correspondant de 1950 = 100) a été de 88, 87 et 72.

f Six des pays européens énumérés en *d* ci-dessus, dont la consommation représente approximativement 85% de la consommation totale de l'Europe en 1950.

au lieu d'avoir recours à la laine, a utilisé d'autres matières premières. Ainsi qu'il ressort du Tableau 14, la production et le commerce extérieur des articles de laine ont évolué moins favorablement que ceux des articles de coton et ceux-ci moins favorablement que ceux de la rayonne, dont le prix avait subi une hausse moins importante. De plus, l'industrie de la laine a utilisé une proportion supérieure de matières premières (chiffons à effilocher et fibres artificielles) autres que les laines crues. La consommation des laines crues par l'industrie de la laine de six importants pays producteurs de textiles en Europe [1] a fléchi de 17% depuis les neuf premiers mois de 1950 jusqu'à la période correspondante de 1951, tandis que la consommation d'autres matières premières textiles s'est accrue de 20% [2]. Aux Etats-Unis, le changement a été moins sensible; la consommation de laine crue a fléchi de 19% et celle des autres matières premières de 3%. Il semble que ce changement moins accusé soit dû au fait qu'aux Etats-Unis, environ 50% de la laine du type destiné aux vêtements sont consommés par l'armée et que l'élasticité de la demande à l'égard des prix est sensiblement moins grande dans le secteur militaire que dans le secteur civil. L'Intendance des Etats-Unis n'a commencé que récemment à passer des commandes de tissus mélangés. Des rapports parus dans la presse commerciale signalent aussi que des progrès considérables ont récemment été réalisés aux Etats-Unis dans la production de fibres textiles nouvelles destinées à remplacer la laine.

En Europe, la résistance opposée par les importateurs au prix élevé de la laine avait déjà commencé à se manifester en 1950. En dépit de l'accroissement général de la consommation de laine crue en Europe entre 1949 et 1950, les importations ont fléchi de 6%. En 1951, il y a eu une nouvelle diminution des importations de 25% environ, au cours des trois premiers trimestres de l'année, par comparaison avec la même période de 1950; aussi les stocks de laine crue dans les

[1] Le Royaume-Uni, la France, l'Italie, l'Allemagne occidentale, la Belgique et les Pays-Bas.

[2] Ainsi, la part de laine crue dans la consommation globale de matières premières par l'industrie de la laine dans ces six pays est tombée de 67 à 58% (la laine crue étant calculée en poids après lavage et les autres matières premières en poids brut).

Tableau 14

PRODUCTION ET COMMERCE DE FILÉS DE LAINE, DE FILÉS DE COTON ET DE RAYONNE [a] DANS DIX PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE [b]

En milliers de tonnes et nombres-indices

	Quantités			Indices : *Période correspondante de l'année précédente = 100*	
	1949	1950	1951 1er semestre *(Taux annuel)*	1950	1951 1er semestre
Filés de laine					
Production	599	647	661	108	103
Importations	21	34	28	162	81
Exportations	43	59	54	137	95
Approvisionnements du marché intérieur	577	622	635	108	103
Filés de coton					
Production	1.220	1.339	1.448	110	108
Importations	37	55	63	149	101
Exportations	108	94	105	87	105
Approvisionnements du marché intérieur	1.149	1.300	1.406	113	108
Rayonne [a]					
Production	504	629	723	125	121

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».

[a] Filés de rayonne et fibrane.

[b] Les chiffres relatifs aux filés de laine et de coton se rapportent aux pays suivants : Allemagne occidentale, Autriche, Belgique, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse (filés de coton seulement); les chiffres relatifs à la rayonne se rapportent aux pays ci-dessus, moins la Suède et la Suisse, mais plus l'Espagne.

pays consommateurs ont-ils fléchi régulièrement. Mais ceci n'est exact que pour l'Europe considérée dans son ensemble : certains pays, en particulier la Belgique et la Suisse, ont pratiqué une politique d'importations différente au cours de l'année 1950 et ont augmenté leurs stocks; toutefois, en 1951, ces deux pays ont aussi réduit leurs importations.

Au début de la nouvelle campagne, en septembre et en octobre, les stocks des pays importateurs étaient beaucoup plus faibles que pendant les années précédentes, tandis que les stocks avaient commencé à s'accumuler dans les pays exportateurs où la production était, de plus, légèrement supérieure à celle de l'année précédente. De vives fluctuations des prix de la laine crue en octobre ont de nouveau fait hésiter les acheteurs du secteur privé et, malgré la décision du Royaume-Uni de stocker environ 18.000 tonnes de laine crue, les prix ont eu tendance récemment à demeurer relativement stables et à se maintenir au même niveau faible qu'ils avaient atteint à la fin de la campagne 1949/50 ou, si on le mesure en dollars, à un niveau légèrement supérieur à celui qui a précédé les dévaluations de 1949.

Nature du problème des textiles en Europe occidentale

Pendant le troisième trimestre de l'année 1951, la crise du textile avait atteint tout l'ensemble de l'Europe occidentale. Les ventes au détail, qui dans la plupart des pays avaient commencé à fléchir au printemps, sont restées à un niveau très faible pendant l'été, et l'ouverture de la campagne d'automne n'a pas modifié l'ensemble de la situation [1]. La politique de restriction des crédits pratiquée par la plupart des pays à obligé les négociants à réduire à tout prix leurs stocks, mais les baisses de prix ne semblent pas avoir eu beaucoup d'effet sur les ventes, si bien que les commandes à l'industrie ont été fortement réduites. La diminution de la production, dans la plupart des cas, a été d'abord obtenue par une réduction des heures de travail mais, lorsque la crise s'est prolongée, on a réduit aussi le nombre des travailleurs employés et, en automne, le nombre des chômeurs dans l'industrie textile et dans

[1] En Allemagne occidentale, on a signalé des ventes plus satisfaisantes de produits textiles au cours de l'automne, mais on ne sait pas exactement dans quelle mesure cette situation est due à des facteurs saisonniers.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA UREINC

Tableau 15

INDICES DU VOLUME DES VENTES DE TEXTILES ET DES APPROVISIONNEMENTS EN TISSUS [a] SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR

Pays	Ventes de textiles		Approvisionnements en tissus	
	1950 *1949 = 100*	Janv.-juin 1951 *Janv.-juin 1949 = 100* [b]	1950 *1949 = 100*	Janv.-juin 1951 *Taux semestriel de 1949 = 100*
Royaume-Uni	104	104	110	119
Norvège	93	85	..	..
Suède	104	92	107 [c]	134 [c]
Danemark	109	99	117	136 [d]
Pays-Bas	100	94	127 [c]	125 [c]
Belgique	104	101	114	150
France	..	..	113	111
Suisse	111	108	109 [e]	137 [e]
Autriche	88	97	112 [f]	128 [f]
Allemagne occidentale	148	150	142	156
Italie	..	..	99	115

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».

[a] Sauf indication contraire, les chiffres se rapportent aux tissus de coton, de laine et de fibres artificielles.

[b] Pour éliminer, dans le chiffre des ventes de textiles, l'effet des fluctuations saisonnières normales, on a établi les calculs d'après le premier semestre de 1949 pour tous les pays, sauf pour l'Allemagne occidentale, où les ventes de textiles avaient marqué un mouvement ascensionnel en 1949, et pour la Norvège et l'Autriche, où les séries statistiques ont été corrigées à partir de 1949. Pour ces trois pays, on a calculé le chiffre des ventes de janvier à juin 1951 en prenant pour base 47 % du total des ventes de textiles effectuées en 1949, proportion qui a été choisie parce que dans tous les autres pays énumérés dans ce tableau, c'est ce pourcentage qui a représenté approximativement le total des ventes de textiles pendant les six premiers mois de l'année.

[c] Tissus de laine et de coton seulement.

[d] On a évalué la production de 1951 en admettant par hypothèse que la production de tissus avait été proportionnelle à la production totale de textiles.

[e] Tissus de coton seulement.

[f] Tissus de laine et de fibres artificielles seulement.

l'industrie du vêtement a été plus élevé que l'année précédente dans presque tous les pays pour lesquels on dispose de statistiques.

Les opinions sont très partagées sur l'importance et l'évolution à venir des difficultés qu'éprouve à présent l'industrie textile. Selon l'interprétation la plus optimiste, la diminution inévitable des achats qui a succédé aux achats spéculatifs de l'année dernière continuera seulement jusqu'à ce que les prix des matières premières se soient stabilisés à un niveau inférieur. D'autres observateurs sont d'avis que les difficultés que connaît l'industrie du textile dans certains pays sont davantage dues à la structure même de l'industrie qui, après la guerre, a pris un développement exagéré.

L'importance des facteurs à court terme, tels que la fièvre d'achat et les fluctuations considérables des prix, est mise en évidence par le fait que, dans la plupart des pays, c'est dans le secteur des textiles de laine et du linge de maison, que la situation du marché est le plus critique. Cependant, il ne faut pas se dissimuler que, dans de nombreux cas, l'accroissement de la production après la guerre a été plus grande dans l'industrie de la laine que dans celle du coton, si bien que, indépendamment des influences particulières à l'heure présente, il fallait s'attendre à voir les difficultés apparaître d'abord dans l'industrie de la laine. De plus, on peut facilement exagérer l'importance de la fièvre d'achat d'articles de consommation en tant que cause du ralentissement qui s'est manifesté dans le commerce des textiles. Le Tableau 15 indique le volume des ventes de textiles dans un certain nombre de pays, ainsi que l'évaluation globale des quantités de tissus offertes, sur le marché intérieur, chiffres qui ont été établis en ajoutant les importations à la production et en retranchant les exportations.

Ce tableau montre à l'évidence qu'en ce qui concerne les consommateurs, la fièvre d'achat de 1950 n'a pas dépassé certaines limites. A l'exception de l'Allemagne occidentale, où la tendance à l'augmentation des ventes de textiles peut, en partie, s'expliquer par le fait que la consommation des textiles n'avait pas encore atteint en 1949 le niveau d'avant guerre, la Suisse et le Danemark sont les seuls pays où le volume des ventes de textiles en 1950 a dépassé celui de l'année précédente de plus de 4% et, au cours du premier semestre de 1951, dans la plupart des pays, les ventes de textiles étaient revenues au niveau de

1949 ou même à un niveau inférieur. La Norvège et l'Autriche accusent une évolution différente de celle des autres pays. En Norvège, le rationnement des textiles, qui avait commencé pendant la guerre, n'a pris fin qu'en décembre 1951, et, en Autriche, il semble que les ventes de textiles aient été plus sensibles aux brusques modifications du pouvoir d'achat survenant après les accords successifs sur les salaires et les prix, qu'aux événements politiques qui se sont produits dans le monde.

Les chiffres concernant les quantités de textiles offertes sur le marché intérieur indiquent nettement que l'attitude spéculative des producteurs et des négociants de l'industrie textile a, dans le déclenchement de la crise, joué un rôle beaucoup plus grand que le comportement des consommateurs. Dans tous les pays, à l'exception de la Suisse et de l'Allemagne occidentale, les quantités offertes sur le marché en 1950 ont beaucoup plus augmenté que les achats des consommateurs et, en 1951, bien que les achats aient fléchi dans la plupart des pays, les quantités offertes sur le marché intérieur ont continué à s'accroître dans presque tous les pays; il semble donc que les stocks de textiles aient été extrêmement importants à la fin du printemps de 1951, au moment où les prix des matières premières ont commencé à baisser et où la crise a commencé [1]. Cette situation semble avoir été particulièrement grave pour quelques-uns des pays moins importants : la Suède, le Danemark, les Pays-Bas, la Belgique et l'Autriche. Dans les pays qui sont de grands producteurs de textiles (le Royaume-Uni, la France et l'Italie), les approvisionnements ont beaucoup moins augmenté, tandis qu'en Allemagne occidentale les ventes s'accroissaient à peu près dans la même proportion que les approvisionnements.

Dans certains pays, la crise du textile était déjà en germe avant la guerre de Corée, car l'offre sur le marché intérieur avait augmenté pendant le premier semestre de 1950, en partie à cause de la libération des importations dans le commerce entre pays de l'Europe occidentale et en partie à cause des difficultés auxquelles on se heurtait pour les exportations à destination des pays extra-européens, ce qui augmentait les disponibilités sur le marché intérieur où néanmoins les ventes n'accusaient qu'une légère augmentation. Au Royaume-Uni, par exemple, le volume des ventes intérieures de textiles pendant les six premiers mois de 1950 n'a été que de 1 % supérieur à celui de la période correspondante à l'année précédente, mais l'offre globale disponible dans le pays a été d'environ 14 % supérieure, principalement, semble-t-il, parce que la faible demande des marchés extra-européens pendant les derniers mois qui ont précédé la guerre de Corée avait abouti à une accumulation de stocks par les exportateurs et les fabricants [2]. Aux Pays-Bas, la libération des importations n'a pas été accompagnée d'un accroissement du volume des ventes intérieures, qui est resté au niveau de l'année précédente pendant le premier semestre de 1950, mais l'offre globale disponible s'est élevée d'environ 35 % [3]. La vague d'achat qui s'est produite à l'automne de 1950 a réduit provisoirement les stocks dans la plupart des pays mais l'augmentation constante des approvisionnements a finalement abouti à faire éclater la crise en 1951, les ventes étant revenues à un niveau plus normal.

Les perspectives à long terme semblent plutôt inquiétantes pour l'industrie textile des petits pays producteurs de l'Europe occidentale. Les chiffres donnés ci-après indiquent dans quelle mesure la production

[1] On ne dispose de statistiques relatives aux stocks de produits textiles manufacturés que pour quelques pays et ces statistiques portent seulement, ou bien sur les stocks détenus par les fabricants (comme c'est le cas en France et en Italie) ou bien sur les stocks détenus par les négociants en gros, les grands magasins et les coopératives (comme c'est le cas au Royaume-Uni). Il n'y a qu'au Danemark que les stocks des petits détaillants soient compris dans les statistiques. Les stocks de tissus de laine et de tissus de coton au Danemark se sont accrus de 30 à 40 % du milieu de l'année 1950 au milieu de l'année 1951, mais les stocks de tissus de rayonne n'ont augmenté que de 15 %. Les stocks d'articles finis ont subi une augmentation plus forte encore, de 50 à 70 % pour les sous-vêtements et vêtements masculins, mais le pourcentage a été très inférieur en ce qui concerne les vêtements féminins.

[2] Cette analyse, qui semble pleinement justifiée si l'on compare les données relatives au volume des ventes globales de textiles sur le marché intérieur et l'évaluation des changements survenus dans le volume de l'offre, modifie sensiblement l'indication donnée à la page 123 de l'ETUDE de l'année dernière, ainsi que l'analyse qui repose sur ces indications selon lesquelles « la consommation intérieure des tissus de coton, qui sont l'un des principaux articles britanniques d'exportation, a augmenté de 13 %, au cours des neuf premiers mois de 1950 par rapport à la même période de 1949, alors que l'accroissement de la production n'a été que de 6 % ». Il aurait dû être précisé que le premier chiffre se rapporte à la consommation *apparente* (correspondant à ce que dans le présent texte on appelle « offre disponible ») et que les chiffres donnés plus haut, bien que se rapportant à l'ensemble des ventes de produits textiles et non pas seulement aux tissus de coton, indiquent que l'accroissement de la « consommation apparente » n'a pas été accompagné d'une augmentation des achats réels d'articles destinés à la consommation.

[3] Il faut noter que les chiffres donnés ci-dessus pour le Royaume-Uni et les Pays-Bas concernent particulièrement la situation avant la guerre de Corée et ont trait seulement au premier semestre de 1950, différant ainsi des statistiques données au Tableau 15 qui portent sur l'année entière.

des textiles dans divers pays au cours du premier semestre de l'année 1951 avait augmenté par comparaison avec l'avant-guerre :

Indice du volume de la production textile pendant le premier semestre de 1951

(1938 = 100)

Irlande	203	Pays-Bas	146
Norvège	203	Pologne	168 *a*
Belgique	177	Allemagne occidentale	122
Grèce	174	Italie	120
Finlande	169	France	118
Danemark	166	Royaume-Uni	116
Hongrie	156	Autriche	106 *b*
Suède	146	Tchécoslovaquie	88 *c*

Sources : Voir « Notes sur les statistiques ».
a Calculé sur la base du territoire d'avant guerre en 1937.
b Calculé sur la base de 1937.
c Chiffre pour 1950, calculé d'après l'année 1937.

On remarquera que les petits pays de l'Europe occidentale, à l'exception de l'Autriche, ont accru leur production textile de 50%, ou plus, depuis la guerre et que quelques-uns ont même doublé leur production. Dans presque tous ces pays, la production textile a été calculée exclusivement d'après les ventes pour le marché intérieur. Pendant plusieurs années après la guerre, leur production accrue a pu facilement être absorbée parce qu'il y avait une demande restée longtemps insatisfaite d'articles de consommation et parce que les grands pays producteurs de textiles, ou bien ne pouvaient pas brusquement satisfaire aux besoins de la clientèle chez eux et à l'étranger, ou bien parce que dans certains cas des restrictions aux importations les écartaient des marchés extérieurs. Mais maintenant que cette demande a été satisfaite et que les restrictions aux importations ont été modifiées par la libération des échanges, le niveau atteint par la production textile dans la plupart des petits pays semble être sans commune mesure avec l'évolution de leur revenu national réel et de la consommation. Il est donc extrêmement improbable que ces pays puissent grandement développer leurs exportations de textiles et il semble inévitable que la structure de la production doive être considérablement modifiée au cours des années à venir à moins qu'il ne se produise des augmentations impressionnantes du revenu national et de la consommation. Cette perspective comporte le danger d'un réveil, dans les petits pays, du protectionnisme dans le domaine des textiles qui, à son tour, rendrait les grands producteurs européens de textiles encore plus tributaires des exportations à destination des régions extra-européennes. Toute solution de la crise du textile en Europe occidentale se trouve donc étroitement liée aux perspectives du commerce mondial des textiles et à la position de l'Europe en concurrence avec les autres régions sur le marché mondial, question qui sera examinée au chapitre suivant.

Les industries de la pâte à papier et du papier

Comme il a été indiqué ci-dessus, le ralentissement de l'activité économique qui s'est manifesté en 1951 a moins touché les industries du papier que d'autres industries à qui il importe davantage de posséder des débouchés pour les biens de consommation. Bien que le rythme de l'accroissement de la production se soit ralenti dans certains pays au cours de l'année et que la production dans le Royaume-Uni et au Danemark ait même fléchi en chiffres absolus, les prix du papier et des matières premières utilisées pour sa fabrication n'ont cessé de monter rapidement pendant toute l'année.

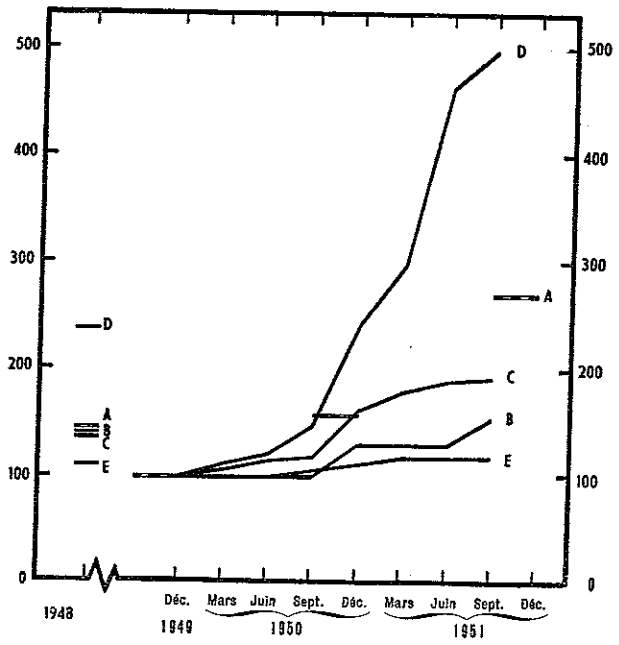
Le Diagramme 4 souligne le contraste entre l'augmentation remarquable des prix à l'exportation de la pâte de bois dans les pays scandinaves et la stabilité des prix pratiqués en Amérique du Nord. L'effort accompli par le Gouvernement des Etats-Unis, pendant l'été de 1951, pour freiner la hausse des prix de la pâte de bois en fixant un prix maximum pour les importations a eu pour résultat d'orienter vers d'autres marchés les exportations des pays scandinaves à destination des Etats-Unis; toutefois, cette mesure n'a pas eu d'influence sensible sur le niveau des prix en dehors de l'Amérique du Nord. La hausse des prix de la pâte de bois a été appuyée et stimulée par une augmentation simultanée de la demande et des prix de tous les produits forestiers. Pendant l'automne de 1950 [1], le Royaume-Uni reparut comme important acheteur sur le marché des sciages résineux, et les prix ont commencé à monter et la hausse s'est poursuivie pendant toute l'année 1951 : en septembre les prix des sciages résineux dans la plupart des pays européens étaient de 50 à 100% supérieurs à ceux de l'année précédente. Les prix du bois de pâte accusèrent une hausse sans précédent d'environ 100% pendant la même période. Par contre, les prix des bois de mine ne suivirent pas la tendance générale, ce qui a provoqué une diminution considérable des disponibilités pour l'exportation; les pays exportateurs ont préféré vendre

[1] Voir pour un examen plus complet l'ETUDE de 1950, page 74.

Diagramme 4

INDICES DES PRIX
DE CERTAINS PRODUITS DU BOIS

Décembre 1949 = 100
Année 1948 calculée aux taux d'avant la dévaluation



Sources : Tableau XIX de l'Annexe A.

A. Bois ronds, Suède, prix du bois sur pied.
B. Bois de mine, Finlande, prix dérivé à l'exportation.
C. Sciages résineux, Suède, prix dérivé à l'exportation.
D. Pâte au sulfate, Suède, prix dérivé à l'exportation.
E. Pâte au bisulfite, Etats-Unis, prix de gros.

leurs bois sous la forme de pâte de bois ou de bois de pâte. Toutefois, le prix des bois de mine a commencé récemment à rattraper ce retard [1].

Du point de vue de l'offre, deux facteurs ont contribué à raffermir le marché de la pâte de bois et celui du papier pendant l'année 1951. Pendant la crise de 1949, des stocks considérables de pâte de bois et de bois de pâte avaient été accumulés, principalement dans les pays exportateurs. Lorsqu'en 1950 il y eut une reprise de la demande aux Etats-Unis et en Europe, l'existence de ces stocks a freiné les prix, mais à la fin de l'année ces stocks avaient été l'objet de prélèvements considérables. Le changement survenu simultanément sur le marché du bois déclencha une concurrence furieuse entre les usines de pâte et les scieries qui se disputèrent les bois ronds disponibles, et les prix de ces bois montèrent rapidement. En 1951, la demande de pâte de bois a dû être satisfaite principalement grâce à la production courante; les stocks étaient si faibles que les prélèvements qu'on y faisait continuellement ne permettaient pas d'augmenter sensiblement les quantités disponibles.

En 1950, les industries productrices de pâte de bois avaient déjà atteint leur pleine capacité de transformation et la production ne pouvait réagir d'une manière très sensible à la brusque hausse des prix en 1951 [2]. Il ressort du Tableau 16 que la production européenne pendant le premier semestre de 1951 n'a été que d'environ 10% supérieure à celle du premier semestre de 1950. En Suède, le pays exportateur de pâte de bois le plus important, l'industrie est en train d'adapter la production aux quantités disponibles de matières premières appropriées. La plupart des usines sont situées dans le nord, où les forêts ont été exagérément exploitées, mais dans le sud de la Suède, des quantités supplémentaires de bois de pâte sont devenues disponibles au cours de ces derniers mois. En attendant l'adaptation de la production, l'industrie ne pourra guère atteindre les niveaux d'avant guerre [3]; elle devra se contenter de porter tous ses efforts sur une amélioration de la qualité, et sur une transformation plus poussée de la pâte en papier. Par contre, en Finlande, des usines nouvelles remplacent celles qui étaient situées dans la région cédée à l'Union soviétique après la guerre, aussi la production de pâte de bois en 1951 s'est-elle considérablement accrue. En dépit de l'accroissement des besoins de son industrie productrice de pâte, la Finlande demeure encore l'un des rares pays qui possèdent d'abondantes ressources en bois de pâte et elle a pu accroître considérablement ses exportations en 1951 en réponse à la hausse des prix. Ce facteur a contribué au progrès relativement important des industries de la pâte de bois dans les principaux pays importateurs de pâte et de bois de pâte de l'Europe continentale.

Le raffermissement des marchés de la pâte et du papier s'explique aussi du fait que la forte demande de papier de toute catégorie se maintient constante.

[1] Voir le Tableau XIX de l'Annexe A pour d'autres renseignements statistiques sur les prix.

[2] Contrairement à ce qu'on pensait au début de l'année, la production de pâte de bois n'a cependant pas été touchée par une pénurie de soufre.

[3] La production suédoise de pâte de bois a atteint avant la guerre un chiffre maximum qui dépassait légèrement 3,5 millions de tonnes en 1937; par comparaison, la production en 1949 a été inférieure à 2,9 millions et en 1950 à 3,2 millions.

Tableau 16

PRODUCTION, COMMERCE ET APPROVISIONNEMENTS DE PÂTE DE BOIS ET DE PAPIER EN EUROPE

En milliers de tonnes

Pays		Pâte de bois [a]				Papier et carton [b]			
		1949 (*Taux semestriels*)	1950		1951	1949 (*Taux semestriels*)	1950		1951
			1er semestre	2e semestre	1er semestre		1er semestre	2e semestre	1er semestre
Suède	Production	1.440	1.550	1.600	1.660	540	570	610	630
	Exportations nettes	950	1.010	1.080	1.050	300	370	350	370
	Approvisionnements du marché intérieur	490	540	520	610	240	200	260	260
Finlande	Production	810	970	950	1.080	340	380	390	440
	Exportations nettes	460	570	490	580	260	300	290	330
	Approvisionnements du marché intérieur	350	400	460	500	80	80	100	110
Royaume-Uni	Production	40	60	70	70	1.150	1.280	1.340	1.300
	Exportations	—	—	—	—	90	110	120	100
	Importations	670	720	730	800	220	250	330	380
	Approvisionnements du marché intérieur	710	780	800	870	1.280	1.420	1.550	1.580
Neuf pays [c]	Production	1.430	1.620	1.710	1.800	2.190	2.480	2.620	2.880
	Exportations	270	380	380	390	370	440	500	530
	Importations	640	740	740	770	210	270	270	320
	Approvisionnements du marché intérieur	1.800	1.980	2.070	2.180	2.030	2.310	2.390	2.670
Total pour les pays énumérés	Production	3.720	4.200	4.330	4.610	4.220	4.710	4.960	5.250
	Exportations	1.680	1.960	1.950	2.020	1.020	1.220	1.260	1.330
	Importations	1.310	1.460	1.470	1.570	430	520	600	700
	Approvisionnements du marché intérieur	3.350	3.700	3.850	4.160	3.630	4.010	4.300	4.620

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».

[a] Pâte destinée à la fabrication du papier et de la rayonne.

[b] A l'exclusion des panneaux de construction (panneaux de fibre). La production de papier et de carton est sensiblement supérieure aux quantités totales de pâte de bois fournies (pour la fabrication du papier et de la rayonne) du fait que l'on utilise plusieurs autres matières premières pour la fabrication du papier : déchets de papier, alfa, paille, etc.

[c] Allemagne occidentale, Autriche, Belgique, Danemark, France, Italie, Norvège, Pays-Bas et Suisse.

En 1951, il y a eu une pénurie aiguë de papier-journal : cependant, ce type de papier était le seul article du groupe bénéficiant du régime de répartition de la Conférence internationale des matières premières, et la situation en Europe s'est trouvée facilitée dans une certaine mesure grâce à certaines disponibilités canadiennes, environ 30.000 tonnes, destinées aux Etats-Unis et qui ont été dirigées vers l'Europe. La demande de papier d'emballage s'est accrue régulièrement en corrélation avec le développement de l'activité industrielle. La pénurie de jute, résultant primitivement du conflit commercial entre l'Inde et le Pakistan en 1950, a continué à accroître la demande de papier et, ainsi qu'il en a été fait mention dans la section précédente, la production de rayonne s'est accrue de plus de 20% pendant 1951 et la demande de pâte soluble est restée très élevée pendant toute l'année.

Le boom du commerce du bois a commencé après l'été à donner des signes de régression. Plusieurs pays européens ont réduit leurs importations en raison du niveau élevé des prix et des frets qui s'est maintenu presque exclusivement grâce aux achats effectués par

le Royaume-Uni et par quelques marchés extra-européens, par exemple l'Australie, où l'activité du bâtiment se développait brusquement. Cependant, les stocks du Royaume-Uni sont maintenant reconstitués et le nouveau gouvernement a annoncé des réductions des importations.

La résistance opposée par les consommateurs aux prix élevés de la pâte de bois s'est manifestée pour la première fois par le fait que les prix scandinaves à l'exportation pendant le premier trimestre de 1952 ont été fixés à un niveau qui ne dépassait pas celui du dernier trimestre de 1951. On signale maintenant que la production de pâte de bois en Amérique du Nord est supérieure à la demande, aux prix contrôlés, et il se peut que des quantités considérables deviennent disponibles pour l'exportation à destination de l'Europe. Il est moins sûr que les pays européens disposent d'assez de dollars pour s'adresser à la source nord-américaine en vue de diminuer leurs pénuries.

4. L'INDUSTRIE LOURDE

L'accroissement de la demande de produits des industries mécaniques en Europe occidentale

Comme on s'y attendait, l'année 1951 a vu augmenter très sensiblement la demande de produits des industries mécaniques en Europe occidentale. Ce que l'on avait moins prévu, c'est la relative facilité avec laquelle la demande a été satisfaite; le marché des produits des industries mécaniques est évidemment devenu plus ferme, mais sans aucune inflation désordonnée. Dans certains cas, les commandes se sont accumulées, mais pas dans des proportions exagérées; dans d'autres, c'est à peine si les délais de livraison ont été plus longs. A la fin de l'année, il y avait encore, dans plusieurs pays d'Europe occidentale, des secteurs de l'industrie mécanique où les producteurs se préoccupaient vivement de s'assurer de nouvelles commandes et où l'on pouvait même dire que le marché était dominé par les acheteurs.

Comme l'exposait assez longuement l'ETUDE relative à 1950, la hausse des prix des produits de base a élevé de façon très appréciable le pouvoir d'achat des pays qui les produisaient et qui, pour la plupart, ont voulu consacrer une part importante de leur supplément de recettes à l'achat de biens d'équipement, en vue de leur développement économique. Un autre facteur dont l'importance n'a pas été moindre, c'est que l'industrie privée de presque tous les pays d'Europe occidentale s'est empressée, peu après l'ouverture des hostilités en Corée, d'acheter le matériel et l'équipement qu'elle craignait de ne plus pouvoir se procurer par la suite; toutes les conditions se trouvaient d'ailleurs également réunies pour provoquer normalement un accroissement des investissements nationaux, par suite du mouvement général de reprise de l'activité économique. Enfin, le réarmement a joué aussi un rôle. Pour se faire une idée de l'importance relative de la demande intérieure et de la demande extra-européenne dans l'accroissement de la demande totale de toute origine, il suffit de comparer les indices suivants relatifs à la production et aux exportations des cinq plus importants producteurs de l'Europe occidentale (Belgique-Luxembourg, France, Italie, Allemagne occidentale et Royaume-Uni) :

Indices pour les neuf premiers mois de 1951
(Neuf premiers mois de 1950 = 100)

Production totale des industries mécaniques	117
Exportations à destination de pays européens [a]	118
Exportations à destination de pays extra-européens [a] . .	117

[a] Machines, véhicules et autre matériel de transport.

L'étroite similitude du mouvement des trois indices est frappante; les investissements (et le réarmement) auxquels on a procédé en Europe même et les exportations destinées aux pays d'outre-mer ont continué à former la même proportion du total qu'en 1950. Toutefois, comme il ressort du tableau ci-dessous, l'évolution est loin d'avoir été uniforme dans tous les pays :

Indices pour les neuf premiers mois de 1951
(Neuf premiers mois de 1950 = 100)

	Production totale des industries mécaniques	*Exportations de machines, véhicules et autre matériel de transport*
Belgique	122	116 [a]
France	114	140
Italie	107	123
Allemagne occidentale	140	173
Royaume-Uni	105	103

[a] Les éléments sur lesquels porte ce chiffre diffèrent sensiblement de ceux qui entrent dans le total indiqué au Tableau 20, lequel, comme on le constatera, comprend un certain nombre de produits finis en acier et se rapporte à une période différente.

En France, en Italie et en Allemagne occidentale, c'est la demande sur les marchés d'exportation qui a eu de beaucoup le plus d'influence sur la situation, tandis que, dans le Royaume-Uni, c'est l'insuffisance de l'offre qui a fait diminuer aussi bien le volume des livraisons destinées au marché intérieur que celui des exportations.

Les Tableaux 17 à 20 ci-après montrent le mouvement de la production, des livraisons intérieures et des exportations d'un certain nombre de produits mécaniques en Belgique, en France, en Allemagne occidentale et dans le Royaume-Uni, et donnent sur la situation de plus amples détails. Ces détails permettent de se faire une idée de la portée et de l'ampleur de l'extension prise brusquement par les investissements de l'industrie privée à l'intérieur des pays. (La situation apparaît comme totalement différente dans le secteur nationalisé de l'industrie ou les entreprises gérées par l'Etat, dont on parlera plus loin.) Dans les quatre pays considérés, les quantités de la plupart des produits des industries mécaniques livrées au marché intérieur au cours des six ou des neuf premiers mois de l'année 1951 ont été notablement plus élevées que pendant la période correspondante de 1950. Mais, dans certains cas, le boom déclenché immédiatement après l'ouverture des hostilités en Corée semble s'être ralenti en 1951. En Belgique, pendant les six premiers mois de l'année, les quantités de certains des produits énumérés livrées à l'intérieur n'ont plus atteint les niveaux élevés du second semestre de 1950. En Allemagne occidentale, pendant le troisième trimestre de 1951, elles ont, dans la presque totalité des cas, beaucoup moins augmenté par rapport aux mois correspondants de 1950 que pendant les trimestres précédents, et, pour certains produits, elles ont même diminué en chiffres absolus. Toutefois, dans certains cas, cette diminution en chiffres absolus semble avoir été due non pas tant à une modification de la demande qu'à l'insuffisance des approvisionnements, qui empêche la production d'augmenter suffisamment pour faire face à l'accroissement considérable de la demande d'exportations, sans que les quantités destinées à la vente intérieure soient réduites. Les autres produits dont les livraisons sont tombées, pendant le troisième trimestre, au-dessous du niveau des douze mois précédents, consistaient presque tous en biens de consommation et subissaient incontestablement l'influence d'un ralentissement de la demande analogue à celui dont il a été parlé à la section 3 ci-dessus. En revanche, en France, il se peut que la crainte d'une inflation continue ait été la cause du brusque développement de l'activité qui a eu lieu dans les secteurs de l'industrie mécanique producteurs de biens de consommation durables. C'est ainsi, par exemple, que la production de motocyclettes et de postes de radio pour le marché intérieur a augmenté beaucoup plus, du premier semestre de 1950 au premier semestre de 1951, que celle de n'importe quel autre article figurant parmi les biens d'investissement destinés à la production qu'énumère le tableau. Les listes d'attente pour la livraison d'automobiles neuves se sont allongées considérablement, bien qu'en France, la plus grande partie de la production supplémentaire de voitures de tourisme soit allée au marché intérieur; de plus, le fait que le nombre de véhicules utilitaires livrés dans le pays a augmenté de 50% témoigne sans aucun doute du désir des acquéreurs de se procurer des biens « de valeur stable ».

Il est difficile de déterminer dans quelle mesure le réarmement a contribué à la brusque augmentation de la production des industries mécaniques. D'une manière générale, les effets du réarmement ne semblent pas avoir été très sensibles pendant la période sur laquelle portent les tableaux. Le Gouvernement du Royaume-Uni avait prévu, pour le réarmement, une demande supplémentaire représentant à peu près 6 ou 7% de la production totale des industries britanniques consommatrices de métaux en 1951. On sait que cette prévision ne s'est pas entièrement réalisée, mais on ignore dans quelle proportion. Le taux d'accroissement des dépenses en matériel militaire dans les autres pays constitue un renseignement statistique encore moins sûr. Un certain nombre de signes semblent toutefois indiquer que les commandes faites de diverses sources au titre du réarmement commencent à grossir l'ensemble de la demande de produits mécaniques de l'Europe occidentale. C'est ainsi, par exemple, qu'au cours de l'année, le Royaume-Uni a commandé en France, en Italie, en Belgique et en Allemagne occidentale, y compris la zone de Berlin-Ouest, des machines-outils pour un montant total de 10 millions de dollars (ce qui équivaut à un dixième de sa propre production annuelle de machines-outils). Du premier au second semestre de 1950, les exportations de machines-outils de l'Allemagne occidentale ont plus que doublé et se sont maintenues à ce niveau pendant les six premiers mois de 1951. Malgré cela, les fabricants de machines-outils de ce pays pouvaient encore, à la fin de l'automne, annoncer dans les publications

Tableau 17

ROYAUME-UNI : PRODUCTION [a], POUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR ET L'EXPORTATION, DE CERTAINS PRODUITS DES INDUSTRIES MÉCANIQUES

Quantités ou valeurs et indices — Janvier-septembre 1950 = 100

Article	Valeur de la production [a] en 1950 *(En millions de livres)*	Unité	Production [a] ou quantités livrées au cours des neuf premiers mois de 1951					
			Total		pour l'exportation		pour le marché intérieur	
			Quantité ou valeur [b]	Indice	Quantité ou valeur [b]	Indice	Quantité ou valeur [b]	Indice
Voitures de tourisme et châssis . . .	189,0 [c]	Millier	471,2	*92*	364,7	*89*	106,5	*101*
Véhicules automobiles utilitaires et châssis [d]	146,0 [c]	Millier	257,0	*99*	160,7	*97*	96,3	*102*
Machines à écrire et matériel de bureau [e]	21,9	Million de £	28,0	*135*	10,3	*149*	17,7	*128*
Tracteurs [f]	47,2 [e]	Millier	142	*123*	108	*136*	34	*93*
Machines agricoles [g]	84,7	Million de £	105,2	*127*	56,1	*142*	49,1	*114*
Matériel de génie civil	16,8	Million de £	22,4	*136*	10,2	*134*	12,2	*137*
Machines textiles [e]	69,5	Million de £	73,5	*108*	36,4	*101*	37,1	*115*
Presses et relieuses [e]	17,6	Million de £	17,8	*106*	8,2	*96*	9,6	*117*
Appareils de réfrigération [h, i]	23,6	Million de £	28,9	*123*	13,5	*147*	15,4	*107*
Machines à vapeur, chaudières, etc. [j] .	39,1	Million de £	43,1	*113*	11,5	*113*	31,6	*113*
Moteurs à combustion interne [h k] . .	38,6	Million de £	44,6	*116*	24,5	*112*	20,1	*122*
Machines électriques rotatives	29,7	Million de £	32,2	*111*	6,9	*108*	25,3	*112*
Appareils de levage et de manutention [l]	37,8	Million de £	51,5	*112*	15,8	*109*	35,7	*113*
Machines-outils pour le travail des métaux	38,7	Million de £	45,2	*120*	15,7	*114*	29,5	*124*
Locomotives à vapeur	12,9	Unité	726	*95*	399	*114*	327	*79*
Voitures de voyageurs	15,3	Unité	2.265	*70*	385	*110*	1.880	*65*
Wagons de marchandises	20,2	Unité	40.619	*135*	3.071	*66*	37.548	*148*
Installations pour centrales électriques :								
Turbines hydrauliques	..	Millier de HP. (puissance au frein)	542,4	*88*	541,5	*131*	0,9	—
Turbo-alternateurs à vapeur [m] . . .	..	Millier de kW.	1.809	*86*	941	*130*	868	*63*
Haveuses	2,6	Unité	631	*71*	215	*62*	416	*77*
Chargeurs à moteur	0,4	Unité	68	*67*	12	*32*	56	*88*
Transporteurs de fond pour les mines	7,2	Unité	2.891	*101*	547	*78*	2.344	*108*
Bennes et berlines pour les mines [n] . .	1,6	Millier de tonnes [o]	57,7	*100*	0,5	*50*	57,2	*101*
Avions [p]	..	Unité	539	*97*	536	*105*	3	*6*

Sources : Monthly Digest of Statistics, décembre 1951, et renseignements fournis par l'Office central de statistique du Royaume-Uni.

NOTE. — Les quantités ou les valeurs indiquées sont calculées au taux annuel établi sur neuf mois.

a Dans bien des cas, les chiffres se rapportent aux livraisons plutôt qu'à la production. Pour plus de détails, voir la source mentionnée ci-dessus.

b Ou une autre unité.

c Y compris les pièces détachées produites par les fabricants d'automobiles.

d Non compris les véhicules routiers électriques à accumulateurs.

e Y compris les pièces détachées et accessoires.

f Tracteurs industriels et agricoles de plus de 10 HP.

g Y compris les tracteurs.

h Dans le chiffre indiqué pour les livraisons totales et les livraisons destinées au marché intérieur, entrent celles qui ont été faites en exécution de commandes du gouvernement.

i A usage domestique, commercial et industriel.

j Au nombre des autres articles figurent les installations de production de vapeur et leurs accessoires, ainsi que les soupapes industrielles.

k Autres que les moteurs destinés aux véhicules, aux avions ou aux bateaux.

l Autres que les chariots industriels mus mécaniquement.

m De 10.000 kW. et plus.

n A l'exclusion de celles qui sont fabriquées dans les houillères.

o Charge utile.

p A l'exclusion des avions militaires, sauf pour l'exportation.

Tableau 18

FRANCE : PRODUCTION, EXPORTATIONS ET APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ INTÉRIEUR, DE CERTAINS PRODUITS DES INDUSTRIES MÉCANIQUES

Article	Unité	Quantités ou valeurs			Indices — *Premier semestre 1950 = 100*					
		Production	Exportations	Approvisionnements du marché intérieur [a]	Production		Exportations		Approvisionnements du marché intérieur [a]	
		Premier semestre 1951			1950 Second semestre	1951 Premier semestre	1950 Second semestre	1951 Premier semestre	1950 Second semestre	1951 Premier semestre
Voiture de tourisme	Millier	158,3	50,7	107,6	110	129	100	114	115	137
Véhicules utilitaires et châssis [b]	Millier	64,5	16,8	47,7	119	143	118	127	119	150
Motocycles	Millier	209,17	12,21	196,96	129	226	141	243	128	225
« Scooters »	Millier	5,02	..	..	..	784 [c]	..	..	..	..
Appareils radio-électriques	Milliard de francs	17,92	2,97	14,95	130	166	97	158	137	167
Appareils électriques de chauffage et matériel électro-domestique	Milliard de francs	9,22	0,72	8,50	130	169	106	133	132	172
Mobilier métallique	Millier de tonnes	27,00	7,75	19,25	125	133	112	154	129	126
Tracteurs (tracteurs routiers compris)	Unité	7.966	3.108	4.858	87	100	120	190	79	77
Machines pour industries alimentaires, huileries et savonneries	Millier de tonnes	8,90	2,17	6,73	109	111	82	94	122	118
Matériel textile	Millier de tonnes	19,65	7,11	12,54	106	122	125	128	96	119
Machines pour l'industrie chimique	Millier de tonnes	6,35	0,90	5,45	127	109	55	127	138	107
Matériel télégraphique et téléphonique, etc.	Milliard de francs	8,61	0,76	7,85	112	121	88	112	114	122
Machines à vapeur, turbines à vapeur et à gaz	Millier de tonnes	3,50	1,06	2,44	97	103	113	196	94	85
Moteurs à combustion interne [d]	Millier de tonnes	16,00	3,28	12,72	90	107	385	315	68	91
Machines électriques	Milliard de francs	34,17	6,02	28,15	121	134	145	210	118	125
Appareillage électrique	Milliard de francs	19,35	3,44	15,91	107	135	127	181	104	128
Appareils de levage et de manutention	Millier de tonnes	28,90	8,00	20,90	108	112	102	133	110	105
Appareils de mesure	Milliard de francs	5,53	0,71	4,82	99	130	64	96	107	138
Locomotives de chemin de fer et tenders	Unité	109	72	37	82	111	169	450	65	45
Matériel ferroviaire :										
Wagons de marchandises	Unité	3.852	1.529	2.323	75	65	255	1.403	72	40
Voitures de voyageurs	Unité	117	61	56	136	102	4.500	3.050	58	50
Matériel de génie civil	Millier de tonnes	16,00	5,74	10,26	81	91	89	127	78	79

Sources : Renseignements fournis par le Ministère de l'Industrie et du Commerce et tirés du *Bulletin mensuel de statistique industrielle.*

[a] Production, déduction faite des exportations.

[b] Camions et autocars. On a admis par hypothèse que la totalité des châssis exportés étaient des châssis de véhicules utilitaires.

[c] Taux annuel établi sur la base de 11 mois de 1951, comparé au taux annuel pour l'année 1950 tout entière.

[d] Moteurs autres que les moteurs d'automobiles, d'avions et de bateaux.

commerciales des Etats-Unis qu'ils étaient en mesure de livrer rapidement. Les exportations de machines-outils de la Belgique ont dépassé de 38% le chiffre du premier semestre de 1950, bien qu'elles soient restées encore très au-dessous du niveau de 1949. En Italie, l'industrie des machines-outils était demeurée en grande partie inactive depuis 1948, mais les commandes qui lui ont été faites au titre du réarmement ont commencé à lui donner une certaine impulsion vers la fin de 1951. A peu près à la même époque, on apprenait que les Etats-Unis cherchaient à placer en Belgique des commandes assez importantes d'articles pour l'armée.

Tableau 19

ALLEMAGNE OCCIDENTALE : PRODUCTION, EXPORTATIONS ET APPROVISIONNEMENTS DU MARCHÉ INTÉRIEUR, DE CERTAINS PRODUITS DES INDUSTRIES MÉCANIQUES

Quantités ou valeurs et indices

Article	Valeur de la production en 1950 (*En millions de DM.*)	Unité	Production			Exportations			Approvisionnements du marché intérieur [a]		
			Janvier-septembre 1951		3e trim. 1951	Janvier-septembre 1951		3e trim. 1951	Janvier-septembre 1951		3e trim. 1951
			Quantité	Indices		Quantité	Indices		Quantité	Indices	
				Janv.-sept. 1950 = 100	*3e trim. 1950 = 100*		*Janv.-sept. 1950 = 100*	*3e trim. 1950 = 100*		*Janv.-sept. 1950 = 100*	*3e trim. 1950 = 100*
Voitures de tourisme et châssis	1.215	Millier	274	136	114	92	158	120	182	127	111
Véhicules automobiles utilitaires et châssis	496	Millier	93	123	87	29	157	128	64	112	76
Motocycles [b]	228	Millier	309,8	122	100	30,8	218	155	279,0	117	96
Bicyclettes	142	Millier	1.307,8	93	62	212,2	586	466	1.095,6	80	47
Batteries d'accumulateurs	89	Millier de tonnes	35,7	131	104	3,8	182	88	31,9	127	106
Machines à écrire [c]	76	Millier	314,5	173	..	86,4	289	187	228,1	151	..
Machines à coudre [d]	190	Millier	720	151	136	349	240	260	371	112	92
Postes récepteurs de radio	304	Millier	2.111,2	129	111	..	..	..	..	..	..
Tracteurs agricoles [e]	341	Millier de tonnes	132,3	157	133	46,1	162	166	86,2	155	118
Autres machines agricoles	308		213,8	108	96	58,4	141	147	155,4	99	88
Matériel de construction	115		54,6	127	114	..	..	..	..	..	..
Machines textiles [e]	237		60,2	137	139	20,8	245	241	39,4	111	110
Machines p. fabric. des chaussures et travail du cuir	43		9,4	127	113	4,6	225	159	4,8	89	89
Réfrigérateurs et machines de réfrigération	145		32,7	110	122	6,9	389	378	25,8	119	99
Machines p. fabrication du papier et l'imprimerie	212		56,5	143	150	30,2	194	162	26,3	110	138
Machines p. industr. alim. (denrées alim. et boissons)	204		66,2	123	112	16,7	223	170	49,5	107	101
Moteurs à combustion interne [f]	164		59,5	194	183	31,1	225	249	28,4	168	128
Machines à compression (compresseurs inclus)	221		71,4	135	124	20,5	233	221	50,9	116	104
Appareils de levage et de manutention	121		62,5	133	129	27,1	208	163	35,4	104	109
Outils de précision	134		15,6	162	179	..	..	..	..	..	..
Machines-outils pour le travail du bois	123		41,5	116	112	11,8	239	265	29,7	97	86
Machines-outils pour le travail des métaux	383		123,0	164	153	52,4	199	166	70,6	145	142
Locomotives à vapeur	62		31,7	162	168	8,7	284	336	23,0	140	121
Wagons de marchandises	22	Unité	579	21	53	..	..	..	..	..	..
Matériel d'exploitation minière	254	Millier de tonnes	153,1	108	110	..	..	..	..	..	..
Construction de navires [c g]	194	Tonne brute	233,7	186	..	8,4 [h]	260 [h]	..	225,3	184	..
Réparation de navires [c g]	182	Million de DM.	213,1	133	..	98,0 [h]	177 [h]	..	115,1	109	..

Sources : Die Industrie der Bundesrepublik Deutschland ; Der Aussenhandel der Bundesrepublik Deutschland.

NOTE. — Les quantités ou les valeurs indiquées se rapportent aux taux annuels calculés sur la base de 9 mois. Lorsque les chiffres dont on disposait pour 1951 se rapportaient à une période inférieure à 9 mois, les indices ont été calculés sur la base de la période correspondante de 1950.

[a] Production, déduction faite des exportations.

[b] Y compris les vélomoteurs et les « scooters ». Toutefois, les chiffres de la production pendant le troisième trimestre de 1951 n'englobent pas les « scooters ».

[c] Six mois : de janvier à juin.

[d] A usage domestique et industriel.

[e] Non compris les pièces détachées et accessoires.

[f] Autres que les moteurs d'automobiles, d'avions et de bateaux.

[g] Parachèvements.

[h] Constructions ou réparations des navires effectuées pour des pays étrangers et les autorités d'occupation.

Tableau 20

BELGIQUE : PRODUCTION, EXPORTATIONS, LIVRAISONS SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR ET INDICATIONS SUR LA PRODUCTIVITÉ DES INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES ET MÉCANIQUES

Groupe professionnel	Livraisons totales (*En millions de francs*)	Exportations en pourcentage des livraisons totales	Indices — *premier semestre 1950 = 100*																	
			Quantités livrées									Main-d'œuvre employée			Moyenne des heures de travail par ouvrier			Rendement horaire par ouvrier		
			Total			Exportation			Marché intérieur											
	1950 Premier semestre		1949	1950	1951	1949	1950	1951	1949	1950	1951	1949	1950	1951	1949	1950	1951	1949	1950	1951
			Taux sem.	2e sem.	1er sem.	Taux sem.	2e sem.	1er sem.	Taux sem.	2e sem.	1er sem.	Taux sem.	2e sem.	1er sem.	Taux sem.	2e sem.	1er sem.	Taux sem.	2e sem.	1er sem.
Aciéries de moulage	322	23,3	137	98	134	145	94	114	135	99	138	131	96	101	101	101	104	103	101	128
Fonderies	577	9,1	106	103	114	156	141	147	103	101	111	103	96	95	99	102	107	105	105	111
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	1.377	52,9	93	115	156	96	121	173	89	107	129	104	106	119	104	106	103	87	103	127
Forge, estampage, gros emboutissage et industries connexes	630	22,6	124	107	137	130	148	188	122	94	120	128	102	110	102	102	102	95	104	123
Travail de la tôle et fabrications métalliques diverses	1.818	37,0	92	123	141	88	132	162	96	113	119	105	105	106	102	101	103	86	115	130
Accessoires métalliques du bâtiment	977	7,4	106	129	125	74	171	166	109	125	122	99	106	111	99	100	101	109	122	112
Ponts, charpentes, grosse chaudronnerie	1.060	10,8	71	98	96	214	114	146	60	97	92	83	108	105	105	99	100	81	91	91
Construction navale	1.000	55,2	101	77	63	136	81	72	69	73	55	132	105	124	98	98	98	78	75	52
Machines-outils	455	57,9	247	83	112	256	88	138	235	77	77	173	88	86	96	97	109	148	98	118
Machines textiles et matériel connexe	455	72,3	..	97	112	..	96	113	..	100	112	..	106	106	..	98	100	..	94	106
Appareils de levage, manutention et pesage	353	36,7	128	97	99	132	91	82	125	100	107	105	101	104	100	101	102	122	95	94
Appareils et équipement pour diverses industries	956	32,5	115	110	113	119	87	122	113	120	109	107	98	97	98	100	101	110	113	115
Constructions électriques	3.574	28,4	102	109	121	131	118	171	96	107	110	108	104	113	99	99	100	96	106	108
Automobiles, cycles et aéronautique	1.286	16,0	73	98	95	75	102	98	72	97	94	107	108	111	101	98	103	68	93	83
Matériel de chemins de fer et tramways	535	55,6	417	79	102	516	104	128	312	52	75	261	80	86	103	103	105	155	95	113
TOTAL	15.375	32,3	114 *a*	106 *a*	118 *a*	150 *a*	110 *a*	141 *a*	102 *a*	103 *a*	107 *a*	115	102	108	99	100	101	98 *b*	103 *b*	107 *b*

Sources : Bulletin de statistique.

NOTE. — Les indices de quantité se rapportent au tonnage brut de marchandises livrées. La colonne intitulée « Rendement horaire par ouvrier » indique les indices des quantités totales livrées divisés par les indices du total des heures de travail par ouvrier. On a effectué le raccord de la série des indices « Total » pour le second semestre de 1950 et premier semestre de 1951 qui couvre les machines pour l'industrie textile avec la série antérieure, qui ne couvrait pas cette rubrique, au moyen des chiffres du premier semestre de 1950.

a Moyenne des indices portés sous cette colonne, pondérée à l'aide de la valeur des livraisons totales, des quantités livrées sur le marché intérieur et à l'exportation respectivement, au cours de la période prise pour base de calcul. Les chiffres de la production globale ne correspondent pas au produit du rendement global horaire par ouvrier, de la moyenne des heures de travail par ouvrier et du nombre d'ouvriers employés à cause des différences qui existent entre les systèmes de pondération utilisés (voir également *b* ci-dessous).

b Moyenne des indices portés sous cette colonne, pondérée à l'aide du chiffre global des heures de travail par ouvrier pendant la période prise pour base de calcul.

Diminution des investissements publics en outillage et en équipement

Si l'industrie mécanique de l'Europe occidentale, considérée dans son ensemble, a pu satisfaire sans trop de difficultés les commandes accrues destinées aux investissements privés et à l'exportation, c'est surtout, en premier lieu, parce qu'en 1950, notamment en Allemagne occidentale, cette industrie était loin de travailler à pleine capacité et, en second lieu, parce qu'en 1951 les investissements en outillage et en équipement furent considérablement réduits dans le secteur nationalisé et dans celles des industries non nationalisées qui sont exploitées principalement comme services publics. L'importance de la première de ces deux raisons est plus grande que celle de la seconde, qui est cependant loin d'être négligeable. Il ressort nettement des Tableaux 17 à 20 que les investissements « publics » en outillage et en matériel d'équipement ont diminué dans chacun des quatre pays considérés. C'est dans le Royaume-Uni que ce fléchissement a été le plus sensible : en effet, sur dix des produits énumérés [1] qui sont achetés surtout par l'industrie nationalisée, on constate que pour sept d'entre eux les quantités livrées à l'intérieur du pays ont diminué; en revanche [2], sur les quatorze autres produits vendus principalement à l'industrie privée, on ne relève qu'un seul cas où les quantités livrées sur le marché intérieur aient diminué. A l'exception des wagons de chemin de fer au Royaume-Uni et des locomotives en Allemagne occidentale, la quantité de matériel ferroviaire de toutes les catégories énumérées qui a été livrée sur le marché intérieur a fléchi dans chacun des quatre pays considérés et, en France, la production destinée à ce marché a été en recul dans les industries qui fournissent principalement les entreprises de travaux publics. On a signalé également, en divers points de l'Europe occidentale, que les commandes de matériel lourd d'équipement des centrales électriques faites par l'Etat ne suffisaient pas à faire travailler l'industrie à plein rendement : pour le Royaume-Uni, les livraisons d'équipement de ce genre sur le marché intérieur ont, comme le montrent les chiffres, accusé une diminution très sensible; mais, pour les autres pays, la classification adoptée pour le matériel d'équipement des centrales électriques est trop générale pour que les statistiques puissent confirmer ces indications.

La tendance ainsi manifestée par les investissements publics est le résultat de l'effort tenté par les gouvernements pour atténuer les conséquences inflationnistes du réarmement en général aussi bien que pour affecter certaines ressources spéciales des industries mécaniques à la fois au réarmement et à l'exportation. Dans le cas particulier des chemins de fer, cette influence a été renforcée par la réduction continue du rééquipement d'après guerre et par les difficultés financières universellement éprouvées depuis la fin des hostilités par tous les réseaux ferroviaires européens. Le contraste frappant qui existe entre cette tendance et le développement intense des investissements dans l'industrie privée n'est pas, semble-t-il, le résultat d'une volonté délibérée de réduire les investissements dans les industries de base plus que dans d'autres secteurs; il provient plutôt du fait qu'il est plus facile d'exercer un contrôle sur ces dernières industries [3]. Ce fait est particulièrement manifeste dans le Royaume-Uni où les investissements publics ont accusé, sauf dans les chemins de fer, la diminution la plus marquée, où toutes les industries de base sont nationalisées, où la nécessité de restrictions générales se faisait particulièrement sentir parce que le programme de réarmement était plus lourd que dans la plupart des autres pays de l'Europe occidentale et, enfin, où les industries mécaniques ont constitué la principale exception à la règle générale pour l'Europe qui veut que la production se développe assez facilement. Il est à remarquer que, dans ce pays, les exportations ont été assez faibles pour plusieurs articles dont les livraisons à l'intérieur ont augmenté (c'est le cas, en particulier, de l'outillage et de l'équipement destinés à l'industrie privée), mais qu'en revanche, elles ont été satisfaisantes dans la plupart des cas où les quantités livrées dans le

[1] Il s'agit des dix derniers produits énumérés dans le tableau.

[2] Deux de ces exceptions concernent — ce qui n'est pas surprenant — l'équipement des houillères : les investissements portant sur les transporteurs pour le fond ont augmenté de 8% et ceux qui ont été consacrés aux chariots et aux bennes sont demeurés pratiquement constants.

[3] Il ne faut pas oublier, toutefois, que, les besoins des programmes de réarmement portant principalement sur les industries sidérurgiques et les industries mécaniques, ces deux branches ont besoin d'une grande quantité de matériel d'équipement nouveau que, du point de vue statistique, il est impossible de dissocier des livraisons à l'industrie privée destinées à des fins civiles. L'augmentation considérable des quantités de machines-outils pour le travail des métaux qui, dans le Royaume-Uni, en Belgique et en Allemagne occidentale, vont au marché intérieur, en fournit l'exemple le plus frappant; on en trouve d'autres exemples intéressants, quoique moins évidents, dans les chiffres se rapportant, pour le Royaume-Uni, à toutes les machines électriques tournantes et, pour l'Allemagne occidentale, aux instruments de précision.

pays même ont diminué. Cela semble indiquer que la politique suivie par le gouvernement a réussi jusqu'à un certain point. On peut en déduire, toutefois, que des mesures plus énergiques s'imposent maintenant pour restreindre les demandes d'investissements de l'industrie privée si l'on veut que les exportations de produits mécaniques augmentent encore.

Comment la production a réagi à l'augmentation de la demande

En Europe occidentale, les industries mécaniques ont répondu à la demande accrue qui leur était adressée en augmentant leur production de quelque 15% depuis les neuf premiers mois de 1950 jusqu'à la période correspondante de 1951 [1]. Ce qui a le plus contribué à cette augmentation c'est que la production a continué à se relever en Allemagne occidentale, dans le secteur ouest de Berlin et en Autriche. L'Allemagne occidentale a augmenté de 40% sa production de produits des industries mécaniques, proportion qui a été considérablement dépassée dans le secteur ouest de Berlin et, avec l'Autriche, elle a compté pour 10 points et demi dans l'élévation de 15 points de l'indice de la production des industries mécaniques de l'Europe occidentale. Il est tout à fait significatif que, depuis le moment où, au cours du quatrième trimestre de 1950, la production des industries mécaniques de l'Allemagne occidentale a atteint un niveau dépassant d'un tiers environ celui d'avant guerre, la courbe de cette production (Diagramme 5) a cessé de monter par rapport aux périodes antérieures et semble correspondre à un taux annuel d'augmentation de 15% environ. L'Allemagne occidentale est aujourd'hui devenue le plus important fournisseur individuel de machines industrielles des autres pays d'Europe.

Le deuxième élément important de l'expansion de la production des industries mécaniques en Europe occidentale est l'accroissement de la production de la France [2] et de la Belgique, par rapport aux niveaux très bas du début de 1950; mais l'influence de ce facteur a été très faible par rapport à celle du premier et ne représente qu'un sixième environ de l'augmentation totale enregistrée en Europe occidentale. Le Diagramme 5 permet de voir la proportion de la capacité de production de ces industries qui était inemployée dans les deux pays en 1950. Toutefois, l'indice pour la France se rapporte, dans la proportion de 60%, non pas à la production effective des industries mécaniques, mais à la consommation « apparente » d'acier en France [3]. Ainsi, l'indice tend à refléter les fluctuations de stocks que semblent avoir subies depuis ces dernières années les industries mécaniques françaises, plutôt que le mouvement réel de la production dans ce secteur. On a de la peine à croire qu'au deuxième trimestre de 1951, la production des industries mécaniques françaises n'était pas encore supérieure à ce qu'elle était deux années auparavant. En Belgique, au cours des neuf premiers mois de 1951, la production a atteint un chiffre supérieur, mais de peu, à celui de la période correspondante de 1949; le Tableau 20 toutefois montre que la production par heure-ouvrier augmentait beaucoup plus vite qu'avant le début des hostilités en Corée. Ce groupe des industries mécaniques en Belgique démontre, par excellence, comment une demande active peut stimuler la productivité [4]. En Italie, il y avait, et il y a encore, dans les industries mécaniques une capacité de production inemployée; pourtant, la production ne s'est accrue dans ce pays que de 7% entre les trois premiers trimestres de 1950 et la période correspondante de 1951, alors qu'elle a augmenté de 14% en France et de 21% en Belgique, et elle n'a contribué que pour un cinquantième environ à l'augmentation totale de la production des industries mécaniques en Europe occidentale au cours de cette période [5].

Dans le Royaume-Uni et les pays scandinaves, où la capacité de production était déjà plus ou moins complètement utilisée, la production des industries mécaniques ne s'est élevée que de 5% de 1950 à 1951 (les chiffres de base étant ceux des trois premiers trimestres de chaque année), et bien que cette produc-

[1] Voir Tableau III de l'Annexe A qui donne les indices de la production des industries mécaniques pour la plupart des pays de l'Europe occidentale et quelques pays de l'Europe orientale.

[2] La contribution de l'industrie française à l'indice global de la production des industries mécaniques de l'Europe occidentale repose sur l'indice officiel français, dont les insuffisances sont signalées dans le texte.

[3] A l'exclusion de l'acier de construction et du matériel de construction des chemins de fer.

[4] Les chiffres suivants ont été calculés à partir de la dernière ligne des trois dernières colonnes du Tableau 20 :

Production, par heure-ouvrier, de l'industrie mécanique belge
(Augmentation en pourcentages, aux taux annuels)

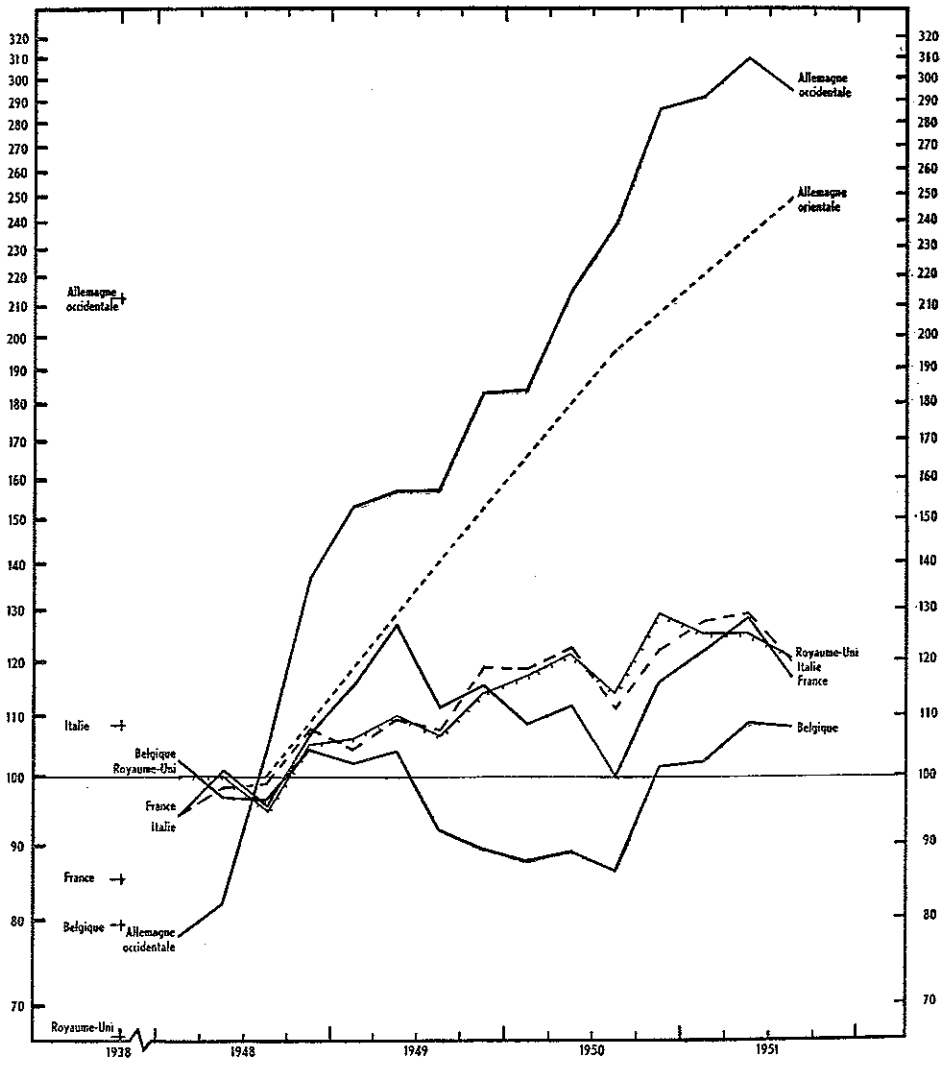
Année 1949 à année 1950	Premier semestre 1950 à second semestre 1950	Second semestre 1950 à premier semestre 1951
3½	6	8

[5] En Italie, la capacité inemployée (dans les chantiers de constructions navales par exemple) est d'une catégorie différente de celle qui existait en France et en Belgique en 1950, puisque la production mécanique de l'Italie n'a pas diminué de façon importante à aucun moment des années qui viennent de s'écouler. Toutefois, cette production ne dépasse que de très peu le niveau de 1938.

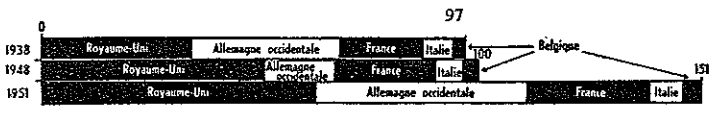
Diagramme 5

PRODUCTION DES INDUSTRIES MÉCANIQUES DE DIVERS PAYS EUROPÉENS

Echelle semi-logarithmique *Indices — Moyenne de 1948=100*



PART DE CERTAINS PAYS DANS LA PRODUCTION DES INDUSTRIES MÉCANIQUES EN 1938, 1948 ET 1951



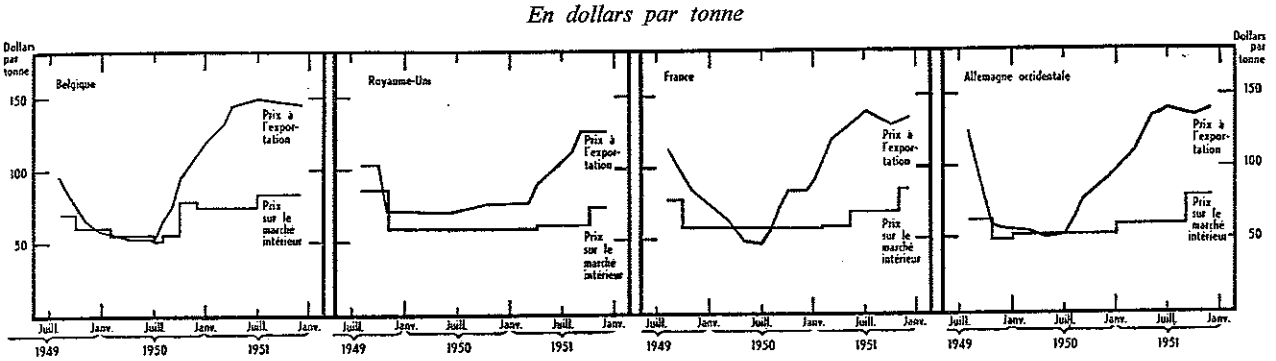
Source : Tableau III de l'Annexe A, sauf pour l'Allemagne orientale.

NOTE. — La courbe pour l'Allemagne orientale est tracée uniquement d'après les statistiques annuelles ; pour 1951, le pointillé représente une évaluation pour l'année entière établie d'après le niveau de la production des neuf premiers mois, comparée à la période correspondante de 1950.

Diagramme 6

MOUVEMENTS DES COURS DE L'ACIER EN BARRES A L'EXPORTATION ET SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR

En dollars par tonne



Sources : Données réunies par la Section de l'acier de la Division de l'Energie électrique et de l'Acier, de la Commission économique pour l'Europe. Pour plus de détails, voir les « Notes sur les statistiques ».

NOTE. — Le prix sur le marché intérieur s'entend dans tous les cas du prix maximum officiellement fixé par le contrôle des prix. Le prix à l'exportation s'entend des cours à l'exportation sur le « marché libre », sauf pour le Royaume-Uni où il se rapporte au prix minimum officiel.

tion représente actuellement 40 % environ de la production totale des industries mécaniques de l'Europe occidentale, elle n'a compté que pour un sixième à peu près dans l'augmentation globale enregistrée pendant cette période [1]. Au Royaume-Uni, l'industrie mécanique a été touchée par la reconversion et elle a souffert d'une pénurie d'acier; le niveau de l'emploi s'est élevé régulièrement mais la production n'a guère suivi le même mouvement. Les chiffres suivants indiquent que la production britannique par année-ouvrier (compte tenu des variations saisonnières) est demeurée virtuellement stationnaire depuis la fin de 1950 :

Production, par année-ouvrier, des industries mécaniques du Royaume-Uni
Nombres indices

(Trimestre correspondant de l'année précédente = 100)

	1950	*1951*
Premier trimestre [a]	111	102
Deuxième trimestre [a]	110	99
Troisième trimestre	109	100
Quatrième trimestre	110	..

NOTE. — Ces chiffres représentent l'indice officiel de la production pour les industries mécaniques, les constructions navales, le matériel électrique et les véhicules, divisé par l'indice de l'emploi dans les mêmes industries.

[a] Chiffres dans le calcul desquels il a été tenu compte, comme au Tableau III de l'Annexe A, des variations dues au fait que Pâques est une fête mobile.

[1] Dans les Pays-Bas, l'indice officiel de la production des industries mécaniques est tel qu'il est impossible de l'utiliser dans la présente analyse. Cet indice, dont les coefficients de pondération n'ont pas été publiés, ne porte, croit-on, que sur un cinquième de l'ensemble du secteur et se trouve très surchargé du fait qu'il s'étend d'une part aux produits non finis (notamment l'acier) et, d'autre part, aux biens de consommation. Il semble qu'il ne porte guère sur les biens d'équipement.

Cette stagnation, qui est en contraste accusé avec ce que l'on a constaté en 1950 et pendant les années d'après guerre antérieures à 1950, provient en grande partie d'une baisse en chiffres absolus de la production par année-ouvrier dans le secteur de la construction de véhicules.

La demande d'acier en Europe occidentale

Le boom des industries mécaniques d'Europe occidentale, associé à l'ampleur extraordinaire de la demande des Etats-Unis et à des demandes assez importantes, mais restées insatisfaites, provenant d'autres pays d'outre-mer, a créé sur le marché de l'acier de l'Europe occidentale une situation d'inflation caractérisée. Les prix ont monté et les délais de livraison se sont allongés. Le Diagramme 6 montre le mouvement de l'indice du prix de l'acier le plus sensible de tous ceux des pays d'Europe, à savoir le cours « libre » à l'exportation de l'acier belge en barres, ainsi que le mouvement un peu plus lent des prix à l'exportation demandés par les autres grands exportateurs d'acier. Il semble que la hausse ait été très rapide depuis la deuxième partie de l'année 1950 jusqu'au milieu de 1951, où la courbe des prix commença à marquer un palier, mais où rien ne faisait prévoir une nouvelle chute de quelque importance. En août 1951, le cours à l'exportation, pourtant relativement stable, du marché britannique avait lui-même dépassé de 80 % son niveau de l'année précédente.

En France, le délai moyen entre la commande et la livraison sur le marché intérieur, qui était passé de

un à trois mois en août 1950, s'est allongé progressivement jusqu'à sept et même douze mois pour les commandes passées pendant le premier semestre de 1951. En Belgique, si les délais de livraison n'ont pas trop augmenté, c'est uniquement en raison des prix élevés pratiqués à l'exportation et du refus systématique des fabricants d'acier de prendre les commandes dont ils ne pouvaient assurer la livraison dans un délai raisonnable. Pendant toute l'année 1951, le marché de l'acier a connu de violents remous et une activité intense car c'était à la Belgique que la plupart des entreprises marginales s'adressaient pour leurs achats d'acier. Les fabriques d'automobiles américaines, par exemple, envoyaient des acheteurs à Bruxelles dans l'espoir de compléter leur approvisionnement en tôles d'acier, dont la vente était réglementée aux Etats-Unis. Quelques-uns y réussissaient; quant aux autres, les prix demandés étaient, semble-t-il, supérieurs au maximum qu'ils pouvaient offrir.

Les industries sidérurgiques de la France, de la Sarre, de la Belgique et du Luxembourg qui, à cause du ralentissement de la demande, avaient toutes produit, pendant le premier semestre de 1950, à un rythme annuel inférieur à celui de 1949, connurent une reprise dont le résultat fut un accroissement total de près de 30% de la production d'acier brut au premier semestre de 1951 [1]; ce fait fournit une indication assez précise sur l'ampleur de la demande d'acier en Europe occidentale au cours de l'année. En Allemagne occidentale, où l'industrie était gênée par le manque de matières premières, la production brute a augmenté entre le premier semestre de 1950 et le premier semestre de 1951 dans une proportion beaucoup moins élevée — 13% environ — et, dans le Royaume-Uni, la pénurie de matières premières s'est fait sentir avec une telle acuité qu'elle a entraîné un fléchissement de la production de lingots. On peut déduire des renseignements les plus récents dont on dispose que pour l'ensemble de l'année 1951 la production totale d'acier brut en Europe occidentale dépassera de 12% environ le chiffre de 1950. Les installations nouvelles terminées au cours de l'année dans le Royaume-Uni et en France, ainsi que les mesures prises pour remettre en activité les usines de l'Allemagne occidentale auraient dû donner à l'Europe occidentale une capacité suffisante pour produire peut-être 3 millions et demi de tonnes d'acier brut, soit 7%, de plus que le chiffre ainsi évalué pour 1951, mais la capacité de production de l'Europe occidentale n'a pu être utilisée à plein en raison de l'insuffisance des approvisionnements en matières premières.

Bien que la production d'acier fini ait, d'une manière générale, augmenté dans des proportions plus élevées que la production de lingots [2], l'offre a été loin de suffire à la demande. Le Tableau 21 montre de quelle façon la production d'acier fini des quatre principaux centres producteurs de l'Europe occidentale, à savoir Royaume-Uni, Allemagne occidentale, France-Sarre et Belgique-Luxembourg, s'est répartie entre les marchés nationaux et les exportations. Dans ces quatre centres, la production d'acier fini a augmenté d'un peu plus d'un million et demi de tonnes entre le premier et le second semestre de 1950 et d'un million et demi de tonnes encore entre le second semestre de 1950 et le premier semestre de 1951. On constatera que, malgré cette augmentation de la production, l'offre sur le marché intérieur, pour l'ensemble du groupe, n'a augmenté que de 4% pendant la première période et de 7% pendant la seconde. Plus de 25% des quantités supplémentaires produites au cours de la première de ces deux périodes sont allées au Canada et aux Etats-Unis; en fait, l'Amérique du Nord a acheté aux quatre grands producteurs européens pendant le second semestre de 1950 deux fois et demie plus d'acier que pendant le premier, alors que les autres pays importateurs d'outre-mer n'ont réussi à augmenter que d'un sixième environ les quantités qu'ils ont fait venir d'Europe. Les Etats-Unis et le Canada ont acheté une proportion encore plus élevée (un tiers environ) des 1.500.000 tonnes supplémentaires d'acier produites pendant la seconde des deux périodes considérées, et leur approvisionnement provenant des sources susindiquées s'est accru d'environ un million de tonnes par rapport à ce qu'il était pendant le premier semestre de 1950 [3]. Les petits pays européens ont également réussi à s'assurer une part de l'augmentation des approvisionnements; quant aux producteurs primaires situés hors du continent nord-américain, non seulement ils n'ont reçu aucune part des quantités supplémentaires disponibles, mais leurs importations

[1] Voir Tableau IX de l'Annexe A.

[2] Cet état de choses s'explique par le fait que les stocks d'acier en lingots et de produits semi-finis étaient épuisés ; voir page 61. De plus les mouvements indiqués au Tableau 21 diffèrent sensiblement de ceux enregistrés au Tableau X de l'Annexe A et au Tableau 4 du *Bulletin* pour le deuxième trimestre de 1951; les chiffres dans ces deux derniers tableaux sont en effet calculés sur la base de l'équivalent en acier brut.

[3] Les Etats-Unis ont également importé des Pays-Bas et d'Italie de petites quantités d'acier.

Tableau 21

PRODUCTION ET EXPORTATIONS D'ACIER FINI DANS LE ROYAUME-UNI, EN ALLEMAGNE OCCIDENTALE, EN FRANCE ET SARRE ET EN BELGIQUE ET LUXEMBOURG

Millions de tonnes et pourcentages

	Production et exportations			Accroissement par rapport au semestre précédent			
	1950		1951	1950	1951	*Pourcentages* 1950	1951
	Premier semestre	Second semestre	Premier semestre	Second semestre	Premier semestre	Second semestre	Premier semestre
Production	16,81	18,38	19,99	1,57	1,61	*9*	*9*
dont :							
disponible pour le marché intérieur [a]	11,64	12,12	12,93	0,48	0,81	*4*	*7*
exportée vers :							
d'autres pays européens [b]	2,11	2,32	2,71	0,21	0,39	*10*	*17*
les Etats-Unis et le Canada	0,28	0,72	1,23	0,44	0,51	*157*	*71*
le reste du monde	2,78	3,22	3,12	0,44	—0,10	*16*	*— 3*

Sources : Trade and Navigation Accounts of the United Kingdom ; Statistique mensuelle du commerce extérieur de la France ; Continental Iron and Steel Reports, La Haye; *Bulletin trimestriel des statistiques de l'acier*, Commission économique pour l'Europe.

NOTE. — Les chiffres de la production se rapportent à l'acier façonné à chaud. Dans les exportations du Royaume-Uni entrent la fonte et certains articles manufacturés en fer et en acier (environ 615.000 tonnes en 1950). Dans les exportations de Belgique et Luxembourg entre une petite quantité de fonte (représentant environ 27.000 tonnes en 1950). Sauf dans le cas de France et Sarre, toutes les exportations comprennent l'acier semi-fini.

[a] Production, déduction faite des exportations.

[b] Y compris le commerce entre les six pays intéressés.

ont accusé une diminution pendant le premier semestre de 1951. Cette évolution s'explique sans aucun doute en partie par le fait qu'un grand nombre de ces pays faisaient habituellement venir le gros de leurs importations du Royaume-Uni qui, à ce moment-là, a réduit de 13% le volume global de ses exportations. Il n'en est pas moins remarquable que ces acheteurs d'outre-mer n'aient pas pu se procurer auprès d'autres fournisseurs européens des quantités d'acier suffisantes pour compenser la diminution des livraisons britanniques.

La demande croissante, l'augmentation relativement faible des approvisionnements nationaux et le contrôle des prix à l'intérieur, ont provoqué dans les quatre pays considérés une grave situation d'excès de demande ou, en d'autres termes, de pénurie quantitative. Dans le Royaume-Uni, qui devait faire face à un vaste programme d'armement, les quantités d'acier fini disponibles sur le marché intérieur au cours du premier semestre de 1951 n'ont dépassé que de 5% le niveau atteint pendant la première moitié de 1950. En France et en Allemagne occidentale, les approvisionnements du marché intérieur au cours de la même période ont augmenté respectivement de 10% et de 20%, mais la demande s'était manifestement accrue dans des proportions beaucoup plus élevées.

Dans les aciéries de l'Allemagne occidentale et du Royaume-Uni, les stocks d'acier de tout genre, qui diminuaient rapidement depuis le début du boom consécutif à l'ouverture des hostilités en Corée, ont continué à décroître pendant l'année 1951 jusqu'à la date la plus récente pour laquelle on possède des statistiques. On peut évaluer l'importance quantitative de ce facteur pour les approvisionnements de ces pays d'après le tableau suivant, où les stocks des producteurs sont exprimés en pourcentage de la production d'acier brut à certaines dates des années 1950 et 1951 :

Stocks d'acier fini, de demi-produits et de lingots d'acier détenus par les producteurs, exprimés en pourcentage de la production d'acier brut [a] du trimestre précédent

	Royaume-Uni	*Allemagne occidentale*
31 décembre 1949	27	53
30 juin 1950	27	53
30 septembre 1950	27 [b]	41 [b]
31 décembre 1950	23	28
31 mars 1951	20	36
30 juin 1951	18	23
30 septembre 1951	16 [b]	23 [b]

Sources : Monthly Digest of Statistics. Die Eisen- und Stahlindustrie, Dusseldorf, 1951.

[a] Le pourcentage est calculé d'après le poids effectif des stocks (qu'il s'agisse de lingots, de demi-produits ou d'acier fini) et d'après celui de la production de lingots et d'acier de moulage.

[b] Pour éviter l'effet, sur les chiffres, du fléchissement apparent de la production dû aux variations saisonnières au cours du troisième trimestre, les stocks existant à la fin de ce trimestre sont indiqués en pourcentage de la production du deuxième trimestre.

Tableau 22

CONSOMMATION DE MATIÈRES PREMIÈRES DANS L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE

Totaux annuels ou taux annuels

En millions de tonnes et en pourcentages

	Royaume-Uni					Allemagne occidentale					France et Sarre					Belgique et Luxembourg				
	1937	1949	1950 1er sem.	1950 2e sem.	1951 1er sem.	1937[a]	1949	1950 1er sem.	1950 2e sem.	1951 1er sem.	1937	1949	1950 1er sem.	1950 2e sem.	1951 1er sem.	1937	1949	1950 1er sem.	1950 2e sem.	1951 1er sem.
Hauts fourneaux																				
Consommation de : minerai de fer [b]	21,76	20,20	20,66	20,71	21,40	22,16	10,38	12,22	14,89	15,14	27,55	23,95	23,27		26,12	17,99	12,59	12,01	14,35	16,97
ferraille . . .	0,33	0,81	0,92		0,88	0,71	1,70	2,03		1,57	1,13	1,61	1,69		1,39	0,56	1,30	1,38		1,89
coke	9,8	10,1	5,0	10,1	10,2	13,7	7,0	8,2	9,7	9,7	10,4	10,0	8,2	10,4	11,1	6,5	5,4	5,1	6,0	7,1
Production de fonte [c]	8,6	9,7	9,8	9,8	9,7	13,7	7,1	8,6	10,3	10,1	10,1	9,9	8,9	10,0	10,9	6,3	6,1	5,8	6,6	7,8
Fours d'aciéries et convertisseurs																				
Consommation de : fonte [c]	6,4[d]	7,4	7,8	7,7	8,3	11,9	6,0	8,4	9,6	9,9	8,7	8,7	7,3	7,9	9,4	6,2	6,1	5,7	6,5	7,8
ferraille . . .	7,70	9,93	10,42		9,84	6,74	3,96	5,42		5,79	2,84	3,24	3,32		4.01	0,83	0,81	0,79		1,10
Production d'acier brut	13,19	15,80	16,89	16,22	16,57	17,48	9,16	11,40	12,84	12,88	10,26	10,91	9,98	11,12	12,27	5,87	6,14	5,77	6,71	8,05
Pourcentages de :																				
la consommation de ferraille dans les hauts fourneaux par rapport à la production de fonte	3,8	8,4	9,4		9,2	5,2	23,8	21,4		15,6	11,2	16,2	17,9		12,8	8,8	21,2	22,3		24,1
la consommation de ferraille dans les fours d'aciéries par rapport à la production d'acier brut . . .	57,6	62,8	62,9		59,4	38,6	43,3	44,7		44,9	27,7	29,7	31,5		32,7	14,1	13,2	12,7		13,7
la consommation totale de ferraille [e] par rapport à la production d'acier brut	60,1	67,9	68,5		64,7	42,6	61,9	61,4		57,1	38,7	44,4	47,5		44,0	23,6	34,4	34,8		37,2

Sources : Bulletin trimestriel des statistiques de l'acier, Commission économique pour l'Europe; *Die Eisen- und Stahlindustrie*, Dusseldorf, et renseignements fournis par la Section de l'acier de la Commission économique pour l'Europe.

a Les chiffres s'entendent du territoire d'avant guerre de l'Allemagne moins la Sarre.

b Sauf pour l'Italie et la Belgique et le Luxembourg, les chiffres comprennent le minerai consommé dans les usines d'agglomération; pour l'Italie, ils comprennent le minerai consommé dans les hauts fourneaux comme sinter.

c Y compris les ferro-alliages.

d Non compris les ferro-alliages.

e Dans les hauts fourneaux et les fours d'aciéries.

On ne possède pas de chiffres correspondants pour les stocks de la Belgique et de la France mais, en Belgique, le contraste entre le niveau très bas auquel les prix intérieurs ont été fixés et les prix élevés obtenus pour les exportations peut fournir l'explication de la grave pénurie d'acier que ce pays a connue malgré l'augmentation importante de la production. Dans le Royaume-Uni, en Allemagne occidentale et en France, les prix à l'exportation ont également monté de façon assez considérable comparativement aux prix imposés intérieurement, comme le montre le Diagramme 6. En raison de l'écart existant entre les prix à l'exportation et les prix intérieurs, les marchés d'exportation ont attiré tout particulièrement les producteurs alors que les gouvernements hésitaient à ralentir les exportations par une politique de contrôle direct.

Néanmoins, dans la seconde partie de l'année 1951, trois des principaux pays producteurs ont pris des mesures en vue d'assurer l'approvisionnement intérieur. Dans le Royaume-Uni, les contingents d'exportation pour le deuxième semestre de l'année ont été réduits, de sorte que pendant le troisième trimestre les exportations ont diminué de 22%. L'Allemagne occidentale a annoncé, le 13 novembre, une réduction de 10% du nombre des licences d'exportation, après avoir annulé quelque temps auparavant l'accord de troc qu'elle avait conclu avec le Gouvernement des Etats-Unis en vue de l'échange de charbon contre de l'acier. Au second semestre de l'année, les exportations françaises ont également commencé à fléchir par suite des restrictions décidées par le gouvernement tandis que la production s'élevait, ce qui atténuait la pression exercée sur le marché intérieur.

Le manque de matières premières

L'augmentation de la production européenne d'acier brut en 1951 a été accompagnée d'un renversement frappant de la proportion dans laquelle cette production se répartissait entre les divers pays. En 1950, près d'un tiers de la production totale de l'Europe occidentale était fourni par l'industrie du Royaume-Uni; la part de l'Allemagne occidentale en représentait moins d'un quart et les parts réunies de la Belgique, du Luxembourg, de la France et de la Sarre équivalaient à peu près à celle du Royaume-Uni [1].

[1] Au cours de la période 1936-1938, la production se répartissait comme suit : Royaume-Uni, un quart; République fédérale allemande (territoire actuel), plus d'un tiers; Belgique, Luxembourg, France et Sarre, un tiers.

Dès le troisième trimestre de 1951, cette répartition s'était modifiée à tel point que le Royaume-Uni et l'Allemagne occidentale étaient alors à égalité, la part de chacun de ces pays représentant un quart de la production, tandis que les autres pays, sortis de la crise qu'ils avaient traversée, avaient vu augmenter la leur dans des proportions considérables. L'aggravation de la situation du Royaume-Uni par rapport aux autres pays a été intimement liée à l'évolution de l'offre de matières premières; en effet, comme on le verra plus loin, ce pays ne pouvait développer sa production du fait qu'il n'importait pour ainsi dire plus de ferraille d'Allemagne. Le Tableau 22 permet d'étudier de plus près l'évolution de la situation de l'offre car il montre le mouvement des matières premières dans les industries sidérurgiques des quatre principaux pays producteurs d'Europe occidentale; de son côté, le Tableau 23 indique la part de l'approvisionnement de ce secteur assurée par la production nationale d'une part, et par le commerce d'autre part.

Lorsque la demande d'acier se fait brusquement plus pressante, c'est en grande partie à la ferraille que l'on a recours pour y faire face : il est en effet généralement difficile d'accroître en peu de temps l'approvisionnement en minerai de fer; en outre, la rareté du charbon à coke et du coke tend à faire rechercher de plus en plus la ferraille. Durant le premier semestre de 1951, la production de coke métallurgique en Europe occidentale était encore légèrement inférieure au niveau de 1937, bien que la production d'acier eût augmenté de 25%. La ferraille « achetée » (c'est-à-dire la ferraille qui ne provient pas simplement de l'industrie sidérurgique elle-même [2]) représente environ les deux tiers du total de la consommation européenne de ferraille [3]; en 1950, l'Europe occidentale a consommé environ 24 millions de tonnes de ferraille achetée et le rapport entre la consommation de ferraille « achetée » et la production d'acier brut dans cette région est passé de 30% à peu près en 1937, à 45% environ. Au cours des années d'après guerre, une proportion assez importante (un dixième environ) de toute la ferraille « achetée » consommée en Europe occidentale a été acquise par la voie du commerce intereuropéen.

[2] Par ferraille « achetée », on entend à la fois les déchets provenant de la production courante des industries de transformation et la ferraille provenant de l'outillage mis au rebut.

[3] Y compris la consommation de ferraille des fonderies de fer et des autres industries.

Tableau 23

APPROVISIONNEMENTS EN MATIÈRES PREMIÈRES SERVANT A LA FABRICATION DE L'ACIER

Taux annuels ou totaux annuels

En millions de tonnes

	Production					Exportations nettes (−) ou importations nettes (+)				
	1937	1949	1950 Premier semestre	1950 Second semestre	1951 Premier semestre	1937	1949	1950 Premier semestre	1950 Second semestre	1951 Premier semestre
Minerai de fer										
France et Sarre [a]	37,84	31,41	29,22	30,74	34,32	−18,40	− 6,84	−6,77	−7,98	− 9,84
Allemagne occidentale [b]	7,52	7,20	8,70	10,52	10,57	+20,62	+ 4,52	+2,82	+6,82	+ 4,63
Italie	1,02	0,55	0,49	0,44	0,47	+ 0,18	+ 0,11	+0,11	+0,24	+ 0,29
Belgique et Luxembourg	8,03	4,18	3,63	4,06	4,77	+10,13	+ 6,78	+7,02	+8,88	+10,94
Royaume-Uni	14,44	13,61	13,20	13,09	14,67	+ 7,15	+ 8,84	+8,62	+8,48	+ 7,37
Suède [c]	14,95	13,73	13,06	14,79	16,12	−13,58 − 0,38	−10,58 − 2,20	−10,89 − 2,06		− 9,06 − 3,02
Coke de four										
France et Sarre	10,7	10,4	10,2	10,9	11,9	+ 3,4	+ 3,6	+2,1	+2,2	+ 3,1
Allemagne occidentale	34,5	25,1	25,9	28,8	32,0	−10,6 [d]	− 7,7	−6,6	−9,6	− 9,4
Belgique et Luxembourg	6,3	5,0	4,5	4,7	5,9	+ 1,9	+ 1,9	+1,6	+2,5	+ 2,8
Pays-Bas	3,4	2,5	2,7	2,9	2,9	− 2,0	− 0,9	−0,9	−1,0	− 1,1
Royaume-Uni	15,2	15,7	15,6	15,7	16,2	− 2,4	− 0,6	−0,8	−0,8	− 0,2
Italie	1,7	1,4	1,3	1,4	1,8	+ 0,4	− 0,1	—	—	—
Suède	0,1	0,1	0,1	—	—	+ 2,3	+ 1,9	+2,1	+2,6	+ 2,5
Ferraille [e]										
Belgique et Luxembourg	1,60	1,81	1,59	2,03	2,73	− 0,22	+ 0,30	+0,38	+0,34	+ 0,26
France et Sarre [a]	3,49	5,01	5,47		5,64	− 0,12	− 0,17	−0,28	−0,65	− 0,24
Allemagne occidentale [b]	7,50	8,82	10,02	10,10	8,36	+ 0,56	− 3,15	−2,90	−2,34	− 1,01
Italie	1,09	1,49	1,71		1,88	+ 0,54	+ 0,39	+0,47	+0,54	+ 0,76
Pays-Bas	..	0,46	0,62	0,70	0,50	− 0,47	− 0,03	−0,11	−0,18	− 0,02
Suède	0,59	0,75	0,80	0,77	0,31	+ 0,09	+ 0,15	+0,14	+0,19	+ 0,07
Royaume-Uni	7,19	8,78	9,22	9,49	10,18	+ 0,74	+ 1,96 [g]	+2,42 [g]	+1,55 [g]	+ 0,54 [g]
Autres pays de l'Europe occidentale [h]						− 0,24	+ 0,12	+0,13	+0,04	+ 0,06
Total pour l'Europe occidentale [h]						+ 0,88	− 0,43	+0,25	−0,51	+ 0,42

Sources : Bulletin trimestriel des statistiques de l'acier, Commission économique pour l'Europe; *Die Eisen- und Stahlindustrie*, Dusseldorf; *Bulletin mensuel des statistiques du charbon*, Commission économique pour l'Europe, et renseignements fournis par la Section de l'Acier de la Commission économique pour l'Europe. Voir aussi « Notes sur les statistiques ».

[a] Territoire d'avant guerre, moins la Sarre.

[b] Ensemble de l'Allemagne (y compris la Sarre) territoire d'avant guerre, zone anglo-américaine jusqu'à septembre 1949 et, à partir d'octobre 1949, les trois zones occidentales d'Allemagne.

[c] La première série statistique concernant les exportations a trait aux exportations suédoises à destination de l'Europe, et la seconde aux exportations suédoises à destination de pays extra-européens.

[d] Y compris les 3 millions de tonnes auxquelles est évalué le commerce avec le reste de l'Allemagne.

[e] Le chiffre de la « Production » de ferraille représente la consommation de ferraille dans les hauts fourneaux et les aciéries, diminuée des importations ou augmentée des exportations.

[f] Y compris les navires envoyés à la démolition.

[g] Chiffres provisoires dans lesquels sont compris les stocks de l'Etat, mais d'où sont exclus tous les éléments pouvant être utilisés de nouveau.

[h] A l'exclusion de la Finlande.

Etant donné ces conditions générales de structure, il était inévitable que le brusque mouvement ascensionnel de la demande d'acier en Europe occidentale, de 1950 à 1951, entraînât une reprise particulièrement accentuée de la demande de ferraille. Toutefois, les quantités de ferraille « de guerre » et autres vieux fers disponibles en Allemagne ayant énormément diminué, l'offre en a été gravement touchée, comme le montrent les chiffres ci-dessous :

Ferraille « achetée » disponible en Allemagne

En milliers de tonnes

	Ensemble de l'Allemagne de 1937 (limites territoriales d'avant guerre)	Allemagne occidentale seulement		
		1949	1950	1951 Chiffres du premier semestre calculés au taux annuel
Offre totale (évaluée) de vieux fers provenant d'une autre source que l'industrie sidérurgique . .	3.144	6.802	7.398	5.530
Sur laquelle ont été exportées (en chiffres nets)	— 555	3.149	2.621	1.006

NOTE. — Les données de base sont tirées des Tableaux 22 et 23; dans ces évaluations, on a également admis par hypothèse que les chutes d'aciéries représentaient en tout temps 22% de la production d'acier brut. Il n'a pas été tenu compte des quantités de vieux fers consommées dans les fonderies de fer ou les usines n'appartenant pas à l'industrie sidérurgique.

Il n'est donc guère surprenant qu'à la fin de 1950 et au début de 1951, le marché européen de la ferraille se soit trouvé totalement désorganisé, les cours « libres » ayant monté et le volume des échanges intereuropéens de ferraille ayant diminué. En Belgique et au Luxembourg, les prix, qui n'étaient pas réglementés, ont monté au point de dépasser les prix intérieurs contrôlés de certains produits semi-finis en acier. En France et en Allemagne occidentale, les prix intérieurs fixés par le contrôle ont également été élevés et, au Royaume-Uni, les prix intérieurs, qui n'avaient augmenté que de 19% depuis 1938, ont subi, au mois d'août, une hausse de plus de 50%.

Trois facteurs ont contribué à atténuer la pénurie. Tous les pays ont organisé, avec des succès divers, des campagnes de ramassage plus ou moins intensives. Depuis le deuxième semestre de 1950 jusqu'au premier semestre de 1951, les quantités de ferraille achetée dans le pays même ont diminué en France et dans la Sarre; dans le Royaume-Uni, où les détenteurs de stocks hésitaient peut-être à vendre à cause de la hausse qu'ils escomptaient et qui se produisit en effet plus tard, elles n'ont augmenté que de 600.000 tonnes, soit de 10%. En Belgique et au Luxembourg, les résultats furent meilleurs et les approvisionnements s'accrurent de près d'un demi-million de tonnes, soit de 52%. Cette augmentation relativement accentuée ne doit pas surprendre si l'on songe que, dans ces pays, le prix de la ferraille est maintenant si élevé que l'on estime que la mise au rebut de l'outillage a lieu avant le temps normal. Un second facteur qui a contribué à redresser la situation en 1951 a été, semble-t-il, le léger fléchissement des importations américaines de ferraille d'Europe qui a été accompagné d'une faible augmentation des importations européennes en provenance d'outre-mer, d'Afrique du Nord, par exemple.

Le troisième facteur — le plus important aussi — qui ait contribué à atténuer la pénurie de matières premières servant à la fabrication de l'acier en 1951 est qu'en l'occurrence, la production européenne de minerai de fer a effectivement augmenté de façon assez considérable (Tableau 23). En France, pendant le premier semestre de 1951, la production totale de minerai de fer de tout genre s'est accrue de 12% (en poids effectif) par rapport au deuxième semestre de 1950 [1], bien que le niveau atteint soit encore inférieur d'un dixième à celui de 1937 et d'un tiers environ à celui de 1929. Les exportations françaises accuseront probablement pour l'ensemble de l'année 1951 une augmentation approximative de 40% par rapport à 1950. La production de minerai s'est accrue également dans le Royaume-Uni et en Allemagne occidentale où la rareté et le prix élevé du minerai importé ont amené les industriels à envisager d'utiliser davantage dans la Ruhr les minerais de Salzgitter. En Suède, pendant le premier semestre de 1951, la production a dépassé de 23% le chiffre atteint pendant la période correspondante de 1950. En Belgique et au Luxembourg, il y a eu une pénurie aiguë de minerai d'un bout à l'autre de l'année, bien que ces deux pays se soient assuré la presque totalité du supplément considérable exporté par la France entre le second semestre de 1950 et le premier semestre de 1951 : on peut mesurer l'ampleur de cette pénurie au brusque accroissement enregistré

[1] Comme on peut le voir d'après le Tableau 23, ce pourcentage représente 3 millions et demi de tonnes de minerai pour l'année. La comparaison avec le premier semestre de 1950 n'est pas aussi sûre en raison du ralentissement, en France, de la demande de produits en acier à cette époque et parce que la production de minerai n'a que très peu augmenté entre le premier et le second semestre de cette année-là.

dans la production de minerai luxembourgeois [1], dont une grande partie est de qualité si médiocre que l'on ne s'en sert qu'en temps de pénurie grave. C'est le manque de minerai plus que toute autre chose qui a fait monter les prix de façon aussi exagérée sur le marché de la ferraille de ces deux pays; l'Union belgo-luxembourgeoise est la seule région d'Europe occidentale où la proportion de ferraille chargée dans les hauts fourneaux ait augmenté en 1951; dans tous les autres pays énumérés au Tableau 22 cette proportion a baissé de façon sensible.

Approvisionnement en matières premières et production d'acier dans les divers pays

Du premier semestre de 1950 au premier semestre de 1951, les approvisionnements du Royaume-Uni en minerai ont légèrement augmenté, la diminution des importations de ce pays due au manque de navires de transport ayant été compensée par le relèvement de la production nationale. L'utilisation croissante de minerais pauvres du pays a provoqué une augmentation assez considérable des quantités de coke nécessaire à la fabrication d'une quantité donnée de fonte; toutefois, l'approvisionnement en coke ayant été insuffisant, la production de fonte n'a pas dépassé, au cours du premier semestre de l'année, le niveau de 9,7 millions de tonnes par an où elle reste stationnaire depuis 1949 [2]. En même temps, le Royaume-Uni a été pratiquement coupé de cette source inappréciable de ferraille qu'était pour lui l'Allemagne occidentale après la guerre, et sa production totale d'acier brut a fléchi.

Même si les approvisionnements en coke et en minerai de fer n'avaient pas été limités, il n'est pas certain que la production de fonte du Royaume-Uni eût pu dépasser au cours de la première moitié de l'année, de plus d'un demi-million de tonnes (taux annuel), le chiffre qu'elle a effectivement atteint. La difficulté essentielle rencontrée par ce pays à la fin de 1951 a été qu'en raison peut-être des quantités de ferraille d'Allemagne occidentale dont on disposait auparavant, la capacité des fours des aciéries avait été poussée au-delà de celle des hauts fourneaux, de sorte que la première est actuellement supérieure de 30% environ au chiffre de 1937 tandis que la seconde ne s'est accrue que de 20%. Il sera impossible de remédier à cette situation tant que les hauts fourneaux d'une capacité d'un million de tonnes qui sont actuellement en construction ne produiront pas à plein. De plus, cette capacité devra encore être accrue de 500.000 tonnes pour qu'il soit possible d'atteindre les objectifs prévus dans le nouveau plan à long terme de production. Ce plan prévoit un taux annuel de production de lingots de quelque 18 millions de tonnes, taux qui a presque été atteint à un moment donné en 1950. Pendant le premier semestre de 1951, la production est tombée à 16 millions et demi de tonnes, et il est peu probable que la production d'acier du Royaume-Uni puisse remonter rapidement dans un avenir rapproché si les approvisionnements en ferraille ne redeviennent pas à peu près normaux.

En Allemagne occidentale, la situation a évolué si rapidement que, dès le troisième trimestre de 1951 — à une période de l'année où, dans la plupart des pays, la production subit un fléchissement saisonnier — la production d'acier brut atteignait un taux annuel ne représentant pas moins de 14 millions de tonnes alors que la moyenne du premier semestre avait été de 13 millions de tonnes. Ce résultat a été obtenu, en partie grâce à l'augmentation de la production et des importations de minerai de fer [3] et en partie grâce à l'augmentation de la proportion des disponibilités totales de ferraille «achetée» qui était réservée à la consommation intérieure : 90% du total de la ferraille «achetée» provenant d'autres sources que l'industrie sidérurgique sont restés dans le pays pendant le troisième trimestre alors que, pendant le premier semestre de l'année, cette proportion n'était que de 80%.

En France et dans la Sarre, le taux annuel de la production de lingots d'acier s'est élevé pendant le premier semestre de 1951 à 12.300.000 tonnes, taux qui n'avait encore jamais été atteint et dépassait de 20% celui de 1937; rien qu'en France, le taux de la production a été tout au moins légèrement supérieur à celui de 1929. Ces résultats ont été obtenus grâce à l'accroissement de la production nationale et des

[1] En août 1951, la production de minerai luxembourgeois a dépassé de 66% le chiffre atteint en août 1950.

[2] En 1950, les disponibilités en coke ont, pendant une partie de l'année, été supérieures à la demande de l'industrie sidérurgique; à cette époque, alors que la concurrence devenait très vive sur le marché de l'acier, on a cherché, sans aucun doute, à réduire le prix de revient en utilisant au maximum les quantités de ferraille dont on disposait et qui étaient alors suffisantes.

[3] Pendant le troisième trimestre, la production de minerai a atteint un taux annuel de 11.600.000 tonnes au lieu de 10.500.000 pendant le premier semestre. Les importations de minerai qui varient considérablement selon les saisons, ont dépassé de plus de 25% le chiffre du troisième trimestre de 1950.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA URBINO

Tableau 24

PRODUCTION D'ACIER ET CONSOMMATION DE MATIÈRES PREMIÈRES DANS LES PAYS DE L'EUROPE ORIENTALE [a]

En millions de tonnes

	1936-1938	1950	1951 Chiffres fixés par les plans	1951 Résultats (évaluations)
Production d'acier brut	6,0	8,1	9,6	9,3
Consommation totale de fonte et de ferraille	6,6	8,9	10,5	10,2
dont :				
Contenu en métal du minerai [b]	2,2	2,8	3,4	3,0
Chutes d'aciérie	1,3	1,8	2,1	2,0
Autres ferrailles [c]	3,1	4,3	5,0	5,2
Production de fonte	3,1	4,7	5,3	4,9
Proportion générale de ferraille utilisée [d]	*73*	*75*	*74*	*77*

Sources : Bulletin trimestriel des statistiques de l'acier, Commission économique pour l'Europe, et rapports sur l'exécution des plans.

NOTE. — Dans le calcul des évaluations, on a utilisé les coefficients techniques suivants : consommation totale de fonte et de ferraille, 109 % de la production d'acier brut; consommation de ferraille dans les hauts fourneaux, 7 % de la production de fonte; chutes d'aciérie, 22 % de la production d'acier brut. En ce qui concerne la période qui suit 1950, on a admis par hypothèse que la quantité de fonte consommée en dehors des fours d'aciérie était constante, mais ce n'est qu'une hypothèse de travail et le chiffre des besoins en ferraille a été obtenu comme résultat résiduel (Voir *b*).

a Allemagne orientale (territoire d'après guerre), Hongrie, Pologne (territoire d'après guerre), Roumanie et Tchécoslovaquie.

b Et autres matières, à l'exception de la ferraille, utilisées pour fabriquer la fonte qui est consommée dans les fours d'aciérie. L'écart entre cette série statistique et la série relative à la production de fonte est dû avant tout aux quantités de ferraille consommées dans les fonderies, etc., aux quantités de fonte qui vont dans le commerce et à la quantité de ferraille (6 à 8 % de la production de fonte) consommée dans les hauts fourneaux.

c Y compris la ferraille consommée dans les hauts fourneaux.

d Rapport entre la quantité totale de ferraille consommée et la quantité d'acier brut produite.

importations de coke, à la réduction des exportations nettes de ferraille et, comme on l'a déjà vu, à une augmentation de la production de minerai suffisante pour permettre un développement appréciable tant de la consommation intérieure que des exportations. En France et dans la Sarre, la proportion de ferraille enfournée est tombée en général de 47½ % en 1950 à 44 % au cours du premier semestre de 1951. Toutefois, au fur et à mesure que l'année 1951 avançait, la production française paraît être restée stationnaire, à cause, semble-t-il, du manque de coke. Les cokeries françaises avaient atteint la limite de leur capacité de production si bien que, malgré l'accroissement des importations en provenance de l'Allemagne occidentale, l'approvisionnement total en coke a été insuffisant pour satisfaire à une augmentation importante de la production d'acier. Plus tard, au mois d'octobre, la production française d'acier brut est remontée, et ce taux plus élevé s'est maintenu en novembre.

L'industrie sidérurgique et l'industrie mécanique de l'Europe orientale

Dans les économies planifiées de l'Europe orientale, la production des industries lourdes est presque entièrement fonction de l'offre et du rendement des divers facteurs de production; les variations cycliques de la demande ne l'atteignent pas. Aussi, pour ces pays, convient-il, avant d'examiner l'évolution de la situation des industries mécaniques, d'étudier d'abord la production d'acier. Le Tableau 24 indique comment s'équilibrent les approvisionnements en matières premières et la production d'acier dans l'ensemble des pays suivants : Allemagne orientale, Hongrie, Pologne, Roumanie et Tchécoslovaquie. Beaucoup de ces chiffres sont nécessairement des évaluations, mais étant donné ce que l'on sait de la structure générale des industries sidérurgiques de ces pays, les marges d'erreur ne sont probablement pas assez grandes pour nuire à la valeur de l'analyse. On constatera qu'à la différence de ce qui s'est passé en Europe occidentale, la quantité de ferraille nécessaire à ces pays qui était déjà importante, n'a pas augmenté de façon considérable depuis 1939. En fait, en 1950, la production de fonte a dépassé de plus de 50 % le chiffre de 1936-1938 alors que la production d'acier brut avait augmenté de 35 % environ. Dans l'ensemble, le pourcentage de ferraille employée dans la fabrication de l'acier n'a pas beaucoup varié, probablement parce que la proportion de fonte consommée dans les

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA URBINO

fonderies était plus élevée et que la structure du commerce s'était modifiée [1]. D'après les plans, ces pays avaient projeté d'augmenter encore leur production d'acier brut de 17% en 1951, mais la production de fonte ne devait s'élever que de 13%. Ces plans supposaient donc que l'on récupérerait, hors de l'industrie sidérurgique, 700.000 tonnes supplémentaires de vieux fers. Comme les importations nettes des pays de cette région étaient appelées à diminuer, la quantité totale de ferraille « achetée » à trouver dans la région même aurait dû augmenter dans des proportions atteignant 25%.

D'après les Rapports sur l'exécution des plans qui ont été publiés jusqu'ici, il paraît vraisemblable que l'augmentation projetée de la production d'acier brut ait été effectivement réalisée pour les trois quarts environ; il semble qu'on ait trouvé les 700.000 tonnes de ferraille qu'il fallait en plus [2], mais les objectifs fixés dans les plans pour la production de fonte sont loin d'avoir été atteints. Ces pays ont connu, pour leur production de fonte, certaines difficultés analogues à celles qui ont été rencontrées, par exemple, par le Royaume-Uni. En particulier, la production de charbon a fléchi, en Tchécoslovaquie, dans le bassin d'Ostrava, qui fournit à ce pays la plus grande partie de ses approvisionnements en coke; de plus, la Tchécoslovaquie fournit une partie de son coke à l'industrie sidérurgique polonaise, et le manque de coke s'est fait gravement sentir dans toute la région. La pénurie d'acier qui en est résultée a été plus prononcée en Tchécoslovaquie même où, comme on peut le voir d'après le Tableau 25, la production d'acier brut en 1951 n'a pas dépassé de plus de 9% le niveau de l'année précédente. Malgré les quantités d'acier importées de l'Union soviétique, les industries lourdes tchécoslovaques n'ont pu, faute de ce métal, exécuter leur programme de production et, au troisième trimestre de 1951, la production des industries mécaniques n'était supérieure que de 8% au chiffre atteint pendant la période correspondante de 1950, alors que le taux d'accroissement avait été de 20% ou même davantage pendant la période précédente. La production par année-ouvrier dans l'ensemble de l'industrie lourde est tombée, au troisième trimestre, considérablement au-dessous du niveau des douze mois antérieurs [3]. Le 9 novembre, le gouvernement a publié un arrêté spécial visant à améliorer la productivité de l'industrie sidérurgique. Les normes de rendement ont été relevées de 15%, une structure plus différenciée des salaires a été adoptée et, d'autre part, un nouveau système de contrôle technique a été mis en vigueur.

En Pologne, il semble que la production d'acier brut et la production des industries mécaniques aient atteint dans l'ensemble les chiffres prévus par les plans (une augmentation de 9% par rapport à 1950 était prévue pour l'acier) mais non, semble-t-il, sans des efforts et des difficultés considérables. En Pologne, comme en Hongrie, le taux d'ensemble d'expansion de la production des industries mécaniques et sidérurgiques a sensiblement dépassé le taux d'accroissement de la production d'acier pendant les trois dernières années. En Hongrie, les produits des industries mécaniques légères, tels que l'équipement électrique, représentent une part importante de la production mécanique; il n'est donc pas surprenant que les indices ne concordent pas. L'industrie mécanique

[1] On sait que la Pologne exporte de la fonte en Union soviétique et en Allemagne orientale, mais on ne dispose d'aucun renseignement au sujet des quantités que représentent ces exportations; l'Union soviétique, de son côté, a exporté de la fonte en Allemagne orientale.

[2] Alors qu'en Allemagne occidentale les quantités disponibles de ferraille de guerre sont, comme on l'a déjà indiqué, presque épuisées, il semble que ce soit loin d'être le cas en Allemagne orientale.

[3] Ce fléchissement ressort des chiffres indiqués dans les rapports trimestriels sur l'exécution du plan; il convient cependant d'interpréter ces rapports avec prudence, car, dans les rapports publiés ultérieurement, les indices concernant les périodes antérieures semblent implicitement avoir été modifiés. Toutefois, le détail des modifications apportées n'est pas indiqué. Le tableau ci-dessous en fournit un exemple :

Production et emploi dans l'industrie tchécoslovaque en 1951 (Indices pour la période correspondante de 1950 = 100)

Rapport publié le	Production [a]			Emploi		Production apparente par année-ouvrier	
	29 juill.	3 nov.		29 juill.	3 nov.		
Période considérée	1er sem.	3e trim.	Neuf premiers mois	1er sem.	3e trim. [b]	1er sem.	3e trim.
Groupes d'industries :							
Industries lourdes . . .	115	111	116	112	115	103	96
Industries légères . . .	105	105	104	101	98	104	107
Industries alimentaires .	120	115	127	113	108	106	106
Ensemble des industries .	113	111	114	108	107	104	104

Source : Rudé Právo.

[a] Les indices de la production, publiés le 3 novembre, pour les neuf premiers mois, ne concordent manifestement pas avec les indices du troisième trimestre, publiés à la même date, à moins, toutefois, que les indices parus le 29 juillet aient été relevés.

[b] Situation au 30 octobre 1951 par rapport au 30 octobre 1950. On ne possède pas de chiffres indiquant la moyenne de l'emploi pendant les neuf premiers mois par rapport à la moyenne de la période correspondante de 1950.

Tableau 25

PRODUCTION DE L'INDUSTRIE MÉCANIQUE, PAR SECTEURS PRINCIPAUX DE CETTE INDUSTRIE, EN TCHÉCOSLOVAQUIE, EN POLOGNE, EN ALLEMAGNE ORIENTALE ET EN HONGRIE

Indices — période correspondante de l'année précédente = 100

	1949	1950 Année entière	1951			
			Trois trimestres	Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre
Tchécoslovaquie :						
Métallurgie de l'acier	109 [a]	109 [a]	109 [a]	109 [a]	111 [a]	107
Ensemble des secteurs de l'industrie mécanique	112	122 *	117 *	122 *	120 *	108 *
Industrie mécanique lourde	123	127	115 *	122	120	104 *
Construction d'automobiles et d'avions	111 [b]	112	125 *	132	130	109 *
Mécanique de précision [c]	..	120	104 *	109	103	99 *
Mécanique générale	..	127	124 *	126	126	119 *
Pologne :						
Métallurgie de l'acier	118	109	109	108	111	108
Ministère de l'industrie lourde [d]	124	124	119	119	121	117
Allemagne orientale :						
Métallurgie de l'acier	215	165 *	158 *	164 *	158 *	153 *
Ensemble des secteurs de l'industrie mécanique	140	139 *	128 *	136 *	136 *	123 *
Petite mécanique	..	138 *	129 *	142 *	134 *	123 *
Matériel et appareils électriques	..	143 *	109 *	104 *	128 *	110 *
Mécanique de précision et optique	..	129 *	173 *	172 *	181 *	168 *
Hongrie :						
Métallurgie de l'acier	116	120	118	118	116	120
Construction mécanique	144	142	148	147	149	149

Sources : Plans et rapports sur l'exécution des plans et *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire*, Bucarest, 12 janvier 1951.

NOTE. — Les évaluations (*) sont établies d'après le rapport qui existe entre les pourcentages d'augmentation prévus dans les plans et les pourcentages annoncés comme représentant la mesure dans laquelle les objectifs prévus dans les plans ont été dépassés ou, au contraire, n'ont pas été atteints; pour faire ces calculs, on a admis par hypothèse que les plans établis pour des périodes couvrant soit une année entière, soit un semestre, envisageaient un taux d'augmentation constant de la production au cours des divers trimestres considérés. Pour la Tchécoslovaquie, les indices de l'« ensemble des secteurs de l'industrie mécanique», pour 1950 et 1951, représentent la moyenne arithmétique des indices officiels des quatre secteurs distincts.

a Ensemble de la métallurgie. Les métaux non ferreux n'ont qu'une importance secondaire.

b Chiffre calculé d'après l'indice de la production de véhicules à moteur.

c Selon la nomenclature tchécoslovaque, ce terme comprend aussi certaines machines légères.

d Cette rubrique comprend à la fois la métallurgie et la production mécanique, mais ne s'étend pas aux mines.

lourde de la Pologne est beaucoup plus importante que celle de la Hongrie et il semble que, dans la structure générale de la production mécanique, les produits lourds l'aient emporté ces dernières années sur les autres. Il se peut que le niveau des stocks ait baissé, mais il ne paraît pas probable que ce facteur compte pour beaucoup dans la divergence que l'on relève entre les indices sur une période aussi longue. Ce qui explique peut-être beaucoup plus cette divergence c'est le fait que le processus de reconstruction de l'après-guerre avait alors atteint un stade où la quantité d'acier nécessaire à la fabrication des rails, aux houillères et à l'industrie du bâtiment était proportionnellement moins élevée, de sorte que la majeure partie des quantités supplémentaires d'acier fabriquées pouvait aller à l'industrie mécanique. En outre, les exportations polonaises d'acier en 1949, dernière année pour laquelle on possède des chiffres, se sont élevées à 325.000 tonnes environ, ce qui représente approximativement 15% de la production. On sait qu'en 1951, la Pologne a exporté de l'acier en Allemagne orientale; malgré cela, le total des exportations polonaises d'acier a probablement diminué.

En ce qui concerne l'Allemagne orientale, il semble que la production d'acier de 1951 doive correspondre aux prévisions du plan, c'est-à-dire qu'elle dépasserait de près de 60% celle de 1950, mais resterait cependant légèrement inférieure à la production d'avant guerre;

dans les industries mécaniques, le taux d'accroissement de la production n'a été que de 30% environ En 1950, l'Allemagne orientale a été fortement tributaire de ses importations d'acier : au cours des huit premiers mois de l'année, elle aurait fait venir 250.000 tonnes d'acier de l'Union soviétique et l'on sait qu'elle en a acheté des quantités importantes à la Pologne et à l'Allemagne occidentale. Aucune statistique n'a été publiée pour 1951, mais l'on signale que ce pays a de nouveau eu recours à des importations d'acier de Pologne et d'Union soviétique portant, pour ce dernier pays, sur des quantités assez considérables; cependant, le chiffre total des importations a probablement diminué en raison du fléchissement des quantités importées d'Allemagne occidentale.

La production d'acier de l'Allemagne orientale représentait, aussi bien en 1951 qu'avant la guerre, moins d'un dixième du total de la production allemande de ce métal; cependant, la part de l'Allemagne orientale dans la production totale des industries mécaniques allemandes avant la guerre était loin d'être négligeable et, pendant la guerre, le gouvernement nazi s'est attaché à déplacer systématiquement vers l'est les usines de l'ouest, dans l'espoir d'éviter les attaques aériennes [1]. De même qu'en Allemagne occidentale, cet important secteur de l'industrie était à la fin des hostilités totalement désorganisé et ruiné; peu après, d'ailleurs, le démontage des usines vint encore réduire sa capacité de production. Un nombre important d'ouvriers spécialisés perdirent leur emploi ou trouvèrent du travail ailleurs : plus tard — ce fut également le cas pour la Pologne — il a été possible de résorber cette main-d'œuvre inemployée, ce qui permit de réaliser un accroissement rapide de la production, une fois redevenu normal l'apport des autres facteurs de production. Le Diagramme 5 ci-dessus montre quels ont été les résultats et indique, en même temps que la courbe suivie par la production dans les principaux pays producteurs d'Europe occidentale, le mouvement de la production des industries mécaniques en Allemagne orientale. On constatera qu'en somme, au cours de ces dernières années, la reprise s'est opérée à une cadence à peu près aussi rapide qu'en Allemagne occidentale : les deux courbes sont, en effet, sensiblement parallèles. De part et d'autre de la frontière interzones, les taux d'accroissement de la production, qui étaient très élevés, ont commencé à baisser en 1951 : en Allemagne orientale, l'avenir dépend en très grande partie des progrès qui auront été faits pour résoudre le problème de l'approvisionnement en acier.

Modifications récemment apportées aux plans à long terme

Dans les plans économiques officiels à long terme établis en vue de l'industrialisation des pays de l'Europe orientale, les industries mécaniques jouent un rôle de la plus haute importance. Depuis le milieu de l'année 1950, les plans primitivement conçus ont été profondément modifiés en vue de faire une place encore plus importante à l'industrie lourde. Si l'on examine les nouveaux plans, on constate qu'ils visent en particulier à augmenter les approvisionnements d'acier, à assurer dans les diverses branches de l'industrie une spécialisation régionale plus marquée et à permettre la production de biens d'investissement et d'armements en plus grandes quantités [2]. Pour ce faire, il a fallu modifier de façon appréciable et dans les deux sens — augmentation et diminution — les objectifs de production fixés pour certains articles [3] et établir les accords commerciaux sur des bases nouvelles.

Le Tableau 26 indique comment, d'après les nouveaux plans, les chiffres fixés comme objectifs de la production de fonte et d'acier ont été relevés de façon que les nouvelles augmentations de production projetées actuellement dans le secteur des industries mécaniques puissent être réalisés. En Tchécoslovaquie, les chiffres assignés comme objectifs à la production

[1] Les chiffres du tableau ci-dessous illustrent ces deux faits :

Part de l'Allemagne orientale dans le total de la production allemande [a]

En pourcentages

	1936	*1943*
Moteurs à combustion interne [b]	6,2	20,7
Turbines à vapeur [b]	10,4	18,1
Machines-outils	34,4	34,7
Machines textiles [b]	66	65,8
Camions à moteur	30,3	..
Transformateurs de plus de 20 kW.	37,6	..
Ampoules électriques	29,5	41,4

Sources : Recensements de la production en Allemagne.

[a] Ce tableau rapproche les chiffres de la production obtenue dans le territoire actuel de l'Allemagne orientale, y compris la zone est de Berlin, du montant total de la production obtenue, en 1936 et en 1943, dans le territoire de l'Etat allemand en 1936.

[b] Non compris la zone est de Berlin. En 1936, dans ce qui est aujourd'hui la zone est de Berlin, la production de ces articles représentait en tout cas moins de 1% du total de la production allemande.

[2] Voir également Chapitre 4.

[3] Comme les objectifs fixés pour l'ensemble de la production ont été relevés, les rectifications apportées dans le sens d'une augmentation sont plus nombreuses et plus importantes que celles qui tendent à une diminution.

Tableau 26

MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PLANS A LONG TERME CONCERNANT L'INDUSTRIE MÉCANIQUE ET L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE EN TCHÉCOSLOVAQUIE, EN ALLEMAGNE ORIENTALE ET EN HONGRIE

	Valeur ou quantité			Indices	
				Dernière année du plan primitif = 100	*Production effective pendant l'année de base = 100* [a]
	Unité	Dernière année			
		du plan primitif	du plan révisé	du plan primitif	du plan révisé
Tchécoslovaquie — 1953					
Fonte	Million de tonnes	2,7	..	159	..
Acier brut	Million de tonnes	3,5	4,3	130	159
Ensemble de l'industrie mécanique	Milliard de couronnes	92,3	110,4	193	231
Industrie mécanique lourde	Milliard de couronnes	22,4	33,1	238	352
Automobiles et avions	Milliard de couronnes	15,4	77,3	169 [b]	252 [b]
Autres secteurs de l'industrie mécanique	Milliard de couronnes	54,5		..	..
Allemagne orientale — 1955					
Fonte	Million de tonnes	1,25	2,00	371	594
Acier brut	Million de tonnes	3,00	3,10	303	313
Ensemble de l'industrie mécanique	Milliard de DM.	11,25	11,58	205	211
Matériel pour centrales électriques	Milliard de DM.	..	..	284	610
Equipement métallurgique et matériel minier	Millier de tonnes	..	224,60	136 [c]	271
Wagons de marchandises	Millier de wagons	13,00	..	250	179
Voitures de voyageurs	Unité		..	273	231
Camions	Millier	24,00	59,00	1.000	2.460
Tracteurs	Millier	12,00	11,00	232	213
Machines agricoles	Milliard de DM.	0,162	0,102	245	154
Hongrie — 1954					
Fonte	Million de tonnes	0,96	1,28	240	320
Acier brut	Million de tonnes	1,60	2,20	186	256
Ensemble de l'industrie mécanique	Milliard de forints	11,59	25,25	225	490
Quincaillerie, mécanique de précision, équipement et appareillage électriques	Milliard de forints	4,00	12,00	167	500
Autres secteurs de l'industrie mécanique	Milliard de forints	7,59	13,25	276	481

Sources : Documents relatifs aux plans et déclarations officielles.

[a] Les années de base sont celles qui précèdent la première année du plan, c'est-à-dire : en Tchécoslovaquie 1948, en Allemagne orientale 1950 et en Hongrie 1949. Les valeurs en monnaie nationale sont établies aux prix de l'année de base.

[b] Automobiles seulement.

[c] Equipement métallurgique seulement.

réunie de l'industrie sidérurgique et des industries mécaniques, en 1953, ont été relevés de 20% environ, mais dans le total de la production des industries mécaniques, celui qui avait été fixé pour l'industrie mécanique lourde a été relevé de 50%. Dans ce secteur, l'expansion prévue devrait pouvoir en grande partie être réalisée au moyen d'une meilleure utilisation de la capacité existante, mais, pour développer la production d'acier, il faudra construire un assez grand nombre d'installations nouvelles. En réalité, il est prévu d'après les plans que la capacité de production d'acier doit augmenter de 42% de 1950 à 1953, alors qu'au cours de cette même période, l'accroissement prévu pour la production d'outillage et d'équipement des industries mécaniques n'est que de 12%.

En Allemagne orientale, le chiffre fixé comme objectif de la production de fonte a été relevé de 60%, tandis que les chiffres fixés pour la production d'acier brut et la production des industries mécaniques n'ont guère été modifiés. La raison de ces modifications vient sans aucun doute de la crainte de voir s'épuiser les disponibilités en ferraille de guerre de l'Allemagne orientale; c'est aussi que l'on veut permettre à cette région de s'affranchir peu à peu de la nécessité d'importer de la fonte de l'Union soviétique.

En Hongrie, après la révision des plans, les chiffres fixés comme objectifs pour 1954 ont été relevés de 35% environ aussi bien pour la production de fonte que pour la production d'acier, mais, en même temps, le chiffre à atteindre par la production des industries mécaniques a été plus que doublé. La spécialisation des industries mécaniques légères sera plus poussée de façon que le pays ne soit pas nécessairement tributaire des importations d'acier : les chiffres fixés comme objectifs pour la production d'équipement et d'appareillage électriques ont été triplés, tandis que les chiffres fixés pour les « autres produits de l'industrie mécanique » ont été relevés de 75%.

Dans tous les nouveaux plans relatifs aux industries mécaniques, les chiffres de production à atteindre par les entreprises productrices d'équipement minier, les industries sidérurgiques et l'industrie du bâtiment, ont été relevés et, dans tous ces plans, le chiffre de la production de véhicules de transport routier a été augmenté. En revanche, il a généralement été abaissé pour les machines agricoles et les tracteurs, bien qu'en Tchécoslovaquie, on envisage une production plus considérable de tracteurs lourds; malgré tout, les augmentations prévues demeurent assez importantes [1]. La Tchécoslovaquie continuera à produire une grande variété de machines industrielles. Comme on l'a dit plus haut, la part des industries mécaniques lourdes dans le total de la production des industries mécaniques doit augmenter sensiblement et d'autres secteurs du groupe des industries mécaniques fabriqueront dorénavant des produits lourds. L'Allemagne orientale devra, avec la Tchécoslovaquie, assurer en majeure partie l'approvisionnement de toute la région en matériel d'équipement électrique lourd, en équipement minier et en matériel de fonderie, en machines pour l'industrie chimique et en machines-outils lourdes. En ce qui concerne les wagons de chemins de fer, la Pologne fournit un exemple particulièrement intéressant de spécialisation; les chiffres fixés pour la production polonaise de wagons ont été relevés de façon sensible tandis que les chiffres concernant l'Allemagne orientale ont été réduits. En réalité, il semble que le nombre de wagons fabriqués par la Pologne en 1951 n'ait pas été de beaucoup inférieur au nombre de wagons fabriqués dans le Royaume-Uni [2].

Il n'a pas été publié de renseignements statistiques détaillés sur les accords commerciaux qui seront conclus à la suite de ces modifications; on a évalué, toutefois, que dès 1951 la part des industries mécaniques dans le montant total des quantités exportées d'Allemagne orientale a augmenté de 45% au lieu de 30% en 1950 et l'on sait qu'en Tchécoslovaquie, cette proportion doit atteindre 50% en 1953. La totalité des exportations de produits des industries mécaniques tchécoslovaques doit aller à l'Union soviétique, ainsi qu'à d'autres pays d'Europe orientale et à la Chine. On sait également que « plus de la moitié » de la production prévue pour 1953 dans chacune des branches suivantes de l'industrie et pour chacun des articles suivants doit être exportée : en Tchécoslovaquie, constructions mécaniques lourdes, machines-outils et véhicules de transport routier; en Allemagne orientale, constructions mécaniques lourdes, matériel d'équipement électrique lourd et instruments de précision.

Résultats de la production des industries mécaniques d'Europe orientale en 1951

Le Tableau 27 présente un résumé des renseignements dont on dispose actuellement sur les progrès réalisés dans la production de certains produits ou groupes de produits des industries mécaniques. Ces statistiques sont extraites des rapports périodiques sur l'exécution des plans publiés au cours de l'année : les chiffres relatifs à chacun des divers produits sont en général cités comme exemples de cas où les plans ont été exécutés avec succès et il ne semble pas que, dans l'esprit des auteurs des rapports, ils doivent être représentatifs de la situation de l'ensemble du secteur. C'est certainement la raison pour laquelle les indices de la plupart des groupes de produits énumérés

[1] On ne possède pas de renseignements complets sur les modifications apportées aux plans en Pologne, mais il semble que les observations générales qui précèdent s'appliquent également à ce pays.

[2] Voir Tableaux 17 et 27.

Tableau 27

PRODUCTION DE CERTAINS PRODUITS DES INDUSTRIES MÉCANIQUES EN TCHÉCOSLOVAQUIE, EN POLOGNE, EN ALLEMAGNE ORIENTALE ET EN HONGRIE

Quantités, valeurs et indices — période correspondante de l'année précédente = 100

	Unité	Tchécoslovaquie			Pologne			Allemagne orientale			Hongrie		
		1950		1951	1950		1951	1950		1951	1950		1951
		Quantités	Indices		Quantités	Indices		Quantités	Indices		Quantités	Indices	
Energie et constructions mécaniques générales													
Générateurs électriques		..	..	..	..	..	108 (3)	..	..	..	..	149	152
Moteurs électriques	Millier	448,00 *a b*	..	..	..	..		..	132 *c*	136 (1-2)	..		
Transformateurs		..	..	123 (3) *d*	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Roulements à billes		..	..	122 (3)	..	302	302	..	160	..	..	..	..
Industrie													
Matériel d'exploitation minière	Million de tonnes	..	..	177 (3) *e*	..	..	134 (1)	82,80	..	113 (1)	..	..	..
Machines-outils	Millier	11,81 *a*	..	..	5,18	129	123	8,65 *f*	..	233 (3) *g*	1,87 *a*	196 *g*	167 *g*
Equipement p. l'industrie chimique		..	..	..	..	..	165 (1)	..	..	..	..	..	..
Machines textiles		..	..	..	..	..	102 (1)	..	..	..	..	..	..
Matériel de construction	Million de DM.	..	..	..	..	..	229 (2)	69,7	..	..	..	..	..
Transports													
Locomotives	Unité	..	..	..	..	106	126	..	..	..	269	113	127
Wagons	Millier	11,00 *a h*	..	196 (3)	15,74	102	228	4,96 *f h*	140	..	4,55	82	83
Camions	Millier	16,40 *i*	..	207	..	309	260	2,40 *f*	271	..	8,72	261	293
Matériel divers de transport et de chargement	Million de DM.	..	..	..	..	..	..	165,50	..	134 (1)	..	..	..
Agriculture													
Tracteurs	Millier	12,00	..	237 *j*	3,91	160	131 (1)	5,40 *f*	607	145 (1)	5,10	151	108
Machines agricoles diverses	Millier de tonnes	..	..	132 *k*	39,65	119	124	66,10 *l*	..	140 (1)	..	..	..
Consommateurs et commerce													
Automobiles	Millier	..	..	..	..	..	..	10,00 *f*	204	236 (1)	..	..	..
Motocycles	Millier	68,00 *a*	107	118 (1-2)	7,14	170	175	..	226	..	16,23	126	139
Bicyclettes	Millier	231,50 *a*	..	..	98,96	109	122 (1-2)	..	156	..	239,37	114	122
Postes de radio	Millier	267,70 *a*	110	106 (3)	116,11	176	159 (1-2)	..	..	..	..	143	111
Machines à coudre	Millier	104,10 *a*	125	114 (3)	..	..	..	..	..	..	..	148	129

Sources : Pour les indices, les chiffres ont été extraits des rapports sur l'exécution des plans. Pour la production exprimée en unités, on a puisé aux sources suivantes :

Tchécoslovaquie : *Industrial Reports*, Prague, 1948, N° 28–29, pages 186-188.

Pologne : *Wiadomósci Statystyczne*, Varsovie, 1951, N° 4, pages 4-8, et rapports sur l'exécution des plans; Hongrie : documents relatifs aux plans et rapports sur l'exécution des plans; Allemagne orientale : documents relatifs aux plans.

NOTE. — Sauf indication contraire, les indices pour 1951 se rapportent aux neuf premiers mois de l'année. Ils représentent la moyenne arithmétique des divers pourcentages d'augmentation de chacun des trois premiers trimestres par rapport aux trimestres correspondants de l'année précédente, tels qu'ils ont été publiés dans les rapports sur l'exécution des plans. Dans le cas où il n'existe pas de renseignements pour tous les trois trimestres, le chiffre placé entre parenthèses à la suite de l'indice indique le ou les trimestres auxquels cet indice se rapporte.

a Se rapporte à 1948.
b De moins de 25 kW.
c De plus de 10 kW.
d De plus de 5.000 kW.
e Transporteurs dans les mines.
f Objectif prévu dans les plans. Il a été signalé que pour les camions et les automobiles, les chiffres prévus dans les plans n'ont pas été tout à fait atteints.
g Tours.
h Wagons de marchandises et voitures de voyageurs.
i Y compris les automobiles, quantités exprimées en quantités équivalentes de camions.
j De plus de 60 CV.
k Machines à battre.
l Millions de DM.

dans le tableau sont supérieurs à l'indice général correspondant donné dans le Tableau 25 [1].

Il n'est guère douteux qu'au début, le processus d'adaptation aux nouveaux plans a, dans une certaine mesure, ralenti le rythme général d'expansion de la production. Il importe donc d'examiner les résultats effectivement obtenus, indiqués dans les Tableaux 25 et 27, ainsi que les appréciations que l'on peut tirer des rapports publiés, en les rapprochant des modifications opérées : on constate qu'en de nombreux cas, les taux d'expansion singulièrement ambitieux actuellement prévus dans les plans ne sont atteints qu'au prix de grandes difficultés. C'est ainsi que, si la progression enregistrée en Tchécoslovaquie dans les constructions mécaniques lourdes durant les neuf premiers mois de 1951 a permis à la production d'atteindre un niveau de 15% supérieur à celui de la période correspondante de 1950, l'on a reproché à maintes reprises à cette branche d'industrie, dans les rapports trimestriels, de n'avoir pas atteint les objectifs de production prévus et d'avoir nui par suite à l'exécution des engagements d'exportation pris envers l'Union soviétique et d'autres pays d'Europe orientale. Les plans n'ont pas été exécutés en ce qui concerne notamment la production de grues, de dragues, de turbines, de chaudières à vapeur et de locomotives en Tchécoslovaquie et en ce qui concerne la fabrication des moteurs diesel, de l'équipement des industries sidérurgiques et des moteurs électriques lourds en Allemagne orientale. Au cours du troisième trimestre, la production de machines-outils de l'Allemagne orientale a été plus de deux fois celle du troisième trimestre de 1950; de même en Hongrie, en 1951, la production de machines-outils a augmenté de près de 70%. Mais, dans le plus important pays producteur de machines-outils, à savoir la Tchécoslovaquie, la production est restée inférieure aux chiffres prévus par le plan, particulièrement en ce qui concerne les machines-outils lourdes, et aucune statistique de production n'a été publiée pour cette branche [2].

Par contre, dans un certain nombre de cas, la production a progressé de façon satisfaisante, conformément aux plans. Comme on pouvait s'y attendre, lorsque les modifications tendaient à donner une importance particulière à des secteurs traditionnels de l'industrie, les objectifs fixés ont été plus facilement atteints. Ainsi, en 1951, les plans ont été exécutés, en Tchécoslovaquie, en ce qui concerne la production des industries mécaniques en général et, en Allemagne orientale, dans le secteur des machines de précision et des instruments d'optique; l'accroissement effectif de la production enregistré dans ces deux branches, calculé sur la base de neuf mois, a été de 24% et de 73% respectivement. On constate également que les chiffres accrus fixés comme objectifs de la production de véhicules automobiles ont été atteints : dans les quatre pays énumérés au Tableau 27, la production de camions a doublé ou même triplé en 1951 et le chiffre total de la production pour l'ensemble du groupe est maintenant voisin de 60.000 unités par an, alors que la production courante du Royaume-Uni atteint approximativement 120.000 unités [3]. La légère accélération du rythme d'accroissement de la production de machines électriques tant en Allemagne orientale qu'en Hongrie est également le résultat de la décision prise, comme on l'a déjà signalé, de relever les chiffres fixés comme objectifs à ces branches d'industrie dans les deux pays.

Quant aux effets de la réduction des chiffres prévus par les plans, il est plus difficile d'en trouver des exemples dans les statistiques dont on dispose actuellement : dans le cas le plus important — celui des tracteurs agricoles — ni la Pologne ni l'Allemagne orientale n'ont publié de rapports statistiques depuis le premier trimestre de 1951. Toutefois, la Hongrie a fait connaître que, pendant les neuf premiers mois de l'année, la production de tracteurs agricoles n'avait dépassé que de 8% le chiffre atteint pendant la période correspondante de 1950, alors qu'au cours de cette dernière année, l'augmentation avait été de 51%. Par contre, en Tchécoslovaquie, la production de tracteurs lourds a plus que doublé, tandis que celle des tracteurs légers a diminué.

La pénurie de charbon en 1951

En Europe orientale aussi bien qu'en Europe occidentale, la demande de houille a sensiblement dépassé en 1951 les disponibilités fournies par la production intérieure. Le Tableau 28 montre que l'extraction a augmenté de 3% au Royaume-Uni, de 4% en Europe orientale et d'un peu plus — 6% — en Europe occi-

[1] Sauf pour la Hongrie en 1951 où, à l'exception de trois produits seulement, les indices sont sensiblement inférieurs.

[2] Les dernières statistiques parues datent de 1948.

[3] Le chiffre cité pour le Royaume-Uni englobe tous les véhicules commerciaux dont la charge utile va de ¾ de tonne à 6 tonnes et comprend par conséquent des véhicules tels que les voitures de livraison qui ne sont peut-être pas comprises dans les statistiques des pays de l'Europe orientale.

Tableau 28

PRODUCTION, COMMERCE [a] ET DISPONIBILITÉS DE HOUILLE

En millions de tonnes

Année	ROYAUME-UNI [b]				AUTRES PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE					EUROPE ORIENTALE [c]		
	Production	Exportations	Importations	Disponibilités	Production [d]	Importations nettes en provenance du Royaume-Uni	Importations en provenance de pays de l'Europe orientale	Importations nettes en provenance d'autres pays	Disponibilités	Production	Exportations à destination de pays de l'Europe occidentale	Disponibilités [e]
1946 . .	193	5	—	188	158	4	4	14	180	66	4	62
1947 . .	201	1	1	201	180	1	7	34	222	81	7	74
1948 . .	213	11	—	202	199	8	11	18	236	93	11	82
1949 . .	219	14	—	205	227	11	12	10	260	97	12	85
1950 . .	220	14	—	206	236	11	11	—	258	101	11	90
1951 . .	226	8	1	219	252	7	10	25	294	106	10	96

Sources : Etudes sur la situation économique de l'Europe en 1948 et en 1950, Commission économique pour l'Europe; *Bulletin mensuel des statistiques du charbon*, Commission économique pour l'Europe, et statistiques commerciales des divers pays.

a Non compris le charbon de soute.

b Non compris l'Irlande du Nord.

c U.R.S.S. non comprise.

d Y compris le Pechkohle allemand.

e Y compris les quantités fournies à l'U.R.S.S., qui atteignent approximativement 8 à 9 millions de tonnes par an.

dentale continentale où, durant l'année 1950, la production française et la production belge avaient été freinées par l'insuffisance de la demande. Au Royaume-Uni, l'accroissement de la production a été dû en partie au rétablissement de la semaine de six jours et en partie aussi à une nouvelle amélioration légère du rendement par poste; l'emploi y a également augmenté quelque peu [1].

En Europe orientale, l'accroissement de la production est presque exclusivement dû à la Pologne où l'extraction a augmenté de 5%, soit 3.250.000 tonnes, au cours des onze premiers mois de l'année. Plus de la moitié de cette augmentation semble provenir de l'amélioration de la productivité qui, selon le gouvernement, a augmenté de 40 kilogrammes par poste, soit environ 3% [2]. En Tchécoslovaquie, comme on l'a déjà vu à la section 1 ci-dessus, les disponibilités en charbon ont connu, en 1951, un recul important qui a eu des répercussions sur toute l'économie tchécoslovaque et même sur toute la région. Le bassin d'Ostrava, où l'on sait que l'extraction a diminué en chiffres absolus, assure normalement 85% environ des approvisionnements du pays en houille. L'emploi semble avoir augmenté de quelque 3% au cours de l'année mais la mobilité de la main-d'œuvre a été très prononcée, même si l'on fait la part des fluctuations qui sont normales dans les charbonnages [3], et la productivité n'a pas augmenté : par suite, le gouvernement a décidé d'appliquer, en vue d'augmenter l'extraction, des mesures analogues à celles qu'il a adoptées pour l'industrie sidérurgique [4]. Comme dans d'autres pays d'Europe, les normes de rendement seront relevées, le mode de calcul des salaires modifié, et l'on a déjà entrepris d'accélérer la mécanisation.

Du côté de l'offre, bien que les résultats varient d'un pays à l'autre, il y a, jusqu'ici, une similitude marquée entre les problèmes qui se présentent en Europe orientale et ceux de l'Europe occidentale. Pourtant, la similitude prend fin comme il était à prévoir, si l'on considère la demande. En Europe orientale, l'accroissement de la demande était la conséquence inévitable d'une industrialisation accélérée et en particulier de la rapide augmentation de la

[1] Le Chapitre 6 contient une analyse plus détaillée des problèmes de production qui se posent au Royaume-Uni et dans d'autres pays de l'Europe occidentale.

[2] Il est intéressant de noter que cet accroissement de la productivité en Pologne a coïncidé avec une année au cours de laquelle les charbonnages ont reçu 26 haveuses et 7 chargeuses mécaniques nouvelles pour chaque tranche de 10 millions de tonnes de charbon extrait. Au Royaume-Uni, où, sur neuf mois, le rendement par poste, fond et jour, a augmenté de 2%, les chiffres correspondants (et ramenés à un taux annuel) pour les neuf premiers mois ont été de 29 haveuses et 0,4 chargeuse.

[3] On sait que les effectifs permanents des charbonnages d'Ostrava sont légèrement inférieurs à ce qu'ils étaient en 1947.

[4] Voir page 68 ci-dessus.

production de la sidérurgie, des industries chimiques et des autres industries grosses consommatrices de charbon. En Europe occidentale, en revanche, où les disponibilités ont augmenté de 13% sur le continent et de 7% au Royaume-Uni, l'ampleur de l'augmentation de la demande a causé une certaine surprise. La demande destinée à satisfaire les besoins courants devait évidemment augmenter dans des proportions importantes après le faible niveau qu'elle avait atteint en 1950, mais il semble certain aussi que les achats tendant à la constitution de stocks aient joué un rôle considérable. Les acheteurs du secteur privé et du secteur public se sont sans aucun doute abstenus pendant l'hiver 1949/50 dans l'attente d'une baisse des prix (et en partie parce qu'ils s'attendaient, en raison du ralentissement de l'activité, à voir encore diminuer leur consommation future). Puis, sous l'effet des menaces de guerre, et en présence d'une hausse des prix, ils ont cherché à s'approvisionner au-delà de leurs besoins courants. Il est impossible, malheureusement, de mesurer quantitativement ce mouvement des stocks parce que les statistiques européennes en la matière sont insuffisantes [1].

En raison de la pénurie, un certain nombre de pays de l'Europe occidentale ont remis en vigueur le mécanisme de répartition qu'ils avaient laissé tomber en désuétude, tandis que d'autres ont commencé à freiner la constitution des stocks ou la consommation en rendant son plein effet à la réglementation antérieurement existante qu'ils avaient en général continué à suivre mais en satisfaisant en général à 100% tous les besoins. On trouve une autre manifestation de la pénurie dans l'intérêt accru pris aux combustibles solides de basse qualité tels que le lignite; le Royaume-Uni est même parvenu à exporter des « schlamms », qui normalement ne sont pas considérés comme un produit marchand [2]. En Europe orientale, la production de lignite a augmenté de 11% et, calculée en équivalent de houille, elle concourt pour près de 40% à l'approvisionnement total de cette région en combustibles solides.

L'Europe occidentale a évité les graves conséquences de la pénurie qui frappait sa principale source d'énergie en recourant à des importations en provenance des Etats-Unis, qui ont augmenté rapidement :

1951	*Millions de tonnes*
Premier trimestre	2,9
Deuxième trimestre	5,7
Troisième trimestre	7,0
Quatrième trimestre	9,2

Pour assurer le transport de ces quantités supplémentaires, on a augmenté la flotte mondiale des « tramps » en réarmant un grand nombre de « Liberty ships » mis en réserve après la guerre. Auparavant, la hausse des taux de fret était déjà telle [3] que le prix du charbon américain débarqué était plus de deux fois plus élevé que son prix f.o.b., déjà double lui-même du prix au départ de la mine (5 dollars par tonne contre 7 à 14 dollars pour le charbon européen pris sur le carreau des mines). Ce prix coûteux du charbon américain a pesé lourdement sur la balance des paiements de nombreux pays, d'autant plus qu'une fraction importante, non seulement du charbon, mais encore du fret, doit être payée en dollars. Quoi qu'il en soit, les importations de charbon ont permis de faire face à la demande dans une mesure telle qu'en Europe occidentale la production n'a souffert du manque de combustible que dans un petit nombre de cas particuliers.

En Europe occidentale, les effets de la pénurie sur les prix de la houille ont été radicalement différents suivant qu'il s'agissait de pays importateurs ou des principaux pays producteurs qui, dans une large mesure, peuvent se dispenser d'un appoint extérieur. C'est ainsi qu'en Belgique, en Allemagne occidentale et au Royaume-Uni, les prix n'ont monté que modérément et qu'en général la hausse n'a pas dépassé celle du coût de l'extraction. Par contre, dans les pays importateurs, il y a eu des hausses brutales qui, dans les cas limites de l'Autriche et de la Suède, ont dépassé 70%. Ce mouvement des prix apparaît dans les chiffres suivants :

Prix de gros moyens de la houille

Pourcentages de hausse, octobre 1950 à octobre 1951

Belgique	4	France	42
Royaume-Uni	9	Pays-Bas	51
Allemagne occidentale	12	Suède	72
Suisse	21	Autriche	79
Italie	41		

[1] La série statistique la plus complète qui ait été publiée concerne la Grande-Bretagne, pays qui n'a cessé pendant toute la période considérée d'appliquer au charbon un régime de répartition. Elle ne peut donc pas être très représentative.

[2] Ce produit n'est compris dans aucun des chiffres figurant au Tableau 28.

[3] On a cité pour 1951 divers chiffres variant de 10 à 12,50 dollars par tonne, alors que le taux du fret était, au milieu de l'année 1950, de 4,50 dollars.

Bien entendu, ces hausses ne sont pas, pour la totalité, imputables à la cherté du charbon américain; les prix d'exportation d'autres pays ont en effet augmenté parallèlement. Le prix du charbon polonais a monté au point de rejoindre ou dépasser le prix du charbon américain déchargé; le prix d'exportation du charbon de l'Allemagne occidentale s'est élevé de 32% en août et le prix moyen des exportations en provenance du Royaume-Uni s'est relevé par petits paliers réguliers au cours de l'année, à l'occasion de la négociation de nouveaux accords. Les prix du charbon polonais ont été si élevés que certains pays ont refusé les offres polonaises; pourtant, pour l'ensemble de l'année, la Pologne a exporté dans les pays de l'Europe occidentale sensiblement les mêmes tonnages qu'en 1950, bien qu'il fût devenu de plus en plus difficile de trouver en échange des fournitures d'une valeur économique égale qui ne fussent pas frappées d'exclusive en tant que « produits stratégiques » : c'est la raison de l'échec, en décembre dernier, des négociations commerciales polono-danoises relatives au charbon.

Pour les pays d'Europe occidentale important peu de charbon, la nécessité soudaine de se tourner vers les Etats-Unis pour en faire venir une importante fraction de leurs approvisionnements s'est traduite non seulement par une hausse brutale des prix, mais par une certaine désorganisation de leurs industries. Ce problème périodique est la conséquence d'importantes fluctuations de la demande qui, beaucoup moins violentes, il est vrai, que celles qui s'étaient manifestées avant la guerre, ont continué à se produire dans l'Europe occidentale d'après guerre. Mais, à la différence de ce qui se passait avant la guerre, il n'y a plus, dans les deux grands pays producteurs, ces réserves de mineurs ou de mines qui pouvaient venir renforcer la production en temps d'augmentation de la demande. Le Tableau 28 montre comment cette situation s'est aggravée en 1951 du fait que le Royaume-Uni non seulement n'a pas pu augmenter ses exportations, mais les a effectivement réduites; au Royaume-Uni, la demande de la consommation a, elle aussi, augmenté plus que l'année précédente et, en outre, pendant l'hiver 1950/51, la consommation n'a été alimentée qu'au prix d'une diminution trop considérable des stocks. Toutefois, même si le Royaume-Uni avait maintenu ses exportations, de larges importations de source américaine auraient encore été nécessaires : l'augmentation des disponibilités totales de l'Europe occidentale continentale en 1951 a dépassé de beaucoup les exportations globales du Royaume-Uni en 1950.

La différence entre la demande totale de charbon, aux prix courants, de l'Europe occidentale en 1951 et sa propre production n'a représenté qu'une proportion relativement peu élevée de la consommation totale. Mais ce faible déficit a eu des répercussions disproportionnées et la pénurie croissante de combustibles solides a accentué l'importance du charbon dans les accords commerciaux bilatéraux, rendant particulièrement difficile la situation de pays, comme l'Autriche, qui sont dans une position peu favorable pour négocier de tels accords.

Chapitre 3

COMMERCE ET PAIEMENTS INTERNATIONAUX

1. La structure générale du commerce

Aggravation de la balance commerciale de l'Europe avec les pays extra-européens

Les progrès que les pays d'Europe avaient réalisés antérieurement en vue de parvenir à équilibrer leur balance commerciale et des paiements avec les pays extra-européens ont été brusquement interrompus en 1951 [1]. Jusque-là, le relèvement rapide de la production en Europe avait permis, pour certains articles manufacturés et produits de base qui d'ordinaire étaient produits en Europe, de réduire les importations anormalement considérables qui avaient eu lieu après la guerre, et ceci bien que les importations de nombreuses matières premières aient nécessairement augmenté avec le développement de la production industrielle. En définitive il y a eu un léger fléchissement du volume global des importations provenant des pays d'outre-mer pendant la période de 1948 à 1950. En même temps, le volume des exportations à destination des marchés extra-européens s'est accru et, en 1950, a atteint un niveau supérieur d'environ 40% à celui de 1948.

Cette amélioration de la balance commerciale de l'Europe, exprimée en volume, a toutefois été accompagnée et — du moins dans une certaine mesure — provoquée par une baisse des prix à l'exportation comparés aux prix à l'importation pratiqués dans les échanges avec les pays extra-européens. La modification la plus importante du taux d'échange s'est produite bien entendu en septembre 1949, date à laquelle de nombreux pays européens ont dévalué leur monnaie, et cette évolution défavorable a été fortement accentuée par l'augmentation des prix des produits de base qui a précédé l'ouverture des hostilités en Corée, et par la hausse beaucoup plus grande encore qui a suivi. En conséquence, la diminution du déficit de la balance commerciale de l'Europe avec les pays extra-européens, bien qu'elle ait été considérable, a été sensiblement inférieure à celle qu'aurait causée la seule évolution du volume des échanges.

Si l'on pouvait nettement prévoir pendant le second semestre de 1950 que l'équilibre de la balance commerciale de l'Europe avec les pays extra-européens présenterait des difficultés accrues, celles-ci n'ont pas sensiblement modifié la situation réelle des paiements au cours de cette même année. Le volume des importations est demeuré relativement faible, en partie à cause des récoltes abondantes, en partie à cause des prélèvements opérés sur les stocks, et les prix plus élevés cotés pour la plupart des matières premières ne se sont traduits par une augmentation des prix des importations effectives qu'après un décalage de plusieurs mois. De plus, il s'est produit, vers la fin de l'année, un accroissement exceptionnel des exportations européennes, principalement sous la forme d'achats plus nombreux effectués par les Etats-Unis. En dépit donc de l'aggravation de son taux d'échange, le déficit commercial de l'Europe vis-à-vis des pays extra-européens a été ramené de 4,1 milliards de dollars en 1949 à 2,7 milliards en 1950.

On ne pouvait s'attendre que cette conjoncture économique favorable fût durable. En 1951, l'Europe a dû porter un double fardeau, d'une part une augmentation importante du volume des importations en provenance des pays extra-européens, d'autre part une hausse des prix des matières premières. Bien que le volume des exportations vers les pays extra-européens se soit de nouveau accru sensiblement et que les prix à l'exportation aient également monté, les gains réalisés grâce aux exportations n'ont pas été suffisants pour empêcher la réapparition d'un déficit important dans les échanges avec les pays extra-européens.

D'après les évaluations qui figurent au Tableau 29, on peut se faire une idée de l'ampleur de ces mouvements. L'incidence de l'évolution défavorable du taux d'échange de l'Europe depuis 1949 ressort du fait que le « volume » du déficit de l'Europe vis-à-vis des pays extra-européens (si la valeur des

[1] Ainsi qu'on le verra dans les tableaux, l'analyse de la situation commerciale et des paiements de l'Europe avec les pays extra-européens ne porte nécessairement que sur les pays pour lesquels on dispose de statistiques commerciales, à savoir : essentiellement les pays de l'Europe occidentale.

Tableau 29

EXPORTATIONS, IMPORTATIONS ET BALANCES COMMERCIALES DES PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE [a]

En millions de dollars, f.o.b.

Année	Aux prix constants de la période janv.–sept. 1949				Aux prix courants			
	Commerce avec les pays extra-européens [b]			Commerce avec les pays de l'Europe occidentale	Commerce avec les pays extra-européens [b]			Commerce avec les pays de l'Europe occidentale
	Importations	Exportations	Solde	Importations = Exportations	Importations	Exportations	Solde	Importations = Exportations
1948	15.000	9.200	—5.800	8.700	15.000	9.100	—5.900	8.600
1949	14.700	10.600	—4.100	10.000	14.000	9.900	—4.100	9.400
1950	14.200	13.000	—1.200	12.800	12.500	9.800	—2.700	10.400
1951 [c] . . .	16.200	15.200	—1.000	14.300	17.800	13.300	—4.500	13.800

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».
a Pour les pays considérés, voir Tableau 1.
b Le commerce avec les pays de l'Europe orientale est compris dans les chiffres.
c Janvier–septembre 1951, au taux annuel.

importations et des exportations est calculée aux prix pratiqués avant les dévaluations) serait tombé d'un chiffre à peine inférieur à 6 milliards de dollars en 1948 à 1 milliard de dollars tout juste en 1951, tandis que la « valeur » réelle du déficit a presque doublé de 1950 à 1951 et s'élevait à un chiffre inférieur de 25% seulement à celui de 1948. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que ce déficit représente un fardeau économique considérablement plus léger qu'en 1948, à la fois parce que sa valeur en chiffres réels a diminué à cause de la hausse générale des prix et parce que le volume de la production européenne a considérablement augmenté. Si on le mesure en pourcentage des exportations européennes à destination des marchés extra-européens, l'on constate que le déficit de la balance commerciale a diminué de 65% en 1948 à 28% en 1950, pour se relever de nouveau à 35% environ en 1951.

En même temps qu'il fournit des chiffres sur le commerce de l'Europe avec les pays extra-européens, le Tableau 29 souligne aussi le développement rapide du commerce entre les pays de l'Europe occidentale [1]. Exprimé en volume, l'accroissement entre 1948 et 1951 a été d'environ deux tiers, soit en gros le même que celui des exportations à destination des pays extra-européens, bien que les progrès du commerce intereuropéen aient été relativement plus grands en 1950 et relativement plus faibles en 1951. Cette augmentation, exprimée en dollars courants, comme on le voit dans la dernière colonne du tableau, a été inférieure à celle du volume, mais cette différence traduit simplement les modifications des taux de change dues à la dévaluation. Si l'on considère l'ensemble des échanges commerciaux à l'intérieur du groupe, l'augmentation des exportations a représenté une augmentation correspondante des importations, mais cette remarque ne s'appliquerait naturellement pas aux pays du groupe pris séparément.

Situation de certains pays pris séparément.

Sous l'influence des changements rapides qui se sont produits au cours des deux dernières années, la situation de certains pays européens a différé à des degrés divers — dans certains cas, elle a été plus favorable, et dans d'autres elle l'a été moins — des résultats d'ensemble qui figurent au Tableau 29. On constatera ces différences au Tableau 30, qui indique les changements relatifs survenus de 1949 à 1950 et de 1950 à 1951 dans le volume, la valeur et les prix dérivés globaux des importations et des exportations de certains pays, y compris leurs échanges réciproques. Dans chaque cas, les mouvements relatifs indiqués vont des neuf premiers mois d'une année aux neuf premiers mois de l'année suivante, si bien que la période sur laquelle portent les statistiques correspond en gros aux situations qui existaient avant les dévaluations monétaires

[1] Les tendances très différentes du commerce entre les pays de l'Europe occidentale, d'une part, et les pays de l'Europe orientale, d'autre part, font l'objet d'un examen distinct à la section 3 de ce chapitre.

Tableau 30

VOLUME, PRIX DÉRIVÉS, VALEUR ET BALANCE DU COMMERCE DES PAYS EUROPÉENS AVEC L'ÉTRANGER

Pour les 9 premiers mois de chaque année

Pays	Année (Neuf premiers mois)	*Indices — période correspondante de l'année précédente = 100*								Solde effectif de la balance commerciale c f.o.b. *(En millions de dollars)* Moyenne trimestrielle	Pourcentage des importations, f.o.b., couvert par les exportations
		Volume			Prix dérivés *(exprimés en dollars des Etats-Unis)*			Valeur courante *(exprimée en dollars des Etats-Unis)*			
		Importations	Exportations	Solde en volume *a*	Importations	Exportations	Taux d'échange *b*	Importations	Exportations		
Royaume-Uni . .	1950	102	115	89	77	72	107	79	83	—102,5	*93*
	1951	114	106	108	133	115	116	153	121	—627,4	*74*
Pays-Bas	1950	132	138	96	77	72	107	102	98	—138,5	*70*
	1951	109	123	88	124	116	106	134	144	—151,1	*75*
Danemark	1950	123	131	94	78	70	112	97	92	— 39,7	*80*
	1951	98	120	82	125	107	117	123	128	— 41,1	*83*
France	1950	103	127	81	84	78	108	87	99	+ 19,9	*103*
	1951	115	132	87	131	114	114	151	151	+ 33,7	*103*
Allemagne occidentale . . .	1950	130	208	63	89	75	118	111	155	—115,3	*79*
	1951	111	162	69	130	119	110	145	194	+ 52,0	*107*
Italie	1950	102	120	85	83	84	99	84	100	— 45,0	*86*
	1951	113	114	99	132	117	113	149	141	— 85,5	*82*
Suisse	1950	119	107	112	86	99	91	108	106	— 10,8	*95*
	1951	130	131	99	123	109	116	148	129	— 54,3	*83*
Belgique–Luxembourg . .	1950	108	97	111	86	76	113	98	80	— 33,6	*92*
	1951	114	131	87	127	135	94	141	174	+ 76,3	*113*
Suède	1950	124	130	95	77	71	108	95	92	— 0,2	*100*
	1951	127	103	123	127	157	81	162	161	— 0,8	*100*
Norvège	1950	105	131	80	78	69	114	83	89	— 62,4	*60*
	1951	113	112	102	119	132	90	125	156	— 49,8	*75*
Finlande	1950	112	132	85	77	65	118	87	86	—	*100*
	1951	119	119	99	142	179	79	169	214	+ 38,2	*127*
Turquie	1950	120	98	122	80	100	80	98	99	— 11,8	*81*
	1951	115	103	111	118	129	92	137	148	— 17,4	*80*

NOTE. — Dans ce tableau les indices des prix dérivés ont été obtenus à l'aide de coefficients de pondération mobiles courants, excepté pour l'Italie, la Suède et la Suisse. Voir les « Notes sur les statistiques ».

a Rapport entre l'indice du volume des importations et l'indice du volume des exportations.

b Rapport entre l'indice des prix dérivés à l'importation et l'indice des prix dérivés à l'exportation.

c Excédent des importations (—); excédent des exportations (+).

de 1949 et avant et après que les événements de Corée eussent réagi de façon diverse sur le volume et la valeur des échanges internationaux.

L'évolution de 1949 à 1950 des exportations calculées en volume indique en gros les effets de la dévaluation : tandis que, pour les pays qui avaient dévalué leur monnaie de 20% ou davantage, les exportations se sont accrues de façon caractéristique d'environ un tiers, cette augmentation a été sensiblement inférieure en ce qui concerne la Suisse et l'Italie, et les exportations de la Belgique sont restées stationnaires. Toutefois, le Royaume-Uni a éprouvé des difficultés à utiliser au maximum les possibilités de vente offertes par la dévaluation, et ses exportations ont augmenté d'une façon beaucoup moins marquée que celles des autres pays qui avaient dévalué.

Les changements survenus de 1950 à 1951 se présentent sous un jour quelque peu différent. Ici encore, dans beaucoup de cas, le volume des exportations a brusquement augmenté, mais cette fois la façon dont se répartissent les changements semble avoir été fonction de différences dans les conditions qui déterminent l'offre des marchandises à exporter plutôt que des avantages relatifs dont pouvaient bénéficier les divers pays au point de vue de la concurrence. Ce sont le Royaume-Uni, la Suède et la Norvège qui ont accusé les augmentations les plus faibles. Dans l'économie de ces pays, le plein emploi est réalisé depuis un certain nombre d'années, et l'accroissement de la production industrielle de 1950 à 1951 a été faible alors que la demande intérieure restait active.

Dans tous les autres pays figurant au tableau, à l'exception de l'Italie [1], l'augmentation des exportations a été supérieure à celle de la production. Ces pays étaient à même de profiter du développement intense des exportations, car ils disposaient de réserves de production inutilisées et ne subissaient pas de forte pression de la part du marché intérieur. Les exportations de l'Allemagne occidentale ont accusé une augmentation remarquable de plus de 60%, qui vient s'ajouter aux progrès encore plus rapides de l'année précédente, tandis que les exportations de la France, de la Suisse et de la Belgique augmentaient de 30% ou davantage pour chacun de ces pays. Les Pays-Bas et le Danemark, où cependant le plein emploi avait jusqu'ici été réalisé, appartiennent également à ce groupe. On a mentionné dans le chapitre précédent que ces deux pays ont récemment adopté une politique de déflation, si bien que leur production industrielle a cessé de progresser ou a même fléchi. Etant donné que dans ces pays — contrairement à ce qui s'est passé dans le Royaume-Uni, en Suède et en Norvège — l'insuffisance de la demande s'opposait au développement de la production, il n'a pas été difficile d'approvisionner les marchés étrangers; les exportations danoises ont augmenté d'environ 20% et celles des Pays-Bas dans une proportion encore plus forte.

Il y a cependant moins de raisons d'être satisfait de cette tendance générale des exportations européennes à monter en flèche entre 1950 et 1951 si, au lieu de comparer les résultats pour l'ensemble des neuf mois de chacune des deux années, on considère les mouvements trimestriels les plus récents. Dans le Tableau 31 ci-après, le volume des exportations pendant le troisième trimestre de chacune des années 1949, 1950

Tableau 31

CHANGEMENTS SURVENUS DANS LE VOLUME DES EXPORTATIONS DU PREMIER SEMESTRE AU TROISIEME TRIMESTRE DES ANNÉES 1949, 1950 ET 1951

Moyenne du premier et du deuxième trimestre de l'année correspondante = 100

Pays	1949	1950	1951
Royaume-Uni	95	103	99
France	89	102	88
Pays-Bas	114	127	104
Belgique	95	83	92
Suisse	107	120	101
Italie	110	115	98
Danemark	100	118	94
Suède	117	108	101
Norvège	82	103	105
Finlande	162	139	149
Allemagne occidentale	116	134	111
Autriche	90	113	98
Ensemble des pays énumérés [a] y compris Royaume-Uni	102	107	100
Ensemble des pays énumérés [a] non compr. Royaume-Uni	107	109	100

Sources : Ces chiffres sont tirés des mêmes sources que ceux qui figurent dans le Tableau XXI de l'Annexe A.

[a] Les indices pour chaque pays sont pondérés d'après la valeur des exportations de la période de base.

[1] Si le volume global des exportations de l'Italie n'a pas augmenté davantage, cela est dû principalement au fait que les exportations de produits alimentaires ont été moins importantes en 1951 qu'en 1950. Cependant, les exportations de produits industriels se sont élevées d'environ 20%, soit dans une proportion plutôt supérieure à l'augmentation de la production industrielle italienne (les comparaisons portent sur les neuf premiers mois de chaque année).

et 1951 est indiqué en pourcentage de la moyenne pour les deux premiers trimestres de la même année.

Bien entendu, on ne pouvait pas s'attendre que l'accroissement des exportations au cours du troisième trimestre de 1951 fût aussi grand qu'en 1950, où les effets des achats spéculatifs étaient apparus nettement dans le chiffre des exportations dès le trimestre qui a suivi le début de la guerre de Corée. On peut cependant remarquer que, dans tous les pays pour lesquels on possède des données, à l'exception du Royaume-Uni, de la Norvège et de l'Autriche, l'augmentation a été plus faible (ou la diminution plus grande) au cours du troisième trimestre de 1951 qu'elle n'avait été en 1949. Même la fermeté relative des exportations britanniques pendant le troisième trimestre de 1951 est plus apparente que réelle, les exportations du Royaume-Uni ayant été particulièrement faibles pendant le troisième trimestre de 1949, époque où s'était répandu le bruit d'une dévaluation imminente de la livre. Les tendances qu'indique le tableau permettent donc de penser que le développement des exportations européennes s'arrêtait pendant le second semestre de 1951. Les renseignements provisoires sur les derniers mois de l'année indiquent que l'accroissement des exportations entre le troisième et le quatrième trimestre a été beaucoup plus faible que celui normalement prévu en raison de facteurs purement saisonniers.

Le volume des importations de la plupart des pays européens avait également augmenté en 1950 par rapport à l'année précédente, bien que, dans la plupart des cas, cette augmentation ait été moins sensible que celle du volume des exportations. Il ressort du Tableau 30 que cette augmentation a été de beaucoup supérieure à la moyenne dans cinq pays, la Suède, la Suisse, l'Allemagne occidentale, les Pays-Bas et le Danemark. Parmi ces pays, les deux premiers avaient et ont encore une balance des paiements créditrice et ils ont pu se permettre de continuer à accroître leurs importations pendant l'année suivante. Cependant, en Suisse, au cours du troisième trimestre de 1951 [1], il y a eu une chute marquée des importations, assez analogue à celle survenue aux Etats-Unis où, comme on l'a vu au Chapitre 1, les importations ont été fortement influencées par l'évolution des stocks industriels et commerciaux et de la politique officielle de constitution de stocks. Les trois autres pays mentionnés ont connu de graves difficultés de balance des paiements et ont dû ralentir, de façon radicale, le rythme de leurs importations de 1950 à 1951. Au Danemark, le volume des importations n'a même pas augmenté. Dans ce pays — ainsi qu'aux Pays-Bas — la diminution la plus forte des importations s'est produite pendant le troisième trimestre de 1951, lorsque la politique de déflation de ces pays a commencé à porter des fruits, tandis que l'Allemagne occidentale imposait une limitation draconienne des importations au début de l'année afin de rétablir la situation de ce pays dans le cadre de l'Union européenne de paiements.

Dans d'autres pays, en particulier dans le Royaume-Uni, en France et en Italie, les importations étaient restées en 1950 à un niveau relativement faible. Dans le cas du Royaume-Uni au moins, cette situation a été due en partie au refus des acheteurs de payer les prix très élevés pratiqués pendant le second semestre de 1950 et il a fallu, en conséquence, opérer des prélèvements sur les stocks. Mais, devant une production accrue et des pressions inflationnistes, les importations ne pouvaient être maintenues à ce faible niveau, aussi le volume des importations du Royaume-Uni, ainsi que celui de la France et de l'Italie, se sont-ils accrus d'environ 15% de 1950 à 1951. Cette augmentation n'a pas porté exclusivement sur les matières premières, mais aussi sur les biens de consommation dont les importations ont été augmentées en France et en Italie afin de lutter contre la hausse des prix intérieurs. Au Royaume-Uni, la nécessité d'importer a augmenté progressivement au cours de l'année et, pendant le troisième trimestre, les importations ont atteint un volume supérieur de 25% à celui de la période correspondante de l'année antérieure.

En définitive, ces mouvements divergents du volume des importations et de celui des exportations ont, dans la plupart des pays, amélioré la « balance du volume des échanges » en ce sens que le volume des exportations a augmenté beaucoup plus que celui des importations. Il s'agissait là en vérité d'un ajustement nécessaire — si l'on voulait éviter de graves difficultés dans la balance des paiements — de la part de ces pays, qui, en majorité, avaient un taux d'échange défavorable. Au Royaume-Uni, la difficulté d'accroître les exportations, la nécessité d'une forte augmentation des importations et une aggravation sérieuse du taux d'échange se sont conjugués pour faire naître une nouvelle crise de la balance des paie-

[1] Voir Annexe A, Tableau XXI.

ments. De même, la balance commerciale de l'Italie et celle de la Suisse sont devenues moins favorables, du fait d'exportations relativement faibles chez l'une et d'importations relativement importantes chez l'autre, bien que ces deux pays, en particulier la Suisse, aient été, pour faire face à ces difficultés, dans une situation comparativement plus forte que la plupart des autres [1].

Il y a cinq pays, la Belgique, la Suède, la Norvège, la Finlande et la Turquie, dont le taux d'échange s'est amélioré dernièrement et qui, naturellement, se sont trouvés dans une bien meilleure situation. Les exportations de ces pays sont composées en grande partie de matières premières industrielles, principalement d'acier en ce qui concerne la Belgique, de produits forestiers pour les trois pays nordiques, et de coton en Turquie. En Norvège et en Finlande, le volume des importations et des exportations s'est accru à un rythme sensiblement égal, et les gains dus à un taux d'échange plus favorable se sont traduits par une amélioration de la balance commerciale. La balance commerciale de la Belgique s'est brusquement améliorée — avec des conséquences extrêmement gênantes pour ses partenaires commerciaux — par suite de l'effet conjugué de relations de prix favorables, d'une forte augmentation du volume des exportations et d'un accroissement relativement modéré de la demande d'importations de ce pays, tandis que le taux d'échange de la Suède s'est amélioré à un point tel que ce pays a pu faire face à un volume d'importations accru de 25% sans que le volume des exportations ait changé sensiblement, et a pu maintenir l'équilibre de son « compte-échanges ».

Evolution comparée des exportations à destination des pays extra-européens et à destination de l'Europe

L'augmentation du volume global des exportations des pays de l'Europe pendant la période allant des neuf premiers mois de 1950 à la période correspondante de 1951 a été à peu près de même ordre — environ 20% — que l'augmentation qui s'est produite de 1949 à 1950. Cependant, dans ce chiffre moyen, les exportations à destination des pays extra-européens et le commerce intereuropéen se sont comportés de façon assez différente pendant ces deux années. En 1950, un des nouveaux facteurs prédominants a été la libération considérable des échanges entre pays de l'Europe occidentale : en conséquence, de 1949 à 1950 le commerce intereuropéen s'est beaucoup plus développé que les exportations à destination des pays extra-européens. Il se peut que, dans une certaine mesure, le brusque accroissement des exportations à destination des pays européens ait été réalisé en maintenant les exportations à destination des pays extra-européens à un niveau inférieur à celui qu'elles auraient pu atteindre. Par exemple, il y a lieu de croire que ce fut le cas pour les textiles. En 1951, la situation a présenté un aspect tout à fait différent : on ne pouvait pas, bien entendu, espérer que les mesures prises pour libérer les importations continueraient à accroître le commerce intereuropéen par rapport aux exportations à destination des pays extra-européens une fois que le niveau supérieur des échanges aurait été atteint et, en 1951, l'on n'a enregistré aucun progrès significatif dans la libération des échanges. Il a même fallu, dans un cas important, revenir en arrière : l'Allemagne occidentale, au printemps de cette même année, est revenue provisoirement à un contrôle complet des importations [2]. En revanche, l'accroissement de la demande qui a suivi l'ouverture des hostilités en Corée a eu au moins autant de répercussions sur les exportations à destination des pays d'outre-mer que sur les échanges entre pays européens.

Il en est résulté que, de 1950 à 1951, la plupart des pays de l'Europe occidentale ont accru leurs exportations à destination des pays extra-européens dans une proportion beaucoup plus forte que leurs exportations à destination des pays d'Europe. Cette remarque vaut non seulement pour les pays dont les exportations globales ont augmenté rapidement, mais aussi pour le Royaume-Uni, dont les exportations à destination des pays non européens se sont accrues de 8% en volume tandis que ses exportations à destination de l'Europe continentale restèrent pour ainsi dire stationnaires. Néanmoins, ainsi qu'il ressort du Tableau 32, l'accroissement des exportations des pays de l'Europe occidentale à des-

[1] En France, la balance commerciale dans son ensemble s'est améliorée, mais en grande partie grâce à un excédent d'exportations à destination des pays extra-européens de la zone monétaire française, et, comme on le verra dans une section ultérieure de ce chapitre, l'état des ressources en dollars de la France a donné lieu à des difficultés.

[2] Par suite des contrôles plus rigides appliqués aux importations, les importations de l'Allemagne occidentale en provenance des pays européens sont tombées de 40% du premier au deuxième trimestre de 1951; pendant le trimestre suivant, elles se sont relevées à peu près au niveau du premier trimestre.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA URBINO

Tableau 32

EXPORTATIONS DE DIX-HUIT PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE [a] A DESTINATION DE L'EUROPE ET DES PAYS EXTRA-EUROPÉENS

Taux annuels calculés d'après les 9 premiers mois de chaque année

Pays exportateur	Exportations à destination de l'Europe occidentale			Exportations à destination des pays extra-européens [b]		
	Indices du volume		Valeur courante en 1951 (En millions de dollars)	Indices du volume		Valeur courante en 1951 (En millions de dollars)
	1950 (1949=100)	1951 (1950=100)		1950 (1949=100)	1951 (1950=100)	
Royaume-Uni	130	99	2.063	108	108	4.972
Allemagne occidentale	190	141	2.156	302	205	1.197
Seize autres pays de l'Europe occidentale	115	122	9.594	121	128	7.082
Total	125	120	13.813	118	123	13.251

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».

a Pour les pays considérés, voir Tableau 1.

b Y compris le commerce avec la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, l'U.R.S.S. et la Yougoslavie.

tination des pays extra-européens n'a été, dans l'ensemble, que de 3% supérieur à l'accroissement du commerce intereuropéen. Ce chiffre apporte la preuve que le Royaume-Uni occupe une place très importante dans les échanges de l'Europe avec les pays extra-européens : étant donné que le Royaume-Uni compte pour près de 40% dans les exportations de l'Europe occidentale à destination des pays extra-européens (contre 15% seulement dans le commerce intereuropéen), la faible augmentation globale des exportations britanniques abaisse l'indice des exportations extra-européennes beaucoup plus que celui du commerce intereuropéen.

Développement des exportations de l'Allemagne occidentale

Le Tableau 32 indique également la montée constante du commerce d'exportation de l'Allemagne occidentale. De 1949 à 1951, les exportations allemandes à destination d'autres pays de l'Europe occidentale se sont accrues de presque 170% pour atteindre un niveau qui, calculé en prix courants, est légèrement supérieur à celui du Royaume-Uni. Pendant la même période, les exportations de l'Allemagne occidentale à destination des pays extra-européens qui, antérieurement, restaient loin derrière celles de la plupart des autres pays, ont atteint un volume plus de six fois supérieur à celui de 1949. Même dans ces conditions, l'Allemagne occidentale compte en 1951 pour moins de 10% dans les exportations de l'Europe occidentale à destination des pays extra-européens par comparaison avec 17% environ pour l'ensemble de l'Allemagne en 1938 et, dans l'atmosphère généralement favorable au développement des exportations pendant les dernières années, la réapparition de l'Allemagne occidentale comme vendeur sur les marchés mondiaux n'a pas jusqu'à présent posé de grave problème aux autres exportateurs européens. C'est dans les secteurs où les exportations de l'Europe vers les pays extra-européens tendant à être limitées par les quantités disponibles, que les exportations de l'Allemagne se sont le plus développées. Dans le domaine des textiles, où l'avenir des exportations européennes semble précaire, les exportations de l'Allemagne occidentale à destination des pays extra-européens restent extrêmement faibles, par comparaison avec le volume actuel des exportations de textiles des autres pays européens et par comparaison avec les exportations allemandes d'avant guerre. Comme on l'a fait remarquer au Chapitre 1, la faible proportion des textiles et l'importance des métaux et des produits de l'industrie mécanique dans les exportations allemandes ainsi que le volume apparemment faible, tout au moins jusqu'à présent, des besoins créés par le réarmement, constituent, pour l'Allemagne occidentale, une structure commerciale extrêmement favorable au développement éventuel de ses exportations si on la compare à celle des autres grands pays

de l'Europe occidentale [1]. Il est donc vraisemblable que le développement des exportations de l'Allemagne occidentale se poursuivra, bien qu'à un rythme sensiblement ralenti.

En 1948 et 1949, la reprise des exportations de l'Allemagne occidentale était loin de suivre le relèvement de la production industrielle en raison d'une demande intérieure extraordinairement forte et de la nécessité pendant un certain temps de reconstituer les stocks et de renouveler l'outillage avant de pouvoir réellement mettre en train les exportations. Toutefois, en 1950 et en 1951, les exportations se sont accrues beaucoup plus vite que la production industrielle, ainsi qu'il ressort du tableau suivant :

Indices des volumes (1936=100)

	Production industrielle	*Exportations globales*
1948	60	22
1949	88	42
1950	113	95
1951 [a]	134	138

[a] Onze premiers mois.

Par comparaison avec 1936, il apparaît que les exportations ont atteint un niveau légèrement supérieur à celui de la production industrielle. Le rapport des exportations à la production industrielle, en Allemagne occidentale, n'a donc pas augmenté autant que dans le Royaume-Uni, où, en 1951, les exportations représentaient 184% et la production industrielle 156% des volumes de 1938 [2]. Il est peu vraisemblable que cette proportion augmente, elle diminuerait même sans doute si le réarmement de ce pays devait prendre une importance considérable; il semble, d'une manière générale, que les exportations, dans le proche avenir, doivent être étroitement liées à l'augmentation de la production.

Importations des produits de base

Les différences constatées dans l'évolution récente des importations dans les pays envisagés séparément s'expliquent en grande partie par les diverses politiques de stockage adoptées par les gouvernements et les entreprises privées en présence de la demande accrue et de la hausse des prix. Il ressort du Tableau 33 que le volume global des importations de matières premières et de combustibles en Suisse, au Danemark et dans les Pays-Bas s'est très sensiblement accru pendant le semestre qui a immédiatement suivi l'ouverture des hostilités en Corée. La Suisse et les Pays-Bas ont, pendant le premier semestre de 1951, maintenu leurs importations de matières premières à un niveau élevé. Ce n'est que pendant le troisième trimestre de l'année que ce volume a fléchi comme on

Tableau 33

VOLUME DES IMPORTATIONS GLOBALES DE CERTAINES MATIÈRES PREMIÈRES INDUSTRIELLES ET DE CERTAINS COMBUSTIBLES ET CARBURANTS DANS ONZE PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE

Indices — 1949 = 100

Pays importateur	1950		1951
	Premier semestre	Second semestre	Premier semestre
France	97	82	95
Pays-Bas	120	127	130
Belgique-Luxembourg .	123	121	123
Suisse	96	164	164
Italie	119	117	130
Danemark	114	154	104
Suède	95	113	118
Norvège	92	109	114
Allemagne occidentale .	138	156	141
Autriche	114	94	101
Total des pays énumérés	112	117	119
Royaume-Uni	101	95	105

Source : Département des questions économiques de l'Organisation des Nations Unies.

NOTE. — Les chiffres indiquent le volume des importations, de toute provenance, des produits suivants : charbon et coke, produits pétroliers, acier, cuivre, concentrés d'étain, étain métal, bois, pâte de bois, cuirs et peaux, caoutchouc, laine brute, filés de laine, coton brut et filés de coton, fils artificiels. On a calculé le volume des importations de ces produits en appliquant les prix représentatifs de 1948 au tonnage réel des échanges.

[1] Pendant les neuf premiers mois de 1951, les exportations de métaux et de produits des industries mécaniques ont représenté 63% du chiffre global des exportations de l'Allemagne occidentale à destination des pays extra-européens. Les chiffres correspondants étaient de 47% pour le Royaume-Uni, de 40% pour la France et de 24% pour l'Italie. D'autre part, la proportion des textiles dans les exportations à destination des pays extra-européens était de 6% pour l'Allemagne occidentale, 22% pour le Royaume-Uni, 20% pour la France et 44% pour l'Italie.

[2] Les données concernant le Royaume-Uni reposent sur les onze premiers mois de l'année. Si les chiffres concernant l'Allemagne occidentale sont calculés sur la base de 1938 (comme c'est le cas pour le Royaume-Uni), l'accroissement relatif des exportations par comparaison avec la production industrielle semble considérablement plus élevé (environ 37% et 13% respectivement); mais ces résultats différents traduisent le fait que, sous le régime national-socialiste, l'accroissement de la production industrielle de 1936 à 1938 a été largement absorbé par la préparation de la guerre et par les besoins intérieurs et qu'une faible proportion seulement a été exportée.

Tableau 34

VOLUME DES IMPORTATIONS NETTES DE CERTAINES MATIÈRES PREMIÈRES, DE CERTAINS COMBUSTIBLES ET CARBURANTS ET DE CERTAINES DENRÉES ALIMENTAIRES DANS LES PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE

Taux annuel calculé d'après les 9 premiers mois de chaque année
En millions de dollars, aux prix c.a.f. représentatifs de 1951

Produit	Royaume-Uni			Autres pays de l'Europe occidentale [a]		
	1949	1950	1951	1949	1950	1951
Charbon et coke [b]	—	—	33	246	8	474
Pétrole brut et raffiné	563	564	726	899	1.081	1.344
Cuivre	110	108	133	108	104	127
Sciages résineux [c]	97	100	155	*d*	*d*	*d*
Pâte de bois [e]	38	23	50	*d*	*d*	*d*
Laine brute	780	630	508	1.405	1.365	1.002
Coton brut	818	756	734	1.506	1.709	1.509
Caoutchouc	152	233	294	410	394	492
Céréales panifiables	517	329	442	860	603	804
Céréales secondaires	112	194	227	549	470	464
Sucre [f]	215	192	245	..	..	..
Viande [f]	314	361	228	..	..	..
Graines oléagineuses [g]	228	223	189	379	315	512
Huiles et graisses animales et végétales [h]	251	279	192	203	340	342
Café	32	29	39	343	375	387
Thé	179	140	182	26	29	28
Tabac brut [i]	186	184	189	371	370	403

Sources : Les chiffres sont extraits principalement des Tableaux XXVIII et XXIX figurant dans l'Annexe A. Pour plus de détails, se reporter aux « Notes sur les statistiques ».

Note. — Sauf indication contraire ci-après, les chiffres indiquent la différence entre les importations globales de toute provenance et les exportations globales vers toute destination, du Royaume-Uni et des autres pays de l'Europe occidentale considérés dans leur ensemble. Exception faite du charbon et du coke, des sciages résineux, de la pâte de bois, du sucre et de la viande, les échanges entre le Royaume-Uni et l'Europe continentale sont assez faibles dans le cas des produits énumérés; c'est pourquoi on peut considérer que les chiffres indiquent approximativement le volume (aux prix constants de 1951) des importations nettes en provenance des pays extra-européens et des pays de l'Europe orientale, y compris l'U.R.S.S. Pour les produits mentionnés dans la phrase précédente, les chiffres portent sur les importations en provenance des pays n'appartenant pas à l'Europe occidentale spécifiés dans les notes *b*, *c*, *e* et *f*.

a Pour les pays considérés, voir Tableau 1.
b Importations en provenance des Etats-Unis seulement.
c Importations du Royaume-Uni en provenance du Canada, des Etats-Unis, du Brésil et des pays de l'Europe orientale (y compris la Yougoslavie et l'U.R.S.S.).
d Les chiffres n'ont pas été calculés parce que les importations nettes en provenance des pays n'appartenant pas à cette région sont négligeables par rapport à l'ensemble.
e Importations du Royaume-Uni en provenance du Canada, des Etats-Unis et de l'U.R.S.S.
f Importations du Royaume-Uni en provenance des pays extra-européens.
g Les chiffres ne sont pas parfaitement comparables à ceux du Tableau XXVIII.
h Non compris le beurre.
i Importations globales, exportations non déduites.

l'a déjà signalé. En Allemagne occidentale, les importations de matières premières se sont accrues rapidement en 1950 et elles sont restées à un niveau relativement élevé, bien que décroissant, pendant le premier semestre de 1951; le fléchissement s'est manifesté surtout en ce qui concerne les fibres textiles, les filés et les autres matières premières utilisées par l'industrie légère, et a traduit le ralentissement de la production des biens de consommation qui a été examiné au chapitre précédent. Dans d'autres pays, en particulier dans le Royaume-Uni et en France, les importations de matières premières sont restées assez faibles pendant le second semestre de 1950 et, ainsi qu'on l'a mentionné ci-dessus dans le cas du Royaume-Uni, cela n'a été possible que grâce à une réduction des stocks. Les prélèvements opérés sur les stocks dans le Royaume-Uni, en 1950, et la nécessité de reconstituer les stocks en 1951 ont, comme on le verra ultérieurement, grandement contribué aux fluctuations récentes de la balance des paiements du Royaume-Uni.

Le Tableau 34 indique, pour un certain nombre de produits importants, le chiffre net des importations des pays de l'Europe occidentale en provenance de

pays n'appartenant pas à la région [1]. Le déficit de la production européenne de charbon continue à peser lourdement sur le montant global des importations européennes. Les importations de charbon américain, qui en 1950 avaient été ramenées à un chiffre insignifiant, ont dû être reprises en 1951 en tonnages plus importants encore qu'en 1949, et leur coût global s'est élevé à près de 500 millions de dollars (c.a.f.). Les importations de pétrole ont continué à s'accroître rapidement, comme au cours des années précédentes, et le conflit anglo-iranien du pétrole ne semble pas, jusqu'à présent, avoir réduit les livraisons à l'Europe.

En dépit de la pénurie mondiale qui s'est manifestée, des quantités accrues de cuivre ont été expédiées en Europe en 1951. Par contre, l'acier a surtout été livré aux marchés extérieurs, en particulier en raison d'expéditions anormalement fortes vers l'Amérique du Nord (ainsi qu'on l'indique au Chapitre 2) et ceci en dépit de la demande non satisfaite des pays européens.

Les importations de coton, et plus encore celles de laine, ont fléchi brutalement en 1951. Dans le cas du coton, les pays européens avaient été désireux en 1950 de s'assurer des approvisionnements en provenance de pays n'appartenant pas à la zone dollar, après que les exportations de coton des Etats-Unis eurent été réduites. La forte chute des importations de laine traduit le peu d'empressement des acheteurs à payer les prix très élevés qui étaient cotés jusqu'au printemps de 1951 : les importations dans l'ensemble des pays de l'Europe occidentale pendant les neuf premiers mois de 1951 ont été de 25% inférieures à celles de la période correspondante de 1950. On ne peut tenir pour acquis que cette baisse sera automatiquement suivie d'une reprise, étant donné la forte diminution de la consommation de laine qui s'est manifestée à la fin de 1951.

Le volume remarquablement faible des importations de céréales de l'Europe occidentale pendant l'année civile 1950 semble n'avoir été qu'un phénomène passager dû à une répartition saisonnière anormale des importations plutôt qu'à des besoins moins importants d'importations. Alors que les importations de céréales, pendant l'année civile 1950, ont été inférieures de 5 millions de tonnes à celles de l'année précédente, il n'y a eu qu'une légère différence entre les deux campagnes agricoles de 1949/50 et 1950/51, ainsi qu'il ressort du tableau ci-après :

Importations brutes de céréales par les pays de l'Europe occidentale

(En millions de tonnes)

		Totaux semestriels	Totaux pour l'année civile	Totaux pour la campagne agricole
1949	Janvier-juin	12,1	24,1	22,5
	Juillet-décembre	12,0		
1950	Janvier-juin	10,5	19,4	
	Juillet-décembre	8,9		20,6
1951	Janvier-juin	11,7	23,5	
	Juillet-décembre	11,8		

NOTE. — Ces chiffres sont tirés des documents de base utilisés pour le Tableau XXVIII de l'Annexe A. Le chiffre concernant le second semestre de 1951 représente une évaluation établie d'après les importations du troisième trimestre.

Une fois de plus, il semble que les modifications des stocks des principaux pays importateurs, du Royaume-Uni et de l'Allemagne occidentale [2] expliquent le niveau extraordinairement faible des importations, et, pour les raisons exposées au Chapitre 2, les importations dans l'avenir immédiat seront probablement supérieures plutôt qu'inférieures à ce qu'elles étaient en 1951, en particulier les importations en provenance de pays appartenant à la zone dollar.

Etant donné qu'en 1951, une certaine reconstitution des stocks de matières premières a eu lieu dans plusieurs pays européens, il ne sera pas nécessaire que le volume des importations de produits de base en provenance de pays extra-européens en 1952 soit sensiblement plus grand qu'en 1951, sauf en ce qui concerne les céréales et le charbon. Toutefois, l'accroissement éventuel des besoins d'importations pour ces deux produits réunis pourra élever de 600 à 700 millions de dollars (c.a.f.) le coût global des importations en provenance des pays extra-européens. Ce chiffre, bien qu'il ne représente qu'environ 4% du chiffre global des exportations de l'Europe occidentale en provenance des autres régions, signifierait que les ressources en dollars devraient de nouveau supporter des prélèvements importants. Cette augmentation éventuelle du coût des importations de charbon et de céréales et le fardeau supplémentaire qui en résultera pour la balance des paiements ne seraient, à mettre les choses au mieux, qu'en partie compensés par une diminution du coût moyen des importations globales, même si les prix des matières premières demeuraient au niveau où ils ont été ramenés à la fin de 1951.

[1] Les difficultés inhérentes au groupement de statistiques commerciales portant sur un grand nombre de pays, qui les ont enregistrées d'après des méthodes diverses, rendent les données de ce tableau sujettes à caution; ces données ne constituent que des indications d'ordres de grandeur approximatifs.

[2] Voir l'ETUDE de 1950, pages 111 et 114.

2. Difficultés nouvelles dans la situation des paiements internationaux

En dépit de la situation déficitaire beaucoup plus accusée du commerce de l'Europe avec les pays extra-européens en 1951, la situation de la balance des paiements d'un certain nombre de pays a paru se raffermir au cours de l'année, à en juger par exemple par leurs avoirs en or et en dollars (voir Tableau 35), et il semble que la plupart des pays aient eu désormais à résoudre, non plus exclusivement le problème posé par la pénurie de dollars, mais plutôt celui du déséquilibre général de la balance des paiements. A la notable exception du Royaume-Uni, dont la situation vis-à-vis du dollar s'est brusquement retournée au courant de l'année, la plupart des autres pays d'Europe manquant de dollars s'étaient installés dans un *modus vivendi* qui leur permettait de faire face à leur déficit grâce à l'aide qu'ils recevaient des Etats-Unis. Cette aide, encore qu'elle aille décroissant, s'est élevée à plus de 2 milliards de dollars en 1951 pour les pays continentaux de l'Europe occidentale, tandis que l'aide économique au Royaume-Uni, que ce pays recevait à la cadence annuelle de 800 millions de dollars environ avant la guerre de Corée, a été suspendue peu de temps après l'ouverture des hostilités par accord mutuel entre les deux gouvernements; en effet, les recettes britanniques en or et en dollars se trouvaient temporairement gonflées par suite du boom des matières premières. Dès le troisième trimestre de 1951, qui devait se révéler critique, le Royaume-Uni ne recevait plus au titre de l'aide extraordinaire que des rentrées négligeables, le courant des marchandises financées par l'Administration de coopération économique (ECA) se tarissant peu à peu.

Les différences entre la situation des paiements de chacun des pays étaient naturellement dues, en grande partie, à des facteurs tels que le comportement très divers du volume et des prix de leurs exportations et

Tableau 35

AVOIRS EN OR ET EN DOLLARS DE PAYS EUROPÉENS

En millions de dollars

Pays	Changement survenu entre			Avoir à fin septembre 1951
	1950	1951		
		Premier semestre	Troisième trimestre	
Suisse [a]	— 25	— 38	— 4	1.892
France [b]	+ 89	+ 9	— 23	770
Belgique-Luxembourg	—104	— 17	+ 61	769
Italie	+ 11	— 39	+ 11	543
Allemagne occidentale	+ 73	+135	+146	503
Pays-Bas	+140	— 59	—	446
Portugal	+ 22	+ 25	+ 19	282
Suède	+ 45	+ 23	— 11	217
Norvège	— 26	+ 17	+ 42	153
Autres pays de l'Europe continentale [c]	— 7	+ 8	+ 12	502
Total	+218	+ 64	+253	6.077
Royaume-Uni [d]	+1.612	+567	—598	3.269
Total pour l'Europe	+1.830	+631	—345	9.346

Sources : International Financial Statistics, Fonds monétaire international, novembre 1951.

NOTE. — Les chiffres s'appliquent aux avoirs publics en or et aux avoirs à court terme en dollars que les gouvernements ou les particuliers possèdent dans les banques des Etats-Unis. Ne sont pas compris les avoirs propres des territoires extra-européens dépendant des pays d'Europe.

[a] Non compris les avoirs de la Banque des règlements internationaux.

[b] Etant donné que l'on ne connaît pas le montant des avoirs en or et en dollars du Fonds de stabilisation et de la Caisse centrale, les chiffres indiqués ici (qui portent sur les avoirs en or de la Banque de France et sur les soldes en dollars que possède la France aux Etats-Unis, tels qu'ils sont déclarés par les banques de ce dernier pays) ne correspondent pas nécessairement à la modification réelle des réserves françaises d'or et de dollars. Pour plus de détails, se reporter au texte, page 99.

[c] Autriche, Danemark, Espagne, Finlande, Grèce, Irlande, Islande, Turquie, et Yougoslavie. On ne dispose pas de chiffres pour les autres pays d'Europe.

[d] Avoirs publics en or, en dollars des Etats-Unis et en dollars canadiens.

de leurs importations, le fardeau inégal imposé par les programmes de réarmement, les particularités des pressions inflationnistes intérieures qu'ils subissaient, et leur politique monétaire. C'est ainsi qu'en France les problèmes de change avec l'étranger qui commencèrent à se poser dans la seconde partie de l'année paraissent, comme nous le verrons plus loin, avoir été provoqués pour une grande part par la grave inflation intérieure qui se fit sentir de nouveau à la suite des événements de Corée. Mais, dans une large mesure, la position relativement favorable de nombreux pays continentaux de l'Europe occidentale n'était que la contrepartie des difficultés qui se manifestaient dans le Royaume-Uni.

C'est ainsi que, dans le premier semestre de 1951, le grave déficit de l'Europe occidentale à l'égard de la zone sterling extra-européenne se trouva en majeure partie résorbé par des tirages sur le quota britannique de l'Union européenne de paiements [1], effectués en vertu des liens de convertibilité partielle établis entre l'Europe occidentale et la zone sterling par le jeu de ce mécanisme. Ces règlements, ainsi que l'important déficit propre du Royaume-Uni à l'égard des pays extra-européens de la zone sterling au cours du premier semestre de l'année, se sont naturellement manifestés dans l'importance des soldes créditeurs en sterling détenus à Londres par ces pays. En fait, ce fut l'accroissement extraordinaire des soldes détenus à Londres par les pays extra-européens de la zone sterling (accroissement égal à 1.030 millions de dollars pour les six premiers mois de 1951, venant s'ajouter à une augmentation de 1.060 millions de dollars pour l'ensemble de 1950) qui permit pour une large part de financer le déficit accru de l'Europe à l'égard des pays extra-européens. S'ils n'avaient pu bénéficier des facilités offertes par l'UEP, il est probable que plusieurs des pays de l'Europe continentale se seraient vus contraints d'opérer des transferts d'or ou de dollars vers le Royaume-Uni, encore que d'autres pays eussent pu transférer des avoirs en sterling vers des pays extra-européens de la zone sterling en prélevant sur leurs soldes créditeurs antérieurement acquis à Londres.

[1] Le déficit des pays continentaux membres de l'UEP à l'égard de la zone sterling extra-européenne s'élevait à 322 millions de dollars dans la première moitié de 1951, contre un déficit de 450 millions de dollars pour la totalité de 1950 (*United Kingdom Balance of payments 1948 to 1951*, Cmd. 8379, H.M.S.O. Londres, tableau 11). Au cours du premier semestre de 1951, plus d'un tiers de ce déficit fut néanmoins contrebalancé par les excédents dont bénéficiaient les pays continentaux de l'Europe occidentale à l'égard du Royaume-Uni au début de l'année.

L'interdépendance des situations, favorables et défavorables, de la balance des paiements de différents pays est également devenue manifeste dès le second semestre de l'année; c'est alors qu'après l'effondrement qui a suivi la montée en flèche des prix des matières premières et qui a entraîné la modification des balances commerciales signalée au Chapitre I, et devant l'aggravation du déficit propre du Royaume-Uni à l'égard des pays du continent, le Royaume-Uni a commencé à effectuer d'importants paiements en or à l'UEP en même temps que d'autres pays de l'Europe occidentale procédaient à des retraits d'or de l'Union [2]. Il s'ensuit que, si des mesures curatives efficaces sont appliquées au Royaume-Uni, elles auront pour résultat de généraliser dans une certaine mesure les difficultés de paiement, le fait que la pénurie de dollars pèse surtout actuellement sur le Royaume-Uni n'apparaissant plus alors que comme un phénomène temporaire.

Transactions avec les Etats-Unis

Le déficit de l'Europe à l'égard des Etats-Unis ne fut jamais si faible que pendant le second semestre de 1950, première conséquence sans doute de la guerre de Corée. Le Tableau 36 montre que pour l'Europe, à l'exclusion du Royaume-Uni, le déficit du compte marchandises et services tomba au chiffre le plus bas enregistré depuis la fin de la seconde guerre mondiale, soit 400 millions de dollars environ [3], inférieur de plus de la moitié au chiffre du premier semestre de l'année; et ce déficit même fut en grande partie couvert par un afflux soudain de capitaux américains de source privée. Les événements de 1951 ont montré le caractère temporaire et illusoire de cette situation proche de l'équilibre; bien que les exportations à destination des Etats-Unis se fussent maintenues à un niveau relativement élevé, les importations en dollars s'accrurent rapidement, et l'excédent antérieur enregistré au titre des services — 111 millions

[2] Pendant le troisième trimestre de 1951, le Royaume-Uni a versé 106 millions de dollars en or pour régler le déficit de la zone sterling à l'égard de l'UEP; au cours de la même période, les recettes nettes des autres pays de l'UEP en provenance de l'Union se sont élevées à 117 millions de dollars. La différence représente la ponction opérée sur les propres réserves liquides de l'Union.

[3] Le calcul du déficit de l'Europe donné ici ne tient pas compte, comme on l'a indiqué au Tableau 36, des marchandises ou services acquis au titre de l'aide militaire.

Tableau 36 — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'EUROPE ET D'AUTRES RÉGIONS VIS-A-VIS DES ÉTATS-UNIS

Taux trimestriels — En millions de dollars courants

Rubrique	Période	Zone monétaire européenne			Canada	Républiques de l'Amérique latine	Toutes autres régions [b]	Total mondial
		Royaume-Uni	Autres pays d'Europe	Pays extra-européens rattachés à l'Europe [a]				
1. Importations en provenance des Etats-Unis [c]	1950 — Premier semestre. .	−232	−1.441	− 508	− 918	−1.236	−648	−4.983
	Second semestre . .	−285	−1.180	− 448	−1.092	−1.481	−673	−5.159
	1951 — Premier semestre. .	−353	−1.666	− 640	−1.408	−1.806	−869	−6.742
	Troisième trimestre [d]	−492	−1.442	− 816	−1.266	−1.944	−860	−6.820
2. Exportations à destination des Etats-Unis	1950 — Premier semestre. .	+135	+ 476	+ 686	+ 881	+1.356	+433	+3.967
	Second semestre . .	+213	+ 681	+ 857	+1.070	+1.734	+793	+5.348
	1951 — Premier semestre. .	+246	+ 946	+1.192	+1.123	+1.986	+857	+6.350
	Troisième trimestre [d]	+242	+ 786	+ 972	+1.116	+1.466	+680	+5.262
3. Services (chiffre net)	1950 — Premier semestre. .	+108	+ 81	− 73	− 168	− 254	−151	− 457
	Second semestre . .	+ 94	+ 111	− 121	− 66	− 476	− 39	− 497
	1951 — Premier semestre. .	+ 60	− 47	− 97	− 173	− 333	− 60	− 650
	Troisième trimestre [d]	+ 84	− 36	− 134	− 48	− 436	− 42	− 612
4. Solde du compte marchandises et services	1950 — Premier semestre. .	+ 11	− 884	+ 105	− 205	− 134	−366	−1.473
	Second semestre . .	+ 22	− 388	+ 288	− 88	− 223	+ 81	− 308
	1951 — Premier semestre. .	− 47	− 767	+ 455	− 458	− 153	− 72	−1.042
	Troisième trimestre [d]	−166	− 692	+ 22	− 198	− 914	−222	−2.170
5. Dons privés et mouvements de capitaux appartenant à des citoyens des Etats-Unis (chiffre net)	1950 — Premier semestre. .	+ 47	+ 136	+ 64	+ 165	− 20	+ 79	+ 471
	Second semestre . .	+116	+ 298	+ 52	+ 536	+ 204	+121	+1.327
	1951 — Premier semestre. .	+ 24	+ 104	+ 36	+ 255	+ 155	+215	+ 789
	Troisième trimestre [d]	− 84	− 4	+ 30	+ 20	+ 60	+170	+ 192
6. Solde du compte marchandises et services, des dons privés et des mouvements de capitaux appartenant à des citoyens des Etats-Unis (4 + 5)	1950 — Premier semestre. .	+ 58	− 748	+ 169	− 40	− 154	−287	−1.002
	Second semestre . .	+138	− 90	+ 340	+ 448	− 19	+202	+1.019
	1951 — Premier semestre. .	− 23	− 663	+ 491	− 203	+ 2	+143	− 253
	Troisième trimestre [d]	−250	− 696	+ 52	− 178	− 854	− 52	−1.978
7. Dons et crédits accordés par le Gouvernement des Etats-Unis (non compris l'aide militaire) [c]	1950 — Premier semestre. .	+418	+1.346	+ 5	+ 4	+ 15	+407	+2.195
	Second semestre . .	+225	+ 956	+ 1	+ 5	+ 10	+376	+1.573
	1951 — Premier semestre. .	+115	+1.115	+ 13	+ 3	+ 97	+350	+1.693
	Troisième trimestre [d]	+ 34	+ 966	+ 100	+ 4	+ 10	+322	+1.436
8. Mouvements de l'or et des capitaux étrangers (à long et à court terme) [e]	1950 — Premier semestre. .	−457	− 350	− 34	− 127	+ 5	−159	−1.122
	Second semestre . .	−523	− 514	− 67	− 510	− 351	−542	−2.507
	1951 — Premier semestre. .	−476	− 193	+ 14	+ 40	− 284	−158	−1.057
	Troisième trimestre [d]	+860	− 316	+ 64	+ 150	+ 304	−478	+ 584
9. Transferts nets interrégionaux de dollars; erreurs et omissions	1950 — Premier semestre. .	− 19	− 248	− 140	+ 163	+ 134	+ 39	− 71
	Second semestre . .	+160	− 352	− 274	+ 57	+ 360	− 36	− 85
	1951 — Premier semestre. .	+384	− 259	− 518	+ 160	+ 185	−335	− 383
	Troisième trimestre [d]	−644	+ 46	− 216	+ 24	+ 540	+208	− 42

Sources : Etabli d'après les données du *Survey of Current Business*, Département du Commerce des Etats-Unis, juin 1951, et d'après les chiffres relatifs à l'année 1951 communiqués directement par la Division de la Balance des paiements du Département du Commerce. Pour plus de détails, voir les « Notes sur les statistiques ».

a Territoires extra-européens dépendant de pays d'Europe et pays autonomes de la zone sterling. L'Indonésie et les territoires extra-européens dépendant de l'Espagne ne sont pas compris dans ce groupe et sont inscrits sous la rubrique « Toutes autres régions ».

b S'applique également aux institutions internationales.

c L'aide militaire n'est comprise ni dans les importations globales ni dans les dons accordés par le gouvernement. Pour ajuster en ce sens les évaluations de la balance des paiements publiées par le Gouvernement des Etats-Unis, on a supposé que toute l'aide militaire avait été accordée sous forme de marchandises; en conséquence, il est possible que le solde du compte services indiqué pour la rubrique « Autres pays d'Europe » soit supérieur aux paiements réellement effectués et que le chiffre des importations soit en-deçà des importations réelles de marchandises, dans la mesure où l'aide militaire aurait pu être accordée à titre de paiement des services. Le montant de l'aide militaire s'établit comme suit (*en millions de dollars*):

	« Europe »	« Toutes autres régions »	« Total mondial »
1950 — Premier semestre	66	5	71
Second semestre	385	60	445
1951 — Premier semestre	629	134	763
Troisième trimestre *d* . .	694	128	822

d Au taux semestriel.

e Y compris les mouvements de capitaux étrangers appartenant soit aux Etats-Unis soit à des particuliers.

de dollars au cours du second semestre de 1950 — se transforma en un déficit [1].

Pendant les neuf premiers mois de 1951, le déficit du compte marchandises et services, compte tenu du mouvement des capitaux américains de source privée [2], s'est maintenu proche d'un taux annuel d'environ 1.300 millions de dollars, chiffre à peine inférieur à celui des six mois qui précédèrent la guerre de Corée.

De même, c'est pendant le second semestre de 1950 que la balance du Royaume-Uni à l'égard des Etats-Unis connut sa situation la plus favorable depuis la guerre. Cette situation se vit encore renforcée par l'important excédent en dollars des pays extra-européens de la zone sterling, grâce auquel le Royaume-Uni a pu accumuler plus de 500 millions de dollars sous forme d'avoirs en or et en dollars aux Etats-Unis au cours de cette période. Toutefois, en 1951, sa situation à l'égard du dollar s'est aggravée beaucoup plus nettement que celle de l'Europe continentale; les importations en provenance des Etats-Unis ont augmenté progressivement pendant l'année et, au troisième trimestre, un rapatriement massif de capitaux américains à court terme vint accroître le déficit déjà considérable. En outre, l'excédent en dollars de la zone sterling extra-européenne s'est, lui aussi, rapidement amenuisé et, comme nous l'avons vu plus haut, les recettes provenant de l'aide ERP (Programme de relèvement européen) devenaient de plus en plus minces. En conséquence, le Royaume-Uni s'est vu contraint de liquider aux Etats-Unis, au cours du troisième trimestre, 430 millions de dollars de ses avoirs en dollars antérieurement accumulés [3]. En même temps, d'autres pays européens, en partie grâce à l'aide américaine qu'ils continuaient de recevoir, mais en partie aussi grâce aux sommes en dollars qu'ils recevaient du Royaume-Uni dans leur commerce extra-européen et auxquelles il a été fait allusion plus haut, purent ajouter 158 millions de dollars à leurs ressources convertibles [4].

Transactions avec d'autres régions extra-européennes

Dans le commerce de l'Europe avec des régions extra-européennes autres que les Etats-Unis, le cas du Royaume-Uni s'est encore trouvé différent de celui d'autres pays européens. Comme le montre le Tableau 37, la situation du Royaume-Uni s'est brusquement aggravée, d'une part à l'égard des pays ayant des liens monétaires avec l'Europe, et notamment la zone sterling extra-européenne, et, d'autre part, à l'égard d'autres régions, alors que l'Europe continentale a été à même, dans une plus large mesure, de maintenir sa position dans ses échanges avec les régions rattachées (en effet, elle accumulait un déficit plus important avec la zone sterling extra-européenne, mais se constituait un excédent à l'égard de ses propres territoires non autonomes extra-européens) et aussi avec le reste du monde. Dans le commerce avec l'Amérique latine, où les exportations allemandes

---

[1] La mauvaise situation du compte « Services » dans la balance des paiements de l'Europe continentale provient entièrement des transports maritimes et du tourisme, comme il ressort de la comparaison ci-après de la balance des trois premiers trimestres de 1950 et de 1951 :

	Transports	*Tourisme*	*Divers*	*Total*
1950	— 13	+132	—27	+92
1951	—180	+100	+14	—66

Le déficit enregistré dans les transports est dû : à des importations massives de cargaisons en vrac, notamment de charbon et de céréales, en provenance des Etats-Unis; à la pénurie mondiale de navires, qui a conduit à utiliser des navires désarmés de la flotte de réserve américaine; enfin, aux taux de fret extrêmement élevés demandés pour les affrètements au voyage. La baisse des recettes tirées des touristes américains est peut-être due à un intérêt moins vif à l'égard des voyages en Europe, après l'afflux massif de touristes qui a caractérisé 1950, Année sainte.

[2] Il est très probable que l'arrêt presque complet des entrées de capitaux américains en Europe au cours du troisième trimestre trouve son explication dans les bruits de dévaluation; c'est presque entièrement en ce qui concerne les capitaux à court terme que la situation s'est modifiée. Cette modification contrebalança la légère amélioration qui s'était produite au cours du trimestre dans le compte marchandises et services, comme le montreront les chiffres nets du poste 6 dans le Tableau 36.

[3] Ce chiffre pour le troisième trimestre (indiqué au taux semestriel de 860 millions de dollars au Tableau 36 pour permettre la comparaison avec les semestres antérieurs cités) ne représente que les liquidations en or et en dollars qui apparaissent dans les comptes du Royaume-Uni avec les Etats-Unis. (Une grande partie de ces liquidations ont toutefois pu être utilisées pour opérer des règlements avec des pays tiers, comme le laisse entendre le dernier poste du tableau.) Comme le montre le Tableau 35, les soldes créditeurs en or et en dollars du Royaume-Uni se sont trouvés réduits, au total, de presque 600 millions de dollars pendant le troisième trimestre.

[4] Ce chiffre ne représente pour l'or que la partie nette achetée aux Etats-Unis, selon les indications du Tableau 36, qui fait état d'un taux semestriel de 316 millions de dollars. Le Tableau 35 indique une augmentation encore plus considérable, de l'ordre de 250 millions de dollars, dans les avoirs en or et en dollars des pays de l'Europe continentale. La différence entre les deux chiffres représente non seulement les transactions en or avec des pays autres que les Etats-Unis, mais aussi certaines liquidations d'avoirs à court terme possédés aux Etats-Unis, notamment par la France et la Norvège. Aucun de ces deux chiffres n'exprime donc exactement la modification intervenue dans le volume total des avoirs en or et en dollars détenus par l'Europe continentale, que l'on peut évaluer à environ 200 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 1951. Ce chiffre tient compte de modifications dans des avoirs qui, techniquement parlant, sont classés parmi les « soldes à long terme » mais qui en fait peuvent être facilement liquidés.

Tableau 37

COMMERCE DES PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE AVEC LES PRINCIPALES RÉGIONS [a]

En milliards de dollars courants, f.o.b. ; pour l'année 1950 et pour la période janvier–septembre 1951, au taux annuel

Région de provenance des importations ou région de destination des exportations	Année	Royaume-Uni			Autres pays de l'Europe occidentale [a]		
		Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde
Royaume-Uni	1950	—	—	—	1,8	1,8	—
	1951	—	—	—	2,1	2,7	+0,6
Autres pays de l'Europe occidentale [a]	1950	1,8	1,8	—	*a*	*a*	—
	1951	2,7	2,1	−0,6	*a*	*a*	—
Pays de l'Europe orientale [b]	1950	0,2	0,1	−0,1	0,6	0,6	—
	1951	0,2	0,1	−0,1	0,7	0,7	—
Etats-Unis et Canada	1950	1,0	0,7	−0,3	2,4	1,0	−1,4
	1951	1,4	0,8	−0,6	3,2	1,6	−1,6
Pays de la zone sterling d'outre-mer [c]	1950	2,2	2,6	+0,4	1,4	0,7	−0,7
	1951	3,3	3,1	−0,2	2,4	1,4	−1,0
Territoires dépendants d'outre-mer [d]	1950	0,3	0,1	−0,2	1,6	1,6	—
	1951	0,4	0,2	−0,2	1,9	2,2	+0,3
Autres pays extra-européens [e]	1950	1,0	0,8	−0,2	1,9	1,6	−0,3
	1951	1,5	0,8	−0,7	2,6	2,3	−0,3
Total [f]	1950	6,5	6,1	−0,4	9,7	7,3	−2,4
	1951	9,5	7,1	−2,4	12,9	10,9	−2,0

Sources : Les chiffres sont extraits du Tableau XXVII figurant dans l'Annexe A.

[a] Les dix-sept pays de l'Europe occidentale énumérés dans le Tableau 1. Ces pays sont considérés ici comme formant une seule unité, et les totaux ne font pas apparaître et ne comprennent pas le commerce effectué à l'intérieur de la région (où les exportations sont nécessairement égales aux importations).

[b] Y compris l'U.R.S.S. et la Yougoslavie.

[c] Y compris les colonies britanniques.

[d] Non compris les colonies britanniques.

[e] Républiques de l'Amérique latine et autres pays d'outre-mer.

[f] Dans la mesure du possible, les chiffres des importations ont été tirés des statistiques des exportations; le chiffre total des importations ne concorde donc pas avec les chiffres communiqués par les pays importateurs.

prenaient un essor considérable, le léger déficit antérieur s'est même transformé en excédent.

Certes, le solde du compte marchandises qui figure au Tableau 37 a été, à l'égard des régions extra-européennes autres que l'Amérique du Nord, somme toute plus favorable que l'on n'eût pu l'espérer étant donné l'aggravation du taux d'échange; mais aussi le déficit total du compte des transactions courantes, à l'égard de ce groupe de pays extra-européens, a probablement été modifié par l'accroissement des recettes que l'Europe tirait des transports maritimes et des placements extérieurs. On ne possède encore que très peu de renseignements sur ces transactions en 1951; à titre d'indication approximative, l'on trouvera ci-dessous l'accroissement des recettes tirées par le Royaume-Uni de tous les pays autres que ceux de l'Europe occidentale et de la zone dollar pendant le premier semestre de 1951 [1] :

[1] *United Kingdom Balance of Payments 1948 to 1951* (Cmd. 8379). Les recettes des transports et les revenus des investissements ne comprennent pas les gains nets réalisés à la suite de transactions sur le pétrole, ceux-ci figurant sous la rubrique « divers ».

		Transports [a]	*Revenu des investissements*	*Divers*	*Total*
		(En millions de dollars)			
1950	Premier semestre	+120	+129	+ 70	+319
	Second semestre	+148	+193	+107	+448
1951	Premier semestre	+199	+182	+ 98	+479

[a] A l'exclusion du transport des produits pétroliers.

L'augmentation considérable des recettes des transports maritimes exprime à la fois la hausse des taux de fret et le développement des échanges dans le monde. Les taux d'affrètement au voyage pendant 1951 ont représenté approximativement le double de la moyenne pour 1950; bien que ces taux n'expriment qu'une partie du marché total des frets, on a constaté également des augmentations allant de 15 à 35% dans les frets demandés par les transports maritimes transocéaniques réglementés par cartel. Quant aux revenus des investissements, ils ne représentent naturellement qu'une partie de l'augmentation des recettes des sociétés appartenant à des européens et qui se livrent à la production et au commerce de matières premières; des réinvestissements considérables ont été faits dans les pays producteurs, et l'augmentation effective des transferts de dividendes et de bénéfices vers les pays propriétaires de capitaux, ou celles des soldes en espèces, demeure très inférieure aux recettes nettes [1].

Pendant toute la période qui a suivi la fin de la deuxième guerre mondiale, les règlements en dollars avec les pays n'appartenant pas à la région monétaire européenne — provoqués tant par les transactions commerciales courantes que par les mouvements spéculatifs de capitaux — ont été une importante cause d'épuisement des ressources des pays européens. En définitive, ces règlements nets en dollars effectués par l'Europe continentale paraissent avoir été d'assez faible importance en 1951, si l'on tient compte des « achats en tiers pays » effectués au titre du Programme de relèvement européen (ERP), et ils ont diminué d'importance au cours de l'année. Par contraste, le déficit commercial grandissant du Royaume-Uni dans ses transactions avec plusieurs pays extra-européens n'appartenant pas à la zone sterling, tels que le Canada et Cuba, semble avoir joué un rôle important dans la très sérieuse aggravation de sa situation vis-à-vis du dollar au cours du troisième trimestre. Il est impossible de savoir exactement dans quelle proportion les transferts ainsi enregistrés étaient véritablement destinés à des règlements réels en dollars, mais l'augmentation des transferts de dollars au troisième trimestre, que l'on peut attribuer à l'un ou l'autre facteur, paraît avoir été de l'ordre de 250 millions de dollars, par rapport au taux trimestriel enregistré pour les six premiers mois de 1951 [2].

[1] L'exemple de certaines sociétés productrices de caoutchouc en Malaisie, choisies au hasard, montre que leurs gains nets en 1950 ont été en moyenne supérieurs d'environ 400% à ceux de 1949, alors que les dividendes de 1951, payés sur ces gains, n'ont été que de 200% plus élevés. Toutefois, il y a tout lieu de croire qu'une partie de la différence représenterait des augmentations des soldes en espèces et, dans la mesure où ces soldes seraient rapatriés, viendrait s'ajouter aux ressources en change étranger de la métropole.

La crise des paiements du Royaume-Uni

La violence des oscillations qui marquent la situation des paiements du Royaume-Uni depuis deux ans peut s'expliquer, comme on l'a déjà vu au Chapitre 1, par le parallélisme des mouvements qui se sont produits dans le commerce du Royaume-Uni et dans celui d'autres pays de la zone sterling. Les effets produits par ces changements ont été amplifiés pendant ces deux années par des mouvements spéculatifs. Il en est résulté d'abord un accroissement extraordinaire suivi, depuis le milieu de l'année 1951, d'une diminution également extraordinaire des réserves d'or et de dollars détenues par le Royaume-Uni. Ces mouvements se sont accompagnés de modifications profondes dans la situation de ses dettes en sterling

[2] La seule preuve de ces transferts massifs en provenance du Royaume-Uni provient du poste « solde résiduel » de la balance des paiements des Etats-Unis (voir poste 9, première colonne du Tableau 36) qui, toutefois, reflète nécessairement toutes erreurs ou omissions commises pour d'autres postes de la balance des paiements calculés par estimation directe. Cette source d'information, complétée par d'autres données relatives aux transferts interrégionaux connus ou évalués, donne les résultats suivants :

(Taux trimestriels — en millions de dollars courants)

Transactions	*Janvier–juin*	*Juillet–sept.*
Recettes (+) ou paiements (—) nets interrégionaux du Royaume-Uni (en dollars), tels qu'ils se déduisent des évaluations de la balance des paiements des Etats-Unis .	+192	—322
Moins : 1) Recettes (+) nettes en dollars du Royaume-Uni en provenance de la zone sterling extra-européenne (estimées)	+243	+126
2) Recettes (+) ou paiements (—) nets connus (dollars) du Royaume-Uni pour règlements avec l'UEP	+ 47	—106
Egalent : Autres transferts	— 98	—342

Des calculs analogues faits pour l'Europe continentale d'après les données du Tableau 36, compte tenu des « achats en tiers pays » financés par les Etats-Unis au titre du Programme de relèvement européen (ERP) et des recettes nettes en dollars provenant de l'UEP, montreraient que les autres transferts interrégionaux en dollars provenant de l'Europe continentale se sont élevés à environ 150 millions de dollars pendant les neuf premiers mois de 1951. Ici, également, il y a lieu de tenir compte dans les calculs des erreurs et omissions et des sorties clandestines de capitaux, comme on l'a fait pour le Royaume-Uni.

vis-à-vis d'autres pays. Du point de vue du Royaume-Uni, on peut considérer ces dettes en sterling comme contrebalançant ses avoirs en or et en dollars, ou constituant une créance possible sur ces avoirs. Ceux-ci sont en fait officiellement considérés comme une masse de réserves, commune à tous les membres de la zone sterling, qui y versent leurs recettes en dollars et en tirent les dollars dont ils ont besoin, leurs soldes en sterling se trouvant accrus ou diminués de montants correspondants.

Modifications intervenues dans les réserves de la zone sterling et dans le solde net en change étranger du Royaume-Uni

(Moyennes trimestrielles — en millions de dollars courants)

	1950	*1951*		
		Premier semestre	Troisième trimestre	Quatrième trimestre
Réserves d'or et de dollars .	+403	+284	−598	−934
Créances ou dettes nettes à l'égard de l'UEP . . .	+ 56	+ 47	−255	−528
Réserves de la zone sterling	+459	+331	−853	−1.462
Dettes en sterling [a] . . .	−228	−582	.. [b]	.. [b]
Modifications intervenues dans le solde net en change étranger du Royaume-Uni	+231	−251	..	..

[a] Le signe — indique une augmentation des dettes. Les chiffres expriment les dettes vis-à-vis de tous les pays, et non seulement des pays de la zone sterling.

[b] Les informations sur les dettes en sterling ne sont communiquées qu'à intervalle de six mois, et avec de longs retards, sous forme de documents officiels relatifs à la balance des paiements. Les données postérieures à juin 1951 ne paraîtront sans doute pas avant mars ou avril 1952. Il est possible toutefois d'obtenir certaines indications sur les modifications des dettes en sterling en étudiant les chiffres publiés par les pays indépendants de la zone sterling sur leurs avoirs en change étranger. Ceux-ci ont diminué d'environ 800 millions de dollars au cours des cinq mois entre juillet et novembre. L'on ne dispose pas de chiffres analogues pour les territoires coloniaux.

L'amélioration du compte « transactions courantes » de la balance des paiements du Royaume-Uni en 1950 était due en grande partie à une réduction des importations de matières premières et de denrées alimentaires, ramenées à un niveau inférieur aux demandes de la consommation courante. Ainsi, l'augmentation du volume des avoirs étrangers n'a pu être réalisée en partie qu'en diminuant les stocks de marchandises. Pour cette seule raison, on devait s'attendre à voir augmenter le volume des importations en 1951.

En l'occurrence, l'augmentation des importations a été beaucoup plus considérable qu'on ne s'y attendait. Le Tableau 38 fait apparaître les éléments principaux qui ont provoqué l'aggravation de la balance des paiements du Royaume-Uni. Ce tableau montre les prévisions du Gouvernement britannique établies au commencement de l'année [1], et les compare aux résultats effectifs dans la mesure où ceux-ci peuvent être évalués à la fin de l'année. Il semble que les prévisions officielles se soient, à peu de chose près, réalisées en ce qui concerne le volume des exportations et les répercussions de la hausse des prix des produits importés et exportés. L'écart entre les prévisions et les faits est dû surtout à un accroissement du volume des importations qui n'était prévu par aucun accord commercial [2].

Trois facteurs principaux auraient pu provoquer une telle situation : un accroissement de la production industrielle dépassant les prévisions et entraînant un accroissement correspondant de la consommation de matières premières importées; l'augmentation, dans le secteur privé, de la consommation de denrées alimentaires et de produits manufacturés importés; enfin, la reconstitution des stocks. Les renseignements reproduits dans le chapitre suivant montrent que, pendant les neuf premiers mois de 1951, la consommation des particuliers n'a été en moyenne que très légèrement supérieure à celle de 1950; l'augmentation qui s'est produite pendant la première partie de l'année a été en grande partie contrebalancée par une diminution des achats de biens de consommation durables au cours du troisième trimestre. De même, l'accroissement de la production industrielle n'a même pas atteint le chiffre de 4% prévu dans l'*Economic Survey* britannique. Il paraît donc évident que l'accroissement du volume des importations, supérieur de 15% à celui de 1950, correspond à de larges reconstitutions de stocks faites par les milieux du commerce et de l'industrie. Ceci est confirmé par les statistiques directes dont on dispose : sur quinze produits importés de première importance, les stocks ont augmenté pour douze d'entre eux et n'ont diminué que pour trois (coton, laine, cuirs et peaux). La reconstitution des stocks a naturellement été facilitée par la libération des importations en provenance de la zone de l'UEP et par la remise à la disposition du commerce

[1] *Economic Survey of 1951*, Cmd. 8195.

[2] L'augmentation attendue des gains nets tirés des transactions « invisibles » ne s'est sans doute pas réalisée non plus, en raison surtout de la perte des revenus tirés des pétroles d'Iran.

Tableau 38

MODIFICATIONS SURVENUES DANS LE COMPTE DES PAIEMENTS COURANTS DU ROYAUME-UNI DE 1950 A 1951

En millions de livres sterling

Rubrique	Evaluations de l'*Economic Survey of 1951* (Cmd. 8195)	Mouvement effectif (estimations)
Effet sur le solde du compte des paiements courants des :		
A. *Changements survenus dans les importations*		
1. Augmentation du volume des importations [a], aux prix de 1950	−125	−360
2. Importations de stocks stratégiques, aux prix de 1950	−100	
3. Coût supplémentaire des importations de stocks stratégiques, dû à la hausse des prix		
4. Coût supplémentaire de l'accroissement du volume des importations [a], dû à la hausse des prix	− 25	−740 [b]
5. Coût supplémentaire, dû à la hausse des prix, entraîné par la nécessité de maintenir les importations au volume de 1950	−700	
B. *Changements survenus dans les exportations*		
1. Augmentation du volume des exportations, aux prix de 1950	+100	+150
2. Hausse des prix à l'exportation	+430	+350 [b]
C. *Changements survenus dans les transactions effectuées au titre des services*		
1. Accroissement des sommes nettes encaissées pour services	+ 70	(0 à + 40)
Modification d'ensemble	−350	(−560 à −600)
Déficit du compte des paiements courants [c]	−130	(−340 à −380)

Sources : Economic Survey for 1951 (Cmd. 8195), H.M.S.O., Londres, et pour le mouvement effectif, estimations de la Division des Etudes et des Programmes de la Commission économique pour l'Europe. Pour plus de détails, se reporter aux « Notes sur les statistiques ».

[a] A l'exclusion des importations de stocks stratégiques.

[b] Calculé d'après les indices des prix dérivés à l'importation et à l'exportation publiés dans le *Board of Trade Journal*, 3 novembre 1951, page 894. Ces indices sont établis d'après les coefficients de pondération courants (type P_1).

[c] L'excédent du compte des paiements courants était, en 1950, de 221 millions de livres sterling.

privé des importations de bois et d'autres produits de première importance, dont les pouvoirs publics s'étaient jusque-là réservé le monopole.

En ce qui concerne la balance globale des paiements du Royaume-Uni, l'aggravation survenue en 1951 a donc constitué, dans une large mesure, une réaction inévitable, annulant ceux des progrès réalisés l'année précédente qui étaient plus apparents que réels. Le brusque déclenchement de la crise du dollar au début du deuxième semestre fut, en revanche, causé aussi par d'autres facteurs, parmi lesquels il faut ranger l'interdépendance entre la zone sterling extra-européenne et les réserves centrales détenues à Londres, interdépendance à laquelle nous avons déjà fait allusion.

Faute de disposer jusqu'ici de chiffres officiels, on s'est efforcé, au Tableau 39, d'évaluer approximativement la composition du déficit considérable en dollars dont a souffert la zone sterling au cours du troisième trimestre de 1951. Sous réserve des modifications qu'il faudra peut-être apporter à l'analyse lorsque des données plus définitives seront publiées, ces évaluations montrent que l'aggravation survenue entre le premier semestre et le troisième trimestre de l'année a pu être provoquée, pour plus d'un tiers, par des mouvements spéculatifs et par des transactions avec les zones autres que la zone dollar, ces opérations étant peut-être aussi la cause d'à peu près la moitié des pertes effectives d'or et de devises subies pendant le troisième trimestre. Pour le reste, on peut l'attribuer à l'accroissement du déficit qui s'est manifesté dans les transactions directes du Royaume-Uni avec la zone dollar, à la brusque diminution des excédents en dollars détenus par les pays extra-européens de la zone sterling et au renversement de la situation d'ensemble de la zone sterling à l'égard de

Tableau 39

DIVERS ÉLÉMENTS AYANT CONTRIBUÉ A MODIFIER LES RÉSERVES EN OR ET EN DOLLARS DU ROYAUME-UNI [a]

Taux trimestriels — En millions de dollars courants

Rubrique	1950		1951		Ecart en plus ou en moins, du premier semestre au troisième trimestre de 1951 [b]
	Premier semestre	Second semestre	Premier semestre	Troisième trimestre [a]	
1. *Royaume-Uni*					
Importations en provenance de la zone dollar . .	−284	−316	−420	−600	−180
Exportations à destination de la zone dollar . . .	+187	+256	+265	+280	+ 15
Balance commerciale	− 97	− 60	−155	−320	−165
Services (chiffre net)	+ 19	− 11	+ 2	− 40	− 42
Solde du compte des paiements courants	− 78	− 71	−153	−360	−207
Prêts du gouvernement, ventes et rachat des investissements, etc.	− 10	− 13	− 9	− 9	—
Total	− 88	− 84	−162	−369	−207
2. *Autres pays de la zone sterling*					
Importations en provenance de la zone dollar . .	−188	−170	−273	−329	− 56
Exportations à destination de la zone dollar . . .	+275	+333	+518	+476	− 42
Services [c]	—	− 35	− 38	− 70	− 32
Ventes d'or au Royaume-Uni	+ 75	+ 66	+ 58	+ 60	+ 2
Total	+162	+194	+265	+137	−128
3. *Ensemble de la zone sterling*					
Règlements nets en or et en dollars avec les pays de l'UEP	− 9	− 19	+ 36	−106	−142
4. *Autres transactions de financement*					
Sommes tirées sur le prêt ouvert par le Canada . .	+ 23	—	—	—	—
Subventions et crédits de l'ERP	+235	+146	+ 77	+ 40	− 37
Total	+258	+146	+ 77	+ 40	− 37
5. *Total des rubriques considérées* (1 à 4 inclus)	+323	+237	+216	−298	−514
6. *Modification des réserves en or et en dollars*	+368	+439	+284	−598	−882
7. *Rubriques dont il n'a pas été tenu compte ci-dessus : différence entre les chiffres des rubriques 6 et 5* .	*+ 45*	*+202*	*+ 68*	−300	−368
Transactions avec les pays n'appartenant pas à la zone dollar	− 2	+ 22	+ 28	..	..
Modification de la balance des comptes américaine	+ 1	+ 67	− 9	..	..
Autres mouvements de capitaux	+ 46	+113	+ 49	..	..

[a] Les chiffres indiqués pour le troisième trimestre de 1951 sont des estimations établies par la Division des Etudes et des Programmes de la Commission économique pour l'Europe. Les autres données sont empruntées à *United Kingdom Balance of Payments, 1948 to 1951* (Cmd. 8379), H.M.S.O., Londres.

[b] Le signe indique le sens des conséquences sur le déficit et les réserves de dollars.

[c] Y compris une évaluation pour les transactions de l'Union Sud-Africaine.

l'UEP, qui a cessé d'être excédentaire pour devenir déficitaire.

Le 7 janvier 1952, le Chancelier de l'Echiquier a annoncé que la situation des avoirs en or et en dollars s'était à nouveau brusquement aggravée pendant le dernier trimestre de l'année; le déficit en or et en dollars de la zone sterling s'est élevé à 320 millions de dollars pour le seul mois d'octobre, et à 444 millions de dollars pour les deux mois de novembre et décembre. Ajoutés aux 176 millions de dollars versés à la fin de l'année au titre de la première tranche du service des emprunts américains et canadiens, ces déficits ont provoqué au cours du trimestre une ponction d'une importance encore inégalée de 934 millions sur les réserves en or et en dollars[1]. En dehors des paiements nécessités par le service de l'emprunt, les principaux éléments par lesquels s'explique cet appauvrissement paraissent avoir été à peu près les mêmes que pendant le troisième trimestre : on a annoncé que les gains tirés des exportations du Royaume-Uni et d'autres pays de la zone sterling vers la zone dollar avaient subi de nouvelles réductions, et le déficit de la zone sterling vis-à-vis de l'Europe occidentale a entraîné une sortie d'or de 98 millions de dollars vers l'UEP, soit une sortie à peine inférieure à celle du troisième trimestre.

Les mesures annoncées jusqu'à la fin de l'année pour porter remède à cette situation ont surtout visé à faire disparaître le déficit vis-à-vis de l'UEP en revenant partiellement sur les mesures de libération des échanges et en réduisant les importations en provenance des pays de l'Europe occidentale. Il sera sans doute plus difficile de réduire les importations du Royaume-Uni en provenance de la zone dollar, qui pendant le troisième trimestre de 1951 ont été deux fois plus importantes que la moyenne de 1950, alors que la valeur de ses exportations en dollars ne s'était accrue que d'un quart environ. Les importations en provenance de la zone dollar pendant le quatrième trimestre semblent, d'après les informations publiées, s'être maintenues à un niveau élevé, et l'amélioration que l'on peut attendre du fait que le pays a cessé de constituer des stocks sera probablement compensée par une augmentation des dépenses en dollars pour d'autres produits. Le récent accord sur les fournitures d'acier conclu entre le Gouvernement du Royaume-Uni et celui des Etats-Unis permettra d'accroître la production industrielle britannique plus qu'il n'aurait été possible autrement, mais ceci entraînera de lourdes dépenses en dollars. En outre, les dernières récoltes de céréales en Argentine et en Australie ont été faibles et il se peut que les excédents exportables soient réduits; de même, il est possible que, les perspectives de développement du commerce entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale étant peu favorables, le Royaume-Uni obtienne de l'Union soviétique des quantités de céréales secondaires moindres que celles qu'il désirait.

Il sera peut-être plus facile de remédier à la brusque chute des excédents en dollars de la zone sterling extra-européenne. En dépit des nouvelles réductions annoncées pour le quatrième trimestre dans les exportations à destination de la zone dollar, il existe des raisons de conclure de l'analyse faite au Chapitre 1 que la demande américaine de produits en provenance de la zone sterling aura peut-être tendance à reprendre. Il est peu probable toutefois qu'une augmentation des ventes amènerait des recettes s'approchant des rentrées de dollars obtenues au début de l'année, alors que le prix des matières premières était à son maximum. En outre, toute reprise des exportations en dollars sera peut-être contrebalancée par des achats massifs effectués aux Etats-Unis, notamment par les membres indépendants de la zone sterling, à moins que l'on ne puisse freiner efficacement la demande, qui s'est trouvée stimulée à la suite des premiers mouvements d'inflation qui ont suivi le déclenchement de la guerre de Corée. La difficulté de maintenir à un niveau peu élevé les importations en dollars se trouve augmentée, d'une part, par le désir que témoignent certains de ces pays de poursuivre l'exécution de leur programme de développement et, d'autre part, par les quantités limitées de métaux et de produits de l'industrie mécanique que le Royaume-Uni peut laisser à la disposition de l'exportation, pour les raisons déjà exposées au Chapitre 2. Ce dilemme souligne encore que la crise actuelle des paiements que traverse le Royaume-Uni procède, dans une large mesure, d'une contradiction interne entre un taux d'accroissement de la production qui doit demeurer modéré et un programme d'armement relativement ambitieux.

Les mouvements de capitaux d'origine spéculative, encore qu'ils pèsent sans doute d'un poids considé-

[1] Compte tenu de 6 millions de dollars que le Royaume-Uni a continué de recevoir au titre du Programme de relèvement européen (UEP).

rable dans la crise actuelle du dollar [1], constituent un problème beaucoup moins important que les modifications effectives dont témoigne le compte marchandises et services. Etant donné que ces mouvements de capitaux tirent surtout leur origine de spéculations à court terme sur la politique du gouvernement, ils tendent à s'annuler les uns et les autres dans une large mesure, et sont particulièrement sensibles à toutes les manifestations de cette politique [2]. Le récent et vaste mouvement spéculatif contre la livre sterling témoigne incidemment d'une idée fixe solidement ancrée dans les milieux d'affaires. Ceux-ci paraissent tenir pour évident que les difficultés de balance des paiements annoncent inévitablement une dévaluation, et cela même dans une situation où une telle décision ne saurait apporter le moindre soulagement à la balance des paiements, étant donné le manque de souplesse qui caractérise actuellement les disponibilités à l'exportation et les besoins d'importation [3].

Tendances divergentes en Europe continentale

A l'exception de la France, qui a eu à faire face à une crise du dollar particulière, les difficultés de paiement éprouvées par les pays continentaux de l'Europe occidentale en 1951 se sont surtout manifestées dans le cadre de l'UEP. On a vu plus haut que la nature même des relations entre l'UEP et la zone sterling ainsi que les difficultés que connaît le Royaume-Uni ont affaibli dans une certaine mesure, pour les pays du continent européen, l'incidence des fluctuations qui se sont produites depuis les événements de Corée dans les prix et dans le mouvement des échanges commerciaux internationaux.

Même dans des circonstances plus proches de la normale, on pouvait s'attendre que la faiblesse organique de l'UEP se serait fait sentir à la suite d'une période initiale au cours de laquelle les quotas de crédit résorberaient les déséquilibres existants. En tout cas, une des conditions préalables — mais non la seule — du fonctionnement harmonieux de ce mécanisme était évidemment que la direction et le rythme du développement économique de chacun des pays membres demeurent assez uniformes. Toutefois, l'atmosphère économique dans laquelle l'UEP a été mise sur pied s'était déjà profondément modifiée lorsqu'elle commença à fonctionner au second semestre de 1950. Depuis lors, de profondes modifications se sont produites dans la structure du commerce international; elles ont touché différents pays à des degrés divers, selon l'ampleur de leurs programmes de réarmement — que ceux-ci soient simplement envisagés ou qu'ils aient déjà reçu un commencement d'exécution — et selon les différences constatées dans l'incidence des changements de prix et des politiques monétaires.

Ces nouvelles forces l'ont même emporté sur les différences traditionnelles qui séparaient les politiques

---

[1] Le solde résiduel (poste 7) du Tableau 39 et aussi, comme on l'a déjà vu, les données que l'on peut tirer des évaluations de la balance des paiements des Etats-Unis à la page 93 ci-dessus, donnent une indication de l'ordre de grandeur possible des mouvements de capitaux d'origine spéculative au cours du troisième trimestre, et de la mesure dans laquelle ils ont varié d'importance au cours de l'année. Il subsiste un élément d'incertitude pour ces deux séries de données, et, par là, pour les observations auxquelles peut donner lieu l'importance relative des mouvements clandestins de capitaux : c'est la valeur des règlements normaux en or et en dollars versés aux pays qui ne font partie ni de la zone dollar, ni de la zone sterling, ni de l'UEP.

[2] On peut distinguer entre trois formes principales de mouvements de capitaux de caractère spéculatif, dont les effets ne sont pas également nocifs : *Premièrement*, les mouvements portant sur les soldes en sterling dits « en compte américain », c'est-à-dire le sterling détenu en comptes spéciaux à Londres par des résidents des Etats-Unis ou d'autres « pays de la zone dollar ». Les mouvements auxquels ces comptes donnent lieu échappent au contrôle des changes. *Deuxièmement*, les modifications apportées aux conditions de paiement dans les transactions commerciales ordinaires peuvent occasionner d'amples fluctuations dans le volume des crédits commerciaux à court terme obtenus et accordés, et par là exercer une influence profonde sur la situation des changes étrangers. L'importance de ces mouvements a été manifeste au cours des mois qui ont précédé la dévaluation de 1949, alors que les recettes des exportations de la zone sterling demeuraient insuffisantes pour assurer les mouvements effectifs du commerce, et que, au contraire, les paiements versés en règlement des importations dépassaient les besoins de ces mouvements. Dans l'été de 1951, des changements de caractère spéculatif apportés à l'octroi des crédits commerciaux paraissent avoir été une cause de trouble, non seulement dans les échanges commerciaux libellés en dollars, mais aussi dans les transactions effectuées dans le cadre de l'UEP. Les deux formes de mouvements de capitaux de caractère spéculatif que l'on vient de mentionner sont toutefois des mouvements à court terme qui, par là même, corrigent mutuellement leurs effets ou du moins les épuisent rapidement (c'est ainsi qu'en remplaçant le règlement à trois mois des importations par un règlement comptant, on prend une mesure qui ne saurait être répétée). *En troisième lieu*, ces mouvements de caractère spéculatif se caractérisent par l'évasion clandestine des capitaux, qui s'opère par l'établissement de factures pour l'exportation portant des sommes inférieures au montant réel et par d'autres moyens illégaux. De par la nature de ces opérations clandestines, les capitaux fugitifs, lorsqu'ils ont été transférés hors de la zone sterling, y reviennent rarement; d'autre part, le volume des fonds ainsi retirés par des voies illégales ne peut guère s'accroître brusquement pour répondre aux positions à court terme prises par la spéculation.

[3] Même pour les exportations d'articles textiles, l'abaissement des prix à l'exportation que provoquerait une dévaluation ne diminuerait sans doute pas dans une mesure appréciable les difficultés toujours plus grandes que fait peser la concurrence des producteurs d'Extrême-Orient, comme on l'a vu à la section 4 du présent chapitre.

économiques. C'est ainsi que la crise de la balance des paiements en France n'est pas sans ressembler à celle que connaît le Royaume-Uni. Dans l'un et l'autre cas, les difficultés proviennent de tendances inflationnistes (quelque différentes qu'aient été leurs manifestations internes) et la crise a été caractérisée par un important déficit vis-à-vis de l'UEP, tandis que des difficultés surgissaient également vers la fin de l'année, en ce qui concerne le dollar [1].

A l'autre extrémité se trouvent les pays — Belgique, Italie et Suisse — où ni la dévaluation ni même, jusqu'ici, le réarmement n'ont brusquement modifié le climat économique dans le sens de l'inflation. Dans ces pays, les nouveaux éléments de la situation ont eu surtout pour effet de stimuler les exportations, et ils ont accumulé d'importants excédents dans le commerce avec la région de l'UEP. L'Allemagne occidentale, après avoir occupé temporairement à l'UEP une position débitrice, a pu corriger son déséquilibre au cours de 1951, et appartient également à ce groupe.

Le Danemark et les Pays-Bas se trouvent dans une situation intermédiaire : leur balance commerciale s'est considérablement améliorée au cours de l'année, en raison d'un renversement de leur politique monétaire et, dans le cas du Danemark, sous l'influence de prix à l'exportation plus favorables. Un autre élément a été l'accroissement des recettes que leur procure le transport maritime. Aussi, dans la seconde partie de l'année, le déficit global de la balance des paiements de ces deux pays qui, jusque-là, avait été important, a commencé à décroître, et leur déficit total dans le cadre de l'UEP a été ramené à la partie non payable en or de leurs quotas. Aux Pays-Bas, le renversement de la situation extérieure a été à ce point complet que l'ensemble de l'année 1951 ne laissera probablement apparaître aucun déficit dans le compte transactions courantes de la balance des paiements. Au Danemark, l'on a enregistré au quatrième trimestre sur le compte des transactions courantes un excédent de quelque 25 millions de dollars, alors que le déficit trimestriel moyen en 1950 et pendant les trois premiers trimestres de 1951 était d'environ 30 millions de dollars.

Ce n'est que pour la Suède, la Finlande et peut-être la Norvège que les conditions extérieures ont évolué assez favorablement pour qu'une inflation intérieure puisse se poursuivre sans exercer dans l'immédiat de répercussions défavorables sur la balance des paiements.

Les difficultés de la France

Jusqu'au printemps de 1951, la situation de la France en matière de balance des paiements a évolué favorablement. Sa position excédentaire dans le cadre de l'UEP, qui représentait surtout la contrepartie du déficit de l'Allemagne occidentale, s'est accompagnée d'une expansion exceptionnelle des exportations vers les Etats-Unis : pour les trois premiers trimestres de 1951, ces exportations exprimées en dollars atteignirent en moyenne plus du double de celles de 1950. L'augmentation portait surtout sur les produits d'acier et les produits chimiques, notamment l'alcool industriel, que la France n'exportait pas jusque-là aux Etats-Unis en quantités appréciables.

L'amélioration de la balance commerciale de la France a permis, pendant un certain temps, de restreindre les exportations de matières premières dont il y a pénurie et de stimuler les importations de biens de consommation afin de tenter de faire baisser le niveau des prix. Il est difficile d'estimer jusqu'à quel point ces mesures ont réellement aidé à limiter l'inflation, mais elles ont, sans aucun doute, contribué à faire renaître les difficultés de la balance des paiements pendant le deuxième semestre de l'année. Cette aggravation du déficit de la balance des paiements, provoquée par la politique anti-inflationniste, a été rendue plus aiguë du fait que les efforts pour combattre l'inflation ont, dans l'ensemble, échoué. Dans certains domaines, les difficultés d'exportation se sont accrues parce que le niveau des coûts avait augmenté en France, et là encore il semble que les exportateurs se soient dirigés vers les marchés protégés dans les territoires français d'outre-mer. Comme le montrent les chiffres ci-après, la balance commerciale s'est brusquement aggravée aussi bien avec les pays de l'UEP qu'avec la zone dollar :

Balance commerciale de la France avec les pays autres que ceux de l'Union française [a]

(Chiffres trimestriels, exprimés en milliers de dollars courants)

	Janvier-juin	*Juillet-septembre*	*Octobre et novembre*
Zone dollar	— 60	—100	—141
Région de l'UEP . .	— 94	—230	—168
Autres régions . . .	— 9	+ 14	+ 15
	—163	—316	—294

[1] Les balances mensuelles de chacun des pays membres de l'UEP sont reproduites au Tableau XX, Annexe A.

a Exportations, prix f.o.b.; importations, prix c.a.f.

Les pertes subies par les réserves de change étranger devinrent alarmantes dans les derniers mois de l'année. Les avoirs en monnaies étrangères de toute sorte détenus par la Banque de France [1], qu'il s'agît de dollars ou d'autres monnaies, et qui avaient atteint un volume maximum de 553 millions de dollars en mars, retombèrent à une cadence accélérée jusqu'au chiffre de 91 millions de dollars seulement à la fin de novembre [2]. Alors que ces pertes ont été occasionnées, pour la plupart, par les règlements effectués avec l'UEP (surtout sous la forme d'un changement dans la position française, celle-ci, de créditrice, devenant débitrice), l'épuisement des réserves de monnaies fortes provoqué par des transferts vers la zone dollar semble avoir été beaucoup plus important que ne peut l'expliquer à lui seul l'augmentation du déficit de la balance commerciale, et semble avoir été causé en grande partie par le souci qu'ont eu les importateurs d'accélérer leurs paiements anticipés, et peut-être aussi par des sorties de capitaux privés empruntant d'autres voies. En outre, les perspectives en ce qui concerne le dollar étaient rendues plus sombres encore par la nécessité persistante d'importer du charbon américain et par la crainte de devoir acheter du blé en Amérique du Nord, tant à la suite de la récolte déficitaire de la Métropole et de l'Afrique du Nord que pour faire face à l'engagement pris par la France d'exporter des céréales vers l'Allemagne occidentale en exécution de l'Accord international sur le blé. Toutefois, la menace d'une importante diminution du programme d'importations de la zone dollar en 1952 a pu être écartée grâce aux assurances données par les Etats-Unis que leur aide économique, jointe aux dépenses militaires faites par les Etats-Unis en France, s'élèverait à 600 millions de dollars au cours de l'exercice financier 1951/52.

Les crises de paiements périodiques en France résultent dans une large mesure de l'incapacité où se trouve le pays de contenir les mouvements inflationnistes internes, et aussi de la facilité avec laquelle les capitaux privés peuvent se soustraire aux désagréments qui accompagnent l'inflation [3]. Bien que l'exécution d'un programme de défense assez ambitieux (y compris le lourd fardeau que représente la guerre d'Indochine) et aussi les difficultés d'ordre politique que soulève toute tentative pour réduire les dépenses privées suffisent à expliquer pour une large part la récente crise des paiements, les incidences de cette crise se sont, en réalité, fait sentir plus vivement en raison de la facilité traditionnelle avec laquelle les capitaux commerciaux de source privée peuvent assurer leur propre sécurité dès que la confiance en la monnaie est ébranlée. Un autre événement important — encore que ses répercussions sur le volume des réserves détenues par le Trésor soient difficiles à estimer — est la fuite purement spéculative des capitaux qui ont cherché refuge dans l'or et dans les monnaies fortes. La facilité avec laquelle on peut se détacher du franc est de notoriété publique : un marché légal de l'or fonctionne à Paris et, à chaque crise de confiance, le marché noir du change étranger détourne apparemment des sommes considérables de change étranger des voies officielles (sous la forme par exemple de dollars touristiques), alors que la facilité avec laquelle on peut exporter des billets permet d'approvisionner largement les marchés libres des changes dans les pays étrangers.

---

[1] Les modifications intervenues au cours de l'année dans les avoirs officiels en or et en change étranger détenus par la Banque de France (qui ne reflètent pas nécessairement tous les règlements internationaux effectués par la France) sont indiquées ci-dessous en même temps que les règlements déclarés effectués auprès de l'UEP :

(En millions de dollars courants)

	Janv.-juin	*Juil.-sept.*	*Oct.-nov.*
Augmentations (+) ou diminutions (−) des réserves de change étranger . .	+23	−87	−284
Règlements effectués avec l'UEP :			
1) en dollars ou en or	+20	−43	− 17
2) en crédit	+20	−43	−188

Il n'existe pas de renseignements d'ensemble sur les modifications intervenues dans la fraction des réserves de change étranger détenues sous forme d'or et de dollars (les chiffres donnés dans le Tableau 35 sont valables exclusivement pour les soldes en dollars qui sont propriété française et qui ont été déclarés par les banques des Etats-Unis). On peut toutefois trouver une indication de la tendance dans les chiffres suivants, qui montrent les chiffres nets d'achats (+) ou de ventes (−) de dollars par le Fonds de stabilisation du marché officiel des changes étrangers, et qu'a fait connaître le Ministre des finances le 16 novembre 1951 (en millions de dollars) :

Janvier-juin, +33; Juillet-septembre, −53; Octobre, −67.

[2] La diminution des avoirs nets a été encore plus marquée, puisque le chiffre de novembre ne tient pas compte du crédit reçu par la France en provenance de l'Union européenne de paiements et se montant à 67 millions de dollars. Le chiffre de 91 millions de dollars ne comprend ni la réserve d'or de la Banque de France, qui est restée stationnaire à 547 millions de dollars pendant le deuxième semestre de 1951, ni les avances au Fonds de stabilisation des changes qui indiquent dans une certaine mesure les avoirs en devises étrangères du Fonds et qui sont tombées de 398 millions de dollars en mars 1951 à 277 millions de dollars à la fin de novembre.

[3] Selon des évaluations diverses de source française, qui ne reflètent nécessairement dans une large mesure que les impressions de leurs auteurs, l'ordre de grandeur des capitaux qui cherchent refuge dans l'or et les devises fortes serait de l'ordre de 400 à 600 millions de dollars par an.

Les créditeurs de l'UEP

De par la structure de leur commerce, la Belgique et l'Italie ont tendance à occuper une situation déficitaire vis-à-vis de la zone dollar, cette tendance étant partiellement contrebalancée par un excédent dans leurs échanges avec l'Europe occidentale. Pendant l'automne de 1951, les positions créditrices de la Belgique et de l'Italie au sein de l'UEP ont dépassé leurs quotas [1], en raison surtout d'un brusque accroissement de leurs excédents commerciaux avec la France et le Royaume-Uni. L'amplitude de ces mouvements s'est trouvée accrue par des entrées de capitaux fugitifs et par des modifications de caractère spéculatif apportées aux conditions de paiement des échanges commerciaux.

La montée en flèche des exportations belges n'a pas été générale; en fait, plusieurs industries exportatrices importantes, notamment l'industrie textile, ont souffert récemment d'une diminution de la demande. En outre, l'accroissement des exportations d'acier est survenu à la suite d'une période de difficultés aiguës caractérisées par de graves diminutions portant à la fois sur les prix à l'exportation et sur la production. L'alternance d'années de prospérité et de crise dans l'industrie belge a pu être considérée comme la raison principale pour laquelle la Belgique a toujours répugné à restreindre ses exportations vers les pays de l'UEP et à assujettir l'exportation à des taxes élevées.

Les déséquilibres persistants qui se sont manifestés dans le cadre de l'Union européenne de paiements ont généralement été contrebalancés par des politiques discriminatoires visant à restreindre les importations que les pays débiteurs se procurent auprès d'autres pays membres de l'UEP, ceci en s'écartant du régime de libération des échanges. Les exemples les plus notables de cette politique ont été les restrictions imposées par l'Allemagne au printemps et par le Royaume-Uni dans les derniers mois de 1951. Par contre, les pays créditeurs ont adopté diverses mesures en vue de restreindre les exportations de marchandises vers d'autres pays membres (et par là même les rentrées de capitaux provenant de ces pays), alors qu'ils ont hésité plus longtemps à recourir à une expansion interne de leur activité économique. Il est significatif que les pays occupant une situation de gros créditeurs au sein de l'Union soient tous des pays où a persisté un chômage important, même dans la conjoncture favorable qu'a connue l'activité économique depuis les événements de Corée. C'est ainsi que les mesures correctives adoptées par le Gouvernement belge au quatrième trimestre de 1951 se sont manifestées par une réticence plus accentuée dans l'octroi des licences d'exportation et par le blocage temporaire d'un certain pourcentage des recettes des exportations. Ces mesures furent complétées ultérieurement par l'institution d'une faible taxe à l'exportation, variant de 1 à 3%.

Le Gouvernement italien a suivi une politique différente. Bien que le pays accumulât des excédents au sein de l'UEP, la situation générale de ses exportations n'était pas telle qu'elle pût inciter à restreindre les ventes à l'étranger. Aussi le gouvernement a-t-il préféré suivre une autre méthode, et encourager les importations en étendant les mesures de libération et en réduisant les droits de douane, malgré le danger que ceci pouvait faire courir aux industries du marché intérieur. L'Allemagne occidentale, elle aussi, à mesure que sa position de débitrice au sein de l'UEP s'améliorait rapidement au cours de l'année, revint graduellement en janvier 1952 à la libération des importations. A l'exception de ces cas particuliers, les contre-mesures prises également par les pays débiteurs et les pays créditeurs semblent avoir généralement eu pour fin la recherche d'un équilibre constitué par une contraction des importations plutôt que par une expansion des exportations. Toutefois, la situation s'est grandement modifiée depuis la création de l'UEP : les restrictions à l'importation imposées par un pays ne provoquent pas nécessairement de la part d'autres pays des mesures de rétorsion qui, en fin de compte, engagent l'économie dans la spirale classique de la contraction des échanges; du moins le principe sur lequel se fonde l'Union européenne de paiements est-il que les mesures d'expansion ou de contraction prises par un pays sont appuyées, à la suite de consultations internationales, par des mesures de contraction ou d'expansion complémentaires que prennent d'autres pays membres.

Bien que les contre-mesures aient en règle générale pris la forme de modifications d'ensemble apportées à la politique de libération des échanges dans toute la région de l'UEP, il existe aussi des exemples de mesures prises, ou envisagées, pour lutter contre un état de déséquilibre bilatéral particulier au sein de l'UEP elle-même. C'est là une manière d'agir dont on ne saurait dire qu'elle s'accorde avec l'idée sur laquelle est fondée l'Union. Ainsi, au moment où la

[1] Voir Tableau XX, Annexe A.

Belgique et les Pays-Bas occupaient respectivement des positions créditrice et débitrice extrêmes, on soutenait fréquemment que la solution pourrait consister à équilibrer les échanges entre les deux pays, et en décembre 1951 la Suisse de son côté a imposé des restrictions à certaines exportations vers la zone sterling, notamment afin de réduire son excédent vis-à-vis de l'UEP.

L'épuisement de leur contingent par certains pays et la conséquence inévitable de cet état de fait, à savoir, l'obligation de régler en or des importations libérées, en même temps que les restrictions apportées aux importations en provenance de la zone dollar, sont la menace la plus grave qui pourrait compromettre le fonctionnement continu de l'UEP, et il en sera ainsi aussi longtemps que les Etats membres éprouveront de graves difficultés à équilibrer leurs comptes en dollars [1]. Une autre difficulté, qui est peut-être d'un caractère plus temporaire, provient de la position actuelle de l'encaisse de l'Union. Les déficits importants ont été récemment l'apanage des pays qui se trouvaient posséder les quotas les plus importants, à savoir le Royaume-Uni et la France, alors que les petits quotas de la Belgique et de l'Italie sont encombrés d'excédents. Il en est résulté que, dans les derniers mois de l'année, les ressources liquides de l'UEP sont tombées à un niveau dangereusement bas après que de gros paiements en or eurent été faits à des pays membres possédant des excédents. Aucune décision officielle n'a été prise jusqu'ici sur la manière de résoudre cette difficulté. Il semblerait toutefois que la solution la plus efficace doive être trouvée dans l'une des mesures suivantes : révision des quotas des pays membres (ces quotas ont été fixés à l'origine en tenant compte de la valeur du chiffre d'affaires réalisé par le commerce en 1949), révision des pourcentages d'après lesquels sont opérés les règlements en or et en crédit, ou enfin, versement par les Etats-Unis d'une contribution supplémentaire au fonds de roulement de l'Union.

[1] Voir l'ETUDE de 1949, pages 122-123.

3. LE COMMERCE DES PAYS DE L'EUROPE ORIENTALE

Aucun renouveau de l'activité commerciale entre l'Ouest et l'Est n'est venu apporter la moindre contribution à la solution des problèmes toujours plus graves des balances de paiements des pays de l'Europe occidentale ou aux difficultés que les pays de l'Europe orientale éprouvent à développer leur production. Bien au contraire, les échanges commerciaux entre l'Europe orientale [2] et l'Europe occidentale en 1951 ont été encore plus faibles et sont tombés au-dessous du niveau déjà anormalement bas enregistré en 1950, et, si l'on en juge d'après les tendances actuelles, il est à craindre que les difficultés soient encore plus grandes dans le proche avenir [3]. Cette contraction des relations commerciales a été générale, les pays septentrionaux constituant la seule exception. Le volume des exportations des trois pays scandinaves vers l'Europe orientale a augmenté en 1951 d'environ 10%, ainsi qu'il ressort du Tableau 40. L'on enregistre une augmentation particulièrement importante pour la Finlande, dont les exportations commerciales vers l'Union soviétique se développent pour remplacer les livraisons au titre des réparations de guerre qui prendront fin en 1952.

Il est probable également que les importations totales des pays de l'Europe occidentale en provenance de l'Europe orientale ont quelque peu baissé, bien que des prix plus élevés en aient augmenté la valeur de 28%. Comme les prix pour les exportations de l'Europe occidentale vers l'Europe orientale ont subi une hausse plus faible, l'Europe orientale se trouve avoir un excédent de sa balance commerciale plus grand qu'il ne l'était l'année précédente. Toutefois, il est possible que le pouvoir d'achat de cet excédent ne se soit élevé que légèrement si on l'estime en pouvoir d'achat des matières premières provenant des pays d'outre-mer dont les pays de l'Europe orientale ont le plus grand besoin.

Cette contraction continue des échanges entre les deux régions se trouve illustrée par le fait que, pendant les neuf premiers mois de 1951, les exportations vers l'Europe orientale (non compris l'Allemagne orientale et la Yougoslavie) ne représentaient en valeur que 2,4% du total des exportations des pays de l'Eu-

[2] Dans le terme « Europe orientale », tel qu'il est employé ici, l'on comprend l'Union soviétique, mais non pas la Yougoslavie. L'on a dû également ne pas tenir compte de l'Allemagne orientale dans les renseignements donnés sur les échanges entre l'Est et l'Ouest, car ce n'est que récemment qu'elle commence à apparaître comme pays distinct d'origine et de destination dans les statistiques commerciales publiées par la plupart des pays de l'Europe occidentale.

[3] Pour un examen plus approfondi de l'évolution récente des échanges entre l'Est et l'Ouest, voir *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 3, N° 2, pages 57 à 76.

Tableau 40

COMMERCE ENTRE LES PAYS DE L'EUROPE ORIENTALE ET LES PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE

Taux annuel calculé d'après les 9 premiers mois de chaque année

	Royaume-Uni		France, Allemagne occid., Belgique-Luxembourg et Italie		Danemark, Norvège, et Suède		Finlande [a]		Total pour dix-huit pays de l'Europe occidentale	
	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951
Commerce avec six pays de l'Europe orientale [b]										
Valeur courante :										
Importations (c.a.f.) *(En millions de dollars)*	172	243	175	199	135	185	57	95	705	899
Exportations (f.o.b.) *(En millions de dollars)*	74	47	230	209	108	148	34	84	585	655
Volume *(Janvier-septembre 1950 = 100)*										
Exportations	100	55	100	78	100	109	..	..	100	91
Part des machines et véhicules	100	48	100	70	..	..	..	..	..	..
Commerce avec la Yougoslavie										
Valeur courante :										
Importations (c.a.f.) *(En millions de dollars)*	33	27	44	57	7	4	1	1	104	109
Exportations (f.o.b.) *(En millions de dollars)*	16	29	72	84	5	10	—	1	114	155
Volume *(Janvier-septembre 1950 = 100)*										
Exportations	100	164	100	97	..	..	..	..	100	111
Part des machines et véhicules	100	270	100	114	..	..	..	..	..	..

Sources : Statistiques des pays de l'Europe occidentale.

a Non compris les exportations au titre des réparations qui se montaient, en 1950, à 34 millions de dollars et, en 1951, à 56 millions de dollars.

b Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et U.R.S.S.

rope occidentale, alors que ce chiffre était de 3% en 1950 et de 5% en 1949.

Les exportations de l'Europe occidentale vers la Yougoslavie ont beaucoup augmenté. L'on verra d'après le tableau qu'en 1951 la valeur des exportations du Royaume-Uni vers la Yougoslavie est supérieure à 50% du total des exportations britanniques vers les six autres pays de l'Europe orientale considérés ensemble.

Les échanges à l'intérieur de l'Europe orientale

D'après les renseignements clairsemés dont on dispose sur les échanges entre les pays de l'Europe orientale en 1951 [1], trois tendances principales semblent se révéler : en premier lieu, une augmentation considérable du commerce de l'Allemagne orientale avec les autres pays de la région; deuxièmement, un nouvel accroissement important des échanges entre l'Union soviétique et les autres pays de l'Europe orientale; et, troisièmement, une augmentation plutôt faible, comparée aux années précédentes, du volume du commerce entre les pays de la région autres que l'Union soviétique et l'Allemagne orientale.

Le commerce de l'Allemagne orientale avec les autres pays de la région a commencé à se développer dès 1950, où il atteignit un niveau supérieur de 43% à celui de l'année précédente. Toutefois, au cours des deuxième et troisième trimestres de 1951, l'augmentation par rapport à l'année précédente atteignit 80 à 90%. Les exportations à partir de l'Allemagne orientale consistent surtout en produits de l'industrie chimique et de l'industrie mécanique, et l'augmentation

[1] On trouvera dans le *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 3, N° 2, Tableau XXII, des estimations pour les années 1949 et 1950 sur la valeur des échanges entre tous les pays de l'Europe orientale examinés par groupes de deux.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA

a été particulièrement ample pour les échanges avec les pays moins importants de l'Europe orientale, la Hongrie, la Bulgarie et la Roumanie.

En 1949, le commerce de l'Union soviétique avec la Tchécoslovaquie et la Pologne a augmenté d'environ 50% et il a presque doublé avec la Roumanie et la Hongrie. En 1950, l'accroissement des échanges entre l'Union soviétique et tous les pays de l'Europe orientale (non compris la Yougoslavie) était de l'ordre de 20 à 30%. L'on n'a reçu jusqu'ici aucun renseignement pour 1951, mais à juger d'après les chiffres des plans établis par les divers pays, l'augmentation par rapport à l'année précédente semblerait être approximativement la même qu'entre 1949 et 1950. Actuellement, le niveau des échanges entre l'Union soviétique et les pays de l'Europe orientale est beaucoup plus élevé qu'avant la guerre, mais comme on ne dispose pas de statistiques courantes, il n'est pas possible d'en indiquer avec précision l'ordre de grandeur.

Comme nous l'avons dit, le volume des échanges entre les pays de l'Europe orientale autres que l'Union soviétique et l'Allemagne orientale, semble ne s'être guère modifié entre 1950 et 1951. Comme, d'une manière générale, la production de ces pays dans sa structure traditionnelle n'est pas complémentaire, le commerce entre ces pays ne peut s'accroître encore que s'ils s'accordent pour adapter leurs plans de production dans le sens d'une spécialisation plus poussée. En 1951, ces pays ont conclu plusieurs nouveaux accords de commerce à long terme qui portent généralement sur la période que couvrent leurs plans de production. L'on a vu au Chapitre 2 que des progrès considérables ont été effectués pour obtenir une intégration économique plus étroite, ceci en particulier par le développement des exportations des produits de l'industrie mécanique de l'Allemagne orientale et de la Tchécoslovaquie vers d'autres pays de la région.

4. Position de l'Europe sur les marchés non européens vis-a-vis de ses concurrents

Comme on l'a fréquemment souligné, les exportations de l'Europe à destination des pays non européens dans la période d'après guerre posent un problème important, à savoir la tendance croissante des pays non européens, désireux de favoriser leur développement économique, à consacrer une part aussi grande que possible des moyens de paiement qu'ils réservent aux importations à l'achat de biens d'équipement de préférence aux biens de consommation.

Si, traditionnellement, les exportations de l'Europe vers les autres régions se composent en grande partie de biens de consommation, cette modification de la nature de la demande des pays non européens n'a cependant pas empêché jusqu'ici les exportations européennes à destination des pays extra-européens de se développer remarquablement depuis la guerre, qu'il s'agisse de biens d'équipement ou de biens de consommation. Ceci provient principalement du fait que le désir qu'ont les pays insuffisamment développés d'appliquer surtout leurs efforts à des importations de biens d'équipement a été contrebalancé par la nécessité impérieuse où ils se trouvaient d'importer des biens de consommation en raison des graves pénuries de l'après-guerre.

Pourtant, le problème latent de l'adaptation de la composition des exportations européennes à destination des pays extra-européens, pour tenir compte des nouvelles tendances de la demande, a pris plus d'acuité du fait du réarmement en Europe occidentale et du fait de l'accroissement de la production nationale dans les pays extra-européens. D'une part, le réarmement tend à réduire la capacité de l'Europe à donner satisfaction à la demande croissante de biens d'équipement des pays extra-européens; d'autre part, le passé a déjà montré que, dans les pays européens, il est plus facile de limiter la demande intérieure de biens de consommation manufacturés que de faire passer la main-d'œuvre et les autres moyens de production des secteurs industriels travaillant pour la consommation aux secteurs des investissements et de l'armement; si bien qu'en fin de compte cet état de choses, à brève échéance du moins, pourrait ainsi se traduire par un accroissement des quantités de biens de consommation que l'on chercherait à vendre sur les marchés extra-européens. En même temps, les pays extra-européens mettent sur pied et développent leur production de biens de consommation. A cet égard, l'événement le plus important de ces derniers mois est le relèvement rapide de l'industrie japonaise dont la production était tombée au lendemain de la guerre à un niveau anormalement bas.

Les circonstances qui déterminent aujourd'hui la position de l'Europe sur les marchés extra-européens peuvent être illustrées par l'étude de deux grands

groupes de produits : 1) les métaux et les produits de l'industrie mécanique pour lesquels le problème porte principalement sur les quantités disponibles à l'exportation, et 2) les produits de l'industrie textile pour lesquels ce sont les problèmes de débouchés qui dominent. On examinera successivement ces deux groupes de produits.

Exportations de métaux et de produits de l'industrie mécanique

Le Tableau 41 montre, pour six pays européens et pour les Etats-Unis, les changements intervenus dans le volume de leurs exportations de 1949 à 1950 et de 1950 à 1951 pour un petit nombre de grands groupes de produits, en distinguant les exportations vers l'Europe et celles destinées à d'autres régions. On trouvera des renseignements plus détaillés dans les Tableaux XXV et XXVI de l'Annexe A.

A quelques exceptions près, les chiffres pour chaque pays et pour chaque groupe de produits traduisent les mêmes tendances générales que ceux enregistrés pour l'ensemble des exportations de l'Europe. En 1951, les exportations à destination des pays extra-européens ont augmenté sensiblement plus que les échanges intereuropéens, tandis qu'en 1950, l'évolution s'était produite en sens inverse. L'on citera comme principales exceptions à cette tendance générale les deux faits suivants : pour les deux années dont il s'agit, le développement des exportations de l'Allemagne a été relativement beaucoup plus accentué sur les marchés extra-européens, et de 1950 à 1951 les exportations britanniques de véhicules à moteur à destination des pays extra-européens n'ont pas augmenté parce que les ventes au Canada se sont ralenties et que des difficultés temporaires de transport ont freiné les expéditions vers d'autres marchés extra-européens.

Il ressort également du tableau que de 1950 à 1951 les exportations des Etats-Unis à destination de l'Europe et des autres régions ont augmenté respectivement de 13 et de 30%. Cette augmentation a été plus forte encore peut-être pour les produits de l'industrie mécanique que pour les autres groupes de produits. Dans l'ETUDE de l'année dernière, on laissait entendre que la demande supplémentaire qui pèserait sur la production de l'industrie des Etats-Unis, du fait de la décision de réarmer, tendrait à restreindre les quantités que ce pays pourrait exporter en 1951, notamment pour ce qui est des biens d'équipement. La réalité pourrait, jusqu'ici, sembler contredire ces prévisions, mais il faut se rappeler que durant le premier semestre de 1950 le niveau des exportations américaines a été relativement bas. Pendant cette période, plusieurs pays extra-européens ont renforcé leurs restrictions aux achats dans la zone dollar — mesure qui, avec un certain décalage dans le temps, était en grande partie provoquée par le ralentissement de l'activité économique aux Etats-Unis en 1949 et la chute des importations de ce pays — et, en même temps, les effets de la dévaluation des monnaies européennes commençaient à se faire sentir. En 1951, les pays d'outre-mer ont eu tendance à relâcher les restrictions qu'ils avaient apportées à leurs importations en dollars et, dans un climat caractérisé par l'accroissement de la demande mondiale, le jeu de la concurrence est devenu moins important. Il se pourrait donc que 1949 fût une meilleure année de référence que 1950 pour permettre d'apprécier le niveau relatif des exportations des Etats-Unis en 1951. Les chiffres ci-dessous montrent les changements intervenus depuis 1949 dans le volume des exportations de six pays européens ainsi que dans les exportations des Etats-Unis (pour cette comparaison, l'on n'a pas tenu compte des échanges entre l'Europe et les Etats-Unis) :

Pourcentages des changements intervenus dans le volume des exportations à destination des pays extra-européens [a]

Neuf premiers mois de chaque année

	1949 à 1950	*1950 à 1951*	*1949 à 1951*
Tous produits :			
En provenance de six pays européens	+ 9	+23	+35
En provenance des Etats-Unis [b] :			
1. Y compris les exportations à destination du Canada . . .	−17	+30	+ 8
2. Non compris les exportations à destination du Canada . . .	−22	+33	+ 4
Machines, véhicules et autres matériels de transport :			
En provenance de six pays européens	+14	+16	+33
En provenance des Etats-Unis [b] :			
1. Y compris les exportations à destination du Canada . . .	−23	+51	+17
2. Non compris les exportations à destination du Canada . . .	−27	+51	+10

a Echanges entre l'Europe et les Etats-Unis non compris.
b Pour 1951, les chiffres sont établis d'après les huit premiers mois.

Il apparaît que l'expansion récente des exportations des Etats-Unis sur les marchés extra-européens n'a guère fait qu'en ramener le niveau à celui des neuf premiers mois de 1949. Bien entendu, ce résultat provient en partie des restrictions imposées par les

Tableau 41

EXPORTATIONS EN PROVENANCE DE CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE ET DES ÉTATS-UNIS A DESTINATION DE L'EUROPE ET DES PAYS EXTRA-EUROPÉENS — PAR PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS

Taux annuels calculés d'après les 9 premiers mois de chaque année

Pays exportateur	Région de destination	Exportations globales, 1–10			3. Métaux et articles manufacturés en métal			4. Machines			5, 6. Véhicules et autre matériel de transport			8. Textiles		
		Indices du volume		Valeur courante en 1951 (*En millions de dollars*)	Indices du volume		Valeur courante en 1951 (*En millions de dollars*)	Indices du volume		Valeur courante en 1951 (*En millions de dollars*)	Indices du volume		Valeur courante en 1951 (*En millions de dollars*)	Indices du volume		Valeur courante en 1951 (*En millions de dollars*)
		1950 (*1949 = 100*)	1951 (*1950 = 100*)		1950 (*1949 = 100*)	1951 (*1950 = 100*)		1950 (*1949 = 100*)	1951 (*1950 = 100*)		1950 (*1949 = 100*)	1951 (*1950 = 100*)		1950 (*1949 = 100*)	1951 (*1950 = 100*)	
Belgique–Luxembourg	Europe	105	119	1.690	75	133	520	100	87	90	56	100	30	164	98	350
	Pays extra-européens	106	156	900	74	184	430	93	140	60	105	223	40	66	143	100
France	Europe	134	112	1.720	149	128	180	100	141	90	114	106	70	130	105	220
	Pays extra-européens	124	141	2.410	148	148	470	103	142	270	115	154	210	108	121	470
Allemagne occidentale	Europe	201	135	2.260	214	119	480	323	146	440	394	139	150	139	173	150
	Pays extra-européens	273	254	1.090	281	218	410	488	284	210	419	405	70	64	257	60
Italie	Europe	142	111	930	108	144	35	115	112	70	77	133	50	198	115	310
	Pays extra-européens	96	117	640	73	109	35	78	144	80	133	104	40	85	128	280
Suisse	Europe	107	124	610	80	102	40	111	109	180	78	87	5	129	114	100
	Pays extra-européens	105	146	440	79	115	20	100	131	90	132	136	3	103	141	50
Total pour les cinq pays	Europe	139	122	7.210	124	127	1.255	155	127	870	124	122	305	155	112	1.130
	Pays extra-européens	120	153	5.480	125	170	1.365	113	166	710	124	168	363	94	129	960
Royaume-Uni	Europe	127	98	2.140	101	89	210	118	100	360	132	110	390	153	100	430
	Pays extra-européens	109	108	4.890	117	95	600	101	108	890	131	97	830	88	113	1.100
Etats-Unis d'Amérique[a]	Europe	72	113	3.830	62	94	220	103	93	490	76	85	180	80	131	120
	Pays extra-européens	83	130	9.130	65	121	880	74	156	1.750	82	146	1.470	68	140	730

NOTE. — Pour les sources et pour la définition des groupes de produits, se reporter aux « Notes sur les statistiques ».

a Pour 1951, le taux annuel a été établi d'après les 8 premiers mois.

Etats-Unis à l'exportation des produits de base dont il y a pénurie. Toutefois, même si l'on ne considère que les exportations d'outillage et de véhicules, l'augmentation au cours de la période de deux ans qui s'étend de 1949 à 1951 ne semble pas avoir dépassé 17%, alors que l'accroissement des exportations de l'Europe occidentale à destination des marchés extra-européens autres que les Etats-Unis est de 33%.

Le développement des exportations des Etats-Unis entre 1949 et 1951 s'est surtout produit dans leur commerce avec le Canada. Si l'on omet les exportations à destination du Canada, l'augmentation des exportations de produits de l'industrie mécanique au cours de ces deux ans ne dépasse pas 10%. Ce n'est là qu'une manifestation particulière de la tendance générale à exporter vers l'hémisphère occidental des biens d'équipement provenant tant d'Europe que des Etats-Unis. Cette évolution se traduit par un accroissement des ventes des Etats-Unis aux pays d'Amérique latine, par un développement particulièrement actif des exportations de l'Allemagne occidentale à destination des mêmes pays et par des exportations extraordinaires d'acier et d'autres produits pour l'industrie lourde d'Europe vers les Etats-Unis. Le Tableau 42 donne en pourcentages la répartition par grandes régions de destination des exportations totales de métaux et de produits de l'industrie mécanique en provenance de trois grands exportateurs — Royaume-Uni, Allemagne occidentale et Etats-Unis. Au cours des années 1949, 1950 et 1951, l'hémisphère occidental a absorbé, pour les groupes de produits considérés, respectivement 32, 30 et 37% des exportations glo-

Tableau 42

RÉPARTITION, PAR DESTINATION, DES EXPORTATIONS GLOBALES DE MÉTAUX ET DE PRODUITS DES INDUSTRIES MÉCANIQUES[a] EN PROVENANCE DU ROYAUME-UNI, DE L'ALLEMAGNE OCCIDENTALE ET DES ÉTATS-UNIS

Neuf premiers mois de chaque année — *En pourcentages* [b]

Région de destination	1949	1950	1951
Canada et Etats-Unis	13	13	16
Certains pays de l'Amérique latine	19	17	21
Australie, Nouvelle-Zélande et Union Sud-Africaine	12	13	11
Certains autres pays de la zone sterling d'outre-mer [c]	10	8	7
Autres pays extra-européens . .	18	15	15
Europe	28	34	30
Total	100	100	100

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».

[a] Groupes 3 à 6.

[b] D'après les valeurs en prix constants.

[c] Inde, Pakistan, Malaisie britannique, Singapour, Est africain britannique, Rhodésie du Nord et Rhodésie du Sud.

Tableau 43

RÉPARTITION, PAR DESTINATION, DES EXPORTATIONS DE PRINCIPAUX GROUPES DE MÉTAUX ET DE PRODUITS DES INDUSTRIES MÉCANIQUES EN PROVENANCE DU ROYAUME-UNI, DE L'ALLEMAGNE OCCIDENTALE ET DES ÉTATS-UNIS

Pour les 9 premiers mois de chaque année — *En pourcentages* [a]

Groupe de produits	Hémisphère occidental [b]			Total pour l'Europe et pour les pays extra-européens à revenu élevé [c]			Autres pays extra-européens		
	1949	1950	1951	1949	1950	1951	1949	1950	1951
3. Métaux et articles manufacturés en métal	32	28	36	41	48	43	27	24	21
4. Machines	32	30	36	40	48	42	28	22	22
5, 6. Véhicules et autre matériel de transport	33	33	39	40	44	39	27	23	22
Total, groupes 3 à 6	32	30	37	40	47	41	28	23	22

NOTE. — Pour les sources et pour la définition des groupes de produits, se reporter aux « Notes sur les statistiques ».

[a] Etablis d'après les valeurs en prix constants.

[b] Argentine, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Cuba, Etats-Unis d'Amérique, Mexique, Pérou, Uruguay et Venezuela.

[c] Australie, Nouvelle-Zélande et Union Sud-Africaine.

bales de ces trois pays. Les parts reçues par l'Europe et par les membres du Commonwealth britannique qui jouissent d'un revenu élevé (Australie, Nouvelle-Zélande et Union Sud-Africaine) sont restées plus stables au cours de ces trois ans, tandis que tous les autres pays, y compris particulièrement les régions insuffisamment développées d'Asie et d'Afrique, ont vu tomber leur part commune de 28% en 1949 à 23% en 1950 et à 22% en 1951. L'on verra au Tableau 43 que les progrès au bénéfice de l'hémisphère occidental et les reculs au détriment des pays insuffisamment développés d'Asie et d'Afrique ont porté sur chacun des trois groupes de produits considérés. Les mêmes tendances se dégagent des chiffres ci-après, qui expriment les indices du volume des métaux et des produits de l'industrie mécanique exportés par les Etats-Unis et le Royaume-Uni à destination de pays de l'Asie de l'Est et du Sud [1] :

		1949 = 100
1950	Premier semestre	70
	Deuxième semestre . . .	59
1951	Premier semestre	63

Il se peut que les disponibilités totales de produits de l'industrie mécanique en Europe occidentale augmentent en 1952, en partie grâce à une utilisation plus complète de la capacité de production en Italie et dans quelques autres pays. Pourtant, cette augmentation sera dans une grande mesure le résultat d'une coordination de la demande relative aux armements, et l'on ne doit pas s'attendre à voir augmenter les quantités de biens d'équipement disponibles pour l'exportation vers les pays extra-européens, à moins que la tendance à l'accroissement des investissements privés intérieurs ne se renverse.

Les prix à l'exportation des produits de l'industrie mécanique n'ont que modérément monté. Le Tableau 44 donne les indices des prix dérivés pour divers exportateurs européens importants et pour les Etats-Unis. Entre le deuxième trimestre de 1950 et le troisième trimestre de 1951, la hausse a été de 12% pour le Royaume-Uni et de 15% pour les Etats-Unis. Pour la Suède, la France et l'Allemagne occidentale, les indices des prix dérivés ont augmenté de 11 à 18%, tandis que les prix italiens sont restés presque inchangés. Par suite, au cours du troisième trimestre de 1951, les prix à l'exportation dans les pays où la

Tableau 44

PRIX DÉRIVÉS MOYENS A L'EXPORTATION DES PRODUITS FINIS DES INDUSTRIES MÉCANIQUES

Indices — janvier-septembre 1949 = 100

Pays	En monnaie nationale		En dollars des Etats-Unis	
	1950 Deuxième trimestre	1951 Troisième trimestre	1950 Deuxième trimestre	1951 Troisième trimestre
Royaume-Uni [a] . . .	104	116	73	81
Suède	101	119	70	83
France	113	127	87	97
Allemagne occident. [b, c]	83	96	68	80
Italie	100	103	90	91
Suisse	102	107	102	107
Etats-Unis d'Amérique [c]	94	108	94	108

NOTE. — Les chiffres sont tirés des statistiques des différents pays. Ils sont tous affectés de coefficients de pondération mobiles.

a Les chiffres s'appliquent aux machines. Un indice établi d'après des coefficients antérieurs, et relatif à tous les articles en métal, y compris les produits semi-manufacturés, donne 84 (prix exprimés en dollars des Etats-Unis) pour le troisième trimestre de 1951.

b Etant donné les changements importants survenus dans la composition des exportations en produits, l'indice relatif à l'Allemagne occidentale grossit probablement la baisse des prix survenue entre janvier–septembre 1949 et le second trimestre de 1950.

c Tous articles manufacturés.

dévaluation a été importante sont encore restés à un niveau (mesuré en dollars) inférieur de 20% environ aux prix en vigueur avant la dévaluation et en dépit du renchérissement des coûts; il avait été possible jusque-là de maintenir la plus grande part de la modification apportée par la dévaluation aux rapports des prix. Ce n'est qu'en France, où la dévaluation a été à peu près du même ordre qu'en Allemagne occidentale, que l'inflation interne s'est traduite par une augmentation sensiblement plus forte des prix à l'exportation.

En dehors de cas spéciaux, il ne semble pas que la faiblesse relative des prix à l'exportation des produits de l'industrie mécanique trouve son explication dans un maintien volontaire de leur niveau en raison de l'âpreté de la concurrence. Dans l'ensemble, la situation des industries mécaniques européennes en 1951 a, sans aucun doute, été caractérisée par une pénurie de l'offre attribuable à un manque de capacité de production ou à la rareté des matières premières [2], et la

[1] Ces chiffres se rapportent aux pays qui sont du ressort de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient. Ils sont tirés de renseignements donnés dans l'*Economic Bulletin for Asia and the Far East*, Vol. 2, No. 2.

[2] Cette constatation, de caractère général, appelle des réserves dans certains cas. Il a été signalé au Chapitre 2 que, pour certains produits, l'on pouvait dire que les acheteurs étaient maîtres du marché. En outre, l'absence de toute augmentation appréciable des prix italiens à l'exportation (Tableau 44) pourrait être une manifestation des difficultés qu'éprouve ce pays, où les prix sont déjà élevés, à trouver des débouchés.

grande faiblesse des prix à l'exportation illustre le fait que dans la plupart des pays les prix des produits finis suivent habituellement d'assez près les coûts de production et ne réagissent que lentement aux fluctuations des conditions de la demande. Les pays qui ont fortement dévalué semblent ainsi supporter une charge assez lourde en conservant pour les produits de leur industrie mécanique des prix anormalement bas, en présence d'une demande très active.

Le problème du marché des textiles

Jusqu'à une date récente, la situation des exportations vers les pays extra-européens de textiles — l'autre grand groupe d'exportations industrielles de l'Europe — n'était pas sans ressembler à celle des produits métalliques. Les quantités disponibles à l'exportation s'écoulaient facilement sur les marchés extra-européens; la concurrence s'exerçait plutôt entre pays importateurs et entre marchés intérieurs et exportations, qu'entre vendeurs. Au Royaume-Uni, les délais d'exécution des commandes sont demeurés d'un an ou davantage jusqu'à la fin de 1951 pour la plupart des articles textiles.

La demande extraordinaire de produits textiles au cours des premières années qui ont suivi la guerre, tant en Europe que hors d'Europe, a eu tendance à masquer les conséquences des modifications survenues dans la répartition géographique de la production. En 1950 et en 1951, trois facteurs temporaires ont encore contribué à empêcher les exportations européennes de se ralentir. Premièrement, la libération des échanges de textiles entre les pays européens a ouvert de nouveaux débouchés, pendant un certain temps tout au moins; deuxièmement, la pénurie mondiale de coton brut des années précédentes a influé principalement sur la production dans l'Inde, au Japon et dans d'autres pays de l'Extrême-Orient, rendant ainsi moins sévère qu'elle n'est devenue depuis, la concurrence de ces pays; troisièmement, des achats spéculatifs pour la constitution de stocks effectués après l'ouverture des hostilités en Corée ont temporairement renversé la tendance au ralentissement qui s'était manifestée sur le marché des textiles au cours du premier semestre de 1950.

L'on a signalé au Chapitre 2 que le marché européen des textiles vient récemment de montrer à nouveau des signes nets de faiblesse. Il a été souligné également que les petits pays européens parvenaient aujourd'hui, dans une beaucoup plus large mesure qu'avant la guerre, à satisfaire leurs besoins de consommation de textiles par leur production intérieure. Il reste à examiner la situation actuelle et future des produits textiles européens sur les marchés extra-européens.

Le tableau ci-dessous donne les changements relatifs intervenus entre 1949 et 1951 dans les ventes de textiles de six pays européens exportateurs par grandes régions de destination :

Pourcentages d'augmentation ou de diminution du volume des exportations de textiles en provenance de six pays européens [a] par grandes régions de destination

Neuf premiers mois de chaque année

	Pourcentage d'augmentation			*Valeur totale* (En millions de dollars courants) *Janv.-sept. 1951, au taux annuel*
	1949 à 1950	*1950 à 1951*	*1949 à 1951*	
Région de destination :				
Europe occidentale	57	9	71	1.526
Europe orientale .	—	—18	—18	36
Etats-Unis et Canada	36	13	53	347
Autres pays extra-européens . . .	—16	21	2	1.721
Total . .	10	15	26	3.630

Source : Les pourcentages sont établis d'après le Tableau XXVI de l'Annexe A.

[a] Royaume-Uni, Allemagne occidentale, France, Belgique-Luxembourg, Italie, Suisse.

Il apparaît que de 1949 à 1950 la diminution des exportations de textiles vers les pays extra-européens (autres que l'Amérique du Nord) a été simplement compensée par l'augmentation qui a suivi entre 1950 et 1951.

Entre 1949 et 1951, les exportations à destination de ces pays n'ont augmenté que de 2%, tandis que le commerce des articles textiles entre pays de l'Europe occidentale augmentaient de 70% environ. On peut également exprimer cette évolution d'une façon légèrement différente : alors qu'en 1949 les marchés extra-européens recevaient 61% des exportations totales de textiles en provenance des pays considérés, durant les neuf premiers mois de 1951 ce pourcentage a été de 50% seulement. Etant donné la situation actuelle du marché européen des textiles, l'on ne doit pas s'attendre que, pour ces produits, les échanges intra-européens parviennent à se maintenir au niveau élevé qu'ils ont atteint pendant les neuf premiers mois de 1951. Si, pour donner un exemple, on supposait

Table 5

EXPORTATIONS DE TISSUS EN COTON EN PROVENANCE DE PRINCIPAUX PAYS EXPORTATEURS — PAR DESTINATION PRINCIPALE

En millions de tonnes

Pour les 12 mois de 1949 et de 1950, et pour les 9 mois de 1951, aux taux annuels

Pays exportateur / Pays ou région de destination	Royaume-Uni			Allemagne occidentale			Italie [a]			Pays-Bas			Total pour les quatre pays européens			Etats-Unis			Inde			Japon			Total pour les pays considérés			Pays exportateur / Pays ou région de destination
	1949	1950	1951 [b]	1949	1950	1951 [b]	1949	1950	1951 [b]	1949	1950	1951 [b]	1949	1950	1951	1949	1950	1951 [b]	1949	1950	1951 [b]	1949 [b]	1950 [b]	1951 [b]	1949	1950	1951	
Australie et Nouvelle-Zélande	19,4	18,0	22,4	0,2	0,1	0,6	0,9	1,7	3,0	0,5	0,2	0,6	21,0	20,0	26,6	1,2	0,5	2,1	4,6	6,0	5,9	1,4	1,0	5,3	28,2	27,5	39,9	Australie et Nouvelle-Zélande
Union Sud-Africaine	8,6	9,1	14,7	0,1	0,2	0,5	0,3	0,9	2,0	0,1	0,3	1,0	9,1	10,5	18,1	9,0	2,6	10,1	..	..	..	0,6	5,1	4,1	18,7	18,2	32,4	Union Sud-Africaine
Inde	5,9	0,7	0,9	—	—	—	0,7	0,1	0,1	0,1	—	—	6,7	0,8	1,0	0,1	0,2	0,3	—	—	—	3,7	—	—	10,5	1,0	1,3	Inde
Pakistan	7,1	7,4	5,2	—	—	0,1	0,9	0,8	0,8	0,1	0,1	0,1	8,1	8,3	6,1	1,9	0,6	0,1	4,3	5,7	—	3,8	16,6	25,2	18,1	31,2	31,5	Pakistan
Malaisie	3,8	4,0	5,9	0,1	0,1	0,2	0,9	0,7	1,5	0,2	0,1	0,2	5,0	4,9	7,8	1,6	0,4	2,4	7,3	27,7	32,7	..	2,6	5,6	13,9	35,6	48,5	Malaisie
Côte de l'Or et Nigéria	18,8	13,6	12,1	4,9	0,9	1,1	1,2	0,4	0,7	0,3	—	..	25,2	14,9	13,5	—	—	—	2,5	3,2	1,9	8,7	3,6	2,4	36,4	21,7	18,2	Côte de l'Or et Nigéria
Certains autres pays de la zone sterling [c]	8,1	6,8	6,5	0,1	0,1	0,3	1,3	1,3	2,3	0,2	0,1	0,2	9,7	8,3	9,3	2,9	—	2,3	13,6	30,4	13,8	6,8	6,3	4,9	33,0	45,0	30,3	Certains autres pays de la zone sterling [c]
Indonésie	1,0	0,4	1,0	1,0	0,2	0,2	0,2	0,3	..	6,7	5,9	5,5	8,9	6,8	6,1	5,5	10,0	19,3	..	..	..	5,6	28,1	30,4	20,0	44,9	56,4	Indonésie
Thaïlande	..	..	..	—	—	—	..	..	..	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	3,1	2,2	2,9	..	..	..	4,1	9,8	5,8	7,4	12,1	8,8	Thaïlande
Certains pays du Moyen-Orient [d]	1,9	1,8	1,8	0,8	0,2	0,4	6,5	5,6	3,7	0,1	0,1	—	9,3	7,7	5,9	14,4	2,9	4,9	8,4	20,1	15,0	1,0	1,2	3,4	33,1	31,9	29,2	Certains pays du Moyen-Orient [d]
Certains pays de l'Amérique latine [e]	2,1	1,2	0,9	—	0,2	0,4	2,1	1,0	0,7	—	0,2	0,1	4,2	2,6	2,1	38,0	40,4	36,1	..	..	..	0,4	1,1	1,0	42,6	44,1	39,2	Certains pays de l'Amérique latine [e]
Autres pays extra-européens [f]	14,3	12,7	13,3	0,9	1,2	1,6	2,4	2,9	5,9	2,2	2,9	3,4	19,8	19,7	24,2	40,4 [g]	19,2 [g]	29,6 [g]	11,5	25,5	35,7	19,6	15,6	13,8	91,3	80,0	103,3	Autres pays extra-européens [f]
Total pour les pays extra-européens [f]	91,0	75,7	84,7	8,1	3.2	5,4	17,4	15,7	20,7	10,7	10,0	11,2	127,2	104,6	122,0	118,1	79,0	110,1	52,2	118,6	105,0	55,7	91,0	101,9	353,2	393,2	439,0	Total pour les pays extra-européens [f]
Etats-Unis et Canada	3,4	3,6	3,3	0,1	0,2	0,3	0,3	0,7	1,2	0,1	0,2	0,3	3,9	4,7	5,1	17,4	15,8	19,5	—	0,2	4,5	5,0	5,5	0,3	26,3	26,2	29,4	Etats-Unis et Canada
Europe	9,2	11,4	12,8	11,1	10,1	17,1	11,4	27,3	25,3	3,8	4,5	4,8	35,5	53,3	60,0	8,7	4,0	7,3	0,7	8,2	13,6	25,0	22,4	16,4	69,9	87,9	97,3	Europe
Total mondial	103,6	90,7	100,8	19,3	13,5	22,8	29,1	43,7	47,2	14,6	14,7	16,3	166,6	162,6	187,1	144,2	98,8	136,9	52,9	127,0	123,1	85,7	118,9	118,6	449,4	507,3	565,7	Total mondial

NOTE. — On a procédé à des évaluations lorsqu'il n'existait pas de renseignements détaillés et des facteurs de conversion ont été appliqués, dans certains cas, où l'on ne disposait que de valeurs ou de quantités exprimées en yards ou en yards carrés. Voir les « Notes sur les statistiques ».

[a] Les chiffres donnés pour l'Italie s'appliquent à tous les articles manufacturés en coton.

[b] Les chiffres pour 1951 sont calculés, au taux annuel, d'après le nombre de mois suivants : Royaume-Uni, 9 mois; Allemagne occidentale et Pays-Bas, 8 mois; Italie, Etats-Unis et Inde, 7 mois; Japon, 6 mois, 9 mois pour 1950, 10 mois pour 1949.

[c] Est africain britannique, Birmanie, Ceylan et Rhodésie du Sud (l'Irak, bien qu'il appartienne à la zone sterling, est compris sous la rubrique « Certains pays du Moyen-Orient »).

[d] Egypte, Iran, Irak, Liban et Syrie. Dans le cas de l'Inde : Arabie, Aden et ses dépendances, Iles Bahrein, Iran et Irak.

[e] Dans le cas du Royaume-Uni : Argentine, Uruguay et Venezuela seulement.

[f] Non compris les Etats-Unis et le Canada.

[g] Sur ce chiffre, les exportations à destination des Philippines : en 1949 : 20,0 ; 1950 : 10,4 et 1951 : 14,9.

que les échanges intra-européens de textiles vont se ralentir de la moitié de l'accroissement acquis depuis 1949, il faudrait, pour assurer le maintien du même volume global d'exportations, que les ventes à destination des pays extra-européens augmentent de quelque 300 millions de dollars, c'est-à-dire d'environ 15% par rapport à 1951.

Pour se faire une idée des perspectives des ventes européennes de textiles sur les marchés extra-européens, il est nécessaire de tenir compte des grands pays exportateurs extra-européens, c'est-à-dire des Etats-Unis, de l'Inde et du Japon. Les chiffres ci-après donnent, en pourcentage, la répartition de l'ensemble des ventes de textiles de neuf grands pays exportateurs sur les marchés extra-européens, aux Etats-Unis et au Canada, ainsi que les changements intervenus dans le volume total de ces exportations :

		Neuf premiers mois de chaque année		
		1949	*1950*	*1951*
Répartition en pourcentage :				
Royaume-Uni		37	32	30
France		13	15	15
Belgique-Luxembourg, Italie, Allemagne occidentale et Suisse		13	9	11
Etats-Unis		19	14	15 [a]
Inde		11	19	15 [b]
Japon		7	11	14 [b]
Total		100	100	100
Volume total (1949 = 100) :				
Pays ci-dessus	Inde et Japon compris	100	93	113
	Inde et Japon non compris	100	80	100

Sources : Ces chiffres sont établis d'après le Tableau XXVI de l'Annexe A, et les statistiques commerciales de l'Inde.

[a] D'après les huit premiers mois de l'année.

[b] D'après les six premiers mois de l'année.

L'on peut pratiquement considérer que les exportations de ces neuf pays sont représentatives du commerce mondial des textiles. Il apparaît, alors, qu'au cours des deux dernières années, les marchés extra-européens (Amérique du Nord non comprise) n'ont pas absorbé des quantités de textiles très accrues. L'augmentation a été de 14% entre 1949 et 1951 et elle est inférieure à l'augmentation de la production dans les principaux pays producteurs. En fait, l'augmentation du total des ventes a été juste suffisante pour absorber l'augmentation des exportations de l'Inde et du Japon sans diminution réelle du volume des exportations de l'Europe et des Etats-Unis. Par suite, la part du Royaume-Uni dans les exportations totales des neuf pays considérés est tombée de 37% en 1949 à 30% en 1951. En revanche, les exportations de la France à destination des pays extra-européens ont augmenté à la fois en chiffres absolus et en chiffres relatifs, mais c'est surtout à l'accroissement des ventes à destination des pays de l'Union française que doit être attribuée cette augmentation.

Dans les Tableaux 45 et 46 figurent des renseignements plus détaillés pour deux catégories importantes de textiles, les tissus de coton et les tissus de fibres artificielles. Ces tableaux portent sur une proportion très importante des exportations mondiales de ces articles [1]. Il est à remarquer que, pour les tissus de coton et les tissus artificiels, les ventes du Royaume-Uni et des Etats-Unis s'effectuent surtout dans des régions voisines ou politiquement affiliées à ces deux pays. Sur les exportations faites par le Royaume-Uni à destination de pays extra-européens autres que

[1] La France est le seul pays exportateur important qui ne puisse être compris dans cette analyse.

Tableau 46

EXPORTATIONS DE TISSUS EN FIBRES ARTIFICIELLES
EN PROVENANCE DES PRINCIPAUX PAYS EXPORTATEURS — PAR DESTINATION PRINCIPALE

En milliers de tonnes
Pour les 12 mois de 1949 et de 1950 et pour les 6 à 9 premiers mois de 1951, aux taux annuels

Pays exportateur / Pays ou région de destination	Royaume-Uni			Allemagne occidentale et Italie			Etats-Unis d'Amérique			Japon			Total pour les pays considérés		
	1949	1950	1951	1949	1950	1951[a]	1949	1950	1951[b]	1949[c]	1950[d]	1951[e]	1949	1950	1951
Australie et Nouvelle-Zélande	7,3	9,1	9,3	0,7	1,2	2,7	2,2	2,5	1,6	0,1	0,4	0,7	10,3	13,2	14,3
Union Sud-Africaine et Rhodésie du Sud	3,2	4,0	7,1	0,7	3,6	6,9	4,0	1,8	5,1	—	4,0	5,1	7,9	13,4	24,2
Inde, Pakistan et Ceylan	1,5	0,7	0,4	0,6	0,4	0,8	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	2,6	2,4	1,3	4,0
Malaisie	0,1	0,1	0,7	1,7	3,0	2,6	0,4	0,2	1,2	0,2	1,6	1,8	2,4	4,9	6,3
Est africain britannique	0,1	0,1	0,7	0,5	0,5	1,3	—	—	..	0,1	0,3	2,0	0,7	0,9	4,0
Côte de l'Or et Nigéria	1,3	2,0	2,5	0,8	1,0	2,2	..	..	..	0,3	0,7	0,6	2,4	3,7	5,3
Total pour les pays énumérés ci-dessus	13,5	16,0	20,7	5,0	9,7	16,5	6,7	4,6	8,1	0,9	7,1	12,8	26,1	37,4	58,1
Autres pays extra-européens	4,5	5,1	4,7	5,6	8,0	7,0	29,4[f]	22,3[f]	22,5[f]	1,7	8,3	9,9	41,2	43,7	44,1
Europe	2,0	2,2	2,1	5,8	6,8	14,8	2,3	1,6	1,6	0,4	2,1	1,0	10,5	12,7	19,5
Total	20,0	23,3	27,5	16,4	24,5	38,3	38,4	28,5	32,2	3,0	17,5	23,7	77,8	93,8	121,7

NOTE. — Pour la définition des produits et pour les sources utilisées, se reporter aux « Notes sur les statistiques ».

a Calculé sur 8 mois pour l'Allemagne occidentale, et sur 7 mois pour l'Italie.
b Calculé sur 8 mois.
c Calculé sur 10 mois.
d Calculé sur 9 mois.
e Calculé sur 6 mois.
f Sur ce chiffre, les exportations à destination des pays de l'Amérique latine représentaient : en 1949, 13,5; 1950, 15,1; en 1951, 12,5; et les exportations à destination des Philippines étaient : en 1949, de 9,7; en 1950, de 2,7 et en 1951, de 2,4.

l'Amérique du Nord, plus de 80% ont pris le chemin de pays membres du Commonwealth. De même, plus de 90% du total des exportations françaises de tissus de coton (qui ne figurent pas dans le tableau) sont vendues dans des pays qui font partie de l'Union française. Les exportations de tissus de coton des Etats-Unis s'effectuent pour une large part sur les marchés du Canada, de l'Amérique latine et des Philippines, mais l'Indonésie et l'Union Sud-Africaine en absorbent aujourd'hui une part importante. Les exportations de l'Allemagne occidentale et de l'Italie sont plus uniformément réparties entre divers marchés. Les exportations néerlandaises de tissus de coton à destination de l'Indonésie représentent une part importante du total des exportations des Pays-Bas, mais elles ne représentent qu'une faible proportion et qui diminue encore dans les importations totales de tissus de coton de l'Indonésie. Les exportations de l'Inde ont été surtout dirigées vers des régions voisines comme la Malaisie, l'Iran, Ceylan et la Birmanie. D'autre part, pour le Japon, qui, à l'heure actuelle, est privé de relations commerciales avec les pays voisins du continent asiatique, les principaux débouchés ont été le Pakistan et l'Indonésie pour les tissus de coton, et l'Union Sud-Africaine pour les tissus artificiels. On peut également constater, d'après le tableau, que quelques marchés extra-européens jouent un rôle prédominant en tant qu'importateurs de tissus de coton et de tissus artificiels. Sur la quantité totale de tissus de coton qui est examinée dans le tableau, 566.000 tonnes pour 1951, la consommation de cinq pays — l'Australie, l'Union Sud-Africaine, le Pakistan, l'Indonésie et la Malaisie — n'a pas été inférieure à 210.000 tonnes, soit 40% [1].

Avec la concurrence croissante que se font entre eux les marchés des textiles, le problème des rapports

[1] Les totaux donnés dans les trois dernières colonnes des tableaux pour chaque pays ou région d'importation ne peuvent, bien entendu, être considérés que comme une indication très approximative de l'ordre de grandeur des importations de ce pays car, d'une part, les tableaux ne comprennent pas tous les pays exportateurs et, d'autre part, ils sont établis d'après les statistiques des pays exportateurs. On sait en particulier qu'une fraction importante des textiles exportés à destination de la Malaisie est réexportée vers d'autres pays de l'Asie du Sud-Est.

entre les prix des différents pays exportateurs a pris de l'importance. En matière d'articles textiles, où les modèles et les qualités varient à l'infini, il est, bien entendu, extrêmement difficile d'indiquer avec rigueur les relations existant entre les prix. Néanmoins, l'on a tenté de comparer, pour certains groupes de tissus de coton et de tissus artificiels, le niveau des prix à l'exportation et les mouvements récents de ces prix en prenant pour point de départ les prix dérivés que l'on a tirés des statistiques d'exportation. Le Tableau XXIV de l'Annexe A donne les résultats obtenus pour neuf pays exportateurs et huit catégories différentes d'articles textiles. Dans le Tableau 47, on donne les résultats obtenus pour les tissus de coton imprimés seulement. Les prix moyens à l'exportation pendant les trois périodes considérées sont tous exprimés en pourcentage des prix à l'exportation des Etats-Unis pendant les neuf premiers mois de 1949.

Il faut noter en premier lieu que les prix à l'exportation en 1949 variaient profondément d'un pays à l'autre et que pour tous les exportateurs européens les prix semblaient sensiblement plus élevés que les prix correspondants des Etats-Unis. En 1950, les prix des tissus italiens et belges ont baissé, suivant en cela la chute des prix exprimés en dollars des exportations en provenance des pays dont les monnaies avaient été le plus fortement dévaluées. Plus tard, les prix à l'exportation de ces pays et d'autres encore se sont relevés, et en 1951 les prix de tous les exportateurs européens paraissent avoir atteint un niveau remarquablement uniforme. Il semblerait que la libération des échanges européens n'ait plus permis à un

Tableau 47

NIVEAUX ET MOUVEMENTS COMPARÉS DES PRIX DÉRIVÉS A L'EXPORTATION (EXPRIMÉS EN DOLLARS) DES TISSUS DE COTON IMPRIMÉS

Moyennes pour les 9 premiers mois de chaque année

Indices établis d'après les prix correspondants en dollars (Prix dérivés à l'exportation des Etats-Unis, janvier-septembre 1949 = 100)

Pays	1949	1950	1951
Etats-Unis	100	98	132
Belgique	151	123	163
France	171	137	155
Allemagne occident.	134	112	152
Italie	156	117	154
Pays-Bas	195	134	157
Royaume-Uni	178	124	153
Japon [a]	90	78	124 [b]

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».

[a] Tissus de coton autres que l'écru (gris).

[b] Calculé d'après les six premiers mois de l'année.

Tableau 48

NIVEAUX ET MOUVEMENTS COMPARÉS DES PRIX DÉRIVÉS A L'EXPORTATION (EXPRIMÉS EN DOLLARS) DE CERTAINS TEXTILES AU ROYAUME-UNI ET AUX ÉTATS-UNIS

Neuf premiers mois de chaque année

	Indices — Prix dérivés des Etats-Unis janvier–septembre 1949 = 100					
	Etats-Unis			Royaume-Uni		
	1949	1950	1951	1949	1950	1951
Tissus de coton :						
Ecrus, non blanchis	100	106	133	202	155	212
Blancs, blanchis	100	107	136	137	103	123
Imprimés	100	98	129	178	124	153
Teints en pièce	100	98	129	156	114	140
Tissés couleur	100	96	127	196	134	165
Fils de soie artificielle	100	96	110	139	104	133
Tissus de soie artificielle :						
Imprimés	100	99	112	180	131	143
Teints	100	93	109	174	119	131

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».

pays quelconque de coter aussi facilement des prix particulièrement élevés, mais qu'en revanche l'accroissement de la demande qui a suivi le début de la guerre de Corée ait permis aux exportateurs (Italie, Belgique, Allemagne occidentale) qui, précédemment, avaient jugé nécessaire de réduire leurs prix, de les aligner sur les prix de vente à l'exportation d'autres pays.

Il semble qu'en 1951 les prix à l'exportation des tissus imprimés en Europe étaient de 15% environ supérieurs aux prix des Etats-Unis. Une différence de qualité peut suffire à expliquer cet écart[1]. L'on a établi, dans le Tableau 48, une comparaison plus serrée entre les prix à l'exportation de huit articles pour les Etats-Unis et le Royaume-Uni. En 1951, les prix à l'exportation aux Etats-Unis des tissus de coton étaient montés de 30% environ par rapport à leur niveau de 1949. Pour les filés et les tissus artificiels, la hausse a été beaucoup plus faible. Les prix britanniques à l'exportation exprimés en dollars demeuraient, à la même période, bien au-dessous de ceux pratiqués en 1949 avant la dévaluation. Par suite, l'écart entre les prix des Etats-Unis et ceux du Royaume-Uni a été ramené à environ 10 à 20%, écart que les différences de qualité peuvent, comme on l'a déjà dit, suffire à expliquer. Le fait que l'écart est particulièrement important pour les prix des tissus de qualité faits en filés de couleur semblerait confirmer cette impression. L'amélioration du rapport entre les prix du Royaume-Uni et ceux fixés par les Etats-Unis est plus clairement illustrée par les chiffres ci-dessous. Si l'on adopte 1,00 comme rapport entre les prix du Royaume-Uni et les prix des Etats-Unis au cours des neuf premiers mois de 1949, ce rapport s'établit comme suit, pour les neuf premiers mois de 1950 et de 1951 :

	1950	*1951*
Tissus de coton :		
Gris, écrus	0,72	0,79
Blancs, blanchis	0,70	0,66
Imprimés	0,71	0,67
Teints en pièces	0,75	0,70
De couleur	0,71	0,66
Filés de soie artificielle	0,78	0,87
Tissus de soie artificielle :		
Imprimés	0,74	0,71
Teints	0,74	0,69

[1] Pour cette comparaison des prix, l'on a pris soin de choisir des types de marchandises aussi nettement définis que possible. Toutefois, dans les statistiques du commerce extérieur, les spécifications sont établies surtout d'après le stade et la nature de la fabrication (imprimés ou non, teints ou non, etc.) et il n'est pas possible de prendre en considération d'autres différences importantes de qualité.

La colonne pour 1950 fait ressortir les conséquences de la dévaluation qui a réduit de 30% la valeur en dollars des prix britanniques. Pourtant, depuis lors, les prix britanniques ont encore baissé en valeur par rapport aux prix américains (ils ont moins monté que les prix américains), si bien que le rapport a diminué encore pour s'établir aux environs de 0,65. Deux articles importants font exception à cette règle, les tissus de coton écru et les filés de soie artificielle. Dans les deux cas, le coût de la matière première joue un rôle particulièrement important, et dans les deux cas les prix payés par les fabricants américains pour ces matières premières (coton brut et pâte de bois) ont subi une hausse beaucoup moins forte que les prix payés par les fabricants britanniques [2].

Il est peut-être possible de conclure, pour l'instant, premièrement qu'il n'existe pas de différence très marquée entre les prix à l'exportation des textiles des différents pays européens et, deuxièmement, que l'avantage dont jouissent les textiles américains par rapport aux textiles européens n'est pas considérable, si même il existe. Un écart sensible entre les prix ne s'établirait que si les différences actuelles du coût des matières premières pour les producteurs européens et les producteurs américains devaient se maintenir. En ce qui concerne les perspectives d'avenir des marchés de textiles européens hors d'Europe, l'élément que constituent les prix relatifs des textiles a probablement moins d'importance. La question cruciale semble être de savoir dans quelle mesure pourront être surmontées dans un proche avenir les difficultés qui ont empêché jusqu'ici l'expansion de la production des textiles dans les pays extra-européens.

Tendances des marchés extra-européens pour les textiles

Bien qu'en 1951 les exportations européennes de textiles à destination des marchés extra-européens n'aient guère dépassé celles de 1949, il semble même que ce niveau ne se soit maintenu qu'en raison de la vague d'achats spéculatifs qui a suivi l'ouverture des hostilités en Corée. Au cours de l'année, l'on signalait couramment que les stocks des marchés d'Asie et d'Afrique étaient pléthoriques. En Birmanie, par exemple, l'on estimait que les stocks de textiles seraient suffisants pour la consommation de plus d'une année et, en Malaisie, l'on signalait que des stocks très

[2] Voir Tableau 4.

importants de textiles avaient été accumulés [1]. Dans les pays européens exportateurs, les renseignements indiquaient vers la fin de l'année une brusque réduction dans l'arrivée des commandes; les délais de livraison pour les textiles britanniques avaient considérablement diminué.

Le brusque ralentissement des ventes de textiles qui s'est produit récemment a, sans aucun doute, un caractère partiellement spéculatif et traduit le désir qu'ont les acheteurs d'attendre les effets de la baisse des prix des matières premières. Mais il est également certain — et cela est plus important — que le développement des fabrications nationales de textiles, qui a sa place dans les plans économiques de la plupart des pays extra-européens, se réalise de plus en plus, en particulier dans les pays d'Asie, où, ces dernières années, cette production souffrait d'une pénurie persistante de coton brut et de filés [2]. Bien que dans toutes les régions extra-européennes l'on puisse constater cette tendance à développer la production de l'industrie textile [3], ce sont les progrès réalisés dans l'Inde et au Japon qui revêtent une importance particulière.

Production de l'industrie textile dans l'Inde et au Japon

Si on laisse de côté l'Europe et l'Amérique du Nord, les pays producteurs de textiles de loin les plus importants sont le Japon, la Chine et l'Inde. Parmi eux, le Japon jouait traditionnellement un rôle important dans les exportations mondiales de textiles, qu'il s'agisse de cotonnades aussi bien que de soie artificielle et de soie naturelle. La production chinoise restait et reste surtout réservée au marché intérieur. L'Inde, qui, en dépit de sa puissante industrie cotonnière, était une importante importatrice nette d'articles de coton, a elle aussi, depuis la guerre, pris place parmi les grands exportateurs (Tableau 45). Le tableau ci-dessous donne une évaluation approximative de la façon dont se sont équilibrées les disponibilités réunies en tissus de coton de l'Inde et du Pakistan en 1938 et en 1950:

Milliers de tonnes

	1938	*1950*
Production [a]	490	525
Importations [b]	75	25
Exportations [b]	20	120
Consommation apparente [a]	545	430

Sources : Production : Ces chiffres sont des estimations pour lesquelles l'on a pris comme point de départ les renseignements donnés dans l'*Etude économique sur l'Asie et l'Extrême-Orient, 1950*, Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, page 249.
Importations et exportations : *ibid.*, page 404, et Tableau 45 de la présente ETUDE.

a Ne comprend que les articles manufacturés. Pour l'Inde seule, la production artisanale est évaluée à 200.000 tonnes environ.

b Non compris les échanges entre l'Inde et le Pakistan.

Le renversement de la situation de la zone formée par l'Inde et le Pakistan, qui d'importatrice nette de tissus de coton est devenue grosse exportatrice, provient d'une très faible augmentation de la production par rapport au niveau d'avant guerre et d'une diminution importante de la consommation intérieure. Dans l'Inde (Pakistan non compris), la production de cotonnades a atteint en 1948 le niveau de 1938

[1] Voir *Economic Bulletin for Asia and the Far East*, Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, Vol. 2, N° 2.

[2] Par exemple, un rapport sur la situation économique en Asie et en Extrême-Orient mentionne les faits suivants qui, tous, se rapportent au deuxième trimestre de 1951 : en Birmanie et à Ceylan, la situation des approvisionnements en filés de coton s'est améliorée. En Birmanie, une usine de filature et de tissage de coton est entrée en service qui satisfera 10% des besoins du pays en filés de coton et 7% de ses besoins en tissus écrus. A Ceylan, les plans d'une usine textile nationalisée ont été élaborés. Au Pakistan, le gouvernement a approuvé la création de sept nouvelles filatures. A Formose, une nouvelle filature est entrée en service (Voir *Economic Bulletin for Asia and the Far East*, Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, Vol. 2, N° 2).

[3] Bien que sur une moins grande échelle que dans les grands pays producteurs de textiles de l'Asie, les pays les plus industrialisés de l'Amérique latine ont, eux aussi, augmenté sensiblement la production et réduit les importations des tissus de coton, et certains d'entre eux ont même exporté à d'autres pays de la région. Le tableau ci-dessous indique la production et les exportations nettes de tissus de coton au Brésil, au Chili et au Mexique en 1938 et pendant la dernière année d'après guerre pour laquelle on dispose de chiffres :

En milliers de tonnes

	Production		*Importations nettes*	
	1938	*1949*	*1938*	*1949*
Brésil	113,7	142,1	0,3	−3,8
Chili	6,8	15,6	5,8 [a]	1,1 [a]
Mexique	42,2	51,6 [b]	1,2	−4,1 [b]

a Importations seulement.
b 1948.

Pour l'Argentine, il n'existe aucun renseignement comparable. On sait toutefois que la proportion des importations dans la

consommation totale des tissus de coton a baissé de 74% en 1935 à 14% en 1945. Il semble, d'après les indications données, qu'en 1950 la demande globale des textiles a pu être satisfaite grâce à la production intérieure, sauf en ce qui concerne certains tissus de qualité supérieure. (Voir *Economic Survey of Latin America in 1949*, Commission économique pour l'Amérique latine, pages 176 et 367, et annexes par pays à cette étude : Brésil (page 190), Mexique (page 146).)

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA

mais, au cours des deux années suivantes, cette production a diminué d'environ 15% en raison surtout des difficultés d'approvisionnement en matières premières. Néanmoins, en 1949, l'Inde a dû assouplir les restrictions auxquelles elle soumettait les exportations de tissus de coton afin de faire face à des difficultés dans sa balance des paiements.

Les perspectives qui s'offrent à l'Inde en matière d'exportation de textiles ne se dégagent pas clairement. D'après le plan quinquennal du Gouvernement de l'Inde [1], la production de tissus de coton devrait atteindre en 1955/56 un niveau supérieur de 25% environ à celui de 1950. L'on y estime que cet accroissement de production serait possible sans aucune augmentation de la capacité actuelle. Parallèlement, le plan quinquennal comporte une réduction des exportations qui seraient ramenées à guère plus de la moitié de ce qu'elles étaient en 1950, ce qui permettrait une consommation par habitant égale à peu de chose près à ce qu'elle était avant la guerre. Il va sans dire que cet objectif ne pourrait être atteint, spécialement en ce qui concerne la réduction des exportations, sans une évolution assez favorable de la situation du commerce extérieur de l'Inde en général.

Deux facteurs principaux qui se sont exercés, l'un sur l'offre, l'autre sur la demande, ont contribué à relever sensiblement la production et les exportations des produits textiles du Japon en 1950 : une amélioration remarquable des disponibilités en matières premières et une soudaine augmentation de la demande étrangère après l'ouverture des hostilités en Corée. L'on pourra voir par le tableau ci-après que si, dans l'ensemble, la production industrielle avait atteint en 1949 80% du niveau d'avant guerre, le pourcentage correspondant aux textiles n'était que de 26. Depuis lors, la production de l'industrie textile a doublé, mais reste à un niveau extrêmement faible par rapport aux autres secteurs industriels. Les exportations japonaises de textiles ont également doublé entre 1949 et le premier semestre de 1951. Si, comme on l'a montré, les textiles japonais occupaient déjà une place importante sur les marchés mondiaux, le volume des exportations ne représentait que le tiers de ce qu'il était en 1934-1936.

[1] *The First Five-Year Plan, a Draft Outline*, Government of India, Planning Commission, Nouvelle-Delhi, 1951, page 153.

Production industrielle et exportations du Japon

	Avant-guerre [a]	*1949*	*1950* 1er sem.	*1950* 2e sem.	*1951* 1er sem. [b]
Volume de la production industrielle :					
Total	100	80 [c]	86	104	123
Textiles	100	26 [c]	33	45	50
Volume des exportations :					
Total	100	15	24	33	33
Textiles	100	17	25	32	31
Répartition des exportations par pays *(en pourcentages)* :					
Voisins immédiats [d]	*44*	*11*	*16*		*14*
Asie du Sud-Est [e]	*17*	*35*	*28*		*35*
Autres destinations	*39*	*54*	*56*		*51*

Sources : Economic Survey of Japan (1950-51), Economic Stabilization Board, Gouvernement japonais, pages 39, 192, 194, 220 *et seq.*

Economic Bulletin for Asia and the Far East, Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, Vol. 2, N° 2.

[a] Pour la production, moyenne 1932-1936; pour les exportations, moyenne 1934-1936.

[b] Pour la production industrielle, janvier-avril; pour le volume des exportations, janvier-mai; pour la répartition des exportations par pays, janvier-mars.

[c] Année budgétaire avril 1949-mars 1950.

[d] Chine, Mandchourie, Kouang Toung, Formose, Corée, Sakhaline et Hong-Kong.

[e] Indochine, Thaïlande, Malaisie, Singapour, Philippines, Bornéo britannique, Indonésie, Birmanie, Pakistan et Ceylan.

Comme la limitation du nombre des broches précédemment en vigueur a été supprimée durant l'été de 1950, il est probable que l'expansion de la production de l'industrie textile japonaise se poursuivra, mais à un rythme réduit. Les difficultés d'écoulement seront probablement un obstacle moindre pour les exportateurs japonais que pour les exportateurs européens. Le récent comportement des prix japonais à l'exportation donne à penser qu'ils ne sont pas étroitement liés aux coûts et qu'ils sont très sensibles, pour la hausse ou pour la baisse, à l'évolution des conditions du marché. Dans les neuf premiers mois qui ont suivi l'ouverture des hostilités en Corée, les prix à l'exportation ont monté brusquement; la courbe des prix des tissus de coton, par exemple, a enregistré en mars 1951 une pointe à 90% environ au-dessus du niveau qu'ils atteignaient avant la guerre de Corée. A cette époque, les exportateurs japonais se sont heurtés, sur les marchés étrangers, à une certaine résistance à l'égard de ces prix, et des commandes à l'exportation ont été annulées. L'industrie japonaise s'est d'ailleurs montrée capable de réagir en présence de ces difficultés, en diminuant ses prix. En juin 1951, les prix à l'exportation des tissus de coton avaient baissé de 20% environ. Au cours de la même période, les prix des exportations européennes montaient

chaque mois à mesure que se faisait sentir l'effet de l'élévation des coûts [1].

Les problèmes que pose la réapparition du Japon sur le marché mondial sont compliqués par le conflit politique qui se déroule en Extrême-Orient. Il ressort du tableau qui précède que depuis la guerre une modification remarquable s'est produite dans la répartition par pays des exportations japonaises. Les ventes aux voisins immédiats ont fortement fléchi et le Japon a dû chercher des débouchés en Asie du Sud-Est, en Afrique et dans d'autres pays lointains. Dans une période où la situation du marché des textiles est de toute manière difficile, le fait que le Japon se trouve coupé de ses marchés naturels et les tentatives qu'il est amené à faire pour trouver d'autres débouchés risquent d'introduire dans la politique commerciale l'application de pratiques discriminatoires [2].

[1] L'impression que, dans la concurrence, la position de l'industrie textile japonaise est assez favorable se confirme par le calcul officiel des bénéfices ; le rapport des bénéfices au capital total engagé s'est élevé, pendant le deuxième semestre de 1950, à 40% pour les filatures de coton et à 92% pour les fabrications de fibres chimiques. Pour neuf autres industries manufacturières déterminées, la moyenne arithmétique des rapports des bénéfices s'établissait à 10% environ. Ces rapports des bénéfices, bien que calculés sur le montant global du capital engagé, sont quelque peu gonflés du fait que l'on n'a pas terminé la réévaluation des avoirs en capital fixe pour les ajuster au niveau des prix d'après guerre. Toutefois, ceci n'infirme pas la conclusion générale qui est que le niveau des bénéfices dans l'industrie textile du Japon est extrêmement élevé. (Voir *Economic Survey of Japan* (1950-51), Economic Stabilization Board, Gouvernement japonais, page 116).

[2] Il ne manque pas de faits récents qui indiquent que ce danger est réel. C'est ainsi, par exemple, que l'on a annoncé qu'afin de remédier à la crise de l'industrie cotonnière en France, « le gouvernement, sans vouloir revenir à un protectionnisme excessif, limitera l'entrée des produits étrangers dans les pays de la France d'outre-mer... D'ores et déjà, l'entrée des tissus japonais en Indochine a été interdite » (*Le Monde*, 16 janvier 1952). Sir Thomas Barlow, Président de la District Bank, a, dans un discours prononcé récemment, exposé comme suit le problème de la concurrence japonaise du point de vue de l'industrie du Lancashire : « Le problème important qui se pose maintenant est de savoir si le Japon décidera de lui-même d'agir en tenant compte des intérêts d'autres pays qui, en raison de leur économie, sont fortement tributaires de l'exportation de cotonnades, ou s'il contraindra ces pays à se protéger, comme ils l'ont fait avant la guerre, par des tarifs douaniers et des contingentements » (*The Times*, 15 janvier 1952). En Rhodésie du Sud, où récemment l'on a rendu plus rigides les restrictions générales aux importations, l'on a complètement interdit les importations du Japon, sauf celles de ciment et d'acier (*Neue Zürcher Zeitung*, 27 janvier 1952).

Chapitre 4

LA LUTTE POUR ENRAYER L'INFLATION

1. Les forces inflationnistes

Les perspectives au début de l'année 1951

A la fin de 1950, il n'était que trop vraisemblable que l'année suivante serait une année d'inflation continue en Europe. Au cours des dix-huit mois antérieurs, on avait assisté à une augmentation de la demande aux Etats-Unis et à une série de dévaluations monétaires qui avaient provoqué dans plusieurs pays une hausse des prix à l'importation en monnaie nationale et avaient détourné les marchandises des marchés intérieurs [1]. Puis, après l'ouverture des hostilités en Corée, les pouvoirs publics s'étaient livrés à une course aux matières premières rares et achetaient partout, presque à n'importe quel prix, tant pour les employer à l'exécution de programmes d'armement considérablement augmentés que pour constituer des stocks afin de se prémunir contre le risque d'une guerre prochaine et généralisée. A la fin de 1950, les hausses des prix des matières premières importées, provoquées par cet ensemble d'événements, commencèrent seulement à se répercuter sur les prix de revient et les prix de vente intérieurs de la plupart des pays, et il était manifeste que, même si ces hausses s'arrêtaient, il serait difficile d'éviter une augmentation considérable des prix des articles manufacturés. Cette augmentation ne serait pas limitée aux articles dans la fabrication desquels entre une forte proportion de produits importés, mais elle aurait inévitablement une répercussion sur le prix des marchandises faisant concurrence à ces articles, ainsi que sur les salaires, et, finalement, elle se généraliserait [2].

A la suite de la hausse survenue sur les marchés internationaux, tous les pays commerçants ont été exposés à l'inflation, encore que la poussée en faveur d'un relèvement des salaires ait été forcément plus faible dans ceux d'entre eux qui comptent de nombreux chômeurs et dans ceux où, pour d'autres raisons, les syndicats ouvriers ne sont pas bien placés dans les négociations de contrats collectifs. Des pays comme le Royaume-Uni, qui importent des quantités considérables de matières premières et de biens de consommation essentiels, et où, en même temps, le niveau de l'emploi est élevé, étaient particulièrement vulnérables. En Finlande et en Suède, la situation s'est trouvée encore aggravée par l'accroissement rapide de la demande mondiale de produits forestiers qui, apportant à leurs industries d'exportation des bénéfices anormaux, a intensifié la tendance générale à l'inflation et provoqué des demandes d'augmentation de salaire. Ainsi, les pays dont les ressources étaient presque entièrement utilisées à la fin de 1950 — ce qui excluait pour eux la possibilité d'accroître beaucoup leur production en 1951 — n'auraient pu se soustraire au danger d'une nouvelle inflation même s'ils s'étaient contentés de conserver, sans guère le modifier, le montant des ressources qu'ils consacraient alors à la consommation et aux investissements intérieurs. Toutefois, d'autres pays — notamment l'Allemagne occidentale, la Belgique et l'Italie — ont pu enrayer la poussée inflationniste parce que, leurs ressources étant faiblement utilisées jusque-là, ils ont pu réaliser une amélioration très sensible du rendement par ouvrier [3].

Les mouvements des prix internationaux en 1951 et leur répercussion sur le revenu réel

Ainsi qu'il a déjà été indiqué au Chapitre 1, la pression extérieure s'est accrue depuis quelques mois. Comme le revirement n'est survenu sur les marchés internationaux qu'à la fin du premier trimestre, les indices de prix dérivés des importations (indiqués au Tableau 49) — c'est-à-dire les indices du coût réel des produits importés et effectivement livrés — ont, au deuxième trimestre, dépassé ceux du premier, mais, par la suite, le mouvement s'est ralenti et même s'est renversé. Alors que dans les douze mois qui ont immédiatement suivi les dévaluations de 1949, le coût des importations avait augmenté seulement dans les

[1] La Belgique, l'Italie et la Suisse — pays qui n'ont pas dévalué ou dont la dévaluation a été de faible ampleur — ont bien entendu profité de la baisse des prix des importations essentielles qu'ils reçoivent d'autres pays européens.

[2] Voir l'Etude de 1950, page 154.

[3] Voir Chapitre 2, page 28.

Tableau 49

PRIX DÉRIVÉS DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS ET PRIX DE GROS

Mouvements en pourcentage

Pays	Importations					Exportations					Prix de gros				
	Juillet-sept. 1949 à juillet-sept. 1950	Juillet-sept. 1950 à janvier-mars 1951	Janvier-mars 1951 à avril-juin 1951	Avril-juin 1951 à juillet-sept. 1951	Juillet-sept. 1950 à juillet-sept. 1951	Juillet-sept. 1949 à juillet-sept. 1950	Juillet-sept. 1950 à janvier-mars 1951	Janvier-mars 1951 à avril-juin 1951	Avril-juin 1951 à juillet-sept. 1951	Juillet-sept. 1950 à juillet-sept. 1951	Sept. 1949 à sept. 1950	Sept. 1950 à mars 1951	Mars 1951 à juin 1951	Juin 1951 à sept. 1951	Sept. 1950 à sept. 1951
Allemagne occidentale	16	18	10	5	38	−5	9	9	7	29	2	18	2	0	20
Autriche [a]	61	39	4	0	46	43	11	13	10	39	31	19	8	9	40
Belgique	5	20	5	−1	25	−10	24	7	5	38	16	15	−1	−2	11
Danemark	17	7	18	5	33	−4	7	1	3	10	17	20	8	−4	25
Espagne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	22	22	+1	0	24
Finlande	27	22	14	3	44	17	65	17	17	127	18	28	7	5	45
France	9	21	11	1	35	−1	9	8	4	22	9	20	3	0	23
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	5	20	2	−1	21
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7	13	3	1	17
Italie	−7	22	13	0	37	−4	10	10	4	26	4	12	−2	−3	7
Norvège	20	11	11	3	27	12	14	15	6	39	20	10	9	0	20
Pays-Bas	16	14	9	1	26	2	18	7	−1	25	16	20	1	−2	18
Portugal	−6	..	..	..	..	1	..	..	..	..	−4	12	−1	1	12
Royaume-Uni	22	24	13	−1	39	7	9	8	5	23	18	15	2	1	19
Suède	15	15	12	5	34	9	30	20	11	74	6	26	6	0	34
Suisse	−11	16	8	2	27	−7	6	3	4	14	3	11	−2	−2	7
Turquie	−16	12	16	..	..	−15	58	−22	..	..	−12	19	−8	−3	6

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».

NOTE. — Les prix à l'importation et à l'exportation sont affectés de coefficients de pondération courants, sauf dans le cas de la Finlande, de l'Italie, du Royaume-Uni, de la Suède et de la Suisse.

a Les importations ne comprennent pas les livraisons effectuées au titre du Programme de relèvement européen (ERP).

pays ayant dévalué, le mouvement de hausse depuis lors a atteint tous les pays. La Norvège, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont été, semble-t-il, les pays où les prix de revient ont été le plus influencés par cette hausse (à cause de la proportion élevée de matières premières importées entrant dans leur production et du fait aussi que, dans une mesure relativement considérable, leurs importations portaient essentiellement sur les marchandises dont les prix avaient subi la plus forte hausse).

La hausse des prix à l'exportation de la plupart des pays a été au début plus lente, mais elle s'est poursuivie pendant toute l'année. Dans la mesure où les prix à l'exportation reflètent simplement les prix de revient intérieurs, cette hausse a été un symptôme d'inflation plutôt qu'elle n'en a été une cause essentielle. Les plus fortes hausses se sont produites en Belgique, en Finlande, en Norvège et en Suède [1], où elles ont eu pour cause initiale un relèvement de demande étrangère pour les principaux produits d'exportation.

Le résultat de ces mouvements a été, en définitive, d'améliorer le taux d'échange de la Finlande et de la Suède de plus de 20%, celui de la Belgique et de la Norvège de 10% et d'aggraver dans une mesure importante le taux d'échange des autres pays de l'Europe occidentale, aggravation qui s'est atténuée quelque peu à mesure que l'année s'écoulait mais qui a été de l'ordre de 10 à 14% pour les douze mois se terminant en septembre 1951. (Dans le cas des pays ayant des flottes commerciales, cette aggravation a été en partie compensée par la hausse des frets, dont la Norvège a également beaucoup bénéficié.)

L'altération du taux d'échange d'un pays, en réduisant le montant des marchandises et des services qu'il peut se procurer au moyen d'un volume donné d'exportations, réduit le revenu réel de ce pays et a ainsi des effets inflationnistes. Dans le Tableau 50, on a essayé, faute de données officielles pour l'année 1951, d'évaluer approximativement l'étendue des modifications apportées au revenu réel par les changements du rapport entre les prix à l'importation et les prix à l'exportation. Il semble qu'en 1951, la perte ait été, pour le Royaume-Uni et les Pays-Bas, de 2,5 à 3% du produit national brut de 1950 et qu'en ce qui concerne le Danemark et l'Irlande, elle ait été d'au moins 3,5 à 4%. Tous ces pays avaient déjà éprouvé, au cours de l'année 1950, des pertes analogues, bien que plus faibles, dues principalement à la dévaluation de leur monnaie. Par contre, la Finlande, la Norvège et la Suède ont réalisé des gains équivalant à 4 ou 5% du produit national et ont plus que récupéré en 1951 les pertes qu'elles avaient subies en 1950.

Les forces inflationnistes internes

Lorsque le plein emploi est réalisé, même sans pression extérieure, il peut y avoir une poussée d'inflation si un groupe organisé, qu'il s'agisse des salariés, des cultivateurs, du monde des affaires ou du gouvernement, désire vivement accroître ou sa part du revenu national ou les dépenses publiques. Ces deux désirs existaient dans la plupart des pays en 1951 et ajoutent ainsi aux forces inflationnistes externes dont on vient de parler.

Dans certains pays, comme la Suède, des accords avaient été conclus antérieurement avec les salariés et les cultivateurs, en vertu desquels les revenus nominaux de ces deux groupes étaient plus ou moins stabilisés pendant une certaine période qui, à ce moment, approchait de son terme. Au Royaume-Uni, la politique au jour le jour de persuasion morale pratiquée par le gouvernement envers les syndicats s'était déjà effondrée à la fin de 1950 sous le coup que lui avaient porté les premières hausses de prix survenues après les événements de Corée. Toutefois il ne semble pas que l'on puisse attribuer le déclenchement de l'inflation interne à une tentative faite pour élever les salaires plus vite que les prix, sauf peut-être en Finlande.

Dans tous les pays, les commandes d'armements passées par les gouvernements ont été sensiblement plus considérables que pendant les années précédentes [2]. En l'absence de contrôles rigoureux et étendus, on ne pouvait, sans que les prix montent, détourner les ressources de la production civile normale comme c'était indispensable, dans les pays où il n'y avait ni main-d'œuvre ni capacité de production inutilisées. On sait que, dans tous les pays, la production effective des armements est en retard sur les programmes fixés [3], comme cela a toujours été le

[1] Les prix autrichiens à l'exportation ont eux aussi très sensiblement augmenté en partie parce que l'Autriche exporte des bois, mais surtout parce que les prix des produits fabriqués se sont élevés, ce qui constituait un symptôme d'une inflation intérieure accélérée.

[2] Voir l'ETUDE de 1950, Tableaux 66 et 67.

[3] Même dans le Royaume-Uni, où l'on estime que le retard sur les programmes est moins grand qu'ailleurs en Europe, le Premier Ministre a reconnu en décembre 1951 que le gouvernement n'arriverait pas à utiliser l'ensemble des crédits votés à cet effet pour l'exercice financier 1951/52.

Tableau 50

CHANGEMENTS SURVENUS DE 1950 A 1951 DANS LES RESSOURCES DISPONIBLES ET DANS LEUR RÉPARTITION

En pourcentage du produit national brut de 1950

Changements survenus dans	Royaume-Uni	Irlande	Pays-Bas	Danemark	Norvège	Suède	Finlande	Belgique	France	Italie	Allemagne occident.	Autriche
Produit national brut	+2–2½	+3½	+3	+1	+3	+3	+ 9	+6	+6	+6–7	+11	+5–7
Taux d'échange [a]	−2½	−4	−3	−3½	+4	+5	+ 5	+2½	−1½	−1	− 1	—
Revenu national réel	−0–½	−½	−0	−2½	+7	+8	+14	+8½	+4½	+5–6	+10	+5–7
Balance des paiements	−4–4½	−7½	+4½	+3	+6	+2	+ 4	+6	−1	−1	+2½	—
Ressources disponibles pour le marché intérieur	+4	+7	−4½	−5½	+1	+6	+10	+2½	+5½	+6–7	+7½	+5–7
Consommation de l'Etat	+2½	..	—	+1	+1½	+1	.. [b]	+2	+1½	+0/1	+2	—
Formation brute de capital fixe	− ½	..	− ½	—	−1	+1	+3½	—	+1	+2	+2½	..
Consommation privée	+0–1	..	−1	−3	−2	+0–½	+6½	..	+2	+4	+2	..
Constitution des stocks	+1–2	..	−3	−3½	+2½	+3½–4		..	+1		+1	..

NOTE. — Il s'agit d'estimations provisoires établies dans la plupart des cas d'après les statistiques dont on disposait en novembre 1951.

[a] Y compris les répercussions qu'ont, sur le revenu réel, les changements survenus dans les éléments invisibles de la balance des paiements.

[b] Chiffre compris dans la rubrique « Consommation privée ». Les livraisons effectuées au titre des réparations ne sont pas comprises dans les ressources intérieures.

cas pendant les phases initiales du développement des programmes de défense nationale, mais on ne sait pas exactement quelle est l'importance de ce retard : les sommes mandatées par les trésoreries ne fournissent, pour de courtes périodes, qu'une indication imparfaite du montant des ressources couramment employées dans la production afin de faire face aux demandes des pouvoirs publics, et il semble que les gouvernements eux-mêmes soient gênés dans l'élaboration de leurs programmes de dépenses parce qu'ils ne savent pas en toute certitude jusqu'à quel point les commandes déjà passées ont été exécutées. Il est probable qu'en 1951, comme pendant le second semestre de 1950, la menace d'aggravation des dépenses ait constitué une force inflationniste plus puissante que les dépenses réellement engagées jusque-là.

Toutefois, il semble probable que, même en 1951, les prélèvements supplémentaires effectués par les gouvernements sur les ressources de leurs pays [1] ont été de l'ordre de 2 à 2,5% du produit national brut de 1950 en ce qui concerne le Royaume-Uni, la Belgique et (si l'on fait entrer en ligne de compte les frais d'occupation) l'Allemagne occidentale, et de 1 à 1,5% en France, en Norvège et en Suède. En Autriche, au Danemark, en Italie et dans les Pays-Bas, cet accroissement a été probablement négligeable. Indépendamment de ces prélèvements sur les ressources, l'élévation du revenu national réel dans de nombreux pays a été limitée par l'aggravation du taux d'échange et, dans quelques-uns, comme le Royaume-Uni en particulier, par la pénurie de matières premières. Il n'était guère possible, pour remédier à cet état de choses, d'augmenter les importations et de diminuer les exportations, parce que presque tous les pays avaient besoin d'améliorer la situation de leur balance des paiements. Parmi les pays énumérés au Tableau 50, le Royaume-Uni avait en 1950 une balance des paiements excédentaire, mais ceci n'avait pu être obtenu que par une diminution des stocks qu'il a fallu reconstituer en 1951. Il s'ensuit que l'évolution défavorable de la balance des paiements au cours de cette année n'a guère contribué à contrebalancer l'augmentation de ces prélèvements sur les ressources dont il a été fait mention plus haut. Seuls les Pays-Bas et le Danemark se sont trouvés dans une situation qui leur a permis d'accumuler des stocks à un rythme moins rapide que précédemment. Par contre, certains pays désiraient vivement constituer des réserves à la fois de devises étrangères et de produits.

Les accroissements du produit national réalisés en 1951

Il va de soi qu'un pays, pourvu que son produit national augmente suffisamment, peut compenser l'appauvrissement qu'entraîne une augmentation de la proportion de ce produit qu'il doit consacrer à des fins stériles et improductives ou au paiement de ses importations [2]. Dans le tableau ci-après, on a comparé les évaluations de l'accroissement du produit national réalisé par divers pays en 1951 avec l'accroissement qui aurait été nécessaire pour que le revenu réel pouvant être consacré aux dépenses de consommation des particuliers et aux investissements dans le pays et à l'étranger ne fût pas inférieur à celui de l'année précédente :

Accroissement proportionnel du produit national brut [a]

	Nécessaire en 1951 pour que la consommation et les investissements dans le pays et à l'étranger restent stables	Effectivement réalisé	
		1951	1950
	(*En pourcentages*)		
Royaume-Uni	5	2 à 2,5	5
Danemark	4	1	8
Pays-Bas	3	3	8
France	3	6	2
Allemagne occidentale	3	11	13
Italie	0 à −1	6 à 7	..
Belgique	−0,5	6	..
Norvège	−2,5	3	5
Suède	−4	3	5

[a] Les chiffres des deux premières colonnes sont tirés du Tableau 50 ci-dessus, et ceux de la troisième colonne sont tirés du Tableau 65 de l'ETUDE de 1950.

Comme on le verra, les chiffres des deux premières colonnes ne correspondent guère et, dans l'ensemble, les pays qui ont pu réaliser les plus fortes augmentations sont aussi ceux qui ont pu en consacrer la plus grande partie à améliorer leurs niveaux de consom-

[1] Les évaluations données dans ce texte représentent l'accroissement net qu'accusent les dépenses courantes des pouvoirs publics consacrées aux marchandises et aux services, si l'on impute sur l'augmentation des dépenses engagées au titre de la défense nationale, certaines réductions des dépenses du secteur civil. Il convient de souligner qu'elles n'ont forcément qu'un caractère approximatif et qu'elles comportent une large marge d'erreur.

[2] Même dans ce cas, un problème de pression inflationniste peut se poser en ce sens qu'une faible proportion seulement de l'accroissement du produit national peut être affectée à la consommation.

mation ou à se constituer des avoirs. La production intense d'armements dans le monde semble, en fait, avoir valu à l'Allemagne occidentale, à l'Italie et à la Belgique des gains proportionnellement supérieurs aux pertes causées, par exemple au Royaume-Uni et au Danemark.

Les augmentations de la production réalisées dans les pays qui employaient déjà complètement leurs ressources n'ont pas seulement, comme on pouvait s'y attendre, été inférieures aux augmentations qui ont été possibles dans d'autres pays, mais elles ont été notoirement inférieures à celles de 1950 [1], réalisées, elles aussi, sans grandes modifications du niveau de l'emploi. Au Danemark et dans les Pays-Bas, le ralentissement du rythme de l'accroissement semble devoir être attribué surtout au fléchissement de la demande de produits de certaines industries productrices de biens de consommation. Au Royaume-Uni, le facteur le plus important a été la pénurie d'acier dont on a parlé au Chapitre 2 et qui a abouti à une diminution de la productivité de la main-d'œuvre dans les industries consommatrices d'acier. D'une façon générale, le rythme d'accroissement de la production semble s'être ralenti peu à peu à mesure que l'année s'écoulait : dans tous les pays, le recul des biens de consommation s'est intensifié; en Belgique, en France et en Allemagne occidentale, la proportion de la capacité de l'industrie lourde inutilisée a progressivement diminué; au Royaume-Uni, la pénurie d'acier s'est accrue à un moment où les industries britanniques d'objets de consommation commençaient à leur tour à ressentir les effets du fléchissement de la demande [2].

Objectifs contradictoires de la politique suivie par les gouvernements

Dans tous les pays, l'objectif déclaré de la politique gouvernementale a été, au cours des deux dernières années, de freiner l'inflation ou, plus précisément, d'empêcher une hausse importante du coût de la vie. Néanmoins, le freinage de l'inflation n'a, bien entendu, pas été le seul objectif de la politique économique et, dans certains cas, il était inévitable que des mesures bien appropriées à la solution d'autres problèmes n'aboutissent à un résultat qu'au prix d'une instabilité accrue des prix et des revenus.

C'est ainsi, par exemple, que l'aggravation du taux d'échange de l'Europe en 1950 n'a pas eu une cause fortuite, mais a été due à la décision prise de propos délibéré par un certain nombre de gouvernements de dévaluer leur monnaie afin d'améliorer leur situation en matière de devises étrangères. L'augmentation du coût des importations qui s'ensuivit a été plus importante, et elle s'est propagée dans beaucoup plus d'économies européennes que ne s'y attendaient ceux qui avaient pris cette décision ; ce qui revient à dire que si les gouvernements avaient eu une vue plus parfaite de l'avenir, ils auraient peut-être pensé que l'accroissement nécessaire de leurs réserves de devises étrangères aurait pu être assuré au prix d'une augmentation plus faible du coût de leurs importations et des bénéfices procurés par leurs exportations et, par conséquent, au prix d'une inflation moins forte que celle qui s'est réellement produite. Mais, lorsqu'en 1949, la décision eut été prise d'adopter de nouveaux taux de change et, plus tard, de les maintenir, dans la conjoncture mondiale considérablement modifiée qui a suivi la guerre de Corée, il aurait été impossible sur le plan politique — et probablement peu souhaitable sur le plan social — de ne pas permettre aux salariés et aux cultivateurs d'adapter, dans une certaine mesure, leurs revenus aux nouveaux niveaux des prix de détail et des bénéfices industriels. Les forces inflationnistes agissant de l'extérieur avaient rompu les digues qui protégeaient les revenus intérieurs et, à moins d'aveugler cette brèche grâce à un relèvement des taux de change, il fallait recourir à un accroissement de revenus nominaux. La première politique, bien qu'elle eût certainement été anti-inflationniste, était inacceptable pour d'autres raisons : son rejet impliquait nécessairement l'acceptation de l'inflation.

Il y eut un moment où certains gouvernements espéraient que cette inflation pourrait se réaliser en une seule opération, après quoi les diverses catégories de revenus se retrouveraient dans le même rapport réciproque qu'auparavant, bien qu'à un niveau absolu plus élevé en valeur nominale. C'est, bien entendu, dans les pays possédant d'importantes ressources inutilisées et où le revenu réel pouvait s'accroître considérablement que la possibilité de voir réussir cette politique était de loin la plus grande. Parmi les pays où le plein emploi est réalisé, la politique de stabilisation avait probablement les plus grandes chances de succès dans des pays comme les Pays-Bas, la Norvège et la Suède où, habituellement, les revenus de groupes considérables de la population se modifient

[1] Ceci a été dû en partie à de mauvaises récoltes.

[2] Voir également Chapitre 2.

à l'unisson, et elle avait les plus faibles chances de réussir dans des pays comme le Royaume-Uni, où les revendications de salaires se produisent en chaîne par industrie, si bien qu'à tout moment il y a des groupes de travailleurs qui estiment que leurs salaires relatifs sont trop bas et doivent être relevés. Mais à moins d'une révision simultanée de tous les contrats libellés en monnaie nationale, équivalant en fait à une réévaluation de la monnaie du pays en fonction d'autres monnaies — éventualité qui n'a été envisagée nulle part — certains revenus nominaux continueraient à être décalés par rapport à l'avance générale. De plus, aussi longtemps qu'une vague de prospérité industrielle persisterait à l'extérieur, on courrait le risque de voir se répéter un processus dont on avait cru qu'il ne se reproduirait pas.

Pour essayer de pallier ces inconvénients en agissant directement sur les prix, il aurait fallu être prêt à employer un système très complet de contrôles soigneusement coordonnés, ce qui, entre autres choses, eût entraîné l'imposition de lourdes taxes sur les exportations et l'octroi de subventions aux importations. Or, aucun pays n'y était disposé : partout, l'opinion publique, telle qu'elle s'est manifestée dans les élections successives de divers pays, devenait moins favorable aux contrôles. De plus, les subventions accordées aux biens de consommation qui auraient pu empêcher les prix de détail de monter offraient moins d'attrait pour les gouvernements parce qu'elles entraînaient un accroissement des dépenses publiques à une époque où celles-ci augmentaient déjà par suite du développement des programmes d'armement. Si ces subventions devaient être financées grâce à des impôts directs ou par des impôts sur les articles de luxe, elles étaient appelées à aggraver un problème de transfert qui se posait déjà avec acuité dans les pays fortement imposés; sinon elles augmenteraient la pression inflationniste en libérant des revenus qui seraient utilisés à d'autres fins, tout autant qu'elles freineraient la montée en spirale des prix et des salaires.

Les gouvernements de la plupart des Etats européens reconnaissaient pour le moment la nécessité d'accroître leurs réserves de devises étrangères, ou tout au moins d'empêcher qu'elles ne tombent au-dessous d'un certain niveau. Toutes les mesures prises pour y parvenir, soit en restreignant les importations soit en stimulant les exportations, devaient nécessairement avoir des répercussions inflationnistes dans le pays. Toutes ces difficultés ont conduit divers gouvernements à chercher, au cours de l'année, une échappatoire dans le rationnement rigoureux du crédit qui, en enrayant la constitution de stocks et, à un moindre degré, les investissements et la consommation, pouvait servir à atténuer la pression inflationniste dans le pays et, simultanément, améliorer la balance des paiements.

Les problèmes inflationnistes en Europe orientale

Presque tout ce qui a été dit jusqu'à présent s'applique surtout à l'Europe occidentale. Dans les économies de l'Europe orientale, l'Etat contrôle d'une façon assez directe les mouvements des revenus des salariés, de sorte que les hausses de prix peuvent être employées pour restreindre la consommation sans provoquer une « inflation de bénéfices » ou une montée en spirale des prix et des salaires comme il s'en produit dans l'Ouest. La liberté d'action de ces Etats en la matière est toutefois limitée par la nécessité d'offrir aux ouvriers et aux paysans des stimulants croissants pour les encourager à produire.

Les gouvernements peuvent également, par l'intermédiaire des monopoles de l'Etat chargés de la distribution, soustraire les prix intérieurs aux répercussions de la hausse des prix internationaux. Toutefois, pas plus qu'ailleurs, ils ne peuvent échapper aux conséquences d'une aggravation du taux d'échange [1], et il aurait été surprenant que les hausses du prix de la laine, du coton et du caoutchouc — s'ajoutant aux obstacles qu'une réduction des licences d'importation a opposés aux exportations en provenance de l'Europe occidentale — n'aient pas déterminé une perte du revenu réel, soit parce que certaines matières premières devenaient encore plus rares, soit à cause de la nécessité d'utiliser des produits de remplacement imparfaits ou coûteux fabriqués dans le pays.

Les programmes d'armement ont été développés. En Hongrie, l'augmentation prévue dans le budget de 1951 équivalait à 3% de la production nationale de 1950, c'est-à-dire qu'elle était aussi importante que celle de n'importe quel pays d'Europe occidentale, et le budget prévoyait aussi pour l'accroissement des stocks des crédits qui représentaient 2% de plus du produit national. En Pologne, le budget prévoyait une augmentation de 46% des dépenses consacrées à la défense; mesurée en prix constants, en pourcentage du revenu national, cette augmentation est probablement comparable à celle de la Hongrie.

[1] Voir l'ETUDE de 1950, page 161.

En Pologne également, un dixième des dépenses budgétaires globales a été affecté à la constitution de « réserves en prévision de catastrophes nationales ». Dans tous les pays du Kominform, les plans de production ont été révisés dans le sens d'une augmentation; une part plus importante était faite à l'industrie lourde [1], et le besoin d'intensifier la production d'armements et de maintenir des forces militaires plus considérables a été une des raisons avancées en faveur de cette révision [2]. En Yougoslavie, les plans ne prévoyaient qu'une faible augmentation de la production globale, mais une proportion considérablement accrue de l'ensemble de cette production devait être consacrée à la défense nationale.

Le volume déjà faible des échanges des pays de l'Europe orientale avec l'extérieur et le fait que ces échanges reposaient principalement sur des accords bilatéraux ne permettaient pas à ces pays d'atténuer beaucoup les difficultés de leur situation intérieure en laissant s'aggraver leur balance des paiements : ce n'est qu'en Allemagne orientale et en Yougoslavie que cela est possible. La Yougoslavie a reçu de l'étranger en 1951 une aide se montant à 186 millions de dollars — soit environ 5% du produit national — contre 110 millions en 1950. Toutefois, l'Allemagne orientale semble avoir plutôt réduit son déficit au cours de l'année [3].

[1] Voir Chapitre 2, section 4, page 70, de la présente ETUDE et N° 1 du Vol. 3 du *Bulletin*, page 23.

[2] C'est ainsi, par exemple, que M. Minc, Premier Ministre adjoint de Pologne, a déclaré dans un discours prononcé le 9 octobre 1951 : « Un Etat qui, à l'heure actuelle, ne serait pas soucieux d'accroître les forces chargées de sa défense et de développer son industrie d'armements, et qui ne se soucierait pas de fournir en quantité suffisante à son armée des armes et un équipement modernes, un tel Etat ne mériterait pas le respect de sa population; et la Pologne, démocratie populaire, n'est pas un de ces Etats. » De même, dans le numéro du 16 février 1951 du journal du Kominform, *Pour une démocratie populaire et une paix durable*, on peut lire : « La nécessité d'accélérer le rythme de l'édification socialiste conditionnée par nos nécessités intérieures, découle aussi de la situation internationale actuelle. »

[3] En 1950, l'Allemagne orientale avait, en matière de commerce extérieur, un déficit qui était évalué à 125 millions de dollars (réparations non comprises). En 1951, ses importations se sont maintenues mais ses exportations ont notablement augmenté.

2. LE PROCESSUS INFLATIONNISTE

La spirale des prix et des revenus

Les indices des prix de gros, qui sont toujours les indicateurs les plus sensibles des répercussions, sur les économies intérieures, des modifications survenues sur les marchés internationaux, ont continué à monter dans tous les pays de l'Europe occidentale pendant le premier trimestre de l'année. Depuis, ils ont plafonné ou même baissé dans certains pays, en grande partie par suite du renversement de la tendance des prix mondiaux, mais, en partie aussi, en raison de la résistance opposée par les consommateurs qui, à vrai dire, s'est manifestée de si bonne heure dans certains pays en ce qui concerne les textiles que le prix de certains produits finis n'a jamais correspondu complètement au point extrême atteint par les prix mondiaux des matières premières [4].

L'évolution des indices du coût de la vie a été nettement différente de celle des prix de gros; cette différence traduit en partie le décalage qui se produit dans le temps entre les prix des matières premières et les prix de vente au détail des produits finis, et en partie l'inertie de certains prix intérieurs, par exemple les prix des denrées alimentaires, qui sont réglementés et soutenus par des subventions. Il est intéressant de noter (voir Tableau 51) que si, dans la première année consécutive à la dévaluation, la hausse du coût de la vie dans divers pays n'a guère correspondu aux taux des dévaluations, la corrélation est beaucoup plus étroite au cours de la période de septembre 1950 à septembre 1951. Pendant la première année qui a suivi la dévaluation, plusieurs des pays qui avaient dévalué étaient parvenus, par une politique de subventions et une réglementation plus ou moins rigide des prix internes et des salaires, à empêcher toute hausse appréciable du coût de la vie. Toutefois, sous l'effet de la pression qui s'est exercée depuis le début de la guerre de Corée, ces pays, dans la quasi-totalité desquels le plein emploi était réalisé, n'ont

[4] Les indices des prix de gros, indiqués au Tableau 49, ne sont en aucune façon strictement comparables entre eux : le champ de ces indices ainsi que leur pondération diffèrent d'un pays à l'autre. De plus, on calcule tous les indices des prix de gros d'une façon plus ou moins arbitraire en y comprenant à la fois les prix des matières premières et les prix des produits manufacturés finis et semi-finis. Les prix des produits finis ont tendance à être en retard sur les indices des prix à l'importation : les cours intérieurs des matières premières sont souvent plus sensibles aux changements que les indices des prix à l'importation, lesquels, en raison du temps exigé par le transport et de l'existence de contrats à terme ou de contrats d'achats par grandes quantités, tendent à être décalés par rapport aux prix mondiaux.

Tableau 51

COÛT DE LA VIE, GAINS HORAIRES DANS L'INDUSTRIE ET PRIX PAYÉS AUX AGRICULTEURS

Mouvements en pourcentage

Pays	Coût de la vie					Gains horaires dans l'industrie					Prix payés aux agriculteurs	
	Sept. 1949 à sept. 1950	Sept. 1950 à mars 1951	Mars 1951 à juin 1951	Juin 1951 à sept. 1951	Sept. 1950 à sept. 1951	Sept. 1949 à sept. 1950	Sept. 1950 à mars 1951	Mars 1951 à juin 1951	Juin 1951 à sept. 1951	Sept. 1950 à sept. 1951	Sept. 1949 à sept. 1950	Sept. 1950 à sept. 1951
Allemagne occidentale	−5	9	4	−1	11	6	8	7	..	..	..	..
Autriche	5	17	3	15	39	5	20	7	16	48	..	..
Belgique	3	4	1	2	7	4	5	5	1	12	1	6
Danemark	8 [a]	7 [a]	2 [a]	1 [a]	11 [a]	5	6	0	4	13	0	7
Finlande	15	10	2	4	17	25	26	0	3	30	25	16
France	13	9	5	3	18	15	12	8	13	36	..	..
Grèce	9	12	−2	−1	9	..	..	..	..	..	−3	7 [b]
Irlande	0 [c]	3 [c]	6 [c]	2 [c]	11 [c]	4	6	5	..	..	..	..
Islande	25	14	6	6	28	..	..	..	..	..	..	..
Italie	2	4	4	0	7	2	5	8	1	14	7	3
Norvège	8	6	8	2	16	4	10	5	0	16	3	8
Pays-Bas	12	5	3	0	9	10	5	0	1	6	16	3
Portugal	−3	2	−3	3	1	..	..	..	..	..	..	..
Royaume-Uni	2	5	4	3	12	4	5	2	2	10	9	12
Suède	1	12	4	3	19	4	20 [d]	0 [d]	2	23	..	..
Suisse	−1	2	2	1	5	0	0	1	2	3	−3	0
Turquie	−10	5	−1	−1	3	..	..	..	..	..	..	..

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».

[a] Ces chiffres se rapportent non pas au mois indiqué, mais au mois suivant.

[b] Août 1950 à août 1951.

[c] Ces chiffres se rapportent non pas au mois indiqué, mais au mois précédent.

[d] L'augmentation survenue pendant la période janvier–juin a été entièrement inscrite dans la période janvier–mars.

pas pu contenir plus longtemps les forces inflationnistes latentes, si bien que s'est produite une hausse en chaîne des prix et des salaires. Les pays qui n'avaient pas dévalué ou dont la dévaluation avait été de faible ampleur ont été mieux à même de résister aux tendances inflationnistes post-coréennes, en partie parce qu'ils n'avaient pas déjà épuisé leur capacité de résistance à l'inflation au cours de la période précédente, en partie parce que la plupart d'entre eux possédaient une réserve plus abondante de ressources inutilisées. Dans les douze mois qui ont suivi septembre 1950, la hausse du coût de la vie dans le premier groupe de pays a ainsi été, suivant les cas, de 11 à 19% — si on laisse de côté les cas extrêmes que représentent l'Autriche et l'Islande — tandis que, dans le second groupe, la hausse n'a été que de 5 à 7%.

Au cours des mois d'été et d'automne de 1951 (voir le Tableau XVII de l'Annexe A), dans certains pays l'indice du coût de la vie cessa de s'élever et baissa même tandis que dans la plupart des autres l'allure de la hausse se ralentissait. C'est seulement en Autriche, en France et en Islande que la tendance à la hausse est restée accusée. En France, les chocs successifs d'une dévaluation modérée en 1949 et de la poussée spéculative de 1951 ont suffi pour faire monter les prix de détail de 33% pendant les deux années qui ont précédé septembre 1951.

Dans les pays de l'Europe orientale, les indices des prix de gros et du coût de la vie reflètent moins le processus d'inflation qu'en Occident. Les gouvernements peuvent décréter des hausses de prix pour résorber le pouvoir d'achat en excédent de la même façon que les gouvernements de l'Europe occidentale introduisent des impôts indirects. Cette mesure est inflationniste en ce sens que l'on se sert d'une hausse des prix, avec ses conséquences inévitables pour la collectivité, en vue d'agir sur la répartition des ressources; mais elle ne provoque pas nécessairement une spirale des « bénéfices », des salaires et des prix. Il arrive toutefois que le gouvernement décrète une hausse des prix pour inciter davantage les paysans ou les autres producteurs non nationalisés à pro-

duire, et ceci est suivi d'une inflation secondaire de revenus.

De plus, il est difficile de mesurer les changements survenus dans la moyenne du coût de la vie dans les pays de l'Europe orientale; le même produit est parfois vendu à plusieurs prix différents et, de temps en temps, on constate des modifications dans l'importance relative du marché sur lequel les marchandises rationnées sont vendues à des prix peu élevés et du marché libre. En Hongrie, après l'apparition d'un marché noir en 1950, on a institué en janvier 1951 un marché libre officiel sur lequel les marchandises étaient vendues à des prix de deux à cinq fois supérieurs à ceux payés lorsqu'elles étaient vendues au rationnement; lorsqu'en décembre 1951 des prix unifiés eurent été fixés de nouveau pour les denrées alimentaires essentielles, ils atteignaient un niveau de deux à trois fois supérieur à celui des prix antérieurement demandés pour les articles vendus au rationnement. En Hongrie, ces mesures semblent avoir atteint le but visé : elles ont résorbé une certaine quantité de pouvoir d'achat et, en fait, les produits se sont bientôt vendus au-dessous des nouveaux prix officiels. Mais, en Pologne, où l'on croyait que la réforme monétaire d'octobre 1950 avait supprimé l'inflation et le marché noir qui était très répandu, les prix de détail ont subi une hausse en 1951 et, vers le milieu de l'année, le marché noir est redevenu actif. En Tchécoslovaquie, où l'écart entre les prix des marchandises rationnées et non rationnées était déjà considérable, les prix du marché libre officiel ont monté encore plus [1]. Ce n'est que dans la Zone d'occupation soviétique en Allemagne que le coût de la vie semble être demeuré plus ou moins stable, les augmentations des prix moyens dues à l'accroissement de la proportion de marchandises vendues à des prix élevés sur le marché libre étant compensées par une légère réduction des prix du marché libre eux-mêmes.

Au cours des douze mois qui ont précédé octobre 1950, le taux des salaires ne s'était pas élevé de plus de 4 à 5% dans la plupart des pays de l'Europe occidentale, même dans ceux qui avaient fortement dévalué leur monnaie en 1949. Si l'on fait une comparaison avec le Tableau 6 du Chapitre 2, l'on constate (bien que les périodes dont il s'agit ne soient pas absolument les mêmes) qu'au Royaume-Uni et dans les pays scandinaves, les hausses de salaires ont été du même ordre que les augmentations du rendement par heure-ouvrier; qu'aux Pays-Bas et en France, les salaires ont monté sensiblement plus que le rendement par heure-ouvrier; qu'en Italie, en Autriche et en Allemagne occidentale, ils ont monté beaucoup moins. Au cours des douze mois suivants, les hausses de salaires ont été d'un tout autre ordre : les salariés se sont efforcés d'obtenir une compensation à l'augmentation du coût de la vie, et ni les employeurs ni l'Etat ne pouvaient opposer une forte résistance à leurs revendications dans une atmosphère d'expansion économique où la main-d'œuvre, dans les régions industrielles, était insuffisante par rapport à la demande, et où, à cause de la hausse des prix, les bénéfices des entreprises avaient représenté une part plus grande du revenu national. Au cours de cette période, donc, les hausses de salaires ont de beaucoup dépassé les augmentations du rendement par ouvrier dans tous les pays de l'Europe septentrionale, en France, et en Autriche. C'est seulement en Belgique, en Italie et en Allemagne occidentale — qui sont des pays où le chômage est important — que les hausses de salaires ont à peu près suivi l'accroissement des rendements individuels [2]. En Suède, il a été mis formellement fin à la trêve des salaires et ceux-ci ont fait un bond de presque 20% pendant le premier trimestre de 1951, alors qu'ils avaient augmenté d'environ 4% depuis la dévaluation. Dans le Royaume-Uni, les salaires des mineurs ont été relevés au début et à la fin de l'année; dans l'intervalle, il y avait eu un cycle complet d'augmentations successives des salaires d'autres groupes de travailleurs manuels. Les augmentations de salaires accordées de janvier à novembre 1951, dernier mois pour lequel on dispose de statistiques, ont atteint un chiffre global supérieur à celui de toute l'année 1920, époque à laquelle l'inflation d'après guerre avait atteint son maximum. En France, il y a eu en 1951 deux augmentations du salaire minimum garanti — en mars et en septembre — dont on estime que chacune d'elles a entraîné une hausse d'environ 15% des salaires moyens. En Autriche, en vertu de l'accord général sur les prix et les salaires, conclu en juillet (le cinquième depuis la guerre), les salaires, qui avaient déjà augmenté de presque 30% pendant les douze mois antérieurs,

[1] Voir le compte rendu des discours prononcés par le Premier Ministre dans *Rudé Právo*, 1er et 10 novembre 1951.

[2] Cette phrase appelle deux précisions : premièrement, pour que l'affirmation relative à l'Europe occidentale soit valable, il faut laisser de côté les Pays-Bas et, deuxièmement, si l'on disposait de statistiques sur le nombre d'heures-ouvrier de travail effectif, l'on constaterait peut-être que la deuxième affirmation n'est pas pleinement valable pour la Belgique.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA

ont été relevés de nouveau d'environ 15%, et les traitements des fonctionnaires, très bas auparavant, ont été augmentés dans une proportion plus importante encore. En Finlande, en vertu d'un accord instituant une échelle mobile, les salaires ont régulièrement monté jusqu'en mai, parallèlement au coût de la vie, mesuré par un indice qui, on le reconnaît, sous-estimait la hausse; on a alors persuadé les syndicats d'accepter un accord stabilisant temporairement les salaires en échange de certains aménagements apportés au taux des impôts indirects et aux subventions, mais, à partir du début de l'année 1952, les salaires varieront de nouveau conformément à un indice du coût de la vie établi dans de nouvelles conditions.

Dans presque tous les pays, les revenus des cultivateurs se sont également accrus. Dans certains pays (le Royaume-Uni, la Suède et la Norvège [1]), cette augmentation a été due à la politique systématique des gouvernements, qui ont fixé les prix agricoles à des niveaux suffisamment élevés pour maintenir une certaine parité entre le revenu des agriculteurs et le revenu des autres catégories, en particulier des salariés. Ailleurs, l'augmentation a été due à l'action conjuguée des mouvements spontanés du marché et de la politique de redressement des prix suivie par l'Etat. Par exemple, en France et en Allemagne occidentale, pendant l'hiver 1950/51, les prix non contrôlés des produits animaux ont réagi par une hausse à l'augmentation de la demande provoquée par les accroissements d'autres revenus, et, afin d'empêcher que les céréales soient abusivement employées à la nourriture des animaux, les gouvernements ont relevé ultérieurement les prix contrôlés des récoltes. Ce n'est qu'en Italie que les revenus des agriculteurs semblent avoir été dépassés par les revenus des autres catégories.

Si, comme on l'a montré plus haut, le rythme de la hausse du coût de la vie s'est ralenti dans divers pays pendant l'été et l'automne de 1951, il n'y a pas de raison pour autant de penser que la vague de hausse des salaires et des revenus des cultivateurs ait pris fin. Il y a des pays où tout conduit à prévoir le contraire. En Autriche, on espérait que l'accord sur les salaires et les prix conclu en juillet procurerait au moins un répit; mais bien que cet accord ait porté sur les prix agricoles et les tarifs des services publics aussi bien que sur les salaires, de nombreux prix industriels sont restés libres et ceux-ci, depuis cette date, ont subi une hausse par suite de la répercussion directe de l'élévation des prix de revient due à l'augmentation des salaires; en conséquence, la politique de stabilisation a déjà échoué. En France, la dernière augmentation importante des salaires, celle de septembre 1951, a été rapidement suivie d'une hausse de plusieurs des prix fixés par l'Etat et les syndicats s'efforcent maintenant de faire adopter le principe de l'échelle mobile en vue d'un ajustement automatique du taux des salaires. Si l'on n'applique pas en même temps une politique anti-inflationniste plus rigoureuse, l'adoption de l'échelle mobile entraînera une nouvelle accélération de la course entre les prix et les salaires. Dans le Royaume-Uni, les prix agricoles ont été récemment l'objet d'une révision spéciale et certaines augmentations ont été accordées; on en attend d'autres en février 1952; ni ces augmentations ni le relèvement récemment annoncé des tarifs marchandises des chemins de fer n'ont encore agi sur les prix de détail. L'octroi aux fonctionnaires d'augmentations de traitement allant jusqu'à 10% permet de se rendre compte que le gouvernement reconnaît l'impossibilité d'éviter une hausse des salaires. En Suède, des négociations devaient s'ouvrir en janvier 1952 pour examiner la demande présentée par les syndicats d'une nouvelle augmentation générale des salaires; il semble qu'une augmentation de 7% soit le minimum qu'on en puisse attendre. En Finlande, on pense qu'il y aura de nouvelles augmentations. En Norvège, les salaires ont été relevés de 6% environ en décembre et l'on s'attend à des augmentations d'autres revenus, au printemps de 1952 [2].

Les gouvernements de l'Europe orientale ont pour politique déclarée de répartir les bénéfices de l'accroissement de la productivité sous la forme d'une baisse des prix plutôt que sous celle d'un relèvement des salaires nominaux; le taux des salaires aux pièces est ainsi périodiquement réduit afin de maintenir stable le montant global des salaires nominaux. Dans ces conditions, il est surprenant de constater que les salaires moyens des travailleurs de l'industrie ont été, pendant le troisième trimestre de 1951, supérieurs de 7% en Hongrie, de 10% en Tchécoslovaquie et de 15% dans la Zone d'occupation soviétique en Allemagne, par rapport à la période correspondante

[1] En Finlande, un système semblable entrera en vigueur en 1952.

[2] L'un des problèmes était de savoir si la hausse du coût de la vie doit ou non être compensée par une hausse des salaires lorsque ces augmentations proviennent directement d'une aggravation du taux des impôts indirects.

Tableau 52

SALAIRES HEBDOMADAIRES RÉELS DANS L'INDUSTRIE

Septembre 1949 = 100

Pays	1950				1951		
	Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre	Quatrième trimestre	Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre
Royaume-Uni	100	101	102	103	103	102	100
Pays-Bas	98	98	98	99	98	97	96
Danemark [a]	98	96	98	96	94	93	96
Norvège [a]	99	101	98	101	99	100	97
Suède	102	104	103	103	106	109	106
Finlande	98	101	106	109	117	121	120
Belgique	99	105	102	103	103	104	106
France	98	100	103	105	106	108	112
Italie	105	105	102	102	103	103	106
Allemagne occidentale	102	107	113	117	116	115	117
Autriche	97	100	101	104	105	105	107
Suisse	101	102	102	102	101	100	99

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».

NOTE. — Ces chiffres représentent le quotient des indices des gains dans l'industrie par les indices du coût de la vie. Pour établir ces indices, on n'a pas tenu compte des impôts, allocations familiales, etc.

[a] Second semestre 1949 = 100.

de l'année précédente. De plus, à l'occasion de la révision des prix, il y a eu, en décembre 1951, une nouvelle augmentation d'au moins 20% en Hongrie. En Yougoslavie, la possibilité de convertir en espèces certains coupons permettant l'achat des marchandises soumises au rationnement, système qui n'est pas encore complètement sur pied, a eu pour effet de relever les salaires nominaux. Dans presque tous les pays de l'Europe orientale, des mesures ont été prises au cours de l'année pour contenir dans des limites raisonnables les charges nationales de personnel; elles consistent à relier, pour chaque entreprise, le poste des dépenses de personnel à la production et à fixer, pour la détermination des salaires, des normes d'efficacité élevées.

A cause de la complexité du système de fixation des prix, il est difficile de juger des modifications survenues dans les revenus des agriculteurs de l'Europe orientale; on sait, cependant, qu'en Hongrie la plupart des prix agricoles sont restés les mêmes en 1951, malgré une récolte beaucoup plus abondante que celle de 1950, mais que l'accroissement des avoirs en espèces des agriculteurs qui en est résulté, a été, comme en 1950 en Pologne, contrebalancé par les hausses ultérieures des prix des objets manufacturés.

Le mouvement des salaires réels

Le Tableau 52 résume dans une seule série de chiffres [1] très approximatifs la course entre les prix et les salaires pendant les deux dernières années. On verra qu'au Danemark et dans les Pays-Bas, les salaires réels des travailleurs de l'industrie avaient déjà été diminués en 1950 et que la baisse s'est poursuivie en 1951.

Au Royaume-Uni, les salaires réels se sont élevés en 1950, à mesure que la productivité s'accroissait, mais ils ont baissé constamment en 1951. En Norvège, ils ont accusé un fléchissement en 1951. En Suède, les salariés de l'industrie ont accru d'une façon sensible leur part du revenu national et amélioré leur niveau de vie au cours du printemps de 1951, mais la hausse

[1] Les chiffres du tableau indiquent le rapport des indices des salaires hebdomadaires des travailleurs de l'industrie aux indices du coût de la vie. Comme ni l'un ni l'autre des termes du rapport ne constituent nécessairement un indicateur exact de ce qu'ils se proposent de mesurer, les chiffres sont particulièrement sujets à l'erreur. De plus, il faut noter que les indices des salaires hebdomadaires qui ont été utilisés ne tiennent pas compte des impôts directs payés par le salarié ni des allocations familiales qu'il touche. Dans la mesure où les impôts directs ont été plus lourds pendant cette période et où les allocations familiales ont moins augmenté que d'autres catégories de ressources, la série indiquée comporte une erreur systématique par excès si on la considère comme l'indicateur du mouvement des salaires moyens réels nets.

des prix qui a suivi leur a fait perdre une partie de ce gain. En Allemagne occidentale, les salaires de l'industrie ont progressé plus que les autres en 1950 mais sont restés stationnaires depuis, et on estime que la part du revenu national qui va à tous les salariés est tombée de 77% pendant le deuxième semestre de 1949, à 70% pendant le premier semestre de 1951. Parmi les pays où les salaires réels se sont élevés en 1951, cette augmentation, en Autriche et en Finlande, n'a pas été supérieure à celle des autres revenus, et, en Belgique, elle a été considérablement moins élevée. En Suisse, les salaires réels ont légèrement baissé en 1951, mais en raison de l'augmentation de l'emploi, le revenu global réel des salariés s'est accru. En France, la hausse des salaires semble être allée de pair avec l'accroissement des autres revenus, mais dans la mesure où la valeur réelle des allocations familiales, élément important du revenu des travailleurs, a diminué, les salariés ont perdu du terrain.

Tout bien considéré, on peut dire qu'en Europe occidentale, la montée en spirale des prix et des salaires a jusqu'à présent fortement contribué à atténuer la pression inflationniste de la demande au détriment de la catégorie la plus nombreuse des consommateurs.

Dans la plupart des pays, c'est dans le même secteur de la consommation que les conséquences de cette situation se sont fait sentir : partout, en effet, ce sont les prix du vêtement et des objets ménagers qui ont subi la hausse la plus accentuée. Les modifications du prix des loyers n'ont pas eu de répercussion importante sur le coût de la vie, sauf dans les Pays-Bas; en Italie, où l'augmentation des loyers a été considérable, le montant des loyers ne représente encore que moins de 2% des dépenses globales des particuliers. C'est seulement en Allemagne occidentale, en Norvège et dans les Pays-Bas que le prix de la nourriture a augmenté dans la même proportion que l'indice général du coût de la vie. Comme on le verra, il ressort du Tableau 53, où le prix des denrées alimentaires essentielles et des combustibles est exprimé en minutes de travail manuel nécessaires à l'ouvrier pour pouvoir les acheter [1], que les différences entre les structures des prix de détail des pays de l'Europe occidentale restent à peu près les mêmes qu'il y a deux ans [2]. La Norvège et le Royaume-Uni, où les prix des denrées alimentaires sont encore relativement peu élevés, continuent à offrir un contraste très net avec l'Autriche, la France et l'Italie. Quelques-uns des avantages sociaux résultant de la politique de subventions aux denrées alimentaires persistent encore.

Dans tous les pays de l'Europe orientale, sauf en Allemagne orientale, les salaires moyens réels des ouvriers de l'industrie ont, sans aucun doute, baissé; ainsi qu'on l'a indiqué plus haut, les salaires nominaux se sont élevés, mais moins vite que les prix. Cette évolution apparaît avec une netteté particulière en Hongrie, où il est possible d'établir facilement des comparaisons avec les périodes antérieures maintenant que le système de prix différents et le rationnement des produits ont cessé d'être appliqués. Entre le printemps de 1950 et la fin de l'année 1951, alors que les salaires nominaux moyens des travailleurs de l'industrie avaient monté de 28%, les prix du sucre, de l'huile végétale, de la viande de porc, du saindoux et du lait avaient presque doublé et ceux du pain, du beurre et de la viande de bœuf presque triplé. En Pologne également, ainsi que le montre le Tableau 53, le temps de travail qu'un ouvrier de l'industrie doit fournir pour avoir de quoi acheter les denrées alimentaires essentielles a augmenté depuis 1949, la hausse du prix de la viande étant particulièrement forte. Cette baisse du niveau de vie moyen des travailleurs de l'industrie est probablement inévitable dans des pays où le rythme de l'industrialisation est tel que, temporairement en tout cas, l'effectif global de ces travailleurs augmente plus rapidement que l'offre de biens de consommation. D'ailleurs, cette baisse s'est accentuée récemment du fait que l'effort industriel a été orienté dans une proportion plus grande vers les programmes de défense nationale.

La structure des prix relatifs dans les pays de l'Europe orientale semble être analogue à celle de l'Union soviétique : les prix des denrées alimentaires essentielles sont fixés à un niveau très élevé afin d'éviter la nécessité du rationnement. La Tchécoslovaquie constitue toutefois une exception; dans ce pays, bien que les salaires des ouvriers de l'industrie aient été en 1951 dix fois supérieurs à ce qu'ils étaient avant la guerre, le prix des marchandises rationnées n'était

[1] La comparaison entre les différents pays ne doit pas être trop poussée; non seulement les quantités de certaines denrées alimentaires consommées dans les divers pays ne sont pas les mêmes, mais encore les allocations familiales, dont il n'a été tenu compte nulle part dans l'établissement des calculs, n'ont en aucune façon la même importance dans tous les pays. Dans le cas extrême de la France, les allocations familiales que touche un travailleur de l'industrie ayant trois enfants équivalent à son salaire de base.

[2] Pour l'examen de la situation, telle qu'elle se présentait il y a deux ans, voir l'ETUDE de 1949, pages 39 à 42.

Tableau 53. — PRIX DE DÉTAIL DES PRINCIPAUX PRODUITS DANS CERTAINS PAYS D'EUROPE, EXPRIMÉ EN TEMPS DE TRAVAIL DES OUVRIERS DE L'INDUSTRIE

En minutes de travail par unité (pour chaque produit)

Pays	Période	Pain	Pommes de terre	Viande de bœuf	Viande de porc	Lard ou jambon	Beurre	Margarine	Sucre	Café	Lait (*par litre*)	Œufs (*la pièce*)	Charbon (*par 50 kg.*)	Gaz (*par m³*)	Electricité (*par kWh.*)
		(*par kilogramme*)													
Allemagne (zones occidentales)	15 décembre 1949	23	8	157	240	260	253	119	57	1.396	17	22	193	12	12
	15 décembre 1950	24	5	152	192	224	242	100	52	1.325	16	12	184	11	11
	15 juin 1950	23	9	152	164	222	260	111	56	1.370	16	9	190	12	11
	15 juin 1951	25	6	150	157	205	253	92	47	1.268	15	8	184	10	10
Autriche (Vienne)	Moyenne de 1949	23	9	180	359	132	306	99	57	615	20	16	251	7	3
	Moyenne de 1950	26	12	178	277	145	271	100	60	747	18	13	318	7	4
	Juin 1950	25	12	168	264	124	281	112	57	740	19	9	317	7	4
	Juin 1951	25	9	188	209	162	222	89	60	626	15	9	449	6	4
Belgique	Octobre 1949	23	6	302	253	367	297	139	38	166	20	11	272	8	10
	Octobre 1950	22	6	297	219	344	252	84	37	337	17	10	261	8	9
	Juin 1951	19	6	273	215	330	230	86	33	317	15	6	243	8	8
Danemark	Moyenne de 1949	6	6	83	59	67	141	60	13	133	9	5	127	8	8
	Moyenne de 1950	6	7	108	106	98	126	55	12	232	9	5	121	7	8
	Juillet 1950	6	9	111	104	96	120	56	12	248	9	4	118	7	7
	Juillet 1951	5	9	116	104	99	108	73	15	259	8	5	173	7	7
Finlande	Moyenne de 1949	19	6	108	110	218	242	75	46	50 *a*	14	8	180 *b*	10	8
	Moyenne de 1950	21	7	107	131	227	214	71	41	43 *a*	12	6	160 *c*	8	7
	Juin 1950	20	8	110	129	219	236	72	48	42 *a*	13	6	..	8	7
	Juin 1951	17	6	91	119	187	133	44	31	47 *a*	10	5	..	7	6
France (Paris)	Moyenne de 1949	28	13	157	299	205	455	198	76	337	30	16	379	11	15
	Moyenne de 1950	26	20	153	257	169	474	205	77	493	27	14	370	12	14
	Juin 1950	26	26	114	223	146	403	198	79	474	24	11	374	13	14
	Juin 1951	23	19	154	320	179	348	212	6	508	22	10	365	14	12
Italie	Moyenne de 1949	42	14	337	321	717	528	250 *d*	116	496	33	13	801	12	14
	Moyenne de 1950	40	19	313	318	661	468	187 *d*	109	653	29	13	768	13	14
	Juin 1950	40	21	316	324	648	435	173 *d*	109	629	28	10	753	13	14
	Juin 1951	35	17	315	320	648	410	197 *d*	97	660	25	10	731	12	14
Norvège	Moyenne de 1949	10	7	89	94	90	130	21	17	85	9	7	148	4	..
	Moyenne de 1950	12	7	98	99	95	140	37	16	134	9	6	134	4	..
	Juin 1950	13	8	85	90	86	152	45	16	160	9	5	138	4	..
	Juin 1951	14	8	130	134	128	142	43	15	150	9	6	161	4	..
Pays-Bas	Moyenne de 1949	23	7	158	236	223	330	95	52	217	14	13	245	9	16
	Moyenne de 1950	21	9	233	250	179	310	97	49	501	13	12	273	9	15
	Mai 1950	21	9	231	214	177	301	98	49	506	13	10	255	9	15
	Mai 1951	22	9	228	247	178	266	125	55	461	12	9	310	9	14
Royaume-Uni	Moyenne de 1949	11	6	80	91	112	71	40	21	166 *e*	16	6	94	5	..
	Moyenne de 1950	13	6	80	96	113	86	40	20	160 *e*	16	6	94	5	..
	Juin 1950	13	7	80	96	114	88	40	20	160 *e*	16	6	92	5	..
	Juin 1951	13	7	74	89	107	111	52	18	163 *e*	15	6	95 *f*	5 *f*	..
Suède	Moyenne de 1949	27	6	65	123	156	134	66	24	137	8	5	148	5	4
	Moyenne de 1950	26	6	68	116	153	131	61	19	194	8	5	145	5	4
	Juin 1950	26	7	65	124	150	130	60	19	181	8	4	142	5	4
	Juin 1951	24	7	63	122	136	123	69	19	222	7	4	170	4	3
Suisse	Moyenne de 1949	13	10	147	196	196	263	88	29	190	13	9	301	9	9
	Moyenne de 1950	14	10	141	184	173	261	77	28	228	13	8	261	8	9
	Juin 1950	14	12	141	175	167	261	77	27	220	13	7	244	7	9
	Juin 1951	14	11	143	193	177	262	92	31	272	13	7	281	7	9
Hongrie	Juin 1949	19	9	160	314	355 *g*	440	190 *h*	112	..	28	13	474	..	9
	Juin 1950	15	..	117	224	256 *g*	353	196 *h*	90	..	21	..	..	..	..
	Décembre 1951	34	..	251	322	428 *g*	810	293 *h*	137	..	37	..	..	..	..
Pologne	Octobre 1949	29	10	110 *i*	156	220 *g*	480	235	110	980	30	16	250	..	..
	Premier trimestre de 1951	32	11	140 *i*	196	282 *g*	630	244	114	2.610	39	26	261	..	..
Tchécoslovaquie (denrées rationnées uniquement)	Septembre 1951	19	6	119	..	105 *g*	190	90	37	..	10	9	..	..	..

Sources et méthodes : Voir les « Notes sur les statistiques ».

NOTE. — Ces chiffres ne sont pas toujours strictement comparables de pays à pays.

a Succédané de café. *b* Octobre 1949. *c* Octobre 1950. *d* Huile d'olive. *e* Thé. *f* Mai 1951. *g* Saindoux. *h* Huile végétale. *i* Viande de veau.

que trois fois plus élevé. Aussi a-t-il été nécessaire d'appliquer un système de rationnement, et en même temps une forte partie du pouvoir d'achat des salariés s'est déversée sur le marché libre.

La consommation des particuliers en 1951

Les salaires réels ayant suivi l'évolution que l'on vient d'exposer, il n'est pas surprenant, qu'une fois assurées les dépenses plus importantes nécessitées par la défense nationale et par le coût accru des importations [1], la proportion des ressources disponibles affectée à la consommation des particuliers ait diminué presque partout en 1951. C'est seulement au Royaume-Uni et en Irlande que cette proportion a augmenté jusqu'à un certain point par suite de l'aggravation de la balance des paiements, qui a d'ailleurs été, dans une grande mesure, la contrepartie d'un accroissement des stocks de marchandises, tout comme l'amélioration constatée en 1950 avait été obtenue au prix des prélèvements opérés sur les stocks de matières premières importées. Mais, dans la plupart des autres pays, c'est en sens inverse que l'évolution s'est produite; les Gouvernements du Danemark, de l'Allemagne occidentale et des Pays-Bas étaient résolus à améliorer leur balance des paiements internationaux; en Finlande et en Suède, la politique visait à accumuler des réserves de devises étrangères en vue de l'avenir; la Norvège et la Suède attachaient une certaine importance à l'accumulation de stocks; en Belgique, la nouvelle répartition du revenu national au détriment de la masse des consommateurs a impliqué un surcroît d'exportations considérable.

Au Danemark et en Norvège, la consommation a baissé de peut-être 3% par rapport à 1950; dans les Pays-Bas, la baisse a été plus faible mais elle faisait suite aux réductions des deux années précédentes; dans le Royaume-Uni, il y a eu une augmentation qui, pendant le premier semestre de l'année, ne correspondait pas à la politique déclarée du gouvernement, mais la consommation globale de toute l'année n'a probablement dépassé que de peu le niveau de 1950. Dans tous les pays énumérés ci-dessus, les gouvernements comptaient sur une diminution de la consommation avant le début de l'année pour pouvoir supporter le fardeau accru des armements et des importations. Même en Suède et en Belgique, deux pays où l'on s'attendait à un accroissement des ressources globales disponibles pour le secteur civil — accroissement qui s'est effectivement produit — l'augmentation de la consommation a été insignifiante. En France, en Allemagne occidentale et en Italie, l'augmentation du volume global de la consommation a été peut-être de l'ordre de 3% et, en Autriche et en Finlande, elle a été légèrement supérieure. En 1951, le volume de la consommation en France et en Allemagne occidentale, qui antérieurement avait été inférieur aux niveaux d'avant guerre, était à peu près revenu au niveau des dernières années qui ont précédé 1939, mais sa composition avait subi certains changements [2].

Ces légères modifications annuelles de la donnée statistique assez vague qui s'appelle le volume total de la consommation masquent cependant des modifications plus importantes de courte durée survenues dans ses divers éléments constitutifs. Au cours de l'année, une vive réaction a succédé à la frénésie d'achat provoquée en automne 1950 par la nervosité qui a suivi le début de la guerre de Corée, et partout les ventes au détail ont fléchi à mesure que les garde-manger et les armoires se remplissaient ou que les bourses se vidaient [3]. Ce renversement du mouvement antérieur avait déjà influé sur les ventes de la période de Noël en 1950 dans certains pays — par exemple en Belgique et dans les Pays-Bas — mais dans ceux où la poussée de la demande avait été moins rapide qu'en 1950 (Royaume-Uni et France) il n'y a pas eu de fléchissement avant le second ou le troisième trimestre de 1951. L'ampleur de cette régression a différé considérablement d'un pays à l'autre : en ce qui concerne les textiles, c'est au Danemark, aux Pays-Bas et en Belgique qu'elle semble avoir été le plus accentuée. Partout la variation a été le plus marquée dans le cas des biens de consommation durables dont l'achat, pouvant être ajourné, subit l'influence des prévisions de prix plus que les achats de marchandises périssables. Les vêtements et les chaussures ont fait l'objet de gros achats lorsqu'on

[1] C'est-à-dire le revenu réel *moins* les dépenses de l'Etat consacrées aux marchandises et aux services.

[2] La consommation de denrées alimentaires par habitant a été en réalité plus forte en Allemagne occidentale qu'elle ne l'avait été en 1936; la consommation de boissons et de tabac a continué à être un peu moindre; la consommation de vêtements a été à peu près la même qu'avant la guerre; les conditions de logement sont restées très médiocres. En France, la consommation de denrées alimentaires, le logement et, surtout, l'habillement n'avaient pas encore retrouvé leurs niveaux d'avant guerre, mais la consommation d'autres produits et l'utilisation des services s'étaient suffisamment accrus pour compenser cette diminution du point de vue statistique.

[3] Voir Tableau 54.

Tableau 54

VOLUME DE LA CONSOMMATION

1949 = 100

		1950				1951				
		1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trim.	2e trim.	Juillet	Août	Sept.
Royaume-Uni :	Denrées alimentaires	100	98	106	109	100	99	102	100	100
	Boissons et tabac	91	100	111	108	99	103			
	Vêtements	87	104	101	124	98	99	94	78	82
	Meubles et objets ménagers	101	104	107	130	117	108	89	75	82
	Voyages et divertissements	98	111	124	102	99	112	..	..	..
	Consommation totale	96	100	106	109	100	102		103	
Pays-Bas :	Denrées alimentaires, boissons et tabac	92	96	104	102	100	96	92	..	..
	Biens de consommation durables	87	100	114	99	103	80	91	..	..
	Consommation totale	91	98	110	99	99	91	97	..	..
Danemark :	Denrées alimentaires	91	94	95	98	86	90	90	89	87
	Textiles	92	109	104	132	86	97	73	77	81
	Total des ventes au détail[a]	91	99	100	114	86	92	83	86	84
Norvège :	Denrées alimentaires	98	99	98	104	89	94	90	91	91
	Textiles	77	113	85	97	71	88	61	58	76
	Total des ventes au détail	90	106	101	112	89	100	91	92	94
Suède [a] :	Denrées alimentaires	103	102	102	99	100	95	90	89	86
	Vêtements	102	97	105	114	97	87	95	91	84
	Total des ventes au détail	104	104	107	108	106	100	98	93	88
Finlande :	Commerce de détail des coopératives	91	114	115	124	86	106		100	
Belgique :	Denrées alimentaires (coopératives)	111	112	138	118	137	121	111	119	119
	Textiles (grands magasins)	91	106	112	108	103	88	93	68	77
	Total des ventes au détail (coopératives)	108	107	129	112	128	108	97	105	111
France :	Coopératives (surtout denrées aliment.)	104	111	122	114	120	116	129	132	132
	Grands magasins (surtout textiles)	106	112	114	162	139	128	109	94	135
Suisse :	Denrées alimentaires	98	103	106	104	103	102	102	103	101
	Textiles	94	106	102	156	105	103	108	67	92
	Total des ventes au détail	95	101	103	127	106	104	107	90	98
Allemagne occident. [b] :	Denrées alimentaires	100		119		106		104	108	107
	Boissons et tabac	100		118		118				
	Vêtements	100		144		112		103	103	94
	Meubles et objets ménagers	100		146		127		111	122	132
	Voyages et divertissements	100		99		109		..	..	..
	Consommation totale	100 (95)	(105)	120 (110)	(130)	110 (111)	(109)		(111)	
Autriche :	Denrées alimentaires	91	101	117	122	101	108	103	107	110
	Textiles	66	84	76	126	88	93	77	63	84
	Total des ventes au détail	81	91	100	126	93	97	94	91	98

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».

NOTE. — Dans le cas du Royaume-Uni, des Pays-Bas et de l'Allemagne occidentale, les séries représentent le volume de la consommation totale et, pour les autres pays, le volume des ventes au détail. Dans un certain nombre de pays, les indices des ventes au détail ne s'appliquent qu'à certaines catégories de magasins et peuvent ne pas représenter l'ensemble des ventes au détail. Dans le cas du Danemark, les chiffres du volume des ventes au détail sont des estimations du gouvernement; pour d'autres pays, on a ramené l'indice de la valeur des ventes à l'indice des prix constants à l'aide de l'indice du coût de la vie ou des différents articles entrant dans son calcul. Par le même procédé, on a prolongé à la période juillet-septembre 1951, la série des estimations du volume de la consommation fournies par les autorités du Royaume-Uni et de l'Allemagne occidentale.

a Période correspondante de 1949 = 100.

b Premier semestre de 1950 = 100.

s'attendait à des hausses de prix considérables : après l'augmentation du volume des ventes sur un marché orienté vers la hausse, il était naturel que la diminution sur ce que l'on croyait être un marché orienté vers la baisse fût tout aussi forte. Des catégories relativement nouvelles de biens de consommation durables telles que les motocyclettes légères (au Danemark, en France et en Italie), les appareils de télévision (en Angleterre), n'ont pas été touchées par ces changements et le chiffre des ventes a continué à augmenter par à-coups.

La consommation de produits alimentaires a été plus stable. En France et en Italie, pays dans lesquels le volume global de la consommation s'est accru, la consommation de produits alimentaires a peu changé, et en Suède, où le revenu réel a considérablement augmenté, elle semble avoir été effectivement de 5% inférieure pendant le premier semestre de 1951 à ce qu'elle avait été pendant la période correspondante de 1950. Cette diminution s'est produite pendant une période où les ventes de biens de consommation durables, spécialement d'automobiles, prenaient une grande extension. Il n'est pas encore possible de discerner dans quelle mesure cette augmentation a été due à un accroissement du prix relatif des denrées alimentaires et dans quelle mesure elle a été due à des modifications de la répartition du revenu ou à la possibilité accrue d'acheter des marchandises importées.

Pour se faire une idée d'ensemble de l'évolution de la consommation dans les pays de l'Europe orientale, il faut nécessairement se fier surtout aux statistiques de la production des diverses catégories de marchandises. Ces statistiques semblent indiquer que, dans la plupart des pays, il y a eu un accroissement de l'offre de certains biens de consommation durables, notamment de textiles et de chaussures en Allemagne orientale, en Pologne et en Hongrie. En revanche, le défaut d'élasticité de la production agricole a maintenu à un niveau assez bas les disponibilités de denrées alimentaires, produits qui absorbent la moitié ou davantage des dépenses globales des particuliers; les approvisionnements de viande ont même diminué, ainsi qu'il est exposé au Chapitre 2. La construction de nouvelles maisons d'habitation, qui s'est poursuivie en 1951 à peu près au même rythme qu'en 1950, n'a pas été suffisante pour maintenir au niveau actuel le logement de la population urbaine qui s'accroît. Dans la Zone soviétique d'Allemagne, il y a eu une forte augmentation proportionnelle de la plupart des biens de consommation essentiels; cependant, de nouvelles augmentations importantes seront nécessaires si, comme les plans le prévoient, les normes d'avant guerre doivent être rétablies à la fin du plan quinquennal en 1955. Tout bien considéré, il est possible que l'augmentation du volume global de la consommation dans les pays de l'Europe orientale ait atteint jusqu'à 5% en 1951. Cependant, comme un nombre considérable de travailleurs ont quitté les campagnes [1], où le niveau de vie est très inférieur à la moyenne, pour les régions industrielles, la moyenne du niveau de vie des travailleurs des villes a quelque peu baissé [2]. Pour le moment, l'augmentation des dépenses consacrées à la défense nationale entraîne, particulièrement en Tchécoslovaquie, la conversion de certaines industries légères qui, au lieu de produire des biens de consommation pour le secteur civil, produisent non seulement des uniformes et autres articles nécessaires aux forces armées, mais aussi des produits semi-manufacturés pouvant servir à la production des armements.

Les progrès de la formation de capital

Bien que les industries productrices de biens d'équipement aient nécessairement été les principales bénéficiaires des commandes faites en vue du réarmement, le niveau de la formation de capital fixe n'a pas beaucoup baissé en 1951 dans les pays de l'Europe occidentale. En France et en Suède, il semble avoir été quelque peu plus élevé qu'en 1950 et, en Allemagne occidentale et en Italie, il l'a été de 10%; au Danemark, dans les Pays-Bas, dans le Royaume-Uni et en Norvège, il y a eu des diminutions qui sont allées jusqu'à 3%. Dans tous les pays du premier groupe, le chiffre global des ressources disponibles pour le secteur civil a été supérieur à celui de 1950 et le Gouvernement suédois, en particulier, avait effectivement prévu une légère augmentation des investissements; les gouvernements de tous les pays du second groupe avaient escompté une certaine diminution des ressources disponibles pour le secteur civil et annoncé leur intention de réduire légèrement les investissements.

[1] Le nombre des personnes employées dans l'industrie s'est accru en 1951 de 600.000 en Pologne, de 200.000 en Hongrie, et en Tchécoslovaquie, pays déjà fortement industrialisé, de 120.000. Il est possible que cette augmentation soit due pour moitié au fait que des artisans, auparavant indépendants, et des femmes qui vivaient déjà dans les villes, ont été absorbés par l'industrie. L'autre moitié résulte de l'exode des travailleurs des campagnes vers les villes.

[2] Voir, à la section précédente, les développements consacrés au salaire réel des travailleurs de l'industrie.

A première vue, les résultats susindiqués apparaissent comme le triomphe d'une planification couronnée de succès.

Mais, lorsqu'on étudie le mouvement des divers éléments qui constituent les investissements, ce succès se trouve n'être qu'une illusion statistique. Dans le Royaume-Uni, la diminution du total des investissements peut s'expliquer entièrement par une diminution imprévue de la production de l'industrie du bâtiment, due en partie aux mauvaises conditions atmosphériques du second semestre de l'année et en partie à une pénurie d'acier qui a réduit la productivité; d'autre part, bien que le gouvernement ait pris des mesures pour réduire l'offre de véhicules utilitaires (et d'automobiles) sur le marché intérieur, les livraisons ont été, en fait, maintenues au niveau de l'année précédente. En Norvège, la diminution de la formation de capital n'a pas été due à une réduction des nouveaux investissements, mais aux reventes considérables à des prix très élevés de navires à des acheteurs étrangers. Au Danemark ainsi qu'en Norvège, le fléchissement prévu de l'activité du bâtiment a été compensé par des augmentations non prévues d'autres investissements. Presque partout, en Europe occidentale, l'ensemble des investissements en installations et en machines a été supérieur à celui qui avait été envisagé par les gouvernements.

En même temps, on a réduit, dans un certain nombre de pays, les investissements du secteur public [1]. Ces réductions étaient tentantes, à la fois parce que, dans certains cas, elles soulageaient le budget de l'Etat et parce qu'elles étaient faciles à imposer. Cependant, il est difficile de croire que la qualité moyenne des investissements, du point de vue de leur contribution à long terme à l'amélioration de la productivité, n'ait pas été altérée par cette concentration des réductions sur un certain nombre d'industries ou de services essentiels.

Même dans les pays comme l'Allemagne occidentale et l'Italie, où le montant des investissements a été plus élevé qu'en 1950, cette augmentation ne semble pas avoir été utilisée de la façon la plus souhaitable. De nouveaux investissements dans l'industrie charbonnière de la Ruhr, dont la nécessité est reconnue urgente, sont encore différés par suite de difficultés financières. Les investissements prévus dans le domaine de la production d'énergie, de l'industrie sidérurgique et de l'industrie chimique ont été réalisés de façon satisfaisante en Italie [2], mais les travaux publics de construction de routes et les programmes d'irrigation et de lutte contre les inondations ont peu progressé, et on a à peine commencé à utiliser les crédits alloués à la *Cassa del Mezzogiorno* pour l'amélioration des terres dans le sud du pays. Toutefois, dans ces deux pays, ce qu'il faudrait, ce n'est pas seulement une répartition nouvelle des investissements, mais aussi un accroissement de leur montant global si l'on veut que les chômeurs soient employés à des travaux utiles. A vrai dire, en Italie, l'accroissement constant de la population entraîne la nécessité réelle d'augmenter constamment les investissements sans trop les concentrer, comme cela a peut-être été le cas jusqu'à maintenant, sur des projets qui améliorent pour une courte période la productivité de certaines industries.

Le Tableau 55 montre comment, dans les pays de l'Europe occidentale, ont évolué les investissements affectés au logement et l'activité de la construction. Dans la majorité de ces pays, il y a eu, depuis le quatrième trimestre de 1950, une diminution régulière du nombre de logements dont la construction est commencée ou autorisée, diminution qui s'est bientôt répercutée sur l'indice des logements en construction, puis, au troisième trimestre, sur l'indice du nombre des maisons terminées. L'on peut tenir pour assuré que, dans les pays considérés — ceux énumérés dans la première moitié du tableau — le nombre des maisons terminées sera encore sensiblement réduit.

Dans ces pays, le ralentissement de la construction des maisons s'explique par des raisons variées : aux Pays-Bas, la diminution a été prescrite de propos délibéré par le gouvernement dans le cadre de sa politique déflationniste; pour les mêmes raisons, le Gouvernement du Danemark a restreint l'octroi de crédits au logement en novembre 1950, mais, en août 1951, il a estimé avoir été trop loin [3]. En Belgique et en Allemagne occidentale, pays qui, tous deux, possèdent des ressources inemployées, le ralentissement progressif s'explique par la raréfaction du crédit. En Allemagne occidentale, cette raréfaction n'a été que le résultat indirect de la politique du gouvernement, la valeur réelle des crédits garantis par l'Etat

[1] Voir Chapitre 2, section 4, page 56.

[2] Cependant, le prix élevé du gaz naturel semble empêcher les entreprises d'investir des capitaux dans l'achat d'appareils de combustion qui permettraient de l'utiliser.

[3] Toutefois, pour ce pays, les chiffres sont encore le reflet de la politique précédente; le nombre des nouveaux logements commencés au troisième trimestre ne représentait que la moitié des chantiers ouverts au troisième trimestre de 1950.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA

Tableau 55

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS ET DONNÉES SOMMAIRES SUR L'ACTIVITÉ TOTALE DU BATIMENT

Indices — trimestre correspondant de l'année précédente = 100

Pays	Logements												Activité totale du batiment [a]			
	1950			1951									1950	1951		
	Quatrième trimestre			Premier trimestre			Deuxième trimestre			Troisième trimestre						
	Commencés ou autorisés [b]	En construction	Terminés	Commencés ou autorisés [b]	En construction	Terminés	Commencés ou autorisés [b]	En construction	Terminés	Commencés ou autorisés [b]	En construction	Terminés	Quatrième trimestre	Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre
Allemagne occidentale [c]	..	..	..	107	121	234	80	103	193	77	86	140	116	117	108	99
Belgique	104	..	..	90	..	..	80	..	..	42	..	..	101	101	99	96
Danemark	90	112	94	53	98	108	84	96	88	55	83	106	..	..	..	..
Espagne	69	..	103	56	..	92	48	..	112	49	..	109	..	..	..	..
Finlande	74	..	167	55	..	136	86	..	199	..	..	100	94	108	78	86
Norvège	..	80	100	..	65	72	..	81	82	..	118	78	97	94	92	95
Pays-Bas	110	135	97	123	137	113	45	104	132	50	80	124	..	..	..	..
Suède	89	116	117	75	110	100	70	99	118	89	103	76	108	108	103	102
France	107	140	153	173	138	95	165	140	143	157	..	..	97	105	104	103
Italie	127	..	202	106	..	147	117	..	127	135	..	138	..	..	..	..
Luxembourg	123	..	..	152	..	..	100	..	..	133	..	..	..	..	..	..
Royaume-Uni [d]	102	103	101	93	103	92	112	107	98	111	111	97	103	94	97	98
Suisse	106	..	138	113	..	97	82	..	134	112	..	116	104	115	117	116

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».

[a] Dans le cas de la Finlande, de la Norvège, de la Suède et de la Suisse, les indices portent sur l'emploi dans l'industrie du bâtiment; pour les autres pays, ils représentent les indices relatifs à l'ensemble de l'activité du bâtiment qui ont été publiés.

[b] Commencés, dans le cas du Danemark, des Pays-Bas, de la Suède et du Royaume-Uni; autorisés, dans le cas des autres pays.

[c] L'indice de l'activité du bâtiment s'applique à la zone anglo-américaine. Les chiffres relatifs aux logements en voie de construction sont basés sur le nombre d'heures-ouvrier consacrées à cette construction.

[d] A l'exclusion de l'Irlande du Nord, en ce qui concerne les logements.

mis à la disposition de la construction de maisons restant constante, tandis que baissaient les crédits privés [1]. En Suède, la diminution du nombre des permis et, au troisième trimestre, des maisons terminées, semble aller à l'encontre de toutes les déclarations de principe des pouvoirs publics.

Le Tableau 55 donne également pour divers pays les indicateurs de l'activité de la construction en général et il semble que, dans les pays où s'est produit un ralentissement de la construction des maisons, cette activité ait également fléchi au total. Dans tous les pays de la première moitié du tableau, pour lesquels l'on possède un indice global, sauf en Suède, l'indice rapporté au trimestre correspondant de l'année précédente était tombé au-dessous de 100 au troisième trimestre. En Allemagne occidentale, la baisse a été relativement légère; l'on sait que, dans le secteur des constructions industrielles et commerciales, l'activité s'est sensiblement ralentie, mais ce ralentissement a été compensé par l'accélération des travaux de construction pour l'armée.

A cette règle générale du ralentissement des constructions de logements font exception la France, l'Italie, le Luxembourg, le Royaume-Uni et la Suisse. En Suisse, l'industrie du bâtiment est occupée à plein. Au Royaume-Uni, en dépit de tout ce que l'on demande déjà aux ressources existantes, le gouvernement a autorisé une légère augmentation du nombre des chantiers nouveaux, bien que, au total, l'activité de la construction ait diminué, ainsi qu'on l'a déjà indiqué. Le nouveau Gouvernement s'est engagé à ne pas réduire le programme de construction de logements et espère même accroître le chiffre global des habitations qui seront construites grâce à un choix plus judicieux de logements de dimensions différentes. En Italie, l'activité du bâtiment continue à se renforcer et, en attendant, la construction de logements nouveaux a déjà atteint des niveaux sans précédent pour l'Italie par suite des mesures prises deux années plus tôt. En France, également, la construction des logements a commencé à se relever rapidement par rapport au faible niveau où elle était restée dans les années d'après guerre.

La priorité de première urgence accordée au logement dans quelques pays de l'Europe occidentale offre un contraste frappant avec la politique pratiquée par les gouvernements des pays de l'Europe orientale, qui continuent à faire porter essentiellement sur l'industrialisation leur effort d'investissement [2]. En Yougoslavie, il y a eu, en 1951, une réduction des investissements qui a porté principalement sur la construction : il se peut que cette politique ait permis un emploi plus efficace des ressources en réduisant le volume des travaux en cours et en accélérant le rythme d'achèvement. Les investissements dans l'agriculture ont été relativement négligés et il n'a pas encore été remédié à cette situation, mais un accroissement des achats de tracteurs et autres machines agricoles est prévu pour 1952. Dans les autres pays de l'Europe orientale, les investissements semblent avoir augmenté en 1951 à la fois en chiffres absolus et, probablement, en pourcentage du revenu national.

Les politiques anti-inflationnistes poursuivies par les gouvernements

Dans la plupart des pays, la politique anti-inflationniste n'a guère été méthodique et, à vrai dire, il est difficile de voir comment elle aurait pu l'être. Même dans des pays où les gouvernements ont poursuivi avec le plus de consistance une politique anti-inflationniste et même déflationniste, il y a eu une spirale inflationniste des prix et des salaires presque aussi accusée que dans la plupart des autres pays. Indépendamment des préoccupations que leur causaient les problèmes économiques intéressant certaines industries particulières ou certains groupes d'industries, et bien qu'en général ils se soient souciés de ne pas permettre à la situation de la balance des paiements d'échapper à leur contrôle, tous les gouvernements se sont heurtés à deux influences inflationnistes distinctes mais réagissant l'une sur l'autre : la pression

[1] Voir *Bulletin* pour le deuxième trimestre de 1951, page 11.

[2] Par exemple, dans les bassins houillers de Haute-Silésie, les aciéries Kosciuszko, qui fabriquent aussi des produits chimiques dérivés du charbon, et les énormes aciéries Czestochowa ont commencé à produire; la fabrique d'acide sulfurique de Wizow (Silésie) a commencé l'exploitation du sulfate de calcium naturel qui se trouve dans la région; des fabriques de rayonne ont été créées à Gorzow (Poznanie) et à Yelenia Gora (Basse-Silésie), ainsi qu'une fabrique de ciment à Wierzbica. En Tchécoslovaquie, les progrès les plus importants ont été enregistrés dans l'industrialisation de la Slovaquie. En Hongrie, la production a commencé dans l'aciérie de la nouvelle ville de Dunapentele; lorsque sa construction sera achevée, cette aciérie utilisera 800.000 tonnes de charbon provenant des mines voisines et du minerai de l'Ukraine acheminé par le Danube; une puissante centrale électrique, alimentée par du charbon de qualité médiocre qui se trouve sur place, a été construite à Inota et, d'une façon générale, le gouvernement poursuit une politique d'installation d'industries semi-lourdes dans des villes de province éloignées des principaux centres déjà industrialisés. En Bulgarie, deux nouvelles centrales électriques ont apporté une contribution importante aux ressources en énergie, et une grande fabrique d'engrais a commencé à approvisionner l'agriculture.

exercée de l'extérieur sur les prix à l'importation et à l'exportation et la pression exercée sur les prix intérieurs résultant de la décision prise par les gouvernements d'augmenter une catégorie particulière de dépenses. Aussi longtemps qu'il ne pouvait être question d'un ajustement des taux de change, les gouvernements devaient en réalité accepter la nécessité d'une certaine hausse des prix et faire leur possible pour empêcher cette hausse de dégénérer en un processus cumulatif tout en s'assurant en même temps qu'elle était assez généralisée pour empêcher des groupes particuliers de la population de réaliser un profit injustifié au détriment d'autres groupes. Simultanément, ils devaient différencier les avantages ou les sanctions destinés à orienter les ressources dans les nouvelles directions souhaitées. Ce n'est que par un système complexe de subventions aux consommateurs de produits importés, compensées par des taxes imposées aux exportateurs ou à l'ensemble des contribuables, que les gouvernements auraient pu espérer mettre à l'abri des influences extérieures leur propre système de prix. Ce n'est que par un système assez général de répartitions et de contrôles directs qu'ils auraient pu éviter d'utiliser le stimulant que constituent des prix élevés pour obtenir l'orientation désirée des ressources vers la production des armements.

En fait, aucun gouvernement de l'Europe occidentale n'a jamais envisagé un tel système, et les contrôles directs, les taxes à l'exportation et les subventions à l'importation ont en général été limités à certains produits.

Cependant, tous les gouvernements, quelle que fût leur nuance politique, ont eu recours dans une certaine mesure aux contrôles directs. Par exemple, ils ont couramment appliqué des systèmes de répartition des matières premières dont il y a pénurie, en particulier de celles qui présentent de l'importance pour la production des armements, et ils ont restreint leurs exportations. L'application de ces systèmes a eu pour résultat de diminuer la demande du secteur privé. Un contrôle des prix a été aussi institué généralement pour les marchandises auxquelles les consommateurs consacrent une partie importante de leur budget. Les prix autorisés ont été d'ordinaire fixés plus ou moins automatiquement d'après les prix de revient et l'on n'a guère cherché à réduire la marge bénéficiaire des commerçants : en réalité, dans un cas ou deux, les prix officiels ont même été relevés à un moment où la résistance opposée par les consommateurs faisait déjà baisser les prix effectivement demandés par les commerçants. Le rationnement des consommateurs, bien qu'il subsiste encore en ce qui concerne certains produits, au Danemark, en Norvège et dans le Royaume-Uni, n'a pas été élargi [1].

En second lieu, tous les gouvernements ont dû aussi avoir recours à certaines mesures d'ordre fiscal. Les gouvernements de la Belgique, de la Finlande, de la Norvège, du Portugal et de la Suède ont institué des taxes à l'exportation, mais elles étaient insuffisantes pour supprimer entièrement les bénéfices supplémentaires encaissés par les exportateurs et, à l'exception de la Belgique, où le taux de la taxe est très faible, elles ne frappaient pas une gamme étendue de produits [2]. Certains droits à l'importation ont été supprimés en France et en Italie afin d'éviter une hausse du coût de la vie. Au printemps, le taux de l'impôt sur le revenu a été augmenté au Danemark, dans les Pays-Bas et dans le Royaume-Uni. Le Gouvernement danois a également imposé aux contribuables une sorte d'épargne obligatoire, mais calculée de façon qu'elle ne représente qu'un peu moins de 1 % du produit national brut. Dans les Pays-Bas, un emprunt à lots a été lancé. Cependant, il est probable qu'à court terme les trésoreries ont plus bénéficié des effets de l'inflation que des mesures qu'elles ont délibérément adoptées. D'une part, dans les pays où l'impôt sur le revenu est progressif, les rentrées d'impôts sont proportionnellement supérieures à l'accroissement des revenus, à mesure que les contribuables passent dans une catégorie plus fortement imposée; d'autre part, certains revenus directement imputés sur le budget — les traitements des fonctionnaires, les prestations de la sécurité sociale et l'intérêt payé aux porteurs de fonds d'Etat — s'élèvent plus lentement que d'autres. De plus, le retard de la production des armements sur les programmes s'est traduit en 1951 par un chiffre de dépenses inférieur à celui qui avait été prévu.

En troisième lieu, à la fin de l'année, presque toutes les banques centrales appliquaient des mesures de restriction en matière de crédit et de monnaie en général. Peu après le début de la guerre de Corée, le taux de réescompte avait été relevé en Belgique, en

[1] Sauf pour les combustibles. Voir Chapitre 2.

[2] Le produit de ces taxes sert, dans une grande mesure, en Finlande et au Portugal, et, dans une mesure plus faible, en Norvège, à subventionner les importateurs. En Suède, la contribution ainsi perçue revêt le caractère d'une épargne obligatoire plutôt que d'une taxe.

Allemagne occidentale, aux Pays-Bas et dans tous les pays scandinaves, sauf en Norvège. Aux Pays-Bas et au Danemark, cette modification du taux de réescompte a été le signal d'une série de mouvements de hausse qui se sont poursuivis jusqu'au milieu de l'année 1951, mais, dans les autres pays, le plein effet de la hausse a été pratiquement acquis dès le début. En Autriche, en France et au Royaume-Uni, en présence de difficultés inflationnistes graves et continues, les pouvoirs publics n'ont relevé les taux bancaires que près d'une année plus tard [1], et, à ce moment, l'un des pays du premier groupe — la Belgique — avait déjà abaissé de nouveau ce taux. Dans presque tous les pays de l'Europe occidentale, on a aussi laissé monter régulièrement, depuis le mois de juin 1950 jusqu'à l'automne de 1951, le taux d'intérêt des prêts à long terme indiqué par l'intérêt payé sur les fonds d'Etat.

Sauf en Allemagne occidentale, où le taux de réescompte est à l'heure actuelle de 6% et où les emprunts normaux de l'industrie et du commerce se négocient à des taux nettement supérieurs encore, le relèvement des taux des prêts à court terme n'a pas été suffisant pour avoir des répercussions directes importantes sur la production et les échanges courants; la hausse du taux des prêts à long terme n'a guère eu non plus d'effet sérieux sur les investissements en capital fixe. Si l'on fait encore une exception pour l'Italie, rares sont les gouvernements qui soient prêts aujourd'hui à affronter les diverses difficultés — poids accru du service de la dette publique sur les budgets, en particulier — qui naîtraient de la décision de relever suffisamment le taux de l'intérêt en général pour réduire les investissements en capital fixe ou les investissements en capitaux circulants dans les secteurs de l'activité où l'on est fondé à prévoir de nouvelles hausses des prix. (Toutefois, dans le secteur des industries légères, où les prix des matières premières sont restés faibles pendant l'année dernière, une augmentation même légère du taux d'intérêt a eu des conséquences beaucoup plus amples.) Dans la plupart des pays, les mesures prises pour restreindre directement le montant total des crédits bancaires non gouvernementaux non encore remboursés ont été beaucoup plus importantes que la hausse du taux de l'intérêt. Dans certains pays (comme la Belgique, par exemple), aux plafonds limitant le total des crédits, se sont ajoutées des instructions aux banques précisant les catégories d'emprunteurs auxquelles il y a lieu d'accorder la préférence et celles qu'il convient de décourager. D'autres gouvernements ont fixé des plafonds pour l'ensemble du crédit sans donner d'instructions spéciales [2], tandis que le Royaume-Uni a renforcé la rigueur des instructions déjà données sans avoir encore fixé de plafond.

L'on dispose rarement de détails précis sur la façon dont fonctionnent ces systèmes de rationnement du crédit, et l'importance des mouvements du taux de réescompte varie d'un pays à l'autre. Ainsi, en Belgique, où de strictes règles concernant les réserves placent les banques commerciales dans la nécessité d'emprunter fréquemment à la banque centrale, l'élévation du taux de réescompte implique certainement une contraction des mouvements de capitaux en général assurée par la Banque nationale, grâce aux moyens d'action de toute sorte dont elle dispose [3]. Le cas du Royaume-Uni est plus compliqué : la hausse du taux de réescompte des billets à ordre entrée en vigueur le 7 novembre 1951 s'accompagnait d'un taux spécial de réescompte pour les bons du Trésor. Ce taux n'est appliqué que par intermittence et l'on semble ainsi viser à jeter une telle incertitude sur le prix qu'auront à payer les banques commerciales pour réduire leurs avoirs en bons d'Etat en période de difficultés, que leur désir de développer le crédit privé en soit freiné.

Il est excessivement difficile d'évaluer l'efficacité de ces différentes dispositions — c'est-à-dire de mesurer le rôle qu'elles ont joué pour ralentir la hausse des prix, améliorer la balance des paiements ou en général dissiper l'atmosphère inflationniste; il est pour ainsi dire impossible, en effet, d'isoler les effets de la politique de restriction du crédit de ceux des autres influences déflationnistes ou quasi déflationnistes qui s'exerçaient en même temps. C'est ainsi qu'au Chapitre 2 l'on a montré qu'on aurait pu s'attendre à une baisse de la demande de biens de consommation pour diverses raisons qui ne se rattachent pas à la politique monétaire bien que la raréfaction du crédit y contribue pour une part importante. Les stocks d'articles textiles se sont gonflés dans la

[1] En France, octobre 1951; au Royaume-Uni, novembre; en Autriche, décembre.

[2] Les mesures entrées en application en France au cours de la deuxième partie de l'année 1951 semblent avoir été de ce type.

[3] Les emprunteurs marginaux ont éprouvé des difficultés croissantes à obtenir satisfaction et les banques ont reçu pour instructions de réduire d'un quart les crédits aux consommateurs et de refuser absolument tout prêt à des fins spéculatives.

Tableau 56

CRÉDITS BANCAIRES [a] CONSENTIS AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS

Chiffres de fin de mois Fin 1949 = 100

Pays	1950				1951		
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre
Allemagne occidentale	116	128	147	170	178	185	202
Autriche [b]	115	128	141	156	174	192	213
Belgique [c]	104	108	116	135	136	132	127
Danemark [d]	102	106	108	107	109	111	111
Finlande	105	108	105	111	123	139	129
France	102	108	109	121	127	138	147
Italie [e]	100	103	110	121	124	129	..
Norvège [f]	104	109	110	114	120	127	126
Pays-Bas	105	112	111	111	133	138	148
Royaume-Uni	102	105	103	108	109	118	118
Suède	104	106	112	114	120	124	125
Suisse [g]	104	101	106	112	114	116	115

Sources : Voir les «Notes sur les statistiques».

[a] Sauf indication contraire, les chiffres s'appliquent aux crédits accordés par la Banque centrale ou par d'autres banques.

[b] Crédits accordés par des établissements bancaires autres que la Banque centrale.

[c] Crédits privés accordés par la Banque nationale et crédits privés consentis par les banques commerciales, à l'exclusion des crédits accordés à d'autres banques.

[d] Crédits privés accordés par la Banque nationale et total des crédits intérieurs consentis par d'autres banques.

[e] Crédits accordés par la Banque centrale aux entreprises et aux particuliers et tous crédits privés consentis par d'autres banques.

[f] Crédits privés accordés par la Banque centrale et crédits consentis par d'autres banques aux entreprises et aux particuliers.

[g] Tous crédits intérieurs accordés par la Banque centrale et crédits privés consentis par d'autres banques.

plupart des pays parce que le volume de la production avait dépassé la demande aux prix existants; mais il va de soi que l'existence de ces stocks aurait eu sur les marchés un effet moins déprimant si le crédit disponible avait été plus abondant.

En Allemagne occidentale, où le gouvernement attache à la politique du crédit une grande importance, le volume du crédit, ainsi que le montre le Tableau 56, n'a pas augmenté autant qu'il aurait fallu pour financer facilement la production agricole et industrielle et le commerce extérieur dont la valeur croît rapidement. En général, l'on attribue pour une large part l'amélioration de la balance des paiements de l'Allemagne occidentale aux restrictions de crédit et à la réduction quantitative des importations; toutefois, l'on peut aussi expliquer en partie cette amélioration par le relèvement continu des exportations de ce pays et par le fait qu'il a cessé de constituer des stocks de produits importés, ce qui avait été l'un des principaux éléments de la crise antérieure. Il faut reconnaître cependant que, sans cette politique de crédit prudente, une demande intérieure excessive aurait ralenti l'augmentation des exportations, et les particuliers auraient pu continuer à accumuler certains produits importés. En tout cas, la politique de crédit semble avoir enrayé le développement de la production des biens de consommation; bien que l'indice général de la production industrielle fût, en automne, supérieur de quelques points à ce qu'il était au printemps, l'indice de la production des biens de consommation était plus bas.

En France, d'autre part, il ne fait guère de doute que la politique de crédit relativement expansionniste, mise en vigueur au milieu de 1950, pour parer à une dépression économique et poursuivie ensuite pendant douze mois bien que les conditions fussent devenues différentes, a été l'un des éléments qui a contribué à une inflation importante. Pourtant, comme on le verra plus loin, l'on ne saurait aucunement attribuer à ce seul élément l'inflation qui se produit en France.

En Italie, pendant toute l'année 1951, le gouvernement a maintenu le volume du crédit à un niveau presque constant; cette mesure, qui a sans aucun doute largement contribué à la stabilité relative des prix italiens, explique aussi les signes de déflation sérieuse qui se sont manifestés au cours des mois d'automne. Les taux bancaires sont restés inchangés pendant toute cette période, mais l'Italie était l'un des rares

pays où le taux d'intérêt des prêts à l'industrie et au commerce était déjà si élevé qu'il exerçait un effet restrictif permanent sur l'activité des entreprises. Pourtant, l'on peut donner de la stabilité en Italie une explication plus générale : l'existence d'un chômage important a contenu les demandes d'augmentation de salaires et, jointe à l'incomplète utilisation du stock de capital existant [1], elle a rendu possible en 1951 un accroissement du rendement par heure-ouvrier de près d'un sixième, tandis que les salaires réels n'augmentaient que de quelques points.

Enfin, la nature même des objectifs visés par les restrictions de crédit fait ressortir la difficulté qu'il y a à apprécier comment ces restrictions ont réussi. Si l'on vient à réduire le capital en circulation, il faut s'attendre à une baisse de la production et des prix. De même, si les crédits sont réduits alors que s'exerce sur les prix une poussée vers la hausse, les prix monteront moins ou bien la production, là encore, diminuera. Si, comme on l'a tenté dans de nombreux pays, l'on applique le contrôle du crédit en opérant une discrimination entre les différents secteurs, l'on peut créer le chômage dans des secteurs choisis, ce qui peut faciliter dans d'autres l'expansion désirée et peut-être réaliser par là une répartition nouvelle des ressources conforme à un plan préconçu. Toutefois, dans quelques pays, les restrictions de crédit n'ont pas eu pour but de créer du chômage, mais plutôt de dissiper l'atmosphère de hausse qui incite les personnes aisées à dépenser au-delà de leurs revenus parce qu'elles escomptent des plus-values de capitaux éventuelles et qui pousse les négociants et les industriels à accumuler des stocks. Il existe une possibilité considérable de réduire la tendance à consommer aussi bien qu'à investir en rendant plus difficile la négociation des emprunts bancaires, sans élever nécessairement le taux de l'intérêt ni réduire l'emploi.

Le Danemark fournit l'exemple le plus net de la façon dont peut fonctionner la politique du crédit. Depuis septembre 1950, le volume du crédit n'a guère changé bien que, dans presque tous les secteurs, les prix aient monté. Au deuxième semestre de 1951, la production baissait et le chômage s'accroissait dans presque toutes les industries. L'inflation des coûts, sous forme de relèvement des prix de détail et des barèmes de salaires, s'est poursuivie pendant toute l'année, ce qui rendait une diminution de la production presque inévitable en face d'un approvisionnement en crédit qui ne se modifiait pas.

Rares sont les autres pays où l'on puisse se prononcer avec sûreté sur les causes et les effets de la politique du crédit. Tout ce que l'on peut dire, c'est que la politique du crédit peut avoir aidé en général à ralentir la hausse inflationniste des prix pendant la deuxième partie de l'année et qu'elle a certainement modifié le climat psychologique dans un grand nombre de cas. L'on pourrait peut-être réserver une mention spéciale à la situation au Royaume-Uni, qui présente des caractéristiques mixtes : pour des raisons diverses, le chômage augmente dans le secteur civil mais la pénurie d'acier empêche de reprendre, dans le secteur des armements, une grande partie des ouvriers licenciés; le coût de la vie monte encore.

Il a déjà été question ailleurs d'un secteur important dans lequel la politique du crédit a eu des effets très marqués : la raréfaction du crédit semble avoir été la cause déterminante de la diminution du nombre de nouveaux logements mis en construction dans de nombreux pays de l'Europe occidentale. Plusieurs gouvernements ont estimé nécessaire de chercher à renverser cette politique dès que ses pleins effets se sont manifestés.

Conclusion

En octobre 1951, parmi les pays où précédemment tous les facteurs de production étaient utilisés à plein, c'est seulement au Danemark et aux Pays-Bas que l'inflation qui a commencé avec l'ouverture des hostilités en Corée était contenue.

La Suisse constitue un cas à part : dans ce pays, la politique qui consiste à adapter l'offre de main-d'œuvre à la conjoncture économique en augmentant ou en réduisant les permis de travail accordés aux étrangers a manifestement exercé une certaine influence; il en a été de même de la réaction satisfaisante des consommateurs, des négociants et des industriels suisses aux conseils donnés par le gouvernement concernant l'échelonnement des achats destinés à la constitution de stocks. C'est là un des avantages qu'une longue tradition de stabilité procure à un gouvernement.

A ce que l'on a dit de la politique de crédit des deux autres pays, il faut ajouter cette remarque que, dans tous les deux, en l'occurrence, le gouvernement n'a augmenté sa consommation que pour une proportion limitée du revenu national, ce qui lui a facilité

[1] Voir Chapitre 2, pages 27-28.

les choses dans une mesure qui ne pourra pas se retrouver s'il exécute entièrement son programme d'armement en 1952. De plus, dans les deux cas, ce qui est peut-être aujourd'hui un état d'équilibre n'a pu être atteint qu'au prix d'une hausse des prix de détail de 20% environ en deux ans et d'une hausse des salaires horaires de 17 et de 19%.

L'insuccès relatif des mesures anti-inflationnistes dans les autres pays qui se trouvaient au début de la guerre de Corée dans une situation de plein emploi ne prouve nullement que chaque mesure particulière, prise séparément, ait été mal conçue. L'année 1951 a présenté des circonstances particulières en ce sens que la nécessité de s'adapter à la pression exceptionnelle exercée sur les prix par des influences extérieures, a coïncidé avec une recrudescence de la pression inflationniste intérieure. S'il ne survient pas quelque nouvel ébranlement brusque de la confiance générale, il semble tout à fait possible que les prix mondiaux ne subissent pas de nouvelles hausses. Si tel était le cas, les gouvernements européens pourraient faire porter toute leur attention sur la lutte contre la pression inflationniste intérieure. On connaît bien les armes qu'il convient d'employer dans cette lutte : un ensemble de contrôles directs, la limitation du volume global du crédit et des mesures fiscales. Toutefois, ces moyens seront d'un emploi plus difficile qu'ils ne l'auraient été s'il n'existait un état d'esprit qui trouve tout naturel que les prix se modifient rapidement dans le sens de la hausse, et si, dans tous les pays, il ne s'était pas produit dans la répartition du revenu de changements que les personnes dont la situation s'est amoindrie se refusent à accepter comme définitifs. En outre, il est probable que les pressions inflationnistes intérieures seront effectivement plus fortes en 1952 qu'elles ne l'ont été jusqu'à maintenant : les programmes d'armement doivent s'accroître et les difficultés afférentes à la balance des paiements entraîneront sans doute une nouvelle recrudescence des restrictions à l'importation dont les effets seront, en eux-mêmes, inflationnistes.

Il faut ajouter que, jusqu'à présent, il n'y a eu qu'un rapport assez faible entre la force des influences inflationnistes « objectives » qui agissent sur divers pays et la mesure dans laquelle s'est déroulée l'inflation. Le cas de la France est particulièrement frappant. La proportion des importations qui entrent dans la production française n'est que d'environ 15%, c'est-à-dire moins qu'en Allemagne occidentale et en Italie, alors qu'elle est de 25% dans le cas du Royaume-Uni et de 40% dans le cas de la Norvège. L'effort supplémentaire consacré en France à la défense nationale en 1951 a représenté environ 1,5% du produit national brut, contre 2,5% dans le Royaume-Uni. L'activité économique s'étant quelque peu ralentie pendant le premier semestre de 1950, la France a pu accroître son produit national d'environ 6% en 1951, alors que tout l'accroissement qui a pu être réalisé dans le Royaume-Uni et en Norvège a été de 2 à 3%. Enfin, la France n'a dévalué sa monnaie que de 22% en 1949, tandis que la livre sterling l'a été de 30%. Toutes les forces « objectives » d'inflation y ont donc été plus faibles qu'ailleurs. Pourtant, en France, les prix de détail ont subi une hausse de 33% pendant les deux années qui ont suivi la dévaluation, c'est-à-dire une hausse supérieure à celle d'aucun autre pays de l'Europe occidentale, si ce n'est toutefois en Autriche, en Finlande et en Islande, où certains facteurs particuliers sont entrés en jeu, et une hausse plus de deux fois supérieure à celle du Royaume-Uni. Il faut rechercher l'explication de cette disproportion entre la cause et l'effet dans la structure organique et politique de la France telle qu'elle s'est constituée à travers l'histoire; tout pays qui a déjà connu une grave inflation se trouve désavantagé lorsqu'il doit combattre de nouvelles pressions inflationnistes, parce que ses habitants ne comprennent que trop clairement combien il est important pour les particuliers de thésauriser les marchandises. Cette pensée aurait peut-être pu faire hésiter les milieux qui, dans d'autres pays, croyaient avec confiance que l'inflation des revenus serait « unique et définitive ».

Dans cette atmosphère de méfiance à l'égard de la monnaie, la tâche de tous les gouvernements français qui veulent tenir en échec la pression inflationniste est donc appelée à être plus ardue que celle de leurs voisins, à moins qu'ils ne soient disposés à risquer de ramener effectivement l'activité économique à un niveau inférieur au maximum possible du point de vue technique. A la longue, il sera nécessaire d'améliorer la perception des impôts et les méthodes de contrôle direct si l'on veut rétablir une confiance durable. Dans l'immédiat, il se peut que l'on n'ait à choisir qu'entre une inflation continue et une certaine réduction des tâches assignées à l'industrie.

En dépit du contrôle fortement centralisé exercé sur les revenus et les prix par les gouvernements de l'Europe orientale, ceux-ci n'ont pas pu mettre l'économie de leurs pays à l'abri de l'inflation; des ajustements répétés des salaires et des prix, impliquant

un échec dans la planification, ont eu lieu et ne semblent pas être terminés.

Dans un monde qui vit sous la menace de l'inflation, il ne faut pas perdre de vue qu'il existe encore des pays qui n'ont pas réalisé le plein emploi. En dépit du boom mondial qui leur a ouvert des possibilités pour lesquelles la capacité excédentaire de production de leurs industries mécaniques les met dans une situation favorable, la Belgique, l'Allemagne occidentale et l'Italie n'ont pas résorbé le moins du monde leur énorme chômage [1]. Prétendre, ainsi qu'on le fait parfois, que, dans ces pays, le chômage est dû à des difficultés de structure plutôt qu'à une insuffisance généralisée de la demande, c'est simplement poser le problème. Dans l'ETUDE de 1950, on donnait à entendre que l'absorption des réfugiés dans les effectifs de la main-d'œuvre allemande était un problème impossible à résoudre sans une politique d'investissements bien réfléchie et nuancée, et qu'une solution durable du problème qui se pose à l'Italie impliquerait probablement un certain contrôle de la consommation pendant que s'effectueraient les investissements nécessaires à la transformation de l'agriculture de ce pays.

[1] Voir Tableau XXXII.

Chapitre 5

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE DANS L'UNION SOVIÉTIQUE

1. Introduction

Comme l'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1950*, la présente Etude traite principalement des problèmes essentiels que posent, dans presque tous les pays, les besoins concurrents de consommation, d'investissements et d'armements auxquels ont à faire face les ressources nationales. Dans le cas de l'Union soviétique, l'examen de ces problèmes se heurte à de sérieuses difficultés du fait que l'on manque d'une bonne partie des renseignements nécessaires pour pouvoir procéder à une analyse économique analogue à celle qui a été entreprise pour d'autres pays, et en raison aussi de l'incertitude où l'on se trouve quant à la signification précise et au mode de calcul de certaines des données existantes. C'est pourquoi le présent chapitre a été consacré à un examen distinct de l'évolution de la situation économique de l'Union soviétique.

Sur plusieurs points importants, les renseignements que l'on possède maintenant sont d'ailleurs un peu plus complets que ceux de ces dernières années et permettent une analyse plus détaillée que celle qui avait été possible jusqu'à présent. Le rapport sur l'exécution du quatrième Plan quinquennal (1946 à 1950) publié en avril dernier [1] a fourni un certain nombre de chiffres essentiels, notamment d'utiles comparaisons avec les années d'avant guerre, et quelques-unes des difficultés d'ordre statistique que l'on éprouvait à mesurer l'accroissement de la production industrielle et du revenu national ont été encore atténuées grâce à des articles récemment parus dans des publications officielles de l'Union soviétique au sujet de l'utilisation, pour ces calculs, d'une nouvelle base de prix. En ce qui concerne 1951, la source principale de renseignements est le discours prononcé le 6 novembre, à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution d'octobre, par M. Béria, Vice-Président du Conseil des ministres, qui donne des évaluations provisoires pour l'ensemble de l'année [2]. Il est encore trop tôt pour que l'on puisse disposer, aux fins de la présente étude, des deux documents économiques essentiels publiés à la fin de chaque année : le rapport annuel sur l'exécution du Plan publié à la fin de janvier, et le rapport sur le budget de l'Etat habituellement présenté en mars. Lorsque le nouveau Plan quinquennal pour la période 1951-1955 aura été publié, il sera également plus facile d'interpréter l'évolution actuelle, en particulier en ce qui concerne les objectifs principaux des prochaines années [3].

En dehors des statistiques, il existe un nombre assez considérable d'autres documents de caractère plus descriptif. Quelques-uns de ces documents ont trait au progrès général de la mécanisation et de la technique dans l'économie et aux résultats obtenus par certaines usines ou certains groupements industriels, et nombre d'entre eux sont consacrés aux grands travaux tels que la construction du canal de la Volga au Don et des canaux du Turkménistan, les projets d'installations hydro-électriques sur le Don, le Dniepr et la Volga et les plans d'irrigation liés à ces travaux [4]. Ces rapports confirment l'impression générale d'une production en voie de développement

[1] Voir *Izvestia*, 17 avril 1951.

[2] Depuis le début de l'année 1951, la longueur et le contenu des rapports trimestriels habituels sur l'exécution du Plan ont été considérablement réduits, et l'on n'y trouve guère maintenant que l'indication, fournie par les différents ministères chargés des questions économiques, du pourcentage de réalisation d'objectifs dont les chiffres n'ont pas été publiés. Indépendamment de ces renseignements, les rapports trimestriels antérieurs contenaient des données statistiques sur les pourcentages d'accroissement (par rapport aux trimestres correspondants de l'année précédente) de la production d'environ soixante-dix produits industriels, et ils donnaient aussi, dans certains chapitres, des renseignements statistiques succincts sur les transports, la formation de capital, la productivité et l'effectif de la main-d'œuvre.

[3] Il ressort d'informations parues dans la presse de l'Union soviétique que le Plan est en voie d'exécution, mais aucun détail n'a encore été publié à ce sujet.

[4] Ces projets font plus loin l'objet d'un examen plus approfondi.

rapide; ils mettent en lumière les efforts considérables accomplis afin d'élargir et de renforcer la structure de l'économie soviétique, et font ressortir quelques-uns des problèmes fondamentaux qui se posent à celle-ci. Toutefois, ce genre de documentation, bien qu'on s'en soit servi dans les sections suivantes, n'est pas facile à utiliser aux fins d'une étude économique si l'on ne possède pas de renseignements plus complets de caractère économique plutôt que technique et si l'on manque de données statistiques plus étendues permettant de rapporter les faits particuliers dont il s'agit à l'ensemble de l'économie.

2. Production industrielle

Accroissement relatif pendant l'année 1951

Dans son discours du 6 novembre, M. Béria a estimé que la production industrielle de l'Union soviétique en 1951 a été supérieure de 15% à celle de 1950 et environ le double de ce qu'elle était en 1940. Ces accroissements, rapprochés des données publiées concernant les années antérieures, donnent la série de chiffres suivants :

Année	*Valeur brute de la production industrielle* (En milliards de roubles, aux « prix de 1926/27 »)	*Indice* (1940=100)
1937	95,5	69
1940	138,5	100
1946	106,0	77
1947	128,8	93
1948	163,0	118
1949	194,8	141
1950	239,6	173
1951	*a*	199 *a*

a La « valeur brute» pour l'année 1951, obtenue en appliquant l'accroissement annoncé de 15%, s'élèverait à 275,5 milliards de roubles, soit une augmentation de 35,9 milliards de roubles, au lieu de 44,8 milliards en 1950. Mais, comme on l'explique ci-après, les sources de l'Union soviétique indiquent que, depuis 1950, la production industrielle n'est plus calculée sur la base des « prix de 1926/27 », si bien que cette comparaison ne serait pas valable.

En 1951, le développement de la production industrielle a été très rapide, quel que soit — ou presque — le terme de comparaison employé et, traduit en chiffres absolus, il a certainement été au moins aussi important qu'au cours de n'importe quelle année antérieure, depuis les débuts du développement industriel intense dans l'Union soviétique. Toutefois, l'augmentation relative a été sensiblement inférieure aux taux d'accroissement annoncés pour chacune des années précédentes du quatrième Plan quinquennal, ainsi qu'il ressort des chiffres concernant la production industrielle brute indiqués dans le Tableau 57.

Cette différence correspond peut-être au ralentissement inévitable intervenu après que la production se fut rapidement relevée des destructions de la guerre et eut largement dépassé les niveaux atteints avant celle-ci. On peut constater le même ralentissement

Tableau 57

INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE : ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE ET INDUSTRIES DE BASE

Industrie	1947	1948	1949	1950	1951	1951 (*1940 = 100*)
	(Année précédente = 100)					
Production industrielle brute . . .	122	127	120	123	115	199
Industries de base :						
Charbon et lignite	112	114	113	111	109	171
Pétrole brut . .	119	113	114	113	112	136
Energie électrique	115	116	118	116	116	216
Fonte	114	122	119	117	114	147
Acier brut . . .	109	128	125	117	114	169
Produits en acier laminé	115	128	127	116	114	182

Sources : Rapports sur l'exécution du Plan, et discours de M. L. Béria du 6 novembre 1951.

dans le taux d'accroissement annuel de la production des industries de base à l'exception de la production d'énergie électrique, bien qu'en chiffres absolus les accroissements aient été plus considérables que pendant les autres années (Tableaux 57 et 58).

Mais la modification du taux d'accroissement en 1951 par rapport aux chiffres correspondants des autres années est probablement due en grande partie à l'abandon du système périmé des « prix de 1926/27 » qui avait été employé jusque-là et à l'adoption d'un nouveau système plus rationnel de calcul des prix pour déterminer la valeur de la production industrielle. La nature de ce problème apparaîtra plus clairement après l'examen des données dont on dispose concernant la structure de la production industrielle.

Biens d'équipement et biens de consommation

On trouvera au Tableau 58 les renseignements qu'il a été possible de réunir sur la production, en volume physique, de certains produits. Ce tableau comprend

Tableau 58

PRODUCTION INDUSTRIELLE DE L'UNION SOVIÉTIQUE PAR PRINCIPAUX PRODUITS

Article	Unité	Production effective exprimée en son volume physique								
		1937	1940	1946	1947	1948	1949	1950 *Chiffre du Plan*	1950 Chiffre réel	1951 Chiffre provisoire
Energie										
Charbon et lignite	Million de tonnes	127	166	162	182	207	234	*250*	260	284
Pétrole brut	Million de tonnes	28,5	31,0	21,8	26,0	29,4	33,5	*35,4*	37,8	42,3
Gaz de houille et gaz de schiste	Million de mètres cubes	..	..	..	..	..	..	*1.900*	..	..
Gaz naturel	Million de mètres cubes	..	..	..	..	..	..	*8.400*	..	..
Energie électrique	Milliard de kWh.	36,4	48,3	49,5	56,9	66	78	*82*	90,3	104
Métaux										
Fonte	Million de tonnes	14,5	15,0	10,0	11,5	14	16,6	*19,5*	19,4	22,1
Acier brut	Million de tonnes	17,7	18,3	13,3	14,5	18,6	23,3	*25,4*	27,3	31,3
Produits en acier laminé	Million de tonnes	12,9	13,1	9,4	10,9	14	17,9	*17,8*	20.8	23,8
Cuivre	Millier de tonnes	97,5	161	148	162	195	235	*225*	255	..
Industries mécaniques										
Equipement pour laminoirs de fer et d'acier	Millier de tonnes	17 [a]	28	..	49	95	120	*102,9*	134	..
Turbines à vapeur	Millier de kW.	..		..	..	..	..	*2.906*	..	..
Turbines hydrauliques :		..								
à grande puissance	Millier de kW.		1.447	..	..	..	..	*372*	..	..
à moyenne puissance	Millier de kW.	..		..	..	..	..	*150*	..	..
à faible puissance	Millier de kW.	..		..	..	..	..	*500*	..	..
Moteurs électriques : jusqu'à 100 kW.	Millier	..	..	..	..	..	..	*624*	..	..
de plus de 100 kW.	Millier	..	..	..	..	..	..	*9*	..	..
Machines-outils pour le travail des métaux	Millier	36	50	..	..	..	..	*74*	..	..
Broches	Millier	..	..	..	..	..	..	*1.400*	..	..
Métiers à tisser	Millier	4	..	..	..	..	..	*25*	..	..
Locomotives à vapeur de grand parcours	Unité	1.581	917	..	..	..	..	*2.200*	..	..
Locomotives diesel	Unité	..	..	..	..	..	..	*300*	..	..
Locomotives électriques	Unité	..	..	..	..	..	..	*220*	..	..
Wagons à marchandises	Millier de wagons à deux essieux	59	47	..	..	..	..	*146*	..	..
Voitures de voyageurs	Unité	912	..	..	..	..	..	*2.600*	..	..
Camions	Millier	181,8 [b]	147,0	120,8	157,0	..	..	*428*	..	..
Voitures de tourisme	Millier	18,2				..	..	*65,6*	..	..
Autocars	Millier	..	..	..	..	..	..	*6,4*	..	..
Tracteurs	Millier	51	31,1	..	..	..	..	*112*	..	..
Tracteurs	Millier de tracteurs 15 CV.	79	..	..	..	..	150 [c]	..	180 [c]	137 [c]
Charrues à tracteur	Millier	72,8 [a]	..	..	..	..	..	*110*	..	..
Motoculteurs	Millier	64,8 [a]	..	..	..	..	..	*82,3*	..	..
Semoirs à tracteur	Millier	51,9 [d]	..	..	..	..	..	*83,3*	..	..
Moissonneuses-batteuses	Millier	22,9 [a]	13	..	2,7	14	29	..	46	54
Batteuses mécaniques	Millier	..	..	..	..	..	..	*18,3*	..	..
Machines à coudre	Millier	510 [e]	..	..	..	..	..	*450*	..	[f]
Pendules et montres	Millier	524,8 [g]	..	..	..	..	..	*7.400*	..	[f]
Phonographes	Millier	675,8	..	..	..	..	..	*1.000*	..	..
Appareils de radio	Millier	194 [h]	..	..	..	..	..	*925*	..	[f]
Motocycles	Millier	..	..	..	..	..	..	*135*	..	..
Bicyclettes	Millier	351 [e]	..	..	..	..	..	*1.050*	..	[f]
Fusils de chasse	Millier	..	..	..	..	..	..	*350*	..	..
Appareils photographiques	Millier	..	..	..	..	..	..	*530*	..	[f]
Produits chimiques et produits apparentés										
Soude caustique	Millier de tonnes	..	..	..	..	..	..	*390*	..	..
Cendre de soude	Millier de tonnes	517	..	..	..	..	..	*800*	..	..
Engrais minéraux	Millier de tonnes	..	2.608	..	..	..	..	*5.100*	5.100	..
Colorants synthétiques	Millier de tonnes	35 [a]	35	21,9	31,5	42,5	47,6	*43*	51,8	..
Savon	Millier de tonnes	495	747	245	314	456	775	*870*	866	..
Matériaux de construction										
Ciment	Million de tonnes	5,5	5,8	3,3	4,6	6,4	8,1	*10,5*	10,3	12,3
Ardoise	Million de feuilles	186,9	205	140	200	270	370	*410*	440	..
Verre à vitre	Million de mètres carrés	60 [a]	44,4	46,7	55,6	66,8	79,5	*80,0*	84,3	..
Bois et papier										
Bois transporté	Million de mètres cubes	201,5	..	..	..	..	..	*280*	..	..
Bois d'œuvre transporté	Million de mètres cubes	111,3	119	80	101	134	154	*190*	162	..
Sciages	Million de mètres cubes	28,8	..	10,7	12,8	21,6	..	*39*	..	..
Papier	Millier de tonnes	831	812	556	696	836	995	*1.340*	1.194	..
Textiles et autres produits de l'industrie légère										
Cotonnades	Million de mètres	3.442	3.886	1.878	2.498	3.098	3.532	*4.686*	3.815	..
Lainages	Million de mètres	105	120	79	106	136	162	*159,4*	167	..
Soieries	Million de mètres	57,9	69,5	..	..	80	102	*141*	125	..
Chaussures de cuir	Million de paires	164	205	78	109	135	165	*240*	205	..
Chaussures de caoutchouc	Million de paires	84,6	68	..	..	..	..	*88,6*	..	..
Bas et chaussettes	Million de paires	401	..	..	..	..	..	*580*	..	..
Ustensiles [i]	Million	..	..	..	..	..	..	*260*	..	..
Samovars	Millier	..	..	..	..	..	..	*300*	..	..
Gobelets	Million	..	..	..	..	..	..	*160*	..	..
Allumettes	Milliard de paquets de boîtes	7,1	..	2,4	3,3	5,3	..	*9,9*	..	..
Denrées alimentaires										
Beurre	Millier de tonnes	185	207	185	208	285	303	*275*	325	351
Huiles végétales	Millier de tonnes	495	724	312	387	515	680	*880*	775	1.046
Poisson [j]	Million de tonnes	1,6	1,4	1,1	1,5	1,5	1,8	*2,2*	1,8	1,9
Viande	Millier de tonnes	797,2	..	..	..	..	..	*1.300*	..	[f]
Farine	Million de tonnes	15	..	..	..	..	..	*19*	..	..
Alcool	Million de tonnes	763	..	..	..	..	..	*1.008*	..	..
Sucre	Million de tonnes	2.421	2.150	465	978	1.663	2.045	*2.400*	2.515	3.118

Sources : Voir ETUDE de 1950, Annexe B, pages 258 et 259, et « Notes sur les statistiques » dans la présente ETUDE.

a 1938.

b Y compris les autocars.

c Les chiffres se rapportent uniquement aux tracteurs livrés à l'agriculture.

d Semoirs à céréales seulement.

e Ce chiffre représente uniquement la production des entreprises dépendant du Commissariat du peuple aux constructions mécaniques générales.

f Dans son discours du 6 novembre 1951, M. L. Béria a indiqué que, de 1950 à 1951, les ventes se sont accrues dans les proportions suivantes : pendules et montres, 11 % ; machines à coudre, 28 %; appareils de radio, 25 %; bicyclettes, 100 %; appareils photographiques, 39 %; viande, 20 %.

g Montres seulement.

h Postes de radio à lampes seulement.

i Ustensiles en aluminium, en émail, en porcelaine et vaisselle de porcelaine.

j Produit de la pêche.

également un nombre assez grand d'articles pour lesquels on connaît seulement les chiffres des objectifs de 1950, mais non pas la production pendant l'une quelconque des années d'après guerre. Il y a lieu de noter que les évaluations que l'on peut faire, pour le moment, de la production en volume physique de l'année 1951 se limitent presque exclusivement aux industries de base, et que, même pour les années antérieures, les produits d'utilisation finale qui ont été choisis, sont en nombre très limité.

Les données relatives à certains produits montrent néanmoins que l'industrie lourde, à laquelle une importance particulière avait déjà été donnée dans les plans quinquennaux d'avant guerre, s'est énormément développée pendant les années d'après guerre, tandis que la production des biens de consommation considérés dans le tableau a augmenté plus modérément.

Indépendamment des données concernant certains produits qui figurent au Tableau 58, on notera que la production d'ensemble des industries mécaniques s'est accrue, d'après le rapport sur le Plan quinquennal, de 130% entre 1940 et 1950 et qu'elle a encore augmenté de 21% en 1951. Par contre, en ce qui concerne les biens de consommation, la production dans les secteurs de l'industrie dépendant du Ministère des industries légères (qui s'occupe surtout des textiles, de la chaussure et des objets ménagers) n'aurait, d'après le même rapport, augmenté, de 1940 à 1950, que de 17%.[1] Pour l'année 1951, M. Béria a signalé que la production des biens de consommation augmentait régulièrement grâce à l'heureux développement de l'industrie et à l'accroissement de la production des produits de base agricoles, et il a cité des taux d'accroissement importants des quantités de divers produits manufacturés actuellement fournies à la population [2].

Les données mentionnées ci-dessus, si on les rapproche de renseignements plus détaillés concernant les années d'avant guerre, fournissent une indication sur le changement de structure survenu dans la production industrielle de l'Union soviétique, en particulier sur l'importance régulièrement croissante des industries mécaniques et des industries métallurgiques (Tableau 59). Toutefois, les comparaisons entre des industries différentes pour une même année, ou entre différentes années pour une même industrie, appellent deux réserves qu'il ne faut pas perdre de vue. La première est que la production de chaque branche est calculée d'après des chiffres bruts — c'est-à-dire qu'on additionne la production de toutes les usines sans en déduire les quantités de matières premières et de produits semi-manufacturés vendues d'une usine à l'autre; il en résulte que la part qui revient aux industries intervenant aux derniers stades de la fabrication, telles que les industries mécaniques, tend à être surestimée par rapport à celle des industries de base. La seconde réserve, plus importante, est motivée par les sérieuses difficultés d'évaluation, examinées plus loin, qui ont influé d'une façon considérable sur l'importance présumée de certaines industries par rapport à d'autres, ainsi que sur le taux d'accroissement de leur fabrication et sur le niveau général de l'indice de la production.

Volume et taux d'accroissement de la production

Pour mesurer l'accroissement de la production industrielle, les autorités soviétiques se sont heurtées à deux difficultés particulières. D'une part, l'ampleur et la rapidité mêmes du développement industriel les ont obligées à tenir compte dans le calcul de l'indice, primitivement établi sur la base des prix pratiqués en 1926/27, d'une série sans cesse plus étendue de produits nouveaux, et il a donc fallu fixer la valeur de ces marchandises, produites à des prix de revient très différents de ceux qui prévalaient pendant la période de base. D'autre part — et cette difficulté est probablement moins importante que la première au point de vue de ses répercussions sur l'indice — (même parmi les articles que l'on produisait déjà pendant la période de base), les prix correspondaient nécessairement aux valeurs relatives prévalant dans un pays encore peu industrialisé, et ils avaient par suite tendance à être relativement élevés pour les marchandises dont la production était faible mais appelée à augmenter assez rapidement avec les progrès de l'industrialisation. Il s'agit là, bien entendu, de deux problèmes qui se posent en toutes circonstances et dans tous les pays, quel que soit le mode de calcul des indices de la pro-

[1] Voir le rapport sur l'exécution du quatrième Plan quinquennal (17 avril 1951). On peut supposer que les taux d'accroissement plus élevés signalés pour certains des produits alimentaires — notamment le beurre, la charcuterie et les conserves — sont dus en partie au fait que la production industrielle s'est substituée à la production familiale, car, comme on le verra plus loin, rien ne semble indiquer que la production réelle des produits de base utilisés par ces industries ait considérablement augmenté.

[2] Comme ces taux n'ont été exprimés que sous la forme de l'accroissement relatif intervenu de 1950 à 1951, il est impossible de les traduire en chiffres absolus, et ils sont indiqués en pourcentages dans les notes du Tableau 58.

BIBLIOTEC... UNIVERSITAT...

Tableau 59

PRODUCTION INDUSTRIELLE BRUTE ÉVALUÉE AUX « PRIX DE 1926/27 » [a], ET CLASSÉE PAR PRINCIPAUX COMMISSARIATS DU PEUPLE OU MINISTÈRES

En milliards de roubles

Commissariat du peuple ou Ministère [b]	GRANDE INDUSTRIE SEULEMENT [c]			ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE	
	1937 [d]	1938 [d]	1939 [d]	1940 [e]	1950 [e]
Industries de base					
Industrie houillère	4,7	1,9	2,1	2,3	3,6
Industrie pétrolière		2,8	3,0	3,0	3,7
Energie électrique	3,4 [f]	3,8 [f]	4,1 [f]	1,9	3,6
Industrie sidérurgique	5,1	5,3	5,5	5,9	8,6
Industrie des métaux non ferreux	1,4	1,4	1,6	1,8	2,8
Industries mécaniques et métallurgiques					
Armements		11,6	16,9		
Industrie mécanique lourde		2,4	2,7		
Industrie mécanique moyenne	20,0	6,1	7,0	50,2	115,5
Industrie mécanique générale et industrie métallurgique	27,5 [g]	2,1	2,3		
Constructions électriques	[f]	[f]	[f]		
Industries légères et industries alimentaires					
Industrie textile	8,5	9,1	9,9		
Industrie légère	6,7	7,1	7,7		
Industrie de la pêche	0,8	0,8	0,9		
Industries alimentaires	9,1	10,3	11,3	47,1	..
Industrie de la viande et des produits laitiers	2,9	3,8	4,3		
Commissariat aux approvisionnements [h]	2,0	2,1	2,4		
Autres industries					
Industrie chimique	3,4	3,9	4,3		
Industrie des matériaux de construction	0,9	1,5	1,6	26,3	..
Industrie du bois	3,0	2,8	3,0		
Coopératives de production [i]	13,2	15,0	18,2	[j]	[j]
Industries des républiques, locales et autres	5,1	5,3	5,8	[j]	[j]
Production globale de la grande industrie	90,2	99,1	114,6	[k]	[k]
Biens de production	53,3	..	..	[k]	[k]
Biens de consommation	36,9	..	..	[k]	[k]
Production globale de l'ensemble de l'industrie	95,5	..	123,8	138,5	239,6
Biens de production	55,2	..	73,7	84,8	..
Biens de consommation	40,3	..	50,1	53,7	..

Sources : Statistiques officielles pour 1938 et 1939, complétées par les renseignements moins détaillés et les modifications de pourcentage concernant les autres années ; voir « Notes sur les statistiques ».

a La signification de ces prix et leur influence sur les séries statistiques de la production sont examinées dans le texte.

b La valeur de la production classée par ministères (anciens commissariats) englobe, en même temps que celle des produits principaux, la production de certaines activités secondaires, par exemple, la construction de maisons d'habitation pour les travailleurs relevant du Ministère de l'industrie houillère et d'autres ministères, ainsi que la production de tourbe par le Ministère de l'énergie électrique.

c Comprend : 1) toutes les principales entreprises des ministères industriels, quels que soient l'effectif de la main-d'œuvre et la nature de la force motrice qu'elles emploient, et 2) les entreprises auxiliaires ou locales qui occupent plus de trente ouvriers ou, si elles utilisent la force motrice, plus de quinze ouvriers.

d Territoire d'avant guerre.

e Territoire d'après guerre.

f La construction électrique était comprise dans la production d'énergie électrique jusqu'en 1940, car ces deux branches relevaient d'un même commissariat, mais, depuis, elles dépendent de deux ministères distincts.

g Valeur de l'ensemble de la production des industries mécaniques et métallurgiques.

h Il s'agit principalement de la production des minoteries.

i Aux prix de 1932.

j N'a pas fait l'objet d'une évaluation distincte.

k La valeur de la production globale de la grande industrie est indiquée à part dans les statistiques comme ayant atteint 129.500 millions de roubles en 1940 ; pour les années d'après guerre, il n'existe pas de données établies sur cette base.

duction industrielle[1]; mais, dans l'Union soviétique, ils ont soulevé des difficultés particulièrement sérieuses en raison de la rapidité du développement industriel et du fait que, pendant une partie considérable de la période considérée, ce développement s'est accompagné d'une forte élévation du niveau général des prix.

Les statisticiens de l'Union soviétique ont, longtemps avant la guerre aussi bien que depuis [2], consacré beaucoup d'attention au problème du calcul de la valeur de la production, mais ce problème n'a jamais été résolu de façon satisfaisante tant que l'ancienne base prise pour les prix n'a pas été définitivement remplacée par une nouvelle. Pour citer les propres termes d'un auteur qui fait autorité en Union soviétique [3] écrivant après la guerre, « les prix constants » sont devenus en fait « dans une large mesure conventionnels » [4]. Prenant comme exemple la fabrication des machines, ce statisticien signalait que le coefficient de pondération des produits nouveaux est extrêmement élevé et que, dans la plupart des cas, les prix utilisés pour le calcul différaient peu des prix réels pratiqués au cours des dernières années. Bien que ce soit, sans aucun doute, dans la construction de machines et dans les industries mécaniques, dont le développement se poursuivait à un rythme rapide, que le problème ait eu le caractère le plus sérieux, il s'est posé aussi dans toutes les branches où de nouveaux produits étaient fabriqués ou dans lesquelles des modifications importantes étaient apportées aux anciens produits : par exemple, dans l'industrie chimique, les alliages d'acier et les aliments vitaminés.

Malgré le manque de détails concernant les « prix de 1926/27 » employés dans le calcul de l'indice, ainsi que les prix cotés réels des produits industriels pendant les dernières années, il existe assez de renseignements sur l'évolution d'ensemble des prix pour que l'on puisse se faire une idée de l'importance du problème. Par exemple, on peut estimer de façon approximative que les prix des produits des industries alimentaires étaient en moyenne, peu de temps avant la guerre, de six à huit fois, et en 1950, de dix à quinze fois supérieurs aux « prix de 1926/27 », qui seraient entrés en ligne de compte pour le calcul de l'indice de la production. De même, les prix des textiles et autres biens de consommation étaient environ quatre fois et, en 1950, environ six fois supérieurs à ceux de 1926/27 [5]. Les prix des matières premières industrielles de base, notamment du charbon, du pétrole, du fer et de l'acier, des métaux non ferreux et du bois, ont aussi subi une hausse considérable pendant cette période. Toutefois, dans les industries productrices de ces biens de consommation et de ces matières de base, le changement a été relativement lent et, tant que l'on a continué à évaluer ces produits, en moyenne, aux prix pratiqués en 1926/27 ou à des prix voisins, leur importance a eu tendance à être graduellement sous-estimée par rapport aux produits des industries mécaniques et aux autres produits nouveaux qui, comme on l'a noté plus haut, étaient évalués à des prix plus proches des prix courants.

En d'autres termes, la valeur calculée de la production dans les industries mécaniques et autres industries en voie de développement rapide a été fortement influencée par la hausse des prix depuis 1926/27, et ces industries ont, par là même, acquis un coefficient de pondération élevé, par rapport aux branches qui se développent plus lentement, dans le calcul de la valeur brute de la production aux « prix de 1926/27 ». Il s'ensuit également que ces facteurs ont continué à influer sur l'indice de la production pendant la période d'après guerre, même si, au cours de ces dernières années, les prix sont restés constants ou ont fléchi. Il en est ainsi à la fois parce que c'est dans les branches où le coefficient de pondération était devenu relativement élevé, par suite du système conventionnel de rapports des prix adopté, que la production a continué à s'accroître le plus rapidement, et parce que, depuis la guerre, elle s'est encore

[1] Par exemple, l'indice de la production industrielle (à l'exclusion du bâtiment) du Royaume-Uni, pendant l'année 1950, accuse un accroissement de 49,5% depuis 1938 lorsque le rapport entre l'avant-guerre et 1946 repose sur des coefficients de pondération d'avant guerre, et un accroissement de 41% lorsque les coefficients de pondération de 1946 sont seuls employés.

[2] En particulier A. I. Rotshtein, *Problemy promyshlennoi statistiki S.S.S.R.* Vol. I, Léningrad, 1936, pages 241-252, et Vol. III, Moscou, 1947, pages 60 *et seq.*; S. V. Marshev, *Neftianoe Khoziaistvo*, N° 12, 1948; *Planovoe Khoziaistvo*, N° 10, 1938, pages 57 *et seq.*

[3] Ia. Ioffe, *Planirovanie promyshlennogo proizvodstva*, Moscou, 1948, page 92.

[4] La difficulté ne résidait pas dans le fait que les prix utilisés pour certains secteurs de la production n'étaient pas « constants » ou « fixes », comme on le disait dans les sources officielles, mais elle tenait au fait que, dans le cas de marchandises de production récente, les prix, lorsqu'ils étaient fixes, avaient tendance à correspondre aux prix de revient courants, et non à ceux de 1926/27.

[5] La hausse relativement importante des prix des biens de consommation après 1926/27 s'explique en partie par la lourde incidence de l'impôt sur le chiffre d'affaires (institué dans une large mesure en 1930), sur lequel on trouvera de plus amples détails à la section 5 ci-après.

étendue à de nouveaux produits dont le prix de revient était différent de celui de 1926/27.

Il a peut-être été plus malaisé de remédier à ces difficultés que cela n'est généralement le cas dans d'autres pays lorsqu'on change la base même d'un indice de la production industrielle, car, dans l'Union soviétique, les « prix de 1926/27 » n'ont pas seulement servi de base pour le calcul de la valeur brute de la production industrielle (ainsi que du revenu national exprimé en prix fixes) mais, jusqu'en 1949, ils ont aussi servi de base pour l'établissement des plans et pour le contrôle de leur exécution. Toutefois, depuis 1949, on a employé les prix de gros courants pour établir les plans de la production industrielle, encore que, concurremment avec la nouvelle base, les « prix de 1926/27 » aient continué à être temporairement employés pendant toute l'année 1950 pour le calcul de la valeur de la production industrielle, afin de permettre la comparaison des résultats obtenus avec les objectifs primitivement fixés en vertu du quatrième Plan quinquennal qui prenait fin cette année-là. Par la suite, les sources officielles de l'Union soviétique indiquent que l'ancienne base de prix a été complètement abandonnée et que les résultats de 1951, comparés à ceux de 1950, sont calculés sur la base des prix de gros courants [1]. C'est là, probablement, la raison principale de la diminution sensible du taux d'accroissement de 1950 à 1951 par rapport aux années antérieures, car l'adoption des prix de gros courants devait avoir pour effet de diminuer considérablement le coefficient de pondération attribué aux produits des industries mécaniques et à d'autres produits qui, depuis 1926/27, ont commencé à figurer dans la production de l'Union soviétique.

[1] Voir l'additif au présent chapitre, où l'on trouvera des extraits de deux articles récemment parus dans des périodiques officiels de l'Union soviétique, auxquels sont empruntés les renseignements donnés plus haut.

Cependant, la nouvelle méthode de calcul de l'indice de la production industrielle n'a pas encore été étendue aux années plus anciennes, et il est impossible de dire dès maintenant dans quelle mesure le niveau actuel de la production, par rapport à celle d'avant guerre, serait inférieur aux résultats obtenus sur la base des « prix de 1926/27 », si l'on utilisait la nouvelle méthode de calcul. Il est certain que l'accroissement qui a eu lieu entre les années d'avant guerre et l'époque actuelle resterait exceptionnellement important, surtout si l'on tient compte des dommages énormes causés à la capacité de production industrielle de l'Union soviétique pendant la guerre. On peut se faire une idée très approximative de l'accroissement de la production industrielle en comparant le volume d'avant guerre et le volume actuel de la production de matières premières industrielles de base, notamment en ce qui concerne le charbon et le lignite [2], le pétrole, l'énergie électrique, le fer et l'acier, les métaux non ferreux, le bois et d'autres matériaux de construction, le coton et d'autres végétaux industriels (Tableaux 58 et 61). Mais, faute d'un indice révisé se rapportant à la production d'avant guerre, il est difficile de se faire une idée d'ensemble exacte d'après ces données isolées relatives à certains produits de base et, en ce qui concerne les derniers stades de fabrication, il est difficile également de déterminer l'importance des industries productrices de biens d'équipement, à progrès plus rapide, par rapport aux branches de l'industrie productrices de biens de consommation dont le progrès est plus lent.

[2] Lorsqu'on étudie l'accroissement de la production de charbon et de lignite, il faut tenir compte de la part accrue du lignite dans le chiffre global. En valeur calorique, le pourcentage d'accroissement, de 1940 à 1950, serait inférieur de dix points environ à l'accroissement calculé tonne pour tonne comme dans les Tableaux 57 et 58.

3. Construction et logement

Au cours des dernières années, les autorités de l'Union soviétique ont attaché beaucoup d'importance aux travaux de construction pour ce qui est à la fois des projets de grands travaux et des logements. La principale difficulté a tenu, comme l'indique le rapport sur l'exécution du quatrième Plan quinquennal, au fait que « la production des matériaux de construction et leur qualité continuent à ne répondre qu'imparfaitement aux besoins croissants de l'économie nationale » [3]. La production des matériaux de construction a cependant augmenté considérablement par rapport à l'avant-guerre. Les chiffres du Tableau 58 montrent que, par comparaison avec 1940, la production de ciment en 1950 s'est accrue de 80%, celle du verre à vitres de 90% et celle de l'ardoise de 115%, mais qu'en revanche la production de l'industrie du

[3] *Izvestia*, 17 avril 1951.

Tableau 60

PRINCIPAUX GRANDS TRAVAUX EN VOIE D'EXÉCUTION DANS L'UNION SOVIÉTIQUE

Caractéristiques	Tsimlyansk (Don)	Kouibychev (Volga)	Stalingrad (Volga)	Kakhovka (Dniepr)	Canal turkmène
La mise en service devant avoir lieu en :	1952	1955	1956	1956	1957
Capacité (en milliers de kW.)	160	2.000	1.700	250	100
Production annuelle d'énergie (en millions de kWh.)	750	10.000	10.000	1.200	500
Superficie irriguée (en millions d'hectares)	0,7	1,0	1,5	1,5	1,3
Superficie alimentée en eau (en millions d'hectares)	2,0	—	11,5	1,7	7,0
Bétonnage à effectuer (en millions de mètres cubes)	..	6,0	7,0	2,0	1,5
Terrassements (en millions de mètres cubes)	..	150	100	20	250–300

Sources : Elektritchestvo, Kalendar-Spravotchnik na 1951 god, Moscou, 1951, page 17, et *Soviet Weekly* (Ambassade de l'Union soviétique, Londres), 8 novembre 1951.

bois — qui a fait l'objet de sévères critiques pendant les dernières années — n'a augmenté que de 36%. En 1951, on a enregistré une nouvelle augmentation de 20% de la production de ciment. Aucun autre chiffre n'a été publié sur la production des matériaux de construction en 1951, mais les pourcentages d'exécution du Plan au cours des trois premiers trimestres montrent que la production de l'industrie du bois continue à être en retard sur le programme fixé [1].

Principaux projets de grands travaux

On prévoit que les divers grands travaux de construction actuellement en voie d'exécution fourniront une contribution importante à la mise en valeur des ressources productives de l'économie nationale, en particulier au point de vue de la production d'énergie, des transports par voies navigables intérieures, de l'irrigation et de la superficie totale des terres cultivées. Par exemple, on estime que les nouvelles centrales hydro-électriques installées sur la Volga, le Don et le Dniepr augmenteront la production d'énergie électrique de 22,5 milliards de kWh. par an, soit plus d'un cinquième de la production actuelle. Le Tableau 60 donne un aperçu sommaire des traits saillants des principaux projets de grands travaux.

Dans son discours du 6 novembre 1951, M. Béria s'est déclaré convaincu que les progrès accomplis dans l'exécution de ces projets au cours de l'année seraient plus grands encore que ceux qui avaient été envisagés conformément au Plan. Les rapports reçus du Chantier du canal de la Volga au Don indiquent que les principaux travaux de génie civil sont pratiquement achevés [2], et l'on compte que le canal et la centrale hydro-électrique de Tsimliansk seront mis en service au printemps de 1952.

L'exécution de ces entreprises gigantesques exerce une pression extrêmement forte sur les ressources en main-d'œuvre et sur la production notamment, de l'industrie sidérurgique, de l'industrie du ciment et de l'industrie des constructions électriques lourdes, et il semble qu'on leur ait attribué la priorité sur d'autres projets d'importance plus modeste qui font concurremment appel aux mêmes ressources [3].

Le problème du logement

Le fait que les ressources productives ont été consacrées surtout au développement industriel dans le cadre des plans quinquennaux d'avant guerre a nécessairement entraîné de lourds sacrifices dans le domaine de la consommation, notamment au point de vue des conditions de logement. Le problème s'est aggravé du fait que le développement industriel a

[1] Les rapports trimestriels donnent les pourcentages suivants d'exécution du Plan (mais les quantités prévues par celui-ci ne sont pas indiquées) :

Ministère	*Premier trimestre*	*Deuxième trimestre*	*Troisième trimestre*
Industrie des matériaux de construction	99	103	102
Industrie du bois	89	98	90

[2] En septembre, la dernière vanne pour les treize écluses du canal a été montée et un nouveau canal de dérivation a amené les eaux du Don à la centrale hydro-électrique de Tsimliansk; les principaux travaux du barrage de Tsimliansk étaient achevés en décembre et les rapports indiquent que la construction des installations de production d'énergie est en bonne voie.

[3] Par exemple, les grands travaux de construction suivants ont commencé pendant la dernière partie du quatrième Plan quinquennal, mais d'après les rapports publiés il n'y aurait sur les chantiers qu'une activité modérée. Production prévue (en millions de kWh.) : Baïkal (3.710), Vassilevo (1.500), Oust Kamenogorsk (1.460) et Molotov (1.300).

été accompagné d'un exode considérable des campagnes vers les villes. On peut se faire une idée du surpeuplement des villes si l'on songe qu'en 1939, la surface habitable dans les zones urbaines ne s'élevait en moyenne qu'à 5 mètres carrés par personne, soit le tiers ou le cinquième du chiffre qu'elle atteint dans la plupart des pays de l'Europe occidentale [1]. Pendant la guerre, les possibilités de logement ont accusé un énorme recul, tant à cause de la diminution de la construction que des destructions considérables dues à la guerre. D'après des évaluations officielles, les destructions se sont élevées pendant la guerre à 1,2 million d'unités de logement urbaines sur un chiffre total légèrement inférieur à 2,6 millions dans les régions dévastées et à 3,5 millions de maisons rurales sur un total de 12 millions; on a, de plus, estimé que l'on avait besoin de 60 millions de mètres carrés d'espace habitable dans les agglomérations urbaines, pour loger les populations sinistrées [2].

Le quatrième Plan quinquennal a donc différé des précédents en ce qu'il prévoyait un programme considérable de construction de logements; les réparations et la construction de logements urbains de 1946 à 1950 ont atteint environ 100 millions de mètres carrés, chiffre bien supérieur aux 84,4 millions prévus par le Plan; par contre, dans les régions rurales, il n'a été construit que 2,7 millions de maisons, chiffre inférieur d'environ un cinquième à l'objectif fixé pour cette période. En 1951, d'après les totaux provisoires cités par M. Béria, la construction de logements dans les villes s'est poursuivie, mais la construction d'habitations rurales a continué d'être en retard sur le programme prévu; dans les deux cas, le nombre des logements achevés au cours de l'année a été à peu près le même qu'en 1950 et inférieur à ce qu'il avait été en 1948.

Logements réparés et constructions nouvelles
(Totaux annuels)

Année	*Logements urbains* (Millions de mètres carrés)	*Maisons rurales* (Millions d'unités)
1946	6	..
1947	13	0,4
1948	32	1,2
1949	21	0,7
1950	28	0,4
1951	27	0,4

Ainsi, les pertes causées par la guerre (mais non le vieillissement de dix années de l'ensemble des maisons non détruites) ont été plus que compensées dans les régions urbaines et ont été réparées jusqu'à concurrence de près de 90% dans les campagnes. Mais dans l'intervalle, la population totale du pays, pour une étendue territoriale comparable, s'est accrue d'environ 5% de 1940 à la fin de 1951 et celle des régions urbaines s'est probablement accrue d'au moins 30% [3].

[1] Voir l'ETUDE de 1949, pages 36 et 283.

[2] N. Voznessensky, *Voennaya ekonomika S.S.S.R.*, Moscou, 1947, pages 161 et 165.

[3] Au début de l'année 1940, le chiffre total de la population a été estimé à environ 196 millions d'habitants, y compris celle de tous les territoires administrés par l'Union soviétique en août 1940 (voir *The Population of the Soviet Union* par Frank Lorimer, Société des Nations, 1946, page 186). D'après le nombre d'électeurs au Soviet suprême en 1950, et d'après l'accroissement annuel cité par M. Béria dans son discours du 6 novembre 1951, on peut évaluer en gros à 206 millions d'habitants la population existant à la fin de 1951. L'accroissement de la population urbaine (55,9 millions d'habitants selon *Sotsialistitcheskoe stroïtelstvo Soiuza S.S.S.R.*, Moscou, 1939, page 9) est évalué approximativement d'après le chiffre publié pour l'augmentation du total des travailleurs occupés dans « l'économie nationale », déduction faite du nombre des travailleurs non urbains.

4. PRODUCTION AGRICOLE [4]

L'état de la production agricole de l'Union soviétique fait contraste avec les augmentations considérables qui avaient été prévues par le quatrième Plan quinquennal et avec les augmentations, plus considérables encore, de la production industrielle réalisées dans le cadre de ce Plan. Pendant la guerre, l'agriculture avait subi des pertes sérieuses [5] ; aussi l'objectif fixé pour la valeur brute de la production agricole en 1950 — 29,5 milliards de roubles aux « prix de 1926/27 » — était-il légèrement inférieur à celui qui avait été prévu pour l'année 1942 par le troisième Plan quinquennal pour un territoire agricole d'une superficie de 10% moins étendue; il était cependant supérieur de 27% au chiffre de la production réelle de 1940 pour une superficie comparable. La production effective de 1950 est restée bien en deçà de cet objectif.

[4] Pour plus de détails sur la production agricole de l'Union soviétique, voir l'article « Tendances à long terme de l'agriculture européenne » paru dans le *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 3, N° 2.

[5] D'après Voznessensky (*Voennaya ekonomika S.S.S.R.*, Moscou, 1947, page 160), ces pertes ont atteint dans les régions occupées : 7 millions de chevaux sur 11,6 millions; 17 millions de bovins sur 31 millions; 27 millions de moutons et de chèvres sur 43 millions; 137.000 tracteurs et 49.000 moissonneuses-batteuses.

Tableau 61

INDICATEURS DE LA PRODUCTION AGRICOLE DANS L'UNION SOVIÉTIQUE

Produit	Unité	1937 Chiffre réel [a]	1940 Chiffre réel [b]	1942 Chiffre du Plan [a]	1950 Chiffre du Plan [b]	1950 Chiffre réel [b]
Valeur brute de la production agricole	Milliard de roubles, aux « prix de 1926/27 »	20,1	23,3	30,5	29,5	25,0 [c]
Récoltes						
Céréales	Million de tonnes	120,3	118,8	132,7	127,0	124,5
Coton		2,58	2,7	3,29	3,1	3,75
Graines de tournesol		2,08	3,3	2,83	3,7	..
Betteraves à sucre		21,86	21,0	30,0	26,0	23,5
Pommes de terre		65,63	..	100,0	..	..
Ensemble des superficies ensemencées	Million d'hectares	135,3	151,1	147,4	158,5	146
Céréales		104,4	111,1	102,0	105,8	102,5
Cultures fourragères		10,6	18,1	23,6	28,3	21
Cultures industrielles		11,2	11,8	11,5	11,8	..
Pommes de terre et légumes		9,0	10,1	10,3	12,6	11,0
Effectif du cheptel [d]						
Bovins	Million de têtes	54,1 [b]	54,5	71,5	65,3	57,2
Porcins		29,3 [b]	27,5	51,5	31,2	24,1
Ovins et caprins		72,2 [b]	91,6	140,0	121,5	99,0
Chevaux		18,8 [b]	20,5	22,0	15,3	13,7

Sources : Voir « Notes sur les statistiques ».

a Territoire d'avant guerre.

b Territoire d'après guerre.

c Le chiffre total n'a pas été publié; évaluation faite d'après les données du Tableau 62.

d Effectif total du cheptel (appartenant aux kolkhozes, aux sovkhozes et aux particuliers) ; recensement de fin d'année.

Comme on peut le voir d'après le Tableau 61, la superficie totale des terres ensemencées en 1950 dans l'Union soviétique, soit environ 146 millions d'hectares, n'a pas été aussi importante que ce qui avait été primitivement envisagé dans le Plan pour ladite année (158 millions d'hectares), et elle est restée inférieure à ce chiffre en 1951, année où un accroissement de 6 millions d'hectares a porté les superficies ensemencées presque au chiffre de 1940 (pour une étendue territoriale comparable). L'augmentation de 1951 s'est faite, pour les deux tiers, dans les régions consacrées à la culture du blé; il semble donc que l'exécution du programme d'accroissement des superficies consacrées aux herbages et autres cultures fourragères — déjà inférieures de 7 millions d'hectares en 1950 au chiffre de 28 millions fixé pour la même année — ait continué à accuser un retard. On attache actuellement la plus grande importance à ce programme, qui est considéré comme la base indispensable d'une augmentation de la production de bétail.

La récolte brute de céréales, calculée d'après la récolte sur pied [1], a été, en 1950, de 124,5 millions

[1] Du fait que les récoltes sont évaluées sur cette base sans que l'on possède de renseignements complémentaires au sujet des quantités perdues pendant la moisson, les données relatives aux récoltes de l'Union soviétique ne sont pas directement comparables aux données correspondantes de la plupart des autres pays. (Voir la « Note sur les évaluations des récoltes dans l'Union soviétique » (*Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 3, N° 2, pages 55-57). On peut noter également que le Ministre adjoint de l'agriculture, M. P. Lobanov, a déclaré au printemps dernier que les résultats obtenus en agriculture auraient été « infiniment plus importants si de graves erreurs n'avaient été commises dans la production et si, par-dessus tout, il n'y avait pas eu des pertes considérables pendant la moisson » (*Pravda*, 8 mai 1951). On trouve la même observation dans le rapport sur le quatrième Plan quinquennal, qui déclare que « les pertes subies pendant la moisson sont encore trop grandes, notamment pour les céréales, le lin et la betterave à sucre, et constituent une grave insuffisance de la production agricole » (*Izvestia*, 17 avril 1951).

de tonnes, alors que l'objectif fixé pour cette année-là était de 127 millions de tonnes et que la production effective de 1940 avait été de 119 millions de tonnes. Il est possible que la récolte de 1951 ait été à peu près du même ordre de grandeur qu'en 1950 [1].

On dispose de peu de renseignements au sujet des autres cultures vivrières en 1950, si ce n'est que la récolte totale de pommes de terre a été supérieure de 21% à celle de 1940 [2] et que la récolte de betteraves à sucre a été inférieure au chiffre prévu. Parmi les cultures industrielles, la production de coton de 1950 a dépassé de 650.000 tonnes le niveau fixé par le Plan et a été supérieure d'un million de tonnes à celle de 1940 [3]. En ce qui concerne ces cultures, M. Béria s'est borné à déclarer dans son rapport provisoire pour l'année 1951 : « Nous récolterons plus de betteraves à sucre et de coton cette année que l'année dernière. »

C'est dans le cas de l'élevage, où les pertes causées par la guerre ont été particulièrement lourdes, et en ce qui concerne le développement des approvisionnements en produits d'affouragement, que les objectifs du programme agricole ont été le plus difficiles à atteindre. Les objectifs fixés pour l'accroissement du cheptel en 1950 n'ont pas été atteints et, depuis cette année, aucune statistique n'a été publiée sur l'accroissement du cheptel dans l'ensemble du pays [4]. Pour autant qu'on puisse en juger d'après les effectifs du cheptel, la production de l'élevage en 1950 ne semble pas avoir été plus élevée qu'avant la guerre et, si l'on tient compte de l'accroissement de la population, elle a dû être un peu plus faible par habitant.

Aucune déclaration officielle n'a été faite sur les résultats d'ensemble obtenus en agriculture dans l'Union soviétique par rapport à l'objectif fixé pour 1950, pendant la période couverte par le quatrième Plan quinquennal. Il est possible, cependant, de procéder à une évaluation de la production globale, d'après les données fournies dans le Tableau 61 pour certains produits et pour l'effectif du cheptel, ainsi que d'après la valeur relative de chaque produit (en roubles de 1926/27) indiquée pour l'année 1937 et fixée comme objectif pour 1942 par le troisième Plan quinquennal. De ces calculs, dont les résultats figurent au Tableau 62, il ressort que l'accroissement de la valeur brute de la production agricole de 1940 à 1950 a été de l'ordre de 7%.

Le programme de développement des réseaux d'irrigation, la plantation de vastes ceintures forestières protectrices, ainsi que les autres efforts visant à protéger et à améliorer le sol, indiquent que les autorités de l'Union soviétique chargées de l'établissement des plans reconnaissent la nécessité d'augmenter considérablement la production agricole en tant que base indispensable d'un développement économique mieux équilibré, en particulier en ce qui concerne le secteur des biens de consommation. Un des problèmes les plus sérieux a été celui de la pénurie des moyens de traction, due aux pertes extrêmement lourdes en tracteurs et en chevaux subies pendant la guerre, pénurie à laquelle sont en partie imputables le retard de la moisson et les lourdes pertes de récoltes qui en sont résultées. Bien que la production des tracteurs ait atteint des niveaux relativement élevés au cours des dernières années, il n'y avait encore à la fin de 1950 que 0,4 tracteur et 9,4 chevaux et mulets par 100 hectares de superficie ensemencée [5]. Toutefois, le nombre de tracteurs livrés à l'agriculture est tombé de 180.000 en 1950 et de 150.000 en 1949, à 137.000

[1] Dans son discours du 6 novembre, M. Béria s'est borné à déclarer que « depuis plusieurs années, la récolte brute annuelle de céréales avait dépassé 7 milliards de pouds » (115 millions de tonnes).

[2] On ne dispose toutefois d'aucun chiffre relatif à la production effective pour l'une ou l'autre de ces deux années.

[3] Il semble ressortir d'un article publié dans *Planovoe Khoziaistvo*, N° 2, 1947, par B. Savelev, chef des Services d'inspection chargés des évaluations des récoltes, et intitulé « Problèmes actuels de l'inspection officielle des évaluations des récoltes », qu'il est intervenu, dans les méthodes d'évaluation employées pour les fibres textiles, les cultures industrielles et les légumes, un changement en raison duquel la comparaison des évaluations de récoltes de 1950 avec le chiffre des récoltes prévues pour la même année ou avec les données statistiques d'avant guerre n'est peut-être plus valable. Les méthodes d'évaluation des récoltes appliquées aux céréales depuis 1933 l'ont été à d'autres cultures en 1939.

[4] Il n'est pas possible de déterminer le rapport entre les accroissements du cheptel en régime de propriété collective, signalés pour 1951 dans les sovkhozes et les kolkhozes, et l'effectif global du cheptel dans l'ensemble du pays, car pendant la période d'après guerre, le cheptel qui était la propriété privée des cultivateurs travaillant dans les kolkhozes est progressivement devenu, à la fin de la guerre, propriété collective; et dans les territoires acquis par l'U.R.S.S. depuis 1940, il y a eu, en 1951, une collectivisation presque complète qui a abouti à la reclassification, dans la propriété collective, du bétail appartenant aux particuliers.

[5] Résultats du Plan de 1950; résultats du quatrième Plan quinquennal; et évaluation du parc de tracteurs d'après les statistiques annuelles, et d'après Voznessensky, *Voennaya ekonomika S.S.S.R.*, Moscou, 1947, page 160. Des bœufs sont, bien entendu, également utilisés en U.R.S.S. comme moyen de traction, mais on n'en connaît pas le nombre exact. A titre de comparaison, il y avait, en 1949, aux Etats-Unis, 2,3 tracteurs et 5,5 chevaux et mulets par 100 hectares de superficie ensemencée (*Statistical Abstract of the United States*, 1950, pages 918-920).

Tableau 62

ÉVALUATION DE L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION AGRICOLE BRUTE DE 1940 A 1950 DANS L'UNION SOVIÉTIQUE

Produit	Valeur brute de la production, aux « prix de 1926/27 » [a]				Indice de la production brute en 1950 [b] *1940 = 100*
	Valeur réelle en 1937		Valeur d'après le Plan de 1942		
	En milliards de roubles	*En pourcentage*	En milliards de roubles	*En pourcentage*	
Céréales	6,35	*31,6*	7,20	*23,6*	105
Cultures industrielles	1,75	*8,7*	3,00	*9,8*	120
Cultures fourragères	1,78	*8,8*	2,97	*9,8*	115
Pommes de terre et légumes	2,95	*14,7*	4,40	*14,4*	110
Cheptel	5,05	*25,1*	9,90	*32,5*	100
Divers	2,24	*11,1*	3,03	*9,9*	110
Total	20,12	*100,0*	30,50	*100,0*	107 [c]

[a] Extrait de *Tretii piatiletnii plan razvitia narodnogo khoziaistva S.S.S.R.* (Troisième Plan quinquennal de développement de l'économie nationale de l'U.R.S.S.), 1938-1942, Moscou, 1939.

[b] Evaluation calculée d'après les données du Tableau 61.

[c] On obtient un résultat identique en utilisant soit les coefficients de pondération de 1937, soit les coefficients de 1942 (Plan) (107,1 dans le premier cas et 107,0 dans le second).

en 1951 (en unités de 15 CV.)[1]. En revanche, les livraisons de moissonneuses-batteuses ont continué à augmenter; en 1951, il en a été fourni 54.000, contre 46.000 en 1950 et 29.000 en 1949. L'emploi intensif du matériel disponible a, en outre, permis d'atteindre un niveau de mécanisation élevé dans les exploitations agricoles. Dans son rapport pour l'année 1951, M. Béria indique que, dans les kolkhozes, presque tout le labourage est effectué à la charrue mécanique, que les trois quarts des semailles sont faites à l'aide de semoirs tractés, et que plus de 60% du total de la récolte de céréales sont moissonnés à l'aide de moissonneuses-batteuses.

Le fait que les objectifs de la production agricole fixés par le Plan quinquennal n'ont pu être atteints en 1950 semble avoir provoqué certains changements immédiats dans la politique agricole au cours de l'année 1951. Un des plus importants a été le programme de fusion des kolkhozes. En 1950, la fusion d'exploitations voisines en unités plus grandes avait été activement encouragée[2]; à la fin de l'année, des progrès considérables avaient été réalisés en ce sens dans un certain nombre de régions et 252.000 kolkhozes avaient été groupés de façon à n'en former que 123.000. L'étape suivante du programme devait être la création d'« agro-villes » (*Agrogoroda*) destinées à remplacer les exploitations dispersées actuelles. La construction de ces cités aurait procuré aux populations rurales les agréments de la vie urbaine, mais elle aurait exigé la construction de maisons nouvelles aux frais des cultivateurs et ramené à environ un septième ou un dixième d'hectare l'enclos entourant chaque maison et appartenant en propre au cultivateur[3]. Au cours des premiers mois de 1951, de vives critiques furent formulées contre une telle politique à laquelle on reprochait d'entraver les progrès de la production agricole[4], et l'exécution de ce programme semble avoir été différée, car il n'en a pas

[1] Les chiffres publiés concernant la fourniture de tracteurs et de machines agricoles montrent une fois de plus la difficulté qu'il y a à interpréter des chiffres isolés au lieu de séries statistiques régulières et nettement définies : avant la guerre, les chiffres donnés portaient sur la production globale de tracteurs (les tracteurs agricoles ne figurant pas dans une catégorie distincte), tandis que, depuis la guerre, les seuls renseignements fournis à ce sujet se réfèrent au nombre de tracteurs livrés à l'agriculture. D'après ces données, on ne peut guère déterminer si les chiffres d'après guerre sont exclusivement ceux de la production ou s'ils comprennent aussi les tracteurs mis en vente à titre commercial, ou si, en plus des tracteurs nouveaux, ces chiffres comprennent aussi les anciens tracteurs remis en état.

[2] *Cf.* le rapport de l'Administration centrale de statistique pour le deuxième trimestre de 1950 (*Izvestia*, 28 juillet 1950).

[3] Discours prononcé le 18 janvier 1951 par M. N. S. Khroushtchiov à une conférence tenue à Moscou sur le programme concernant les kolkhozes, et publié dans la *Pravda* le 4 mars 1951.

[4] *Cf.* par exemple le discours prononcé par M. G. A. Aroutiounov, Premier secrétaire du parti de la R.S.S. d'Arménie, le 21 mars 1951, au quinzième Congrès du parti communiste arménien.

été fait mention dans les déclarations officielles au cours du reste de l'année.

Un autre changement a consisté dans la réforme complète de l'impôt agricole prélevé sur le revenu des familles rurales. Un décret du Soviet suprême, en date du 30 août 1951, avec effet rétroactif à partir du 1er juillet, a modifié le barème de cet impôt, afin d'encourager, sur les petites parcelles privées des kolkhozes, certaines cultures convenant spécialement à une région donnée. Le décret a d'autre part augmenté considérablement le taux de l'impôt des familles rurales comprenant des personnes valides qui ne travaillent ni pour le kolkhoze ni pour l'Etat. Bien que la population rurale de l'Union soviétique soit encore relativement importante, certains signes semblent indiquer que l'une des difficultés auxquelles l'agriculture se heurte dans l'Union soviétique tient à la pénurie de main-d'œuvre. La réforme de l'impôt viserait, semble-t-il, à faire en sorte que toute la main-d'œuvre rurale disponible soit employée dans l'agriculture collective et ne soit pas détournée vers d'autres occupations. La nécessité d'affecter la main-d'œuvre, ainsi que les ressources matérielles, à des fins collectives plutôt que privées, semble avoir également été largement invoquée dans les nombreuses critiques concernant les violations des règlements agricoles, qui ont été publiées dans la presse soviétique au cours de l'été de 1951.

5. Revenu national

Les principaux renseignements que l'on trouve dans les sources soviétiques au sujet du revenu national pendant les dernières années peuvent se résumer de la façon suivante [1] :

1) Les fluctuations annuelles du revenu national global sont indiquées en roubles, aux « prix de 1926/27 », ou exprimées sous forme d'indices, et l'on peut établir à l'aide de ces données les séries statistiques suivantes :

Année	*Valeur, aux « prix de 1926/27 »* [a] (Milliards de roubles)	*Indice* (1940=100)
1937	96,3	75
1940	128,3	100
1946	..	..
1947	..	..
1948	149,1	116
1949	174,5	136
1950	209,9	164
1951	*a*	184 [a]

[a] L'objectif fixé pour 1950 dans le texte du quatrième Plan quinquennal a été chiffré en « prix de 1926/27 » (177 milliards de roubles), mais les statistiques d'après guerre, publiées pour la première fois en janvier 1949, n'ont été données que sous la forme d'augmentations en pourcentage, « en prix comparables », par rapport à l'année précédente et à l'avant-guerre. Pour les raisons examinées plus haut à propos du calcul de la valeur brute de la production industrielle, il est néanmoins manifeste que les augmentations annuelles du revenu national qui ont été publiées ont été calculées sur la base des « prix de 1926/27 » pendant toute la période du Plan se terminant en 1950.

2) Quant à la répartition du revenu national, les sources ne donnent que deux chiffres de pourcentage, et ceux-ci sont calculés sur la base du revenu national exprimé en prix courants (le chiffre absolu en roubles n'étant pas publié) : le rapport sur l'exécution du Plan quinquennal déclare que « les travailleurs de l'U.R.S.S. ont reçu, en 1950, 74% du revenu national pour satisfaire leurs besoins personnels, matériels et culturels, et que les 26% restants sont demeurés à la disposition de l'Etat, des kolkhozes et des organisations coopératives en vue du développement de la production socialiste et de la satisfaction des autres besoins de l'Etat et de la société ». La répartition du revenu national entre ces deux grandes catégories a été en 1950 la même que celle qui avait été indiquée pour 1940. On ne donne pas de renseignements sur la proportion dans laquelle les 26% affectés à la seconde catégorie, se répartissent à leur tour entre l'investissement en capital, l'armement et d'autres dépenses.

3) Enfin, le rapport sur l'exécution du quatrième Plan quinquennal indique qu'en 1950, l'ensemble des revenus des ouvriers et employés et de ceux des paysans était supérieur de 62% à celui de 1940 « en prix comparables », chiffre qui correspond d'assez près à l'accroissement global du revenu national indiqué pour cette période. On peut supposer que ce chiffre a été calculé d'après la somme des gains globaux des travailleurs et des paiements en espèces et en nature versés aux cultivateurs travaillant dans les kolkhozes, rectifiée pour tenir compte des modifications des prix de détail.

L'analyse des quelques chiffres fournis, aussi bien que du fonctionnement de l'économie soviétique en

[1] La définition du revenu national en Union soviétique est sensiblement plus restreinte que celle qui est adoptée dans les pays de l'Europe occidentale, car elle ne comprend essentiellement que la production des biens matériels et les services étroitement liés à cette production, y compris le transport des marchandises et le commerce. Cette notion exclut les services des médecins, du personnel enseignant et du personnel domestique, le transport des voyageurs et les services de l'Etat (tels que les dépenses d'administration, la solde et la subsistance des militaires).

général, se trouve limitée par le manque de renseignements, autres que ceux donnés ci-dessus, sur le revenu national, son origine et sa répartition, chiffrés en prix courants [1], et par l'absence presque complète d'autres renseignements officiels sur la structure et le mouvement des prix et des salaires. Cette restriction est d'une importance capitale, puisque, comme on le verra plus loin, l'évaluation de l'accroissement du revenu national global ainsi que l'évaluation de la part et des tendances de la consommation par rapport aux autres dépenses comprises dans ce total dépendent, dans une large mesure, des prix utilisés dans les calculs.

Augmentation et origine du revenu national

L'augmentation très considérable de la production industrielle pendant les dix dernières années a évidemment été le facteur le plus puissant de l'accroissement du revenu national en Union soviétique, et les évaluations officielles indiquent que, de 1940 à 1950, l'augmentation du revenu national a été presque aussi grande que celle de la valeur brute de la production industrielle : 64% dans un cas et 73% dans l'autre [2].

Comme, d'après les évaluations données au Tableau 62, la production agricole n'a dépassé en 1950 que de 7% environ ce qu'elle était en 1940, on en peut conclure que les prix agricoles comparés aux prix industriels dont on s'est servi pour calculer le revenu national ont manifestement été tels que la part relative de l'agriculture dans le revenu national a été assez faible.

La valeur brute de la production agricole, évaluée dans le Tableau 61 à environ 25 milliards de roubles en 1950, ne peut pas être directement comparée avec le revenu national global de 210 milliards de roubles (chiffres exprimés tous deux en « prix de 1926/27 »), puisque le revenu national est, bien entendu, calculé sur la base de la valeur nette ajoutée par les différents secteurs de l'économie. Cependant, si l'on tient compte de la consommation par l'agriculture elle-même de produits agricoles (principalement de graines de semence et de produits d'affouragement pour le bétail), des engrais achetés dans le commerce, du carburant et de l'essence utilisés pour les tracteurs, de l'amortissement des bâtiments et du matériel, et d'autres éléments entrant dans le coût de la production en dehors de la main-d'œuvre, on pourrait difficilement estimer à plus de 60% de sa valeur brute la contribution nette de l'agriculture au revenu national [3] — c'est-à-dire, en 1950, à environ 15 milliards de roubles, aux « prix de 1926/27 ». Il semble donc qu'en calculant la valeur du revenu national en vue de mesurer les changements subis par celui-ci d'année en année, on ait affecté l'agriculture, en 1950, d'un coefficient de pondération d'environ 7%. Ce pourcentage n'est que légèrement supérieur à celui du Royaume-Uni [4], bien que plus de la moitié de la population de l'Union soviétique [5] tire encore ses moyens d'existence de la culture du sol, alors que cette

[1] Les seuls chiffres complets exprimés en prix courants dont on dispose pour les dernières années, en ce qui concerne l'Union soviétique, sont ceux du Tableau 63, relatifs au budget de l'Etat qui, lui-même, représente une fraction très importante mais inconnue du revenu global. Pendant les années d'avant guerre, des statistiques étaient également publiées de temps à autre sur l'ensemble des salaires et des traitements versés au titre de l'« économie nationale », ainsi que sur la valeur globale des ventes au détail effectuées par les entreprises d'Etat et par les entreprises coopératives, mais ces données ont cessé d'être régulièrement publiées pendant les années d'après guerre.

[2] On peut constater un rapport aussi étroit entre les deux séries dans les chiffres relatifs aux années d'avant guerre (séries groupées ci-dessous par périodes de quatre ans, permettant la comparaison avec la période de 1948 à 1951 pour laquelle on possède des statistiques d'après guerre) :

Période	*Pourcentage d'augmentation pendant la période*	
	Revenu national	*Production industrielle*
1929 à 1932	57	68
1933 à 1936	77	88
1937 à 1940	33	45
1948 à 1951	58	69

[3] Il ne peut s'agir ici que d'une évaluation approximative, car on ne dispose pas de renseignements détaillés courants sur les prix ou les quantités, et, après 1928, les sources officielles ne donnent pas de chiffres sur la production agricole brute ni sur la production nette. A ce moment-là, le rapport entre la production nette et la production brute était d'environ 60%; mais bien que la structure de l'agriculture soviétique se soit considérablement modifiée depuis cette époque, en raison à la fois de l'importance plus grande donnée aux cultures industrielles et du développement considérable de la mécanisation, il est peu probable que l'incidence de ces transformations ait modifié ce rapport d'une façon très sensible. On peut remarquer que l'analyse ci-dessus repose nécessairement sur des évaluations approximatives, mais que la marge d'erreur que comportent l'évaluation de la valeur brute de la production agricole en 1950 ou le rapport de la valeur nette à la valeur brute, ne pourrait modifier que de quelques points, dans un sens ou dans l'autre, le pourcentage auquel on est arrivé.

[4] D'après les évaluations officielles du Royaume-Uni, la production agricole représentait environ 5% du revenu national global en 1950.

[5] A la fin de 1950, l'économie nationale employait 39.200.000 travailleurs qui, à l'exception de quelque 2 millions et demi de travailleurs occupés dans les sovkhozes, étaient tous des travailleurs non agricoles. Les chiffres du recensement de l'Union soviétique indiquent, pour 1939, que chaque travailleur avait à sa charge 1,41 personne (*cf.* Lorimer, *The Population of the Soviet Union*, Société des Nations, 1946, page 225), ce qui, en admettant que le nombre moyen des personnes à charge ne se soit pas beaucoup modifié depuis, donne un chiffre de 90 millions de personnes qui vivaient d'occupations non agricoles en 1950, soit 44% de la population.

proportion n'est que d'un vingtième environ dans le Royaume-Uni. Ce faible pourcentage ne porte — il ne faut pas le perdre de vue — que sur les statistiques établies afin de mesurer la valeur du revenu national d'après les « prix conventionnels de 1926/27 », et il ne peut pas avoir de rapport étroit avec la part réelle de la contribution des agriculteurs de l'Union soviétique au revenu national.

Le faible coefficient de pondération actuel de l'agriculture dans les évaluations du revenu national contraste avec le chiffre (calculé en « prix de 1926/27 ») de 36% pour l'année 1927/28, dernière année pour laquelle on trouve ce renseignement dans les sources officielles [1]. L'industrialisation rapide du pays doit avoir nécessairement provoqué, pendant le dernier quart de siècle, une certaine diminution de la contribution apportée par l'agriculture au revenu national global, mais le coefficient de pondération très réduit attribué à l'agriculture semble être dû surtout à la difficulté qu'il y a, comme on l'a déjà noté, à mesurer la production industrielle selon les méthodes utilisées jusqu'à l'année dernière. Ces problèmes, qui sont déjà sérieux lorsqu'il s'agit de calculer la valeur brute de la production industrielle, tendent à influer plus fortement encore sur le calcul de la valeur nette, indispensable pour la détermination du revenu national. Ceci est dû au fait que si l'on compte les nouveaux produits finis aux prix « conventionnels » alors que les matières premières sont encore, en grande partie, évaluées aux prix pratiqués en 1926/27, il doit en résulter nécessairement une surestimation progressive de la valeur nette ajoutée par la transformation [2].

[1] On dispose toutefois, pour l'année 1937, de la répartition suivante, calculée aux prix courants et en pourcentages seulement : industrie, 53,1%; agriculture, 25,7%; bâtiment et construction, 5,8%; transports, 3,0%; commerce, 9,5%; divers, 2,9% (*Tretii piatiletnii plan razvitia narodnogo khoziaistva Soiouza S.S.R.*, Moscou, 1939, page 197). Cependant, dans ces chiffres, la contribution relative de l'industrie et du commerce se trouve considérablement majorée par rapport à une évaluation au coût des facteurs, du fait de l'inclusion de l'impôt sur le chiffre d'affaires prélevé sur les marchandises qui passent par ces deux secteurs de l'économie, et la part de l'agriculture en est diminuée d'autant.

[2] C'est, semble-t-il, pour cette raison surtout que la proportion de la « valeur ajoutée » dans les recettes totales des entreprises manufacturières a énormément augmenté puisqu'elle est passée de 39,9% en 1928 à 53,4% en 1937, comme le signale Krasnolobov dans « *Problemy ekonomiki* » de septembre 1940, page 62. Il convient toutefois de noter que (indépendamment des imperfections du calcul de la valeur brute de la production industrielle) une certaine augmentation du rapport de la valeur nette à la valeur brute pourrait provenir, bien qu'à une échelle n'approchant pas de celle que semble indiquer l'écart entre les chiffres cités pour 1928 et 1937, du développement et du perfectionnement du processus de fabrication qui ont accompagné le progrès de l'industrialisation.

On peut donc conclure que la production industrielle nette — bien que le chiffre n'en ait jamais été officiellement publié — a dû accuser un accroissement plus grand encore dans les comptes du revenu national que celui qu'indiquent les chiffres publiés concernant la production industrielle brute, et qu'en conséquence, la part relative de l'agriculture a baissé dans une mesure disproportionnée à son importance réelle dans l'économie nationale.

Tant que de nouvelles précisions ne seront pas publiées, il ne sera pas possible de savoir dans quelle mesure des corrections appropriées ont pu être apportées au calcul du revenu national en prix constants lorsqu'un nouveau système de calcul des prix a été, comme on l'a indiqué plus haut, adopté pour la production industrielle.

Dépenses de consommation

La proportion du revenu national qui est affectée aux dépenses de consommation est fonction non seulement des quantités de biens de consommation produites par rapport à la production d'autres catégories de marchandises, mais encore du prix de ces biens les uns par rapport aux autres. En l'absence de données sur la structure et l'évolution relative des prix, la proportion de 74%, indiquée comme représentant la part de la consommation dans le produit national, perd toute signification lorsqu'il s'agit d'établir la comparaison avec d'autres pays (sans parler des difficultés dues au manque d'uniformité de la notion même de revenu national) et, à vrai dire, ce chiffre n'a pas en lui-même un sens précis.

Le système des prix de l'Union soviétique présente un trait extrêmement important qui peut faire comprendre l'étendue des insuffisances signalées ci-dessus: il s'agit de l'incidence, sur le prix des biens de consommation, de l'impôt sur le chiffre d'affaires. Cet impôt qui, depuis 1930, constitue la caractéristique essentielle du régime fiscal de l'Union soviétique et qui, depuis la guerre, a été étendu à l'ensemble de l'Europe orientale, représente plus de la moitié des recettes budgétaires globales de l'Union soviétique (Tableau 63). Les modalités de l'imposition de chacun des produits les plus touchés ne sont pas connues, mais, d'après les données relatives à 1939 présentées au Tableau 64, on peut constater que les biens d'investissement sont très peu imposés, alors que l'impôt sur les biens de consommation entre pour 85 à 90%

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA

Tableau 63

RECETTES ET DÉPENSES PORTÉES AU BUDGET DE L'ÉTAT DE L'UNION SOVIÉTIQUE

En milliards de roubles, aux prix courants

	1937	1938	1939	1940	1946	1947	1948	1949	1950	1951 (*Budget*)
RECETTES										
Impôt sur le chiffre d'affaires	75,9	80,4	96,9	105,9	190,9	239,7	247,3	245,5	236,1	*244,7*
Prélèvements sur les bénéfices des entreprises	9,3	10,5	15,8	21,7	16,6	22,6	27,2	42,2	40,4	*47,2*
Impôt personnel	4,0	5,1	7,0	9,4	22,7	28,0	33,2	33,7	35,8	*43,4*
Emprunt de l'Etat	5,9	7,6	8,4	11,5	24,7	25,7	23,9	27,6	31,0	*33,4*
Recettes diverses	14,2	23,9	27,9	31,7	70,5	70,2	78,9	88,0	78,9	*90,0*
Total	109,3	127,5	156,0	180,2	325,4	386,2	410,5	437,0	422,1	*458,7*
DÉPENSES										
Economie nationale	43,4	51,7	60,4	58,3	106,2	133,1	149,6	161,9	157,3	*178,5*
Mesures d'ordre social et culturel	25,7	35,3	37,4	40,9	80,0	105,9	105,6	116,0	116,8	*120,8*
Défense nationale	17,5	23,2	39,2	56,8	73,6	66,3	66,3	79,2	82,9	*96,4*
Administration	4,4	5,4	16,3	6,8	11,8	13,0	13,1	13,5	13,8	*14,3*
Dépenses diverses	15,2	8,4		11,6	35,9	43,2	36,3	41,7	41,9	*41,6*
Total	106,2	124,0	153,3	174,4	307,5	361,5	370,9	412,3	412,7	*451,5*
EXCÉDENT DE RECETTES	3,1	3,4	2,7	5,9	17,9	24,7	39,6	24,7	9,4	*7,2*

Sources : K. Plotnikov, *Byudjet sotsialistitcheskogo gossoudarstva*, Moscou, 1948 ; *Finansy S.S.S.R. za XXX let*, Moscou, 1947 ; A. Zverev, *Gossoudarstvennye byudjety Soyouza S.S.R. 1938-1945*, Moscou, 1946 ; *Bolshevik*, N° 12, 1950, et débats sur le budget annuel (dans *Zasedaniya Verkhovnogo Sovieta S.S.S.R.*).

environ dans la composition des recettes totales figurant à ce poste.

Il n'a pas été publié de chiffres plus récents concernant les sources et le taux de l'impôt sur le chiffre d'affaires, mais, d'après les quelques renseignements dont on dispose, il n'y a aucune raison de supposer que la manière dont le montant des contributions est réparti entre les divers secteurs de l'industrie diffère beaucoup de ce qu'elle était en 1939 [1]. On possède, pour 1949, quelques rares chiffres relatifs aux textiles [2], représentant un taux moyen qui atteignait : pour les cotonnades, 77% du prix de vente au détail; pour les lainages, 66%; pour la bonneterie, 59%; pour les toiles, 52%; et pour les soieries, de 53 à 70%. Si l'on exprime le taux de l'impôt en pourcentage du prix, impôt non compris, ce taux atteignait pour les cotonnades, par exemple, en 1949, 335%. C'est sur les marchandises dont la consommation est la plus

[1] En 1939, les rentrées au titre de l'impôt sur le chiffre d'affaires représentaient 62% des recettes totales de l'Etat; dans le budget de 1951, elles en représentaient 53%.

[2] A. K. Soutchkov, *Gossoudarstvennye dokhody S.S.S.R.*, Moscou, 1949, pages 96-97.

Tableau 64

RÉPARTITION, PAR PRINCIPAUX COMMISSARIATS, DU PRODUIT DE L'IMPÔT SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES EN 1939

En pourcentages

Commissariat du peuple aux	Part des versements effectués au titre de l'impôt sur le chiffre d'affaires	Part (en valeur brute) de la production industrielle calculée aux « prix de 1926/27 » [a]
Industries textiles	13,0	10,2
Industries légères	2,6	7,9
Industries alimentaires	29,7	11,7
Industries de la viande et des produits laitiers	7,3	4,5
Approvisionnements [b]	34,4	2,5
Industries des produits oléagineux	8,0	3,1
Autres commissariats (concernant principalement l'industrie lourde)	5,0	60,1

Source : A. K. Soutchkov, *Dokhody gossoudarstvennogo byudjeta S.S.S.R.*, Moscou, 1945, page 16.

[a] Non compris la production des coopératives.

[b] Y compris surtout les minoteries.

Tableau 65

IMPÔT SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES FRAPPANT LES LAINAGES EN 1949 ET ÉVALUATION DES MODIFICATIONS INTERVENUES EN 1950 ET EN 1951

	1949	1950	1951
Accroissement de la production pendant l'année précédente (en pourcentage) [a]	28	19	3
Baisse de prix annoncée en mars (en pourcentage) [b]	10	12	0
Prix de détail (en roubles par mètre) [c]	97,20	85,55	85,55
Impôt sur le chiffre d'affaires (en roubles par mètre) [d]	64,15	52,50	52,50
Impôt sur le chiffre d'affaires (en pourcentage du prix) [d]	66	61	61

a Chiffres extraits des rapports sur l'exécution du Plan pour 1948, 1949 et 1950.

b *Izvestia*, 1er mars 1949, 1950 et 1951.

c Chiffres extraits du Tableau XXXV de l'Annexe A.

d Les chiffres pour 1949 sont extraits de l'ouvrage de A. K. Soutchkov, *Gossoudarstvennye dokhody S.S.S.R.*, page 97, où il est indiqué que l'impôt sur le chiffre d'affaires représente 66% du prix de détail. Les chiffres pour 1950 et 1951 sont évalués sur la base de l'hypothèse selon laquelle la baisse en valeur absolue du prix de détail s'explique par une réduction correspondante de l'impôt sur le chiffre d'affaires.

forte, comme le coton, que l'incidence de l'impôt sur le chiffre d'affaires se fait le plus lourdement sentir, et c'est sur les articles dont la consommation est plus faible, tels que les soieries et les toiles, qu'elle s'exerce le moins. L'impôt est particulièrement élevé sur le sel, article de consommation générale à l'achat duquel sont affectées des sommes peu considérables par rapport au montant total des dépenses de consommation [1].

L'impôt sur le chiffre d'affaires est le principal moyen pour établir l'équilibre entre le pouvoir d'achat des consommateurs et les quantités de marchandises disponibles pour la vente au détail, et au fur et à mesure que l'extrême pénurie qui sévissait pendant et après la guerre s'est atténuée et que les magasins ont pu se réapprovisionner, il y a eu, depuis 1949, pour certains produits déterminés une réduction du taux de l'impôt sur le chiffre d'affaires qui s'est traduite par la baisse de prix annoncée en mars de chaque année. Le Tableau 65 indique — en prenant la laine comme exemple — la manière dont l'incidence de l'impôt sur le chiffre d'affaires a varié selon l'importance des approvisionnements.

Faute de renseignements sur la valeur totale des dépenses de consommation, il est impossible d'évaluer de façon très précise les répercussions générales de cet impôt sur l'ensemble de la consommation. Toutefois, on peut procéder à certaines comparaisons pour les années précédentes, bien qu'avec des données moins complètes sur les salaires et les traitements ainsi que sur le montant des ventes au détail, si l'on considère que la proportion des impôts frappant les biens de consommation en 1939, dans le total des recettes fiscales, vaut aussi pour d'autres années.

	1940	*1948*
	(Milliards de roubles)	
Recettes au titre de l'impôt sur le chiffre d'affaires frappant les biens de consommation [a]	90	210
Salaires et traitements des travailleurs employés dans « l'économie nationale » [b]	162	320
Valeur des ventes au détail des magasins d'Etat et des coopératives [c]	174,5	..

a Evaluées à un minimum de 85% du total des recettes au titre de l'impôt sur le chiffre d'affaires, d'après les données de 1939 (Voir Tableau 64).

b Le chiffre relatif à 1940 est emprunté au *Kalendar Spravotchnik*, Moscou, 1948, page 138; le chiffre pour 1948 est tiré de la revue *Voprosy ekonomiki*, N° 8, 1948, page 23, où il est indiqué que le montant total pour l'année 1948 était presque deux fois aussi élevé que celui de 1940. Ces données ne comprennent pas le revenu des travailleurs des kolkhozes et des artisans.

c Le chiffre pour 1940 est extrait de la brochure de Voznessensky, *Economic Results of 1940*, Moscou 1941, page 10. Les données ne tiennent pas compte des ventes effectuées sur les marchés des kolkhozes.

Ces comparaisons tendent à surestimer l'incidence de l'impôt sur la consommation; en effet, comme on l'a dit dans les notes se rapportant aux chiffres cités ci-dessus, ni le chiffre du total des salaires et traitements ni celui des ventes au détail n'englobent la totalité des opérations faites en espèces, et aucun des deux ne tient compte, bien entendu, de la consommation en nature des denrées alimentaires et autres produits dans l'agriculture. Néanmoins, on peut

[1] Soutchkov, *op. cit.*, page 85, cite, pour le sel, un prix de gros qui, impôt non compris, est de 95 roubles la tonne. Or, à ce moment, en 1949, le prix de détail du sel de qualité bon marché, impôt compris, était de 980 roubles (Tableau XXXV); l'impôt représentait donc 90% du prix de vente au détail, soit dix fois environ le prix de gros.

estimer de façon très approximative que les sommes perçues par l'Etat au titre de l'impôt sur le chiffre d'affaires représentent au minimum un tiers et peut-être même la moitié des dépenses totales de consommation effectuées dans l'ensemble du pays [1]. En d'autres termes, si l'on calcule la part de la consommation dans le revenu national en faisant abstraction de l'impôt sur le chiffre d'affaires, on constate qu'elle représente 60 à 65% environ du revenu national total. Ce calcul ne peut servir que d'indication générale, car, en dehors même de l'impôt sur le chiffre d'affaires, on sait si peu de chose quant au rapport entre le prix des biens de consommation et le prix des autres marchandises; il fait cependant apparaître certaines des difficultés auxquelles on se heurte pour évaluer la répartition du revenu national : l'inclusion dans les dépenses de consommation d'un élément aussi important que l'impôt sur le chiffre d'affaires, aboutit à ce résultat que, plus l'impôt payé par les consommateurs est élevé, plus est forte la proportion que représente, d'après les calculs, la consommation dans le revenu national.

L'évolution de la consommation en tant qu'élément du revenu national, entre l'avant-guerre et l'après-guerre, soulève également, du point de vue de l'étude analytique, des problèmes délicats qui ne pourraient être résolus qu'à l'aide de renseignements plus abondants que ceux dont on dispose actuellement. Du fait qu'en 1950 comme en 1940, la proportion — 74% pour les deux années — reste identique, on pourrait déduire soit :

a) que la production des biens de consommation est allée de pair avec l'augmentation de la production d'autres marchandises; soit

b) qu'en 1950, le volume de biens de consommation qui est entré dans le pays par la voie du commerce extérieur a été très sensiblement supérieur au volume correspondant obtenu en 1940 en échange d'autres catégories de marchandises; soit

c) que les prix des biens de consommation ont subi une hausse importante entre 1940 et 1950 par rapport aux prix d'autres marchandises.

La première hypothèse est à écarter, puisqu'il ressort des données disponibles sur la production industrielle et la production agricole (Tableaux 58 et 61) que la production de tous les articles essentiels de consommation n'avait que modérément augmenté en 1950 par rapport à 1940. La production de biens de consommation a, bien sûr, dépassé rapidement les niveaux extrêmement bas auxquels elle était tombée à la fin de la guerre, et le pouvoir d'achat de la population en ce qui concerne ces marchandises n'a cessé d'augmenter grâce aux baisses de prix successives qui sont intervenues depuis 1949. Faute de renseignements sur l'évolution du taux des salaires et du coût de la vie, il est difficile de dire ce que sont actuellement les salaires réels par rapport à ceux d'avant guerre; toutefois, les statistiques dont on dispose sur la production des biens de consommation indiquent qu'en valeur réelle le niveau actuel ne saurait être très supérieur à celui d'avant guerre [2].

En l'absence de renseignements sur le commerce extérieur de l'Union soviétique, il est impossible d'examiner en détail la deuxième hypothèse. D'après les statistiques du commerce des principaux pays industriels d'Europe occidentale et d'outre-mer, on sait que l'Union soviétique n'a pratiquement pas importé de biens de consommation de ces pays, mais elle semble en avoir acheté des quantités assez considérables aux pays de l'Europe orientale [3], notamment à la Tchécoslovaquie et à l'Allemagne orientale. Toutefois, pour que les disponibilités en articles manufacturés destinés à la consommation aient augmenté proportionnellement à l'accroissement du revenu national enregistré de 1940 à 1950, il aurait fallu que l'augmentation de la quantité nette obtenue

[1] Etant donné qu'un certain nombre de services (de caractère personnel, administratif, judiciaire et militaire) ne sont pas compris dans ce que l'on entend en Union soviétique par revenu national, ni les évaluations primitives ni les chiffres cités plus haut à titre d'indication ne peuvent être comparés directement avec les évaluations du revenu national des pays de l'Europe occidentale. Certains de ces services se rattachent à la consommation personnelle, mais d'autres rentrent dans une catégorie différente de la consommation; il se pourrait donc que la part que représente la consommation dans la notion plus large de revenu national adoptée ailleurs ne diffère pas sensiblement de celle qu'elle représente selon la notion soviétique de ce terme.

[2] Le salaire réel par heure de travail dans l'industrie a suivi une courbe moins favorable; en effet, le décret du 26 juin 1940 a augmenté la durée de la semaine de travail. La journée de huit heures a remplacé la journée normale de sept heures (et la journée de sept heures a remplacé la journée de six heures applicable aux ouvriers des mines et de l'industrie lourde); d'autre part, la semaine de sept jours, avec le dimanche comme jour de repos pour tous, a remplacé la semaine de six jours. Ces changements ont eu pour résultat de faire passer la durée de la semaine de travail normale de 41 à 48 heures et de la porter de 35 à 42 heures pour les mineurs et les ouvriers de l'industrie lourde. Cette réglementation est demeurée en vigueur depuis la fin de la guerre.

[3] En revanche, l'Union soviétique a elle-même fourni des biens de consommation, notamment des céréales, à certains de ces pays, ainsi qu'à d'autres.

Tableau 66

ÉVALUATION DES CHANGEMENTS SURVENUS DANS LA PRODUCTION ET LES PRIX ENTRE 1940 ET 1950 ET DÉTERMINANT LA PART DE LA CONSOMMATION DANS LE REVENU NATIONAL DE L'UNION SOVIÉTIQUE, CALCULÉE AUX PRIX COURANTS

Répartition du revenu national [a]	Part du revenu national en 1940 *(en pourcentage)* [b]	Indice (évaluation) de la production de marchandises et de services en 1950 à affecter à I et II *(1940=100)* [c]	Colonnes $\frac{(1) \times (2)}{100}$	Indice (évaluation) des prix en 1950 *(1940=100)* [d]	Colonnes $\frac{(3) \times (4)}{100}$	Part du revenu national en 1950 *(en pourcentage)* [e]
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
I. Consommation	74	110	81,4	183	149,0	73,8
II. Investissements et défense nationale [f]	26	160	41,6	127	52,8	26,2
	100	—	123,0	—	201,8	100

NOTE. — Les indices portés dans les colonnes 2 et 4 sont des évaluations approximatives faites par la Division des Etudes et des Programmes de la Commission économique pour l'Europe, sur la base de renseignements provenant de diverses sources ou extraits de sources officielles concernant les changements survenus dans la production et les prix.

[a] Limité à la production de marchandises et aux services s'y rattachant étroitement.

[b] N. Vosnessensky, *Voennaya ekonomika S.S.S.R.*, Moscou, 1947, page 67.

[c] L'accroissement de la production de biens de consommation est évalué de façon approximative d'après les données statistiques relatives aux principales cultures vivrières (examinées à la section 4 du présent chapitre) et aux industries manufacturières produisant surtout des biens de consommation (examinées à la section 2), qui représentent la majeure partie de la consommation personnelle. L'augmentation de la production des autres marchandises a été évaluée d'après les chiffres officiels relatifs au volume des investissements (Tableau 68), et l'évaluation de l'accroissement « en volume » des dépenses engagées au titre de la défense nationale a été exprimée en quantités équivalentes de biens d'investissement (voir texte, pp. 165-166).

[d] Les « Notes sur les statistiques » expliquent comment l'indice des prix à la consommation a été établi. L'indice des prix des biens d'investissement (qui a également été utilisé pour les marchandises destinées à la défense nationale) est tiré du Tableau 68.

[e] Calculée d'après les données des précédentes colonnes. Le rapport sur l'exécution du quatrième Plan quinquennal donne les pourcentages suivants : consommation, 74% ; divers, 26%.

[f] Part « restant à la disposition de l'Etat... pour assurer l'expansion de la production socialiste et faire face aux autres besoins de l'Etat et de la société (dépenses en matériel pour assurer le fonctionnement des organes administratifs, de ceux de la défense et des institutions scientifiques) ».

par la voie du commerce représentât approximativement 50% de la production totale de ces articles dans l'Union soviétique en 1940, compte tenu de l'augmentation enregistrée en Union soviétique dans la fabrication de biens de consommation au cours de cette période [1].

Quant à la troisième hypothèse, c'est la seule qui semble pouvoir expliquer le fait que la place occupée par la consommation dans le revenu national global est restée constante entre 1940 et 1950, et elle se trouve confirmée par les évaluations, forcément approximatives, qui figurent au Tableau 66. Ces évaluations montrent que les biens de consommation ont augmenté beaucoup moins en quantité, mais sensiblement plus en prix, que les autres marchandises; le résultat en a été que la part de la consommation dans le revenu nominal total, mais non dans le revenu réel, est restée en 1950 à peu près ce qu'elle était en 1940 [2].

[1] Ce calcul ne tient pas compte des denrées alimentaires qui, à elles seules, entrent pour moitié environ dans la consommation totale.

[2] Si l'on ne prenait pas soin de leur donner leur signification véritable, les chiffres figurant dans la colonne 3 du Tableau 66 sembleraient indiquer que le revenu national réel n'a augmenté que de 23% environ de 1940 à 1950. Mais ce chiffre serait sans doute trop faible, car il résulte de la part importante attribuée à la consommation dans les évaluations officielles de la répartition du revenu national, et cette part est elle-même fortement influencée, comme on l'a expliqué plus haut, par l'incidence, sur les dépenses de consommation, de l'impôt sur le chiffre d'affaires.

En conclusion, tout ce qui, dans la présente analyse, a trait aux évaluations du revenu national, peut se résumer dans les propositions suivantes : 1) dans les évaluations des augmentations du revenu national (« aux prix de 1926/27 ») enregistrées dans le passé, un coefficient de pondération relativement élevé a été affecté aux secteurs de la production qui ont connu une expansion rapide, tels que celui des industries mécaniques, tandis que d'autres secteurs dont le développement a été plus lent, tels que l'agriculture et la fabrication de biens de consommation, étaient affectés d'un coefficient relativement faible; 2) en revanche, dans les évaluations de la répartition du revenu national (calculé en prix courants) relatives à une année donnée, la part attribuée aux biens de consommation est plutôt exagérée, par rapport à la place faite aux biens d'équipement et aux marchandises nécessaires à la défense nationale, en raison de l'incidence de l'impôt sur le chiffre d'affaires et, par rapport aux années d'avant guerre, en raison de la hausse relative des prix à la consommation.

Toutefois, cette explication ne paraît pas concorder avec l'indication selon laquelle, de 1940 à 1950, le revenu total de la population laborieuse, évalué « en prix comparables », aurait augmenté de 62%, et, en l'absence de données officielles sur le revenu personnel et sur les prix à la consommation, il est impossible d'en vérifier de plus près l'exactitude.

Dépenses d'investissement et dépenses au titre de la défense nationale

Comme dans la plupart des autres pays, les investissements en biens d'équipement et les dépenses militaires constituent les deux autres éléments essentiels, entre lesquels, outre les dépenses de consommation, doivent se partager les ressources de l'Union soviétique. Non seulement les exigences de ces deux catégories de dépenses sont approximativement du même ordre de grandeur, mais elles sont étroitement liées les unes aux autres [1], et, de même encore que dans la plupart des autres pays, il est difficile de les dissocier. Les dépenses du poste « défense nationale » comprennent uniquement ce que l'on entend, dans la terminologie officielle, par dépenses engagées « directement » au titre de la défense nationale [2] : les dépenses en biens d'équipement destinées à la construction d'installations militaires et au développement des usines dans les industries travaillant pour la défense nationale sont imputées sur le budget des divers ministères intéressés, et le poste « défense » proprement dit semble ne comprendre que les sommes consacrées à l'achat d'armements et de munitions ainsi qu'à la solde et à l'entretien des forces armées.

C'est surtout à cause du manque de renseignements suffisants sur la structure des prix et de l'incertitude qui en résulte quant à la part de la consommation dans le revenu national total, qu'il est impossible de rapporter à ce dernier les dépenses engagées au titre des investissements ou au titre de la défense, ou même de comparer les dépenses inscrites sous ces deux rubriques à d'autres postes du budget. Toutefois, la structure des prix de revient dans ces deux catégories de dépenses, investissements et défense nationale, ne diffère pas au point qu'il soit impossible d'établir une comparaison approximative entre les deux. C'est ce que l'on a fait au Tableau 67; les chiffres concernant les investissements portent sur l'amortissement aussi bien que sur les investissements nouveaux et comprennent, comme on peut le constater, non seulement les investissements imputés sur le budget de l'Etat, mais également les investissements directement financés par l'industrie [3].

On peut voir d'après ces chiffres que les dépenses directement affectées à la défense nationale au cours des deux dernières années ont atteint en moyenne près des trois quarts de la totalité des investissements bruts, proportion plus élevée qu'au cours des années d'avant guerre 1937 et 1938, mais cependant sensiblement plus faible que pendant la période de préparation militaire intense qui s'est écoulée entre l'époque de Munich et l'attaque allemande contre l'Union soviétique.

En dehors des chiffres relatifs à la valeur des investissements bruts évalués en prix courants (comme dans le Tableau 67), il existe aussi des évaluations officielles sur l'accroissement du volume des investissements exprimé soit en prix constants, soit sous forme d'indices, évaluations dont on a pu tirer les séries reproduites dans le Tableau 68. D'après ces évaluations, le volume des investissements s'est accru rapidement au cours de la période considérée : d'après le

[1] Lorsque le 15 mars 1946 le Président de la Commission de planification d'Etat a présenté au Soviet suprême le rapport sur le Plan quinquennal, il a lié les deux objectifs et souligné la nécessité de « renforcer encore la puissance militaire et économique de l'Etat soviétique ». Dans la loi relative au Plan, telle qu'elle a été votée par le Soviet suprême, il est indiqué que l'un des principaux buts de cette loi est « d'accroître davantage encore la capacité de défense de l'U.R.S.S. et de doter les forces armées de l'Union soviétique du matériel de guerre le plus perfectionné ».

[2] L'étude intitulée *Finansy S.S.S.R. za XXX let*, publiée à Moscou en 1947, entend, par exemple (page 185), par « dépenses affectées directement à la défense » les « dépenses nécessaires au financement des Commissariats à la défense et à la marine ». Ce poste du budget ne comprend pas la construction d'installations militaires et d'usines d'armement; ces dépenses sont portées au budget d'autres ministères, principalement de l'ancien ministère de la construction des entreprises militaires et navales (devenu aujourd'hui Direction principale) du Ministère des armements, du Ministère de l'aéronautique et de divers ministères s'occupant de construction, dont les dépenses budgétaires rentrent dans la catégorie de dépenses faites au titre de l'« économie nationale ». Les statistiques citées relativement aux investissements englobent ceux qui sont effectués par tous les ministères ci-dessus (voir chapitre II, paragraphe 20 de la loi relative au Plan quinquennal). Le procédé qui consiste à insérer dans d'autres rubriques budgétaires les dépenses consacrées à certains travaux d'investissement tendant surtout à des fins militaires se retrouve, à des degrés divers, dans les finances publiques d'autres pays.

[3] On peut considérer que ces chiffres équivalent à peu près au montant brut des investissements fixes effectués dans l'ensemble du pays; le seul poste important qui ait été omis est celui des investissements opérés dans les kolkhozes (les investissements dans les sovkhozes sont cependant inclus). Ces investissements dans les kolkhozes ne représentaient, au cours des années 1946 à 1950, que 1,3% de la totalité des investissements prévus dans le Plan.

Tableau 67

DÉPENSES ENGAGÉES AU TITRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET INVESTISSEMENTS BRUTS EFFECTUÉS EN UNION SOVIÉTIQUE PENDANT CERTAINES ANNÉES DE LA PÉRIODE 1937-1951

En milliards de roubles, aux prix courants

Année	Dépenses directement afférentes aux besoins militaires	Investissements bruts			Rapport entre les dépenses engagées au titre de la défense nationale et les investissements bruts
		Imputés sur le budget de l'Etat	Effectués par les entreprises	Total	
1937	17,5	27,8		30,0 [a]	58,3
1938	23,2	*24,9*	*10,9*	*39,1* [a]	59,3
1939	39,2	*25,1*	*9,6*	*37,9* [a]	103,4
1940	56,8	*24,4*	*11,7*	43,0 [a]	132,1
1946	73,6	37,4	6,8	44,2 [b]	[b]
1947	66,3	*49,2*	*9,6*	*58,8* [b]	[b]
1948	66,3	57,2	9,0	66,2 [b]	[b]
1949	79,2	*79,8*	*25,7*	*105,5* [b]	[b]
1950	82,9	*99,8*	*19,5*	*119,3*	69,5
1951	*96,4*	*92,6*	*28,1*	*124,4* [c]	77,5

Sources : Les chiffres ont été tirés des mêmes sources que ceux du Tableau 63 et de Vosnessensky, *Voennaya ekonomika S.S.S.R.*, Moscou, 1947, page 12.

Note. — Les chiffres en italique représentent les chiffres prévus dans le budget annuel.

[a] Dans les totaux relatifs aux années d'avant guerre, figurent des « investissements décentralisés » — rubrique qui n'existe plus dans les statistiques publiées depuis la guerre. Les crédits prévus à cet effet s'élevaient, en 1939, à 3,2 milliards et, en 1940, à 4,8 milliards de roubles. Le total pour 1938 a été obtenu en appliquant au montant des crédits prévus pour les investissements centralisés (soit 35,8 milliards de roubles) la part des investissements décentralisés de 1939.

[b] Les chiffres relatifs aux investissements pour les années 1946-1949 ne sont pas directement comparables à ceux des autres années du fait que, pendant cette période, les industries productrices de biens d'investissement bénéficiaient de subventions ; pour la même raison, le rapport entre dépenses engagées au titre de la défense nationale et investissements bruts n'a pas été calculé.

[c] Y compris 3,7 milliards de roubles de « dépenses supplémentaires pour les travaux de planification », la source de financement n'étant pas précisée.

Tableau 68

MONTANT BRUT DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT : ÉVALUATION DU VOLUME ET MOUVEMENT DES PRIX

Année	Volume *(en milliards de roubles, aux prix de 1940)*	Prix des biens d'investissement *(Indice — 1940=100)*
1937	30,9	97
1940	43,0	100
1946	47,0	94
1947	..	..
1948	63,7	104
1949	75,7	135
1950	94,6	127
1951	107,2	116

Sources : Voir « Notes sur les statistiques ».

discours du 6 novembre 1951 de M. Béria, il représentait, en 1951, deux fois et demie environ le volume de 1940 et trois fois et demie celui de 1937. On remarquera que le prix des biens d'équipement et des services, au cours de la période qui a immédiatement suivi la guerre, était légèrement inférieur au niveau de 1940. On a empêché les prix de gros de monter pendant la guerre [1] ; ces prix ont même diminué légèrement, et ce n'est qu'après janvier 1949 que des relèvements tant soit peu importants sont intervenus. Par contre, dans les industries productrices de biens d'équipement, le prix de revient était sensiblement supérieur à celui d'avant guerre, et l'écart entre le prix de revient et le prix de vente était comblé au moyen de subventions accordées sur le budget de l'Etat. En janvier 1949, une hausse des prix de gros a été décidée [2], et l'on comptait que cette modification,

[1] N. Voznessensky, *Voennaya ekonomika S.S.S.R.*, Moscou, 1947, page 127. En 1942, l'indice des prix de gros d'Etat était de 98 (1940=100).

[2] Selon P. Vladimirov, *Voprossy ekonomiki*, N° 8, 1948, l'augmentation a porté sur les métaux, les combustibles, l'électricité, l'énergie thermique, le bois, le ciment, les briques et les transports de marchandises par chemin de fer.

ainsi que la campagne entreprise pour réduire les prix de revient, permettraient de supprimer les subventions. Au cours de l'année 1949, le prix de revient a effectivement baissé et, en conséquence, les prix de gros ont été réduits en janvier 1950 [1]. Lorsqu'il a présenté le budget de 1950 [2], le Ministre des finances a annoncé d'autres mesures, notamment une nouvelle réduction des prix et des tarifs de transport des matériaux de construction qui devait avoir pour conséquence de faire diminuer le coût de la construction de 25%.

En ce qui concerne les dépenses consacrées à la défense, on ne possède, sur le volume ou les prix, aucune donnée qui soit comparable à celles que l'on trouve au Tableau 68 pour les investissements. Pour ce qui est des munitions et des installations militaires (qui constitueraient une partie importante de la totalité de ces dépenses en temps de paix), il est généralement impossible, dans tous les pays, d'évaluer le volume de cette production en raison de l'importance des progrès techniques que comporte la fabrication de tout ce qui est destiné aux forces armées ; d'ailleurs, cette notion de « volume » n'offrirait pas grand intérêt pour une analyse économique. Comme dans les autres pays, ce qui est intéressant, c'est plutôt l'effort imposé aux ressources nationales du fait des dépenses consacrées à la défense. A ce point de vue, on peut cependant obtenir une évaluation très approximative en divisant le montant (en roubles courants) des dépenses faites au titre de la défense par l'indice des prix des biens d'équipement; le quotient ne saurait être considéré comme donnant à proprement parler la mesure des marchandises et des services produits au titre de la défense, mais plutôt comme une simple indication de la quantité des biens d'équipement et des services qu'il a fallu prélever sur les ressources nationales disponibles pour les besoins de la défense. Evaluée de la sorte, la valeur des ressources consacrées à la défense accuse le mouvement ci-après (en milliards de roubles, aux prix de 1940) :

1937	18	1948	64
1940	57	1949	59
1946	78	1950	65
1947	..	1951	83

Par conséquent, évalués d'après les diverses utilisations éventuelles auxquelles il a fallu renoncer, les sacrifices exigés pour la défense nationale ont été extrêmement lourds, puisque, pour chacune de ces dernières années, ils ont atteint ou dépassé le niveau de 1940, et qu'en 1951, ils ont dépassé de près des deux tiers le volume total des ressources qui étaient consacrées aux investissements et à la défense en 1937.

Bien que toute l'analyse qui vient d'être faite de la répartition du revenu national ait un caractère nécessairement très approximatif en raison du peu de renseignements dont on dispose, on peut néanmoins en déduire cette conclusion générale que l'Union soviétique a consacré à la défense une partie considérable, encore accrue aujourd'hui, du volume croissant de ressources dont elle dispose chaque année et que, d'autre part, elle a consacré aux investissements des sommes un peu plus importantes qui augmentent régulièrement, tandis que la part des ressources attribuée à la consommation n'a augmenté jusqu'ici que de façon modérée par rapport au niveau d'avant guerre.

[1] Le rapport sur l'exécution du Plan pour le premier trimestre de 1950 indique que « grâce aux importants résultats obtenus dans le développement de l'industrie et des transports, à l'augmentation de la productivité de la main-d'œuvre, à la réduction du coût de la production réalisée en 1949 et grâce encore à des réserves considérables susceptibles de permettre une nouvelle réduction notable du coût de la production, le gouvernement a pu procéder, à partir du 1er janvier 1950, à un abaissement des prix de gros en ce qui concerne les métaux, les machines et l'outillage, les produits chimiques, les matériaux de construction, le bois et le papier; il a pu abaisser aussi les tarifs de distribution de l'énergie électrique et des transports de marchandises par chemin de fer » (*Izvestia*, 27 avril 1950).

[2] *Izvestia*, 14 juin 1950.

6. La stabilité monétaire

En dépit de la forte pression exercée sur les ressources de l'Union soviétique du fait de l'affectation d'une grande partie du produit national aux investissements et à la défense nationale [3], il semble que le maintien de la stabilité monétaire soit acquis. Il existe plusieurs facteurs dont le jeu réuni met le gouvernement à même de combattre efficacement l'inflation.

[3] Pendant la seconde guerre mondiale, l'économie soviétique a, bien entendu, été soumise à une pression inflationniste beaucoup plus forte que celle qu'elle subit maintenant, parce que d'importantes régions productrices étaient occupées par les forces nazies et que les ressources plus faibles restées à la disposition de l'Union soviétique étaient orientées vers la production de guerre. Pour citer un exemple, 60% de la capacité de production sidérurgique ont été temporairement perdus par suite de l'occupation ennemie et, dans les régions qui n'étaient pas occupées, 70% des produits laminés ont été directement consacrés à la production de guerre (Voznessensky, *Voennaya ekonomika S.S.S.R.*, pages 70-71). Sous l'effet de ces circons-

En premier lieu, la longue expérience des pouvoirs publics de l'Union soviétique en matière de planification leur permet d'évaluer de façon assez précise à l'avance les quantités de marchandises qui seront mises à la disposition des consommateurs et, d'un autre côté, le contrôle des salaires [1] et celui des prix à la consommation [2], équilibrés grâce à l'instrument efficace que constitue l'impôt sur le chiffre d'affaires, contribuent à éviter des écarts importants entre la demande effective et l'offre de biens de consommation. Depuis la guerre, la situation du gouvernement a été renforcée grâce au recours à l'emprunt d'Etat en tant que moyen, au résultat fixé d'avance, pour résorber le pouvoir d'achat, et grâce à la politique qui a consisté, au cours des dernières années, à distribuer les bénéfices d'une productivité accrue sous la forme d'une baisse des prix plutôt que d'une élévation des salaires. Il y a donc peu de chance que la spirale des prix et des salaires se déclenche, comme c'est le cas dans d'autres pays où des hausses de salaires dans différents secteurs provoquent fréquemment une demande effective si forte qu'elle ne peut être satisfaite par l'accroissement courant de la production.

La facilité relative avec laquelle les ressources de l'économie peuvent être consacrées, selon les besoins, soit à l'investissement soit aux armements, constitue un autre facteur important du maintien de la stabilité monétaire. Etant donné la nature de la production des armements en général, et la structure de l'économie de l'Union soviétique en particulier — caractérisée par le développement considérable des industries mécaniques et autres industries productrices de biens d'équipement et le développement plus modéré des industries productrices de biens de consommation, spécialement de biens de consommation durables — l'accroissement courant des dépenses consacrées à la défense nationale se fait nécessairement surtout aux dépens des investissements potentiels, et les effets ne s'en font pas forcément sentir de façon très marquée dans le secteur de la consommation. Dans cet ordre d'idées, il convient de faire observer qu'étant donné qu'une partie si importante des investissements s'effectue directement par la voie du budget de l'Etat, et que tout le reste, ou à peu près, est soumis à la planification d'ensemble, les ressources peuvent, sans risque d'inflation, être consacrées aux besoins de la défense nationale, au lieu d'être affectées à l'investissement, beaucoup plus facilement que dans d'autres économies moins soumises à un contrôle central, où les décisions en matière d'investissements privés sont nécessairement influencées par des méthodes différentes et plus indirectes, notamment par la politique générale de crédit et la politique fiscale, ainsi que par des systèmes spéciaux de répartition et d'autorisations.

C'est ainsi qu'en 1951, la répartition des ressources (exprimées en valeur réelle comme dans la section précédente) semble avoir fait à la défense nationale une place beaucoup plus importante qu'à l'investissement : la défense nationale a exigé environ 60% de l'accroissement, par rapport à l'année précédente, du volume des ressources consacrées à la fois à la défense et aux investissements, alors qu'en 1950 plus de 70% de l'accroissement de ce total avaient été consacrés aux seuls investissements. Par ailleurs, l'accroissement de la consommation en 1951 semble avoir été beaucoup plus modeste que dans les dernières années, pour autant qu'on puisse en juger d'après la valeur annoncée des réductions annuelles des prix des biens de consommation et en l'absence de renseignements sur les autres mouvements de prix qui ont pu se produire. Ainsi qu'il ressort du Tableau 69, la valeur des réductions des prix des biens de consommation, annoncées en mars 1951, s'élevait à 34,5 milliards de roubles, soit environ le tiers des réductions de 1950 et la moitié de celles de chacune des deux années précédentes.

---

tances, l'émission des billets s'est inévitablement accrue de façon très considérable; une fraction de ces billets revenait bien au Trésor sous la forme d'épargne de guerre, mais la plus grande partie passait en achats effectués dans les magasins non soumis au rationnement et en achats de produits vendus par les paysans à des prix extrêmement élevés, alors que le prix des marchandises soumises au rationnement continuait d'être strictement contrôlé. Grâce à la réforme monétaire de 1947, qui a opportunément coïncidé avec la reprise de la production destinée à la consommation civile, les neuf dixièmes de l'excédent de numéraire détenu par les particuliers ont été résorbés et, en 1948, le niveau des prix de détail n'était pas plus élevé, par rapport à l'avant-guerre, qu'au Royaume-Uni ou aux Etats-Unis.

[1] Dans l'ensemble de l'économie, le revenu global provenant des salaires est efficacement contrôlé, parce qu'on fait dépendre le « fonds de salaires » créé pour chaque établissement, de l'acceptation, par la direction et par les travailleurs, de l'objectif de production fixé pour l'entreprise et parce que, grâce au contrôle financier central de la Gosbank (Banque d'Etat), les paiements effectués au titre des salaires sont liés à la réalisation de cet objectif. Ces paiements ne peuvent dépasser la limite fixée que si les objectifs de production sont eux-mêmes dépassés, et, inversement, le « fonds de salaires » de chaque entreprise peut être réduit dans la mesure où la production de celle-ci reste inférieure à l'objectif fixé.

[2] Il convient de noter que les prix sur les marchés des kolkhozes et, par voie de conséquence, les revenus nominaux des agriculteurs, ne sont pas soumis à un contrôle direct, mais sont cependans suffisamment influencés, depuis la suppression du rationnement des biens de consommation en 1947 (*cf.* Sorokine, *Bolshevik*, N° 24, 1948, page 26), par le volume et le prix des achats effectués par l'Etat ainsi que par les ventes au détail de denrées agricoles auxquelles il procède.

Tableau 69

ÉQUIVALENT EN POUVOIR D'ACHAT DES RÉDUCTIONS DES PRIX DE DÉTAIL ANNONCÉES CHAQUE ANNÉE [a]

En milliards de roubles, aux prix courants

Année	Commerce de détail de l'Etat	Commerce des kolkhozes et des coopératives	Ensemble du commerce de détail
1948 . . .	57	29	86
1949 . . .	48	23	71
1950 . . .	80	30	110
1951 . . .	27,5	7	34,5

Sources : Izvestia, 1er mars 1949, 1950 et 1951.

[a] Calculé d'après le montant du chiffre d'affaires global de l'année correspondante.

Ce qui s'est passé en 1951 ne fournit d'ailleurs pas nécessairement d'indication sur les perspectives d'une élévation des niveaux de consommation dans l'avenir immédiat. Eu égard aux énormes ressources naturelles du pays, au développement considérable des industries productrices de biens d'équipement, à la mécanisation rapide de l'industrie et aux fortes marges d'augmentation de la productivité de la main-d'œuvre qui subsistent encore, on peut s'attendre que le produit national global continuera à augmenter assez rapidement. Le fait que, jusqu'ici, la production des articles manufacturés destinés à la consommation n'a pas représenté une proportion très grande de la production globale, signifie que, dans ce secteur, des augmentations considérables de pourcentages demeurent possibles, même si la plus grande partie de l'accroissement annuel absolu doit porter sur une production autre que celle des biens de consommation. Ce qui limite évidemment le plus l'augmentation de la consommation, c'est, bien entendu, le fait que la production de l'agriculture reste relativement faible : elle n'a progressé que lentement au cours des quarante dernières années [1] et elle entre pour les deux tiers au moins dans la consommation du secteur privé, notamment pour la nourriture, le vêtement et la chaussure. Mais, ici encore, le programme — dont il a été question plus haut — de développement des ressources productives grâce à un accroissement des superficies irriguées et à d'autres moyens, devrait commencer à donner des résultats de plus en plus importants au cours des dix prochaines années. Il est donc possible que le Plan quinquennal pour la période 1951-1955 — lorsqu'il sera publié — fasse une place plus considérable à la production des biens de consommation que cela n'a été le cas dans le dernier Plan quinquennal; il semble, d'ailleurs, d'après le récent rapport de M. Béria, que l'on s'intéresse en fait davantage au secteur de la consommation.

[1] Voir l'article « Tendances à long terme de l'agriculture européenne », *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 3, N° 2, pages 22 à 57.

Additif au Chapitre 5

EXTRAITS DE PÉRIODIQUES OFFICIELS RELATIFS AUX MODIFICATIONS INTRODUITES DANS LE CALCUL DE LA VALEUR BRUTE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

I. Extrait de «La planification de la production industrielle», par B. Miroshnitchenko, paru dans *Planovoe Khoziaistvo*, N° 3, 1951, pages 82-91 (Revue de la Commission de planification d'Etat de l'U.R.S.S.)

«... La production brute est un facteur essentiel qui permet de déterminer un certain nombre d'autres indices importants concernant le plan de l'économie nationale. Le revenu national, par exemple, est calculé d'après la production brute de toutes les branches d'industrie...

Jusqu'en 1949, la production brute était planifiée en prix constants de 1926/27, et celle des produits de base en prix de gros réels. Depuis 1949, en vertu d'une décision du gouvernement, la planification de la production brute ne se fait plus en prix constants de 1926/27, la production brute et la production des produits de base étant maintenant toutes deux planifiées en prix de gros effectivement pratiqués par l'entreprise intéressée. On a abandonné le système de planification de la production brute en prix constants de 1926/27, parce que la structure de la production industrielle s'est considérablement modifiée par rapport à 1926 : de nombreux articles qui sont maintenant produits ne l'étaient pas en 1926, ni même pendant les quinquennats d'avant guerre. La fabrication de nombreux produits industriels a été développée pendant le premier quinquennat d'après guerre; quant aux produits qui étaient déjà fabriqués en 1926, des modifications radicales des techniques de production sont intervenues.

Ainsi, les prix de 1926/27 sont périmés en ce sens qu'ils sont devenus sans rapport avec les conditions actuelles de la production et ne permettaient pas d'établir un lien entre la production brute et son prix de revient.

Le passage au système de planification de la production brute en prix de gros réels des entreprises laisse supposer que, dans la détermination du taux d'accroissement de la production brute, les chiffres concernant le projet de plan pour l'année suivante et la production réelle au cours de cette même année seront établis en prix comparables. »

II. Extrait de « A propos du calcul de l'indice du volume physique du produit national », par P. Moskvine, paru dans *Vestnik Statistiki*, N° 2, 1951, pages 10-19 (Organe de la Direction centrale de statistique de l'U.R.S.S.)

«... La courbe du volume physique de la production pour deux périodes quelconques peut être différente selon la période de base choisie pour les prix constants employés dans le calcul de l'indice du volume physique de la production.

Ainsi, la courbe de la production de 1950, par rapport à l'année 1949, calculée en prix de 1945, peut ne pas correspondre exactement à celle du volume physique de la production pour les mêmes années, s'il est calculé en prix de 1940...

Prenons l'exemple suivant :

Produits	*Volume physique de la production*		*Prix de l'unité en roubles*	
	1949	*1950*	*1940*	*1945*
A	1.000	1.200	10	12
B	2.000	4.000	5	4

Si l'on choisit comme prix constants ceux de 1940, l'indice du volume physique de la production indiquant le taux d'accroissement de 1950 par rapport à 1949 s'établit comme suit :

Indice du volume physique de la production :

$$\frac{1.200 \times 10 + 4.000 \times 5}{1.000 \times 10 + 2.000 \times 5} = 1{,}60$$

Or, le même indice, calculé en prix de 1945, serait le suivant :

$$\frac{1.200 \times 12 + 4.000 \times 4}{1.000 \times 12 + 2.000 \times 4} = 1{,}52$$

... Jusqu'en 1949, dans la planification et le calcul de la production industrielle, la production industrielle brute était évaluée en prix constants de 1926/27. Des évaluations correspondantes de la production industrielle étaient faites par chaque entreprise industrielle.

En 1949, on a adopté une nouvelle méthode de planification, et, par suite, de calcul de la production industrielle, d'après laquelle la production industrielle est planifiée aux prix réels pratiqués par les entreprises...

En 1949 et en 1950, la production industrielle a été également planifiée en prix de gros, y compris l'impôt sur le chiffre d'affaires...

Néanmoins, le problème du calcul des indices destinés à exprimer la courbe du volume physique de la production reste posé et, de ce point de vue, il est indispensable, d'une façon ou d'une autre, d'exprimer en prix comparables la production au cours de périodes distinctes. C'est dans ce dessein qu'en 1949 et en 1950, la production industrielle a été calculée en prix de gros réels, tout en conservant à titre provisoire la méthode de calcul basée sur les prix constants de 1926/27.

Cette réévaluation a permis de comparer le volume réel de la production avec le volume fixé par le Plan quinquennal de relèvement et de développement de l'économie nationale...

Bien entendu, il ne faut pas perdre de vue, lorsque l'on procède à la réévaluation de la valeur de la production pour chaque période d'une série statistique donnée, en prix d'une période particulière, que l'utilisation dans les calculs d'une base trop éloignée (comme c'était le cas pour les prix de 1926/27) doit être rejetée. D'un point de vue pratique, la période choisie ne devrait pas remonter à plus de cinq ans ... »

Chapitre 6

LE PROBLÈME DU CHARBON EN EUROPE

1. Introduction

Parmi les nombreuses pénuries que l'Europe connaît depuis la guerre, la pénurie de charbon se signale comme étant à la fois la plus grave et celle dont la nécessité s'impose le moins.

Il faut rappeler, d'une part, que l'économie européenne reste dominée par le charbon. Alors qu'aux Etats-Unis la consommation de pétrole et de gaz naturel s'est accrue dans ces dernières années au point qu'un quart seulement du total de l'énergie calorifique ou motrice employée est tiré aujourd'hui du charbon, dans l'ensemble de l'Europe [1] cette proportion, pourtant un peu plus faible qu'il y a une vingtaine d'années, reste, comme le montre le Tableau 70 [2], aux environs des quatre cinquièmes et atteint 90% dans les grands pays industriels de l'Europe occidentale [3].

Il faut souligner, d'autre part, que l'Europe, dépourvue de nombreuses matières premières, possède d'abondantes réserves de charbon. L'Europe a toujours pu couvrir à l'aide de ses propres ressources ses besoins en charbon, comme le montre le Diagramme 7, et, jusqu'à la deuxième guerre mondiale, elle exportait habituellement de petites quantités. Avant 1951, l'Europe n'avait importé de l'extérieur des quantités considérables de charbon qu'en trois occasions : en 1919 et 1920, en 1926 et dans les années qui ont immédiatement suivi la deuxième guerre mondiale. (Après la première guerre mondiale, les importations de charbon n'ont duré que deux ans, tandis qu'elles en ont duré quatre après la deuxième : ceci s'explique surtout par la grave crise économique de 1921 qui avait réduit la demande de l'industrie.) Dans chacun de ces cas, les importations ont assuré un appoint d'urgence et comblé un écart relativement faible, dû tantôt à une grève au Royaume-Uni, dans le premier cas, tantôt, dans les deux autres, à la nécessité de remettre l'industrie rapidement en marche à un moment où régnait encore dans certains charbonnages dévastés par la guerre un état de choses voisin du chaos.

Nombreux sont ceux qui ont tout d'abord pensé que l'année 1951 marquait une répétition de ces précédents et que l'on était en présence d'opérations de soudure destinées à donner à l'industrie européenne du charbon le temps de s'adapter à des conditions nouvelles. L'on n'est plus guère fondé à admettre la validité de cette analogie. Certes, une partie de l'accroissement de la demande de charbon qui s'est produite en 1951 procédait du désir de reconstituer les stocks qui s'étaient dégarnis en 1950 dans plusieurs pays : dans cette mesure, la demande de 1951 s'est écartée de sa ligne d'évolution normale. Mais les conditions régnant au cours de l'année furent telles que ce désir de reconstituer les stocks n'a probablement pas pu être satisfait dans tous les cas. Il y a plus

[1] Dans tout ce chapitre, l'Europe s'entend sans l'Union soviétique.

[2] Il est impossible de calculer avec précision la part que jouent dans les approvisionnements en énergie calorifique ou motrice d'un pays déterminé les différentes sources d'énergie primaire. Pour chacune d'elles (combustibles solides, combustibles liquides, gaz naturel et houille blanche), l'on peut mesurer la quantité d'énergie qu'elle renferme en puissance ; mais la quantité d'énergie calorifique ou motrice utilisable effectivement produite par les combustibles solides ou liquides varie selon le rendement de l'appareil dans lequel s'effectue la combustion et selon le mode opératoire : la propulsion des voitures n'absorbe que 7% environ seulement de l'énergie contenue dans l'essence, 6% peut-être de l'énergie contenue dans le charbon sont utilisés dans les locomotives à vapeur, le rendement de deux fours consommant le même type de charbon peut varier de 70 à 25%, la transformation du charbon en électricité entraîne une déperdition d'énergie latente qui peut atteindre jusqu'à 80%. Il y a également une déperdition d'électricité — hydraulique ou thermique — au cours de la transmission jusqu'aux points de consommation. Au surplus, toutes ces données changent à mesure que se transforment les types d'appareils de combustion. Toute tentative pour évaluer la quantité totale d'énergie artificielle calorifique ou motrice effectivement utilisée dans un secteur économique donné doit donc s'appuyer sur des hypothèses extrêmement hardies. Les chiffres donnés dans le Tableau 70 (dont les « Notes sur les statistiques » expliquent en détail le mode d'établissement) doivent donc être considérés comme indiquant des ordres de grandeur tout à fait approximatifs. Néanmoins, les conclusions qu'on en peut tirer ne différeraient guère si l'on pouvait faire des calculs plus précis.

[3] La France, constitue la seule exception.

Tableau 70

ÉNERGIE CALORIFIQUE ET MOTRICE CONSOMMÉE

Pays	Année	Total (*En millions de milliards de calories*)	Par habitant (*En milliards de calories*)	Part du total obtenue à partir de : (*En pourcentages*)				
				Combustibles solides [a]	Bois de chauffage	Combustibles liquides	Gaz naturel	Electricité hydraulique
Pologne, frontières d'avant guerre	1929	88	3	88	7	2	3	—
frontières d'après guerre	1949	116	5	95	2	2	1	—
Belgique et Luxembourg	1929	91	11	98	—	2	—	—
	1949	74	8	93	—	7	—	—
Allemagne occidentale	1929	299	7	96	2	1	—	1
	1949	281	6	93	3	3	—	1
Royaume-Uni	1929	400	9	95	—	5	—	—
	1949	463	10	90	—	10	—	1
Pays-Bas	1929	36	5	93	—	7	—	—
	1949	45	5	83	—	17	—	—
France et Sarre	1929	245	6	91	4	3	—	2
	1949	228	5	81	5	11	—	3
Irlande	1929 [b]	11	4	92	..	8	—	—
	1949 [b]	11	4	80	..	18	—	2
Danemark	1929	15	4	89	—	11	—	—
	1949	19	5	76	2	22	—	—
Autriche	1929	24	4	84	8	4	—	4
	1949	23	3	75	9	4	3	9
Italie	1929	52	1	68	15	6	—	11
	1949	57	1	46	12	19	4	19
Portugal	1929	5	1	48	45	7	—	—
	1949	7	1	41	33	23	—	3
Suède	1929	31	5	54	32	6	—	8
	1949	42	6	38	17	24	—	21
Suisse	1929	13	3	64	8	8	—	20
	1949	14	3	35	7	21	—	37
Norvège	1929	15	5	47	14	7	—	32
	1949	20	6	25	10	20	—	45
Finlande	1929	15	4	20	77	—	—	3
	1949	20	5	20	66	5	—	9
Total pour l'Europe (non compris l'U.R.S.S.)	1929	1.667	4	89	6	3	0	2
	1949	1.775	4	82	5	9	1	3
Etats-Unis	1929	4.372	36	37	3	49	10	1
	1949	5.000	34	26	3	45	25	1

NOTE. — Les chiffres du présent tableau sont tirés du Tableau A des « Notes sur les statistiques », où l'on trouvera l'explication détaillée des hypothèses qui ont été admises pour base des calculs. Les pays européens sont énumérés ici dans un ordre décroissant d'après l'importance relative de leur consommation de combustibles solides comme source d'énergie calorifique et motrice en 1949.

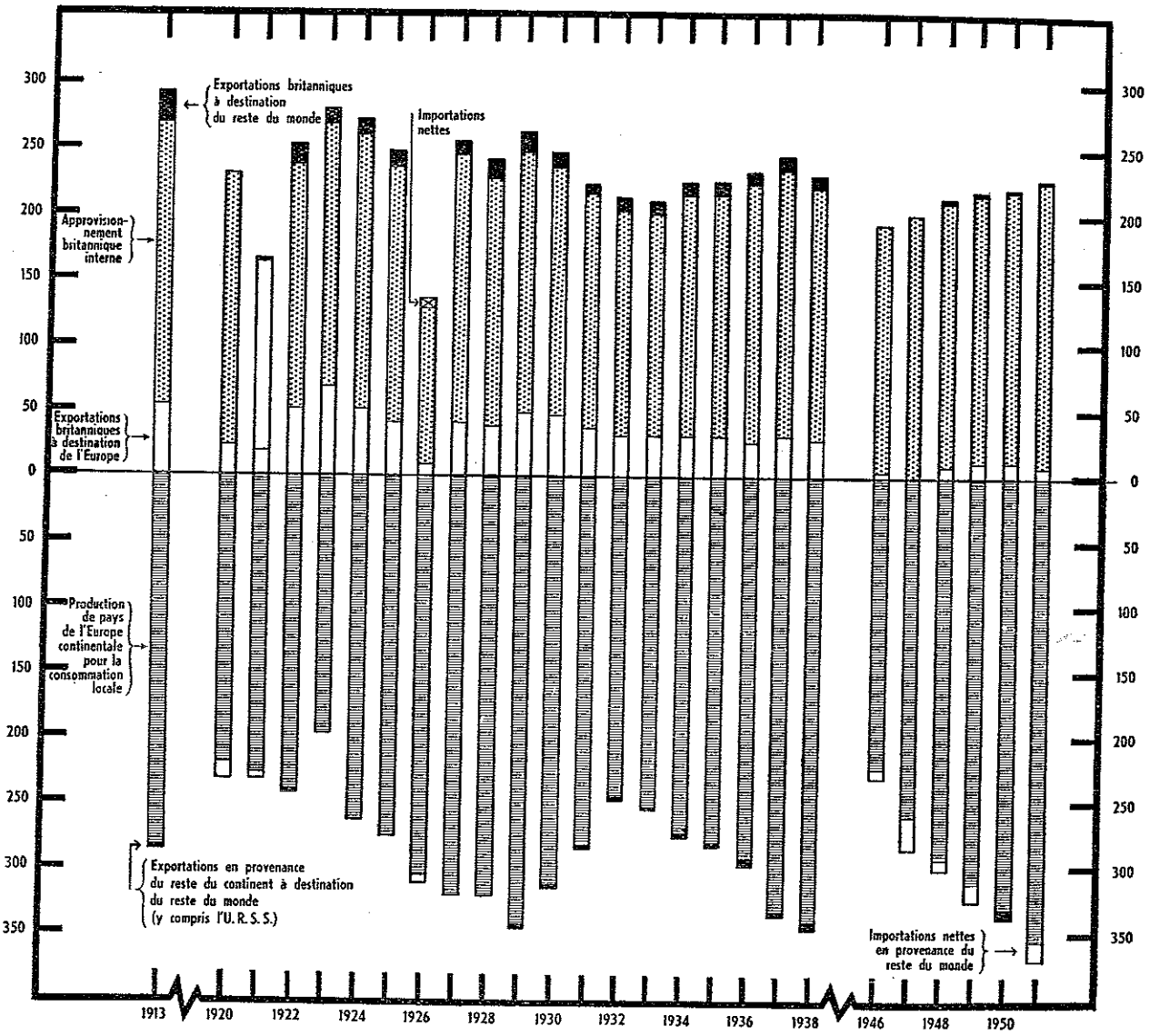
[a] Charbon, lignite et tourbe.

[b] Les pourcentages indiqués sont un peu forcés en raison de l'absence de renseignements sur le bois de chauffage.

Diagramme 7

PRODUCTION ET COMMERCE DE CHARBON : GRANDE-BRETAGNE ET RESTE DE L'EUROPE

En millions de tonnes



Sources : Voir « Notes sur les statistiques ».

important : si — toutes choses étant égales d'ailleurs — la production industrielle continue d'augmenter, la demande de charbon pour la consommation industrielle ne saurait manquer de croître encore, et l'augmentation des revenus individuels que cette expansion devrait permettre provoquera sans doute une demande née du désir d'améliorer les conditions de chauffage dans les maisons.

On sait que, dans toutes les régions d'Europe, les gouvernements voudraient que la production industrielle se développât au cours des cinq années à venir à un rythme comparable à celui des cinq dernières années. A moins que des économies sensibles ne soient réalisées dans l'utilisation des combustibles de toute sorte, cette augmentation s'accompagnera nécessairement d'un accroissement de la consommation d'énergie. Si cet accroissement n'est pas contrebalancé par une augmentation de la production des combustibles nationaux et de l'électricité hydraulique, suffisante non seulement pour faire face après 1951 aux

Tableau 71

PRODUCTION, COMMERCE [a] ET DISPONIBILITÉS EN HOUILLE POUR CERTAINES ANNÉES CHOISIES ENTRE 1929 ET 1951

En millions de tonnes

Année	Royaume-Uni [b]				Autres pays de l'Europe occidentale					Europe orientale [c]		
	Production	Exportations	Importations	Disponibilités	Production [d]	Importations nettes en provenance du Royaume-Uni	Importations nettes en provenance de l'Europe orientale	Importations nettes en provenance d'autres pays	Disponibilités	Production	Exportations nettes à destination de l'Europe occidentale	Disponibilités [e]
1929	262	61	—	201	252	45	8	—1	304	93	8	85
1937	244	41	—	203	253	31	8	—2	290	84	8	76
1947	201	1	1	201	180	1	7	34	222	81	7	74
1951	226	8	1	219	252	7	10	25	294	106	10	96

Sources : Etude de 1948 et Etude de 1950, Commission économique pour l'Europe; *Bulletin mensuel de statistiques du charbon*, Commission économique pour l'Europe, et statistiques nationales du commerce extérieur.

[a] A l'exclusion du charbon de soute.

[b] Non compris l'Irlande du Nord.

[c] Non compris l'U.R.S.S.

[d] Y compris le pechkohle allemand.

[e] Y compris les fournitures à l'U.R.S.S., s'élevant à environ 8 ou 9 millions de tonnes par an pendant les années d'après guerre, et de faibles exportations nettes à destination des pays extra-européens dans la période d'avant guerre.

accroissements ultérieurs, mais aussi pour remplacer les importations de 1951, les importations de combustibles devront se poursuivre, probablement à une cadence accrue ; qu'elles se fassent en charbon ou en pétrole, c'est là un problème de moindre importance.

Il est possible maintenant d'énoncer le problème charbonnier en termes plus généraux. La production européenne d'énergie tirée des ressources locales, surtout en charbon, en houille blanche et en gaz naturel, n'a pas pu suivre la demande. La plupart des pays européens n'ayant jamais cessé de dépendre du charbon pour leur approvisionnement en énergie, cette insuffisance de la production se traduit, en Europe occidentale, par des importations de charbon en provenance des Etats-Unis et prend, en Europe orientale, la forme d'un goulot d'étranglement qui limite les progrès de l'industrialisation.

La façon dont cette situation pèse sur les différents groupes de pays varie, bien entendu, suivant la structure industrielle de ceux-ci et les possibilités qu'ils ont de développer la production d'autres sources d'énergie. Les pays exportateurs peuvent momentanément atténuer quelque peu leurs difficultés en matière de charbon, en restreignant leurs exportations [1] et en détournant vers la consommation intérieure les tonnages correspondants — au prix, peut-être, de certains des approvisionnements qu'ils se procurent en échange de leurs exportations de charbon et auxquels ils devraient ainsi renoncer. Le Royaume-Uni a déjà agi dans ce sens en 1951.

Les exportations polonaises de charbon à destination de l'Europe occidentale sont restées depuis la guerre à peu près au même niveau que les exportations d'avant guerre du territoire correspondant. Cette continuité des courants commerciaux traditionnels dans le monde d'après guerre a été précieuse à la fois pour l'Europe occidentale et pour l'Europe orientale. Toutefois, elle pourra difficilement se maintenir en présence des demandes accrues des économies en voie d'industrialisation rapide de l'Europe orientale et de l'Union soviétique [2], à moins que les pays occidentaux

[1] Le volume des exportations de charbon en provenance de la Ruhr est fixé par l'Autorité internationale de la Ruhr. Il cessera d'en être ainsi lorsque le plan Schuman entrera en vigueur.

[2] Il semble que l'Union soviétique importe à l'heure actuelle de Pologne environ 8 millions de tonnes de charbon par an; avant la guerre, les pays baltes, la Prusse orientale et les parties de la Pologne aujourd'hui incorporées à l'Union soviétique importaient d'Europe occidentale 3 millions de tonnes environ. La perte nette subie depuis la guerre par l'Europe, entendue au sens étroit, se chiffre donc à près de 5 millions de tonnes par an.

n'aient encore à offrir en contrepartie des fournitures attrayantes ou que la production polonaise n'augmente au même rythme que la demande de l'Europe orientale. On peut voir dans le récent échec des négociations commerciales polono-danoises un signe avertisseur dans ce sens. En 1951, le charbon polonais a représenté 4% de l'approvisionnement total de l'Europe continentale occidentale et 25% des achats des pays importateurs, si bien que sa disparition serait pour les pays occidentaux un coup sévère.

Mais, même si les échanges entre l'Est et l'Ouest se poursuivaient à un niveau voisin du niveau actuel, l'écart entre les besoins de l'Europe occidentale et les ressources qu'elle peut se procurer en Europe paraît devoir, autant qu'on en puisse juger, non pas diminuer, mais s'accentuer plutôt, du moins pendant les cinq prochaines années. Les gouvernements des Etats membres de l'OECE ont convenu de se fixer pour objectif entre 1951 et 1956 une augmentation de 25% du produit national brut de l'ensemble des pays faisant partie du groupe. En supposant même que ce but sera atteint, l'on ne saurait évaluer avec précision l'augmentation de la consommation de charbon que cela suppose sans avoir des renseignements beaucoup plus nombreux que ceux dont on dispose aujourd'hui, tant sur la répartition par industrie des augmentations projetées que sur la vigueur avec laquelle sera poursuivie la mise en œuvre des mesures destinées à réaliser des économies de combustibles. Pour donner une idée approchée de l'ampleur du problème à résoudre, l'on a admis ici, par hypothèse, premièrement, que les objectifs globaux seront atteints (sans modification radicale de l'importance relative des industries grosses consommatrices de charbon [1] et de celles qui en font un faible emploi) et, deuxièmement, que la politique suivie en matière d'utilisation de prix et de rationnement ne changera pas profondément d'ici là. (On verra, en lisant les développements ci-après, qu'il est à peu près certain que ces deux hypothèses ne peuvent se vérifier en même temps : l'une est incompatible avec l'autre.)

Si la consommation spécifique d'énergie continue à diminuer à la même cadence que pendant la dernière génération, une augmentation de 25% en cinq ans de la production des biens et des services en Europe occidentale [2] entraînerait probablement une augmentation de la consommation totale d'énergie d'environ 20% [3]. Si cette augmentation portait pour un tiers — ce qui est une évaluation généreuse — sur les combustibles pauvres, l'électricité hydraulique, le gaz naturel et le pétrole, la demande de charbon de l'Europe occidentale serait en 1956 de 590 millions de tonnes. Elle serait alors encore bien inférieure à la consommation actuelle par habitant aux Etats-Unis, mais dépasserait de 80 millions de tonnes les approvisionnements disponibles en 1951 [4].

Il est difficile de penser que la production de charbon de l'Europe occidentale puisse augmenter autant sans que des changements ne soient apportés aux plans et aux perspectives des principaux pays producteurs. Le *National Coal Board* britannique a publié en octobre 1950 un document consacré aux perspectives d'avenir [5] exposant le programme de reconstruction de l'indus-

---

[1] Il faut entendre par là les industries dont la *consommation spécifique* de charbon est élevée, et non pas nécessairement celles qui en font une grande consommation en chiffres absolus.

[2] On entend par là l'ensemble des pays européens dont les gouvernements sont membres de l'Organisation européenne de coopération économique, plus l'Espagne.

[3] Pendant la période 1913-1947, il apparaît que la quantité d'énergie consommée par unité produite a diminué d'environ 1% par an au Royaume-Uni comme aux Etats-Unis. Pour le Royaume-Uni, ce calcul a pu être fait d'après les données sur la consommation d'énergie et les indices de la production industrielle fournis par W. Hoffmann, *Weltwirtschaftliches Archiv*, Vol. 40 (1934), page 398, dans l'*Annuaire statistique de la Société des Nations* pour 1939, et dans l'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1950*. Pour les Etats-Unis, voir H. J. Barnett, *Bureau of Mines, Circular 7582*, « Energy Uses and Supplies, 1939, 1947, 1965 ».

[4] Le Groupe d'experts qui a soumis récemment à l'OECE un rapport sur les conséquences qu'entraînerait pour la consommation de charbon une augmentation du produit national brut de 25% par rapport à 1951, a estimé que l'accroissement de la consommation apparente de charbon ne serait, dans les pays de l'OECE, que de l'ordre de 54 à 64 millions de tonnes. (Voir *Le charbon et l'expansion économique européenne*, OECE, Paris, janvier 1952.) A première vue, cette évaluation surprend par sa faiblesse. Le rapport de l'OECE semble admettre que, du fait du stimulant créé par la situation précaire des approvisionnements en charbon, les améliorations de rendement des combustibles s'effectueront pendant les prochaines années à une allure plus rapide que précédemment. S'il n'en est pas ainsi, l'objectif de la production industrielle qui a été fixé ne pourra, en effet, guère être atteint. Mais il ne semble pas prudent de croire qu'une telle accélération puisse intervenir sans que les gouvernements ne prennent des mesures exceptionnelles.

[5] *Plan for Coal*, « The National Coal Board's Proposals », Londres, octobre 1950. Dans une introduction à ce document, il est dit que le plan « règle la stratégie des investissements,... montre ce qui arriverait dans l'industrie charbonnière si l'on admet certaines hypothèses seulement faites à l'égard d'un avenir encore inconnu » et « sera soumis à de fréquentes révisions ». Au paragraphe 75, les auteurs de ce rapport affirment que « le programme pour les quelques années à venir représente de toute manière un maximum qui ne pourrait être dépassé, même si la production prévue pour 1961-1965 devait être beaucoup plus forte ». Néanmoins, ceci ne saurait guère être vrai, à moins que la capacité, pour le Board, d'investir plus de capitaux ou de recruter plus de main-d'œuvre ne se trouve limitée par des obstacles absolument infranchissables.

trie charbonnière britannique. Il semblerait donc, d'après ce texte et d'après l'évolution de la production constatée depuis sa publication, qu'en 1956 la production pourrait, d'après les plans actuels, dépasser de quelque 5 millions de tonnes ce qu'elle a été en 1951 [1]. En Allemagne, on peut probablement compter sur une augmentation plus forte. Si la tendance observée au cours des toutes dernières années, alors que les effets les plus graves de la guerre avaient déjà disparu, devait se maintenir, les charbonnages de l'Allemagne occidentale fourniraient en 1956 40 millions de tonnes de plus qu'en 1951. Les autres pays de l'Europe occidentale qui, ensemble, produisent à peu près autant de charbon que l'Allemagne occidentale, augmenteraient leur extraction de quelque 15 millions de tonnes si la courbe de production continue de monter à une cadence quelque peu plus lente.

Au total, si les programmes actuellement fixés sont exécutés, la production charbonnière de l'Europe occidentale pourrait dépasser de 60 millions de tonnes [2] ce qu'elle a été en 1951, et l'écart entre la demande et les ressources disponibles en Europe se trouverait en fait accru de 20 millions de tonnes ou même, si les exportations de la Pologne venaient à cesser, de 30 millions. Dans ce dernier cas, les importations en provenance des Etats-Unis atteindraient ainsi, en 1956, plus de 50 millions de tonnes.

Ce renversement des courants traditionnels du marché charbonnier toucherait, bien entendu, certains pays plus gravement que d'autres. Ceux dont la position sera la plus forte seront, comme aujourd'hui, les exportateurs — Royaume-Uni et Allemagne occidentale — qui pourront atténuer les effets directs de ce renversement sur leur économie en réduisant leurs exportations. Pourtant, la marge dont dispose le Royaume-Uni est déjà étroite : les exportations britanniques de charbon en 1951 ne se sont élevées au total qu'à 8 millions de tonnes. La position de quelques pays importateurs sera à peine moins bonne, parce que, disposant de matières premières, ils pourront en subordonner l'exportation à la fourniture d'une contrepartie en charbon. Les atouts que détiennent les différents importateurs dans un monde où les ventes de charbon se traitent surtout dans le cadre de négociations bilatérales sont souvent forts vis-à-vis d'un exportateur donné, même lorsqu'ils sont faibles vis-à-vis d'un autre. Il restera à voir dans quelle mesure l'entrée en vigueur du plan Schuman aura pour effet de modifier la position relative des différents pays au point de vue de leur force de négociation. Il semble, en tout état de cause, que l'Autriche et le Danemark seront parmi les pays les plus atteints si l'Europe reste, comme aujourd'hui, tributaire du charbon américain, à moins que des mesures ne soient prises, dans le cadre de la procédure internationale de répartition qui fonctionne à l'heure actuelle, pour répartir plus équitablement les sacrifices.

Il n'est pas douteux que l'industrie charbonnière américaine, qui n'est pas employée à plein, serait heureuse de fournir cet appoint [3]. Le transport ne présenterait pas non plus des difficultés insurmontables. Certaines de celles auxquelles ont donné lieu jusqu'ici le transport en Europe et le déchargement du charbon américain [4] sont dues à ce que ces livraisons étaient considérées comme ayant un caractère exceptionnel, pour lesquelles cela ne valait pas la peine d'aménager les installations nécessaires. De même, le prix du charbon américain rendu en Europe a été relativement élevé — atteignant parfois jusqu'à 25 dollars la tonne — surtout du fait que les expéditions étaient faites sur des commandes d'urgence qui ne permettaient ni un aménagement anticipé de l'extraction dans les mines ni la constitution préalable de réserves de navires. Si ce commerce s'organisait de façon permanente avec des contrats d'une durée suffisamment longue et en utilisant une partie tout au moins des

[1] Les résultats de l'année 1951 ont dépassé le niveau prévu sur la base des extrapolations du Board, en partie du fait de l'augmentation du nombre des puits où la semaine de six jours a été introduite, augmentation qui ne se produit qu'une fois pour toutes. Le Board semble s'attendre à une augmentation de 2.500.000 tonnes par an à la suite des modifications survenues dans les investissements et dans l'effectif. Depuis la publication du *Plan for Coal*, il a été convenu que les mineurs bénéficieraient d'une deuxième semaine de congé qui, selon les évaluations, se traduira par un manque à extraire de 4 millions de tonnes de charbon par an. En 1956, l'extraction dans les mines souterraines pourra ainsi être supérieure de 8 à 9 millions de tonnes à celle de 1951. Toutefois, la production des mines à ciel ouvert semble devoir diminuer d'environ 4 millions de tonnes.

[2] Ce chiffre est très voisin de l'évaluation de production faite par le Groupe d'experts de l'OECE, bien que la répartition par pays soit différente.

[3] The United Mineworkers' Union des Etats-Unis (Union syndicale des mineurs) aurait soumis au gouvernement un plan visant à réduire suffisamment le fret pour permettre d'importer en Europe 80 millions de tonnes de charbon par an à un prix comparable aux prix européens intérieurs.

[4] En 1951, il a fallu transporter du charbon américain destiné au Royaume-Uni sur des caboteurs dans des ports du continent, parce que les ports britanniques ne sont pas bien équipés pour le déchargement de charbon des cargos de haute mer.

flottes marchandes européennes, il semble que le prix moyen du charbon américain pourrait être réduit à 15 dollars par tonne (ce qui ne serait pas supérieur au prix d'extraction des houillères marginales d'Europe) dont 12 seulement à payer en dollars des Etats-Unis [1].

Si, d'ailleurs, l'on décidait de façon bien arrêtée de faire de plus en plus appel à des importations de combustibles, peut-être serait-il plus économique de favoriser le remplacement du charbon par des produits pétroliers [2]. Toutefois, le problème principal n'est pas de savoir quel rapport, aux taux actuels de change, les prix du charbon ou du pétrole importé ont entre eux ou avec les prix de production européens marginaux, mais si l'Europe peut se permettre de majorer d'une façon substantielle sa facture d'importation, étant donné, en particulier, que la plus grosse partie devra être payée en dollars, ou s'il ne serait pas préférable de combler le déficit en prenant des mesures plus énergiques pour développer l'extraction du charbon et, en même temps, en économiser l'emploi. On trouvera aux sections 3 et 4 du présent chapitre les indications qui tendent à prouver que l'on pourrait réaliser d'importantes économies de consommation si l'action des gouvernements en matière d'énergie était coordonnée comme il convient. Il n'est pas douteux non plus que l'extraction pourrait être accélérée dans la plupart des pays charbonniers, encore que cette accélération ne puisse pas se faire partout en quelques mois, si les dirigeants de cette industrie étaient assurés qu'un surplus de production trouverait des débouchés permanents pendant une longue période.

En réalité, cette conviction semble faire défaut. Ainsi, le *Plan for Coal* britannique évalue la demande de charbon britannique pour les exportations et les soutes pendant les années 1961 à 1965 entre 25 et 35 millions de tonnes par an, soit moins que pendant les années 1930 à 1939. La demande intérieure pendant les mêmes années est chiffrée entre 208 et 218 millions de tonnes, soit 9 à 19 millions de plus qu'en 1949, une année avant la publication du *Plan*. Or, en 1951, la consommation a déjà dépassé de 12 millions de tonnes celle de 1949.

Ces chiffres montrent de façon évidente qu'à tort ou à raison les dirigeants des charbonnages britanniques ont prévu que dans l'avenir la situation sera telle, dans le monde, que la demande de charbon britannique et continentale se développera beaucoup moins que ne le pensent certains gouvernements et sera loin d'atteindre le niveau que l'on s'accorde généralement à reconnaître comme possible [3].

Un deuxième exemple plus marquant encore de ce défaut de confiance de la part des producteurs de charbon a été fourni en 1949/50. Une légère amélioration de la situation des approvisionnements européens, qui a eu une action que l'on s'accorde à reconnaître disproportionnée — mais également temporaire — sur l'attitude des acheteurs, a suffi à amener le Gouvernement français à réduire le programme d'investissements des charbonnages nationalisés.

Il est évident qu'il y aura dans l'avenir (comme il y en a eu dans le passé) des fluctuations de courte durée de la demande. Mais pour y répondre, si ce ne sont que des fluctuations greffées sur une tendance générale à l'accroissement, ce n'est pas une politique de malthusianisme économique qu'il faut pratiquer; elle ne permettrait d'éviter le chômage des mineurs dans les mauvaises années qu'au prix d'une pénurie de charbon dans les bonnes; il faut plutôt chercher à soustraire l'emploi dans les mines à ces hésitations de la demande. A cet effet, il faudrait que les exportateurs et les importateurs de charbon fussent disposés, les uns et les autres, à entretenir des stocks plus considérables qu'il n'est normal aujourd'hui [4]. Il faudrait des efforts concertés pour répartir entre les

---

[1] S'il était admis, en règle générale, que l'Europe doit importer régulièrement du charbon, il n'y aurait pas de raison de restreindre les achats aux seuls Etats-Unis. Toutefois, si la production sud-africaine a augmenté de plus de 50% depuis 1938 et celle de l'Inde de 20%, l'Europe n'a encore reçu de ces pays que de petites quantités de charbon relativement médiocre, et principalement comme lest.

[2] A l'heure actuelle, les prix d'importation de la calorie d'énergie latente semblent très voisins, qu'il s'agisse de pétrole brut (compte tenu des frais de raffinage et des pertes) ou de charbon, mais en général on peut utiliser un pourcentage plus élevé de l'énergie latente lorsqu'il s'agit de pétrole que lorsqu'il s'agit de charbon. Une réduction du prix d'importation du charbon telle que celle que l'on vient d'étudier réduirait bien entendu l'avantage dont bénéficie le pétrole.

[3] En accompagnant son évaluation de la demande d'exportation des mots «une année dans l'autre», le National Coal Board semble, en outre, entrevoir non pas un développement régulier, mais une alternance d'années actives et d'années calmes rappelant le régime d'avant guerre.

[4] L'existence de commandes d'exportation valables pour une longue période placerait d'office à la charge des pays importateurs une partie de ces obligations; s'ils s'y refusaient, ils ne pourraient guère blâmer les pays exportateurs de fixer trop bas leurs objectifs de production. Jusqu'ici pourtant, ce sont les pays exportateurs qui n'ont guère été désireux de conclure des marchés à long terme.

mineurs les sacrifices résultant d'un chômage temporaire [1].

Il faudrait utiliser comme une réserve à entamer seulement pendant les années de haute conjoncture la houille et le lignite des minières à ciel ouvert, qui demandent une main-d'œuvre moins hautement spécialisée et des installations plus faciles à déplacer. Enfin, il faudrait, durant les mauvaises années, s'occuper davantage des travaux de développement et de rationalisation.

On pourra toutefois faire observer que les producducteurs de charbon ont une raison plus valable d'être sceptiques. L'écart dont on a parlé plus haut a été calculé en supposant que le produit national brut de l'Europe occidentale augmenterait de 25% au cours des cinq années à venir. On peut faire valoir que ce calcul prend trop au sérieux l'objectif visé; que l'inertie de certains gouvernements risque de retenir les réalisations à un niveau inférieur qui permettra à l'Europe de se passer de charbon américain non pas seulement en 1956, mais dès un proche avenir, même si les plans actuels d'extraction ne sont pas revus dans le sens d'une augmentation. Ne serait-il pas vain de s'engager à l'aveuglette avant d'avoir une preuve plus tangible que, sur le plan pratique, l'on fait davantage que des recommandations platoniques pour que soit atteint l'objectif annoncé ?

A cette argumentation, il y a trois réponses à opposer. D'abord, sans un tonnage suffisant de charbon, l'objectif ne saurait être atteint dans aucune hypothèse, si ce n'est au prix d'importations d'origine extra-européenne — ce qui annulerait la majeure partie, sinon la totalité, des gains à retirer d'une production industrielle accrue. Ce risque dépasse tellement celui d'un suréquipement des houillères qu'à ce seul titre un programme d'investissements s'inscrirait dans une polique prudente. En deuxième lieu, un programme d'investissements visant au développement de l'extraction permettra toujours, en cas de demande insuffisante, un abaissement du prix de production du charbon. En troisième lieu, même les pays qui ne pourraient exporter davantage de charbon qu'en faisant appel à des ressources dont ils priveraient d'autres industries d'exportation amélioreraient sans doute leur position dans les négociations commerciales et, partant, l'équilibre de leur balance des paiements, s'ils étaient à même d'offrir du charbon à d'autres pays plutôt que des livraisons d'articles manufacturés moins essentiels.

[1] Entre les différents sièges d'extraction d'un même pays, cette répartition est déjà possible lorsque l'ensemble des charbonnages relève d'une direction unique. (Ainsi, en France, en 1950, la journée de travail a été réduite, mais aucun mineur n'a été congédié.) Mais cette répartition peut être tout aussi souhaitable sur un plan international : c'est par des investissements appliqués aux mines belges existantes que l'on pourrait peut-être réaliser à meilleur marché l'accroissement de la capacité maximum de l'Europe, au lieu de consacrer des capitaux à de nouveaux fonçages ailleurs. Mais l'on ne peut guère espérer que ces investissements puissent être effectués tant que les charbonnages belges subiront le principal contrecoup des hésitations de la demande.

2. Les tendances de la production charbonnière et la politique suivie

En 1951, la production européenne de houille a été plus forte qu'elle ne l'a jamais été en aucune année antérieure, exception faite de 1929 [2]. Les chiffres de 1951 marquent une amélioration de 40% par rapport à 1946. Cet accroissement est dû pour un tiers au relèvement de la production des bassins houillers de l'Allemagne occidentale, qui était tombée à un niveau exceptionnellement bas en 1946; mais la production a augmenté sensiblement dans tous les pays: même en Grande-Bretagne, où la production ne s'était jamais effondrée comme sur le continent, elle a, depuis cinq ans, augmenté de 17%. En Europe, le taux annuel d'accroissement a baissé depuis les années qui ont immédiatement suivi la fin de la guerre, mais il est encore resté supérieur, en moyenne, à 3,5 % pendant les deux dernières années [3].

Le Diagramme 8 indique quelles ont été, pendant la période d'après guerre, dans quatre des pays producteurs de l'Europe occidentale, les variations des éléments qui déterminent la production, à savoir : nombre d'ouvriers, rendement par poste et nombre de postes. On constatera que le parallélisme est plus étroit entre les courbes de la production totale de chacun de ces quatre pays qu'entre les courbes tracées par les éléments constitutifs.

[2] 1929 fut l'année de production record pour l'ensemble de l'Europe, sans toutefois l'être pour aucun pays en particulier. Partout, sauf en Grande-Bretagne, il y a eu par la suite au moins une année pendant laquelle la production a été supérieure (voir Tableau 72).

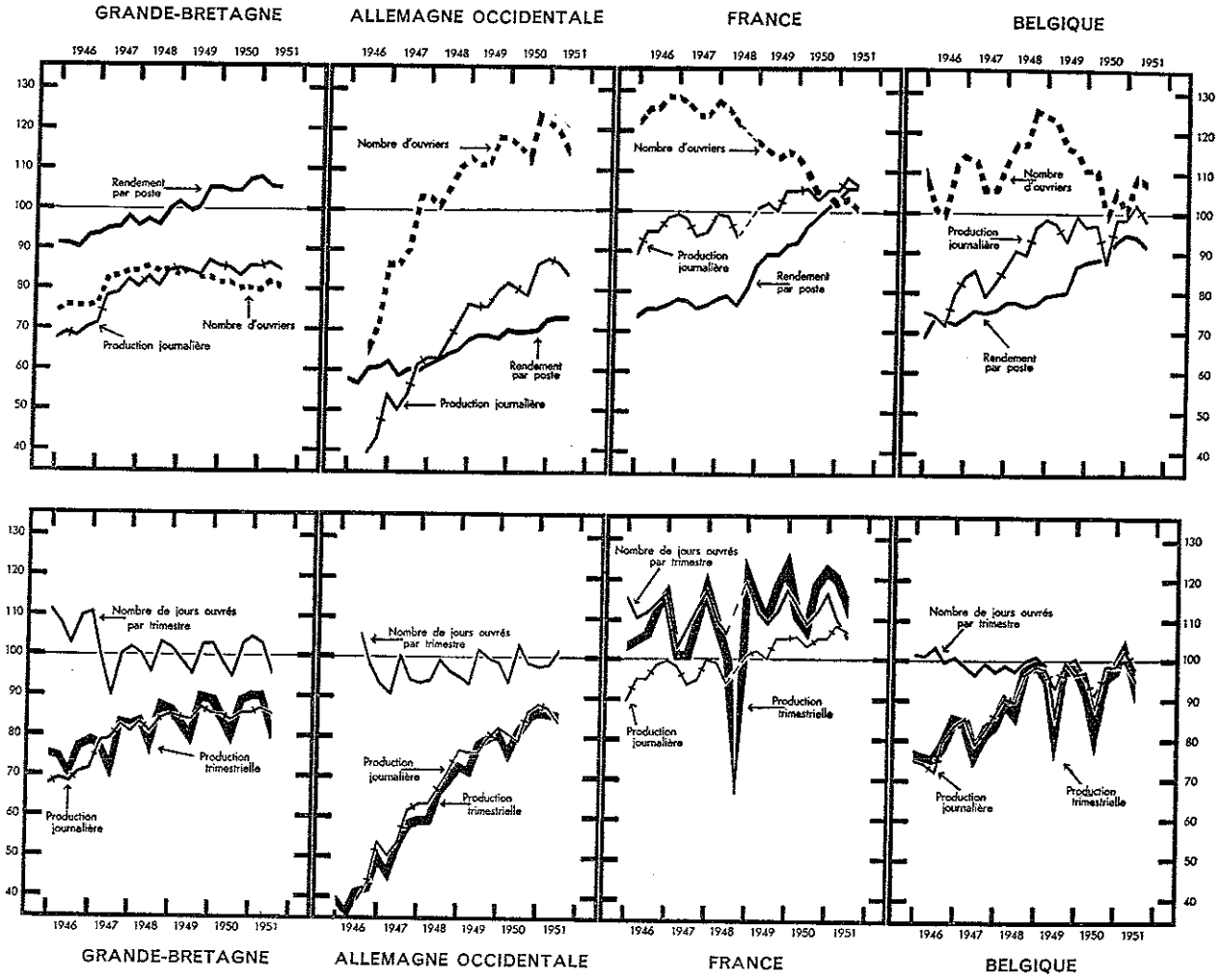
[3] En 1951, le pourcentage d'augmentation a été de plus de 3,5 % ; mais cela provient en partie du fait qu'en 1950 la production avait été freinée dans certains pays la seule fois que la demande de charbon s'était ralentie depuis la guerre.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA URBINO

Diagramme 8

MAIN-D'ŒUVRE, RENDEMENT ET NOMBRE DE JOURS OUVRÉS DANS LES HOUILLÈRES (FOND), 1946-1951

Indices : 1937 = 100



Sources : Voir « Notes sur les statistiques ».

NOTE. — Dans la partie supérieure du diagramme, la production journalière représente le produit de l'effectif de la main-d'œuvre par le rendement; dans la partie inférieure, la production trimestrielle représente le produit de la production journalière par le nombre de jours ouvrés.

Grande-Bretagne

En 1951, la production britannique de houille a été inférieure de 7% au niveau de 1937 qui fut la meilleure année de la période 1930-1939; mais il ne faut pas perdre de vue que 11 millions de tonnes ont été extraits de minières à ciel ouvert qui n'étaient pas exploitées avant la guerre et qui seront bientôt épuisées si l'on poursuit l'extraction au rythme actuel. La quantité de charbon extrait des mines souterraines, qui permet le mieux de juger de l'activité de l'industrie houillère en Grande-Bretagne, est restée inférieure de 16% au chiffre de 1937.

Le rendement par poste, qui n'était jamais tombé aussi bas qu'en Europe continentale pendant la période de bouleversement qui a suivi la guerre, s'est relevé régulièrement depuis la fin des hostilités et dépasse maintenant de 7 à 8% le niveau maximum d'avant guerre, celui de 1936. C'est surtout à l'effort d'inves-

Tableau 72

PRODUCTION DE HOUILLE

En millions de tonnes

Année	Grande-Bretagne [a]	Allemagne occidentale [b]	Pologne [c]	France [c]	Belgique	Tchécoslovaquie	Sarre	Pays-Bas	Autres pays d'Europe [d]	Total pour l'Europe
Année record	*1913* (292)	*1939* (140)	*1943* (92)	*1930* (55)	*1937* (30)	*1943* (25)	*1943* (16)	*1937* (14)	.. ..	*1929* (607)
1913 . .	292	119	58	44	23	14	13	2	13	578
1920 . .	233	92	42	24	22	12	9	4	13	452
1925 . .	247	109	49	47	23	13	13	7	14	522
1929 . .	262	131	74	54	27	17	14	12	16	607
1937 . .	244	138	65	44	30	17	13	14	16	580
1947 . .	201	71	59	45	24	16	10	10	24	461
1948 . .	213	87	70	43	27	18	13	11	24	505
1949 . .	219	103	74	51	28	17	14	12	25	543
1950 . .	220	111	78	51	27	18	15	12	25	557
1951 . .	226	119	82	53	30	19	16	12	28	584

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».
[a] Y compris la production des minières à ciel ouvert.
[b] Non compris le « Pechkohle ».
[c] Limites territoriales actuelles.
[d] Y compris le « Pechkohle » extrait en Allemagne occidentale.

tissements et de rationalisation que ce résultat est dû; il est certain que l'amélioration des relations entre la direction et les ouvriers qui a suivi la nationalisation de l'industrie a également joué un rôle dans l'accroissement de l'effort de production des mineurs.

En 1947, année où la semaine de cinq jours a été instituée, le nombre de postes effectifs par trimestre a fortement diminué; mais ce fléchissement était en grande partie compensé par une diminution de l'absentéisme qui, d'ailleurs, n'a pas augmenté, même après qu'eut été adopté, vers la fin de l'année, le système des équipes volontaires du samedi. En 1951, le nombre de postes travaillant le samedi a été supérieur à celui qui avait été enregistré en n'importe quelle autre année depuis 1947.

Toutefois, ce qui frappe vraiment le plus en Grande-Bretagne, c'est que la diminution de l'effectif de la main-d'œuvre, observée depuis longtemps, s'est poursuivie pendant les années d'après guerre. Exception faite d'un progrès passager dans les premiers mois de 1951, l'effectif des mineurs n'a pratiquement pas cessé de diminuer depuis le début de 1948. En fait, les obstacles auxquels se heurte l'industrie britannique du charbon se ramènent à une seule difficulté: celle de trouver des ouvriers, qu'il s'agisse de manœuvres ou de techniciens, pour faire un travail à tous égards pénible et parfois dangereux dans une industrie qui est connue pour avoir été avant la guerre celle où les relations entre patrons et ouvriers étaient le plus mauvaises [1], et cela à un moment où les possibilités de trouver un emploi moins pénible et plus attrayant dans d'autres industries auxquelles ne s'attache aucune réputation déplaisante sont plus nombreuses que jamais.

Le gouvernement et le National Coal Board ont déjà fait beaucoup pour donner plus d'attrait au métier de mineur : les salaires ont été relevés à plusieurs reprises, la semaine de cinq jours a été accordée, un système de pensions de retraite a été institué, des rations alimentaires supplémentaires ont été délivrées, un système d'assurance contre les accidents du travail, plus libéral que celui qui fonctionne dans d'autres

[1] L'histoire de la production charbonnière en Europe depuis la première guerre mondiale est, en grande partie, l'histoire du déclin presque continu de l'importance de la Grande-Bretagne. Cela ressort aussi bien du tonnage total de charbon extrait (indiqué dans le Tableau 72) que de l'effectif d'ouvriers employés dans les charbonnages et du rendement par poste.
En 1913, les charbonnages du Royaume-Uni occupaient 1.100.000 mineurs (en 1920, le nombre des employés atteignait 1.125.000 hommes) ; le nombre des mineurs était à peu près le même dans les bassins houillers de l'Europe continentale. En 1937, comme le montre le Tableau 73, l'effectif en Grande-Bretagne avait diminué de 330.000 hommes et était inférieur de 150.000 environ au nombre des mineurs employés sur le continent. Au surplus, ceux qui continuaient à travailler constatèrent qu'ils n'étaient plus les mieux rémunérés, mais, au contraire, parmi les moins bien payés des ouvriers de l'industrie.

Tableau 73

EFFECTIF DE LA MAIN-D'ŒUVRE EMPLOYÉE DANS LES HOUILLÈRES (FOND ET JOUR)

Moyennes annuelles — *En milliers*

Année	Grande-Bretagne [a]	Allemagne occidentale	Pologne [b]	France [b]	Belgique	Tchéco-slovaquie	Sarre	Pays-Bas	Total pour les pays énumérés
1913 . . .	1.107	394	182	203	146	64	51	10	2.157
1920 . . .	1.227	494	..	207	160	75	70	23	2.456 [c]
1925 . . .	1.086	434	197	309	160	62	70	30	2.348
1929 . . .	932	384	208	295	151	58	57	36	2.121
1937 . . .	778	302	139	224	143	43	44	31	1.704
1947 . . .	711	317	192	320	160	62	41	39	1.842
1948 . . .	724	355	202	284	177	63	62	40	1.907
1949 . . .	720	376	198	275	164	..	61	42	..
1950 . . .	697	391	..	259	157	..	60	42	..
1951 . . .	699	402	..	245	156	..	58	44	..

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».

[a] Non compris les minières à ciel ouvert.

[b] Limites territoriales actuelles.

[c] Y compris un chiffre évalué à 200.000 pour la Pologne.

Tableau 74

RENDEMENT PAR POSTE DANS LES HOUILLÈRES (FOND ET JOUR)

En kilogrammes

Année	Grande-Bretagne [a]	Allemagne occidentale	Pologne [b]	France [b]	Belgique	Tchéco-slovaquie	Sarre	Pays-Bas
1913 . . .	1.090	935	1.090	695	528	970	843	820
1920 . . .	739	625	..	..	484	557	..	582
1925 . . .	904	933	970	563	472	819	680	837
1929 . . .	1.102	1.251	1.270	694	576	1.009	836	1.247
1936 . . .	1.195	1.665	1.740	860	794	1.311	951	1.826
1937 . . .	1.186	1.587	1.738	833	782	1.404	1.054	1.774
1947 . . .	1.091	928	1.216	591	584	1.082	..	1.297
1948 . . .	1.124	958	1.327	..	603	1.086	763	1.362
1949 . . .	1.179	1.048	..	702	641	..	844	1.407
1950 . . .	1.213	1.067	..	770	693	..	961	1.425
1951 . . .	1.228	1.103	..	849	743	..	1.043	1.427 [c]

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».

[a] Non compris les minières à ciel ouvert.

[b] Limites territoriales actuelles.

[c] 11 mois.

industries, a été mis sur pied, des cantines et des bains ont été installés à la mine, enfin les mineurs ont été dispensés du service militaire obligatoire. Mais c'est à l'usage seulement qu'on peut juger de l'efficacité d'une mesure : bien que, depuis plusieurs années, les mineurs soient maintenant mieux rémunérés que les autres travailleurs de l'industrie (et bien que, notamment, les salaires des jeunes mineurs soient élevés si on les compare à ceux que peuvent demander les débutants dans d'autres branches), les avantages ne sont manifestement pas suffisants, si l'on en juge d'après les résultats obtenus lorsqu'il s'agit d'amener de nouveaux ouvriers à la mine ou d'empêcher ceux qui y sont de quitter leur emploi.

On fait parfois valoir que ces faits prouvaient que les avantages pécuniaires consentis aux ouvriers étaient sans effet à ce point de vue : on dit bien souvent que chacune des augmentations successives suscite une amélioration du recrutement pendant quelques mois (les augmentations de novembre 1950 et de février 1951 sont à cet égard les exemples les plus récents [1]), mais qu'après un certain temps la courbe des effectifs recommence toujours à descendre. S'il en est ainsi, c'est plutôt, semble-t-il, parce qu'au bout de quelques mois les autres ouvriers améliorent, eux aussi, leur situation, de sorte que le salaire du mineur, par rapport au leur, accuse un certain recul. Si l'on veut empêcher que l'effectif de la main-d'œuvre employée dans les mines ne continue de diminuer sans cesse, il semble évident qu'il faudra trouver un moyen de maintenir un rapport plus ou moins constant entre les salaires des mineurs et ceux des autres travailleurs. Dans une industrie comme les charbonnages, où la productivité risque fort d'augmenter plus lentement que dans d'autres secteurs, il faudra peut-être opérer un relèvement effectif et périodique des taux moyens de salaires (tant au rendement qu'à l'heure) pour compenser la baisse que subiraient sans cela les gains des mineurs par rapport aux gains des ouvriers des autres industries.

A pratiquer une telle politique, on risque fatalement de ne voir s'accroître l'effectif de la main-d'œuvre que pour constater une recrudescence de l'absentéisme ou un relâchement de l'effort de production, le goût des loisirs reprenant le dessus chez les travailleurs de force. Mais il faut courir ce risque.

On a peut-être accordé une attention exagérée à ce qui a souvent été préconisé comme une autre méthode, laquelle consisterait à embaucher des immigrants étrangers dans les mines britanniques. A dire vrai, il ne s'agit pas là d'une autre politique, mais plutôt d'une mesure complémentaire qui aurait son utilité. Il est extrêmement regrettable, tant du point de vue des Britanniques eux-mêmes que de celui de l'Europe continentale, que les ouvriers du Royaume-Uni soient hostiles au recrutement d'étrangers qui travailleraient avec eux, au point que l'immigration italienne ne se fait plus qu'au compte-gouttes [2]. Il n'a jamais été question de se servir de la main-d'œuvre étrangère pour empêcher les salaires des mineurs anglais de monter ou pour entretenir le chômage en Angleterre. L'attitude de nombreux groupements de mineurs qui refusent d'accepter les assurances que leur donnent leurs chefs à cet égard a peut-être une portée plus générale : elle serait symptomatique d'un manque de confiance des hommes dans leurs chefs, qu'il s'agisse de la direction des houillères ou des dirigeants syndicaux.

A cet égard comme à d'autres, l'industrie est gênée par le nombre insuffisant d'hommes capables dans les postes élevés de direction, technique et administrative. La mécanisation des mines exige le concours de nombreux spécialistes, et les plans de rationalisation demandent, tant à l'échelon national qu'à l'échelon régional, un personnel important pour les services de planification. Or, ces experts ne faisaient pas partie de l'actif dont le National Coal Board a pris possession lors de la nationalisation des houillères. Il ne faut pas oublier que, lorsque les directeurs, qui sont aujourd'hui âgés d'une quarantaine d'années, sont entrés dans les houillères, celles-ci traversaient la période de crise la plus grave, pendant laquelle le recrutement était difficile, et qu'ils ont passé la plus grande partie de leurs années d'activité au service de petites entreprises disposant de capitaux insuffisants et dans des conditions telles qu'il leur était impossible de méditer de vastes projets d'investissements et moins encore de les préparer ou de les mettre en œuvre. Le National Coal Board a parfaitement conscience de ce problème, et les projets qu'il a mis au point pour la formation et l'avancement du personnel (c'est ce que l'on appelle le « plan de promotion » *(ladder plan)*) devraient à la longue contribuer grandement à sa solution. Mais, en attendant, tant que l'on n'aura pas réussi à accélérer le recrutement d'ouvriers venant d'autres secteurs, les charbonnages resteront dans une situation qui ne paraît avoir d'équivalent dans aucun autre pays : l'exécution des programmes d'investissements se trouve paralysée, non par le manque de ressources financières, mais faute d'hommes capables de concevoir et de mener à bien la réorganisation des puits et des bassins houillers. Au cours des débats publics

[1] Une nouvelle augmentation de salaires a été annoncée en décembre 1951 ; du début de décembre 1951 à la mi-janvier 1952, le nombre total de mineurs employés s'est accru d'environ un millier par semaine. Il est encore trop tôt, bien entendu, pour savoir si ce mouvement suffira à renverser la tendance.

[2] Le nombre total d'ouvriers étrangers placés dans les mines du Royaume-Uni depuis 1947 est d'environ 18.000, soit (en admettant qu'ils y travaillent encore) 2,5% de l'effectif total des mineurs. Ce sont, pour la plupart, des réfugiés ou des « personnes déplacées ». Après d'interminables discussions, un plan a été établi au début de l'année 1951 prévoyant le recrutement d'Italiens ; à la fin de l'année, on en comptait 760 dans les puits. En Belgique, au contraire, les travailleurs étrangers représentent 42% de l'effectif total des mineurs.

sur le problème de la direction des mines, on a consacré beaucoup d'attention aux avantages respectifs de la centralisation et de la décentralisation, mais l'on ne s'est guère appesanti sur le problème essentiel qui est celui-ci : comment attirer vers l'industrie charbonnière les hommes les plus intelligents [1] ? Cette pénurie de cadres risque pourtant d'être plus grave encore que le manque de mineurs dont on parle bien davantage.

Allemagne occidentale

La production de charbon en Allemagne occidentale est inférieure à ce qu'elle était avant la guerre, comme en Grande-Bretagne, mais pour une autre raison. La main-d'œuvre est relativement abondante et le nombre des mineurs est beaucoup plus élevé qu'en 1937 ou même qu'en 1929. Pourtant, le rendement augmente lentement et, au rythme actuel, il faudrait une quinzaine d'années pour retrouver le rendement par poste de 1937, si rien n'est fait pour améliorer le taux d'accroissement [2].

On a donné beaucoup de raisons pour expliquer le faible rendement des mineurs allemands, mais certaines d'entre elles ne peuvent être considérées comme suffisantes, car elles valent aussi pour d'autres pays où le rendement par poste s'accroît néanmoins plus rapidement qu'en Allemagne. On dit, par exemple, que les travaux d'aménagement ont été peu importants au cours des années de guerre et même entre 1930 et 1939; mais, pendant la guerre, dans tous les pays, c'était le charbon facile à extraire qui sortait des mines. On fait observer que, pendant de nombreuses années, peu de puits nouveaux ont été foncés et que, dans les mines en exploitation, il faut chaque année descendre plus profond, de sorte que le charbon doit être transporté sur de plus longues distances pour être amené à la surface et que les mineurs doivent travailler à des températures de plus en plus élevées; mais, là encore, il en est malheureusement de même dans tous les pays [3]. On dit aussi que le charbon extrait est plus sale qu'avant la guerre [4], de sorte que la proportion de charbon propre et marchand par rapport à la quantité totale extraite est plus faible; mais l'on se plaint dans tous les pays de cet état de choses qui est dû, pour une part, à la mécanisation et, pour une part, au fait que l'on exploite des veines plus pauvres. On fait valoir, enfin, que la prospérité de la Ruhr provoque une grande mobilité de la main-d'œuvre, d'où il résulte que la proportion d'ouvriers inexpérimentés est très élevée. Mais de cela on se plaint aussi dans toutes les régions où le plein emploi est réalisé.

Il y a toutefois d'autres raisons plus spéciales qui expliquent pourquoi le rendement est peu élevé en Allemagne occidentale. Quatre d'entre elles sont particulièrement importantes : la répartition anormale de la main-d'œuvre par groupes d'âge; les conditions effroyables de logement dans le bassin de la Ruhr; l'incertitude qui continue de régner sur le point de savoir à qui appartiendront les mines elles-mêmes; et, enfin, la propagande menée dans certains milieux pour inciter les mineurs à ne pas extraire de charbon pour l'exportation.

On ne peut pas faire grand-chose pour le moment pour remédier à la première de ces difficultés. On se plaint du même état de choses en Grande-Bretagne où, comme l'indique le Tableau 75, la proportion d'hommes âgés parmi les mineurs est sensiblement plus élevée qu'elle ne l'était en 1937. Le vieillissement de la main-d'œuvre est ici le résultat de la longue crise qu'a traversée l'industrie charbonnière et de la diminution du nombre des mineurs nouvellement embauchés qui en est résultée. Mais, en Allemagne, cette tendance a été plus accentuée encore, et le manque d'ouvriers appartenant aux groupes d'âge (30 à 45 ans) les plus productifs ne laisse pas d'être inquiétant. A cet égard, la composition de l'effectif des mineurs correspond à celle de l'ensemble de la population active de l'Allemagne occidentale. Toutefois, si le recrutement d'hommes jeunes se poursuit au rythme actuel, dans dix ou quinze ans les charbonnages de l'Allemagne occidentale compteront une plus forte proportion d'hommes appartenant aux groupes d'âge les plus productifs que l'industrie houillère des autres pays.

La pénurie de logements, sans nul doute, a des répercussions graves. Les mineurs de la Ruhr vivent,

[1] D'après tout ce que l'on sait, les charbonnages britanniques dans leur ensemble ont un pourcentage plus faible d'employés bien rémunérés que les autres industries ou que les charbonnages des autres pays. Ce n'est pas là une conséquence de la nationalisation, mais de l'état déplorable où se trouvait cette industrie avant la nationalisation.

[2] En 1951, le rendement était supérieur de 17% à ce qu'il était en 1913, exactement comme en Grande-Bretagne.

[3] Toutefois, dans certaines mines, la température critique à laquelle on est obligé de réduire la durée du travail a déjà été atteinte, car les mines allemandes sont relativement profondes ; ceci ne s'est pas encore produit au même degré dans d'autres pays.

[4] On chiffre à 21% la proportion de parties stériles en 1951, alors qu'elle était de 12,5% en 1936 (voir A. Grosse-Boymann, *Glückauf*, 87 [1951], page 420).

Tableau 75

RÉPARTITION DES MINEURS PAR GROUPES D'AGE DANS LES MINES SOUTERRAINES

En pourcentage

Groupes d'âge	Grande-Bretagne			Ruhr		France	Belgique	
	Moyenne pour 1937 [a]	10 décembre 1949 [a]	10 décembre 1949	Milieu de l'année 1939	Milieu de l'année 1950	1er janvier 1950	1er janvier 1939	1er janvier 1949
14 à 17 ans	9,1	3,3	2,0	3,0	2,3	3,9	5,8	6,3
18 à 20 ans	4,8 [b]	3,7	3,5	4,2	9,2	8,7		
21 à 25 ans	13,7 [c]	10,7	11,4	4,0	17,9	19,5	9,4	21,4
26 à 30 ans	12,6	12,5	13,6	12,8	12,4	18,5	15,4	19,6
31 à 35 ans	13,0	23,0	24,4	21,0	7,3	10,6	19,6	13,8
36 à 40 ans	11,6			22,3	9,9	12,2	19,3	13,8
41 à 45 ans	9,4	23,8	24,1	13,8	13,3	11,0	13,7	10,8
46 à 50 ans	8,2			9,7	13,9	9,3	8,9	8,2
51 à 55 ans	6,9	9,0	8,7	7,0	7,9	4,8	5,8	4,0
56 à 60 ans	5,5	7,0	6,4	1,9	3,9	1,4	1,4	1,6
61 à 65 ans	3,1 [d]	4,1 [d]	3,5 [d]	0,3	2,2	0,1	0,6	0,5
66 ans et plus	2,1 [e]	2,9 [e]	2,2 [e]	0,0	0,1			

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».

[a] Jour et fond.

[b] 18 et 19 ans.

[c] 20 à 25 ans.

[d] 61 à 64 ans.

[e] 65 ans et plus.

dans la proportion de un sur huit, loin de leurs familles : c'est là forcément une cause d'absentéisme. Mais il y a plus grave encore peut-être : ce sont les départs incessants d'ouvriers qui abandonnent la mine, soit que l'occasion se présente, pour eux, de trouver un logement dans un autre bassin, soit qu'une entreprise métallurgique leur offre une maison. L'instabilité de la main-d'œuvre est donc assez forte [1], et cela pour des raisons qui n'existent pas toujours dans les autres pays.

La troisième raison est plus subtile. A première vue, il est difficile de comprendre pourquoi les ingénieurs des houillères (dont l'effectif est loin d'être insuffisant dans le bassin de la Ruhr) seraient moins désireux de travailler dans une industrie techniquement bien aménagée et organisée faute de savoir à qui appartiendront en définitive les charbonnages. Il se peut fort bien que l'explication soit la suivante : voulant mettre les mines en bon état pour ceux, quels qu'ils soient, qui en seront finalement les propriétaires, la direction des charbonnages aurait accordé une importance excessive aux travaux d'aménagement et de réorganisation, qui permettront par la suite d'extraire des quantités plus grandes de charbon, mais entraînent pour le moment une diminution de la production. Il faudrait pourtant obtenir de toute façon une certaine augmentation si l'on veut pouvoir compter sur une production accrue dans l'avenir. Ce conflit entre les besoins immédiats et les besoins futurs existe dans tous les pays producteurs de charbon.

La quatrième raison que l'on donne pour expliquer la faiblesse du rendement est encore plus difficile à apprécier. Ce qui est certain, c'est que plusieurs dirigeants ont prétendu, en public, qu'il n'y avait guère intérêt à augmenter l'extraction de charbon tant que le tonnage et le prix des exportations de charbon seront fixés par une autorité internationale et non par les Allemands eux-mêmes, et que tout accroissement de la production aurait vraisemblablement pour résultat de faire fixer à un niveau plus élevé le contingent des exportations. Il est évidemment impossible de savoir au juste dans quelle mesure l'expression de cette opinion a pu influencer l'attitude des cadres et réagir sur l'effort de production des mineurs.

De ces quatre facteurs, seul le premier — à savoir la répartition anormale de la population allemande par groupes d'âge — échappe à toute intervention humaine. Parmi les trois autres, c'est sans doute la

[1] En 1950, les mouvements de main-d'œuvre dans la Ruhr, pour les mineurs du fond rémunérés d'après leur rendement, ont porté sur 23% de l'effectif total; en 1951, il semblerait que la situation ait été encore plus grave. Voir H. H. Bischoff, « Arbeiterzahl und Förderanstieg im west-deutschen Steinkohlenbergbau », *Glückauf* 87 (1951), page 563.

pénurie de logements qui est le plus important. D'après les plans actuellement établis, la situation devrait s'améliorer beaucoup d'ici deux ans. Dans le programme de construction, il est prévu que 46.000 logements seront mis à la disposition des mineurs en 1952 et en 1953, dont près de 40.000 en Rhénanie du Nord-Westphalie. Si les autres programmes de construction de logements ne sont pas réduits [1] (ce qui annulerait en grande partie l'effet du programme de construction de logements destinés aux mineurs), l'objectif fixé implique un accroissement très important, mais non impossible à obtenir du nombre de logements construits.

Plus directement, le rendement des mineurs est encouragé par un système de salaires conçu à cet effet. De nouvelles propositions retiennent beaucoup l'attention en ce moment : elles visent à exonérer de l'impôt sur le revenu les gains provenant d'une production accrue, lesquels sont assujettis actuellement à un taux marginal assez élevé ; il semble que ce soit là un moyen inutilement compliqué de subventionner les charbonnages. Si l'on estime qu'ils ne peuvent pas payer des sursalaires suffisamment élevés, et qu'il est impossible de faire monter le prix du charbon, l'octroi d'une subvention serait sans doute préférable au jeu d'un système d'impôts directs qui est lié d'une façon plus générale à la redistribution du revenu national.

Un important programme d'investissements est actuellement en cours d'élaboration; seuls manquent encore les moyens de financement. Ce programme prévoit l'extension en profondeur de puits existants, l'achèvement d'un certain nombre de puits nouveaux qui sont déjà à moitié foncés, la mécanisation de quarante chantiers d'abattage et l'installation de centrales électriques consommant des combustibles de qualité inférieure. Bien que les investissements et, peut-être même davantage encore, la concentration accrue de l'extraction sur les chantiers les plus productifs qui est actuellement envisagée doivent avoir pour effet d'améliorer le rendement, on estimerait, semble-t-il, qu'il serait nécessaire d'augmenter encore l'effectif — déjà considérable — de la main-d'œuvre employée.

Pour assurer le financement de ces plans d'investissements, les systèmes les plus compliqués ont été élaborés [2] (ces systèmes prévoient l'utilisation des fonds de contrepartie de l'ERP, voire certaines exonérations d'impôt); mais ces systèmes ne diffèrent pas foncièrement, pour autant, du système plus direct de financement par l'Etat qui a été adopté en France et au Royaume-Uni. La nécessité d'un financement spécial pour l'industrie minière en Allemagne occidentale résulte du fait que, dans un régime de prix généralement libres, le prix du charbon, comme celui de l'acier et les loyers, reste soumis au contrôle : dans ces conditions, les charbonnages sont moins attrayants que d'autres industries pour les capitaux en quête de placement et les charbonnages sont moins bien placés pour financer leurs propres investissements par un remploi de leurs bénéfices.

France

Dans les charbonnages français (nationalisés pour la plupart depuis la guerre), l'extraction journalière a accusé la même augmentation lente que dans les charbonnages britanniques, et pour la même raison : augmentation du rendement par poste compensée en partie par une diminution des effectifs [3].

Toutefois, cette analogie s'arrête là. Alors qu'en Grande-Bretagne la réduction des effectifs s'est produite malgré les efforts du gouvernement et du National Coal Board, en France c'est de propos délibéré que, pendant une partie de cette période, l'on a cherché à obtenir cette baisse de l'emploi. Dans les premiers mois de 1950, alors que les mineurs britanniques, en réponse à des appels des pouvoirs publics, faisaient des heures supplémentaires le samedi, les charbonnages français, en présence de stocks croissants sur le carreau de leurs mines et placés devant la nécessité de réduire les heures de travail [4], refusaient tout nouvel engagement de travailleurs, si ce n'est pour le fond, et n'embauchaient en ce cas que les fils de mineurs.

Si, en Grande-Bretagne, l'augmentation du rendement est considérée comme souhaitable principale-

[1] Le nombre total de logements dont la construction a été achevée en Rhénanie du Nord-Westphalie a été de 70.000 en 1949, de 120.000 en 1950 et peut-être de 140.000 en 1951.

[2] Une partie du coût du programme de construction de logements destinés aux mineurs doit être financée à l'aide d'une taxe de 2 Deutschmark sur le charbon, soit 5% environ du prix. Les entreprises de la plupart des industries seront tenues de souscrire à un emprunt qui est destiné à financer les investissements dans les industries lourdes; comme le montant de leur souscription sera fixé en partie d'après leurs bénéfices et en partie d'après leur chiffre d'affaires brut, même les entreprises qui n'utilisent pas de charbon seront obligées de fournir une contribution. Chacune des entreprises sidérurgiques créées au moment de la décartellisation devra être associée à une ou plusieurs houillères, de sorte que ces gros consommateurs financeront directement leurs propres approvisionnements en charbon.

[3] La diminution enregistrée vers la fin de 1948 s'explique surtout par le départ des prisonniers de guerre allemands.

[4] En moyenne, sept jours ouvrables ont été perdus pour la production pendant les six premiers mois de 1950.

BIBLIOTECA INTERNAZIONALE URBINO

ment parce qu'elle permet d'accroître l'extraction totale, en France, on s'est surtout efforcé d'augmenter le rendement pour réduire les frais d'extraction. Ainsi, en France, bien qu'immédiatement après la guerre les objectifs de production et les programmes d'investissements aient été fixés à un niveau très élevé, ils ont bientôt été réduits et, en 1950, l'ensemble du programme de construction et de modernisation des puits était diminué de 25%. L'augmentation de la capacité de production, primitivement fixée à 34 millions de tonnes, a été ramenée à 26 millions, ce qui représente encore un accroissement de 50% par rapport au tonnage actuellement extrait. Toutefois, la réduction appliquée aux programmes de construction de lavoirs n'a été que de 14% et cette réduction résulte principalement de l'ajournement des travaux prévus pour de nouveaux sièges. La révision du programme d'investissements a nettement été décidée de façon à tenir compte de l'abaissement des objectifs d'extraction sans compromettre pour autant l'amélioration précédemment prévue de la position des charbonnages français vis-à-vis de leurs concurrents. Cette attitude découle logiquement du fait que la France a toujours été importatrice nette de charbon et que la plus grande partie de sa production nationale ne peut concurrencer facilement les charbons britanniques ou allemands.

Au cours du second semestre de 1950, après que l'on se fut rendu compte que les stocks sur le carreau des mines, qui avaient pris antérieurement des proportions si menaçantes, n'allaient disparaître que trop vite, et qu'en période de pénurie l'on ne pourrait compter sur des importations, un renversement de la politique suivie a été décidé. L'on a recommencé à embaucher et on a fixé à nouveau des objectifs plus élevés pour les investissements. Les approvisionnements en biens d'équipement nécessaires ne se heurteraient à aucune difficulté et il semble qu'aucune pénurie de cadres ne doive ralentir le rythme des travaux. Néanmoins, le programme fixé pour 1952 semble être à peu près de la même ampleur que celui qui a été réalisé en 1951.

Belgique

Les charbonnages belges se distinguent de ceux d'autres pays de l'Europe occidentale du fait que leur propriété est répartie entre quelque 80 sociétés, encore indépendantes de l'Etat dans une grande mesure, à la fois en ce qui concerne leur politique de production à court terme et leurs investissements de capitaux [1]. En outre, les bassins de la Belgique du Sud et du centre sont des producteurs marginaux [2] particulièrement sensibles aux fluctuations du marché charbonnier européen. Ils ont été protégés dans une large mesure contre la crise des années 1930 et suivantes par des restrictions frappant les importations de charbon en Belgique : lorsque le plan Schuman entrera en vigueur, ces restrictions deviendront à la longue impossibles et, à moins de dispositions spéciales, ces mines ne pourront guère attirer beaucoup de capitaux privés nouveaux. Les capitaux investis depuis la guerre ont presque tous été affectés à la construction de logements, de centrales, de lavoirs, à l'électrification des treuils d'extraction et à d'autres installations du jour.

Ce qu'il y a de plus frappant dans la situation des houillères belges c'est que, depuis la guerre, l'effectif total des mineurs n'a jamais cessé d'être plus élevé qu'en 1938, bien que le nombre des Belges travaillant dans les mines ait diminué d'un cinquième ou d'un quart.

Nombre des travailleurs dans les houillères belges [a]

(Fin de l'année — En milliers)

	Belges	*Italiens*	*Autres travailleurs étrangers*	*Prisonniers* [b]	*Total*
1938 . . .	123	5	20	—	148
1945 . . .	99	2	11	45	158
1946 . . .	95	19	12	39	165
1947 . . .	97	30	34	2	163
1948 . . .	100	46	30	1	177
1949 . . .	101	35	27	—	163
1950 . . .	97	30	25	—	153
1951 [c] . .	90	44	22	—	157

Source : Bulletin de statistique, Institut national de statistique, Bruxelles, octobre 1951, page 1766.

[a] Nombre de travailleurs inscrits.

[b] Prisonniers de guerre et « inciviques ».

[c] Au 30 septembre.

En admettant des travailleurs étrangers, italiens pour la plupart, en période de prospérité, et en arrêtant leur recrutement lorsque la demande faiblit, la Belgique a pu assurer la souplesse nécessaire au

[1] Toutefois, en 1947, une intervention du gouvernement en matière de prix a eu une influence indirecte sur les investissements ; l'approbation à une hausse des prix n'a été donnée qu'à la condition qu'une partie des bénéfices (45 francs par tonne dans les mines de Campine et 35 francs dans les autres bassins) soit consacrée au rééquipement.

[2] Le charbon se trouve dans des veines profondes, grisouteuses, assez minces, faillées, entre des terrains exerçant des pressions parfois considérables.

Tableau 76

INVESTISSEMENTS BRUTS DANS LES MINES DE HOUILLE

Pays	Unités	En monnaies nationales					En millions de dollars au pouvoir d'achat de 1950					Extraction en 1951 (*En millions de tonnes*)
		1947	1948	1949	1950	1952 (*Plan*)	1947	1948	1949	1950	1952 (*Plan*)	
Royaume-Uni [a] . .	Millions £	16,2	23,5	29,7	26,9	38	64	87	108	96	110	212
Allemagne occidentale	Millions DM	..	..	..	300	675	..	..	..	78	147	120
dont, dans les centrales		..	..	..	..	230	..	..	..	..	50	
France	Milliards fr.	16	33,7	52,9	54,9	60	105	129	179	168	148	53
dont, dans les centrales		5	9,3	14,2	18,5	21,3	33	36	48	57	53	
Belgique	Millions fr.	650	1.170	1.160	1.060	2.400 [b]	12	21	20	17	32 [b]	29
dont, dans les centrales		..	..	380	260	..	..	..	7	4	..	

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».

NOTE. — Dans ces chiffres ne sont compris ni les logements pour mineurs, ni les cokeries.

[a] Non compris les minières à ciel ouvert.

[b] Ce chiffre pourra être réduit si les capitaux privés font défaut.

bon fonctionnement d'une industrie marginale. En même temps, le rendement par poste a augmenté régulièrement, aussi bien lorsque l'emploi augmentait que lorsqu'il diminuait, mais il reste encore inférieur aux chiffres maximum atteints avant la guerre.

Pologne

La production des charbonnages polonais a rapidement repris après la guerre et atteignait dès 1949 les résultats de 1929, l'année la meilleure d'avant guerre. Le rendement par poste était en 1949 probablement un peu plus élevé qu'en 1929, mais inférieur encore de 20% environ à ce qu'il avait été en 1936 et en 1937. Depuis 1949, la production a augmenté encore de 10%, sans que l'on sache, d'ailleurs, quelle est la part de cette augmentation qu'il faut attribuer à un accroissement numérique des effectifs et celle qui revient à l'amélioration du rendement. Lorsque le plan sexennal de développement a été établi pour les années 1950 à 1955, l'on visait, avec des effectifs qui devraient rester constants, à réaliser, entre 1949 et 1955, une augmentation de production de 35% — égale à peu près à celle que la France se fixait comme objectif, mais nettement plus ambitieuse que celle du programme britannique — par une amélioration de la productivité, assurée surtout grâce à la mécanisation à laquelle les veines polonaises, exceptionnellement épaisses, se prêtent particulièrement bien. Si le plan est exécuté, le rendement par poste (fond et jour) atteindra 1.800 kilogrammes à la fin de la période, soit 4% de plus qu'en 1936, année la plus active, et presque autant que le rendement maximum atteint la même année par les charbonnages néerlandais.

Programmes d'investissements

En Europe, pendant la période de 1913 à 1937, le rendement par poste a augmenté en moyenne de plus de 1% par an, en dépit du raccourcissement de la journée de travail. Ce chiffre reste favorable si on le compare avec les progrès réalisés pendant la même période dans les mines souterraines américaines; il est toutefois inférieur à l'accroissement moyen de la productivité dans les industries manufacturières qui a été de l'ordre de 2% par an ou davantage. Dans une large mesure, l'augmentation est due à la mécanisation progressive de toutes les opérations d'extraction, mais le rôle joué par la rationalisation a aussi été important. En Grande-Bretagne, c'est probablement l'utilisation de haveuses et de transporteurs mécaniques qui a permis d'augmenter le rendement par poste de 10% entre 1913 et 1936. Pourtant, parce que le morcellement de la propriété n'a pas permis de pousser en Grande-Bretagne la rationalisation des charbonnages au même degré que dans la Ruhr, le rendement par poste — qui était, en 1913, le plus élevé d'Europe — ne représentait plus, en 1936, que 70% de celui que l'on obtenait alors dans la Ruhr.

L'ampleur du programme d'investissements d'un pays donné ne suffit donc pas, en elle-même, à mesurer l'effort que fait ce pays pour augmenter sa production

charbonnière [1]. En outre, il est certain que les programmes d'investissements des différents pays n'ont pas tous une égale portée [2]. Néanmoins, il paraît légitime de comparer en gros ceux des principaux pays producteurs, encore que, pour chaque chiffre, de nombreuses mises au point s'imposent. Il semble, d'après le Tableau 76, que l'effort d'investissement de la Grande-Bretagne soit proportionnellement beaucoup plus faible que celui de la France : c'est là un fait remarquable eu égard à la situation extrêmement grave de la Grande-Bretagne au point de vue de la main-d'œuvre [3].

Il n'existe de chiffres sur la rentabilité de tel ou tel type d'investissement que dans quelques cas. Dans tous, le coût des quantités supplémentaires de charbon que l'on pourrait extraire, exprimé en prix départ mine, est inférieur au supplément de prix que représentent, à l'heure actuelle, les importations américaines de charbon par rapport au coût sur le carreau des mines européennes. Ainsi, en France, le coût probable des modernisations classées dans les « grands travaux » [4] est chiffré en moyenne à 8.500 francs par tonne de production supplémentaire annuelle, ce qui représente environ le triple de la différence entre le prix c.a.f. actuel du charbon des Etats-Unis et le prix moyen du charbon français, départ mine, si bien que les capitaux investis seront amortis en trois ans. En Allemagne occidentale, on a indiqué [5] que la mécanisation d'un chantier d'abattage augmente l'extraction de moitié; comme les frais de cette mécanisation seraient, en général, de l'ordre de 40 DM par tonne de production annuelle, ou de 120 DM par tonne additionnelle, alors que la différence entre le prix moyen départ mine du charbon de la Ruhr et le prix rendu du charbon américain est de 40 DM environ, ce type d'investissement serait, lui aussi, amorti en trois ans (en supposant qu'il existe des moyens de transport et des installations de traitement permettant d'assurer l'écoulement de cette production supplémentaire).

[1] Il n'y a d'ailleurs aucune raison pour que les pays cherchent tous à développer leur production dans la même proportion. Certains bassins, en particulier ceux du sud de la Belgique, sont géologiquement moins aptes que d'autres à fournir l'augmentation nécessaire. Certaines de ces différences sont mises en lumière par les chiffres suivants :

Profondeur et épaisseur moyennes des veines exploitées

	Profondeur (Mètres)	*Epaisseur*
Grande-Bretagne	360	1,20
Allemagne occidentale . .	700	1,50
France	420	1,20
Belgique	800	0,80
Pologne	325	3,50

[2] Ainsi, les chiffres belges semblent laisser de côté les travaux de développement (tels que le traçage des galeries), tandis que les « travaux à moyen terme » dont on parle en France comprennent expressément cette dépense. Dans le cas de la Grande-Bretagne, les chiffres comprennent des projets plus vastes, tels que la construction de grandes galeries pour relier des sièges existants. Le domaine auquel s'appliquent les chiffres allemands est imprécis. Pour que l'on puisse examiner de façon méthodique l'avantage relatif qu'il y aurait, du point de vue européen, à accroître les investissements dans les charbonnages d'un pays plutôt que d'un autre, il sera indispensable d'améliorer la comparabilité des statistiques.

[3] On a estimé qu'avant la guerre, en Grande-Bretagne, un accroissement des effectifs de 1% entraînait, à lui seul, une augmentation de l'extraction d'environ 0,75% et que, pour des effectifs constants, une augmentation de capital de 1% donnait un accroissement de production de 0,25%; en d'autres termes, l'équation de la production du charbon s'exprimait par la formule $P=kL^{0,75}C^{0,25}$, dans laquelle P représente l'extraction, L l'effectif, C le capital, et k une constante fonction de l'efficacité de la direction et de l'activité de la main-d'œuvre (voir K. S. Lomax, *Journal of the Royal Statistical Society*, Series A (General), Vol. CXIII, partie III, 1951, p. 346). Des calculs faits par la suite semblent indiquer que ce rapport est resté le même depuis la guerre, mais, alors que la valeur de k était inférieure à l'unité avant la guerre, elle est devenue supérieure à l'unité depuis la guerre.

[4] Commissariat général du Plan de modernisation et d'équipement: *Etat des opérations du plan de modernisation et d'équipement à la fin de 1950*, Paris, 1951.

[5] M. Schensky, « Die neueren Ergebnisse der mechanisierten Kohlengewinnungspunkte im Vergleich zu handbetriebenen und die daraus zu ziehenden Folgerungen für die Förder- und Leistungssteigerung », *Glückauf* 86 (1950), page 1179.

3. Les tendances de la consommation du charbon et la politique suivie

La quantité de charbon dont l'Europe a besoin n'est pas une donnée fixe objectivement déterminée par le niveau et la structure de la production industrielle et le niveau du revenu réel.

Remplacement du charbon par d'autres sources d'énergie

En premier lieu, comme le montre le Tableau 70, on constate depuis une vingtaine d'années un remplacement assez rapide du charbon par d'autres sources primaires d'énergie, et cette évolution pourrait fort bien se poursuivre. Il est évidemment désirable que les réserves de houille blanche soient exploitées aussi intensivement que possible : en particulier, il serait bon que les pays qui disposent de ressources hydrauliques encore inutilisées augmentent leurs moyens de production d'électricité hydraulique plutôt que de construire

de nouvelles centrales thermiques, même si les frais d'installation des centrales hydrauliques sont supérieurs, par unité d'énergie produite, à ceux des centrales thermiques fonctionnant au charbon ou au pétrole [1]. Certains des pays abondamment pourvus en houille blanche dépendent déjà si peu du charbon qu'il n'est pas possible d'en attendre une contribution substantielle directe à l'amélioration de l'économie charbonnière de l'Europe. Toutefois, un développement des échanges internationaux d'électricité hydraulique faciliterait indirectement des économies de charbon en permettant une exploitation intensive de la houille blanche dans les pays où la demande locale d'électricité est déjà satisfaite.

Le remplacement du charbon par le pétrole appelle des observations d'un caractère assez différent. Il n'entraînerait pas nécessairement une réduction des dépenses en dollars. En outre, certains gouvernements se refuseront éventuellement à tirer une trop forte proportion des approvisionnements en énergie que consomme leur pays d'une source dont ils pourraient être coupés en temps de guerre, et qui, au surplus, se trouve entre les mains de monopoles privés internationaux. Il est certain toutefois qu'un aménagement des appareils de combustion qui permettrait de les faire fonctionner indifféremment au pétrole ou au charbon ferait bénéficier ces pays d'une souplesse précieuse qui les mettrait à l'abri des pires effets des pénuries graves de combustibles solides qui risquent de se produire d'une façon transitoire.

Economies de charbon qui pourraient être réalisées grâce à une amélioration du rendement de la combustion

En second lieu, on peut réaliser des économies de charbon en améliorant la façon dont sont conduits les appareils utilisés pour la combustion. L'ampleur de ces économies et les méthodes les plus propres à les réaliser diffèrent sensiblement suivant les types de consommateurs.

Il ressort du Tableau 77 que dans les trois pays d'Europe occidentale qui consomment le plus de charbon — Grande-Bretagne, Allemagne occidentale et France — 35 à 40% des combustibles solides consommés en 1950 l'ont été par l'industrie électrique, les chemins de fer et la sidérurgie. Dans ces trois secteurs industriels, le coût du charbon représente une part si importante du coût total que, si la concurrence jouait, ils seraient poussés à conduire leurs appareils à combustion de façon à obtenir un résultat voisin de l'optimum technique [2]. Le problème qui consiste à amener ces secteurs industriels à effectuer des économies de combustibles peut ainsi être considéré comme un élément d'un problème plus général : celui de concevoir des conditions dans lesquelles des industries habituellement constituées en monopoles intérieurs pourraient être amenées à réduire leurs prix de revient, au lieu de s'en tenir à l'opinion commode, courante sur des marchés dominés par les vendeurs, selon laquelle les augmentations de prix de revient importent peu, parce qu'elles peuvent toujours être mises à la charge du consommateur final des produits sous la forme d'une augmentation de prix [3].

Dans les pays producteurs de charbon, une partie importante de l'extraction est consommée par les houillères elles-mêmes pour la production d'énergie motrice. On reconnaît en général que, dans trop de cas, les appareils à combustion utilisés sont vieillis. Un programme de modernisation permettrait, s'il était exécuté, des économies appréciables. Toutefois, une question plus importante, qui se pose partout aujourd'hui, est celle de savoir si l'on ne pourrait mettre au point des moyens permettant de réduire au minimum la consommation de charbon marchand

[1] C'est là un cas dans lequel les intérêts généraux d'une nation peuvent être différents de ceux des entreprises d'électricité à caractère commercial.

[2] On a apporté, au cours des dernières décades, de grandes améliorations à l'utilisation du charbon, tant dans l'industrie sidérurgique que dans les centrales. C'est ainsi que la British Iron and Steel Federation estime qu'en 1923, il fallait 3,14 tonnes de charbon pour fabriquer une tonne d'acier fini, contre 1,81 tonnes en 1939. (Voir *Report and Accounts of the National Coal Board for 1950*, page 33.) Il reste toutefois une marge d'amélioration par une utilisation meilleure du gaz obtenu en tant que sous-produit. Pour ce qui est de la production d'électricité, on dispose des chiffres suivants, qui ne tiennent pas compte de la différence de pouvoir calorifique des produits utilisés. (On sait qu'au Royaume-Uni, le pouvoir calorifique moyen a diminué de 5% entre 1939 et 1949.)

Consommation de charbon pour la production d'électricité

	1930	1939	1949
Pays-Bas [a]	0,68	0,54	—
Royaume-Uni [b]	0,91	0,61	0,63
Etats-Unis [c]	0,74	0,64	0,58

a Mesurée d'après la quantité de courant livré : il y a une consommation ou une perte de 5% environ à la centrale. (Voir *Jaarcijfers voor Nederland*, 1940).

b Mesurée d'après le courant produit. (Voir Ministry of Fuel and Power, *Statistical Digest*, 1949 et *Report and Accounts of the British Electricity Authority*, 1950/1951).

c Mesurée d'après le courant produit. (Voir United States Bureau of Mines, *Minerals Yearbook*, 1949.)

[3] Ce qui précède se rapporte surtout à la façon dont les appareils existants sont utilisés. Bien entendu, dans tous les cas, le remplacement des installations existantes par les installations les plus modernes améliorerait le rendement en combustible.

Tableau 77

CONSOMMATION DE COMBUSTIBLES SOLIDES PAR SECTEURS EN 1950

En millions de tonnes

	Houille et produits dérivés					Lignite et produits dérivés
	Grande-Bretagne	Allemagne occidentale [a]	France	Belgique	Pays-Bas	Allemagne occidentale
Houillères [b]	10,9	11,6	4,7	2,7	1,2	16,4
Centrales électriques [c]	32,3	8,9	7,5	2,8	2,7	21,5
Chemins de fer	14,5	9,7	6,4	1,6	0,6	0,5
Industrie sidérurgique	25,6	16,2	12,8	4,8	0,8	2,6
Autres secteurs [d]	116,5	42,6	32,3	14,0	9,8	33,3
Total	199,8	89,0	63,7	25,9	15,1	74,3

Source : Bulletin mensuel de statistiques du charbon, Commission économique pour l'Europe.

Note. — Les quantités de coke et de briquettes sont exprimées en quantités équivalentes de houille ou de lignite nécessaires à leur fabrication.

[a] Y compris le « Pechkohle ».

[b] Non compris le charbon distribué aux mineurs et le charbon consommé par les centrales qui vendent de l'électricité à d'autres utilisateurs.

[c] Y compris les centrales minières qui vendent de l'électricité à d'autres utilisateurs.

[d] Y compris le charbon distribué aux mineurs, le charbon destiné à des usages industriels, commerciaux et domestiques, et le charbon de soute.

par les houillères [1]. Cette question sera examinée ultérieurement [2].

Il reste le secteur des industries diverses et celui de la consommation commerciale et domestique, ce qui représente environ la moitié de la consommation totale dans chacun des cinq pays pour lesquels les chiffres figurent dans le Tableau 77. La marge des améliorations à réaliser par une économie de combustibles et par une utilisation meilleure des appareils existants est certainement très considérable en ce domaine.

L'exemple le plus notoire de gaspillage de combustible est, bien entendu, la cheminée à grille à laquelle les Anglais sont tellement attachés. Les évaluations de la quantité de chaleur évacuée par le conduit de fumée ou perdue par la combustion incomplète du charbon qui reste dans les cendres varient entre 75 et 90% [3]. Il n'est pas douteux que des initiatives propres à encourager avec succès le remplacement des cheminées ouvertes par des poêles fermés permettrait, tout en conservant en moyenne la même température dans les maisons anglaises, de réduire de plusieurs millions de tonnes la consommation de charbon. Mais cette transformation ne pourrait se faire ni à bref délai ni sans une dépense importante, en supposant même que l'acier dont on aurait besoin puisse être fourni en abondance. En outre, à moins que le rationnement du charbon ne soit maintenu indéfiniment et que les quantités accordées aux foyers domestiques soient réduites d'un montant égal à l'économie réalisée, on n'obtiendrait probablement guère d'économies nettes, étant donné toute la marge d'amélioration du confort qui subsiste encore [4].

D'autre part, il existe des possibilités d'économiser le charbon à usage industriel qui, dès maintenant, sont plus séduisantes, à la fois parce qu'elles peuvent être réalisées sans inconvénients majeurs pour la collectivité et pour les particuliers, et parce que, dans chaque cas particulier, l'économie obtenue pourrait être vraiment sensible.

Les experts en matière d'utilisation rationnelle des combustibles pourraient tous citer des cas innombrables où le seul recours à un peu de bon sens a permis à des industriels de réaliser une économie notable de combustible. Souvent il a suffi d'assurer une meilleure conduite de la chauffe, d'obturer les fuites, de régler

[1] Le National Coal Board, dans son *Plan for Coal* (page 73), précise que, tant que cette pratique ne sera pas courante dans les houillères, la perte effective de charbon marchand restera de 5 millions de tonnes par an en Grande-Bretagne ; mais les auteurs de cette publication paraissent assez réservés quant à la possibilité d'adapter rapidement les appareils à combustion des houillères.

[2] Voir pages 196-198.

[3] Pour les calculs qui ont servi à l'établissement du Tableau 70, on a admis que le rendement de la cheminée à grille était de 15%.

[4] A l'heure actuelle, 45% des maisons anglaises n'ont pas d'eau courante chaude. Cette proportion est certainement plus forte encore dans quelques autres pays.

le tirage, de calorifuger suffisamment les conduites, et de procéder à d'autres améliorations du même ordre. Au regard de chaque exemple d'économie déjà réalisée, chacun sait qu'on peut citer une foule d'autres cas dans lesquels l'économie reste encore à faire. L'évaluation de la diminution totale de consommation que l'on pourrait obtenir par un changement radical des appareils à combustion est naturellement du domaine de la conjecture. On a estimé qu'aux Pays-Bas [1], l'adoption généralisée de bonnes méthodes de chauffe permettrait, à elle seule, de réduire de 5% la consommation de charbon dans l'industrie et que, par une meilleure utilisation de la vapeur, on parviendrait à économiser 5% de plus. Le service du rendement des combustibles du ministère britannique des combustibles et de l'énergie a acquis la conviction qu'il est presque toujours possible de réaliser des économies de 20 à 25% [2].

Il n'est pas du tout surprenant qu'il en soit ainsi. Partout, dans la plupart des industries, les dépenses en combustibles ne représentent qu'une faible proportion du coût total de fabrication. Les chiffres ci-après montrent quelle était à cet égard la situation aux Etats-Unis en 1947; si l'on disposait pour d'autres pays de statistiques aussi poussées, elles indiqueraient sans aucun doute la même chose.

Coût des combustibles dans les industries manufacturières des Etats-Unis en 1947

	En proportion de la valeur ajoutée dans chaque groupe d'industries	*En proportion des dépenses totales en combustibles dans l'industrie manufacturière*
	(*En pourcentages*)	
Hauts fourneaux, aciéries et laminoirs	40	32
Autres industries grosses consommatrices de combustibles [a]	11	29
Autres industries manufacturières	2	39
	4	100

Source : United States Census of Manufactures.

[a] Industries où le rapport du coût du combustible à la valeur ajoutée dépasse 5%. Celles où la consommation de combustible est relativement la plus importante sont les industries fabriquant briques, vitres, céramiques, ciment, papier, et les fonderies de fer. (Sur le sens qu'il convient de donner à l'expression « industries grosses consommatrices de combustibles », voir la note 1, page 174).

Le contraste entre l'industrie sidérurgique et les autres industries relativement grosses consommatrices de combustibles est frappant. Dans le troisième groupe d'industries, lequel a consommé près de 40% du total du combustible utilisé à la fabrication de produits manufacturés, les avantages financiers d'une diminution de la consommation de combustible sont tout à fait négligeables, même si la vente des produits de ces industries s'effectue sur un marché soumis à une concurrence très active. Au surplus, les industriels qui ont pris l'habitude de ne pas se soucier de leurs dépenses en combustibles ne sont pas en état de modifier rapidement leur façon de faire : leurs ingénieurs thermiciens, lorsqu'il y en a, occupent le plus souvent un rang hiérarchique assez modeste dans le personnel de direction et ne sont pas toujours très qualifiés, parce que la place réservée, dans leur formation professionnelle, à l'étude des techniques permettant des économies de combustibles a été relativement étroite.

La recherche d'économies plus grandes dans l'utilisation industrielle des combustibles suppose donc la mise en œuvre de mesures propres à amener les industriels à mettre en application les résultats éprouvés de la technique moderne des combustibles. Pour y parvenir, il existe au moins trois moyens : la vulgarisation et la propagande, la politique des prix et le rationnement discriminatoire.

Vulgarisation et propagande

Dans la plupart des pays, on a eu assez fréquemment recours à cette première méthode, qui consiste à exhorter les consommateurs tout en faisant appel à la conscience professionnelle des techniciens dans les entreprises. Toutefois, l'organisation de consultations techniques semble avoir été, en général, trop exclusivement laissée à l'initiative privée d'institutions financées par les cotisations des sociétés. C'est seulement au Royaume-Uni que le gouvernement lui-même s'est chargé de soumettre à des essais les fours, chaudières et autres installations industrielles, et de donner des consultations techniques aux sociétés sur la manière de réduire leurs dépenses en combustibles. Rien n'oblige les entreprises à demander ces avis; d'ailleurs, de toute façon, le petit nombre des ingénieurs attachés au ministère intéressé (explicable par la pénurie de personnel qualifié) rendrait pour le moment illusoire l'exercice généralisé d'une telle intervention si elle devenait obligatoire [3].

[1] Voir le *Rapport de la Commission pour les économies de combustibles*, 1951.

[2] Voir *Report and Accounts of the National Coal Board for 1950*, page 33.

[3] En France et en Italie, où le gouvernement a le pouvoir de faire inspecter les installations thermiques dans les usines et d'imposer des améliorations, il semble que la pénurie d'inspecteurs spécialistes ait empêché de généraliser ces interventions.

Les dépenses engagées pour donner des conseils techniques et une formation professionnelle en matière d'utilisation des combustibles peuvent rapporter à la collectivité un profit bien supérieur aux frais assumés. Le profit sera encore accru si les crédits ouverts à cet effet sont dépensés avec discrimination. Dans une économie où, relativement à d'autres prix, la hausse du prix du charbon est encouragée ou tolérée, il se peut que les conseils dont il s'agit rapportent le plus, en économies de charbon réalisées, s'ils s'adressent aux industries dont, normalement, la demande de charbon sera le moins sensible aux fluctuations des cours. Au contraire, dans les économies où le prix du charbon est maintenu artificiellement bas, il est vraisemblable que les résultats les meilleurs seront obtenus si l'on s'occupe surtout du groupe intermédiaire des industries dont la consommation spécifique de charbon est relativement élevée.

Politique des gouvernements européens en matière de prix

L'idée a été parfois émise que le meilleur moyen qu'auraient les gouvernements de provoquer des économies de combustibles consisterait à encourager la hausse du prix des combustibles par rapport aux prix des autres produits. Poussée à l'extrême, cette thèse consiste à dire que même si la majoration subie par les combustibles est mise à la charge des consommateurs, les biens et services qui comportent une consommation spécifique de combustibles élevée renchériront plus que précédemment par rapport aux autres, et leur demande diminuera (dans la seule mesure toutefois où cette demande est sensible au prix). Ainsi, même si une augmentation du prix des combustibles déclenchait une forte hausse des prix de revient, la consommation des combustibles diminuerait quelque peu.

Aucun des gouvernements européens n'a suivi une telle politique. Au contraire, ils se sont attachés à maintenir aussi bas que possible le prix du charbon, parfois au moyen de subventions qui, en France, sont encore en vigueur. On a souvent soutenu, pour justifier cette politique, que si l'incidence directe du charbon sur le coût de la vie est faible, toute hausse du prix d'un produit qui influe sur tous les prix de revient sans exception doit nécessairement entraîner des répercussions en chaîne dépassant de loin l'effet provoqué au départ. Cette argumentation semble reposer sur une équivoque : en général, chacun des effets secondaires successifs d'une hausse du prix de charbon — hausse des tarifs de transport entraînant une hausse de l'acier, qui à son tour élève les frais d'abattage dans les houillères, et ainsi de suite — sera inférieur à celui dont il procède, si bien que la hausse finale du niveau général des prix, entraînée par une hausse initiale du prix du charbon, ne sera pas importante, à moins que le coût du charbon ne représente lui-même, avant la modification, une proportion élevée du coût de revient total. Or, cela ne semble être le cas dans aucun pays européen.

Rapport de la consommation de charbon [a] au revenu national en 1950

(*En pourcentages*)

Belgique	7,0	Irlande	2,6
Allemagne occidentale	5,8	Suède	2,2
Royaume-Uni	4,1	Norvège	1,8
Pays-Bas	3,6	Italie	1,3
Danemark	3,2	Suisse	0,8
Espagne	3,0	Grèce	0,2
France	2,9		

a Consommation apparente de houille et de lignite, prix départ mine ou prix rendu au port d'entrée. Les sources auxquelles ces chiffres ont été puisés sont indiquées dans les « Notes sur les statistiques ».

Le rapport du coût du charbon au revenu national varie de pays à pays; mais, même en Belgique où l'industrie sidérurgique — grosse consommatrice de charbon — occupe dans l'économie une part plus importante que dans les autres pays énumérés, ce rapport ne dépassait pas 7 % en 1950. Il n'y a donc pas de raison particulière de craindre qu'une hausse du charbon provoque une élévation générale des prix de revient, à moins qu'il ne s'agisse de marchés où les prix seraient si instables que la hausse d'un produit quelconque y mettrait tous les autres prix en mouvement [1].

Mais cette modicité relative du coût du charbon est un argument à double tranchant qui peut aussi justifier la politique suivie par les gouvernements. Comme on l'a signalé plus haut, dans la plupart des industries de la plupart des pays, le coût du combustible, quel que soit son niveau absolu, ne représente qu'une part infime du prix de revient total : l'on n'est pas fondé à supposer que la demande de charbon des entreprises serait influencée par de petites modifications de leur prix de revient total, aussi bien dans

[1] Pour la même raison, la crainte souvent exprimée par les industriels de voir une hausse du charbon affaiblir grandement leur position par rapport aux concurrents étrangers sur les marchés d'exportation est en général très exagérée.

l'hypothèse où l'augmentation de prix devrait être absorbée par l'industrie elle-même que dans celle où elle pourrait être mise à la charge des consommateurs sous forme d'une hausse fractionnelle. Aussi se pourrait-il que les économies de charbon consécutives à une hausse voulue du prix du charbon soient si faibles que les gouvernements aient été bien avisés de les considérer comme moins importantes que la stabilité générale des prix [1].

Bien entendu, pour maintenir aussi bas que possible les prix de revient moyens, tout en forçant ceux des consommateurs industriels qui sont sensibles aux hausses à réduire leur consommation de charbon, une autre politique des prix pourrait être suivie qui consisterait à établir une discrimination entre les différentes catégories de consommateurs. Mais, dans la plupart des pays, les complications inhérentes à une telle politique (sans parler de l'impression d'injustice qu'elle donnerait) ont empêché d'envisager sérieusement son adoption [2]. Dans les pays qui dépendent de l'importation pour leur approvisionnement, des caisses de compensation ou de péréquation ont souvent été instituées de façon que tous les charbons d'un même type soient vendus à un prix uniforme, quelle que soit leur origine. En général, dans les pays producteurs, le prix de chaque qualité de charbon est taxé uniformément pour tous les consommateurs de l'industrie; les barèmes [3] et le niveau général des prix du charbon y sont fixés de telle façon que la recette totale des houillères ne dépasse pas de beaucoup le total de leurs dépenses et que le prix du charbon importé soit le même que celui du charbon national. Comme les charges de personnel représentent, dans les mines, une proportion élevée du coût total, il est résulté de cette politique que, dans les pays producteurs, le prix du charbon est en réalité déterminé par la position des mineurs sur le marché du travail par rapport au patronat et à d'autres groupes de travailleurs.

L'Allemagne occidentale semble être le seul pays de l'Europe occidentale où l'on ait pratiqué des prix discriminatoires. Il en est ainsi depuis le mois d'août 1951, durant lequel la nécessité d'une hausse du prix du charbon s'est imposée pour tenir compte de l'augmentation des salaires des mineurs, dont on craignait qu'elle ne suscite une hausse générale des prix si l'on en faisait subir uniformément l'incidence à tous les consommateurs. L'on s'était proposé initialement de laisser inchangé le prix du charbon pour certaines industries — surtout pour celles où le coût du combustible représente une proportion élevée du coût total; d'autres, qui pouvaient supporter une hausse, se seraient vu accorder le droit de toucher en plus de leur attribution normale un contingent de charbon à un prix supérieur de 35 DM au prix de la taxe; un troisième groupe devait être autorisé à recevoir en plus un supplément en charbon américain à condition de le payer au prix vrai. Telle était l'économie du projet : l'on était fondé à soutenir que les industries grosses consommatrices de charbon avaient déjà plus que d'autres tendance à ménager les combustibles, et que ces mesures pourraient, par la manière douce, inciter les industries dont la consommation de charbon est moindre à pratiquer des économies plus rigoureuses. Mais des obstacles d'ordre politique et juridique empêchèrent d'appliquer ces mesures sous la forme primitivement prévue. Depuis qu'elles sont entrées en vigueur, le charbon a en réalité trois prix — le prix de la taxe, qui est payé par les services publics industriels qui sont très gros consommateurs de charbon, par les industries de l'alimentation et par les foyers domestiques; un prix moyen entre le prix de la taxe et le *Spitzenpreis* (35 DM de plus); et un prix moyen entre le prix de la taxe, le *Spitzenpreis* et le prix du charbon américain — le plus fort de ces trois prix étant celui que paie l'industrie sidérurgique qui est, de toutes, celle dont la consommation spécifique de charbon est la plus forte [4]. Il semble que l'on envisage maintenant de mettre fin à cette expérience.

---

[1] Le maintien du prix du charbon, dans la mesure où il a empêché l'utilisation de produits pétroliers pour remplacer le charbon, a, bien entendu, placé la demande à un niveau supérieur à celui qu'elle aurait occupé dans une autre hypothèse. Toutefois, comme on l'a indiqué dans la section 1, tous les pays ne trouveraient pas un avantage bien net à remplacer purement et simplement le charbon importé par du pétrole importé.

[2] Au Royaume-Uni, la loi dite Coal Industry Act de 1946, dans sa section 2 *(b)*, exclut expressément cette possibilité.

[3] On a laissé de côté la question de la relativité des prix du charbon selon les différents types : importante en soi, cette question n'est pas essentielle dans un exposé du problème du charbon en général.

[4] Pour compléter cet exposé, il convient d'ajouter que la majoration de 35 DM par tonne est répartie entre les différents charbonnages, non pas, comme on l'avait prévu à l'origine, proportionnellement à l'augmentation de leur production par rapport à celle de la période de référence, mais proportionnellement à leur production totale. Celles des mines dont l'extraction n'augmente pas sont ainsi récompensées de leur échec aussi longtemps que d'autres mines parviennent à améliorer la leur, tandis que les mines qui améliorent leur extraction n'en sont guère récompensées si d'autres prennent du retard.

Tableau 78

DISPONIBILITÉS DE COMBUSTIBLES SOLIDES EN EUROPE, 1929-1950

En millions de tonnes

Pays		1929	1937	1946	1947	1948	1949	1950
Autriche	Charbon	6,7	3,7	2,0	2,5	4,6	5,1	4,7
	Lignite	4,0	3,4	3,8	4,8	5,3	6,0	6,1
Belgique et Luxembourg	Charbon	39,9	36,1	29,3	30,2	31,6	30,3	28,7
Danemark	Charbon	6,1	7,3	4,4	4,7	4,1	5,6	7,5
	Tourbe	0,4	0,4	3,7	5,2	3,6	1,4	..
Finlande	Charbon	1,3	2,4	1,1	1,7	2,5	1,4	2,0
France	Charbon	94,3	74,6	58,3	62,3	64,4	73,3	63,7
Allemagne occidentale [a]	Charbon	91,9	92,5	43,6	61,6	69,3	81,5	87,2
	Lignite	66,6	69,4	47,5	58,0	61,1	67,5	74,3
Grande-Bretagne	Charbon	195,2	199,0	187,8	200,1	200,8	201,9	198,9
Irlande	Charbon	2,6	2,4	1,6	1,8	1,9	1,9	2,2
	Tourbe	3,6	3,6	4,1	4,1	3,8	3,6	2,5
Italie	Charbon	15,0	13,9	6,9	10,8	9,2	10,2	9,6
Pays-Bas	Charbon	15,4	15,5	10,5	13,0	13,3	14,6	15,5
Norvège	Charbon	3,3	3,9	2,1	2,9	2,3	1,9	2,0
Portugal	Charbon	1,3	1,6	1,0	1,3	1,2	1,4	1,2
Espagne	Charbon	9,3	7,9	10,4	10,3	11,1	11,7	11,8
Suède	Charbon	7,2	10,4	4,6	6,8	7,9	7,1	8,6
Suisse	Charbon	3,5	3,7	1,6	2,3	2,8	2,0	2,7
	Lignite	0,8	0,6	0,1	0,4	0,3	0,3	0,5
Total pour les pays énumérés	Charbon	493	475	365	412	427	450	446
	Lignite	71	73	51	63	67	74	81
Total pour l'Europe	Charbon	591	567	422	486	511	541	546
	Lignite	219	223	208	221	242	266	282

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».

NOTE. — Le coke et les briquettes figurent dans ces totaux pour le tonnage de houille et de lignite nécessaire à leur fabrication. Les écarts entre les chiffres correspondant à 1950 qui sont donnés ci-dessus et ceux du Tableau 77 sont dus à des modifications du montant des stocks et à de petites différences de définition.

[a] Y compris le « Pechkohle ».

Systèmes de rationnement

On aurait pu penser qu'ayant écarté tout recours à une politique des prix en tant que moyen d'imposer des économies dans l'utilisation du charbon, des gouvernements, et plus particulièrement ceux qui pratiquent l'économie dirigée depuis un certain temps, eussent mis en œuvre, pour parvenir au même résultat, un régime de rationnement ou de répartition. Or, il ne semble pas qu'une expérience en ce sens ait été même tentée et il apparaît au contraire que, dans ceux des pays tout au moins où le rationnement a été assez large, si tant est que le système de rationnement a eu quelque effet sur la consommation, il a fait plus de mal que de bien. Il en a été ainsi en partie parce qu'il est difficile d'apprécier l'efficience avec laquelle les différents consommateurs utilisent le combustible, mais aussi, parfois, parce que les gouvernements ont trouvé commode de mettre le rationnement du charbon au service d'objectifs d'un caractère plus général. Ainsi, dans tous les pays soumis au régime de la répartition [1], la demande de certaines catégories de consommateurs — houillères elles-mêmes, services publics industriels (gaz, service des eaux et électricité) et chemins de fer — ont reçu pleine satisfaction. Ceci se justifiait parce que l'activité de ces industries conditionne la production

[1] En France, le régime de la répartition a pris fin en 1949, époque à laquelle la situation charbonnière s'est améliorée. En Allemagne occidentale, le régime actuel de répartition est entré en application pendant l'hiver de 1950. En Grande-Bretagne, ce régime est en vigueur depuis 1940.

de tous les autres biens et services qui ne faisait l'objet d'aucune limitation [1]. Les consommateurs privés [2] ont presque partout été traités avec dureté, parce que leur consommation pouvait être fortement réduite sans qu'il en résultât de répercussion directe sur la production industrielle.

Pour la répartition des tonnages restants entre les différents consommateurs de l'industrie, les méthodes et les critères [3] diffèrent d'un pays à l'autre. Au Royaume-Uni, on ne fait aucune discrimination entre les industries. En Allemagne occidentale, toutes les industries alimentaires reçoivent une allocation élevée, parce que l'approvisionnement en denrées alimentaires est considéré comme ayant une importance primordiale; le contingent réservé à l'industrie de la céramique est élevé, parce qu'il s'agit d'un secteur d'activité employant relativement beaucoup de main-d'œuvre; certaines industries fabriquant des biens de consommation reçoivent des attributions peu élevées, parce que l'on considère leurs articles comme peu importants. Du point de vue de la bonne utilisation du combustible, ces critères ne se justifient évidemment pas; certes, il peut être important d'assurer l'approvisionnement en pain, mais il semble superflu de stimuler aussi la fabrication du pain de luxe qui exige relativement beaucoup de charbon; l'on peut juger sans importance la fabrication des abat-jour, mais si elle n'exige proportionnellement que peu de combustible, l'on ne réalisera pas une économie bien grande en acculant au chômage les ouvriers qui travaillent. Toutefois, rien ne permet de croire que l'application de ces critères agit autrement qu'au hasard sur le rendement moyen de l'utilisation des combustibles dans l'ensemble de l'économie.

Aucun pays n'a fait effort pour établir une discrimination entre utilisateurs efficaces et ceux qui ne le sont pas. Les effets de cette attitude neutre ont peut-être été plus fâcheux au Royaume-Uni qu'en Allemagne occidentale, en dépit de la supériorité technique du mode de répartition britannique, parce que, jusqu'ici, la situation des approvisionnements a été meilleure au Royaume-Uni : si l'on excepte le mois de février 1947, au cours duquel l'hiver le plus rigoureux du demi-siècle avait provoqué l'épuisement des stocks de charbon et paralysé la production industrielle, il ne semble pas que la production ait été ralentie dans aucun secteur de l'industrie britannique par manque de charbon, bien que des entreprises n'aient souvent pas pu se procurer le type de charbon qu'elles auraient préféré. De plus, si, pour des raisons évidemment valables, les consommateurs de l'industrie et les consommateurs privés ont été encouragés à faire leurs achats à l'avance pendant les mois d'été, les vierges folles qui commencent l'hiver avec des stocks insuffisants parce qu'elles ont consommé le charbon de manière imprudente, loin d'être punies pour avoir manqué de prévoyance ou du sens de l'intérêt public, tendent à être récompensées par des allocations supplémentaires leur permettant de subsister [4].

Sans doute, on pourrait soutenir qu'il est injuste de reprocher aux systèmes de répartition en vigueur de ne pas favoriser les économies de combustibles, puisqu'ils ont été appliqués non pas à cette fin, mais bien en vue d'empêcher la pénurie générale de se traduire par des arrêts de la production dans certaines entreprises au choix desquelles le hasard seul aurait

---

[1] Il n'y avait d'exception que dans un cas, où il s'agissait d'un dernier service dont l'usage ne bénéficiait qu'aux derniers consommateurs: dans certains pays, il arrivait que des trains de voyageurs soient supprimés pour réduire la demande de charbon des chemins de fer.

[2] Avec lesquels étaient généralement associés les magasins, bureaux et autres, qui utilisent le charbon surtout pour le chauffage.

[3] En Allemagne occidentale, le gouvernement fixe tous les trimestres le contingent alloué à chaque secteur de l'industrie, en pourcentage de sa consommation pendant la période de référence, c'est-à-dire septembre à novembre 1950. (Ce pourcentage varie d'une industrie à l'autre.) Le pouvoir de répartir ce total entre les différentes entreprises d'un même secteur est délégué à un service de vente de l'industrie charbonnière elle-même (Deutsche Kohlenverkauf) qui, en règle générale, applique une règle uniforme pour chacune des entreprises d'un même secteur, mais dispose dans d'étroites limites d'une certaine latitude et peut ainsi majorer les quantités accordées aux entreprises qui ont perfectionné leurs installations ou développé leurs opérations. Au Royaume-Uni, l'organisme de distribution du charbon du ministère des combustibles et de l'énergie fixe lui-même, pour chaque trimestre, les quantités accordées à chacun des utilisateurs qui consomment plus de 100 tonnes anglaises par an, et fixe le plafond des achats que peuvent effectuer tous les autres consommateurs par année.

[4] Naturellement, dans une entreprise qui n'utilise pas rationnellement le charbon, le poste combustible sera plus élevé que dans une autre, mais — comme on l'a fait observer plus haut — il n'en résultera pas nécessairement une différence relative importante quant au coût *total* des deux entreprises. Toutefois, il est probable qu'une entreprise où les dépenses en combustibles sont anormalement élevées sera également inefficiente à d'autres égards. Dans la mesure où cette concordance se vérifie, si, par la déflation ou par une politique de contrôle des prix plus rigoureuse, on vient à faire disparaître l'état d'esprit qui fait considérer que toutes les augmentations du prix de revient peuvent être mises à la charge du consommateur, on aboutira, en diminuant la capacité de résistance des entreprises généralement inefficientes, à susciter de faibles économies de combustibles.

présidé [1]. Ce que l'on veut seulement suggérer ici, c'est que les gouvernements seraient bien inspirés s'ils essayaient de résoudre les difficultés que comporte le choix d'un critère adéquat pour la discrimination entre les entreprises, à tout le moins entre celles qui font partie des principales industries grosses consommatrices de charbon [2]. L'évaluation des besoins en combustible de telle ou telle entreprise — besoins qui varient selon le type de fabrication, le nombre d'équipes employées, l'âge et le type des appareils à combustion, et la possibilité de choisir entre les sources d'énergie — serait, certes, arbitraire, et il faudrait, du moins pour le moment, admettre un grand nombre d'exceptions [3]. Mais cette méthode ne serait pas plus arbitraire que celle qui découle des régimes neutres de rationnement actuellement en vigueur, et les économies de combustibles ne pourraient manquer d'être appréciables.

[1] Ces systèmes de répartition visaient également à mettre à la disposition des consommateurs le type de charbon qui convenait le mieux à leurs appareils à combustion.

[2] En Pologne, une telle discrimination semble déjà mise en pratique.

[3] Dans bien des cas, on pourrait, sans erreur grossière, prendre comme indicateur de la production nette la quantité d'un produit déterminé ou celle d'une matière première servant à sa fabrication.

4. Nécessité d'une politique coordonnée des combustibles

Le vice fondamental des plans de répartition du charbon actuellement en vigueur tient au fait que ces plans ne visent pas assez haut. Ils ne portent que sur les combustibles solides, et aucune tentative n'a été faite depuis la fin de la guerre pour contrôler la consommation des autres combustibles [4] ou pour tenir compte de cette consommation lors de la fixation des contingents de répartition de combustibles solides.

Dans ces conditions, on pouvait prévoir que les consommateurs qui verraient leurs achats de charbon réduits par des restrictions sévères, c'est-à-dire surtout les particuliers, remplaceraient pour une part importante le charbon par d'autres sources d'énergie. Comme deux de ces autres sources d'énergie, le gaz et l'électricité, sont elles-mêmes dérivées en totalité ou en partie du charbon, la possibilité de les utiliser à la place du charbon crée une fissure dans le système de rationnement du charbon lui-même. La politique, appliquée partout, qui consiste à satisfaire pleinement la demande de charbon des services publics industriels permettait de prévoir que les fuites prendraient des proportions considérables.

C'est au Royaume-Uni que ce remplacement du charbon par l'énergie électrique tirée du charbon est allé le plus loin. En 1950, la ration normale de houille d'un foyer domestique n'était égale qu'aux trois quarts environ de la consommation moyenne d'avant guerre. Mais la consommation domestique de gaz a presque doublé et celle d'électricité a presque triplé entre 1938 et 1950. Par suite, les quantités de charbon consommées directement ou indirectement par les particuliers ont été, en fait, un peu plus élevées en 1950 [5] qu'en 1938, et le rationnement rigoureux des combustibles solides n'a abouti, en définitive, qu'à réduire de 7% seulement la consommation par habitant.

D'ailleurs, cette diminution moyenne doit avoir été fort inégalement répartie sur l'ensemble parce que, au Royaume-Uni, la façon dont l'électricité est installée dans beaucoup de maisons ne permet souvent de supporter qu'une charge maximum relativement faible, suffisante pour l'éclairage et de petits appareils, mais qui ne permet pas l'utilisation de radiateurs [6], si bien que le système de rationnement appliqué n'a pas permis de réduire sensiblement la consommation moyenne des foyers domestiques et, de surcroît, il a eu des conséquences assez peu équitables, certains foyers se

[4] En 1941, un plan de rationnement applicable à tous les combustibles fournis aux consommateurs privés avait été élaboré pour la Grande-Bretagne par Sir William Beveridge; mais, initialement accepté par le gouvernement, il n'a jamais été mis en vigueur. Pendant la guerre, le gaz et l'électricité étaient rationnés au Danemark, en Finlande, en France, aux Pays-Bas, en Suisse et peut-être dans d'autres pays encore.

[5] Il est d'autant plus surprenant que l'on ait si longtemps laissé se développer cette tendance à l'utilisation de l'électricité pour le chauffage des locaux domestiques que, en 1946, le gouvernement avait déjà accepté les recommandations d'une commission d'experts (la Commission Simon), d'après lesquelles le chauffage des locaux dans les maisons devrait être assuré surtout au moyen de combustibles solides, tandis que l'on découragerait pour le chauffage permanent, que l'on distinguait du chauffage intermittent, l'usage de l'électricité et du gaz.

[6] Une enquête par sondage faite sous la direction du Government Social Survey a montré que, dans «l'année charbonnière» 1948/49, 20% des foyers domestiques de Grande-Bretagne n'avaient pas l'électricité, tandis que 1% seulement d'entre eux n'employaient pas de combustibles solides (voir L. T. Wilkins, *Domestic Utilization of Heating Appliances and Expenditures on Fuels in 1948/1949*, Central Office of Information, Londres, 1951).

trouvant favorisés, alors que d'autres étaient défavorisés.

Consommation directe et indirecte de houille dans les foyers domestiques au Royaume-Uni [a]

	1938	1950
	(En millions de tonnes)	
Tonnage consommé sous forme de :		
Charbon		
Foyers ordinaires	40,8	32,9
Foyers des mineurs	4,7	5,1
	45,5	38,0
Briquettes	0,2	0,6
Coke	3,6	5,6
Gaz	4,7	7,3
Electricité	4,3	12,2
Total	58,3	58,7
	(Kilogrammes)	
Total par habitant	1.220	1.150

a Pour la conversion du coke, du gaz et de l'électricité en équivalent de charbon on a suivi la méthode adoptée dans le rapport *Domestic Fuel Policy* du Fuel and Power Advisory Council (le rapport de la Commission Simon), Cmd. 6762, H.M.S.O., Londres, 1946.

Ce remplacement du charbon par l'électricité a été possible parce que, sauf aux heures de pointe, la consommation de courant électrique était libre. Il a, en outre, été grandement encouragé par la politique des prix suivie par les entreprises de distribution d'électricité. Au Royaume-Uni, le prix moyen du courant fourni aux consommateurs privés a diminué au cours des dix dernières années, non seulement par rapport aux prix des autres biens et services, mais même en valeur absolue : ceci est d'autant plus frappant que les prix appliqués aux consommateurs industriels, dont les barèmes subissent, en général, un ajustement automatique pour suivre les variations des prix du charbon, ont augmenté de 40% [1].

Le cas du Royaume-Uni méritait d'être examiné de près pour deux raisons. D'une part, l'électrification des foyers domestiques y est plus poussée que dans les autres pays européens dont l'électricité est d'origine thermique, et, d'autre part, toute erreur dans la répartition des ressources en combustibles dans un pays qui est à la fois le plus gros producteur et le plus gros consommateur de charbon, ne saurait manquer d'avoir des répercussions dans d'autres pays d'Europe.

L'on ne se rend pas toujours compte que la répartition a pu être défectueuse non seulement au Royaume-Uni, mais aussi dans d'autres pays. On sait que l'augmentation de la demande d'électricité dans les foyers domestiques, à une époque où, dans l'industrie, la demande d'énergie électrique croissait déjà plus vite que les moyens de production d'électricité, a créé des difficultés pour l'industrie, qui se sont traduites aux heures de pointe par des « délestages » [2] atteignant les différents secteurs industriels sans discrimination. Mais on a souvent pensé que cette augmentation de consommation posait seulement un problème de production d'électricité, dont l'unique solution consisterait en définitive à accroître beaucoup la capacité des centrales publiques semblables à celles qui sont actuellement en service, mais d'un rendement meilleur.

En réalité, le problème est plus complexe, à trois points de vue. D'abord, il n'est pas toujours certain que l'on obtiendra un meilleur parti des investissements en construisant des centrales plutôt qu'en plaçant à la disposition de l'industrie et des particuliers des appareils à combustion mieux conçus pour l'utilisation de combustibles solides. Ensuite, il est possible qu'un pourcentage plus important de l'électricité thermique consommée doive être produit par les entreprises industrielles elles-mêmes plutôt que par des sociétés distributrices d'électricité. Enfin, il n'est pas nécessaire que toutes les centrales nouvelles consomment un charbon de même catégorie que celui qui était habituellement utilisé dans le passé. Ces trois points méritent d'être examinés tour à tour.

Charbon et électricité thermique mis en vente comme produits pouvant se substituer l'un à l'autre [3]

La publicité faite depuis de longues années par les entreprises de distribution d'électricité a généralisé l'idée sommaire que l'électrification est toujours un progrès. La réalité n'est pas aussi simple. Sans doute,

[1] Le *Report and Accounts of the British Electricity Authority* pour l'année 1950/51 donne pour la Grande-Bretagne les chiffres suivants :

Recette moyenne par kilowattheure vendu

	Foyers domestiques, commerce et artisanat	*Gros consommateurs*
	(En pence)	*(En pence)*
1938/39	1,596	0,667
1950/51	1,463	0,930

[2] Par l'euphémisme « délestage », il faut entendre une non-exécution partielle des livraisons assurées par contrat aux différents consommateurs.

[3] Le gaz et le coke sont, au même titre que l'électricité thermique, des dérivés du charbon qui font concurrence dans certains cas au charbon brut et à l'électricité. La déperdition totale d'énergie qui intervient dans leur production est cependant très infé-

l'électricité peut rendre des services que le charbon par lui-même ne pourra jamais prêter. Indispensable pour les télécommunications, elle a aussi, par exemple, la propriété d'être réglable instantanément de façon précise, aussi bien comme source de chaleur que comme force motrice. En revanche, en matière de chauffage des locaux, les avantages de l'électricité thermique sur le charbon ou sur le gaz sont plus que douteux. Une tonne de charbon employée pour produire du courant électrique, utilisé lui-même pour le chauffage, donne, dans l'état actuel des connaissances techniques, beaucoup moins de chaleur qu'une tonne de charbon brûlé, soit à l'état brut, soit après carbonisation, dans un foyer ou un poêle bien conçu, et n'en donne guère plus qu'une tonne de charbon brut brûlé dans une cheminée à foyer ouvert [1].

Bien entendu, le pouvoir calorifique n'est pas le seul élément que retiennent les consommateurs (les consommateurs privés moins que les autres), et il est tout à fait naturel que certains préfèrent l'électricité thermique en dépit du prix plus élevé d'un produit dont la transformation est plus poussée, même lorsqu'ils peuvent se procurer des combustibles solides, parce qu'elle offre d'autres avantages. Pour répartir de façon rationnelle les ressources, ce qui importe c'est que le supplément de prix payé pour ces avantages additionnels corresponde au coût social. Il est clair qu'à l'heure actuelle, dans les pays d'Europe occidentale, cela est loin d'être toujours ou même habituellement le cas. Pour le courant électrique, le type de tarif le plus commun est, sous l'une de ses nombreuses formes, celui que l'on appelle le « double tarif » [2]. Etabli par les entreprises de distribution d'électricité essentiellement pour stimuler la consommation, il était destiné à assurer à des centrales équipées en prévision de l'avenir une exploitation aussi régulière et complète que possible et, partant, la plus profitable. Tant que le charbon était abondant et que les centrales ne fonctionnaient pas à plein, il était normal que la partie variable du tarif ne couvre que le coût marginal du courant fourni [3]. Mais aujourd'hui où ni l'une ni l'autre de ces conditions ne sont remplies, l'élément variable du tarif ne couvre plus le véritable coût social marginal de la consommation de l'usager marginal, et, sous la forme où il est conçu actuellement, le double tarif est contraire à l'intérêt général du fait qu'il encourage l'utilisation de l'électricité thermique pour des usages auxquels elle ne convient pas très bien [4]. Il est inutile d'examiner ici si le double tarif doit être totalement abandonné ou si la réforme doit comporter uniquement une augmentation du rapport

---

rieure à celle qui résulte de la transformation du charbon en électricité. Si l'on utilise des fours à coke modernes, cette déperdition peut ne pas dépasser 15%, bien qu'en moyenne elle atteigne probablement 25 à 30%; s'agissant d'usines à gaz, la perte est à peu près la même. Lorsqu'on obtient des résultats également bons soit par le gaz, soit par l'électricité thermique (par exemple, en matière de chauffage intermittent de locaux), il est nettement préférable, du point de vue du rendement du combustible, d'utiliser le gaz. En outre, en regard de l'énergie perdue au cours de la carbonisation du charbon, il faut placer le bénéfice (souvent du même ordre de grandeur) qui résulte du fait que le gaz obtenu, et parfois également le coke, peuvent être utilisés avec une efficacité moyenne plus grande que celle du charbon brut. Comme ce sont surtout des considérations techniques, variables d'une utilisation à l'autre, qui entrent en jeu, l'on n'a pas examiné ici la question de savoir quelle est, suivant les économies dont il s'agit, la proportion de charbon brut qu'il convient de carboniser.

[1] Dans l'état actuel des connaissances techniques, le rendement thermique maximum d'une centrale peut atteindre 30%, la moyenne étant en réalité de 20% environ. La transmission et la transformation entraînent en outre une déperdition d'énergie de 5% au moins. C'est ainsi que le rendement total du combustible, en cas de chauffage à l'électricité thermique, ne peut être supérieur à 25%, mais peut fort bien ne pas dépasser 17%. Le rendement d'un chauffage direct par charbon brut ou carbonisé peut, dans des circonstances favorables, atteindre 70% ou davantage. Le charbon brûlé dans une cheminée à foyer ouvert peut avoir jusqu'à 25% de rendement.

[2] En vertu de ce barème, on paie, quelle que soit la consommation, une somme fixe qui dépend d'éléments tels que le nombre de pièces d'habitation dont dispose le consommateur, ou de leur superficie, ou du loyer auquel le logement est taxé en vue de l'impôt, à quoi s'ajoute une somme assez faible par kilowattheure.

[3] Même dans ces conditions, ce système avait, d'une manière générale, l'inconvénient, du point de vue social, de faire payer aux petits consommateurs (appartenant pour la plupart à la catégorie à revenus faibles) leur électricité plus cher qu'aux gros consommateurs.

[4] Il ne peut en être autrement tant que l'on ne pourra pas se procurer du charbon à volonté, même si le problème de la charge de pointe était résolu. Cependant, si ce problème de la charge de pointe recevait une solution, cela contribuerait à réduire directement la demande de charbon, même dans les pays qui sont principalement tributaires de la houille blanche pour leur approvisionnement en électricité, car cela permettrait de mettre au rancart des installations de secours trop anciennes et de faible rendement. Plusieurs solutions ont été proposées au problème de la charge de pointe. On pourrait, par exemple, installer l'un des nombreux appareils qui limitent automatiquement la charge maximum que les usagers peuvent consommer pendant les périodes de pointe. Ces appareils reviennent, semble-t-il, sensiblement moins cher que les investissements nécessaires pour fournir le complément de charge demandé en période de pointe. On pourrait aussi prévoir des tarifs plus élevés pour l'électricité consommée aux heures de pointe. Ce dernier expédient ne provoquerait probablement pas une réduction immédiate de la consommation dans les pays où les consommateurs sont déjà bien pourvus d'appareils électriques; entre les deux guerres, en Grande-Bretagne, il semble qu'il y ait eu un décalage de deux ans entre le moment où les tarifs ont été modifiés et celui où la consommation s'est adaptée à ce changement. (Voir H. S. Houthakker: « Some Calculations on Electricity Consumption in Great Britain », *Journal of the Royal Statistical Society*, Series A (General), Vol. CXIV, Partie III, 1951.)

entre l'élément variable et l'élément fixe [1]. Il ressort que, dans les pays où le chauffage des locaux constitue la majeure partie de la consommation domestique [2], il y aurait intérêt, pour réaliser des économies de combustibles, à relever le prix marginal exigé des particuliers par rapport au prix payé par l'industrie.

Electricité thermique et chaleur à basse température comme produits associés

Même dans les cas où l'électricité est incontestablement la source d'énergie la plus efficace, il n'est pas toujours certain que les services publics industriels soient les mieux placés pour la fournir aux consommateurs. Ce n'est pas en examinant les avantages et les inconvénients du régime de monopole et du régime de la concurrence que l'on peut trancher cette question. Lorsque l'électricité est produite à partir de charbon ou de pétrole, une grande quantité de la chaleur obtenue constitue un sous-produit. Dans les grandes centrales, ce sous-produit n'a souvent qu'une valeur négative, en ce sens qu'il faut construire à grands frais des tours de réfrigération pour l'évacuer. Ou bien cette chaleur sert à réchauffer les cours d'eau, sans grand avantage pour les pêcheurs à la ligne ! Dans certaines villes fonctionnent des systèmes de chauffage urbain, qui utilisent l'excédent de chaleur, mais le coût de la tuyauterie nécessaire est très élevé et, en tout cas, beaucoup de centrales ne sont pas situées à proximité d'agglomérations importantes. Pourtant, il serait, dans certains cas, très simple d'aménager dans les grandes usines les installations de manière à pouvoir utiliser pour les opérations de fabrication ou pour le chauffage la chaleur excédentaire provenant de la production d'électricité dans ces mêmes usines.

Tant qu'il n'existait pas de réseau électrique couvrant l'ensemble d'un pays, on pouvait opposer à cette dispersion des centrales un puissant argument tenant à l'intérêt général : les charges de pointe ne coïncidant pas obligatoirement, la puissance installée totale nécessaire serait moins grande si une seule grande centrale électrique alimentait toutes les usines que si chacune de celles-ci devait faire face à ses propres besoins aux heures de pointe.

Cette objection n'a plus de valeur depuis la création de réseaux nationaux à l'intérieur desquels des groupes générateurs décentralisés peuvent fournir le courant produit en sus des besoins locaux; et il se peut que les gigantesques tours de réfrigération qui marquent le paysage en ce milieu du XX[e] siècle apparaissent aux générations futures comme des chefs-d'œuvre de la technique n'ayant pas plus d'utilité pratique que les pyramides d'Egypte [3].

L'industrie charbonnière et la production d'électricité thermique, industries complémentaires

Le charbon et l'électricité thermique ont jusqu'à maintenant été traités comme des produits rivaux. Mais l'on ne saurait négliger pour autant leur caractère complémentaire. L'industrie thermo-électrique est l'un des plus grands consommateurs de charbon, et, dans tous les pays producteurs de charbon, l'industrie charbonnière est l'un des plus gros consommateurs d'électricité. Dans plusieurs pays, les houillères produisent elles-mêmes des quantités considérables d'électricité qu'elles ne consomment pas en totalité.

La raison qui les amène à empiéter aussi sur le domaine de l'industrie électrique n'est pas le motif que l'on vient d'invoquer dans le cas de l'industrie manufacturière : elle tient à la nature même de la production charbonnière. Le charbon n'est pas un produit unique nettement déterminé; ce terme générique désigne toute une série de produits qui pro-

[1] Un moyen d'arriver directement à un résultat analogue, mais en discriminant davantage, consisterait à grever d'une taxe prohibitive les radiateurs électriques ou leurs éléments. Bien entendu, cette mesure n'aurait aucun effet sur la consommation tant que les stocks existants ne seraient pas épuisés. Au Royaume-Uni, en particulier, où l'on a fabriqué près de 4.750.000 radiateurs électriques de 1946 à 1950 (mais un demi-million seulement de poêles à combustibles solides et peut-être 600.000 radiateurs à gaz), il faudra un certain temps avant même que la décision qui vient d'être prise d'interdire la fabrication des radiateurs électriques ne produise son effet. En comptant les appareils installés depuis la guerre, la puissance totale des radiateurs électriques au Royaume-Uni atteint sans doute 6.000 mégawatts; or, la capacité totale de production de la British Electricity Authority ne dépasse pas, aux heures de pointe, 12.000 mégawatts environ.

[2] Il ressort des chiffres donnés par P. Schiller dans « Operational Research in Electricity Distribution and Utilization », *Proceedings of the Institution of Electrical Engineers*, Partie I, Londres, juillet 1951, qu'au Royaume-Uni l'électricité utilisée pour le chauffage des locaux, la fourniture d'eau chaude et la cuisine représente plus des deux tiers de la consommation domestique.

[3] Bien entendu, pour la production d'électricité également, la production sur une grande échelle entraîne des économies : la chaufferie d'une grande centrale moderne a un rendement bien meilleur que celle de n'importe quelle petite usine, que l'énergie du moteur primaire soit transmise mécaniquement ou par l'électricité. Mais, à partir d'une certaine puissance, les économies réalisables grâce à un accroissement de puissance sont minimes et la limite se situe bien en deçà des proportions atteintes aujourd'hui par les nouvelles centrales urbaines. D'ailleurs, même un petit industriel qui aurait besoin d'une assez grande quantité de vapeur à basse pression pour les opérations de fabrication ou pour le chauffage des ateliers peut, en utilisant des installations travaillant à contre-pression, produire de l'électricité pour son propre usage, au prix d'une dépense supplémentaire très faible de combustible.

viennent de la même source, mais dont le pouvoir calorifique, la teneur en cendres, le pouvoir cokéfiant et d'autres caractéristiques diffèrent beaucoup [1]. Avant la guerre, quelques-unes au moins de ces variétés de charbon n'étaient pas marchandes et, tout comme la chaleur de vaporisation produite en excédent par les centrales thermiques, elles avaient même une valeur négative en ce sens que leur évacuation entraînait des frais [2]. Ce combustible de qualité inférieure n'était quelque peu demandé qu'en période de pénurie aiguë et, même alors, les houillères ne tenaient guère à le vendre, sauf s'il s'agissait d'une pénurie très passagère. On craignait, en effet, de faire du tort au marché des charbons de qualité en incitant la clientèle à transformer les appareils à combustion pour qu'ils puissent servir à l'utilisation des combustibles de mauvaise qualité [3]. A mesure que la mécanisation des houillères progresse, la proportion de ces combustible de mauvaise qualité augmente, et la pénurie de charbons de qualité supérieure n'a fait qu'ajouter à l'intérêt que l'on porte à ces qualités inférieures et à d'autres succédanés tels que le lignite et la tourbe [4]. Il est certain que, du point de vue de l'économie de combustible à réaliser, il importe de trouver un moyen permettant d'utiliser, au lieu de le laisser perdre, le minimum irréductible de combustible de mauvaise qualité sans lequel il est impossible d'extraire le bon charbon. Tous les charbons pauvres sont très encombrants, ce qui signifie qu'il n'est intéressant de les brûler que dans de grands foyers et que leur transport sur de longues distances n'est pas économique [5]; on peut donc penser que ces combustibles serviront à produire l'électricité sur le carreau de la mine ou à proximité de la mine. C'est ce qui se passe déjà en France, en Allemagne occidentale et en Pologne et aussi, sur une moindre échelle, au Royaume-Uni.

Mais au-delà de ce minimum irréductible (qui varie, bien entendu, d'une veine à l'autre), la proportion de charbons pauvres par rapport à la quantité totale de charbon extrait peut, dans une certaine mesure, être modifiée au gré de la direction des houillères. Il est fort probable que si la méthode se généralisait qui consiste à installer des centrales à proximité des puits ou à utiliser l'énergie excédentaire produite par les centrales minières pour alimenter le réseau national, la proportion des combustibles pauvres, par rapport aux quantités extraites de charbon de bonne qualité, serait plus élevée et provoquerait une augmentation des quantités de chaleur ou d'énergie utilisables que l'on peut obtenir à partir d'un investissement donné de main-d'œuvre et de capitaux dans les charbonnages [6].

Conclusion

Une même idée générale se retrouve à travers toute l'étude qui précède, à savoir qu'aucun progrès important ne pourra être réalisé pour améliorer l'utilisation efficace des combustibles tant que l'on n'aura pas reconnu que le problème de l'énergie forme un tout. Le bon charbon et le combustible pauvre sont extraits au cours d'une même opération; l'un et l'autre peuvent servir à la production d'électricité; quel que soit celui qu'on utilise, on obtient un sous-produit qui est la chaleur; un industriel qui fabrique sa propre électricité et vend l'excédent de sa production peut, en même temps, d'une part, réduire la demande de charbon de bonne qualité en utilisant la chaleur excédentaire et, d'autre part, augmenter cette demande du fait qu'il n'achète pas l'électricité produite à partir des combustibles inférieurs. Les deux aspects de la question sont donc étroitement solidaires, mais le grand problème

---

[1] En Grande-Bretagne, on trouve 8.000 variétés de charbon sur le marché (voir *Report and Accounts of the National Coal Board for 1950*, pages 28 et 32). Le Groupe de travail de la classification du charbon de la Commission économique pour l'Europe travaille actuellement à la préparation de définitions communes des charbons extraits dans les différents pays.

[2] Plus la proportion de charbon qui est « lavé » et transformé en un produit de qualité plus ou moins uniforme augmente, plus les résidus de ce genre deviennent abondants. On peut fort bien soutenir qu'à vouloir pousser trop loin cette méthode, on risque de perdre d'un côté ce qui aura été gagné de l'autre : à savoir que la valeur du poussier perdu, si on ne lui trouve pas une utilisation, sera plus grande que le gain réalisé grâce à l'emploi de charbon lavé.

[3] C'est là un cas exceptionnel de production simultanée en ce sens que, contrairement à ce qui se passe pour le mouton et la laine par exemple, les produits obtenus dans une même opération peuvent, dans une certaine mesure, se substituer les uns aux autres sur le marché.

[4] En Allemagne occidentale, l'électricité est produite dans la proportion de 24% à partir de lignite. (Voir H. Freytag, *Glückauf* 87 (1951), page 374.)

[5] Néanmoins, comme on l'a dit au Chapitre 1, les schlamms pour lesquels on n'avait pas trouvé d'utilisation au Royaume-Uni ont été transportés en 1951 au Danemark et dans d'autres pays d'Europe.

[6] Du point de vue des économies de combustibles à réaliser, il y aurait intérêt à accroître la proportion de combustibles inférieurs jusqu'au moment où la quantité de bon charbon perdue serait égale à la quantité de bon charbon économisée dans des centrales utilisant les bas produits. Il est évident qu'il faut également tenir compte des investissements supplémentaires qui sont aujourd'hui nécessaires pour transformer les centrales, de manière qu'elles puissent consommer des combustibles de mauvaise qualité, mais il ne faut pas trop s'attarder à cette considération à un moment où le manque de charbon représente le dernier obstacle à surmonter.

que doivent résoudre les gouvernements peut être exposé de façon très simple : il s'agit de faire en sorte que toutes les sources primaires d'énergie dont ils disposent soient utilisées aux fins les mieux appropriées. S'ils veulent contribuer au progrès économique des pays voisins, progrès dont dépend celui de leur propre pays, les gouvernements des pays producteurs de charbon devront se faire à l'idée que l'exportation de charbon est une opération qui doit avoir le pas sur les fournitures d'énergie électrique destinée au chauffage de locaux et qui sont une cause de gaspillage.

Dans la plupart des pays, ce sont des entreprises publiques qui assurent la production de charbon, de gaz et d'électricité. Il est donc plus facile aujourd'hui qu'autrefois d'avoir prise sur ces services; mais si l'on veut appliquer les méthodes qui découlent de ce qui a été exposé ici, il faudra modifier profondément les relations qui existent entre les gouvernements et les entreprises publiques d'une part, et entre ces diverses entreprises d'autre part. L'attitude adoptée dans le *Plan for Coal* britannique s'inspire encore manifestement du passé; en effet, d'après cette conception, la demande future de charbon destiné aux entreprises publiques de distribution d'électricité est traitée comme s'il s'agissait d'un facteur totalement indépendant de la politique des prix et échappant à la volonté des pouvoirs publics. Il en va de même de l'hostilité manifestée par certaines entreprises d'électricité à l'égard des propositions qui tendraient à permettre à l'industrie de fabriquer elle-même le courant dont elle a besoin, voire de l'encourager dans cette voie, en lui accordant le droit de vendre l'électricité excédentaire aux services publics [1]. De même, il faudra que les gouvernements soient disposés à traiter sans ménagement les partisans fervents de l'électrification considérée comme une fin en soi [2], aux yeux de qui l'investissement de capitaux importants dans la construction de nouvelles centrales thermiques est le remède spécifique des perturbations occasionnées par la charge de pointe, mais qui regardent comme des défaitistes ceux qui préconisent l'installation de compteurs différentiels qui permettraient d'appliquer un tarif discriminatoire aux consommateurs des heures de pointe. D'une façon plus générale, il faudra non seulement être disposé à adapter aux périodes de pénurie de charbon des tarifs d'électricité qui sont établis pour des périodes d'abondance, mais encore examiner s'il suffit de donner aux industries nationalisées la consigne de couvrir strictement leurs frais totaux (quels que soient ces frais et quelle que soit la rapidité avec laquelle ils puissent changer) pour obtenir soit un fonctionnement efficace des industries elles-mêmes, soit une répartition de la consommation de combustibles satisfaisante du point de vue social.

[1] Il va de soi que si l'on adoptait de telles propositions, la puissance des entreprises de distribution d'électricité, qui tient du monopole, se trouverait quelque peu limitée. Les premiers temps, elles seraient dans l'impossibilité de distribuer à volonté leur charge de délestage, car certains consommateurs seraient à l'abri. Plus tard, elles auraient à faire face, dans une certaine mesure, à une concurrence directe de prix. Si elles se trouvaient dans l'obligation de consommer des combustibles de qualité inférieure, ce qui augmenterait leurs frais d'investissements, alors que d'autres pourraient continuer à s'approvisionner en charbon ou en mazout de bonne qualité, elles se trouveraient dans des conditions de concurrence défavorable, à moins que le combustible de mauvaise qualité ne soit assez bon marché pour que cela compense les frais supplémentaires engagés. Mais, même s'il en était ainsi, il serait peut-être bon de n'accorder aux autres entreprises le droit de produire de l'électricité à partir de charbon de bonne qualité qu'à la condition qu'elles soient vraiment dans l'obligation d'utiliser la chaleur excédentaire obtenue comme sous-produit.

[2] Cela ne veut pas dire, évidemment, qu'il ne soit pas nécessaire d'augmenter la capacité de production : si l'on veut que la production industrielle de l'Europe se développe suffisamment pour répondre aux désirs des populations, le rapport entre l'énergie utilisée et la main-d'œuvre employée devra marquer un accroissement continu. Ce que l'on a voulu dire ici, c'est que les investissements nécessaires à cet effet pourraient être moins considérables si l'on prenait des mesures pour garantir que l'électricité produite dans l'état actuel de la puissance installée existante n'est pas gaspillée au profit de besoins secondaires.

Annexe A

STATISTIQUES SUPPLÉMENTAIRES

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA

Tableau I

INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Pays	Coefficient de pondération en 1948	*1938 = 100*			*1948 = 100*						
					1950				1951		
		1948	1949	1950	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim. *a*	3e trim. *a*
Allemagne :											
Zones occidentales .	102	50	75	95	164	178	194	221	221	232	222
Secteurs occidentaux de Berlin	7	28	19	28	83	89	105	137	135	142	142
Zone soviétique . .	48	60	72	91	..	..	..	..	..	..	..
Autriche	14	92▪*b*	123▪*b*	145▪*b*	147▪	155	158▪	171	164▪	182▪	181
Belgique	36	121	122	125	98	100	98	113	116	120	113
Bulgarie	4	182▪	235▪	290▪	150	151	169	173	188	173	195
Danemark	17	135	142	155	113	122	110	125	124	123	108
Espagne	36	127 *c*	130 *c*	144 *c*	110	116	113	113	111	117	104
Finlande	7	133	142	145	113	115	97	110	124▪	135	124
France	127	108	118	121	109	112	102	121	124	129	115
Sarre	3	67	83	88	130	120	132	147	159	159	160
Grèce	5	75	89	112	127	140	158	172	161	171	172
Hongrie	11	107	153	206▪	174	178	198	223	231	240	248
Irlande	6	134	151	168	120	129	125	132	124	137	128
Italie	64	96▪	101▪	115▪	114	121	117	130	135	140	133
Luxembourg	2	145	138	146	92	97	102	111	118	122▪	122
Norvège	11	128	140	151	122	121	103	125	128	127	111
Pays-Bas	28	113	126	139	117	121	125	135	133	130	120
Pologne	36	143 *d*	174▪*d*	228▪*d*	148▪	155▪	163▪	177▪	187	188	197
Portugal	5	118	112	122	93	94	115	113	98	..	..
Roumanie	8	83	117	160	..	..	..	..	..	..	..
Royaume-Uni *e* . . .	319	129▪	137	151▪	116▪	117	110▪	124	123	122▪	114
Suède	43	150	157	165	110	114	99	118	116	119	..
Tchécoslovaquie . . .	36	108▪*b*	126▪*b*	146▪*b*	131	136	124	146	148	152	138
Turquie	8	156	161	159	101	105	100	105	102	..	..
Yougoslavie	17	273	319	338	116	124	121	135	130	126	127
Total pour les pays ci-dessus *e*	1.000	98▪	111▪	126▪	123▪	128▪	125▪	141▪	142▪	146▪	138

NOTE. — Dans la plupart des cas, ces indices comprennent les industries manufacturières et extractives, et les services de distribution du gaz, de l'eau et de l'électricité, mais non le bâtiment. Cependant, dans certains cas, les indices ne comprennent pas les industries alimentaires, les industries du travail du bois, de l'habillement et de l'imprimerie. Il peut se faire que le champ des indices trimestriels soit moins étendu que celui des indices annuels.

a Chiffres provisoires.

b 1937 = 100.

c 1940 = 100.

d Production courante comparée à la production de 1938 dans les limites territoriales d'avant guerre.

e Les indices officiels relatifs au Royaume-Uni et à certains autres pays n'ont pas été rectifiés pour tenir compte des variations de la date de Pâques. Afin de rendre les chiffres plus comparables, les indices reproduits dans ce tableau pour le Royaume-Uni — et qui ont été utilisés pour calculer le total pour l'Europe — ont été établis de manière à représenter, pour le premier trimestre, la moyenne des chiffres officiels pour les quatre premiers mois, de janvier à avril, et, pour le deuxième trimestre, la moyenne des chiffres publiés pour les mois de mars à juin.

Tableau II

INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE

Pays	Ouvriers et employés en 1948 *(Millions)*	*1938 = 100*			*1948 = 100*						
					1950				1951		
		1948	1949	1950	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.*a*
Allemagne :											
Zones occidentales	5,6	100	108	114	109	111	118	119	121	123	125
Secteurs occidentaux de Berlin	0,3	43•	40•	42•	93	94	101	107	110	114	118
Zone soviétique	2,5	99	98	107	..	..	..	..	..	..	..
Autriche	0,7	139 *b*	154 *b*	163 *b*	114•	116	117•	118•	117•	121•	124
Belgique	1,2	120 *b*	115 *b*	115• *b*	95	95	96	98	101	103	103
Danemark *c*	0,4	141	145	156	107	113	108	116	115	117•	111
Finlande	0,3	129	129	126	103	105	83	105	106	109•	110
France	4,9	109	111	112	102	102	102	103	104	104•	105
Hongrie	0,4	111	123	140	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	0,2	123	130	133	107	107	108	110	110	109	110
Italie	2,8	105	104	102	96	97	99	98	97	..	..
Norvège	0,4	143	149	153	106	106	107	108	108	110	110
Pays-Bas	1,0	145	152	159	107	108	110	112	113	113	112
Pologne	1,7	145 *d*	162 *d*	187 *d*	122	126	130	132•	136•	142•	135
Royaume-Uni	8,6	113	115	117	103	104	104	105	106	106	107
Suède	0,9	132	133	134	102	102	100	102	102	103•	102
Suisse	0,8	151	142	138	91	90	91	94	96	99	102
Tchécoslovaquie	1,7	104 *b*	108 *b*	117 *b*	108•	108•	115•	..	117	117•	123
Total pour les pays ci-dessus	34,5	108•	112	116	104	106•	107	109	110	111	112

NOTE. — Dans la plupart des cas, les indices comprennent les ouvriers et les employés et ils concernent les industries manufacturières (à l'exclusion du bâtiment) et extractives, et les services de distribution du gaz, de l'eau et de l'électricité. Dans certains cas, des indices établis d'après le nombre des ouvriers seulement ont été reliés à des indices portant aussi bien sur les ouvriers que sur les employés.

a Chiffres provisoires. *b* 1937 = 100.

c Les indices trimestriels pour 1950 ont été établis d'après le nombre d'heures de travail effectif par ouvrier.

d Chiffres courants de l'emploi comparés aux chiffres correspondants de 1938, à l'intérieur des frontières d'avant guerre.

Tableau III

INDICES DE LA PRODUCTION DANS LES INDUSTRIES MÉCANIQUES

Pays	Coefficient de pondération en 1948	*1938 = 100*			*1948 = 100*						
					1950				1951		
		1948	1949	1950	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.*a*
Allemagne :											
Zones occidentales	122	47	79	109	184	215	238	286	291	309	295
Secteurs occidentaux de Berlin	10	21	18	24	96	100	118	159	163	180	177
Autriche	10	98 *b*	152 *b*	188 *b*	181	185	177	222	207	223	220
Belgique	32	126	122	115	88	89	86	102	103	109	108
Danemark	19	156	161	179	113	117	106	125	122	123	107
Finlande	6	211	230	186	111	106	55	79	116	120•	105
France	172	120	141	131	109	112	100•	116	122	128	116
Grèce	1	27	31	41	115	142	160	189	160	175	189
Hongrie	2	147•	212•	301	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	2	190	218	251	132	141	121	134	121	155	147
Italie	46	92•	101•	108•	119•	122	111•	122	128	129	119
Norvège	10	148	160	162	116	114	90	118	116	120	96
Pays-Bas *c*	30	122	143	159	118	125	138	141	145	147•	129
Pologne	39	193 *b*	240 *b*	..	..	..	..	..	..	..	..
Royaume-Uni *d*	384	151	164	182	117	121	114	129	125	125•	120
Suède	61	164	168	171	110	108	90	111	113	113	93
Suisse	25	139	117	121	..	..	..	..	..	..	..
Tchécoslovaquie	29	120 *b*	131 *b*	156 *b*	122	126	128	132	150	..	..
Total pour les pays ci-dessus *d*	1.000	105•	124•	139•	123	130	126•	146	147	152•	142

NOTE. — Ces indices comprennent, autant que possible, les constructions mécaniques et électriques, le matériel de transport (y compris les bateaux et les aéronefs) et les articles en métal, mais non pas la mécanique de précision ni l'industrie horlogère.

a Chiffres provisoires.

b 1937 = 100 ; pour la Pologne, production courante comparée à la production de 1937 dans les limites territoriales d'avant guerre.

c Y compris la fabrication des articles en métal.

d Les indices officiels relatifs au Royaume-Uni et à certains autres pays n'ont pas été rectifiés pour tenir compte des variations de la date de Pâques. Afin de rendre les chiffres plus comparables, les indices reproduits dans ce tableau pour le Royaume-Uni — et qui ont été utilisés pour calculer le total pour l'Europe — ont été établis de manière à représenter, pour le premier trimestre, la moyenne des chiffres officiels pour les quatre premiers mois, de janvier à avril, et, pour le deuxième trimestre, la moyenne des chiffres publiés pour les mois de mars à juin.

Tableau IV

INDICES DE LA PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE CHIMIQUE

Pays	*1938 = 100*			*1948 = 100*						
				1950				1951		
	1948	1949	1950	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2me trim.	3me trim. [a]
Allemagne :										
Zones occidentales	50	69	89	154	172	193	188	207	217▪	207
Zone soviétique	68	101	134▪	..	..	..	..	..	..	..
Autriche	145 [b]	167 [b]	206 [b]	134	136	144	157	160	159▪	146
Belgique	148▪	158 [c]	152▪ [c]	108	104	89	109	118	123	121
Danemark	114	126	139	123	130	107	128	136	132	121
Finlande	178	204	234	131	140	123	133	143	157▪	141
France	114	112	118	102	106	101▪	117	121▪	127▪	112
Grèce	63	81	94	138	121	153	185	175	161	174
Hongrie	107	174	..	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	103	124	142	137	132	135	152	148	150	119
Italie	93	105	121	106▪	123▪	119▪	138▪	154▪	169▪	170
Norvège	119	137	174	154	172	149	168	166	166▪	158
Pays-Bas	105	112▪	208▪	144	193	230	224	229	220	229
Pologne	305 [b]	400▪ [b]	465▪ [b]	137	149	143	153	170	..	..
Royaume-Uni [d]	184	189	218	112	115	118	129	131▪	133▪	125
Suède	190	205	220	..	..	..	..	..	..	..
Suisse [e]	174	158	169	..	..	..	..	..	..	..
Tchécoslovaquie	124 [b]	134 [b]	140 [b]	111		108	..	..	..	..

NOTE. — Etant donné que les chiffres relatifs aux indices de la production de l'industrie chimique ne sont publiés que pour un très petit nombre de pays européens, ou paraissent avec un retard considérable; ou encore qu'ils ne portent que sur un secteur relativement restreint de cette industrie, il devient de plus en plus difficile de réunir des données comparables ; aussi a-t-on maintenant décidé de ne plus calculer d'indice général pour l'ensemble de l'Europe. Pour une description du mode de calcul des indices des différents pays, voir les « Notes sur les statistiques ».

[a] Chiffres provisoires.

[b] 1937 = 100; pour la Pologne, production de 1937, dans les frontières d'avant guerre = 100.

[c] 1936–1938 = 100.

[d] Indice approximatif, calculé d'après les exportations et le nombre d'heures-ouvrier.

[e] Chiffres dans le calcul desquels il a été tenu compte des variations dues au fait que Pâques est une fête mobile.

Tableau V

INDICES DE LA PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE TEXTILE

Pays	Coefficient de pondération en 1948	*1938 = 100*			*1948 = 100*						
					1950				1951		
		1948	1949	1950	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim. [a]
Allemagne :											
Zones occidentales	91	44	75	98	211	207	216	260	264	258▪	236
Autriche	7	51 [b]	77 [b]	94 [b]	194	180	170	202	212	211	210
Belgique	47	116	120	146	118	110	120	143	139	138	107
Danemark	6	134	151	172	130	137	115	131	136	121▪	91
Espagne	42	153 [c]	145 [c]	163 [c]	99	111	102	104	98	..	..
Finlande	7	110	131	146	130	132	117	141	145	158	129
France	184	102	101	109	107	111	92▪	116	115	121	99
Grèce	13	89	100	137	125	142	168	178	164	176	183
Hongrie	11	88	111	129	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	6	148	160	185	120	129	118	133	127	146	118
Italie	126	96	99	102	107	103	97	123	127▪	120	100
Norvège	7	144	168	180	135	130	102	133	147	151	115
Pays-Bas	31	105	122	136	131	129	122	138	143	136	115
Pologne	46	114 [b]	133 [b]	153▪ [b]	130▪	126	137▪	142▪	139▪	143	..
Royaume-Uni [d]	306	95	102	112	118	118	111	123	122	123	113
Suède	34	135	142	139 [e]	106 [e]	102 [e]	89 [e]	105 [e]	109 [e]	109	92
Tchécoslovaquie [e]	36	77 [b]	81 [b]	88▪ [b]	122	121	95	123▪	..	..	..
Total pour les pays ci-dessus [d]	1.000	87 [f]	98 [f]	110 [f]	124	124	117▪	137	137▪	137	122

[a] Chiffres provisoires.

[b] 1937 = 100 ; pour la Pologne, production de 1937 dans les limites territoriales d'avant guerre = 100.

[c] 1940 = 100.

[d] Les indices officiels relatifs au Royaume-Uni et à certains autres pays n'ont pas été rectifiés pour tenir compte des variations de la date de Pâques. Afin de rendre les chiffres plus comparables, les indices reproduits dans ce tableau pour le Royaume-Uni — et qui ont été utilisés pour calculer le total pour l'Europe — ont été établis de manière à représenter, pour le premier trimestre, la moyenne des chiffres officiels pour les quatre premiers mois, de janvier à avril, et, pour le deuxième trimestre, la moyenne des chiffres publiés pour les mois de mars à juin.

[e] Y compris les vêtements de confection.

[f] Non compris l'Espagne.

Tableau VI

INDICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Pays	En pourcentage de la production totale de 1934–1938	*1934–1938 = 100*				*1949/50 = 100*
		1947/48	1948/49	1949/50	1950/51	1950/51
Europe occidentale						
Royaume-Uni	6,0	108	122	123	130	106
Irlande	1,3	92	96	101	106	105
Suède	2,0	100	109	115	113	98
Norvège	0,6	91	101	109	118	108
Finlande	1,0	87	106	113	115	102
Danemark	2,0	90	97	118	126	107
Pays-Bas	2,5	87	104	126	123	98
Belgique-Luxembourg	1,8	85	93	115	111	97
France	16,1	77	95	97	108	111
Suisse	1,3	100	112	104	120	115
Portugal	1,5	109	95	104	102	98
Espagne	5,3	89	80	85	86	101
Italie	10,3	89	97	105	109	104
Grèce	1,8	88	83	122	99	81
Turquie	4,5	103	118	102	122	120
Autriche	1,9	69	74	83	98	118
Allemagne occidentale	10,7	64	78	92	104	113
Total	70,6	85	96	103	110	107
Europe orientale						
Allemagne orientale	3,9	58	74	71	..	..
Pologne	10,5	62	65	71	..	113 *a*
Tchécoslovaquie	4,1	66	76	81	..	105 *a*
Hongrie	2,9	71	90	87	..	102 *a*
Roumanie	3,1	80	91	..	..	..
Bulgarie	1,6	70	87	..	..	..
Yougoslavie	3,3	79	93	96	..	72 *a*
Total	29,4	67	77	80	..	..
Total pour l'Europe (non compris l'U.R.S.S.)	100	80	90	96	..	..

Sources : Les indices relatifs aux différents pays ont été fournis par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; toutefois, dans le cas de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie et de la Yougoslavie, les chiffres portant sur l'année civile 1950 ont été puisés à des sources nationales. Pour plus de détails, voir les « Notes sur les statistiques ».

NOTE. — Les indices rapportent la production d'après guerre, dans les limites territoriales d'après guerre, à la production d'avant guerre, dans les mêmes limites, pendant les années agricoles, c'est-à-dire pendant les périodes allant de juillet à juin. Ils comprennent les récoltes principales de la première année mentionnée. Dans beaucoup de cas, les indices diffèrent de ceux qui ont été publiés par les divers pays.

a Année civile 1950, sur la base de l'année civile 1949.

Tableau VII

PRODUCTION DE CHARBON [a]

Moyennes ou chiffres mensuels — *En millions de tonnes*

Pays	1938	1949	1950	1950				1951					
				1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	Juill.	Août	Sept.
Allemagne :													
Zones occidentales [b]	11,54	8,73	9,36	9,40▪	8,79	9,40	9,85	10,03	9,95	9,90	9,96	10,26	9,48
Zone soviétique	0,50	0,25	0,23	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Belgique	2,47	2,32	2,28	2,43	2,30	2,00	2,37	2,42	2,55▪	2,31	2,11	2,41	2,41
France	3,88	4,27	4,24	4,54	4,11	3,95	4,35	4,51	4,41	4,17	4,11	4,17	4,22
Sarre	1,20	1,19	1,26	1,28	1,23	1,22	1,30	1,41	1,35	1,33	1,36	1,34	1,29
Pays-Bas	1,12	0,98	1,02	1,04	1,00	1,04	1,01	1,06	1,02	1,03	1,04	1,04	1,01
Pologne	5,88 [c]	6,18▪	6,50	6,56	6,20	6,62	6,62	6,75▪	6,83▪	6,73	6,91	6,80	6,50
Royaume-Uni [d]	19,32	18,22	18,31	18,94	18,29	17,15	18,88	19,00	19,21	17,55	17,15	17,08	18,41
Tchécoslovaquie	1,39 [e]	1,42	1,54	1,51	1,43	1,46	1,75	1,59	1,52	1,58	..	..	..
Autres pays d'Europe	1,06	1,69	1,73	1,76	1,73	1,68	1,76	1,75	1,87▪	1,78▪	1,69	1,90	1,75
Total pour l'Europe (non compris l'U.R.S.S.)	48,36	45,25▪	46,47	47,68▪	45,31▪	44,77▪	48,13▪	48,76▪	48,98▪	46,67	46,18	46,87	46,94
Indices :													
1938 = 100	*100*	*94*	*96*	*99*	*94*	*93*	*100*	*101*	*101*	*97*	*96*	*97*	*97*
1948 = 100	*115*	*108*	*110*	*113*	*108*	*106*	*114*	*116*	*116*	*111*	*110*	*111*	*112*
Etats-Unis [f]	29,84	35,69▪	41,58▪	31,90▪	44,99▪	42,81▪	46,63▪	44,24▪	40,90▪	40,45	33,78	45,97	41,61

[a] Non compris les lignites. [b] Y compris la production de houille bitumineuse. [c] A l'intérieur des frontières d'après guerre.
[d] Y compris les quantités de charbon extraites à ciel ouvert. [e] 1937. [f] Y compris de faibles quantités de lignite.

Tableau VIII

PRODUCTION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

Moyennes ou chiffres mensuels — *En millions de kilowattheures*

Pays	1938	1949	1950	1950				1951					
				1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	Juillet	Août	Septembre
Allemagne :													
Zones occidentales	2.591	3.226	3.668	3.514	3.279	3.647	4.232▪	4.185	4.052▪	4.180	4.071	4.242	4.228
Autriche [a]	250	459	525	427▪	534	594▪	546▪	531	646▪	701	730	729	644
Belgique [b]	440	680	707	719	648	649	812▪	803	747	747	703	755	782
Danemark	95 [c]	154▪	167▪	170▪	141▪	155▪	201▪	206	175	167	142	173	186
Espagne	229	469	583	612	595	563	563	634	653	..	648	644	..
Finlande	259	296	347▪	347▪	330▪	339▪	373▪	373	377	357	364	361	347
France [d]	1.549▪	2.380▪	2.623	2.568	2.541	2.416	2.967	3.022	2.973	2.776	2.845	2.654	2.830
Italie	1.295	1.732	2.057▪	1.809▪	2.133▪	2.202▪	2.083▪	2.225▪	2.500▪	2.529	2.688	2.443	2.455
Norvège [e]	803	1.265	1.444	1.515	1.358	1.296	1.607	1.514	1.359	1.352	1.280	1.357	1.419
Pays-Bas	295	499	586	592	522	533	677	633	567	573	540	590	590
Pologne [e]	580▪	679	784	777	705	747	907	839▪	818	..	..	..	..
Royaume-Uni [f]	2.031	4.093	4.585▪	4.956▪	4.108▪	3.906▪	5.368▪	5.612	4.652	4.196	4.057	4.068	4.462
Suède	680	1.346	1.529	1.553	1.433	1.425	1.705	1.663	1.578	1.578	1.405	1.575	1.651
Suisse [g]	459▪ [h]	648▪	760	597	766	933	743	726	895	1.014	1.018	1.055	968
Tchécoslovaquie	343 [i]	689	773▪	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Autres pays d'Europe	2.168▪	2.562▪	2.885▪	2.821▪	2.641▪	2.804▪	3.284▪	3.140▪	2.916▪	3.082	2.947	3.122	3.177
Total pour l'Europe (non compris l'U.R.S.S.)	14.067▪	21.177▪	24.023▪	23.750▪	22.445▪	22.956▪	26.948▪	26.956▪	25.700▪	25.493	24.967	25.387	26.123
Indices :													
1938 = 100	*100*	*151▪*	*171▪*	*169▪*	*160▪*	*163*	*192▪*	*192▪*	*183▪*	*181▪*	*177▪*	*180*	*186*
1948 = 100	*72*	*108*	*122▪*	*121▪*	*114▪*	*117*	*137*	*137▪*	*131*	*130*	*127*	*129*	*133*
Etats-Unis	11.830	28.711	32.327	30.777	31.095	32.717	34.719	35.333	34.844	36.080	35.435	37.510	35.296

[a] Production totale des services publics et autres centrales d'une puissance installée supérieure à 200 kilowatts.
[b] Production totale des services publics et autres centrales d'une puissance installée supérieure à 200 kilowatts.
[c] 1er avril 1938-31 mars 1939.
[d] Production des centrales hydro-électriques d'une puissance supérieure à 1.000 kilowatts, et des centrales thermiques d'une puissance supérieure à 5.000 kilowatts.
[e] Production des services publics et autres centrales d'une puissance installée égale ou supérieure à 1.000 kilowatts. Le chiffre d'avant guerre pour la Pologne s'entend des limites territoriales d'après guerre.
[f] Production des services publics; non compris l'Irlande du Nord.
[g] Production des services publics, augmentée des achats d'énergie à des compagnies de chemin de fer et à des établissements industriels, destinée au réseau public.
[h] 1er octobre 1937-30 septembre 1938.
[i] 1937.

Tableau IX

PRODUCTION D'ACIER BRUT

Moyennes ou chiffres mensuels — *En milliers de tonnes*

Pays	1938	1949	1950	1950				1951					
				1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	Juill.	Août	Sept.
Allemagne	1.633 *a*	813•	1.093•	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
dont : zones occidentales	1.492	763	1.010	949	950	1.072	1.069	1.004	1.143	1.160	1.158	1.186	1.136
Zone soviétique	141	50•	83•	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Belgique	191•	322•	316•	299•	296•	284•	383	408•	430•	414	396	436	411
Luxembourg	120	189	204	179	188•	215	236	248	255	261	261	266	257
France	518	763•	721	665	721	681	817	799	826	781	798	763	782
Sarre	213	146	158	147	130	166	190	207	214	219	213	226	217
Italie	194	171	197	187	190	203	207	224•	262	254	276	229	258
Pologne	158 *a*	192	210•	207	206	209	217•	214•	229	225	..	..	..
Royaume-Uni	880	1.317•	1.380	1.412	1.402•	1.290•	1.414	1.391•	1.371•	1.209	1.126	1.169	1.333
Suède	82•	116•	122•	130•	116•	107•	132•	121	128•	111	84	113	136
Autres pays d'Europe	378•	581•	650•	636	654•	664•	648•	701•	729•	735	733	739	731
Total pour l'Europe (non compris l'U.R.S.S.).	4.367•	4.610•	5.051•	4.907•	4.953•	4.991•	5.401•	5.426•	5.702•	5.522	5.423	5.505	5.639
Indices :													
1938 = 100	*100*	*106•*	*116•*	*112*	*113*	*114*	*124•*	*124•*	*131•*	*126*	*124*	*126*	*129*
1948 = 100	*110•*	*117*	*128*	*124*	*125*	*126*	*137*	*137*	*144*	*140*	*137*	*139*	*143*
Etats-Unis	2.400	5.895	7.310	6.716	7.528	7.406	7.589	7.765	8.041	7.883	7.874	7.923	7.852

a Production à l'intérieur des frontières d'après guerre.

BIBLIOTECA CEPAL CHILE

Tableau X

ACIER : PRODUCTION, COMMERCE ET OFFRE SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR [a]

Totaux annuels ou taux annuels

En millions de tonnes

Pays	Production d'acier brut					Commerce net d'acier brut et d'acier fini					Offre d'acier sur le marché intérieur				
	1938	1949	1950		1951	1938	1949	1950		1951	1938	1949	1950		1951
			1er sem.	2e sem.	1er sem.			1er sem.	2e sem.	1er sem.			1er sem.	2e sem.	1er sem.
Allemagne occidentale	17,90	9,16	11,40	12,84	12,88	.. [b]	−0,62	−1,69	−2,42	−2,40	.. [b]	8,54	9,71	10,42	10,48
Autriche	0,67	0,84	0,93	0,96	0,99	−0,09	−0,14	−0,15	−0,18	−0,54	0,58	0,70	0,78	0,78	0,45
Belgique-Luxembourg	3,73	6,14	5,77	6,71	8,05	−2,82	−4,65	−4,11	−4,56	−6,38	0,91	1,49	1,66	2,15	1,67
Danemark	0,01	0,08	0,12	0,13	0,15	+0,45	+0,53	+0,60	+0,51	+0,60	0,46	0,61	0,72	0,64	0,75
France	6,22	9,15	8,32	8,99	9,75	−1,49	−2,40	−3,62	−5,21	−5,59	4,73	8,51	6,36	5,92	6,69
Sarre	2,56	1,76	1,66	2,14	2,53	..					.. [b]				
Italie	2,32	2,06	2,26	2,46	2,92	+0,15	+0,19	+0,75	+0,49	+0,80	2,47	2,25	2,94	2,95	3,72
Norvège	0,06	0,07	0,07	0,08	0,08	+0,27	+0,63	+0,46	+0,44	+0,53	0,33	0,70	0,53	0,52	0,61
Pays-Bas	0,05	0,43	0,47	0,51	0,54	+1,02	+1,16	+1,35	+1,18	+1,50	1,07	1,59	1,82	1,69	2,04
Royaume-Uni	10,57	15,80	16,88	16,22	16,57	−0,62	−1,33	−2,43	−3,04	−2,58	9,95	14,47	14,45	13,18	13,99
Suède	0,99	1,39	1,48	1,44	1,52	+0,25	+0,79	+0,66	+0,62	+0,76	1,24	2,18	2,14	2,06	2,28
Suisse	0,02	0,12	0,13	0,13	0,14	+0,44	+0,47	+0,41	+0,90	+0,98	0,46	0,59	0,54	1,03	1,12
Autres pays de l'Europe occidentale [c]	0,90	1,38	1,48	1,44	1,52	+0,60	+0,62	+0,77	+0,87	+0,83	1,50	2,00	2,25	2,31	2,35
Total pour l'Europe occidentale [c]	46,00	48,38	50,90	54,05	57,64	..	−4,75	−7,00	−10,40	−11,49	..	43,63	43,90	43,65	46,15
Allemagne orientale	1,70	0,60	0,99		1,56 [d]	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pologne	1,90 [e]	2,30	2,48	2,55	2,66	−0,34 [f]	..	..	..	..	1,10 [f]	..	..	..	..
Tchécoslovaquie	1,87	2,76	3,01		3,25 [d]	−0,42	..	..	..	..	1,45	..	..	..	..
Autres pays de l'Europe orientale	0,93	1,31	1,58		..	+0,23	..	..	..	..	1,39	..	..	..	..
Total pour l'Europe orientale	6,40	6,97	8,08		..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Total pour l'Europe (non compris l'U.R.S.S.)	52	55	61		67	−4,64	..	..	..	..	48	51	52		..
U.R.S.S.	18,0	23,3	27,3		31,3 [d]	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Sources : Bulletin trimestriel de statistiques de l'acier, publié par la Commission économique pour l'Europe; les chiffres ont été fournis par la Section de l'Acier de la Commission économique pour l'Europe, ou empruntés aux statistiques du commerce des divers pays. Voir également les « Notes sur les statistiques ».

NOTE. — Pour le commerce de l'acier fini, les chiffres expriment les quantités équivalentes d'acier brut; pour cette conversion, on a employé les méthodes exposées dans les « Notes sur les statistiques »; les chiffres sont donc différents de ceux qui figurent dans les Tableaux 21 et XXIX. Voir également les « Notes sur les statistiques » pour les détails relatifs à la production des pays d'Europe orientale.

(+) importations nettes; (−) exportations nettes.

[a] En quantités équivalentes d'acier brut.

[b] Dans les limites territoriales d'avant guerre de l'Allemagne (y compris la Sarre), les approvisionnements intérieurs d'acier atteignaient 20,36 millions de tonnes. En 1937, le commerce de l'Allemagne occidentale avec le reste de l'Allemagne et avec les autres pays représentait une exportation nette de 3,3 millions de tonnes environ.

[c] Y compris la Yougoslavie.

[d] Taux annuel évalué d'après les 9 premiers mois de l'année.

[e] Production dans les limites territoriales d'après guerre; la production dans les limites territoriales d'avant guerre atteignait 1,44 million de tonnes.

[f] Limites territoriales d'avant guerre.

Tableau XI

PRODUCTION DE CIMENT

Moyennes mensuelles — *En milliers de tonnes*

Pays	1938	1949	1950	1950 1er trim.	1950 2e trim.	1950 3e trim.	1950 4e trim.	1951 1er trim.	1951 2e trim.	1951 3e trim.
Allemagne	1.162▪ [a]	..	..	..	..	..	..	..	..	..
dont : zones occidentales	955	705	906	583	942	1.123	978	781	1.088	1.133
Zone soviétique	207	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Autriche	36 [b]	92	107	79	115	128	107	95	133	138
Belgique	243	244	296	233	311	320	322	318	385	392
Danemark	53	70	73	59	78	77	77	67	81	94
Espagne	49	141	161	161	167	165	152	163	188	187
France	296	537	601	507	619	642	635	590▪	686	717
Italie	384	336	417	329	436	469	434	364	485▪	526
Norvège	28	49	49	47	51	50	47	50	60	65
Pays-Bas	38	47	49	40	49	55	53	50	59	62
Pologne	254 [a]	195	209▪	156	240	233	208▪	178	..	238
Portugal	22	43	48	36	47	56	52	38	46	68
Royaume-Uni	653	780	826	787	840	865	810	788	906	883
Suède	83	141	162	118	174	187	170	130	185	179
Tchécoslovaquie	106 [b]	145	..	..	..	..	..	..	..	..
Turquie	24	31	33	24	38	37	33	23	39	35
Autres pays d'Europe	290	457	528▪	441	551▪	579	543	528▪	580▪	595
Total pour l'Europe (non compris l'U.R.S.S.)	3.721	4.109	4.737▪	3.812	4.953▪	5.281	4.907▪	4.413▪	5.486▪	5.625
Indices :										
1938 = 100	*100*	*110*	*127*	*102*	*133*	*142*	*132*	*119▪*	*147*	*151*
1948 = 100	*107*	*119*	*137*	*110*	*143*	*153*	*142*	*127*	*158*	*162*
Etats-Unis	1.497	2.951	3.167▪	2.384▪	3.261▪	3.561	3.462▪	2.868	3.576	3.761

a Production à l'intérieur des frontières d'après guerre. *b* 1937.

Tableau XII

PRODUCTION DE VÉHICULES AUTOMOBILES

Moyennes mensuelles — *En milliers*

Pays	1938	1949	1950	1950				1951		
				1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim	3e trim.
VOITURES DE TOURISME										
Allemagne : zones occidentales	14,51 [a]	8,67	18,01	14,23	16,59	19,02	22,20	22,40	22,67	21,35
France	15,20 [b]	15,64	21,44	17,52	23,41	19,85	24,98	25,69	27,06	22,61
Italie	4,92	5,45	8,44	7,25	8,12	8,33	10,06	10,72	10,79	10,02
Royaume-Uni	28,42	34,36	43,54	43,79	43,71	41,25	45,42	41,06	40,45	36,32
Total pour les pays ci-dessus	63,05	64,12	91,43	82,79	91,83	88,45	102,66	99,87	100,97	90,30
Indices :										
1938 = 100	*100*	*102*	*145*	*131*	*146*	*140*	*163*	*158*	*160*	*143*
1948 = 100	*149*	*151*	*215*	*195*	*216*	*208*	*242*	*235*	*238*	*213*
Etats-Unis [c]	166,75	426,62	555,49	447,60	583,80	631,56	558,99	533,95	499,00	389,75
VÉHICULES UTILITAIRES										
Allemagne : zones occidentales	3,56 [a]	4,79	6,82*	4,65*	6,24*	8,03*	8,35*	8,33	8,00	6,93
Autriche	0,10 [d]	0,18	0,22	0,25	0,20	0,21	0,22	0,22	0,23	0,23
France	3,75 [b]	8,16	8,36	6,56	8,61	7,91	10,36	10,39	11,40	9,79
Italie	0,85	1,72	2,21	2,34	2,32	1,87	2,31	2,45	2,32	2,11
Royaume-Uni	8,67	18,03	21,76	22,11	22,57	20,28	22,09	22,77	21,89	19,60
Total pour les pays ci-dessus	16,93	32,88	39,37*	35,91*	39,94*	38,30*	43,33*	44,16	43,84	38,66
Indices :										
1938 = 100	*100*	*194*	*233**	*212**	*236**	*226**	*256**	*261*	*259*	*228*
1948 = 100	*64*	*124*	*149**	*136**	*151**	*145**	*164*	*167*	*166*	*146*
Etats-Unis [c]	40,68	94,51	111,43	94,89	120,48	117,67	109,36	126,11	137,56	114,59

a 1936. *b* Octobre 1937–septembre 1938. *c* Ventes des usines. *d* 1937.

Tableau XIII

PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES AGRICOLES PAR PAYS ET PAR RÉGIONS

En milliers de tonnes

Pays et régions	Céréales panifiables			Céréales secondaires			Pommes de terre			Betteraves a sucre		
	1934-1938	1950/51	1951/52	1934-1938	1950/51	1951/52	1934-1938	1950/51	1951/52	1934-1938	1950/51	*Estimations pour 1951/52 en pourcentage de la production de 1950/51*
Europe occidentale [a]												
Belgique	874	785	691	746	764	708	3.169	2.309	2.049	1.459	2.900	81
France	8.912	8.307	7.532	6.283	5.458	6.076	17.158	14.420	13.273	8.785	13.576	84
Sarre	53	38	38	30	24	31	399	225	214	3	2	85
Irlande	180	336	275	706	658	750	2.583	2.920	2.457	515	588	98
Luxembourg	46	45	45	45	45	45	203	139	139	—	—	—
Pays-Bas	926	716	658	468	664	705	2.720	4.052	3.907	1.637	2.913	93
Royaume-Uni	1.752	2.706	2.239	2.876	5.118	4.869	5.011	9.661	7.653	3.195	5.216	89
Suisse	202	266	230	49	144	146	738	1.130	1.050	74	235	92
Total	12.945	13.199	11.708	11.203	12.875	13.330	31.981	34.856	30.742	15.668	25.430	86
Europe septentrionale												
Danemark	645	629	515	2.908	3.109	3.265	1.349	1.850	1.850	1.483	2.624	91
Finlande	482	525	439	851	934	964	1.105	1.210	1.237	102	262	104
Islande	—	—	—	—	—	—	6	8	8	—	—	—
Norvège	67	69	48	315	289	320	892	1.116	1.138	—	—	—
Suède	1.105	983	660	2.029	1.667	1.724	1.847	1.734	1.820	1.888	1.978	93
Total	2.299	2.206	1.662	6.103	5.999	6.273	5.199	5.918	6.053	3.473	4.864	92
Europe centrale												
Allemagne occidentale	5.586	5.635	5.983	4.932	4.571	5.191	19.603	27.958	24.103	4.118	7.016	101
Autriche	956	772	726	909	597	727	2.845	2.548	2.463	1.130	821	100
Total	6.542	6.407	6.709	5.841	5.168	5.918	22.448	30.506	26.566	5.248	7.837	101
Europe méditerranéenne												
Espagne	4.915	3.940	4.772	3.799	2.532	3.080	4.954	2.800	3.000	2.150	1.336	133
Grèce	813	898	978	597	547	604	139	348	393	—	—	—
Italie	7.395	7.756	6.867	3.751	2.767	3.383	2.626	2.374	3.268	2.879	4.471	107
Portugal	583	719	822	432	711	747	555	971	1.150	—	—	—
Turquie	3.748	4.314	6.270	2.828	3.193	4.113	171	605	619	432	821	104
Total	17.454	17.627	19.709	11.407	9.750	11.927	8.445	7.098	8.430	5.461	6.628	115
Europe orientale												
Allemagne orientale	3.630	2.950	3.660	2.850	1.920	2.490	13.630	13.060	13.480	5.412	5.400	109
Bulgarie	1.957	1.750	..	1.500	1.260	..	112	80	100	115	300	137
Hongrie	2.920	2.820	2.880	3.190	2.530	3.520	2.130	1.400	2.780	960	1.240	153
Pologne	8.819	8.360	..	4.462	3.200	3.200*	38.014	36.880	..	5.962	6.400	..
Roumanie	2.765	2.248	..	5.156	4.750	..	1.225	820	1.090	398	840	108
Tchécoslovaquie	3.081	2.630	2.720	2.504	2.260	2.500	9.635	8.830	8.830*	4.664	5.950	..
Yougoslavie	2.663	2.050	2.550	5.432	2.550	4.590	1.468	1.020	1.700	509	850	149
Total	25.835	22.808	24.900*	25.094	18.470	23.200*	66.214	62.090	58.880*	18.020	20.980	106*

Sources : Chiffres fournis par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, sauf dans le cas des pays de l'Europe orientale; pour plus de détails, voir les « Notes sur les statistiques ».

NOTE. — L'expression « céréales panifiables » s'entend du blé et du seigle. La rubrique « céréales secondaires » comprend, dans tous les cas, l'orge et l'avoine; elle comprend en outre le maïs et le méteil dans le cas des principaux pays producteurs. Cependant, il faut tenir compte du fait que si l'on n'utilise guère le seigle pour faire du pain dans certains pays, en revanche, dans d'autres pays, le maïs et le méteil sont, en partie, considérés comme des céréales panifiables.

[a] Dans ce tableau, il faut prendre l'expression « Europe occidentale » dans un sens tout à fait différent de celui qu'on lui donne dans les autres parties du présent document.

Tableau XIV

EFFECTIF DU CHEPTEL BOVIN ET PORCIN

En milliers de têtes

Pays	Bovins				Porcins			
	Mois du recensement [a]	1949	1950	1951	Mois du recensement [a]	1949	1950	1951
Allemagne : zones occidentales	VI	11.003	11.286	11.453	IX	9.042	11.103	13.945
Zone soviétique	IX/X	3.124	3.542	3.685	IX/X	3.841	5.460	6.832
Autriche	XI/XII	2.108	2.280	2.283	IX	1.746	2.408	2.402
Belgique-Luxembourg	V	1.996	2.220	2.276	V	1.182	1.425	1.359
Bulgarie	XII	2.130	2.140	..	XII	1.320	1.500	..
Danemark	VII	2.949	3.053	3.101	XI	3.101	3.627	3.251
Finlande	VI	1.542	1.847	..	III	409	470	..
France	X	15.432	15.808	16.162	X	6.760	6.824	7.102
Grèce	I	674	675	700	I	509	530	550
Hongrie	V	2.070	2.050	1.700 [b]	V	5.200	6.500	4.500 [b]
Irlande	VI	4.122	4.322	4.381	VI	675	645	548
Italie	I	8.162	8.331	8.325	I	4.400	4.052	4.025
Norvège	VI	1.224	1.237	1.231	VI	419	422	386
Pays-Bas	V	2.540	2.723	2.882	V	1.298	1.860	1.917
Pologne	VI	6.365	7.164 [c]	6.700	VI	5.837	9.928 [c]	..
Roumanie	XII	..	4.300	..	XII	..	3.200	..
Royaume-Uni	IX	10.204	10.503	10.310	IX	3.087	3.327	4.532
Suède	VI	2.584	2.648	2.633	VI	1.238	1.268	1.331 [d]
Suisse	IV	1.478	1.530	1.607	VI	887	908	892
Tchécoslovaquie	VI	3.663	4.000	4.000	VI	3.242	3.600	3.400 *
Yougoslavie	I	5.264	5.236	4.720	I	4.127	4.287	3.910

Sources : Les données relatives aux pays de l'Europe occidentale ont été fournies par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; dans le cas des pays de l'Europe orientale, les chiffres ont été empruntés directement aux statistiques des différents pays.

a Afin de présenter les données les plus récentes, on a utilisé les chiffres du dernier recensement effectué, celui de 1951, et fait la comparaison avec la période correspondante de 1949 et de 1950. Les chiffres pour 1949 et 1950 peuvent donc différer de ceux qui sont reproduits dans le Tableau 15 de l'Etude de 1950.

b Recensement de février.

c Recensement de décembre.

d Recensement d'avril.

Tableau XV

PRODUCTION DE PRODUITS ANIMAUX

Produit et pays producteur	Moyenne mensuelle	Indices — 1947 = 100								
				1950				1951		
	1947	1949	1950	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
Viande [a]	*(en milliers de tonnes)*									
Allemagne :										
Zones occidentales [b]	55,1 [b]	100	171▪	152▪	174	172▪	184▪	180▪	200	221
Autriche [c]	10,0 [c]	116	214	..	..	..	..	170	168	151
Belgique	14,2	169	190	156	199	199▪	206▪	176	194▪	175
Danemark	33,6	99	126	124	123	127	132	155	149	126
Irlande	11,4	91	92	97	85	94	91	94	64	..
Italie [d]	8,4	157	159	177	142	132	187	172	134	118
Norvège	6,8	103	153	161	148	105	198	133	134	127
Portugal [e]	4,1	161	149	154	154	144	146	141	139	149
Royaume-Uni	66,4	120	146	104	120	171	187	101	120	178
Suède [f]	18,8	105	121▪	115▪	118	115▪	130▪	119▪	128▪	118
Suisse [g]	4,3	119	132▪	135▪	128	123	142▪	140	130	127
Tchécoslovaquie	36,0	68▪	..	126	86	..	..	..	..	..
Lait [h]	*(en milliers d'hectolitres)*									
Allemagne :										
Zones occidentales [i]	8.294▪	133	142▪	110▪	152▪	154▪	124▪	124▪	168▪	165
Autriche [j]	389	154	182	174	196	188	169	168	176	180
Danemark	3.319	119	132	110	153	149	115	111	152	140
Norvège [k]	523	135	151	139	188	160	117	139	193	165
Pays-Bas [k]	2.334	153	165	125	216	199	120	120	210	193
Royaume-Uni [l]	5.492	120	130	127	153	122	118	120	140	118
Suède [k]	2.767▪	107▪	114	104	131	126	96	102	128	124
Suisse [k]	1.061	123	130	103	147	155	117	116	152	159
Tchécoslovaquie	1.954	108	..	103	117	..	..	..	..	..
Beurre [m]	*(en milliers de tonnes)*									
Allemagne :										
Zones occidentales	14,5	136	149	114	168	175	137	121	179▪	187
Autriche [j]	1,0	159	136	148	130	138	128	107	106	127
Danemark	10,4	125	144	115	169	163	128	118	163	147
Irlande [n]	2,2	132▪	142	34	193	248	92	23	154	223
Norvège	0,7	135	145	109	222	176	75	106	212	176
Pays-Bas [o]	4,4	160	178	122	246	211	132	111	214	194
Portugal	0,1	125	213	213	250	213	163	200	275	..
Royaume-Uni	0,6	156	242	209	507	196	61	91	132	82
Suède	7,9	103	114	96	132	134	96	95	130	133
Suisse	1,2	98	127	81	145	160	119	144▪	196▪	192
Tchécoslovaquie	1,6	156	..	..	..	..	..	..	..	..
Fromage [m]	*(en milliers de tonnes)*									
Allemagne :										
Zones occidentales	6,5▪	192▪	174▪	142▪	175▪	195	183▪	189▪	214▪	192
Autriche [j]	0,3	227▪	291	300	396	278	190	291	346	268
Danemark	3,8	139▪	129	108	142	147	118	139	208	184
Irlande	0,3	104	100	15	130	159	93	15	15	133
Norvège	1,0	182▪	218	199	312	228	133	207	337	285
Pays-Bas [o]	5,4	199	197	102	248	279	159	115	277	296
Portugal	0,1	130	100	100	90	110	100	100	130	..
Royaume-Uni [o]	1,4	199▪	330	306	500	380	137	262	370	324
Suède	4,0	137	108	108	135▪	109	80	112	137	126
Suisse	3,0	136	143	76	178	207	110	64	155	196
Tchécoslovaquie	1,0	118	..	..	..	..	..	..	..	..

a Ces chiffres comprennent, sauf indication contraire, la production de viande de bœuf, veau, mouton, agneau, porc et chèvre.
b Y compris la viande de cheval et la graisse d'abat. Le chiffre indiqué dans la première colonne concerne l'année 1949 et les indices ont été calculés sur la base de cette année-là.
c Y compris la viande de cheval. Le chiffre indiqué dans la première colonne concerne l'année 1948 et les indices ont été calculés sur la base de cette année-là.
d Données relatives aux communes de plus de 50.000 habitants.
e Abat soumis à l'inspection sanitaire.
f Non compris l'abat domestique.
g Les abattages d'animaux de boucherie dans 43 villes.
h Production totale de lait liquide.
i Le chiffre indiqué dans la première colonne concerne l'année 1948 et les indices ont été calculés sur la base de cette année-là.
j Livraisons faites au marché.
k Lait livré par les fermiers.
l Lait vendu par l'intermédiaire d'organismes de vente.
m Production des fromageries et usines.
n Production des fromageries coopératives seulement.
o Y compris la production fermière.

Tableau XVI

INDICES DE LA VALEUR DES VENTES AU DÉTAIL

Trimestre correspondant de l'année précédente = 100

Pays et article		1950			1951		
		2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
Allemagne : Zones occidentales	Total	108	117	114	129	116	104
	Denrées alimentaires.	98	105	103	115	112	107
	Vêtements	128	138	122	142	111	96
Autriche	Total	..	..	..	132	128	130
	Denrées alimentaires.	..	..	..	121	123	124
	Vêtements	..	..	..	160	137	135
Belgique	Total [a]	106	131	105	127	112	89
	Textiles	106	127	100	131	101	83
Danemark	Total	109	117	111	110	107	95
	Denrées alimentaires.	106	108	106	107	106	101
	Vêtements	114	136	117	114	105	84
France	Denrées alimentaires [b]	..	..	..	123	112	101
	Grands magasins (surtout de textiles)	121	136	121	147	137	121
Italie	Total [c]	112	114	134	164	142	137
Pays-Bas	Total	108	116	103	120	107	..
	Denrées alimentaires	106	114	106	113	110	..
	Biens durables	107	132	98	142	101	..
Royaume-Uni	Total	105	107	107	111	110	105
	Denrées alimentaires.	106	105	105	106	108	109
	Vêtements	98	115	107	122	110	93
Suède	Denrées alimentaires	104	104	102	108	109	111
	Vêtements	97	107	115	106	111	105
Suisse	Total	99	110	108	114	107	101
	Denrées alimentaires.	103	111	103	110	102	98
	Vêtements	95	110	114	116	109	100

Sources : Voir « Notes sur les statistiques ».

NOTE. — Dans la plupart des cas, les indices s'appliquent soit à un échantillon de l'ensemble du commerce de détail, soit aux coopératives, soit aux grands magasins. Pour les Pays-Bas et le Royaume-Uni, les indices sont établis d'après des évaluations des dépenses des consommateurs.

a Ventes des coopératives.

b Ventes au détail.

c Ventes des grands magasins.

Tableau XVII

INDICES DU COÛT DE LA VIE

Pays	*1938 = 100*		*1948 = 100*											
	1949	1950	1950			1951								
			Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.
Allemagne :															
Zone anglo-américaine [a]	160	151	93	93	94	95	97	100	101	102	103	103	102	102	104
Autriche	411	465	153	156	158	162	163	168	165	166	173	189	198	199	208
Belgique	342	339	100	99	98	101	102	104	104	104	105	105	106	107	108
Danemark	168	176	109	..	..	113	..	..	117	..	..	120	..	..	121
Espagne [b]	478	529	120	122	124	126	128	129	128	128	128	127	128	128	128
Finlande	808	921	122	125	127	131	131	132	133	134	135	136	138	140	139
France	1.817	2.020	..	..	135	137	139	142	144	149	149	149	151	153	156
Grèce	28.370	30.600	130	130	131	133	136	142	138	143	139	137	137	137	142
Irlande	185	187	..	103	..	..	104	..	..	110	..	..	112	..	..
Islande [c]	428	511	135	140	141	142	144	146	149	151	155	157	159	164	166
Italie	4.985	4.854	102	103	103	105	107	107	110	110	111	111	111	111	111
Luxembourg	310	322	113	113	114	113	115	117	120	119	120	121	121	120	..
Norvège [d]	159	167	109	111	112	113	114	115	120	122	124	126	126	126	126
Pays-Bas [e f]	219	239	121	121	121	121	123	125	130	130	129	130	129	129	129
Pologne	..	..	113	114	116	114	115	115	114	..	..	..	..	..	..
Portugal [g]	209▪	209▪	103▪	103▪	103	101▪	101▪	101▪	99▪	99	99▪	97	97	97	..
Royaume-Uni	185	191	106	107	107	108	109	110	112	115	116	117	118	119	119
Suède	157	159	..	..	105	..	..	115	..	..	120	..	..	123	..
Suisse [d]	162	159	99	99	99	100	100	100	101	102	102	103	103	104	104
Turquie	355	340	98	99	100	101	103	102	103▪	103	102▪	100	100	100	..

Sources : Voir « Notes sur les statistiques ».

a Les indices mensuels ont pour base : 1949 = 100.

b Les moyennes annuelles ont pour base : juillet 1936 = 100.

c Les moyennes annuelles ont pour base : premier trimestre de 1939 = 100.

d Depuis mars 1950, nouvelle série.

e Les moyennes annuelles ont pour base : 1938/39 = 100.

f Depuis janvier 1950, nouvelle série.

g Les moyennes annuelles ont pour base : juillet 1938/juin 1939 = 100.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA

Tableau XVIII

INDICES DES PRIX DE GROS

Pays	*1938 = 100*		*1948 = 100*											
	1949	1950	1950			1951								
			Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.
Allemagne :															
Zone anglo-américaine [a]	185	183	101	102	106	111	115	118	120	120	120	119	120	119	121
Autriche [b]	418	553	184	185	187	194	201	206	217	217	222	244	242	242	242
Belgique	372	391	109	110	113	117	121	123	123	122	122	121	120	119	122
Danemark	233	262	120	125	129	134	138	142	146	150	154	152	151	148	148
Espagne [c]	483	570	142	146	150	158	159	161	160	164	160	160	159	164	165
Finlande	963	1.110	126	127	132	146	150	155	159	163	167	170	176	176	175
France [d]	1.917	2.076	127	131	135	138	146	150	158	158	154	151	150	154	163
Grèce	30.300	31.460	127	133	136	140	144	148	152	153	150	150	147	149	153
Irlande [e]	231	244	108	110	113	115	116	118	120	123	122	122	121	123	125
Italie	5.169	4.905	95	97	100	104	105	105	105	104	103	102	102	100	100
Norvège	184	209	125	126	127	129	134	135	139	143	147	147	146	147	147
Pays-Bas [f]	289	322	122	125	128	136	139	144	145	146	145	142	142	142	143
Portugal	246	243	99	100	100	102	110	110	110	108	110	109	111	111	..
Royaume-Uni	227	259	127	132	133	137	139	143	145	146	146	146	148	148	150
Suède	195	205	107	114	118	124	128	134	139	141	143	143•	142	142	143
Suisse	206	203	98	100	101	104	106	107	106	107	105	103	103	103	105
Turquie	503	452	96	99	101	104	110	111	107	104	101	98	96	99	101
Etats-Unis	197	205	102	104	106	109	111	112	111	111	110	109	108	108	108

a Prix à la production des produits industriels ; la période de base des moyennes mensuelles est : 1949 = 100.
b La période de base des moyennes annuelles est : mars 1938 = 100.
c La période de base des moyennes annuelles est : 1936 = 100.
d Depuis janvier 1950, nouvelle série.
e La période de base des moyennes annuelles est : octobre 1938 = 100.
f Depuis 1949, nouvelle série.

Tableau XIX

MOUVEMENTS DES PRIX DES PRODUITS DU BOIS

Indices — décembre 1949 = 100

Produit	Pays où les prix sont cotés	Type de prix	Mars 1950	Juin 1950	Sept. 1950	Déc. 1950	Mars 1951	Juin 1951	Sept. 1951
Grumes de sciage .	Suède [a]	Intérieur	..	..	..	150	..	..	250
Bois de mine . . .	Finlande	Prix dérivés à l'exportation	..	100	98	129	..	113	156
	France	Prix de gros	100	100	100	100	100	115	132
	Royaume-Uni	Prix dérivés à l'importation	92	93	96	97	113	140	175
Pâte de bois . . .	France	Prix de gros	100	112	112	112	164	164	164
Sciages	Suède	Prix à l'exportation	104	106	111	150	175	179	179
	Finlande	Prix dérivés à l'exportation	106	107	113	122	143	163	170
	Autriche	Prix de gros	105	105	113	132	203	207	218
	Allemagne occ.	Prix de gros	94	86	86	104	121	122	128
	Royaume-Uni	Prix à l'importation	100	95	95	95	142	156	156
	Etats-Unis	Prix de gros	107	..	141	124	133	130	130
Pâte de bois mécanique . . .	Suède	Prix dérivés à l'exportation	118	119	128	158	191	230	281
	Finlande	Prix dérivés à l'exportation	100	120	124	151	234	287	332
	Finlande	Prix dérivés à l'exportation à destination des E.-U.	97	96	96	..	222	227	244
Pâte de bois chimique	Suède [b]	Prix dérivés à l'exportation	116	121	133	168	203	290	329
	Finlande [c]	Prix dérivés à l'exportation	100	115	137	188	290	340	538
	Finlande [c]	Prix dérivés à l'exportation à destination des E.-U.	104	109	138	220	236	309	312
	Autriche	Prix de gros	100	116	116	116	116	151	161
	Allemagne occ.	Indice des prix de gros	94	96	104	104	172	171	169
	Royaume-Uni	Prix à l'importation	100	119	153	208	276	336	341
	Etats-Unis	Prix de gros des produits des E.-U. et du Canada	100	100	105	111	119	119	119
Pâte de bois soluble	Suède	Prix dérivés à l'exportation	106	112	119	135	190	289	294
Papier-journal . .	Suède	Prix dérivés à l'exportation	104	108	123	139	196	248	257
	Finlande	Prix dérivés à l'exportation	114	114	125	136	162	209	232
	Finlande	Prix dérivés à l'exportation à destination des E.-U.	121	125	132	135	141	141	162
	France	Prix de gros de la production intérieure	100	109	109	127	165	179	226
	Etats-Unis	Prix de gros des produits des E.-U. et du Canada	100	100	100	106	106	106	116
Papier kraft . . .	Suède	Prix dérivés à l'exportation	95	102	108	129	179	237	266
	Finlande	Prix dérivés à l'exportation	108	110	113	116	169	205	203

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».

a Valeur de base des bois ronds se prêtant à la fabrication des grumes de sciage, de la pâte de bois et du bois de mine.

b Pâte au bisulfite, blanchie.

c Pâte au sulfate, non blanchie.

Tableau XX

UNION EUROPÉENNE DE PAIEMENTS : SOLDES MENSUELS DE CHACUN DES MEMBRES VIS-A-VIS DE L'UEP ET MOYENS DE FINANCEMENT DES SOLDES NETS CUMULATIFS

(Moyennes mensuelles ; en millions d'unités de compte (une unité équivaut à un dollar des Etats-Unis)

	Pays créditeurs						Pays débiteurs								
	Belgique-Luxemb.	Italie	Suisse	Suède	Portugal	Allemagne occident.	Royaume-Uni [a]	France	Pays-Bas	Turquie	Danemark	Norvège	Islande	Autriche	Grèce
Plans de paiements intra-européens :															
1949 Premier trimestre	+21,5	+24,3	+6,7	+0,3	−12,1	+15,4	+25,3	−19,2	−35,9	+2,8	−1,9	−8,0	..	−11,5	−7,8
Deuxième trimestre	+39,5	+27,5	+14,9	+6,0	−9,3	+5,9	−31,8	−12,8	−11,1	−2,5	+5,2	−7,3	..	−11,1	−13,1
Troisième trimestre	+33,0	+30,0	+7,8	+18,4	+2,8	+12,5	−134,9	+49,0	+3,5	−2,9	+6,0	−8,3	..	−4,3	−13,8
Quatrième trimestre	−1,4	−0,7	+1,9	+13,3	+0,7	−38,8	+40,5	+1,0	+3,5	+7,5	+4,0	−12,6	..	−9,0	−9,7
1950 Premier trimestre	+26,0	+1,7	+4,0	−0,4	−1,2	−43,2	+70,4	−3,5	−20,4	−1,8	−4,5	−12,0	..	−10,0	−5,3
Deuxième trimestre	+35,5	−1,1	−4,0	−4,9	−4,2	+20,5	+25,9	+25,8	−22,1	−32,6	−7,3	−7,0	..	−5,6	−18,8
[b]															
Union européenne de paiements															
1950 Troisième trimestre	−0,9	+0,6	−9,3	+2,7	+6,3	−59,1	+36,9	+63,5	−13,5	+0,4	−6,3	−3,7	−0,6	−2,6	−14,3
Quatrième trimestre	+2,9	−11,1	−14,7	−7,2	+6,6	−60,8	+135,2	+9,7	−21,8	+2,1	−7,4	−13,5	−0,5	−9,8	−9,7
1951 Premier trimestre	+27,9	−17,5	+13,0	−10,0	+8,9	−29,6	+52,8	+19,5	−28,4	−6,2	−0,3	−7,6	−0,2	−15,0	−7,3
Deuxième trimestre	+48,9	+17,7	−5,1	−8,0	−1,5	+57,7	−9,0	−25,2	−26,0	−17,7	−9,1	−2,1	−1,0	−7,2	−15,5
Troisième trimestre	+62,7	−43,3	+21,9	+22,8	+4,1	+55,6	−171,3	−35,8	+16,7	−11,5	−0,3	+1,4	−0,5	−5,0	−6,6
Octobre	+42,9	+62,9	+36,8	+81,6	+16,8	+96,8	−235,6	−168,7	+73,2	−2,0	+6,2	+4,5	—	−5,5	−10,1
Novembre	+79,8	+21,5	+15,2	+31,8	+5,1	+9,6	−177,8	−48,2	+51,3	+6,5	+20,4	+2,2	—	−5,4	−11,8
Décembre	+55,0	+10,4	+12,5	+55,2	+3,7	+44,1	−148,7	−69,4	+44,9	−4,4	+9,9	−8,0	—	−0,5	−4,7
Soldes nets cumulatifs juillet 1950–décembre 1951	+601,5	+194,7	+141,2	+177,5	+96,5	+36,0	−471,8	−199,7	−50,0	−98,2	−32,3	−69,6	−8,5	−130,6	−186,7
Utilisation nette des « ressources existantes » : Créances sur (+) ou engagements envers (−) les autres pays de l'UEP [c]	+15,8	+42,5	—	+15,4	—	+11,9	−93,1	+12,9	—	−1,9	−5,0	+0,4	—	—	+1,1
Utilisation des « ressources spéciales » (+) [d]	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+22,0	—	—	+4,5	+33,0	+70,6
Utilisation des soldes initiaux créditeurs (+) ou débiteurs (−) [e]	−29,4	—	—	−21,2	—	—	−150,0	—	+30,0	+25,0 [f]	—	+60,0 [g]	+4,0	+80,0	+115,0
Excédent (+) ou déficit (−) comptable [h]	+590,7 [i]	+237,7 [i]	+141,9	+171,4	+97,4 [i]	+43,3	−712,1	−184,0	−23,1	−53,8	−38,5	−9,7	—	−17,6	—
Crédit accordé par (−) ou à (+) un membre [j]	−341,3	−139,3	−96,0	−111,7	−56,9	−43,3	+539,2	+168,0	+23,1	+30,0	+38,5	+9,7	—	—	—
Quantité d'or versée à (−) ou par (+) un membre	−249,4	−98,3	−46,0	−59,7	−40,5	—	+172,9	+16,0	—	+23,8	—	—	—	+17,6	—
Montant du quota	360 [k]	205	250	260	70	500	1.060	520	355	50	195	200	15	70	45
Pourcentage du quota utilisé	*179*	*116*	*57*	*66*	*139*	*9*	*67*	*35*	*7*	*108*	*20*	*5*	*0*	*0 l*	*0 l*

Sources : Bulletin général de statistique, Organisation européenne de coopération économique, Paris, novembre 1951, et rapports mensuels de la Banque des règlements internationaux, Bâle.

a Y compris tous les pays de la zone sterling sauf l'Islande.

b La ligne pleine indique le moment où l'UEP a commencé à fonctionner. La Suisse est devenue membre de l'Union en novembre 1950.

c Certains avoirs en monnaie des pays membres de l'UEP au début de juillet 1950.

d Financement des déficits de la Turquie, de l'Islande, de l'Autriche et de la Grèce, au moyen des dollars accordés par l'ECA.

e Les soldes initiaux sont des dons accordés à l'UEP ou obtenus d'elle, compensés par des montants correspondants de l'aide conditionnelle en dollars fournie par l'ECA.

f Sous la forme d'un prêt remboursable à l'Union.

g Dont 10 millions d'unités de compte au titre d'un prêt remboursable à l'UEP.

h Compte tenu des intérêts payés à l'UEP ou par elle.

i La fraction de l'excédent cumulatif qui dépassait le quota a été réglée, en vertu d'accords spéciaux, partie en or et partie en crédits.

j Chaque quota est divisé en cinq tranches, et le rapport entre les crédits et les règlements en or est déterminé d'après le barème suivant :

	Pays créditeurs		*Pays débiteurs*	
	Crédits	*Or*	*Crédits*	*Or*
Première tranche de 20%	20	—	20	—
Deuxième tranche de 20%	10	10	16	4
Troisième tranche de 20%	10	10	12	8
Quatrième tranche de 20%	10	10	8	12
Cinquième tranche de 20%	10	10	4	16
Total	60	40	60	40

k Le quota de la Belgique ne peut être utilisé pour couvrir les excédents de ce pays que jusqu'à concurrence de 330,6 millions d'unités de compte.

l Les quotas de l'Autriche et de la Grèce ne peuvent pas être utilisés avant le 1er juillet 1952 pour couvrir des déficits quels qu'ils soient.

Tableau XXI

INDICES DU VOLUME DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS DE PAYS EUROPÉENS

1949 = 100

Pays	Importations											Exportations										
	1949 (en millions de dollars c.a.f.)	1949			1950				1951			*1949 (en millions de dollars f.o.b.)*	1949			1950				1951		
		2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.		2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
Royaume-Uni	*8.337*	101	104	102	98	108	98	98	105	118	123	*6.556*	97	95	105	113	110	115	125	114	124	118
Irlande	*471*	100	95	109	111	115	103	122	117	133	94	*215*	96*	96*	120*	96*	101*	120*	134*	94*	100*	118
France	*3.252*	106	93*	98*	112	108*	91*	109*	113*	126*	118	*2.698*	102	90*	112	118*	124*	124*	178*	169*	167*	148
Pays-Bas	*1.839*	99	95	105	123	137	130	137	145	148	131	*1.291*	86	99	128	111	120	146	165	153	153	159
Belgique	*1.800*	98	96	110	107	105	102	129	131	122	104	*1.757*	106	99	92	110	102	88	130	132	136	124
Suisse	*881*	94	90	114	100	107	135	155	157	156	132	*803*	96	99	114	92	100	115	150	127	140	135
Italie	*1.491*	116	101	81	109	111	105	104	115	130	123	*1.094*	94	104	107	107	117	129	147	136	133	132
Espagne	*457*	103	102	87	87	120	120	83	85	116	..	*384*	103	80	112	123	137	116	163	160	174	..
Turquie	*299*	85	108	119	91	120	125	132	119	125	142	*247*	98	52	145	94	79	78	140	114	77	68
Danemark	*803*	105	92	101	126	116	125	136	127	127	106	*663*	98	93	121	110	121	136	152	145	152	140
Suède	*1.103*	96	99	106	110	124	130	142	149	165*	147	*1.074*	98	104	120	111	125	127	142	106	143	126
Norvège	*771*	106	94	106	113	110	86	105	112*	122*	115	*395*	103	87	103	131	127	133	137	145	138	149
Finlande [a]	*409*	98	99	119	99	118	97	110	94	133	146	*399*	85	116	141	74	128	140	99	89	146	174
Allemagne : zones occidentales [b]	*2.238*	104	95	123	120*	106*	134*	167*	149*	115*	136	*1.125*	92	101	126	157*	185*	229*	298*	282*	310*	329
Autriche [c]	*410*	97	103	117	105	101	86	114	107*	112*	106	*297*	106	93	101	118	138	144	198	167*	167*	164
Pologne	*733**	93	103	123	130	133	113	151	..	..	..	*643**	92	101	115	101	105	119	122	..	..	..
Total pour les pays ci-dessus [d]	*25.294**	102	99	105	108	112	107	119*	121*	127*	124	*19.641**	97	96	111	113	118	126*	151*	140*	148*	143

[a] Pour obtenir des résultats comparables à ceux d'autres pays, il n'a pas été tenu compte de la rectification saisonnière de l'indice de la Finlande. Les exportations au titre des réparations de guerre sont exclues.

[b] Un indice spécial a été calculé pour les trois zones occidentales d'Allemagne.

[c] Ces chiffres ne comprennent pas les importations non commerciales.

[d] Les totaux sont calculés d'après les données des pays énumérés dans le tableau. Bien qu'il couvre 87 % du commerce total de l'Europe en 1949, le résultat obtenu ne donne pas une idée tout à fait exacte de la situation de l'ensemble de l'Europe, parce que le volume des échanges par rapport à 1949, pour les pays qui ne sont pas compris dans ce groupe, est différent du même rapport pour les pays qui en font partie.

Tableau XXII

INDICES DES PRIX DÉRIVÉS POUR LES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS GLOBALES

Janvier–septembre 1949 = 100

Pays	Type d'indice [a]	En monnaies nationales													En dollars des Etats-Unis		Taux d'échange [b]						
		Importations							Exportations						Imp.	Exp.							
		1950				1951			1950				1951		1951		1950				1951		
		1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	3e trim.	3e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
Royaume-Uni	P_3 [c]	109	115	119	130	147	166	165	103	105	107	111	116	125	132	115	91	106	107	106	115	124	126	121
France	P_1	108	109	110	119	133	147	149	103	101	99	102	109	117	122	114	94	105	108	111	117	123	126	122
Pays-Bas	P_1	107	112	113	120	128	140	142	107	105	98	108	115	123	122	98	85	99	107	115	111	112	114	116
Belgique-Luxembourg	P_1	95	98	100	110	120	126	125	85	85	89	95	109	117	122	110	107	111	115	113	116	110	108	102
Suisse	P_2	87	85	86	91	100	108	109	94	95	93	97	99	102	106	109	106	93	90	92	94	101	105	103
Italie	P_4	93	92	92	98	112	126	126	105	93	94	95	101	110	115	113	102	89	98	97	103	112	115	110
Turquie	P_1	81	82	79	82	88	102	95	106	98	96	131	152	118	115	95	115	76	84	82	62	58	86	83
Danemark	P_1	111	110	115	113	123	145	153	103	98	99	101	106	107	110	107	76	108	112	116	112	116	136	140
Suède	P_3	109	111	112	120	128	143	150	100	102	105	116	136	164	182	104	126	108	109	107	103	95	88	83
Norvège	P_1	110	114	115	117	128	142	146	98	100	109	112	123	141	149	101	104	113	114	107	105	103	100	98
Finlande [d]	P_2	124	133	138	152	169	193	199	109	113	119	135	197	231	271	117	160	114	118	116	113	86	84	73
Allemagne occidentale [e]	P_1	113	115	115	126	136	152	159	91	92	90	92	100	108	116	123	97	117	118	119	127	127	130	127
Autriche [f]	P_1	150	162	157	161	219	228	229	138	141	146	147	162	184	203	109	96	109	116	108	110	135	124	113
Etats-Unis	P_4	98	101	110	119	131	138	138	94	93	96	102	107	112	110	138	110	105	109	115	117	122	123	126

Sources et méthodes : Voir les « Notes sur les statistiques ».

[a] P_1 = Indice des prix dérivés affecté de coefficients de pondération mobiles courants.
P_2 = Indice des prix dérivés affecté de coefficients de pondération fixes.
P_3 = Indice des prix dérivés affecté de coefficients de pondération mobiles de la période antérieure.
P_4 = Indice des prix dérivés affecté de coefficients de pondération mobiles mixtes.

[b] Rapport entre l'indice des prix à l'importation et l'indice des prix à l'exportation.

[c] P_1 = Pour le taux d'échange.

[d] Janvier–juin 1949 = 100.

[e] Nouvelle série pour laquelle l'année 1950 a été prise comme base primitive. Taux d'échange sur la base du dollar des Etats-Unis. Voir les « Notes sur les statistiques ».

[f] Importations commerciales seulement.

Tableau XXIII

PRIX DÉRIVÉS A L'IMPORTATION ET A L'EXPORTATION DES PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS

Indices — janvier–septembre 1949 = 100

Groupe de produits	Pays	Type d'indice [a]	En monnaies nationales							En dollars des Etats-Unis
			1950				1951			1951
			1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	3e trim.
Importations										
Denrées alimentaires, boissons et tabac	Royaume-Uni	P_3	108	113	113	116	119	129	131	91
	France	P_1	103	107	107	107	107	119	123	95
	Suisse	P_2	90	88	89	95	98	105	105	105
	Allemagne occid.	P_1	129	130	126	133	133	146	157	118
	Etats-Unis	P_4	119	121	134	138	143	143	142	142
Matières premières	Royaume-Uni	P_3	112	119	129	151	189	222	211	147
	France	P_1	107	110	109	137	146	161	159	122
	Suisse	P_2	84	82	84	92	106	118	120	120
	Allemagne occid.	P_1	107	111	116	136	157	184	189	146
	Etats-Unis	P_4	94	97	108	128	152	171	159	159
Produits manufacturés	Royaume-Uni	P_3	110	111	114	122	131	146	155	108
	France	P_1	125	105	111	125	131	136	139	107
	Suisse	P_2	88	87	85	88	96	99	103	103
	Italie	P_4	92	93	92	96	110	128	128	114
	Allemagne occid.	P_1	107	106	104	111	124	130	133	106
	Etats-Unis	P_4	89	90	96	104	111	114	121	121
Exportations										
Textiles	Royaume-Uni	P_3	101	105	108	115	127	143	155	107
	France	P_1	97	99	100	100	115	127	132	101
	Suisse	P_1	85	88	86	90	96	101	95	95
	Italie	P_4	110	82	91	93	110	118	126	112
Articles en métal	Royaume-Uni	P_3	104	104	105	107	111	116	121	84
	France	P_1	104	99	93	93	102	112	124	95
	Suisse	P_1	102	102	99	101	99	99	107	107
	Italie	P_4	102	100	97	90	89	94	103	91
	Suède	P_3	105	100	99	99	105	111	122	85
Articles manufacturés de tout genre	Royaume-Uni	P_3	102	103	105	109	115	122	130	90
	France	P_1	104	106	105	107	115	120	128	99
	Belgique-Luxemb.	P_1	84	84	86	92	104	113	120	106
	Suisse	P_2	95	97	94	97	98	101	106	106
	Italie	P_4	96	89	94	94	99	108	115	103
	Suède	P_3	99	97	99	104	122	138	153	106
	Allemagne occid.	P_1	94	94	91	93	101	113	121	104
	Etats-Unis	P_4	96	94	95	101	106	110	110	110

Sources et méthodes : Voir les « Notes sur les statistiques ».

NOTE. — Etant donné les grandes différences existant entre les types d'indices et les groupes de produits sur lesquels ils portent, il faut faire preuve d'une certaine prudence dans les comparaisons entre les différents pays.

[a] P_1 = Indice des prix dérivés affecté de coefficients de pondération mobiles courants.

P_2 = Indice des prix dérivés affecté de coefficients de pondération fixes.

P_3 = Indice des prix dérivés affecté de coefficients de pondération mobiles de la période antérieure.

P_4 = Indice des prix dérivés affecté de coefficients de pondération mobiles mixtes.

Tableau XXIV

MOYENNE DES PRIX DÉRIVÉS A L'EXPORTATION DES TISSUS DE COTON, DES FILÉS DE SOIE ARTIFICIELLE ET DES TISSUS DE SOIE ARTIFICIELLE

Pour les 9 premiers mois de chaque année

En cents des Etats-Unis par kilogramme

Produit	Année	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Allemag. occident.	Belgique-Luxemb.	Italie	Etats-Unis	Japon [a]	Inde
Tissus de coton écrus (gris)	1949	279	248	254	209	197	212	138	159	149
	1950	214	213	214	193	184	192	146	134	108
	1951	292	286	284	255	238	274	184	221	125
Tissus de coton blancs (blanchis)	1949	397	325	339	284	248	317	289	..	313
	1950	298	221	279	227	218	219	310	..	191
	1951	355	275	317	316	301	325	393	..	238
Tissus de coton imprimés	1949	455	499	438	342	386	400	256	230 [b]	339 [c]
	1950	317	342	351	286	314	299	251	199 [b]	207 [c]
	1951	392	401	396	390	417	395	330	317 [b]	231 [c]
Tissus de coton teints en pièce	1949	402	387	365	277	288	329	258	..	..
	1950	294	298	291	296	266	271	254	..	..
	1951	360	354	335	405	381	341	332	..	..
Tissus de coton tissés couleur	1949	499	408	394	284	258	346	255	..	..
	1950	341	288	299	290	248	283	246	..	..
	1951	421	347	338	381	308	358	325	..	..
Filés de soie artificielle	1949	262	297	228	192	313	236	189	..	..
	1950	197	169	148	204	200	170	181	..	..
	1951	252	205	200	236	241	207	208	269	..
Tissus de soie artificielle imprimés	1949	744	779 [c]	934	511 [d]	..	563	413	264 [d]	..
	1950	541	514 [c]	596	622 [d]	..	433	408	247 [d]	..
	1951	591	555 [c]	600	571 [d]	..	582	464	365 [d]	..
Tissus de soie artificielle, teints	1949	655	..	734	..	..	534	377	..	..
	1950	448	..	482	..	..	403	352	..	..
	1951	495	..	495	..	..	536	410	..	..

Sources et méthodes : Voir les « Notes sur les statistiques ».

a Prix de 1951 calculés sur la base des exportations des 6 premiers mois.

b Tous les tissus de coton, excepté les gris.

c Teints, imprimés et tissés couleur.

d Teints et imprimés.

Tableau XXV

EXPORTATIONS DE CINQ PAYS EUROPÉENS A DESTINATION DE L'EUROPE ET A DESTINATION DES PAYS EXTRA-EUROPÉENS RÉPARTIES PAR GROUPES DE PRODUITS

En millions de dollars, aux prix de janvier–septembre 1949 — Trimestres et moyennes trimestrielles

Pays exportateur et période / Groupe de produits et destination		1. Denrées alimentaires, boissons et tabacs		2. Matières premières		3. Métaux et articles manufacturés en métal		4. Machines		5, 6. Véhicules et autre matériel de transport		7. Produits chimiques et produits apparentés		8. Textiles et articles manufacturés		Total [a] Groupes 1–10	
		Europe	Pays extra-européens	Europe	Pays extra-européens	Europe	Pays extra-européens	Europe	Pays extra-européens	Europe	Pays extra-européens	Europe	Pays extra-européens	Europe	Pays extra-européens	Europe	Pays extra-européens
Royaume-Uni	1950—I–III moyenne	31	83	86	53	69	192	116	263	112	268	28	75	109	260	640	1.369
	IV	35	97	82	54	69	218	119	288	96	301	32	97	124	308	652	1.570
	1951—I	28	94	67	44	69	183	110	258	126	243	36	92	123	284	653	1.394
	II	29	101	57	55	62	193	125	292	136	271	40	109	119	302	666	1.540
	III	34	91	54	55	53	174	115	301	108	268	32	114	87	296	569	1.513
France	1950—I–III moyenne	59	75	93	47	49	100	17	50	21	40	24	26	55	104	390	493
	IV	96	118	94	46	83	178	18	65	28	52	29	44	79	147	516	735
	1951—I	104	121	76	47	80	151	22	70	26	60	28	38	73	130	507	687
	II	86	121	66	46	62	156	26	73	23	63	29	41	62	130	443	712
	III	54	128	87	62	46	136	22	73	17	60	27	31	37	118	357	685
Allemagne occidentale	1950—I–III moyenne	10	2	141	7	115	54	87	20	28	4	49	20	19	5	474	120
	IV	28	6	149	12	151	127	115	46	39	17	73	48	30	11	628	287
	1951—I	33	6	137	15	134	105	112	47	37	12	82	49	31	12	605	263
	II	24	5	147	19	136	119	132	61	41	20	87	49	29	14	644	312
	III	33	5	137	14	141	129	134	70	37	22	93	58	38	15	662	345
Belgique-Luxembourg	1950—I–III moyenne	18	5	55	12	85	53	24	10	8	6	30	15	70	15	318	140
	IV	27	11	75	26	104	94	22	13	9	4	30	21	78	18	378	215
	1951—I	31	8	83	34	106	92	21	15	6	16	33	20	67	17	387	217
	II	24	5	66	28	122	101	23	14	8	11	35	24	73	19	399	218
	III	26	6	55	18	118	90	20	13	11	8	33	17	69	22	369	194
Italie	1950—I–III moyenne	63	16	23	17	6	11	19	15	11	12	4	3	61	50	198	135
	IV	79	22	29	16	6	10	24	20	13	8	5	5	70	83	239	178
	1951—I	67	18	30	11	7	10	23	20	18	13	5	4	65	71	230	158
	II	46	9	28	16	10	12	22	24	14	12	7	6	78	67	220	161
	III	59	11	22	12	9	14	20	21	11	12	8	8	68	54	211	152
Total pour les pays énumérés	1950—I–III moyenne	181	181	398	136	324	410	263	358	180	330	135	139	314	434	2.020	2.257
	IV	265	254	429	154	413	627	298	432	185	382	169	215	381	567	2.413	2.985
	1951—I	263	247	393	151	396	541	288	410	213	344	184	203	359	514	2.382	2.719
	II	209	241	364	164	392	581	328	464	222	377	198	229	361	532	2.372	2.943
	III	206	241	355	161	367	543	311	478	184	370	193	228	299	505	2.168	2.889

NOTE. — Pour les sources et pour la définition des groupes de produits, voir les « Notes sur les statistiques ».

a Le total comprend, outre les groupes spécifiés, les groupes 9 (tous autres articles manufacturés) et 10 (articles non spécifiés).

Tableau XXVI

EXPORTATIONS EN PROVENANCE DE CERTAINS PAYS D'EUROPE, DES ÉTATS-UNIS ET DU JAPON, PAR RÉGIONS DE DESTINATION ET POUR CERTAINS GROUPES DE PRODUITS

En millions de dollars, aux prix janvier-septembre 1949
Taux annuels calculés d'après les neuf premiers mois de chaque année

Groupe de produits et destination / Pays exportateur et année		4. Machines					5, 6. Véhicules et autre matériel de transport					8. Textiles					Total, Groupes 1-10					Groupe de produits et destination / Pays exportateur et année
		Europe occidentale	Europe orientale	Etats-Unis et Canada	Reste du monde	Toutes destinations	Europe occidentale	Europe orientale	Etats-Unis et Canada	Reste du monde	Toutes destinations	Europe occidentale	Europe orientale	Etats-Unis et Canada	Reste du monde	Toutes destinations	Europe occidentale	Europe orientale	Etats-Unis et Canada	Reste du monde	Toutes destinations	
Royaume-Uni	1949	327	65	36	1.007	1.435	333	8	88	730	1.159	275	11	164	1.024	1.474	1.877	133	512	4.522	7.044	1949 Royaume-Uni
	1950	396	68	54	1.000	1.518	445	4	160	909	1.518	428	10	196	844	1.478	2.440	122	821	4.653	8.036	1950
	1951	428	38	84	1.051	1.601	488	5	131	911	1.535	433	6	222	954	1.615	2.427	91	914	5.014	8.446	1951
Allemagne occidentale	1949	98	9	2	15	124	27	1	—	4	32	54	—	4	29	87	903	41	52	125	1.121	1949 Allemagne occidentale
	1950	303	43	7	76	429	102	9	1	17	129	73	2	7	14	96	1.738	156	109	374	2.377	1950
	1951	473	32	20	216	741	151	3	3	70	227	128	2	10	44	184	2.426	123	302	925	3.776	1951
France	1949	54	12	2	195	263	66	7	1	137	211	165	4	16	369	554	1.092	76	62	1.528	2.758	1949 France
	1950	55	11	1	201	268	76	7	2	157	242	219	1	30	386	636	1.503	57	130	1.842	3.532	1950
	1951	75	18	5	282	380	86	2	6	239	333	228	2	34	468	732	1.698	45	335	2.443	4.521	1951
Belgique-Luxembourg	1949	80	15	1	44	140	55	2	—	21	78	161	10	20	68	259	1.109	97	114	479	1.799	1949 Belgique-Luxembourg
	1950	76	19	1	41	137	30	2	—	22	54	271	10	33	25	339	1.192	78	168	392	1.830	1950
	1951	78	7	3	53	141	30	3	12	35	80	270	9	29	48	356	1.475	64	229	610	2.378	1951
Italie	1949	34	32	2	76	144	47	9	—	36	92	113	11	7	228	359	479	79	45	512	1.115	1949 Italie
	1950	38	38	4	57	137	36	7	—	48	91	232	14	16	184	446	701	93	75	461	1.330	1950
	1951	49	36	8	80	173	45	12	1	49	107	272	10	29	227	538	796	85	115	513	1.509	1951
Suisse [a]	1949	120	28	4	60	212	7	1	—	2	10	66	4	9	29	108	404	61	92	212	769	1949 Suisse [a]
	1950	135	29	4	60	228	6	1	—	2	9	87	3	17	22	129	442	57	113	206	818	1950
	1951	145	33	10	74	262	5	1	—	3	9	99	4	15	40	158	555	64	131	334	1.084	1951
Total pour les pays énumérés	1949	713	161	47	1.397	2.318	535	28	89	930	1.582	834	40	220	1.747	2.841	5.864	487	877	7.378	14.606	1949 Total pour les pays énumérés
	1950	1.003	208	71	1.435	2.717	695	30	163	1.155	2.043	1.310	40	299	1.475	3.124	8.016	563	1.416	7.928	17.923	1950
	1951	1.248	164	130	1.756	3.298	805	26	153	1.307	2.291	1.430	33	339	1.781	3.583	9.377	472	2.026	9.839	21.714	1951
Etats-Unis [b]	1949	489	9	380	1.184	2.062	261	2	286	886	1.435	87	3	72	527	689	4.197	81	1.931	5.927	12.136	1949 Etats-Unis [b]
	1950	495	19	346	816	1.676	196	3	264	692	1.155	71	1	60	350	482	2.989	82	1.893	4.633	9.597	1950
	1951 [c]	469	9	562	1.249	2.289	169	1	366	1.027	1.563	94	—	89	483	666	3.326	135	2.332	6.166	11.959	1951 [c]
Japon	1949	—	—	3	49	52	—	—	—	—	—	62	—	29	207	298	77	—	83	361	521	1949 Japon
	1950	1	—	7	29	37	9	—	—	14	23	49	—	55	293	397	98	—	222	539	859	1950
	1951 [d]	1	—	7	58	66	7	—	—	36	43	42	—	37	433	512	100	—	169	844	1.113	1951 [d]

NOTE. — Pour les sources et pour la définition des groupes de produits, voir les « Notes sur les statistiques ».

a Les chiffres figurant dans la colonne « Etats-Unis et Canada » s'appliquent aux exportations à destination des Etats-Unis seulement.

b A partir de juin 1950, les « produits de la catégorie spéciale » ne sont pas compris dans les chiffres.

c D'après les 8 premiers mois de l'année.

d D'après les 6 premiers mois de l'année.

Tableau XVII

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE DIX-HUIT PAYS EUROPÉENS ET DES ÉTATS-UNIS, PAR RÉGIONS D'ORIGINE ET DE DESTINATION

En millions de dollars aux prix courants ; importations c.a.f. ; exportations f.o.b.

Région d'origine pour les importations et région de destination pour les exportations ↓	Année et trimestre	Royaume-Uni		Irlande		Islande		France		Pays-Bas		Belgique-Luxembourg		Suisse		Italie		Portugal	
		Imp.[a]	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.
I. Royaume-Uni, Irlande et Islande	1950- I	39,3	66,2	60,4	34,7	2,2	1,5	27,8	62,5	47,0	44,4	42,7	25,3	20,6	7,9	23,1*	27,3*	10,7	6,8
	II	40,0	60,2	57,5	38,6	1,9	0,8	30,7	68,6	55,2	48,0	46,5	31,1	19,7	7,3	20,5*	34,3*	12,8	6,1
	III	47,9	59,2	56,2	45,4	1,7	0,5	25,3	67,0	50,7	59,3	42,6	30,6	21,2	8,9	19,7*	41,9*	11,9	8,2
	IV	56,9	64,1	62,0	54,6	2,6	1,1	31,7	89,9	58,9	62,3	58,3	49,2	25,4	9,9	19,9*	36,0*	12,5	11,9
	1951- I	45,1	66,5	63,0	37,8	2,0	2,4	40,6	96,8	61,0	76,5	55,7	59,2	27,5	9,8	19,8	40,2	11,1	12,6
	II	46,2	81,1	77,9	39,6	6,3	1,2	35,6	123,3	65,4	87,6	63,0	69,8	26,2	12,7	21,5	55,3	12,9	14,6
	III	52,8	71,9	60,1	48,2	3,7	2,9	43,9	89,6	43,9	76,2	43,3	67,8	20,1	14,5	17,5	69,4	13,1	11,9
II. Pays industriels de l'Europe occidentale (France, Pays-Bas, Belgique-Luxembourg, Suisse)	1950- I	151,6	139,4	6,8	2,3	0,5	1,2	85,0	93,7	121,3	70,3	109,4	149,6	39,5	41,5	50,8*	56,4*	11,6	4,7
	II	169,6	128,6	5,1	1,2	0,6	1,5	73,8	97,8	122,9	61,3	107,1	143,0	40,4	42,9	46,6*	56,3*	19,0	4,8
	III	179,4	135,7	4,8	2,6	0,5	1,0	54,3	110,1	114,7	68,9	115,8	125,9	63,5	42,2	34,9*	52,5*	12,5	7,6
	IV	205,8	147,7	7,1	3,3	0,6	0,4	78,0	157,9	147,2	89,7	152,4	166,2	75,0	48,6	50,3*	64,8*	13,2	10,4
	1951- I	254,5	168,6	8,4	2,5	0,6	0,5	76,5	156,7	164,0	101,1	163,1*	188,5*	79,8	43,7	70,3	68,1	14,5	7,4
	II	286,6	162,2	11,3	1,6	1,3	1,3	93,9	169,4	177,1	95,8	146,4	218,0	78,6	53,8	61,0*	83,3	17,4	7,2
	III	251,2	127,3	8,7	2,4	1,1	1,9	106,4	130,3	138,9	99,3	135,4	202,8	70,4	46,9	53,4	71,5	16,5	6,7
III. Europe méditerranéenne et péninsule ibérique (Italie, Grèce, Espagne, Portugal, Turquie et divers pays et territoires européens faisant ou non partie du continent)	1950- I	71,1	62,6	1,8	0,5	0,3	1,6	47,8	30,6	12,0	12,6	14,1	30,2	19,5	25,9	4,5*	7,2*	1,1	2,5
	II	68,1	63,5	2,3	0,1	0,3	0,6	44,6	43,3	10,0	12,8	16,4	31,4	23,0	32,9	6,5	13,1*	1,2	1,8
	III	70,2	62,9	2,4	—	0,4	0,7	25,9	36,7	8,4	11,0	13,0	20,6	24,9	42,6	6,8	14,0*	1,7	1,6
	IV	83,7	62,3	6,6	0,5	0,5	2,3	43,7	48,5	12,3	15,6	18,0	32,8	26,9	49,8	9,2	17,0*	2,1	1,6
	1951- I	101,2	65,7	4,0	0,6	1,1	1,5	48,4	55,9	18,0	15,2	20,9	33,1	29,6	30,3	9,6	19,6	1,5	2,6
	II	119,4	80,6	5,7	0,3	1,0	1,4	63,0	55,6	17,3	16,5	21,9	37,6	27,9	31,3	7,7*	20,0	2,4	3,3
	III	107,5	73,6	3,7	0,3	0,6	2,0	48,7	47,5	11,7	16,2	12,9	37,0	26,0	24,9	7,5	24,5	4,6	3,0
IV. Pays scandinaves (Danemark, Suède, Norvège, Finlande)	1950- I	135,4	151,4	4,1	0,5	0,7	0,9	32,9	43,6	26,2	26,0	17,0	25,1	7,8	8,2	16,6*	19,4*	3,1	2,4
	II	177,4	152,6	5,0	0,4	2,4	0,2	23,6	50,3	27,8	26,8	18,9	23,5	6,3	7,6	14,7*	16,7*	2,6	1,7
	III	172,2	144,0	4,8	0,3	1,2	1,0	23,2	37,3	39,3	33,6	17,8	16,8	10,0	8,9	12,2*	10,8*	1,9	2,7
	IV	163,6	157,8	5,8	1,1	1,1	2,8	30,0	53,8	35,9	36,8	28,5	32,4	11,2	12,2	16,0*	19,1*	3,2	2,8
	1951- I	200,9	164,7	6,4	0,4	1,3	1,2	36,6	55,9	36,3	40,9	25,9	42,7	10,8	14,5	17,9	22,0	2,8	2,7
	II	265,7	190,9	8,4	0,4	3,4	0,5	52,2	57,0	43,0	46,5	31,6	60,8	11,9	16,8	25,7*	23,7	3,5	2,2
	III	329,4	171,0	7,5	0,4	1,1	1,5	61,7	49,3	53,8	48,8	35,7	54,3	15,6	15,2	33,0	21,6	3,5	2,3
V. Allemagne et Autriche	1950- I	28,7	34,2	0,9	0,8	0,3	0,3	54,0	47,7	49,9	66,7	34,6	33,4	20,9	23,3	35,1*	29,7*	1,4	0,8
	II	32,6	29,0	1,2	0,1	0,4	—	50,7	48,8	76,4	72,2	37,5	22,4	27,0	18,8	41,7*	29,7*	2,3	0,2
	III	35,0	35,0	1,5	1,5	0,4	0,4	48,4	70,7	71,9	74,7	41,5	31,0	37,5	26,5	38,0*	36,3*	2,9	1,3
	IV	30,9	46,9	1,8	1,8	0,4	1,8	56,6	87,6	79,5	98,8	53,6	44,1	44,6	34,5	43,4*	51,7*	4,3	4,6
	1951- I	40,1	43,9	2,8	0,7	0,4	0,3	51,9	81,8	81,7	69,1	57,1	56,7	49,5	31,6	45,8	46,1	3,7	3,1
	II	60,4	36,4	4,0	0,5	1,3	0,3	70,2	45,3	95,8	53,6	59,8	36,6	60,8	24,3	52,6	30,3	5,1	1,8
	III	76,0	43,1	3,1	0,4	0,6	0,5	84,8	46,3	85,8	84,9	56,7	45,4	61,1	40,4	49,7	43,0	4,9	2,5
VI. Europe orientale (Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie, Hongrie, Yougoslavie, Bulgarie)	1950- I	32,6	14,4	0,3	—	1,2	1,1	13,0	12,8	12,8	7,0	6,9	11,2	11,3	11,6	15,0	18,7*	0,6	0,4
	II	26,9	12,0	0,5	0,1	0,8	0,3	7,4	10,3	10,8	9,0	7,5	10,5	10,0	12,3	14,4	15,4*	0,5	0,4
	III	25,8	16,0	0,8	0,1	0,8	0,3	4,7	8,4	7,7	6,8	5,3	10,6	11,5	14,9	11,7*	12,0*	0,5	0,5
	IV	27,6	13,9	2,5	0,1	0,9	1,7	7,5	6,0	12,4	9,9	9,5	8,8	12,9	20,7	15,1	14,4*	0,5	0,5
	1951- I	29,4	14,9	2,5	—	1,2	0,5	12,9	9,9	11,6	10,5	6,8	14,3	13,1	13,3	16,7	16,2	0,3	0,4
	II	32,1	15,8	2,8	—	0,7	0,8	9,4	12,8	7,3	7,8	5,4	14,1	9,4	15,1	16,5*	17,9*	0,4	0,6
	III	30,2	17,7	0,4	—	0,6	0,7	8,8	8,0	3,6	9,0	3,2	11,4	4,4	15,2	13,8	13,4	0,4	0,2
VII. Union des Républiques socialistes soviétiques	1950- I	19,9	12,2	—	—	—	—	1,0	0,1	1,0	0,1	2,0	3,6	0,5	0,7	5,6*	6,6*	—	0,2
	II	22,4	5,5	—	—	—	—	1,6	0,9	1,2	—	1,7	6,1	0,3	0,8	1,8	5,4*	—	0,3
	III	26,4	7,3	—	—	—	—	0,7	0,9	0,1	—	2,3	5,4	0,7	1,2	1,4	2,8*	—	0,4
	IV	27,1	7,5	—	—	—	—	1,6	0,7	—	0,4	4,9	5,5	0,7	1,3	5,4*	5,1	—	0,4
	1951- I	35,9	3,3	—	—	—	—	1,8	0,2	3,6	0,6	4,7	2,8	1,6	1,3	10,0	5,2	—	0,8
	II	35,5	3,3	—	—	—	—	2,1	0,7	1,2	0,3	4,3	2,3	1,7	2,1	6,3*	3,6	—	0,5
	III	39,2	2,0	—	—	—	—	3,6	0,5	5,9	0,5	4,3	3,4	1,4	1,0	2,7	4,2	—	0,8
VIII. Total pour l'Europe (y compris l'U.R.S.S.)	1950- I	478,6	480,4	74,3	38,8	5,2	6,6	261,5	291,0	270,2	227,1	226,7	278,4	120,1	119,1	150,7*	165,3*	28,5	17,8
	II	537,0	451,4	71,6	40,5	6,4	3,4	232,4	320,0	304,3	230,1	235,6	268,0	126,7	122,6	146,2*	170,9*	38,4	15,3
	III	556,9	460,1	70,5	49,9	5,0	3,9	182,5	331,1	292,8	254,3	238,3	240,9	169,3	145,2	124,7*	170,3*	31,4	22,3
	IV	595,6	500,2	85,8	61,4	6,1	10,1	249,1	444,4	346,2	313,5	325,2	339,0	196,7	177,0	159,3*	208,1*	35,8	32,2
	1951- I	707,1	527,6	87,1	42,0	6,6	6,4	268,7	457,2	376,2	313,9	334,2*	397,3*	211,9	144,5	190,1	217,4	33,9	29,6
	II	845,9	570,3	110,1	42,4	14,0	5,5	326,4	464,1	407,1	308,1	332,4	439,2	216,5	156,1	191,3*	234,1*	41,7	30,2
	III	886,3	506,6	83,5	51,7	7,7	9,5	357,9	371,5	343,6	334,9	291,5	432,1	199,0	158,1	177,6	247,6	43,0	27,4

Grèce, Espagne et Turquie		Danemark		Suède		Norvège		Finlande		Allemagne occid.		Autriche		Total pour dix-huit pays		Etats-Unis		Année et trimestre	Région d'orine pour les importations et région de destination pour les exportations ↓
Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.[b]	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.[c]	Exp.[d]		
25,6	31,2	73,5*	57,3	47,0	32,4	51,0	18,3	14,7	13,2	23,2	20,0	8,2	2,1	517,0	451,1	58,5	143,4	I-1950	I. Royaume-Uni, Irlande et Islande
27,8	19,7	60,7*	78,7	59,8	42,9	35,8	18,3	13,9	22,0	21,4	19,9	7,6	2,7	511,8	499,2	69,5	108,1	II	
31,0	18,5	63,3*	72,4*	60,5	40,0	31,2	16,0	16,5	29,6	28,3	24,0	6,8	2,8	514,8	524,3	102,6	137,6	III	
28,4	42,5	72,7*	72,0	71,1	51,4	33,2	19,7	19,1	20,2	49,2	28,0	10,8	4,1	612,7	616,9	113,6	165,5	IV	
32,6	32,1	70,4	79,1	67,1	48,1	47,0	27,8	14,5	23,7	38,1	33,9	16,9	5,6	612,4	652,1	117,0	172,3	I-1951	
35,2	32,1	73,5	91,5	81,3	96,2	47,7	29,0	25,9	48,8	23,9	50,7	21,4	11,5	663,9	845,0	122,3	206,1	II	
32,2	20,7	63,5	76,3	74,1	101,1	53,1	32,2	25,9	85,6	36,3	67,4	18,9	12,1	602,4	847,8	121,3	256,7	III	
27,9	27,6	33,5	16,8	39,0	33,0	27,4	12,1	17,0	11,3	147,6	147,9	13,2	8,4	882,1	816,2	83,1	253,7	I-1950	II. Pays industriels de l'Europe occidentale (France, Pays-Bas, Belgique-Luxembourg, Suisse)
35,2	22,2	33,3	11,3	46,0	38,6	26,1	10,5	14,4	16,3	137,1	169,1	12,7	9,9	889,9	815,3	85,9	232,9	II	
36,4	10,4	32,3*	11,3	44,5	40,3	17,9	10,0	13,2	19,2	181,0	187,2	13,0	11,3	918,7	836,2	120,1	181,1	III	
37,5	30,9	32,2*	12,8	58,9	60,3	23,1	16,1	22,5	16,5	216,9	230,0	15,5	14,1	1.136,2	1.069,7	173,1	263,9	IV	
37,5	37,2	36,4	16,3	65,5	48,2	28,9	16,9	21,9	13,0	209,4	236,5	25,9	17,7	1.257,2	1.122,9	204,6	260,6	I-1951	
44,7	50,1	48,8	20,1	83,3	80,9	34,4	23,0	33,0	28,2	111,7	262,3	32,6	23,0	1.262,1	1.280,2	185,5	330,2	II	
46,6	19,8	43,3	17,1	86,7	78,1	29,5	21,2	34,3	41,1	182,6	283,6	25,1	19,9	1.230,1	1.169,9	173,1	294,8	III	
12,2	7,0	11,9	6,3	16,8	11,7	6,8	5,6	3,1	2,5	46,3	40,7	10,3	14,5	279,6	262,0	50,5	152,2	I-1950	III. Europe méditerranéenne et péninsule ibérique (Italie, Grèce, Espagne, Portugal, Turquie et divers pays et territoires européens faisant ou non partie du continent)
13,0	10,6	9,1	5,7	11,7	12,7	6,3	5,8	6,5	3,7	29,1	57,8	14,0	19,9	262,1	315,7	52,3	176,5	II	
14,4	8,4	7,7*	4,8	9,7	12,8	4,6	8,5	3,8	3,0	38,0	64,7	10,3	17,3	242,2	309,6	63,4	109,9	III	
19,4	16,6	9,4*	6,4	16,9	17,7	5,1	9,0	5,1	4,6	91,0	71,4	12,4	23,0	362,3	379,1	84,2	137,4	IV	
17,6	12,5	11,4	9,1	21,9	13,6	6,3	8,7	5,0	4,4	90,4	73,8	13,8	21,5	400,7	368,1	85,7	181,0	I-1951	
18,7	9,7	9,8	11,4	22,0	29,9	7,2	7,0	7,7	6,0	47,5	83,8	14,0	22,2	393,2	416,6	74,7	263,2	II	
23,3	10,2	6,7	9,3	16,2	23,8	7,8	14,2	9,7	9,3	61,7	87,5	14,3	19,7	362,9	403,0	61,4	144,7	III	
13,8	14,7	21,9	18,3	15,1	42,7	31,4	14,9	13,0	6,2	75,9	39,4	2,3	3,0	417,2	416,7	40,4	57,0	I-1950	IV. Pays scandinaves (Danemark, Suède, Norvège, Finlande)
14,3	11,7	31,3	15,2	19,5	48,6	33,6	16,8	13,6	10,6	59,8	48,1	3,3	2,6	454,1	433,4	34,8	62,1	II	
16,5	8,8	38,6*	19,7	24,6	41,3	26,5	15,5	13,6	16,1	99,1	72,0	2,5	3,1	504,0	431,9	37,7	58,2	III	
16,7	19,4	35,3*	33,4	30,1	53,9	38,4	16,7	16,3	10,9	106,4	94,6	4,6	3,7	543,1	551,4	45,8	62,8	IV	
16,8	11,5	29,8	22,6	23,1	40,3	33,8	19,5	10,9	8,6	101,4	96,0	5,3	3,8	560,0	547,3	58,0	65,6	I-1951	
16,4	12,0	41,7	27,5	31,0	58,0	39,9	21,5	18,0	16,2	72,1	118,8	4,0	4,5	668,5	657,3	67,9	82,5	II	
17,6	7,0	45,0	25,0	31,4	52,8	32,2	24,1	18,7	27,3	124,8	134,7	6,5	5,5	817,5	650,8	52,3	81,6	III	
20,5	29,8	14,6*	25,9	28,0	32,5	9,7	9,3	3,5	2,8	6,2	18,1	17,3	6,8	325,5	362,1	17,0	141,9	I-1950	V. Allemagne et Autriche
29,1	10,8	18,7*	21,7	28,3	32,6	8,2	10,1	8,5	5,0	8,5	15,9	16,7	8,7	387,8	326,0	19,5	158,3	II	
34,4	13,6	32,6*	39,4*	38,3	44,6	7,0	18,8	6,9	6,8	11,0	18,0	16,7	13,2	424,0	431,8	30,2	95,4	III	
33,7	46,4	32,6*	43,5	47,4	41,7	9,7	11,9	6,5	6,4	16,6	22,1	23,2	20,2	484,8	564,0	52,6	132,3	IV	
37,7	45,9	30,7	39,1	56,4	39,8	12,8	14,5	6,3	6,0	14,7	27,7	28,5	15,8	520,1	522,1	57,2	145,4	I-1951	
39,3	14,7	38,3	21,7	64,3	38,1	16,1	13,7	19,5	11,0	10,2	29,7	28,6	13,2	626,3	371,2	68,1	162,6	II	
40,4	21,2	40,8	33,6	67,2	56,9	18,2	15,2	23,4	22,2	15,6	30,3	27,4	19,7	655,7	505,6	69,3	139,0	III	
7,2	4,3	12,6	5,4	16,8	13,0	7,3	4,6	11,1	3,5	19,3	25,6	19,3	13,1	187,3	146,7	14,3	13,9	I-1950	VI. Europe orientale (Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie, Hongrie, Yougoslavie, Bulgarie)
7,6	5,6	6,2	2,6	14,0	13,2	3,9	4,0	10,2	3,7	17,1	31,9	16,1	12,8	153,9	144,1	15,6	17,4	II	
5,3	3,5	9,5	4,1	18,9	13,8	4,0	2,8	10,9	4,9	23,6	27,1	9,8	11,5	150,8	137,3	13,2	22,4	III	
5,3	5,8	7,8	3,0	18,3	16,3	7,0	2,4	9,0	3,2	32,0	27,6	16,0	18,9	184,3	153,2	16,0	10,9	IV	
4,8	6,9	12,1	5,7	22,4	11,0	4,4	3,5	9,6	4,4	14,7	29,0	17,6	13,8	180,1	154,3	15,7	35,2	I-1951	
6,4	7,7	9,9	9,2	26,1	22,9	2,2	3,6	15,8	6,8	14,8	22,2	17,6	13,8	176,8	171,1	17,2	48,9	II	
6,5	5,5	10,6	4,5	29,6	24,8	1,7	4,4	17,6	6,9	28,9	28,2	20,4	18,3	180,7	168,2	12,3	15,4	III	
—	0,1	0,8*	—	0,3	3,7	1,7	2,0	1,3	2,4	0,1	—	—	—	34,2	31,7	10,3	0,2	I-1950	VII. Union des Républiques socialistes soviétiques
—	—	0,7*	0,1	0,8	4,7	3,2	2,2	0,7	2,6	—	—	—	—	34,4	28,6	10,1	0,3	II	
—	0,2	0,9*	0,3*	2,4	7,2	2,4	1,1	9,0	8,9	—	—	—	—	46,3	35,7	13,4	—	III	
—	0,1	1,4*	0,7	2,4	6,3	3,0	2,8	12,8	13,2	—	—	—	—	59,3	44,0	6,5	0,1	IV	
—	—	2,9	—	3,4	5,6	2,6	2,5	8,5	14,6	0,2	—	—	—	75,2	36,9	6,3	—	I-1951	
—	—	1,5	0,1	2,6	5,6	2,1	3,9	11,8	15,7	—	—	—	—	69,1	38,1	7,0	—	II	
—	0,3	0,4	0,1	4,1	8,4	3,0	2,3	9,1	15,5	0,2	—	—	—	73,9	39,0	6,1	—	III	
107,2	114,7	168,8	130,0	163,0	169,0	135,3	66,8	63,7	41,9	318,6	291,7	70,5	47,9	2.642,9	2.486,5	274,1	762,3	I-1950	VIII. Total pour l'Europe (y compris l'U.R.S.S.)
127,0	80,6	160,0	135,3	180,1	193,3	117,1	67,7	67,8	63,9	273,0	342,7	70,4	56,6	2.694,0	2.562,3	287,7	755,6	II	
138,0	63,4	184,9*	152,0	198,9	200,0	93,6	72,7	73,9	88,5	381,0	393,0	59,1	59,2	2.800,8	2.706,8	380,6	604,6	III	
141,0	161,7	191,4*	171,8	245,1	247,6	119,5	78,6	91,3	75,0	512,1	473,7	82,5	84,0	3.382,7	3.378,3	491,8	772,9	IV	
147,0	146,1	193,7	171,9	259,8	206,6	135,8	93,4	76,7	74,7	468,9	496,9	108,0	78,2	3.605,7	3.403,7	544,5	860,1	I-1951	
160,7	126,3	223,5	181,5	310,6	331,6	149,6	101,7	131,7	132,7	280,2	567,5	118,2	88,2	3.859,9	3.779,5	542,7	1.093,5	II	
166,6	84,7	210,3	165,9	309,3	345,9	145,5	113,6	138,7	207,9	450,1	631,7	112,6	95,2	3.923,2	3.784,3	495,8	932,2	III	

Tableau XVII *(suite)*

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE DIX-HUIT PAYS EUROPÉENS ET DES ÉTATS-UNIS, PAR RÉGIONS D'ORIGINE ET DE DESTINATION

En millions de dollars aux prix courants ; importations c.a.f. ; exportations f.o.b.

Région d'origine pour les importations et région de destination pour les exportations ↓	Année et trimestre	Royaume-Uni		Irlande		Islande		France		Pays-Bas		Belgique-Luxembourg		Suisse		Italie		Portugal	
		Imp.[a]	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.
IX. Etats-Unis et territoires dépendants	1950- I	149,4	56,8	14,9	0,6	2,0	0,9	105,9	15,9	65,3	6,6	71,2	31,3	30,8	23,7	108,1*	12,7	8,4	4,0
	II	142,6	61,3	14,6	0,8	1,6	0,6	96,4	20,2	69,7	10,5	80,2	28,6	33,4	23,2	89,9*	12,6	15,1	4,2
	III	122,1	91,7	12,6	1,2	1,9	0,9	81,4	29,6	58,0	21,6	73,3	29,8	35,1	31,5	91,0*	22,6*	12,7	7,2
	IV	178,4	107,7	16,7	1,1	1,9	1,4	94,2	59,6	44,4	22,1	81,5	51,7	46,5	41,1	47,7*	28,9*	6,8	8,1
	1951- I	191,1	93,9	17,0	1,2	1,4	2,1	109,4	67,7	62,1	23,4	98,0	62,2*	51,8	33,3	70,3	26,2	10,3	7,4
	II	246,8	105,2	17,4	1,5	2,1	1,7	127,1	63,9	81,3	32,1	101,3	56,6	64,2	32,9	124,4*	26,8	10,6	8,2
	III	287,4	96,2	15,3	1,6	1,5	1,4	142,1	62,7	78,1	24,5	90,6	48,6	51,6	32,1	145,7	28,4	17,2	9,2
X. Canada et Terre-Neuve	1950- I	119,9	71,7	2,7	—	—	—	5,1	2,0	1,3	0,7	8,7	3,9	5,1	3,0	1,1	1,2	2,0	0,4
	II	125,2	85,7	4,3	—	0,3	—	8,4	2,7	2,8	1,1	9,6	4,7	5,1	3,7	1,4*	1,3	1,4	0,5
	III	124,7	91,8	4,4	0,1	0,1	—	4,7	3,8	2,8	1,9	16,8	4,4	10,7	4,4	0,8	1,7*	1,3	0,4
	IV	132,3	103,2	5,3	0,1	0,3	0,1	4,4	5,1	1,8	2,0	23,7	8,3	10,1	4,6	3,5*	2,2	1,5	0,6
	1951- I	115,6	79,7	3,9	0,3	0,1	—	6,1	3,9	1,8	1,4	13,6	5,8	8,6	3,7	5,1	2,2	2,1	0,3
	II	168,3	114,4	5,9	0,2	0,1	—	7,6	6,0	3,1	2,1	16,6	11,0	5,4	4,4	3,8	2,8	1,6	0,7
	III	227,1	109,2	6,0	0,1	0,1	—	18,8	7,7	12,6	1,7	20,9	9,7	9,0	4,3	25,4	2,4	1,3	0,5
XI. Républiques de l'Amérique latine	1950- I	133,8	98,8	1,7	0,1	0,3	—	64,3	69,0	28,0	7,6	36,9	26,7	17,2	18,2	38,8	38,0	5,8	1,1
	II	193,1	104,5	4,4	0,1	0,1	0,1	58,5	36,5	32,7	9,6	28,6	23,0	21,2	24,1	41,7*	33,9*	1,9	2,3
	III	206,4	101,2	3,5	—	0,3	0,2	53,2	35,0	31,7	17,4	32,2	20,8	25,1	25,8	38,0*	29,0	3,2	2,9
	IV	167,6	121,5	2,4	0,1	—	0,1	71,6	61,2	38,9	19,6	43,7	41,4	37,9	30,1	40,4*	31,7	6,0	4,5
	1951- I	136,0	103,0	2,9	—	0,4	0,4	65,1	60,7	37,2	14,9	45,5	38,0	27,3	26,3	43,7	35,2	3,4	2,0
	II	268,5	113,6	6,5	—	0,5	0,1	84,6	71,4	48,7	28,8	44,5	46,2	34,3	32,9	66,0*	33,4*	6,0	3,0
	III	350,9	118,2	3,9	0,1	0,4	0,3	86,3	71,9	49,2	27,4	27,5	43,5	20,7	32,2	49,6	32,3	7,5	4,5
XII. Zone sterling d'outre-mer (y compris les colonies britanniques)	1950- I	619,6	610,0	7,1	0,2	—	—	112,2	17,1	36,6	14,7	39,3	15,9	12,6	6,8	30,7*	22,2*	1,7	0,8
	II	640,4	604,9	7,8	0,2	—	—	102,3	23,0	50,8	17,9	41,3	17,2	5,6	6,3	39,2*	31,1*	1,7	1,0
	III	592,8	640,8	6,5	0,6	—	—	107,5	22,7	44,8	20,1	31,8	11,3	18,3	6,4	48,8*	46,5*	1,0	1,0
	IV	678,2	716,0	10,1	0,6	—	0,1	145,8	38,5	50,1	27,7	60,8	27,1	21,1	13,8	62,1*	55,3*	2,2	1,4
	1951- I	936,2	685,0	15,4	0,5	—	0,2	217,8	41,9	49,1	27,8	72,4	38,3	17,2	16,1	86,8	55,8	2,8	1,3
	II	947,4	782,0	17,3	0,6	0,1	0,1	286,5	45,9	56,8	36,0	67,9	48,4	20,0	22,5	116,9*	66,7	3,5	1,7
	III	913,4	862,5	5,4	0,7	0,1	—	228,3	45,6	69,1	37,4	51,1	57,6	7,5	18,0	79,8	66,8	1,7	3,1
XIII. Territoires d'outre-mer dépendant de pays européens (à l'exclusion des colonies britanniques)	1950- I	83,2	31,2	2,3	0,1	0,5	—	192,5	255,2	41,1	28,2	40,2	27,6	5,8	4,1	13,3*	4,7*	16,1	10,8
	II	86,3	28,8	3,5	—	0,5	—	218,3	266,5	47,7	29,7	43,5	23,7	8,6	5,8	13,9*	6,1*	14,1	12,7
	III	64,4	31,0	1,7	—	1,7	—	186,7	237,8	53,6	28,3	42,8	15,1	8,9	6,0	12,9*	5,7*	10,7	14,2
	IV	76,2	32,4	3,0	—	2,1	—	238,7	358,2	61,4	36,2	60,8	29,5	9,5	8,3	13,7*	11,0*	15,2	16,7
	1951- I	105,0	31,4	3,2	0,1	0,5	—	236,7	341,6	84,1	38,5	71,3	34,0	12,5	7,0	20,4	8,2	13,6	14,9
	II	141,2	41,1	3,2	—	1,2	—	290,0	382,1	82,4	41,4	68,3	40,2	14,2	8,0	22,1	11,5	12,2	19,4
	III	127,7	41,9	3,0	—	1,5	—	248,6	397,4	55,1	42,7	60,6	47,2	9,3	9,8	21,3	17,7	10,2	19,6
XIV. Autres pays extra-européens	1950- I	96,6	84,7	1,0	0,2	—	0,1	52,4	23,5	10,2*	6,1*	11,7	17,1	10,9	10,2	31,1*	15,6*	2,2	0,2
	II	128,2	76,6	3,5	0,4	—	0,2	57,3	28,0	20,3*	8,0*	12,9	16,2	10,7	10,0	20,8*	20,5*	2,6	0,3
	III	85,0	94,0	2,5	0,2	—	0,1	38,4	24,0	20,8*	7,8*	13,3	15,1	20,3	12,4	28,0*	22,1*	2,8	0,5
	IV	111,9	96,4	2,3	0,3	—	0,2	41,5	37,4	23,8*	12,1*	18,9	27,4	27,8	18,8	43,5*	21,3	2,9	0,5
	1951- I	170,3	92,1	2,8	0,2	0,1	0,2	79,3	45,7	30,6*	10,8*	29,7	35,7	26,5	15,3	46,7	19,7	4,1	1,1
	II	167,5	110,7	2,5	0,2	0,1	0,9	92,0	50,2	38,0*	15,2*	23,1	30,2	17,8	17,6	58,1*	22,6	4,7	0,4
	III	171,8	91,7	3,3	0,3	0,2	—	66,4	40,9	28,1	13,4	16,4	21,8	10,8	15,5	46,3	20,1	4,8	0,5
XV. Total pour les pays extra-européens	1950- I	1.202,5	953,2	29,7	1,2	2,8	1,0	532,4	382,7	182,5*	63,9*	208,0	122,5	82,4	66,0	223,1*	94,4*	36,2	17,3
	II	1.315,8	961,8	38,1	1,5	2,5	0,9	541,2	376,9	224,0*	76,8*	216,1	113,4	84,6	73,1	206,9*	105,5*	36,8	21,0
	III	1.195,4	1.050,5	31,2	2,1	4,0	1,2	471,9	352,9	211,7*	97,1*	210,2	96,5	118,4	86,5	219,5*	127,6*	31,7	26,2
	IV	1.344,6	1.177,2	39,8	2,2	4,3	1,9	596,2	560,0	220,4*	119,7*	289,4	185,4	152,9	116,7	210,9*	150,4*	34,6	31,8
	1951- I	1.654,2	1.085,1	45,2	2,3	2,5	2,9	714,4	561,5	264,9*	116,8*	330,5	214,0*	143,9	101,7	273,0	147,3	36,3	27,0
	II	1.939,7	1.267,0	52,8	2,5	4,1	2,8	887,8	619,5	310,3*	155,6*	321,7	232,6	155,9	118,3	391,3*	163,8*	38,6	33,4
	III	2.078,3	1.319,7	36,9	2,8	3,8	1,7	790,5	626,2	292,2	147,1	267,1	228,4	108,9	111,9	368,1	167,7	42,7	37,4
XVI. TOTAL POUR LE MONDE ENTIER	1950- I	1.681,1	1.433,6	104,0	40,0	8,0	7,6	793,9	673,7	452,7*	291,0*	434,7	400,9	202,5	185,1	373,8*	259,7*	64,7	35,1
	II	1.852,8	1.413,2	109,7	42,0	8,9	4,3	773,6	696,9	528,3*	306,9*	451,7	381,4	211,3	195,7	353,1*	276,4*	75,2	36,3
	III	1.752,3	1.510,6	101,7	52,0	9,0	5,1	654,4	684,0	504,5*	351,4*	448,5	337,4	287,7	231,7	344,2*	297,9*	63,1	48,5
	IV	1.940,2	1.677,4	125,6	63,6	10,4	12,0	845,3	1.004,4	566,6*	433,2*	614,6	524,4	349,6	293,7	370,2*	358,5*	70,4	64,0
	1951- I	2.361,3	1.612,7	132,3	44,3	9,1	9,3	983,1	1.018,7	641,1*	430,7*	664,7*	611,3*	355,8	246,2	463,1	364,7	70,2	56,6
	II	2.785,6	1.837,3	162,9	44,9	18,1	8,3	1.214,2	1.083,6	717,4*	463,7*	654,1	671,8	372,4	274,4	582,6*	397,9*	80,3	63,6
	III	2.964,6	1.826,3	120,4	54,5	11,5	11,2	1.148,4	997,7	635,8	482,0	558,6	660,5	307,9	270,0	545,7	415,3	85,7	64,8

a Importations générales. *b* Livraisons au titre des réparations de guerre exclues.

Grèce, Espagne et Turquie		Danemark		Suède		Norvège		Finlande		Allemagne occid.		Autriche		Total pour dix-huit pays		Etats-Unis		Année et trimestre	Région d'origine pour les importations et région de destination pour les exportations ↓
Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.[b]	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.[c]	Exp.[d]		
72,9	19,5	25,6	2,3	23,8	13,8	20,1	9,7	4,7	7,0	119,5*	12,4	34,4	2,9	857,0	220,1			I-1950	IX. Etats-Unis et territoires dépendants
80,2	36,4	17,6	2,2	28,1	14,8	23,3	7,1	6,3	8,6	91,3	13,9	25,5	2,3	815,8	247,3			II	
53,6	26,1	16,8*	3,3	23,2	15,5	20,7	11,0	5,6	8,4	101,9	27,7	22,6	6,3	732,5	334,4			III	
54,5	38,8	18,9*	4,5	28,6	22,5	18,3	10,6	6,2	9,4	118,2	49,0	16,8	5,5	779,6	462,0			IV	
55,2	49,3	18,6	4,1	31,5	19,3	19,9	13,2	4,1	10,1	131,0	48,6	30,5	6,2	902,2	468,2			I-1951	
71,3	33,9	34,2	4,3	50,1	36,2	32,0	12,5	9,2	19,9	168,6	61,6	45,9	5,9	1.186,5	503,2			II	
46,6	28,6	20,6	4,4	41,3	18,8	27,1	8,7	9,5	13,7	159,0	67,8	38,8	7,2	1.172,4	453,9			III	
1,9	0,8	0,3	0,2	0,4	0,8	2,2	0,2	0,3	0,1	2,8	1,1	0,6	0,2	154,4	86,3	400,5	377,9	I-1950	X. Canada et Terre-Neuve
4,6	1,1	0,1	0,2	1,3	1,1	2,6	0,4	—	—	1,4	2,2	0,6	0,1	169,1	104,8	477,0	509,1	II	
1,1	0,9	0,1	0,3	0,9	1,2	3,9	0,4	—	—	1,8	3,0	0,9	0,2	175,0	114,5	505,2	493,8	III	
0,9	2,4	0,1*	0,5	1,2	1,7	3,6	0,3	0,1	0,1	4,1	3,4	0,9	0,7	193,8	135,3	571,8	566,8	IV	
0,6	3,1	0,3	0,3	1,0	1,5	5,6	0,3	—	—	3,4	4,0	0,5	0,6	168,3	107,1	527,4	598,5	I-1951	
1,0	2,6	0,1	0,8	1,5	2,3	6,7	0,5	0,7	0,1	8,3	7,5	0,4	0,8	231,1	156,2	582,1	736,0	II	
1,6	1,8	0,1	0,4	2,2	1,7	8,0	1,4	1,2	—	13,6	8,2	0,4	0,2	348,3	149,3	552,3	606,1	III	
9,0	7,8	3,5	3,3	19,5	21,3	4,6	3,8	9,0	3,1	26,2	19,5	3,3	3,2	401,9	321,5	675,4	577,7	I-1950	XI. Républiques de l'Amérique latine
18,8	8,3	4,2	4,0	27,5	21,8	8,1	6,2	9,7	4,7	48,8	25,2	5,9	3,8	505,2	308,1	588,2	617,2	II	
19,3	11,5	5,9*	4,7	27,1	27,3	7,2	6,0	7,0	7,0	44,4	37,4	6,1	3,6	510,6	329,8	841,1	665,2	III	
11,7	14,4	10,9	6,4	24,0	33,1	11,0	7,3	9,7	4,5	65,6	71,5	7,1	6,0	548,5	453,4	757,4	761,1	IV	
9,0	10,4	8,6	4,8	28,3	29,7	5,6	9,5	9,1	6,7	58,7	69,4	2,7	5,2	483,5	416,2	979,9	827,5	I-1951	
11,1	10,9	11,9	6,4	38,7	56,2	10,8	14,1	11,2	13,7	97,2	92,3	3,7	5,0	744,2	528,0	820,1	923,1	II	
15,8	9,1	6,4	9,5	37,7	48,2	8,6	14,1	21,7	18,3	100,5	108,1	5,6	6,7	792,3	544,4	702,0	941,7	III	
4,9	3,4	3,3	1,9	14,2	13,1	8,1	6,2	1,9	1,8	65,6	16,8	3,4	1,3	961,2	732,2	265,5	181,3	I-1950	XII. Zone sterling d'outre-mer (y compris les colonies britanniques)
11,8	2,8	4,3	2,8	17,4	17,1	7,9	5,0	2,8	3,0	67,6	18,7	4,2	2,4	1.005,1	753,4	285,0	188,9	II	
14,4	1,8	3,3*	3,3	21,2	17,5	5,3	5,5	6,2	4,4	66,5	27,2	2,5	2,3	970,9	811,4	310,2	151,7	III	
12,7	5,5	2,9*	4,1	20,1	21,6	6,2	7,7	2,8	4,4	116,3	49,7	1,6	2,8	1.193,0	976,3	376,3	181,5	IV	
10,6	3,4	5,3	4,4	34,5	22,0	10,0	9,9	5,0	4,4	131,5	51,7	2,0	2,6	1.596,6	965,3	454,2	218,0	I-1951	
15,5	3,3	3,8	5,5	43,3	31,7	11,6	12,2	11,8	6,3	119,6	65,4	1,0	4,0	1.723,0	1.132,3	475,3	288,2	II	
13,0	3,6	3,1	6,1	33,1	33,9	9,2	13,9	9,6	12,3	127,4	87,4	2,2	4,4	1.554,0	1.253,3	405,8	316,2	III	
29,5	23,9	3,3	1,9	10,4	3,1	7,2	0,5	1,5	0,5	40,1	4,2	0,8	0,4	487,8	396,4	87,7	80,7	I-1950	XIII. Territoires d'outre-mer dépendant de pays européens (à l'exclusion des colonies britanniques)
30,7	28,1	1,7*	2,8	14,4	3,3	8,5	0,4	2,5	0,6	33,5	5,0	1,0	0,4	528,7	413,9	96,3	73,5	II	
34,6	23,8	2,0*	2,9*	13,1	4,2	7,4	0,6	2,2	0,9	52,5	8,1	0,4	0,5	495,6	379,1	107,5	71,7	III	
22,8	21,7	1,6	2,6	16,4	4,2	4,9	0,7	1,9	0,8	61,8	12,8	0,6	0,7	590,6	535,8	153,4	79,7	IV	
20,4	21,5	1,0	3,1	18,7	4,2	7,2	0,7	3,3	0,6	49,9	13,4	1,6	0,6	649,4	519,8	170,2	98,3	I-1951	
26,2	27,7	1,4	4,5	22,0	5,4	9,4	1,3	3,8	1,0	46,7	19,5	0,7	0,6	745,0	603,7	139,9	116,2	II	
19,6	22,3	3,6	4,4	20,7	6,3	7,1	1,5	4,3	1,8	40,4	27,4	0,3	1,3	633,3	641,3	141,8	132,6	III	
21,4	10,3	5,5	2,9	13,3	8,0	6,5	4,2	3,0	2,6	19,6	10,9	1,9	2,2	287,3	198,8	167,2	261,2	I-1950	XIV. Autres pays extra-européens
29,3	12,1	4,7	2,4	14,6	8,9	7,9	2,4	2,3	3,1	12,8	14,2	1,9	3,4	329,8	206,7	172,4	249,8	II	
23,8	12,7	4,4	3,5	15,0	9,0	7,0	3,4	2,8	4,2	21,8	19,1	1,1	2,7	287,0	230,8	199,0	250,3	III	
25,2	22,0	7,1	4,0	16,4	8,3	6,5	4,1	2,4	5,6	35,2	26,7	2,9	3,1	368,3	288,2	263,5	275,6	IV	
23,0	16,4	9,2	3,8	19,8	8,6	8,2	3,4	2,5	4,4	41,6	24,5	3,0	3,5	497,4	285,4	281,1	344,3	I-1951	
28,7	12,7	4,2	3,4	19,9	12,5	7,5	6,1	2,9	6,8	40,8	31,0	1,7	5,2	509,5	325,7	260,0	374,0	II	
23,1	11,2	4,0	2,6	13,5	11,4	7,6	4,9	3,7	8,4	55,3	30,7	1,2	4,2	456,5	277,6	193,5	342,0	III	
139,6	65,7	41,5	12,5	81,6	60,1	48,7	24,6	20,4	15,1	273,8*	64,9	44,4	10,2	3.149,6	1.955,3	1.596,3	1.478,8	I-1950	XV. Total pour les pays extra-européens
175,4	88,8	32,6*	14,4	103,3	67,0	58,3	21,5	23,6	20,0	255,4	79,2	39,1	12,4	3.353,7	2.034,2	1.618,9	1.638,5	II	
146,8	76,8	32,5*	18,0*	100,5	74,7	51,5	26,9	23,8	24,9	288,9	122,5	33,6	15,6	3.171,6	2.200,0	1.963,0	1.632,7	III	
127,8	104,8	41,5*	22,1	106,7	91,4	50,5	30,7	23,1	24,8	401,2	213,1	29,9	18,8	3.673,8	2.851,0	2.122,4	1.864,7	IV	
118,8	104,1	43,0	20,5	133,8	85,3	56,5	37,0	24,0	26,2	416,1	211,6	40,3	18,7	4.297,4	2.762,0	2.412,8	2.086,6	I-1951	
153,8	91,1	55,6	24,9	175,5	144,3	78,0	46,7	39,6	47,8	481,2	277,3	53,4	21,5	5.139,3	3.249,1	2.277,4	2.437,5	II	
119,7	76,6	37,8	27,4	148,5	120,3	67,6	44,5	50,0	54,5	496,2	329,6	48,5	24,0	4.956,8	3.319,8	1.995,4	2.338,6	III	
246,8	180,4	210,3	142,5	244,6	229,1	184,0	91,4	84,1	57,0	592,4*	356,6	114,9	58,1	5.792,5	4.441,8	1.870,4	2.241,1	I-1950	XVI. TOTAL POUR LE MONDE ENTIER
302,4	169,4	192,6*	149,7	283,4	260,3	175,4	89,2	91,4	83,9	528,4	421,9	109,5	69,0	6.047,7	4.596,5	1.906,6	2.394,1	II	
284,8	140,2	217,4*	170,0*	299,4	274,7	145,1	99,6	97,7	113,4	669,9	515,5	92,7	74,8	5.972,4	4.906,8	2.343,6	2.237,3	III	
268,8	266,5	232,9*	193,9	351,8	339,0	170,0	109,3	114,4	99,8	913,3	686,8	112,4	102,8	7.056,5	6.229,3	2.614,2	2.637,6	IV	
265,8	250,2	236,7	192,4	393,6	291,9	192,3	130,4	100,7	100,9	885,0	708,5	148,3	96,9	7.903,1	6.165,7	2.957,3	2.946,7	I-1951	
314,5	217,4	279,1	206,4	486,1	475,9	227,6	148,4	171,3	180,5	761,4	844,8	171,6	109,7	8.999,2	7.028,6	2.820,1	3.531,0	II	
286,3	161,3	248,1	193,3	457,8	466,2	213,1	158,1	188,7	262,4	946,3	961,3	161,1	119,2	8.880,0	7.104,1	2.491,2	3.270,8	III	

c Importations f.o.b. *d* Les catégories spéciales ne sont pas comprises dans les exportations.

Tableau XXVIII

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE DENRÉES ALIMENTAIRES ET DE PRODUITS D'AFFOURAGEMENT

En milliers de tonnes

NOTE. — Ces données portent sur les importations de toute provenance et les exportations vers toute destination, européenne ou extra-européenne, faites par les pays énumérés dans la note *b* ci-dessous. Sauf indication contraire, le commerce des pays de l'Europe orientale n'y est pas compris, faute de données existant sur une base suffisamment régulière et détaillée. Les chiffres pour 1938 sont donnés à la fois pour l'ensemble de l'Europe (y compris l'U.R.S.S., l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie) et, pour permettre la comparaison, pour les pays sur lesquels portent les chiffres d'après guerre.

Groupe d'articles *a*	TOTAL POUR L'EUROPE	DIX-NEUF PAYS EUROPÉENS *b*										
	1938	1938	1949			1950				1951		
	Moyenne trimestrielle	Moyenne trimestrielle	Deuxième trimestre	Troisième trimestre	Quatrième trimestre	Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre	Quatrième trimestre	Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre *c*
Céréales panifiables												
Importations européennes	3.381	3.337	4.764	4.216	3.879	2.888	3.301	3.130	3.163	3.111	4.721*	4.177
dont Royaume-Uni		1.413	1.636	1.408	1.293	813	1.142	793	1.110	851	1.355	1.486
Allemagne *b*		349	692	941	1.231	607	327	417	599	620	986	750
Italie		85	815	385	186	299	264	274	276	251	394	479
Belgique-Luxembourg		311	196	327	99	116	173	261	186	302	305	174
Exportations européennes	1.125	273	117	49	199	372	348	377	281	453	333	235
Céréales secondaires												
Importations européennes	3.060	3.054	1.990	1.704	2.299	2.661	2.192	1.472	1.671	2.325	2.157*	2.007
dont Royaume-Uni		1.038	269	146	321	537	819	387	184	754	740	506
Allemagne *b*		640	536	484	681	429	88	189	387	359	227	381
Belgique-Luxembourg		284	163	196	271	319	219	147	239	219	185	137
France *b*		199	295	114	197	372	223	110	114	177	240	242
Exportations européennes	582	127	47	29	65	106	81	60	94	65*	78	58
Sucre (en quantités équivalentes de sucre brut)												
Importations européennes	1.166	1.155	1.145	1.259	1.114	845	1.355	1.610	1.359	964	1.598*	1.596
dont Royaume-Uni		761	776	737	644	492	670	820	749	594	965	944
Allemagne *b*		4	30	104	116	42	126	271	174	111	123	236
Pays-Bas		50	58	121	28	22	133	107	26	50	157	115
France *b*		80	55	40	116	96	121	56	67	54	51	49
Exportations européennes	363	332	323	266	643	462	383	470	706	694	407	459
dont Royaume-Uni		115	135	140	215	182	161	266	235	228	213	218
Viande												
Importations européennes	530	530	350	424	416	485	420	407	363	340	338*	428
dont Royaume-Uni		421	283	335	326	402	340	310	219	214	218	318
Exportations européennes	201	138	66	82	130	118	124*	156*	172*	164	164	151
dont Danemark		62	29	35	68	61	64*	83*	76*	97	95	67
Irlande		49	22	28	38	29	22	36	61	27	20	37
Beurre												
Importations européennes	144	144	110	93	85	139	117	102	86	125	108	91
dont Royaume-Uni		119	97	76	56	103	104	77	56	95	89	71
Exportations européennes	88	71	54	64	49	47	60	76	62	48	63	58
dont Danemark		39	40	41	33	30	47	44	35	30	46	36
Pays-Bas		13	12	22	13	11	10	23	20	13	10	13
Fromage												
Importations européennes	58	58	88	93	45	67	69	78	56	93	52*	97
dont Royaume-Uni		37	69	68	23	41	40	47	28	71	28	62
Exportations européennes	37	36	35	42	37	41	41	49	48	40	42	54
dont Pays-Bas		15	14	20	14	13	15	21	21	15	17	21
Danemark		2	9	8	8	8	10	12	9	8	10	17
Italie		6	3	4	4	5	4	5	4	4	3	3
Suisse		6	3	4	4	4	3	4	5	4	5	6
Œufs												
Importations européennes	102	102	61	59	69	90	129	90	72	83	103*	72
dont Royaume-Uni		65	48	46	50	47	87	51	35	37	63	45
Exportations européennes	84	60	45	32	37	62	69	46	50	60	54	40
dont Danemark		24	20	17	19	29	24	19	23	27	13	18
Irlande		5	12	3	2	6	12	4	—	3	9	1
Pays-Bas		22	6	6	11	17	18	14	19	22	21	16
Poisson												
Importations européennes	249	218	210	194	244	220	145	128	192	256	147*	133
dont Allemagne *b*		57	69	53	54	59	24	15	15	61	18	13
Royaume-Uni		47	67	47	54	49	32	25	33	64	49	28
Italie		25	20	26	18	24	24	21	38	24	18	17
France *b*		19	13	15	31	25	12	13	27	24	18	16
Exportations européennes	240	234	248	148	263	256	138	130	229	291	179	166
dont Norvège		65	110	30	57	110	46	44	62	123	69	31
Islande		24	56	42	47	33	16	13	38	41	24	26
Danemark		14	33	24	37	35	22	24	41	37	24	26
Pays-Bas		36	14	18	53	32	13	16	28	28	15	25
Graines oléagineuses												
Importations européennes	1.814	1.790	961	781	821	766	781	860	924	1.137	883*	1.104
dont Royaume-Uni		414	316	360	334	275	312	355	262	249	215	336
France *b*		337	227	125	103	86	166	105	73	193	257	188
Allemagne *b*		462	139	56	89	71	37	108	165	209	93	240
Pays-Bas		183	105	71	53	86	100	103	132	133	106	102
Belgique-Luxembourg		70	38	28	77	46	23	43	80	73	41	66
Exportations européennes	64	17	22	17	17	18	26	31	27	34	38*	15
dont Turquie		2	17	15	10	6	18	23	15	13	17	10
Huiles et graisses animales et végétales												
Importations européennes	427	413	464	383	479	499	638	536	586	542	638	628
dont Royaume-Uni		102	197	167	188	125	306	160	147	159	267	225
Allemagne *b*		100	99	44	72	133	111	178	181	135	96	138
Italie		24	25	51	48	53	27	29	48	40	39	33
France *b*		22	29	22	29	47	47	38	40	45	71	74
Belgique-Luxembourg		20	24	24	43	28	36	28	45	35	32	31
Exportations européennes	249	237	117	93	135	124	130	188	171	145	149	185
dont Norvège		27	47	28	47	24	34	56	30	33	40	39
Pays-Bas		74	19	24	24	37	25	21	40	26	19	43
Belgique-Luxembourg		12	16	11	14	18	13	15	16	17	17	32
Café												
Importations européennes	188	185	107	112	125	114	115	120	128	124	132	110
dont France *b*		47	22	24	27	33	35	39	42	39	39	34
Belgique-Luxembourg		13	19	26	24	17	10	15	17	15	13	9
Italie		9	9*	11	15	12	16	8	11	13	11	10
Royaume-Uni		4	7	9	14	7	14	8	10	10	15	10
Thé												
Importations européennes	66	62	40	50	86	55	26	46	67	72	49	37
dont Royaume-Uni		52	35	44	77	48	20	37	57	61	42	34
Tabac												
Importations européennes	92	88	59	85	108	62	59	88	118	67	63	94
dont Royaume-Uni		34	10	38	55	23	9	34	56	15	14	39
Allemagne *b*		23	13	9	14	8	10	12	11	10	11	11
France *b*		6	5	12	5	2	4	7	6	5	7	11
Pays-Bas		7	7	5	10	6	8	7	7	9	6	6
Exportations européennes	41	29	34	12	36	37	21	14	34	38	24*	18
dont Turquie		10	17	3	18	18	6	6	17	19	10	3
Grèce		11	9	1	7	8	5	1	9	11	4	2

a Pour la composition par groupe d'articles et pour les renseignements concernant les facteurs de conversion employés, voir l'ETUDE de 1949, Annexe B, page 297.

b Les pays dont le commerce est compris dans ce tableau sont : le Royaume-Uni, l'Islande, l'Irlande, la France, les Pays-Bas, Belgique-Luxembourg, la Suisse, l'Italie, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, la Turquie, le Danemark, la Suède, la Norvège, la Finlande, l'Allemagne, l'Autriche et estimations pour la Tchécoslovaquie. En outre, les rubriques « céréales panifiables » et « sucre » comprennent les importations et les exportations de la Pologne. Les chiffres qui se rapportent à la Suède sont incomplets, les statistiques publiées chaque mois ne donnant, pour chaque groupe, que les articles les plus importants qui, toutefois, représentent généralement de 80 à 90% du total. Pour l'Allemagne, les données de 1938 portent sur l'ensemble du territoire d'avant guerre; les chiffres d'après guerre se rapportent à la zone anglo-américaine seulement, jusqu'à la fin de 1949, et ensuite aux trois zones occidentales. Le commerce de la Sarre faisait partie de celui de l'Allemagne en 1938, mais, à partir du premier trimestre de 1948, il est compris dans celui de la France.

c Provisoire.

Tableau XXIX. — IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE CERTAINES MATIÈRES INDUSTRIELLES

En milliers de tonnes

NOTE. — Ces données portent sur les importations de toute provenance et les exportations vers toute destination, européenne ou extra-européenne, faites par les pays énumérés dans la note *b* ci-dessous. Sauf indication contraire, le commerce des pays de l'Europe orientale n'y est pas compris, faute de données existant sur une base suffisamment régulière et détaillée. Les chiffres pour 1938 sont donnés à la fois pour l'ensemble de l'Europe (y compris l'U.R.S.S., l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie) et, pour permettre la comparaison, pour les pays sur lesquels portent les chiffres d'après guerre.

Groupe d'articles *a*	TOTAL POUR L'EUROPE	DIX-NEUF PAYS EUROPÉENS *b*									
	1938	1938	1949			1950				1951		
	Moyenne trimestrielle	Moyenne trimestrielle	Deuxième trimestre	Troisième trimestre	Quatrième trimestre	Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre	Quatrième trimestre	Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre *c*
Charbon, coke et agglomérés												
Importations européennes	21.560	21.559	20.126	18.620	18.340	22.191	19.896	20.893	21.447	21.233*	24.803*	26.531
dont France *b*		5.525	5.091	4.212	3.769	3.461	2.462	2.093	2.513	2.407	3.121	3.951
Italie		3.041	2.963	2.508	1.365	2.471	1.830	2.111	1.942	2.203	2.912	3.016
Autriche		575	1.466	1.600	1.600	1.648	1.310	1.144	1.395	1.470	1.212	1.252
Suède		1.933	1.225	1.124	1.821	1.941	1.381	1.874	1.993	1.878	2.145	2.348
Exportations européennes *d*	25.833	25.833	21.159	20.789	22.137	22.990	20.980	22.445	22.200	19.487	19.552	19.883
dont Pologne		2.987	8.593	7.591	7.651	7.833	7.303	7.730	7.653	7.695	7.651	7.694
Allemagne *b*		8.202	5.962	5.668	5.542	6.099	5.608	7.244	6.775	6.253	6.380	6.221
Royaume-Uni		9.699	3.691	4.373	5.418	5.416	4.386	3.886	3.604	2.197	2.244	2.793
Pétrole, brut et raffiné *e*												
Importations européennes	9.825	9.726	14.345	14.154	14.829	14.814	17.107	18.610	18.907	19.704*	22.542*	22.651
dont Royaume-Uni		3.179	4.716	4.517	4.330	4.677	5.337	5.007	5.146	5.622*	7.018	7.445
France *b*		2.071	3.248	3.083	3.197	3.275	3.609	3.517	4.244	3.999	4.591	4.858
Pays-Bas		461	1.058	943	1.070	1.174	1.451	1.835	1.809	1.847	1.777	1.819
Italie		691	800	962	1.014	1.049	1.417	1.670	1.655	1.696	2.148	1.934
Allemagne *b*		1.347	642	656	592	383	723	810	937	963	998	885
Exportations européennes	2.130	1.764	1.884	2.082	2.250	2.324	2.945	4.131	3.608	3.474	4.027	5.535
dont France *b*		147	651	693	742	618	811	1.136	1.064	742	1.139	1.619
Pays-Bas		20	301	416	436	495	797	1.352	979	1.117	963	1.143
Acier, brut et fini												
Importations européennes	1.243	1.074	1.370	1.362	1.103	1.234	1.391	1.287	1.403	1.492	1.518	1.444
dont Royaume-Uni		208	309	273	138	135	146	118	68	85	99	100
Pays-Bas		199	244	241	203	297	281	276	293	349	333	308
Exportations européennes	1.999	1.884	2.194	2.120	2.360	2.541	2.775	2.493	4.173	3.630	3.763	3.487
dont Belgique-Luxembourg		550	993	864	717	808	783	688	1.091	1.155	1.295	1.197
France *b*		289	411	471	755	657	742	541	1.490	1.135	1.049	903
Royaume-Uni		325	462	453	520	572	623	625	704	562	590	460
Allemagne *b*		534	123	173	149	311	405	441	633	468	503	603
Cuivre												
Importations européennes	339	326	239	225	190	214	251	202	234	256	242	251
dont Royaume-Uni		90	86	98	61	71	93	81	78	94	95	91
France *b*		28	37	40	36	41	24	15	31	38	24	27
Belgique-Luxembourg		57	50	33	42	39	53	38	44	45	45	42
Exportations européennes	55	47	57	68	53	57	68	66	67	53	48	53
dont Belgique-Luxembourg		30	37	42	25	32	34	30	32	28	26	30
Bois (en milliers de m³)												
Importations européennes	8.431	8.122	4.655	7.330	6.599	3.563	4.639	7.634	6.014	4.477	5.487*	9.431
dont Royaume-Uni		3.373	1.599	3.230	2.821	1.278	1.387	2.781	2.203	1.775	2.453	4.146
France *b*		361	961	968	659	329	205	283	242	173	119	456
Pays-Bas		668	448	859	685	431	600	1.101	734	571	637	979
Exportations européennes *f*	7.188	4.963	3.695	5.667	4.425	2.854	4.580	6.452	5.094	3.588	4.909	8.140
dont Finlande *b*		1.704	772	2.314	1.655	302	1.456	3.020	1.679	754	1.568	4.457
Suède		1.030	653	1.432	1.181	526	913	1.272	1.201	431	865	1.614
Pâte de bois												
Importations européennes	752	737	689	723	740	730	873	774	783*	780*	887*	940
dont Royaume-Uni		431	354	376	331	302	420	379	353*	354	443	442
France *b*		93	103	82	118	119	162	102	118	123	126	142
Italie		67	33	49	47	92	54	49	42	53	61	79
Exportations européennes	1.296	1.257	829	818	1.141	874	1.113	944	1.030	824	1.236	952
dont Suède *b*		573	470	493	629	408	604	483	596	372	682	436
Finlande		405	221	192	356	258	311	273	214	233	342	309
Norvège		195	106	104	124	149	131	118	148	140	134	133
Papier-journal												
Importations européennes	169	159	87	92	107	82	71	82	91	68	96*	84
dont Royaume-Uni		113	38	43	61	37	28	33	42	29	53	44
Exportations européennes	249	248	205	214	215	233	244	225	243	210	244	224
dont Finlande		90	84	88	95	97	99	93	90	80	108	99
Suède *b*		41	51	50	44	51	51	46	55	43	59	47
Norvège		38	37	38	36	38	36	32	38	37	31	35
Laine crue												
Importations européennes	255	244	248	232	197	244	259	195	191	230	174	130
dont Royaume-Uni		77	93	79	77	82	95	57	58	89	52	40
France *b*		60	51	58	30	47	44	38	32	41	44	33
Belgique-Luxembourg		29	27	27	26	33	36	24	30	27	18	14
Coton brut												
Importations européennes	506	478	481	362	387	504	473	424	417	455	421	398
dont Royaume-Uni		139	164	164	76	123	141	119	117	118	107	143
France *b*		73	85	54	63	103	73	66	50	61	69	54
Allemagne *b*		88	45	40	61	69	63	56	66	75	56	38
Belgique-Luxembourg		34	24	22	29	37	32	22	36	38	20	17
Filés de laine												
Importations européennes	9,8	8,4	6,5	7,6	10,5	12,4	10,8	11,3	13,4	11,9	9,0*	5,4
dont Pays-Bas		1,8	2,4	1,9	2,5	3,4	3,3	2,6	3,0	2,8	2,1	0,9
Exportations européennes	10,2	9,8	10,6	11,3	13,3	15,1	14,7	14,1	18,3	15,7	13,0	8,3
dont Royaume-Uni		3,9	3,1	3,1	3,4	3,9	3,9	4,0	4,2	4,1	3,3	2,3
France *b*		0,3	3,5	3,6	4,5	5,3	5,0	4,5	6,7	5,8	4,8	2,6
Belgique-Luxembourg		1,9	2,1	2,9	3,4	3,9	3,1	2,2	3,0	2,6	2,5	1,4
Filés de coton												
Importations européennes	25,0	16,4	11,2	13,8	17,6	22,9	18,1	17,9	18,8	20,4	22,8	23,3
dont Allemagne *b*		5,4	1,8	5,0	3,5	4,6	2,4	1,2	1,6	2,3	1,9	3,1
Exportations européennes	34,4	34,0	29,5	26,3	27,6	27,0	24,1	21,1	24,7	24,7	28,2	28,6
dont Royaume-Uni		13,9	9,9	8,5	8,2	8,0	7,7	7,7	8,9	8,9	8,2	6,8
Italie		4,8	10,7	6,6	9,2	9,2	7,5	6,1	5,5	5,9	9,6	8,8
Belgique-Luxembourg		3,1	3,8	7,3	5,6	5,5	4,8	3,0	4,8	4,6	5,6	7,1
Filés et fibres artificiels												
Importations européennes	10,9	9,3	11,3	9,5	10,1	12,5	12,1	14,8	16,0	18,2	18,6	17,2
dont Allemagne *b*		3,7	2,7	2,4	2,3	3,6	2,8	3,4	4,6	5,2	4,1	5,4
Royaume-Uni		—	1,9	0,7	0,3	1,2	0,8	1,0	0,9	1,5	3,4	2,5
Exportations européennes	20,4	20,3	25,5	24,0	32,6	33,6	44,8	48,2	60,1	59,8	61,3	51,8
dont Italie		9,8	4,0	5,3	10,0	5,0	8,6	12,5	15,6	13,4	15,2	11,2
Royaume-Uni		3,1	4,7	3,6	5,4	6,6	6,8	7,3	8,0	6,7	5,5	5,3
Pays-Bas		1,6	4,6	3,7	4,8	4,7	5,2	4,8	6,0	5,0	4,5	4,9
Tissus de coton												
Importations européennes *g*	..	6,5	18,1	19,0	18,3	21,9	23,9	25,1	25,7	27,2	25,0	22,0
Exportations européennes *g*	..	74,1	60,3	59,6	57,7	61,6	56,2	57,2	73,1	66,3	68,3	67,8
dont Royaume-Uni		39,8	26,8	25,8	23,7	24,1	21,0	22,7	26,6	24,3	28,3	24,6
France *b*		6,8	13,2	12,4	12,8	13,3	13,4	12,3	16,9	15,2	14,7	13,5
Pays-Bas		5,3	4,0	4,1	3,8	4,3	3,5	3,9	5,1	4,8	5,0	4,8
Belgique-Luxembourg		4,7	5,3	6,3	4,7	9,1	6,6	5,0	7,6	7,7	7,5	7,2
Suisse		1,1	0,8	0,9	1,6	1,5	1,1	0,9	1,1	1,1	0,9	0,9
Italie		10,5	5,1	5,1	8,4	7,1	8,3	8,7	10,5	8,5	6,8	8,5
Allemagne *b*		5,9	5,1	5,0	2,7	2,2	2,3	3,7	5,3	4,7	5,1	8,3
Cuirs et peaux												
Importations européennes	148	134	129	101	99	125	129	104	132	132	126	86
dont Royaume-Uni		24	43	35	31	42	41	27	29	31	37	25
France *b*		11	15	10	12	16	19	14	17	17	18	11
Allemagne *b*		34	19	13	15	17	15	16	29	21	13	10
Caoutchouc												
Importations européennes	112	109	128	133	136	158	143	148	182	198	183	189
dont Royaume-Uni		35	34	48	45	61	55	54	59	72	70	71
France *b*		17	29	24	28	27	27	26	34	39	36	35
Allemagne *b*		27	24	19	25	24	16	27	35	32	20	26

NOTE. — Toutes les données concernant l'année 1938 pour l'Autriche et l'Allemagne sont tirées de leurs publications statistiques; les chiffres ne comprennent donc pas le commerce entre ces deux pays.

a Pour la composition par groupe d'articles et pour les renseignements concernant les facteurs de conversion employés, voir l'ETUDE de 1949, Annexe B, page 297.

b Les pays dont le commerce est compris dans ce tableau sont : le Royaume-Uni, l'Islande, l'Irlande, la France, les Pays-Bas, Belgique-Luxembourg, la Suisse, l'Italie, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, la Turquie, le Danemark, la Suède, la Norvège, la Finlande, l'Allemagne, l'Autriche et estimations pour la Tchécoslovaquie. En outre, les chiffres relatifs au charbon et au coke comprennent le commerce de tous les autres pays européens (y compris l'U.R.S.S.); les chiffres relatifs au pétrole comprennent le commerce de la Pologne, de la Hongrie, de la Roumanie et de la Yougoslavie; les chiffres relatifs au bois, à la pâte de bois, à la laine crue, au coton brut, aux cuirs et peaux et au caoutchouc comprennent les commerces de la Pologne. Les chiffres qui se rapportent à la Suède sont incomplets, les statistiques publiées chaque mois ne donnant pour chaque groupe que les articles les plus importants qui, toutefois, représentent généralement 80 à 90% du total. Pour l'Allemagne, les données de 1938 portent sur l'ensemble du territoire d'avant guerre; les chiffres d'après guerre se rapportent à la zone anglo-américaine seulement, jusqu'à la fin de 1949, et ensuite aux trois zones occidentales. Le commerce de la Sarre faisait partie de celui de l'Allemagne en 1938, mais, à partir du premier trimestre de 1948, il est compris dans celui de la France.

c Provisoire. *d* Y compris les charbons de soute. *e* En quantités équivalentes de pétrole brut.

f Les chiffres pour 1949 et 1950 comprennent les données relatives aux trois zones occidentales d'Allemagne.

g Les totaux portent seulement sur les pays pour lesquels les chiffres des exportations sont indiqués séparément, plus la Suède.

Tableau XXX

PRIX DES PRODUITS DE BASE

En dollars des Etats-Unis

Produit	Marché	Spécification	Type de prix	Prix réels en dollars des Etats-Unis — par tonne										Prix de novembre 1951, en pourcentage des prix de			
				Année 1948	Juin–août 1949	Déc. 1949	Juin 1950	Déc. 1950	Mars 1951	Juin 1951	Sept. 1951	Oct. 1951	Nov. 1951	Juin–août 1949	Juin 1950	Mars 1951	Juin 1951
Charbon	Etats-Unis	Bitumineux tout-venant, rendu à destination	Intérieur	8,9	9,4	9,6	9,6	9.6	9,9	10,0	10,2	10,2	10,2	109	106	103	102
	Royaume-Uni	Gallois, « Best Admiralty », f.o.b. Cardiff	Intérieur	11,1	11,5	8,0	8,1	8,1	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	76	107	100	100
	Allemagne occid.	Bitumineux tout-venant, à la mine [a]	Intérieur	7,0	8,7	6,9	6,9	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4	85	107	100	100
	France	Flénus tout-venant, droits compris	Intérieur	12,3 [b]	14,2	10,8	10,8	10,8	10,8	12,2	15,0	15,4	15,4	108	143	143	126
	Italie	Industriel tout-venant, Gênes	Intérieur	25,4	22,6 [c]	20,3 [d]	18,1 [e]	20,0	26,4	28,8	28,8	28,0	28,0	124	155	106	97
	Suède	Polonais, c.a.f., côte orientale [f]	A l'importation	20,2 [g]	..	16,3	12,8	16,0	24,0	23,2	24,7	24,7	24,7	..	194	103	106
Coke	Etats-Unis	« Beehive », Connelsville, haut fourneau	Intérieur	14,8	14,8	14,6	15,7	16,1	16,3	16,3	16,3	16,3	16,3	110	104	100	100
	Royaume-Uni	Métallurgique	Intérieur	..	14,2	10,1	10,1	10,1	11,0	11,0	11,0	11,2	11,2	80	111	102	102
	Allemagne occid.	Métallurgique, qualités I et II	Intérieur	11,1		11,2	11,2	12,5	12,5	12,5	12,5	12,5	12,5	..	112	100	100
	France	Métallurgique, droits compris	Intérieur	..	19,3	14,7	14,7	14,7	14,7	17,0	20,8	20,9	20,9	108	142	142	123
	Italie	Métallurgique, prix libre, Milan	Intérieur	..	35,7	31,2	29,4	30,6	34,1	35,2	39,0	39,0	39,0	109	133	114	111
Ferraille d'aciéries	Etats-Unis	Ferraille massive pour fours Martin, Pittsburgh	Intérieur	40,6	21,4	30,5	43,2	45,8	44,4	44,4	44,4	44,1	44,1	206	102	99	99
	Royaume-Uni	F.o.b. côte du nord-est	Intérieur	15,3	15,3	10,6	10,8	10,8	10,8	11,2	16,7	17,0	17,0	111	157	157	152
	France	Ferraille massive (F.M.I.) 150/50/50, droits compris	Intérieur	13,8	15,9	12,1	12,3	16,4	16,7	16,7	16,8	16,9	16,9	106	137	101	101
	Italie	Marché libre, Milan	Intérieur	28,7	22,6 [h]	19,2	16,0	44,8	48,0	48,0 [i]	51,2	65,3	71,2	315	445	148	148
Fonte	Etats-Unis	Basique, f.o.b., au laminoir ou au lieu d'embarquement	Intérieur	44 [j]	45	45	45	51	51	51	51	51	51	113	113	100	100
	Royaume-Uni	Basique, franco livraison	Intérieur	37	39	27	29	29	30	30	32	32	32	82	110	107	107
	Allemagne occid.	Fonte de moulage N° III	Intérieur	38	43	34	34	40	40	40	52	52	61	142	179	153	153
	France	P.L.3. de fonderie, f.o.b., droits compris	Intérieur	49	57	43	44	44	44	52	54	64	64	112	145	145	123
	Italie	Marché libre, Milan	Intérieur	..	99	91	55	71	85	86	83	83	83	84	151	98	97
Barres d'acier	Etats-Unis	Barres d'acier marchand au carbone	Intérieur	..	74	74	76	82	82	82	82	82	82	111	108	100	100
	Royaume-Uni	Laminées à chaud	A l'exportation	..	93	88	88	94	..	..	..	..	..	..	..	..	..
		Petites cornières et fers à T	Intérieur	..	86	60	60	60	61	61	75	75	75	87	125	123	123
	Allemagne occid.	Ronds et carrés, de moins de 76 mm	A l'exportation	..	104	72	70	76	89	89	126	126	126	121	180	142	142
		Oberhausen	Intérieur	..	64	54	54	60	60	60	71	71	80	125	148	133	133
	France	F.o.b. Anvers	A l'exportation	..	125	58	54	93	111	140	135	..	140	112	259	126	100
		Barres Thomas	Intérieur	..	79	59	59	59	60	70	70	85	86	109	146	143	123
	Belgique	Barres Thomas	A l'exportation	..	116	..	49	92	120	140	130	..	135	116	276	113	96
		Barres Thomas d'acier doux	Intérieur	..	..	61	53	75	75	84	84	84	84	..	158	112	100
	Italie	F.o.b. Anvers, marchés libres	A l'exportation	..	96	58	53	120	145	150	145	145	145	151	274	100	97
		Profilés laminés à chaud, marché libre, Milan	Intérieur	..	157	144	103	142	150	153	150	150	154	98	150	103	101
Carburants liquides (en dollars des Etats-Unis, par baril)	Etats-Unis	Cargos du golfe du Mexique	Intérieur et à l'exportation	3,88	2,89 [h]	3,06	3,10	3,33	3,36	3,33	3,36	3,36	3,36	116	108	100	101
	Royaume-Uni	Gas-oil et carburant Diesel	Intérieur	7,58	7,05 [h]	5,69	5,94	6,12	6,62	5,44	5,64	5,64	5,64	80	95	85	104
	France	Légers, prix au port	A l'importation	4,68	5,37 [h]	4,19	4,31	5,05	5,69	6,02	5,05	5,19	5,34	99	124	94	89
	Italie	Milan	Intérieur	7,16	4,19 [h]	4,65	3,58	4,25	5,14	4,87	4,55	4,60	4,60	110	128	89	94
Aluminium	Etats-Unis	Lingot vierge, à 99%, rendu New-York	Intérieur	348	375	375	386	419	419	419	419	419	419	112	109	100	100
	Royaume-Uni	Lingot vierge, rendu à destination	Intérieur	..	372	309	309	331	342	342	342	341	342	92	111	100	100
	Allemagne occid.	Saumon sans alliage, à 99%	Intérieur	441	529	411	411	464	495	495	495	495	552	104	134	112	112
	France	Lingot, à 99%, taxes comprises	Intérieur	535	613	479	480	480	486	546	546	616	616	100	128	127	113
	Italie	Lingot, à 99%, marché libre, Milan	Intérieur	..	590–630	540–580	510–580	540–620	580–680	580–660	580–650	580–670	580–700	111	121	103	106
Cuivre	Etats-Unis	Electrolytique, f.o.b., raffinerie de New-York [k]	Intérieur	486	373	401	485	534	534	534	534	534	534	143	110	100	100
	Royaume-Uni	Electrolytique, prix de vente du Ministry of Supply	Intérieur	532	439	422	513	557	557	645	635	626	626	143	122	112	97
	Allemagne occid.	Electrolytique, prix de base du produit prélevé aux stocks	Intérieur	464	423	439	513	566	566	643	644	644	644	152	126	114	100
	France	Electrolytique, cathodique, droits compris	Intérieur	564	526	523	640	697	722	811	814	817	995	189	155	138	123
	Italie	Electrolytique, marché libre, Milan	Intérieur	621	513	552	576	960	1.200	1.160	1.248	1.328	1.312	256	228	109	113
Plomb	Etats-Unis	Saumon, désargenté, f.o.b. New-York	Intérieur	399	297	265	262	375	375	375	375	419	419	141	160	112	112
	Royaume-Uni	Doux, de provenance étrangère, droits payés, prix de vente du Ministry of Supply	Intérieur	379	332	267	262	375	375	441	496	482	482	145	184	129	109
	Allemagne occid.	Prix de base à la production	Intérieur	352	348	276	276	397	397	408	408	450	453	130	164	114	111
	France	Teneur normale, droits compris	Intérieur	489	410	323	326	457	463	463	569	588	588	143	180	127	127
	Italie	Lingot, première fusion, marché libre, Milan	Intérieur	454	400	373	363	464	475	461	478	480	477	119	131	100	103

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».

NOTE. — L'indication « n.c. » signifie que le produit n'a pas été coté pendant la période considérée.

[a] Pour plus de détails sur la prime ajoutée aux prix cotés, voir Chapitre 6.

[b] Industriel tout-venant (droits compris).

[c] Janvier-août 1949.

[d] Octobre-décembre 1949.

[e] Janvier-juin 1950.

[f] Pendant l'année 1948 et à partir du 18 mars 1951, prix moyen à l'importation du charbon de toute provenance.

[g] Moyenne de huit mois.

[h] Août.

[i] Juillet.

[j] Juillet-décembre 1948.

[k] Depuis le milieu de l'année 1951, le prix à l'importation en vigueur aux Etats-Unis est de 606 dollars la tonne.

Tableau XXX

PRIX DES PRODUITS DE BASE *(suite)*

En dollars des Etats-Unis

Produit	Marché	Spécification	Type de prix	Prix réels en dollars des Etats-Unis — par tonne										Prix de novembre 1951, en pourcentage des prix de			
				Année 1948	Juin–août 1949	Déc. 1949	Juin 1950	Déc. 1950	Mars 1951	Juin 1951	Sept. 1951	Oct. 1951	Nov. 1951	Juin–août 1949	Juin 1950	Mars 1951	Juin 1951
Nickel	Etats-Unis	Cathodique	Intérieur	..	882	882	1.058	1.089	1.113	1.246	1.246	1.246	1.246	141	118	112	100
	Royaume-Uni	Cathodique, prix de vente du Ministry of Supply	Intérieur	..	888	886	1.063	1.093	1.118	1.184	1.250	1.250	1.250	141	118	112	106
Etain	Etats-Unis	Qualité A, 99,8% ou plus, New-York	A l'importation	2.187	2.271	1.742	1.715	3.208	3.210	2.601	2.271	2.271	2.271	100	132	71	87
	Royaume-Uni	Etain standard	Prix du marché	2.187	2.267	1.665	1.658	3.206	3.630	2.325	2.611	2.794	2.657	117	160	73	114
	Italie	Pur, lingot, marché libre, Milan	Intérieur	2.436	2.626	2.334	2.045	3.701	4.040	3.341	3.070	3.152	3.130	119	153	77	94
Zinc	Etats-Unis	« Prime Western », f.o.b., New-York	Intérieur	313	229	231	344	401	401	401	403	447	447	195	130	111	111
	Royaume-Uni	G.O.B. de provenance étrangère, droits payés, prix de vente du Ministry of Supply	Intérieur	318	271	236	349	416	416	441	524	524	524	193	150	126	119
	Allemagne occid.	Prix de base à la production	Intérieur	307	327	259	321	408	408	419	419	461	464	142	145	114	111
	France	« Prime », droits compris	Intérieur	380	372	289	429	497	503	546	591	651	651	175	152	129	119
	Italie	Lingot, première fusion, marché libre, Milan	Intérieur	..	400	370	440	520	580	600	640	700	720	180	164	124	120
Caoutchouc	Etats-Unis	Synthétique, GR-S	Intérieur	408	408	408	408	540	540	540	573	573	573	140	140	106	106
		Feuilles de caoutchouc fumé à nervures	Prix du marché *l*	485	372	387	682	1.574	1.592	1.455	1.147	1.147	1.147	308	168	72	79
	Royaume-Uni	N° 1, feuilles de caoutchouc fumé à nervures	Prix du marché	481	407	386	669	1.364	1.698	1.158	1.230	1.206	1.222	300	183	72	106
Coton	Etats-Unis	Middling américain, moyenne de 10 marchés	Prix du marché	745	706	668	745	939	992	997	770	820	919	130	123	93	92
	Brésil	Sao-Paulo N° 5, non compris le droit à l'exportation (2,5-3%)	Intérieur	675	705	677	794	1.405	1.588	1.155	1.120	1.182	1.367	194	172	86	118
	Egypte	Ashmouni, marché comptant d'Alexandrie	A l'exportation	1.215	842	961	n.c.	1.718	1.967	1.561	1.228	1.400	1.550	184	..	79	99
		Karnak, marché comptant d'Alexandrie	A l'exportation	1.671	1.419	1.005	957	1.746	2.529	2.145	1.621	1.813	2.328	164	243	92	109
Laine	Etats-Unis	« Territory », « 64 », « 70 », « 80 », dégraissée, Boston	De gros	3.350	3.565	3.440	3.881	5.843 *m*	8.269 *m*	6.284 *m*	4.024 *m*	4.366	..	..	..	..	..
		« Bright fleece », « 56 », en suint, Boston	De gros	1.186	1.201	1.217	1.495	2.494 *m*	3.449	2.481	1.610 *m*	1.698	1.610 *m*	134	108	47	65
	Royaume-Uni	« Dominion », prix ramené à la laine lavée, Londres, « 64 »	Prix du marché	3.495	3.365	2.805	3.602	5.764	8.079	4.348	2.882	3.911	3.474	103	96	43	80
		« Dominion », prix ramené à la laine lavée, Londres, « 48 »	Prix du marché	1.159	1.174	1.235	1.582	3.757	5.506	2.676	1.570	2.110	1.878	160	119	34	70
	Allemagne occid.	Production nationale, qualité A, ex-stocks	De gros	2.730	2.730	2.164	3.400	5.945	7.610	4.994	3.210	3.686	3.615	132	106	48	72
	France	En suint, 100/105, droits compris	De gros	..	..	2.700	3.563	6.043	8.228	6.328	3.628	3.628	4.071	..	114	49	64
Jute	Etats-Unis	Brut, du pays, première qualité, New-York	A l'importation	408	330 *h*	313	361	331	560	635	415	472	485	147	134	87	76
	Royaume-Uni	Daisee 2/3, C et F, Dundee	A l'importation	386	389 *n*	317	317	320	533	546	400	477	458	118	144	86	84
	Pakistan	Narayanganji, blanc moyen	Intérieur	291	252	230	222	199	353	498	293	305	301	119	136	85	60
	Inde	Première qualité, Calcutta	A l'exportation	352	..	249	249	249	..	417	342	365	..	..	..	..	..
Chanvre, toile d'emballage (en dollars — par 100 yards)	Etats-Unis	10 oz., 40 inch., New-York	De gros	18,7	17,1 *o*	19,1	16,4	32,3	37,0	32,5	25,1	25,4	25,7	150	157	76	79
	Royaume-Uni	10½ oz., 40 inch., Dundee	De gros	19,7	21,3	16,7	16,7	16,6	21,5	26,6	26,6	26,6	26,6	125	159	124	100
	Inde	10½ oz., 40 inch., Calcutta	A l'exportation	17,1	17,3 *o*	12,0	14,1	21,2	34,8	31,3	24,2	..	26,6	154	189	76	85
Fibres dures	Etats-Unis	Chanvre de Manille	A l'importation	620	631 *p*	626	525	662	792	717	675	626	612	97	117	77	85
	Mexique	« Henequen », qualité A, f.o.b., Nouvelle-Orléans	A l'exportation	342	335 *p*	243	249	441	463	573	573	529	507	151	204	110	88
	Royaume-Uni	Sisal, Est africain britannique, c.a.f. Londres	A l'importation	359	368	315	359	534	732	675	662	600	587	160	164	80	87
Fil de rayonne	Etats-Unis	Viscose, 150 deniers, première qualité, filament minimum	De gros	1.654	1.566	1.566	1.566	1.698	1.720	1.720	1.720	1.720	1.720	110	110	100	100
	Royaume-Uni	Filé, viscose, 1/36	De gros	1.134	1.197	997	947	1.369	1.525	1.630	1.634	1.634	1.634	137	173	107	100
	Italie	Viscose, 150 deniers, deuxième qualité, Milan	De gros	2.026	2.034	1.880	1.624	1.768	1.984	1.985	1.985	1.985	1.985	98	122	100	100
Coprah	Etats-Unis	C.a.f., côte du Pacifique	A l'importation	308	180	197	190	243	303	199	200	209	192	107	101	63	96
	Philippines	Séché au four, Manille	A l'exportation	258	148	163	172	184	254	149	154	166	147	100	85	58	99
	Indonésie	Séché au soleil, A, Djakarta	A l'exportation	276	199	166	214	197	229	211	174	178	178	89	83	78	84
Huile de coco	Philippines	Manille	A l'exportation	490	280	315	300	366	465	310	295	310	290	104	97	62	94
	Malaisie	Singapour	A l'exportation	534	388	324	312	409	546	379	365	364	338	87	108	62	89
Peaux	Etats-Unis	« Packers, green salted », Chicago	Intérieur	606	452	478	512	745	787	728	708	670	459	102	90	65	63
	Afrique du Sud	Séchées au soleil, première qualité	Intérieur	601	549	437	473	489	701	404	402	410	412	75	87	59	102
Sucre	Cuba	Brut, 96° centrifugé, La Havane	A l'exportation	93	91	91	93	118	121	163	121	119	119	131	128	98	73
Café	Etats-Unis	Santos N° 4, f.o.b., ex-docks, New-York	A l'importation	591	613	1.081	1.054	1.197	1.208	1.182	1.196	1.202	1.196	195	113	99	101
Cacao	Etats-Unis	Fèves d'Accra, en vrac, f.o.b. New-York	A l'importation	876	459	571	679	761	847	845	752	708	650	142	957	77	77
Blé	Canada	Manitoba, exportations commerciales	A l'exportation	96	75 *p*	74	69	68	77	80	84	84	86	87	80	90	93
		Manitoba, prix stipulé dans le contrat	A l'exportation	65	76 *p*	69	69	68	77	80	84	84	86	88	80	90	93

l Depuis le début de 1951, prix de vente officiel. *m* Nominal. *n* Juin. *o* Août. *p* Janvier-août 1949.

Tableau XXXI

NOMBRE DE DEMANDES D'EMPLOI POUR CENT OFFRES

Pays	1947	1948	1949	1950	1950				1951		
					1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
France	..	244	675	918	1.381	896	667	863	870	440	312
Pays-Bas	67	90	180	257	333	235	183	289	344	215	302
Norvège	79	95	102	116	249	79	47	147	305	96	55
Suède	79	88	105	97	126	91	83	91	97	83	79
Suisse	63	74	270	268	646	171	88	257	164	31	28
Royaume-Uni	46 [a]	76	88	63	96	53	53	52	51	41	39

NOTE. — D'une façon générale, on a calculé les chiffres en faisant la moyenne, pour 12 mois ou 3 mois, des données de fin de mois. Toutefois, pour la Suède, on a tenu compte des nouvelles demandes et des nouvelles offres enregistrées pendant le mois ; pour le Royaume-Uni, on a considéré les placements et non pas les demandes d'emploi.

[a] Août–décembre.

Tableau XXXII

EFFECTIF DES CHÔMEURS [a] DANS LES SECTEURS AUTRES QUE L'AGRICULTURE

Pays	NOMBRE DE CHÔMEURS *(En milliers)*					Nombre de chômeurs en pourcentage approximatif du nombre des salariés et employés
	1948 *(Moyennes mensuelles)*	1949 *(Moyennes mensuelles)*	1950 *(Moyennes mensuelles)*	1950 septembre	1951 septembre	1950
Norvège	19	7	9	4	4	1
Suède	23	25	20	9	8	1
Royaume-Uni	285	286	290	294	229	1–2
France [b]	16	52	51	43	28	0–1
Pays-Bas	36	52	68	53	75	2–3
Suisse	3	8	10	3	1	1
Autriche	42	89	126	85	67	7
Danemark	46	53	53	32	37	5
Finlande	2	18	17	—	—	2
Irlande	35	35	30	25	26	5
Belgique	79	168	159	136	133	8
Italie	1.700	1.600	1.527	1.258 [c]	1.359 [c]	15
Allemagne : zones occidentales	640 [c]	1.123	1.456	1.178	1.160	10
Berlin-Ouest	..	191	285	292	268	29

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».

[a] Chômeurs complets seulement.

[b] Bénéficiaires d'une allocation de chômage.

[c] Second semestre de 1948.

Tableau XXXIII

ÉVALUATION DE LA TENEUR EN CALORIES, EN PROTÉINES ET EN GRAISSES DES DENRÉES ALIMENTAIRES CONSOMMÉES — PAR PERSONNE

Pays	Calories (*Nombre par jour*)			Total des protéines (*Grammes par jour*)			Protéines animales (*Grammes par jour*)			Graisses de toute origine (*Grammes par jour*)		
	1934–1938	1949/50	1950/51 [a]	1934–1938	1949/50	1950/51 [a]	1934–1938	1949/50	1950/51 [a]	1934–1938	1949/50	1950/51 [a]
Belgique	2,820	2,890	2,910	84	85	85	34	41	40	93	107	106
France	2,830	2,680	2,700	93	91	91	39	41	41	88	83	85
Irlande	3,390	3,450	3,460	99	96	97	48	47	49	106	118	114
Pays-Bas	2,920 [b]	2,970	3,020	87	81	81	44	39	39	108	108	119
Royaume-Uni	3,120	3,090	3,080	83	91	90	46	46	46	125	126	126
Suisse	3,110	3,190	3,300	95	98	101	54	52	53	105	109	113
Danemark	3,410	3,180	3,300	91	103	100	57	59	58	150	132	141
Finlande	3,000	3,020	..	95	96	..	44	51	..	88	106	..
Norvège	3,220	3,140	3,180	91	102	104	51	56	58	120	127	133
Suède	3,120	3,200	3,160	95	94	92	59	60	59	118	131	129
Allemagne :	2,960			83			40			113		
zones occidentales		2,690	2,800		79	78		33	35		80	97
Zone soviétique		2,460	..		72	..		14	..		44	..
Autriche	2,990	2,610	2,690	85	76	77	39	30	32	104	77	85
Grèce	2,600	2,490	2,510	84	77	79	23	19	19	69	69	65
Italie	2,510	2,370	2,440	82	75	78	20	20	21	60	52	55

Source : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

[a] Evaluations provisoires fournies par les gouvernements en mars 1951.

[b] 1936–1938.

Tableau XXXIV

OFFRE SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR DE CERTAINES DENRÉES ALIMENTAIRES DE BASE

En kilogrammes par habitant et par année

Pays	Céréales [a]			Pommes de terre [b]			Viande [c]			Lait [d]			Sucre [e]		
	1934–1938	1949/50	1950/51 *f*	1934–1938	1949/50	1950/51 *f*	1934–1938	1949/50	1950/51 *f*	1934–1938	1949/50	1950/51 *f*	1934–1938	1949/50	1950/51 *f*
Belgique	115	106	109	157	144	149	46	43	43	81	98	99	28	29	30
France	124	117	117	143	129	130	53	57	54	86	90	92	24	23	22
Irlande	131	135	132	195	188	188	55	53	51	141	160	163	38	35	42
Pays-Bas	107 *g*	94	99	116	170	144	38	29	31	146	202	196	29	36	35
Royaume-Uni	94	103	101	79	115	110	60	43	46	99	154	158	46	34	35
Suisse	110	120	120	91	84	96	56	45	47	241	238	238	38	37	40
Danemark	94	107	101	122	138	146	75	65	67	167	174	173	50	31	39
Finlande	128	118	..	181	137	..	33	28	..	260	259	..	28	29	..
Norvège	119	116	116	130	123	127	38	35	37	188	254	253	30	25	23
Suède	95	87	85	122	117	116	49	48	47	250	246	237	43	47	47
Allemagne :	113			176			51			127			24		
Zones occidentales		113	104		203	192		31	38		104	116	..	23	27
Zone soviétique		141	..		197	..	..	19	..	..	52	..	..	20	..
Autriche	138	127	126	96	106	106	49	30	36	166	128	138	24	23	24
Grèce	163	147	153	14	39	34	20	12	12	42	31	31	10	9	10
Italie	164	153	157	37	33	30	20	17	19	36	47	50	7	11	11

Sources : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

a Exprimé en poids de farine et de riz blanc.

b Y compris la fécule de pomme de terre exprimée en poids de pommes de terre.

c Poids total de viande, y compris les abats, la volaille, etc.

d Consommation de lait frais entier seulement.

e Sucre raffiné, non compris la mélasse et le miel.

f Estimations provisoires fournies par les gouvernements en mars 1951.

g 1936–1938.

Tableau XXXV

PRIX DE DÉTAIL ET MOUVEMENTS DES PRIX DE CERTAINS PRODUITS EN UNION SOVIÉTIQUE

(En roubles courants)

Produit	Unité	Prix de détail dans les magasins d'Etat de Moscou			Indices établis d'après les pourcentages de baisse annoncés						Prix dérivés calculés d'après les pourcentages de baisse annoncés	
					1947 = 100				*1940 = 100*			
		1940 1er janv.	1941 1er janv.	1947 15 déc.	1948 10 avril	1949 1er mars	1950 1er mars	1951 1er mars	1950 1er mars	1951 1er mars	1950 1er mars	1951 1er mars
A. *Denrées alimentaires*												
Pain de seigle	kg.	0,85	1,00	3,00	100	90	67	57	235	200	2,00	1,70
Pain de froment (première qualité)	kg.	1,70	1,70	7,00	100	90	63	54	259	221	4,40	3,75
Farine de seigle	kg.	1,35	..	4,80	100	90	68	57	241	204	3,25	2,75
Farine de froment (72%)	kg.	2,90	2,90	8,00	100	90	63	54	174	148	5,05	4,30
Gruau de millet égrené	kg.	4,30	4,50	12,00	100	90	72	61	201	171	8,65	7,35
Gruau de sarrasin	kg.	3,00	3,00	6,00	100	90	72	61	143	122	4,30	3,65
Macaroni	kg.	6,10	6,10	10,00	100	90	67	57	111	94	6,75	5,75
Pommes de terre	kg.	0,50	0,90	..	100	100	90	90	160	160	0,80	0,80
Pommes	kg.	6,40	10,00	12–18	100	100	80	80	150–225	150–225	9,60–14,40	9,60–14,40
Viande de bœuf	kg.	10,50	18,00	30,00	100	90	68	58	195	166	20,50	17,45
Beurre (première qualité)	kg.	21,00	28,00	64,00	100	90	63	54	192	163	40,30	34,25
Lait	litre	2,10	2,30	3,00–4,00	100	100	90	81	129–171	177–155	2,70–3,60	2,45–3,25
Œufs	pièce	0,85	0,75	1,2–1 6	100	100	85	75	118–159	106–141	1,00–1,35	0,90–1,20
Huile végétale	litre	15,64	15,65	30,00	100	100	90	90	173	173	27,00	27,00
Thé	100 g.	10,00	10,00	16,00	100	100	90	81	144	130	14,40	12,95
Café	kg.	48,20	49,00	75,00	100	100	82	74	128	115	61,50	55,35
Bière	0,5 litre	..	..	7,00	80	80	56	56	..	..	3,90	3,90
Vodka	0,5 litre	..	..	60,00	80	58	48	43	..	..	28,80	25,90
Harengs salés	kg.	..	10,00	20,00	100	90	81	73	..	..	16,20	14,60
Sel	kg.	0,05	0,05	1,40–1,60	100	70	43	33	1200–1400	900–1100	0,60–0,70	0,45–0,55
Sucre cristallisé	kg.	3,80	5,00	15,00	100	100	88	88	346	347	13,20	13,20
Caviar	kg.	100,00	100,00	400,00	90	90	63	57	252	227	252,00	226,80
B. *Articles manufacturés*												
Calicot	mètre	3,50	7,50	10,10	100	100	85	85	246	246	8,60	8,60
Satinette	mètre	7,50	14,50	25,20	100	100	85	85	285	285	21,40	21,40
Tissus mi-laine	mètre	75,00	120,00	108,00	100	90	79	79	114	114	85,55	85,55
Tissus pure laine	mètre	210,00	415,00	450,00	100	90	79	79	170	170	356,00	356,00
Crêpe de Chine	mètre	90,00	114,00	137,00	100	90	79	79	120	120	108,00	108,00
Vêtements de femme en coton	pièce	..	..	77,00	100	100	87	87	..	..	67,00	67,00
Vêtements de femme en laine	pièce	..	..	510,00	100	88	79	79	..	..	404,00	404,00
Costumes d'homme (deux pièces) mi-laine	pièce	..	..	430,00	100	88	70	70	..	..	302,00	302,00
Costumes d'homme (deux pièces) pure laine	pièce	900,00	1.130,00	1.400,00	100	88	79	79	123	123	1.108,00	1.108,00
Jaquettes de femme, mi-laine	pièce	..	..	190,00	100	88	70	70	..	..	133,75	133,75
Bas de femme, coton	paire	4,50	8,50	7,00	100	100	85	85	132	132	5,95	5,95
Chaussettes d'homme, rayonne	paire	7,50	10,00	17,00	100	100	75	75	170	170	12,75	12,75
Chaussures de cuir pour homme	paire	175,00	280,00	260,00	100	100	85	85	126	126	221,00	221,00
Chaussures de femme	paire	..	325,00	260,00	100	100	85	85	..	..	221,00	221,00
Caoutchoucs pour homme	paire	19,65	33,00	45,00	100	100	90	90	206	206	40,50	40,50
Savon de toilette	kg.	..	..	40,00	100	80	40	34	..	..	16,00	13,60
Savon de ménage	kg.	3,10	3,10	13,00	100	100	60	51	252	215	7,80	6,65
Pétrole	litre	0,65	0,65	2,00	100	100	90	70	277	215	1,80	1,40
Allumettes	boîte	0,05	0,05	0,20	100	100	75	50	300	200	0,15	0,10
Cigarettes	boîte de 25	2,70	2,70	6,30	90	81	65	59	152	137	4,10	3,70
Peignes (plastique)	pièce	..	..	4,00	80	64	51	46	..	..	2,05	1,85
Montres-bracelets	pièce	..	..	900,00	88	62	49	44	..	..	443,00	399,00
Gramophones	pièce	..	..	900,00	80	64	48	48	..	..	432,00	432,00
Appareils de radio	pièce	..	..	600,00	90	72	61	55	..	..	367,00	330,00
Appareils photographiques	pièce	..	..	1.100,00	90	81	65	65	..	..	713,00	713,00
Journaux	numéro	0,10	0,10	0,20	100	100	100	100	200	200	0,20	0,20

Sources : Voir les « Notes sur les statistiques ».

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA

ANNEXE B

NOTES SUR LES STATISTIQUES

I. OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Les notes suivantes portent principalement sur les séries statistiques introduites pour la première fois dans la présente ETUDE et sur les rectifications et adjonctions apportées aux séries utilisées pour la préparation de la précédente ETUDE (1950) et du *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 3, N[os] 1 et 2.

Les statistiques fournies doivent être considérées avant tout comme une documentation de base sur laquelle s'appuie l'analyse économique présentée dans l'ETUDE. Elles diffèrent donc quelque peu, dans leur nature, des statistiques qui figurent d'ordinaire dans les annuaires et d'autres publications de caractère purement statistique. En premier lieu, lorsqu'on ne possède pas de chiffres officiels, il vaut souvent mieux procéder à une évaluation que de se passer complètement de données. C'est pourquoi les tableaux contiennent parfois des données évaluées qui comportent une marge d'erreur plus grande que celle que tolèrent en général les publications statistiques. En second lieu, il a fallu aménager, selon des définitions plus uniformes, les statistiques fournies par les divers pays, afin que les divers chiffres pussent être comparés de pays à pays. Aussi, les chiffres figurant dans cette ETUDE diffèrent-ils, dans bien des cas, de ceux que donnent les publications des divers pays ou telles autres publications de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées. Enfin, les méthodes d'établissement des chiffres ont été arrêtées en vue de l'usage particulier que l'on se proposait de faire de ces données. Il ne s'ensuit pas forcément que d'autres méthodes n'eussent pas été préférables si l'on avait poursuivi d'autres fins.

Lorsqu'un tableau fournit des totaux valables pour un certain nombre de pays, ces totaux s'entendent toujours du même groupe de pays pour chaque période considérée. Lorsque, pour une ou plusieurs de ces périodes, on ne disposait pas de chiffres concernant un pays donné, on a fait figurer, dans les totaux, des évaluations qui remplacent les chiffres manquants. Sauf indication contraire, les totaux figurant sous la rubrique « Total pour l'Europe » comprennent des évaluations relatives aux pays pour lesquels on ne disposait pas de données numériques ou ont été établis en partant de l'hypothèse que la série statistique relative au pays dont les chiffres font défaut a varié dans les mêmes proportions que la moyenne indiquée pour les autres pays.

Lorsqu'il existe un léger écart entre la somme des divers éléments constitutifs d'un total inscrit dans le tableau et ce total lui-même, c'est parce que les chiffres ont été arrondis.

Pour l'établissement des tableaux, on a utilisé tous les renseignements reçus jusqu'au 10 janvier 1952. D'une manière générale, les chiffres les plus récents doivent être considérés comme provisoires et sujets à revision.

II. INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Tableaux I, III à V, 6 et 12, et Diagrammes 1-B et 5)

Les indices annuels sont toujours dérivés directement ou au moyen d'ajustements simples des indices publiés par les pays en cause.

Coefficients de pondération

La plupart des pays européens continuent à calculer leur production à l'aide de coefficients de pondération d'avant guerre, mais plusieurs pays ont remanié leur système de pondération et emploient maintenant des coefficients de pondération d'après guerre. Lorsqu'il en est ainsi (tel est le cas pour le Danemark, la Finlande, le Luxembourg, la Norvège, le Royaume-Uni, la Suède et la Tchécoslovaquie), on a utilisé, pour la période d'après guerre, les nouveaux indices. Cependant, pour établir le lien avec 1938, on ne peut employer généralement que la pondération d'avant guerre, sauf dans le cas du Royaume-Uni, où le niveau

de production de 1946 (c'est-à-dire l'année de base d'après guerre) par rapport à 1938 est publié à la fois sur la base de coefficients d'avant guerre et de coefficients d'après guerre. C'est pourquoi le lien entre 1938 et les années d'après guerre repose, dans tous les cas (y compris le cas du Royaume-Uni), sur des coefficients de pondération d'avant guerre. La première année d'après guerre avec laquelle ce lien avec 1938 est établi varie d'un pays à l'autre. Comme on constate qu'en général le rapport des coûts entre l'avant-guerre et l'après-guerre a tendance à évoluer en raison inverse du rapport entre la production d'avant guerre et la production d'après guerre, on obtiendrait, si l'on utilisait pour tous les pays des coefficients de pondération d'après guerre, un total européen sensiblement plus faible par rapport à 1938. Ce procédé, utilisé pour le seul Royaume-Uni, abaisserait de deux points l'indice européen pour 1946 par rapport à 1938.

Les indices trimestriels (1948 = 100) sont également dérivés des indices nationaux, et leur pondération interne est relative soit à une année d'avant guerre (tel est le cas de l'Allemagne occidentale, de l'Autriche, de la Belgique, de la Grèce, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Pologne), soit à une année d'après guerre. Il se peut que le champ de ces indices trimestriels soit légèrement plus restreint que celui des indices annuels ; de plus, ils peuvent, ou non, avoir été corrigés pour tenir compte de la longueur inégale des mois et des jours fériés de semaine. Lorsqu'on a eu le choix entre un indice corrigé et un indice non corrigé, on s'est servi du premier. Les corrections apportées pour tenir compte de la date variable de Pâques dans le calcul de l'indice pour le Royaume-Uni sont expliquées dans le *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 3, N° 2, et cette correction a été poursuivie dans tous les calculs. Alors que les indices des pays de l'Europe occidentale portent sur une très grande partie de la production industrielle et sont calculés d'après une combinaison pondérée de séries statistiques, dont chacune représente la situation d'une industrie à un moment donné par rapport à une période fixe de référence, les indices de l'Europe orientale présentent généralement la situation de trimestres correspondants de deux années successives, ce qui permet de faire entrer au fur et à mesure dans le champ de l'indice les industries qui se créent ou qui passent sous le contrôle des ministères industriels. Lorsqu'on cherche à lier ces résultats officiels et à établir des indices trimestriels sur une base fixe, et qu'on les compare aux autres informations disponibles, on se heurte en général à diverses incompatibilités arithmétiques.

Les indices d'ensemble établis pour plusieurs pays résultent d'une pondération des indices de chacun des pays considérés. On trouvera dans l'ETUDE pour 1950, page 239, un exposé général de ce système de pondération.

a) *Indice général de la production* (Tableaux I et 6, et Diagramme 1-B)

Allemagne orientale : Un indice a été établi par voie d'évaluation d'après les renseignements concernant les plans et sur leur état d'exécution, en partant de l'hypothèse qu'il y a eu progression régulière en 1948/49. *Die Wirtschaft*, Berlin (1949), avait publié, à la page 259, un graphique du développement de la production industrielle en 1947/48; en se servant des indices relevés sur ce graphique, on peut calculer une autre série. Voici, en regard l'une de l'autre, les deux séries de résultats :

(Base 1948 = 100)

	1950				1951		
	Premier trimestre	*Deuxième trimestre*	*Troisième trimestre*	*Quatrième trimestre*	*Premier trimestre*	*Deuxième trimestre*	*Troisième trimestre*
Première méthode	140	148	154	166	171	185	188
Deuxième méthode . . .	131	146	151	182	160	183	184

C'est la première série qui a été utilisée pour le calcul de la moyenne européenne, car une baisse de la production au premier trimestre de 1951 a paru improbable.

Autriche : L'indice établi par l'Institut für Wirtschaftsforschung a été rectifié en ce qui concerne les matériaux de construction.

Etats-Unis : Tableau figurant dans le corps du texte, page 6, et Diagramme 1–B, Survey of Current Business, Département du Commerce des Etats-Unis — indice corrigé pour tenir compte des fluctuations saisonnières.

Hongrie : Les données du *Tableau 6* ont été tirées de divers rapports sur l'exécution des plans. Le *Tableau 1* comprend un indice approximatif que l'on a obtenu en réunissant tous les renseignements dont on disposait.

Italie : L'indice publié par ce pays compare la production civile présente à la production civile de 1938. Dans l'ETUDE pour 1950 et dans les *Bulletins* du premier et du deuxième trimestre de 1951, ces chiffres avaient été corrigés afin de tenir compte de la production d'armements en 1938 calculée d'après les renseignements donnés dans des déclarations ministérielles. Toutefois, si l'on examine le recensement industriel de 1937-1939, on constate que la production d'armements ne représentait que 12% environ de la production mécanique (et non 29% comme on l'avait admis auparavant). L'indice général de la production a été rectifié en conséquence.

Pologne : Rapports officiels sur l'état d'exécution du plan et *Wiadomości Statystyczne*, Office central de statistique. Les rapports sur l'exécution du plan fournissent les indices de la production industrielle (trimestre correspondant de l'année précédente = 100). Les *Wiadomości Statystyczne* donnent régulièrement des séries mensuelles d'indices calculés sur la base 1949 = 100 (et, pour les périodes antérieures, sur la base 1947 = 100). On peut présenter comme suit les renseignements qu'il est ainsi possible d'obtenir :

Indices de la production industrielle (période correspondante de l'année précédente = 100)

	D'après les rapports sur l'exécution du plan	*D'après les séries statistiques de la production industrielle publiées régulièrement*		
		Année de base primitive 1947 = 100	*Année de base primitive 1949 = 100*	*Année de base primitive 1949 = 100*
		Ensemble de l'industrie		*Industrie d'Etat*
Année 1949	*123* [a]	122	122	122
Année 1950	126	133	131	129
1er trimestre . . .	128	*136*	..	134
2e trimestre . . .	122	*133*	..	129
3e trimestre . .	127	*132*	..	128
4e trimestre . .		*131*	..	124
1951 1er trimestre . . .	*121*		127	
2e trimestre . . .	*123*		..	
3e trimestre . . .	*120*		..	

[a] Ensemble de l'industrie.

Tableau 6 : On a utilisé, pour établir le Tableau 6, les chiffres du tableau ci-dessus qui sont imprimés en italique. Il y a lieu de relever toutefois que le champ des indices n'est pas identique, selon que ceux-ci sont tirés d'une source ou de l'autre. Les indices tirés des rapports sur l'exécution du plan concernent la grande et la moyenne industrie et ont été utilisés au Tableau 6, étant donné que le champ de ces indices est le même que celui des indices de l'emploi et de la productivité.

Tableau I : La série d'indices de la production de l'industrie d'Etat, obtenue sur la base 1947 = 100, a été rapportée à la série établie sur la base 1949 = 100. Les chiffres relatifs au deuxième et au troisième trimestre de 1951 ont été évalués d'après les résultats du plan de 1951 (pour l'industrie d'Etat) et par comparaison aux données existantes relatives à 1950.

Yougoslavie : L'indice annuel est calculé d'après les renseignements fournis par l'Office de statistique. On a obtenu l'indice trimestriel en affectant d'un coefficient de pondération approximatif les séries statistiques d'une trentaine de produits différents, provenant de la même source, et en rapportant l'indice ainsi obtenu à l'indice annuel.

b) *Production des industries mécaniques* (Tableau III et Diagramme 5)

Allemagne orientale : Les indices sont tirés des plans et des rapports sur l'état d'exécution des plans, d'année en année, que l'on trouve dans les sources suivantes : *Die Wirtschaft, Zeitschrift für Fragen der Deutschen Wirtschaft*, Berlin ; *Tägliche Rundschau.*

Italie : L'indice a été rectifié de la manière exposée plus haut sous a).

Pologne : Le *Tableau III* ne contient pas d'indice pour la Pologne, et le total pour l'Europe ne comprend aucune évaluation concernant ce pays. Cependant, il y a lieu de penser, d'après certaines indications, qu'alors même que la part de la Pologne est loin d'être négligeable, la courbe du total pour l'Europe ne serait pas très différente si l'on y englobait un indice précis pour la Pologne. On constate, en effet, d'après les calculs indiqués ci-dessous, que la courbe de la production des industries mécaniques en Pologne ne s'écarte pas beaucoup de la moyenne enregistrée dans tous les pays.

D'après les statistiques publiées dans les *Wiadomości Statystyczne*, on peut calculer un indice approximatif de la production des industries mécaniques. Les séries utilisées sont les suivantes : production de cycles, clous, machines agricoles, machines-outils, câbles, accumulateurs électriques, lampes électriques, postes récepteurs de radio, appareils téléphoniques, moteurs électriques, transformateurs, fil d'acier. Deux systèmes de pondération, attribuant à chaque série une importance plus ou moins grande selon le nombre de branches d'industries qu'elle est censée représenter, peuvent être obtenus à partir des données sur l'emploi et les salaires que l'on trouve dans les statistiques industrielles pour 1947 ; les résultats sont alors les suivants (1947 = 100) :

	1949		1950		1951	
	a	*b*	*a*	*b*	*a*	*b*
Premier trimestre	169	181	195	210	206	235
Deuxième trimestre	173	180	195	209		
Troisième trimestre	173	174	182	207		
Quatrième trimestre	190	207	199	227		

c) *Production de l'industrie textile* (Tableaux 12 et V, et tableau du texte, page 47)

Allemagne orientale : Les chiffres du *Tableau 12* ont été établis d'après les augmentations prévues par les plans et l'état d'exécution de ceux-ci en pourcentage.

Hongrie : Les chiffres du *Tableau 12* ont été établis d'après les rapports sur l'état d'exécution des plans et se rapportent aux tissus de laine et autres matières textiles.

Pologne : Le *Tableau V* contient un indice trimestriel. Les renseignements statistiques extraits des *Wiadomości Statystyczne*, disponibles jusqu'en mai 1951, se rapportent aux filés et aux tissus de coton, de laine, de lin, de jute et de rayonne ainsi qu'aux articles de bonneterie. Les coefficients de pondération ont été établis par évaluation. On s'est également servi de l'indice dans le *Tableau 12*, mais la comparaison entre le deuxième et le troisième trimestre de 1951 et les trimestres correspondants de 1950 repose essentiellement sur des renseignements concernant la laine et le coton uniquement, lesquels sont fournis dans le rapport sur l'exécution du plan. Toutefois, les chiffres ainsi obtenus ont été légèrement modifiés de manière à tenir compte des autres textiles, grâce aux données concernant les mois d'avril et mai 1951.

Yougoslavie : Renseignements fournis par l'Office de statistique pour les filés et les tissus de laine et de coton, les chiffres représentant la moyenne arithmétique des augmentations de production réalisées.

On a obtenu les indices portés dans le tableau du texte, à la page 47, en appliquant aux indices de 1950 *(Tableau V)* l'indice de la production textile du premier semestre de 1951 (premier semestre de 1950 = 100).

d) *Production de l'industrie chimique* (Tableau IV)

L'établissement de ce tableau devient de plus en plus difficile. La Belgique et les Pays-Bas avaient cessé de publier leurs indices à la fin de 1949. En outre, la Suède, la Suisse et la Pologne ne publient pas d'indices séparés, bien que leur production soit loin d'être négligeable. Enfin, l'indice officiel du Royaume-Uni, qui est publié avec un retard de trois mois environ, fait toujours, comme l'indice du *London and Cambridge Economic Service*, l'objet de rectifications importantes. Dans ces conditions, bien que l'indice de la Belgique ait de nouveau été publié (sauf pour le savon et les produits sodiques), de même que l'indice des Pays-Bas, il n'a pas semblé indiqué de continuer à calculer un indice d'ensemble pour les pays énumérés dans le tableau.

Cependant, le but poursuivi reste le même, à savoir : publier un indice portant sur la production chimique de base (acides, bases et sels), les engrais, les huiles et graisses végétales et animales, et les produits chimiques divers (c'est-à-dire les groupes 311, 312 et 319 de la Classification internationale type par industrie, à l'exception toutefois de la production de rayonne, souvent difficile à dissocier de l'industrie textile). On a continué à s'efforcer d'améliorer les indices des pays autres que ceux indiqués ci-dessus.

Allemagne orientale : L'indice mentionné représente la valeur brute de la production ; il est obtenu à partir des renseignements fournis dans *Die Wirtschaft*, 16 février 1951, 2 avril 1951, 2 novembre 1951 ; *Einheit*, août 1950; *News of Germany*, 23 avril 1949; *Neues Deutschland*, 22 février 1950.

Belgique : Nouvel indice calculé par l'Institut de recherches économiques et sociales, Louvain.

France : La série trimestrielle comprend maintenant la production de savon.

Italie : Contrairement à la pratique suivie antérieurement, on a utilisé l'indice de la production chimique, non compris la production de rayonne.

Pays-Bas : Le Bureau central de statistique a communiqué un nouvel indice dont le champ est plus vaste.

Pologne : L'indice de production introduit pour la première fois dans l'ETUDE de 1950 a été calculé ensuite par trimestre ; les indices trimestriels ne comprennent ni l'acide sulfurique ni la soude, mais ils sont cependant rectifiés de manière à concorder avec l'indice annuel qui comprend ces deux produits.

e) *Production des industries du cuir et du papier* (Tableau 12)

On s'est servi des mêmes sources que pour les autres industries. On s'est efforcé dans la mesure du possible de comprendre, d'une part, cuirs et chaussures et, d'autre part, cellulose et papier. Le tableau suivant indique les industries supplémentaires comprises dans l'indice pour certains pays et qui font exception à la règle indiquée ci-dessus (le signe × indique que l'industrie citée est comprise dans l'indice employé).

	Cuirs et chaussures				*Papier et cellulose*	
	Vêtements	*Cuir*	*Chaussures*	*Caoutchouc*	*Papier*	*Impressions*
Belgique		×			×	
Danemark	×		×			×
Italie			×		×	
Norvège			×		×	
Pays-Bas		×	×	×	×	
Royaume-Uni					×	×
Tchécoslovaquie		×	×	×	×	

Dans le cas de la Pologne, l'indice se rapporte à la production de cuirs à dessus et de cellulose *(Wiadomości Statystyczne)*, et, dans le cas de la Yougoslavie, à la valeur brute de la production de cuirs et chaussures et de cellulose. Enfin, pour l'Allemagne orientale, les chiffres ont été obtenus en comparant les objectifs prévus dans les plans à l'état d'exécution de ces plans.

III. INDICES DE L'EMPLOI, DES HEURES DE TRAVAIL, ET DU RENDEMENT PAR TRAVAILLEUR
(Tableaux 6 et II)

Tableau II. Un indice de l'emploi pour la Sarre a été calculé sur la base de chiffres officiels communiqués par ce pays. Il se présente comme suit :

(1938=100)

1948	120	1949	129	1950	135

(1948=100)

	1er trimestre	*2e trimestre*	*3e trimestre*	*4e trimestre*
1949	106	107	107	110
1950	112	112	113	115
1951	116	117	118	—

Cet indice ne figure pas dans le *Tableau II*, mais on s'est servi de ces chiffres pour le calcul des moyennes européennes.

Tableau 6 (partie « emploi »). Les indices reposent sur les mêmes chiffres que ceux du *Tableau II*, sauf dans le cas des pays suivants :

Danemark : Indice des heures-ouvrier effectuées, dit « indice de l'emploi », publié mensuellement dans *Statistiske Efterretninger.*

Suède : Un indice-chaîne des heures-ouvrier effectuées a été tiré des enquêtes trimestrielles sur les salaires publiées dans *Sociala Meddelanden.*

Tableau 6 (partie « nombre des heures de travail »). Les chiffres se rapportent à l'horaire normal de travail par semaine, sauf dans le cas de l'Italie (nombre d'heures de travail par jour). On s'est servi des sources suivantes :

Autriche : Institut für Wirtschaftsforschung, Vienne, renseignements obtenus directement, et *Monatsberichte*, octobre 1950.

France : Ministère du travail.

Allemagne occidentale : Statistische Berichte, Arb. N° VI.

Italie : Statistiche del lavoro, Ministère du travail.

Royaume-Uni : Ministry of Labour Gazette (horaire de travail dans les industries de transformation).

Suisse : La Vie économique.

Note spéciale relative à la Pologne :

Les statistiques de l'emploi peuvent être calculées à partir des mêmes sources que pour la production (voir page 244), et elles sont présentées de la même manière. Le tableau ci-après donne, en regard les uns des autres, les chiffres obtenus par l'une et l'autre méthode.

Indices de l'emploi : période correspondante de l'année précédente = 100.

	D'après les rapports sur l'état d'exécution du plan	*D'après les séries statistiques de l'emploi publiées régulièrement* [a]					
		Ouvriers et employés		*Ouvriers seulement*		*Heures-ouvrier effectuées*	
		Base primitive		*Base primitive*		*Base primitive*	
		1947 = 100	*1949 = 100*	*1947 = 100*	*1949 = 100*	*1947 = 100*	*1949 = 100*
Année 1949	*116*	112	109	111	109	110	109
Année 1950	*116*	115	115	114	114	115	116
1er trimestre	..	116	..	115	..	119	..
2e trimestre	109	115	..	115	..	117	..
3e trimestre	..	113	..	113	..	115	..
4e trimestre	..	115	..	112	..	110	..
1951 3 mois	*106*	..	114	..	112	..	113
6 mois	*107*						
9 mois	*104*						

a Industrie d'Etat.

Pour le *Tableau II*, on s'est servi de la série d'indices 1947=100 continuée par la série 1949=100, ainsi que des indices calculés d'après les renseignements fournis dans le rapport sur l'état d'exécution du plan pour le deuxième et le troisième trimestre de 1951. Les chiffres du *Tableau 6* ont été établis d'après les chiffres en italique indiqués ci-dessus.

Tableau 6 : Note générale

La série primitive pour les heures de travail effectuées dans l'industrie a, autant que possible, été rectifiée de manière à ne pas tenir compte du bâtiment, car les indices de la production ne comprennent pas l'industrie du bâtiment, et la durée du travail dans cette industrie subit d'amples fluctuations saisonnières. Les chiffres trimestriels représentent la moyenne du chiffre de la fin du trimestre précédent et de la fin du trimestre considéré; les chiffres semestriels représentent la moyenne des chiffres des trois fins de trimestres en cause. Les indices de la production par travailleur ont été obtenus en comparant la production au produit de l'emploi par le nombre d'heures de travail ou en la comparant au chiffre de l'emploi seulement. Il y a lieu de noter que, par cette méthode, on obtient un rapport brut entre, d'une part, la production industrielle, exprimée par son indice, — si imparfait soit-il, mais supposé représentatif de l'ensemble industries minières et manufacturières et gaz, eau et électricité, — et, d'autre part, les effectifs employés dans l'industrie (ou le nombre total d'heures-ouvriers effectuées) mesurés par un indice correspondant, si imparfait soit-il, mais supposé représentatif du même ensemble.

Pour les pays de l'Europe orientale, les rapports sur l'état d'exécution des plans donnent en général deux ou trois des facteurs — emploi, production, rendement par travailleur — qui sont directement liés entre eux s'ils se réfèrent aux mêmes secteurs de l'industrie. Dans certains cas, le troisième facteur a été calculé à partir des deux autres. Les résultats ainsi obtenus ne concordent pas toujours avec les autres statistiques publiées.

IV. ACTIVITÉ DE L'INDUSTRIE DU BÂTIMENT (Tableau 55)

Il y a lieu de noter que, d'une manière générale, les données relatives au logement comprennent les logements reconstruits mais non les logements réparés. Pour certains pays — notamment l'Espagne, la Finlande, l'Italie, la Suède et la Suisse — les données primitives calculées par trimestre ne portent pas sur l'ensemble du territoire (elles portent, par exemple, sur les grandes villes ou les districts urbains). Sauf indication contraire, les indices sont établis d'après le nombre d'unités de logement (appartements, logements, permis, etc.).

Allemagne occidentale : Wirtschaft und Statistik indique le nombre de logements dont la construction (ou la réparation) a été autorisée, tandis que *Der Wohnungsbau in der Republik Deutschland* donne le nombre d'heures-ouvrier consacrées à la construction de logements, ainsi que le nombre de logements achevés (non compris les réparations). L'indice de l'activité du bâtiment est l'un des éléments de l'indice général de la production industrielle.

Belgique : Bulletin de statistique pour les logements et *Agence économique et financière* pour l'ensemble de l'activité de l'industrie du bâtiment.

Danemark : Statistiske Efterretninger : surface habitable.
Les chiffres ne comprennent pas les communes rurales pour lesquelles on ne dispose que de statistiques semestrielles.

Espagne : Boletin de Estadistica.

Finlande : Sosiaalinen Aikakauskirja pour les logements ayant fait l'objet d'une autorisation; *Economic Review* (Kansallis-Osake-Pankki) pour les logements achevés (exprimés en volume habitable en mètres cubes) et pour l'emploi.

France : Bulletin mensuel de statistique, supplément octobre-décembre 1951, pour les logements ayant fait l'objet d'une autorisation (nombre de pièces habitables) et *Situation de la construction en France* (Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme) pour les autres données relatives aux logements. L'indice de l'activité du bâtiment est l'un des éléments de l'indice général de la production industrielle.

Italie : Bollettino Mensile di Statistica : nombre de pièces.

Luxembourg : Bulletin du Service d'études et de documentation économiques et de l'Office de la Statistique générale.

Norvège : Statistiske Meldinger : surface habitable.

Pays-Bas : Maandschrift C.B.S.

Royaume-Uni : Monthly Digest of Statistics. L'indice de l'activité du bâtiment est l'un des éléments de l'indice général de la production industrielle.

Suède : Konjunkturjournalen.
On a obtenu le chiffre de l'emploi en déduisant le nombre des chômeurs du nombre total d'ouvriers assurés, tel qu'il est indiqué dans *Sociala Meddelanden.*

Suisse : La Vie économique — trente-trois villes seulement.

V. PRODUCTION AGRICOLE (Tableaux 7, 9, 10, 11, et VI, XIII, XIV et XV)

Sauf indication contraire, les chiffres ont été fournis par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Les chiffres du commerce ont été tirés des sources nationales habituelles.

Récoltes, commerce et approvisionnements du marché intérieur en céréales, pommes de terre et sucre (Tableaux 7 et XIII)

Les évaluations des récoltes pour les pays de l'Europe occidentale et pour la Yougoslavie ont été fournies en chiffres nets par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Elles représentent donc soit les chiffres officiellement publiés des récoltes engrangées, soit les chiffres rectifiés et ramenés à des chiffres nets par la FAO. Pour les pays de l'Europe orientale, les chiffres indiqués ont été extraits des statistiques des divers pays et se rapportent souvent à la récolte brute, c'est-à-dire à la récolte théorique ou à la « récolte sur pied », et non à la récolte effectivement engrangée, déduction faite des pertes au cours de la moisson, du battage et du transport [1].

Pour la Pologne et la Tchécoslovaquie, les chiffres officiels des récoltes semblent être des chiffres nets, tandis que, pour l'Allemagne orientale et la Bulgarie, pour la Roumanie (depuis 1950) et pour la Hongrie (depuis 1951), il semble que les chiffres représentent la récolte brute; des déductions assez appréciables ont été opérées, afin que les chiffres indiqués pour les récoltes de ces pays puissent être comparés à ceux de l'Europe occidentale.

Ces pays d'Europe orientale s'efforcent d'appliquer les méthodes de mesure qui ont cours en Union soviétique. Ils ne peuvent, toutefois, calculer d'après des échantillons les « rendements biologiques » pour l'ensemble de la récolte, comme on le fait en Union soviétique, car il existe de grosses différences entre les exploitations paysannes individuelles qui fournissent encore la majeure partie de la récolte.

On trouvera ci-après l'exposé des méthodes officielles employées pour évaluer la récolte, ainsi que des corrections qui y sont apportées pour exprimer les résultats en chiffres nets.

Allemagne orientale : En 1950, la récolte de froment, de seigle et de pommes de terre a été évaluée à la fois d'après la méthode traditionnelle et d'après des échantillons. En outre, en 1951, on a établi des méthodes nouvelles, et les cultivateurs privés chargés des évaluations ont été remplacés par des experts désignés par l'Etat. La méthode des sondages n'a plus été appliquée qu'aux exploitations d'Etat, et des instructions ont été publiées enjoignant, pour toutes les autres exploitations, d'évaluer « la récolte dans le champ », c'est-à-dire « la récolte sur pied » sans prélever d'échantillons, en utilisant comme moyen de contrôle les résultats obtenus après le battage dans les champs. En conséquence, c'est donc le chiffre de la récolte théorique (brute) qui est évalué, et non plus, comme par le passé, le chiffre de la récolte effective (nette).

On trouvera ci-après un état comparatif des anciennes évaluations de la récolte, pour l'Allemagne orientale, calculée en chiffres nets, et des évaluations les plus récentes qui tendent à des degrés divers à indiquer la production brute plutôt que la production nette [2].

---

[1] Voir la note sur les évaluations des récoltes dans l'Union soviétique, Annexe B à l'article intitulé « Tendances à long terme de l'agriculture européenne », *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 3, N° 2.

[2] En Allemagne occidentale, la récolte de froment, de seigle et de pommes de terre est évaluée d'après des échantillons (par exemple, de grains prélevés sur les épis) immédiatement avant la récolte, comme on le fait en U.R.S.S. pour déterminer le rendement biologique; pour obtenir la récolte engrangée, on déduit de ce chiffre les pertes normales en cours de moissonnage, de battage et d'engrangement. Cette méthode, qui est appliquée depuis longtemps aux Etats-Unis, a été introduite en Allemagne occidentale en 1948 par les autorités occidentales d'occupation. Le tableau ci-après permet de comparer les chiffres obtenus pour l'évaluation de la récolte en Rhénanie du Nord-Westphalie en 1949 selon les nouvelles méthodes, à divers stades des opérations, et selon la méthode traditionnelle :

	Froment d'hiver		*Seigle d'hiver*		*Pommes de terre*	
	Tonnes à l'hectare	*Indices*	*Tonnes à l'hectare*	*Indices*	*Tonnes à l'hectare*	*Indices*
Récolte selon échantillon	4,07	100	3,27	100	29,76	100
Récolte après battage . .	3,39	83	2,88	88	26,69	90
Récolte engrangée, évaluée d'après la nouvelle méthode	3,22	79	2,74	84	25,90	87
Chiffre provisoire de la récolte, évalué selon la méthode traditionnelle	2,79	69	2,32	71	19,17	64

Cette comparaison montre que, pour obtenir le chiffre net de la récolte dans un pays où les méthodes de culture dans les exploitations paysannes sont fort perfectionnées, il faut déduire de 16 à 21 % de pertes à la récolte pour les céréales et 13 % pour les pommes de terre. Toutefois, il se peut aussi que la méthode traditionnelle (subjective) donne des résultats inférieurs aux chiffres réels, surtout si les agriculteurs arrivent à persuader les experts d'évaluer la récolte à un chiffre inférieur, afin de réduire leurs livraisons obligatoires ou leurs impôts.

Produit	Année	Dernière évaluation officielle	Evaluations antérieures	Différence en pourcentage
		(en milliers de tonnes)		
Céréales panifiables	1934-1938	3.614	3.360	—
	1947	2.015	1.901	6
	1948	2.940	2.769	6
	1949	3.408	2.950	16
	1950	3.620	2.950	23
	1951	4.488	3.660 [a]	23
Céréales secondaires	1950	2.260	1.915	18
	1951	2.940	2.490 [a]	18
Pommes de terre	1934-1938	13.575	13.630	—
	1947	8.055	7.230	11
	1948	12.408	11.550	7
	1949	9.932	8.499	17
	1950	14.645	13.060	12
	1951	15.151	13.480 [a]	12
Betteraves à sucre	1934-1938	5.412	5.412	—
	1947	3.122	2.826	11
	1948	4.583	4.379	5
	1949	3.867	3.545	9
	1950	5.731	5.398	6
	1951	6.230	5.900 [a]	6

a Evalué d'après le chiffre officiel (brut).

Pour les évaluations les plus récentes, les chiffres ont été tirés de *Tägliche Rundschau*, Berlin, 1er novembre 1951 et 2 novembre 1951, et *Die Wirtschaft*, Berlin, 24 octobre 1951.

Pour les céréales panifiables, les pommes de terre et les betteraves à sucre, les chiffres sont ceux qui ont été publiés; en 1950, la récolte de céréales secondaires a été évaluée d'après la production de grains et de légumineuses prévue pour 1955, laquelle est rapprochée du chiffre de la récolte pendant la période 1934-1938 et du chiffre pour 1950. En 1951, la récolte de céréales secondaires a été évaluée d'après l'augmentation de rendement indiquée dans la dernière source citée, en présumant que la superficie ensemencée était la même.

Pour les évaluations antérieures (chiffres nets) relatives aux années 1947 et 1948, les renseignements ont été tirés de *Statistische Praxis*, Berlin, 1948, N° 12, page 181, et de l'*Annuaire statistique* des Nations Unies, 1949/50.

Au chiffre de la production de céréales en 1948 (établi d'après les renseignements fournis par la FAO), on a ajouté 37.000 tonnes, de manière à y englober la récolte de maïs. La proportion que représentaient les céréales panifiables dans la récolte totale de 1947 a été tirée de l'*Annuaire statistique* des Nations Unies et, en 1948, 1949 et 1950, de renseignements fournis par la FAO. Pour permettre de comparer ces chiffres à ceux d'autres pays européens, on s'est constamment servi des évaluations officielles antérieures (chiffres nets), y compris les évaluations pour 1950. Afin de ramener le chiffre (brut) de la récolte de 1951 à un chiffre net, on a déduit un pourcentage correspondant au rapport qui existait en 1950 entre la récolte brute et la récolte nette.

Bulgarie : En l'absence d'autres renseignements, on a présumé que la superficie ensemencée en 1950/51 représentait approximativement la moyenne entre la superficie ensemencée en 1939 et la superficie prévue pour 1953 (2.850.000 hectares). On ne possédait pas d'évaluation pour le rendement de l'ensemble du pays, mais il a été possible de se les procurer en chiffres bruts et en chiffres nets pour quatre grandes régions productrices de céréales.

Depuis 1950, toutes les récoltes sont évaluées selon la méthode dite biologique avant la moisson, sur échantillon. En outre, on procède à titre de vérification à des essais sur la récolte effective de céréales. Le Ministre de l'agriculture a indiqué dans une déclaration officielle que les pertes à la moisson peuvent atteindre, d'après les évaluations, 15 à 30% et les pertes inévitables ½ à 1½%.

Le tableau suivant met en parallèle les évaluations en chiffres bruts et en chiffres nets pour les quatre principales régions productrices de céréales [1] :

Région	*Récolte brute (rendement biologique)*	*Récolte nette (récolte après battage)*	*Ecart entre les deux (en pourcentage)*
	Tonnes à l'hectare		
Pleven	1,46	1,17	20
Nikopol	1,42	1,04	27
Svichtov	1,32	0,92	30
Loukovitch	1,31	1,08	18
Moyenne pour les quatre régions	1,38	1,05	24

En multipliant la superficie ensemencée indiquée plus haut par le rendement net à l'hectare des quatre principales régions, on obtient le chiffre de 3.010.000 tonnes pour la récolte totale de céréales. On a présumé que la proportion de céréales panifiables, par rapport à la récolte totale de céréales, équivalait à la moyenne entre le chiffre de l'année 1948/49 et le chiffre prévu dans le plan pour la campagne 1953/54.

Pour toutes les années considérées, le chiffre de la récolte de pommes de terre et de betteraves à sucre a été fourni par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Le chiffre approximatif de la récolte de céréales panifiables et de céréales secondaires pour l'année 1951 a été calculé par évaluation et compris dans le total pour l'Europe. Les rapports sur l'état d'exécution du plan pour les deuxième et troisième trimestres de 1951 indiquent que la récolte de céréales a été bonne; on a donc présumé qu'elle avait atteint le même niveau que pendant la période 1934-1938.

Hongrie : *Statisztikai Tajékoztato* indique la superficie ensemencée en 1949/50. Le *Plan triennal* de la Hongrie, Budapest, 1947, donne le rendement prévu, et l'étude intitulée *L'exécution du Plan triennal*, de Z. Vas, 1950, donne l'état d'exécution du plan. Les évaluations s'entendent de la récolte nette. Les chiffres de la récolte pour 1950/51 sont extraits de *Hungarian-Soviet Economic Review*, 1951, N° 3.

Le rapport sur l'état d'exécution du plan pour 1950 donne le pourcentage global d'augmentation de la récolte de céréales panifiables. La *Review* donne des détails sur la superficie et les rendements. Pour la récolte de céréales secondaires (maïs compris) et pour celle de betteraves à sucre, on a procédé à des évaluations approximatives d'après les renseignements fournis dans le rapport sur l'état d'exécution du plan. En ce qui concerne les pommes de terre, on a multiplié la superficie ensemencée, que l'on a supposé être la même que l'année précédente, par un rendement moyen indiqué dans la *Review*. Pendant la campagne 1950/51, la méthode de sondage n'a été appliquée que dans une trentaine ou une quarantaine d'exploitations d'Etat et dans une centaine de coopératives agricoles de première catégorie. Pour le reste du territoire, les évaluations portent encore sur la récolte nette; aussi s'est-on servi des chiffres officiellement publiés sans y apporter de corrections.

Pour 1951/52, les données relatives à la récolte ont été tirées de *Szabad Nép*, du 10 septembre 1950, qui indique quelle est la superficie qui doit être ensemencée, et du rapport sur l'état d'exécution du plan pour le deuxième et le troisième trimestre. Ces rapports donnent soit l'évaluation des récoltes, soit le rendement, par rapport à ceux de l'année précédente dont on a pu, en général, connaître les chiffres en se reportant aux sources utilisées pour 1950/51. Toutefois, pour la campagne 1951/52, la récolte a été évaluée par un organisme récemment créé et qui est chargé, pour 25 cultures, de procéder aux évaluations en se fondant sur la « récolte dans le champ » ou « récolte sur pied », sans déduire les pertes évitables. Ainsi, les seules déductions opérées portent sur les pertes inévitables en cours de moissonnage, de battage et de transport. Les sources officielles [2] indiquent que les pertes évitables peuvent aller jusqu'à 20 ou 25 % pour les céréales. On a obtenu les chiffres reproduits dans le *Tableau XIII* pour 1951/52 en déduisant des chiffres officiels 20 % pour le froment, le seigle, l'orge et l'avoine; les résultats ainsi obtenus correspondent approximativement à la récolte brute diminuée des pertes évitables. Pour le maïs, on ne possède aucun renseignement, mais on a présumé que la différence entre le chiffre brut et le chiffre net de la récolte était faible, et aucune déduction n'a été opérée. Pour les pommes de terre, on a déduit 10 % de la récolte brute et pour les betteraves à sucre 5 % (chiffres qui peuvent aussi être appliqués à l'Allemagne orientale).

Pologne : *Wiadomości Statystyczne*, Varsovie, 1949, N° 24; 1951, N° 2. Les chiffres indiqués dans cette publication ont été considérés comme des évaluations nettes. Pour le chiffre à faire figurer dans le total pour l'Europe, on a supposé qu'en 1951 la récolte des quatre principales céréales avait été égale à celle de l'année précédente; telle était en effet la conclusion que l'on pouvait tirer d'une indication donnée dans le rapport sur l'état d'exécution du plan pour le troisième trimestre. On a présumé que la récolte de pommes de terre était tombée au niveau de 1949/50, puisque les rapports officiels la présentaient comme ayant été défavorable.

---

[1] *Leçons du stockage des céréales contingentées*, par Valko Tchervenkov, Sofia, 1950, page 27.

[2] Voir *Statisztikai Szemle*, 1950, N° 3, pages 232–235, 1950, N° 12, pages 881–882 et 1951, N° 8, pages 744–747.

Roumanie : Pour 1950/51, les évaluations relatives aux céréales panifiables et aux céréales secondaires ont été établies d'après les rapports sur l'état d'exécution du plan, qui donnent des renseignements sur la superficie ensemencée et contiennent certaines indications générales. La superficie ensemencée en céréales panifiables, telle qu'elle est prévue dans le plan, est de 3.050.000 hectares, et les rapports sur l'état d'exécution du plan signalent que cet objectif a été atteint. Etant donné que le rendement a été sensiblement supérieur à celui des années précédentes, malgré la sécheresse mentionnée dans le rapport sur l'exécution du plan, on a pris pour base de calcul un rendement de 0,92 tonne à l'hectare, soit 90% de la moyenne pour la période 1934-1938. La superficie ensemencée en céréales secondaires a été supposée égale à la superficie moyenne ensemencée au cours de cinq années d'avant guerre, et l'on a supposé que la récolte totale d'avoine et d'orge représentait 85% de la moyenne pour la période 1934-1938 et celle de maïs 75%. Il semble que l'on ait été fondé à fixer des évaluations aussi basses, eu égard à la sécheresse qui a sévi et au fait que l'objectif fixé dans le plan pour le maïs n'a pas été atteint.

Les évaluations faites pour la récolte de 1951/52 n'ont été établies qu'afin de pouvoir faire figurer un chiffre dans le total pour l'Europe, et, pour la récolte de céréales, on a présumé qu'elle avait atteint le niveau de 1934-1938, étant donné que le rapport sur l'exécution du plan pour le deuxième trimestre signale que la récolte a été excellente.

Tchécoslovaquie : La récolte de 1949 est indiquée dans *Statistický Zpravodaj*. Le chiffre des récoltes de 1949 et 1950 (ainsi que le chiffre de 1951 qui est exprimé par un indice ayant pour base l'année précédente) sont fournis respectivement dans *Lidova Demokracia*, 19 février 1950, et dans *Rudé Právo*, 25 février 1951 et 3 novembre 1951. Les données publiées dans ces sources ont été considérées comme des évaluations nettes. On ne possède pas de données numériques sur la récolte de pommes de terre de la campagne 1951/52. Pour le chiffre à faire figurer dans le total pour l'Europe, on a supposé que la récolte était égale à celle de l'année précédente.

Production, commerce et approvisionnements du marché intérieur en ce qui concerne la viande et le lait (Tableau 11)

Les facteurs de conversion du beurre et du fromage en poids équivalent de lait sont : 1 : 21 pour le beurre et 1 : 10 pour le fromage.

Il a été tenu compte également du commerce portant sur le lait condensé et le lait en poudre effectué par les grands pays commerçants (notamment Allemagne occidentale, Danemark, France, Irlande, Pays-Bas et Royaume-Uni), les facteurs de conversion en poids de lait frais étant respectivement : 1 : 2,2 et 1 : 8,0.

On a, de même, tenu compte du commerce de la volaille et des animaux vivants (exprimé en poids équivalent de viande) effectué par les principaux pays commerçants (notamment Danemark, Irlande, Pays-Bas et Royaume-Uni).

Allemagne orientale : La *Tägliche Rundschau* du 2 novembre 1951 indique quel était le nombre de vaches à la fin de 1950 et le chiffre moyen de la production laitière de cette année-là, tandis que *Die Wirtschaft* du 24 janvier 1951 donne le pourcentage d'augmentation de la production laitière en 1950 par rapport à l'année précédente. L'augmentation enregistrée pendant le premier semestre de 1951 par rapport au semestre correspondant de 1950 a été tirée des rapports sur l'exécution du plan pour le deuxième trimestre de 1951.

Pologne : On peut obtenir le chiffre de la production de lait en 1950 d'après les renseignements fournis dans le *Dziennik Ustaw* (Journal officiel), 1951, N° 18. Pour évaluer l'augmentation enregistrée dans le premier semestre de 1951 par rapport au semestre correspondant de 1950, il a été tenu compte de l'augmentation connue de la consommation de lait de laiterie, soit 8%, et de l'augmentation de la production de beurre, soit 73%; il a également été tenu compte du fait que l'on a eu quelque difficulté à obtenir l'augmentation annuelle prévue de 13% pour la production laitière totale.

Tchécoslovaquie : Rudé Právo, 25 février 1951, indique le pourcentage d'augmentation de la production de lait en 1950 par rapport à 1949, année pour laquelle on connaît le chiffre de la quantité produite. Les rapports sur l'exécution du plan pour le deuxième trimestre de 1951 indiquent de combien la production a augmenté pendant le premier semestre de 1951 par rapport au semestre correspondant de 1950.

Indices de la production agricole (Tableau VI)

Pour les pays de l'Europe orientale, les évaluations relatives à 1950 ont été tirées des sources suivantes :

Hongrie : Szabad Nép, 17 mai 1951.

Pologne : Polish Facts and Figures, Londres, 27 janvier 1951.

Tchécoslovaquie : Rudé Právo, 2 janvier 1951.

Yougoslavie : Aperçu de la situation économique de la R.F.P. de Yougoslavie en 1950 (mémorandum officiel non publié). On a calculé le pourcentage de l'augmentation réalisée en 1950/51 en comparant la valeur de la production de ces deux années.

Pour la définition des indices et la description du système de pondération employé, voir l'ETUDE de 1950, page 260.

Effectif du cheptel bovin et porcin (Tableau XIV)

Les chiffres relatifs à l'Europe occidentale et à la Yougoslavie ont été fournis par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Pour les autres pays de l'Europe orientale, ils ont été tirés des sources suivantes :

a) *Cheptel bovin*

Allemagne orientale : Tägliche Rundschau, Berlin, 2 novembre 1951, indique l'effectif du cheptel bovin à la fin de 1950, et *Die Wirtschaft*, Berlin, 16 février 1951, donne l'effectif de 1949 en le rapportant à celui de 1950. *Der Volkswirtschaftsplan 1951*, Berlin, 1951, indique l'augmentation prévue pour l'effectif du cheptel pendant cette année-là. *Die Wirtschaft*, 26 octobre 1951, indique dans quelle proportion l'objectif prévu a été atteint.

Hongrie : Le chiffre pour 1938 a été tiré du *Plan triennal* de la Hongrie, Budapest, 1947, et du rapport sur l'état d'exécution du plan pour 1949; *Statisztikai Szemle*, 1950, indique le pourcentage que représente l'effectif du cheptel en 1949 par rapport à ce qu'il était avant la guerre. *Statisztikai Tajékoztato*, 1950, N° 2, indique l'effectif en 1950 en le rapportant au chiffre de 1938. *Szabad Nép*, 1er juillet 1951, indique que l'effectif du cheptel bovin a diminué de 15 à 20% dans beaucoup de régions.

Pologne : Les chiffres relatifs à 1949 et 1950 sont tirés de *Wiadomości Statystyczne*, 1949, N° 24, et de *Polish Facts and Figures*, 21 avril 1951. Les chiffres relatifs à 1951 ont été tirés d'un exposé fait à Radio–Varsovie le 20 septembre 1951.

Roumanie : Les chiffres concernant 1950 sont extraits de *L'édification nouvelle de la R.P. de Roumanie*, Bucarest, 1951.

Tchécoslovaquie : Le *Bulletin de la Banque nationale de Tchécoslovaquie*, 1949, N° 9, indique l'effectif du cheptel bovin en 1949. *Rudé Právo*, 25 février 1951, indique que l'effectif du cheptel bovin est moins élevé en 1950 qu'avant la guerre. Le chiffre inscrit dans le tableau pour 1950 est une évaluation obtenue en appliquant au chiffre des années antérieures le taux d'augmentation prévu. *Rudé Právo* du 3 novembre 1951 précise qu'en 1951 le cheptel bovin atteignait le même chiffre qu'en 1950.

b) *Cheptel porcin*

Allemagne orientale : Tägliche Rundschau, 1er novembre 1951, donne les statistiques pour 1950 et 1951. *Die Wirtschaft*, Berlin, 16 février 1951, indique l'augmentation enregistrée de 1949 à 1950.

Hongrie : L'effectif du cheptel porcin en 1949 est indiqué dans le plan quinquennal hongrois revisé publié dans *Statisztikai Szemle*, 1951. *Statisztikai Tajékoztato*, Budapest, 1950, indique l'effectif du cheptel porcin par rapport à 1938. D'après une indication contenue dans *Szabad Nép.*, 1er juillet 1951, cet effectif a diminué de 2 millions de têtes de mai 1950 à février 1951.

Pologne : Les chiffres pour 1949 sont extraits de *Wiadomości Statystyczne*, 1949, N° 24, et les chiffres relatifs à 1950, de *Polish Facts and Figures*, 21 avril 1951.

Roumanie : L'édification nouvelle de la R.P. de Roumanie, 1951, donne le chiffre pour 1950.

Tchécoslovaquie : Les chiffres pour 1949 et 1950 ont été extraits des mêmes sources et calculés d'après les mêmes méthodes que pour le cheptel bovin.

Production de produits animaux (Tableau XV)

Outre le *Bulletin mensuel de statistique* de l'Organisation des Nations Unies, on s'est également servi des bulletins statistiques des divers pays et d'autres publications, notamment :

Allemagne occidentale : Statistischer Monatsbericht des Bundesministeriums für Ernährung, Landwirtschaft und Forsten.

Autriche : Monatsberichte des Österreichischen Institutes für Wirtschaftsforschung. Contrairement à ce qui était indiqué dans les précédents *Bulletins*, ces chiffres ne portent pas uniquement sur les livraisons obligatoires.

Belgique : Atlas de graphiques et tableaux statistiques.

Irlande : Irish Industry. Les divers produits sur lesquels portent les chiffres publiés sont indiqués dans les notes figurant au bas du tableau.

VI. PRODUCTION, CONSOMMATION ET COMMERCE DES PRINCIPAUX PRODUITS

a) *Charbon* (Tableaux 28, 70 à 78, VII, tableaux dans le texte, pages 76 et 191 et Diagrammes 7 et 8)

Documentation générale :

1. *Statistische Übersichten über die Kohlenwirtschaft Deutschlands und des Auslands, 1949*, Deutsche Kohlenbergbauleitung, Essen.

2. *Statistiques mensuelles du charbon*, 1946 et 1947, Comité européen du charbon.
3. *Bulletin mensuel des statistiques du charbon*, 1947-1951, Commission économique pour l'Europe.

Production, commerce et disponibilités de combustibles solides (Tableaux 28, 71 et 78 et Diagramme 7)

On a utilisé la documentation générale indiquée ci-dessus ainsi que les statistiques commerciales des divers pays. La répartition géographique du commerce extérieur n'étant pas toujours précisée dans le détail, certains chiffres relatifs au commerce ne constituent que des approximations.

Pour connaître la manière dont se répartissait le commerce allemand avant la guerre entre les zones d'occupation d'après guerre, ainsi que la répartition des échanges entre les zones, on s'est servi des statistiques des transports, conformément aux indications fournies dans le *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 1, N° 3.

Energie calorifique et motrice consommée (Tableau 70)

Les données de base qui ont servi à établir ce tableau ont été tirées d'un grand nombre de statistiques nationales, de renseignements fournis par les gouvernements et d'une documentation générale, telle que le *Statistical Yearbook of the World Power Conference* (Annuaire statistique de la Conférence mondiale de l'énergie).

On a pris pour base des calculs les valeurs calorifiques suivantes :

	Millions de calories
1 tonne de charbon	7.200
1 tonne de lignite	3.400 [a]
1 tonne de tourbe	3.600
1 mètre cube de bois dur	2.000
1 mètre cube de bois tendre	1.500
1 tonne de combustible liquide	10.800
1 mètre cube de gaz naturel	9,55
1 kilowattheure d'électricité	0,86

[a] 4.300 pour l'Autriche, la France, la Hongrie et la Tchécoslovaquie.

Le *Tableau A* indique le nombre approximatif de calories que renferment en puissance les principales sources d'énergie primaire utilisées dans divers pays.

Les chiffres représentent le nombre approximatif de calories qui pourraient être utilisées si l'on pouvait faire usage de sources d'énergie primaire sans qu'il y ait la moindre déperdition. En additionnant simplement ces chiffres, on n'obtiendrait donc ni le chiffre global approximatif de l'énergie qui, dans l'état actuel des connaissances, peut théoriquement être produite à partir des sources primaires utilisées, ni le chiffre global approximatif de l'énergie effectivement consommée. Il n'y aurait pas davantage un rapport constant entre le total obtenu pour chaque pays et le total de l'énergie effectivement utilisée, et cela pour deux raisons :

a) Les pertes qui interviennent dans l'utilisation de combustibles solides et liquides ne varient pas seulement selon le type de l'appareil dans lequel s'effectue la combustion, mais aussi selon le mode opératoire et l'usage qui est fait de la chaleur produite ;

b) La déperdition d'énergie qui intervient en cours de transmission et de transport, pour l'énergie hydro-électrique, et en cours de transport et de combustion, pour le gaz naturel, est beaucoup moins élevée que la déperdition que l'on constate lorsqu'il s'agit de combustibles solides ou liquides.

Dans les totaux inscrits au *Tableau 70*, il a été tenu compte du facteur mentionné ci-dessus à l'alinéa *b)* ; mais, à une seule exception près, il n'a pas été tenu compte des différences de rendement dans l'utilisation des diverses catégories de combustibles primaires, solides et liquides, énumérées à l'alinéa *a)*.

On a présumé, en fait, que la quantité d'énergie calorifique latente dans l'électricité hydraulique et le gaz naturel devait être pondérée à l'aide d'un coefficient deux fois plus élevé que l'énergie calorifique contenue dans les combustibles primaires, solides et liquides. Il a été impossible, dans le choix de ces coefficients de pondération, de procéder à des calculs très précis, faute surtout de renseignements exacts sur la proportion de chaque combustible qui est consommée dans divers types d'appareils, ou encore sur la proportion de chaque combustible qui est utilisée pour la production de force motrice et de chaleur. On trouve des évaluations du rendement des différents combustibles utilisés pour des usages déterminés dans divers documents: *The British Fuel and Power Industries*, Londres, 1947; L. Musil : *Praktische Energiewirtschaftslehre*, Vienne, 1949; United States Bureau of Mines : *Energy Uses and Supplies, 1939, 1947, 1965*, Circulaire d'information 7582, Washington, D.C., 1950. Après avoir effectué une ventilation tout à fait approximative par usages de chaque combustible et leur avoir appliqué ces coefficients de rendement, on a obtenu, pour les combustibles solides et liquides, un taux de rendement moyen effectif de un tiers environ, après pondération. (Il est très net que le rendement des combustibles liquides est plus élevé que celui des combustibles solides dans tous les cas particuliers où l'on peut indifféremment utiliser les uns ou les autres; toutefois, le chiffre du rendement moyen effectif se trouve considérablement réduit du fait de la forte proportion de ces combustibles qui est utilisée dans les automobiles, usage pour lequel ils ne sauraient être remplacés par des combustibles solides.) Le rendement moyen effectif varie sans aucun

doute d'un pays à un autre, aussi bien que d'une période à une autre. L'on n'a tenu compte de ces différences que dans le seul cas du Royaume-Uni, où la cheminée à grille est beaucoup plus courante que dans les autres pays et où la consommation de charbon dans les foyers domestiques est si forte que le rendement moyen y est probablement plus faible que dans les autres pays. Pour tenir compte de ce facteur, on a admis que le rendement du charbon consommé dans les foyers domestiques en Grande-Bretagne était de 15% seulement.

Tableau A

VALEUR CALORIFIQUE TOTALE DES SOURCES PRIMAIRES D'ÉNERGIE

En millions de milliards de calories

Pays	Année	Combustibles solides	Bois de chauffage	Combustibles liquides	Gaz naturel	Electricité hydraulique
Pologne, territoire d'avant guerre	1929	233	17	5	4	—
territoire d'après guerre	1949	333	5	5	2	—
Belgique et Luxembourg	1929	269	1	4	—	—
	1949	205	1	16	—	—
Allemagne occidentale	1929	858	21	12	—	3
	1949	776	25	28	1	6
Royaume-Uni	1929	1.299	—	56	—	—
	1949	1.420	—	135	—	1
Pays-Bas	1929	100	—	8	—	—
	1949	111	—	23	—	—
France et Sarre	1929	665	33	25	—	6
	1949	549	34	77	1	10
Irlande	1929	31	..	2	—	—
	1949	27	..	5	—	—
Danemark	1929	39	1	4	—	—
	1949	44	1	12	—	—
Autriche	1929	59	6	2	—	1
	1949	53	5	4	1	3
Italie	1929	106	23	10	—	9
	1949	77	22	33	2	16
Portugal	1929	8	8	1	—	—
	1949	9	7	5	—	—
Suède	1929	49	31	5	—	4
	1949	47	20	30	—	13
Suisse	1929	23	3	3	—	4
	1949	14	4	9	—	8
Norvège	1929	21	5	2	—	7
	1949	14	5	13	—	13
Finlande	1929	8	37	1	—	1
	1949	12	38	4	—	3
Total pour l'Europe (non compris l'U.R.S.S.)	1929	4.560	290	173	12	37
	1949	4.490	276	459	30	75
Etats-Unis	1929	4.000	350	5.480	520	30
	1949	3.240	350	5.830	1.560	80

Pour le gaz naturel et l'électricité hydraulique, on a pris pour base de calcul un rendement global de deux tiers, la majeure partie des pertes intervenant en cours de transformation et de transport.

Répartition des mineurs du fond par groupes d'âge (Tableau 75)

Belgique : Les évaluations ont été établies d'après les renseignements contenus dans les *Annales des Mines de Belgique*, Vol. 50 (1951), pages 105 et 112.

France : Renseignements fournis par le Bureau international du Travail.

Royaume-Uni : The British Power and Fuel Industries, P.E.P. Report, Londres, 1947.
Report and Accounts for 1950, National Coal Board.

Ruhr : Zahlen zur Kohlenwirtschaft, décembre 1950, Deutsche Kohlenbergbau-Leitung.

Investissements bruts dans les mines de houille (Tableau 76)

Allemagne occidentale : Report of the German Federal Government on the Progress of the Marshall Plan et renseignements fournis par l'Arbeitsausschuss für die Produktionssteigerung im Bergbau.

Belgique : L'Economie belge en 1948, 1949, 1950.

France : Commissariat général du Plan de modernisation et d'équipement : *Etat des opérations*, et renseignements fournis par les Charbonnages de France.

Royaume-Uni : Report and Accounts, National Coal Board.

Pour convertir les chiffres originaux exprimés en monnaie des divers pays en dollars des Etats-Unis au pouvoir d'achat de 1950, on a utilisé les taux suivants :

Cents des Etats-Unis par unité monétaire des pays suivants :

	1947	*1948*	*1949*	*1950*	*1951 et 1952*
Allemagne occidentale . .				26,16	21,70
Belgique	1,863	1,753	1,715	1,647	1,320
France	0,6583	0,3834	0,3391	0,3161	0,2470
Royaume-Uni	396,4	368,9	364,3	358,0	290,0

On trouvera un exposé détaillé de ce mode de conversion dans l'ETUDE de 1950 (Annexe B, pages 268 et 269).

Main-d'œuvre, productivité et jours de travail effectués dans les mines de houille (Diagramme 8)

Les renseignements concernant l'absentéisme en 1937 ont été extraits des sources suivantes :

Allemagne occidentale : Zahlen zur Kohlenwirtschaft, Deutsche Kohlenbergbau-Leitung (le chiffre dont on s'est servi représente la moyenne des années 1936 et 1938).

Belgique : Statistiques du charbon 1929-1946, Belgique/Luxembourg, Comité européen du charbon.

France : Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur, 1937.

Royaume-Uni : Colliery Yearbook.

Indices des prix (tableau du texte, page 76)

Bulletins de statistiques des divers pays.

Coût du charbon par rapport au revenu national (page 191)

Bulletins de statistiques des divers pays, *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 2, N° 2, et ETUDE de 1950.

b) *Acier* (Tableaux 21, 22, 23, 24, IX et X)

Aux sources indiquées au bas des tableaux, il y a lieu d'ajouter les suivantes :

Approvisionnements en matières premières servant à la fabrication de l'acier (Tableau 23)

Les chiffres relatifs à l'Allemagne occidentale ont été tirés de *Die Eisen- und Stahlindustrie*, Dusseldorf, à l'exception de ceux qui ont trait à la production de minerai de fer; ces derniers, qui ont été fournis par la Division de l'acier et de l'énergie électrique de la Commission économique pour l'Europe, diffèrent des chiffres publiés car ils portent sur les quantités livrées par les mines (c'est-à-dire le minerai traité).

Les chiffres des exportations de minerai suédois vers l'Europe et les pays extra-européens en 1937, 1949 et 1950 ont été établis d'après les statistiques annuelles du commerce de la Suède. Les exportations du premier semestre de 1951 ont été évaluées d'après le pourcentage de répartition entre les différents pays, qui est indiqué dans la revue *Ossature métallique*, Bruxelles, novembre 1951.

Acier : production, commerce et offre sur le marché intérieur (Tableaux IX et X)

Les chiffres du commerce de l'acier, extraits des statistiques commerciales des divers pays, ont été multipliés par 1,33 pour les convertir en leur équivalent d'acier brut. Ce facteur de conversion représente la proportion moyenne d'acier brut nécessaire à la production de l'acier fini, mais ce rapport peut varier légèrement d'un pays à l'autre, la composition, par produits, du commerce de l'acier étant le principal élément de ces variations.

Les chiffres ainsi obtenus sont légèrement différents de ceux qui ont servi au calcul des indices du commerce et de l'offre d'acier sur le marché intérieur qui figurent dans le *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 3, N° 2, parce que ces derniers ont été tirés de renseignements fournis par les gouvernements et établis d'après une définition plus large de l'acier fini.

Pour la production de l'Europe orientale en 1951, on a eu recours aux sources suivantes :

Allemagne orientale : Tägliche Rundschau, 2 novembre 1951; *Die Wirtschaft*, 16 février 1951, 4 mai 1951, 3 août 1951 et 26 octobre 1951.

Pour obtenir ces chiffres, on a établi la comparaison entre les objectifs prévus dans les plans et l'état d'exécution de ceux-ci; ces chiffres remplacent les évaluations faites antérieurement pour 1949 et 1950.

Tchécoslovaquie : Rudé Právo, 29 avril 1951, 29 juillet 1951 et 3 novembre 1951, indique, en pourcentage, l'augmentation réalisée pendant le premier semestre de 1951 par rapport à la période correspondante de 1950 dans l'ensemble de la métallurgie, et, pour l'industrie sidérurgique, met en regard les chiffres relatifs aux troisièmes trimestres.

c) *Coton brut et laine brute* (Tableau 13)

On a utilisé les sources suivantes :

Wool Intelligence, Commonwealth Economic Committee, Londres, notamment septembre et novembre 1951; *Cotton Quarterly Statistical Bulletin* et *Monthly Review of the World Cotton Situation*, octobre 1951, International Cotton Advisory Committee, Washington, D.C.; *Foreign Crops and Markets*, 22 octobre 1951. On s'est également servi des Tableaux 34, 35 et 37 de l'ETUDE de 1950.

On a admis qu'une balle de coton équivalait à 216,8 kg, sauf en ce qui concerne les Etats-Unis (une balle équivalant en ce cas à 220 kg.).

Les modifications survenues dans les stocks de laine s'entendent de la fin d'une campagne agricole à la fin de la campagne suivante. Elles ont été calculées en comparant la production et la consommation. La consommation au cours d'une campagne agricole donnée a été considérée comme équivalant à la moitié de la consommation enregistrée pendant la première année civile, augmentée de la moitié de la consommation enregistrée pendant l'année civile suivante.

d) *Filés de coton, filés de laine et rayonne* (Tableau 14)

Tous les chiffres ont été tirés du *Bulletin mensuel de statistique* de l'Organisation des Nations Unies.

e) *Tissus de coton, de laine et de fibres artificielles* (Tableau 15)

On a additionné la consommation apparente (production augmentée des importations et diminuée des exportations) de coton, de laine et de rayonne (y compris la fibrane) et on s'est servi des totaux obtenus comme base de calcul des indices. Les chiffres de production ont été puisés aux sources suivantes :

Allemagne occidentale : Wirtschaft und Statistik. Die Industrie der Bundesrepublik Deutschland.

Autriche : Monatsberichte des Österreichischen Institutes für Wirtschaftsforschung, pour le coton et la laine, *Statistische Nachrichten* pour la rayonne.

Belgique : Bulletin de statistique, Atlas de graphiques et tableaux statistiques.

Danemark : Statistisk Aarbog.

France : Bulletin mensuel de statistique industrielle.

Italie : Bollettino del Comitato Carboni (laine), *Notiziario della Confederazione generale dell'Industria Italiana* (coton).

Pays-Bas : Maandschrift C.B.S.

Royaume-Uni : Monthly Digest of Statistics. On s'est également servi de *Cotton Board Trade Letter.*

Suède : Industriell Månadsstatistik.

Suisse : Quartalsbericht der Paritätischen Kommission der Schweizerischen Baumwollindustrie.

f) *Pâte de bois et papier* (Tableau 16)

Les chiffres de production en 1949 et en 1950 ont été tirés, comme les chiffres du commerce, de l'*Annuaire statistique des produits forestiers* (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), 1951. Quant aux chiffres relatifs à 1951, ils ont été extraits des statistiques des divers pays. Dans certains cas (Belgique, Italie, Norvège et Pays-Bas), la production de pâte a été évaluée en partie ou en totalité à partir de la production connue de papier et de rayonne, compte dûment tenu de toutes quantités de pâte entrées dans le commerce. Enfin, les chiffres relatifs au Danemark et à la Suisse ont été obtenus par évaluation.

Allemagne occidentale : Wirtschaft und Statistik.

Autriche : Statistische Nachrichten.

Belgique : Bulletin de statistique.

Finlande : Tilastokatsaukia.

France : Bulletin mensuel de statistique industrielle.

Italie : Bollettino Mensile di Statistica.

Norvège : Statistiske Meldinger.

Pays-Bas : Maandschrift C.B.S.

Royaume-Uni : Monthly Digest of Statistics.

Suède : Industriell Månadsstatistik.

On n'a pas tenu compte des modifications des stocks. En 1951, ceux-ci se réduisaient aux quantités nécessaires pour le travail en cours.

g) *Production d'énergie électrique* (Tableau VIII)

Les chiffres ont été fournis par la Division de l'énergie électrique et de l'acier de la Commission économique pour l'Europe.

VII. PRIX

a) *Indices* (Tableaux 49 et XVIII)

Bien qu'en principe les indices fournis comprennent les matières premières, les produits semi-finis et les produits finis, qu'ils soient d'origine nationale ou étrangère, dans bien des cas, les produits finis ne sont pas représentés de façon suffisante. En outre, quelques-uns des indices ne tiennent probablement pas assez compte des fluctuations des prix des produits importés.

b) *Prix des principales matières premières* (Tableau 4)

Les prix ont été extraits des sources suivantes :

Allemagne occidentale : Wirtschaft und Statistik.

France : Bulletin mensuel de statistique.

Italie : Bollettino Mensile di Statistica, cours hebdomadaires cotés sur le marché de Milan.

Royaume-Uni : Records and Statistics, supplément de l'*Economist.* Les neuf produits énumérés représentent une grande partie des matières premières consommées dans les industries de transformation autres que les industries alimentaires.

Pour calculer les coefficients de pondération, on a puisé des renseignements dans des publications indiquant la consommation en 1950. Les publications auxquelles on s'est référé sont mentionnées une seule fois ci-après, mais on y a souvent eu recours pour plus d'un produit.

Aluminium

Allemagne occidentale : Wirtschaft und Statistik. L'accroissement de la production ayant été extrêmement rapide en 1951, on s'est servi des chiffres de la consommation évaluée pour 1951.

Etats-Unis : Year Book of the American Bureau of Metal Statistics.

France : Bulletin mensuel de statistique industrielle.

Italie : Metalli non ferrosi e ferroleghe, statistiche 1950.

Royaume-Uni : Monthly Digest of Statistics.

Cuivre : On s'est référé aux mêmes publications ainsi qu'à l'ETUDE de 1950.

Plomb : Etats-Unis : Commodity Year-Book 1951, ainsi que les publications mentionnées plus haut.

Etain : Statistical Bulletin, Groupe international d'études de l'étain, La Haye.

Acier : Etats-Unis : Survey of Current Business, Quarterly Summary of Foreign Commerce.

Pâte de bois : Sources mentionnées plus haut.

Caoutchouc : Rubber Statistical Bulletin, International Rubber Study Group, Londres.

Coton : Cotton Quarterly Statistical Bulletin, septembre 1951, *op. cit.*

Laine : Wool Intelligence, mai 1951, *op. cit.*

c) *Prix des produits de base* (Tableau XXX)

On a utilisé les sources suivantes :

International Financial Statistics, Fonds monétaire international, Washington, D.C.

Bulletin mensuel de statistique, Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies, New-York.

Wirtschaft und Statistik, Wiesbaden.

Metal Bulletin, Londres.

Continental Iron and Steel Reports, La Haye.

Kommersiella Meddelanden, Kommerskollegium, Stockholm.

Survey of Current Business, Department of Commerce, Washington, D.C.

Foreign Crops and Markets, Department of Agriculture, Washington, D.C.

Bulletin mensuel de statistique, Paris.

d) *Prix du bois et des produits du bois* (Tableau XIX)

Outre les statistiques commerciales, on a utilisé les sources suivantes :

Allemagne occidentale : Wirtschaft und Statistik.

Autriche : Monatsberichte des Österreichischen Institutes für Wirtschaftsforschung.

Etats-Unis : Bulletin mensuel de statistique, Organisation des Nations Unies.

France : Bulletin mensuel de statistique.

Suède : Affärswärlden : Prix des adjudications.

e) *Prix payés aux cultivateurs* (Tableau 51)

Belgique : Bulletin de statistique, Indice des produits agricoles 1936/38 = 100.

Danemark : Landbrugsraadets Meddelelser, indice 1909/14 = 100.

Finlande : Konjunkturserier, indice 1937/39 = 100.

Grèce : Statistical Report, Administration de coopération économique (ECA), Mission pour la Grèce, indice 1938 = 1.

Italie : Notiziario Istat, Série « Agricoltura », indice 1948 = 100.

Norvège : Statistiske Meldinger, indice 1938/39 = 100.

Pays-Bas : Statistisch Bulletin, supplément à *Maandschrift C.B.S.,* indice 1946/47 = 100.

Royaume-Uni : Monthly Digest of Statistics, prix pour l'Angleterre et le Pays de Galles, indice 1936/38 = 100.

Suisse : Bulletin mensuel de la Banque Nationale Suisse, indice 1948 = 100.

Coût de la vie et prix à la consommation — Indices (Tableaux XVII, 51 et 52)

Pour la plupart des pays considérés, les indices traduisent les variations du montant total des dépenses consacrées à un échantillon déterminé de biens de consommation. Cet échantillon se compose généralement des quantités de marchandises

(et de services) utilisées par une famille de la classe ouvrière pendant une période de base donnée. De ce fait, les indices ne sont pas forcément représentatifs des mouvements du coût de la vie pour l'ensemble de la population, et ils ne se prêtent pas non plus très bien à des comparaisons de pays à pays. Il est probable que, dans certains cas, la part des services n'est pas représentée de façon appropriée.

Au *Tableau 52*, on a calculé les salaires réels en rapprochant les indices des salaires commentés ci-dessous des indices du coût de la vie qui ont servi à établir le *Tableau XVII*, dont on a parlé plus haut, sauf dans le cas de la Suède, pays pour lequel on a utilisé l'indice dit « des prix à la consommation ».

Prix de détail et salaires des ouvriers de l'industrie, exprimés en temps de travail (Tableau 53)

La plupart des prix de détail ont été extraits des publications du Bureau central de statistique de l'Allemagne occidentale : *Statistische Berichte*, Arb. Nr. VI/10/4 et Arb. Nr. VL/10/6, Statistisches Bundesamt, Wiesbaden. Pour certains produits, on s'est également reporté à l'*Annuaire des statistiques du travail* (BIT) et aux statistiques des divers pays.

Il importe de noter qu'en raison des différences de qualité les prix ne sont pas rigoureusement comparables de pays à pays. D'une manière générale, pour le pain, c'est le prix du pain de froment qui a été indiqué; cependant, dans le cas du Danemark, de la Finlande et de la Norvège, il s'agit de pain de seigle, tandis que pour l'Allemagne occidentale, l'Autriche, la Suède et la Suisse, il s'agit de pain mi-blanc. Pour ce qui est de la viande, il existe de grandes différences entre les qualités choisies, surtout pour la viande de bœuf. Dans le cas de la Suède, de la Suisse, de la Finlande, de l'Allemagne occidentale et surtout de la France, les prix sont ceux de la viande de bœuf de qualité inférieure. La rubrique « lard ou jambon » ne désigne pas le même produit pour tous les pays : au Royaume-Uni, il s'agit de lard salé, aux Pays-Bas et en Suisse, de lard fumé et, dans les autres pays, de jambon; le prix indiqué pour la France est celui de la qualité inférieure. Pour le beurre, on a indiqué le prix de la qualité supérieure, mais, pour la margarine, il existe des différences considérables d'un pays à l'autre. Pour l'Italie, on a remplacé le prix de la margarine par celui de l'huile d'olive. En ce qui concerne le sucre, les différences de prix dues aux différences de qualité sont moins importantes. En revanche, le prix du café varie beaucoup selon la qualité. Pour la Finlande, on a donné le prix d'un succédané du café, et pour le Royaume-Uni, le prix du thé au lieu de celui du café. Pour le charbon, on a choisi le prix de la qualité la plus couramment utilisée pour les usages domestiques dans le pays en question. Il y a lieu de noter que le prix des pommes de terre et des œufs subit de fortes fluctuations saisonnières, mais, pour d'autres produits, cela présente moins d'importance.

Pour l'Europe orientale, on a eu recours aux sources suivantes :

Hongrie : Les prix ont été extraits de *Economic Statistical Bulletin*, 1949, N° 6; *Szabad Nép*, 1er août 1950 et 2 décembre 1951, et *Statistical Review*, 1951, N° 3, page 238.

Les données relatives aux salaires ont été tirées des publications suivantes : *Economic Statistical Bulletin* 1949, N° 10; *Statistical Review* 1950, N°s 1-2 et *Szabad Nép*, 4 juin 1950, 1er mars 1951, 21 octobre 1951 et 2 décembre 1951.

Les deux premières publications indiquent le salaire mensuel moyen des ouvriers de l'industrie en mars et en août 1948; on a admis que la moyenne de ces deux mois représentait le salaire mensuel moyen vers le milieu de l'année 1948. La deuxième publication citée donne les salaires en 1948 et en 1949, tandis que la troisième indique les salaires réels en décembre 1949 et en avril 1950 ainsi que divers pourcentages d'augmentation concernant d'autres périodes. A partir de ces données, on a calculé les salaires mensuels moyens pratiqués à des dates correspondant approximativement à celles dont on s'est servi pour les prix. Les salaires horaires moyens ont été calculés à partir de ces données sur la base de 200 heures de travail par mois.

Pologne : Les prix ont été extraits de *Statistical News*, 1951, N° 2, et les salaires de *Dziennik Ustaw*, N° 13, qui indique le salaire moyen des ouvriers des industries mécaniques (cinquième catégorie). Les chiffres ayant trait à 1949 ont été extraits de l'ETUDE de 1949.

Tchécoslovaquie : Les prix ont été extraits de *Zasobovači Zpravodaj*, 1951, N° 35, et les salaires de *Rudé Právo*, 1er novembre 1951.

VIII. VENTES AU DÉTAIL (Tableaux 15, 54 et XVI)

Les bulletins statistiques des divers pays ou les organismes privés qui publient des indices du coût de la vie fournissent généralement des séries statistiques distinctes pour les principaux groupes suivants : alimentation, chauffage et éclairage, loyer et vêtements. On s'est servi des indices de l'alimentation et des vêtements pour convertir les indices des ventes au détail, exprimés en valeur, en indices de volume (*Tableau 54*). Pour certains pays (Allemagne occidentale, Autriche et Norvège), on a groupé l'indice des denrées alimentaires proprement dites avec celui de certains produits moins essentiels (bière, café, etc.). Dans le cas de l'Allemagne occidentale et du Royaume-Uni, on s'est servi d'un indice combiné des prix à la consommation — « objets ménagers » — pour convertir les indices de valeur et les ventes au détail des produits du secteur correspondant en indices de volume. On ne saurait utiliser ces indices qu'avec beaucoup de circonspection, surtout en période de fluctuations rapides des prix, étant donné que les dépenses consacrées par les consommateurs à certains produits donnés varient selon les fluctuations — réelles ou escomptées — des prix.

Finlande : Economic Review, Kansallis-Osake-Pankki.

France : Dans le *Tableau XVI*, on s'est servi de l'indice des ventes des magasins d'alimentation générale, reproduit dans la revue *Etudes et Conjoncture*, Union française, novembre-décembre 1951. Il n'a pas été possible d'utiliser, dans le *Tableau 15*, la série statistique relative aux grands magasins, textiles surtout, car elle fait apparaître une augmentation des ventes beaucoup trop rapide pour être due aux seuls textiles.

Norvège : Les calculs ont été faits à partir des chiffres publiés, malgré le défaut de comparabilité entre 1949 et 1950.

Pays-Bas : Dans le *Tableau 15*, on s'est servi uniquement de la valeur des ventes de textiles.

Royaume-Uni : Statistiques trimestrielles de la consommation nationale, *Monthly Digest of Statistics*, aux prix courants (*Tableau XVI*) et aux prix de 1948 (*Tableaux 15 et 54*). Chiffres mensuels des ventes au détail : *Board of Trade Journal.*

Suède : Les renseignements indiqués dans les *Tableaux XVI* et *15* sont tirés de *Sociala Meddelanden.* Cet échantillon est probablement représentatif. Pour le *Tableau 54*, on a préféré utiliser les chiffres relatifs aux entreprises commerciales privées, extraits du *Konjunkturjournalen*, car cette série est homogène.

IX. SALAIRES ET TRAITEMENTS (Tableaux 51 à 53)

D'une manière générale, les chiffres des *Tableaux 51* et *53* sont tirés des sources énumérées dans les *Bulletins* et les ETUDES antérieurs; à cette liste, doivent maintenant être ajoutés les chiffres communiqués à titre non officiel par l'« Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung ». Toutes les fois que cela a été possible, les chiffres ont également été vérifiés dans l'*Annuaire des statistiques du travail du BIT.* Au *Tableau 52*, les indices de salaires hebdomadaires ont été soit directement extraits des sources originales, soit obtenus en multipliant l'indice des salaires horaires par l'indice de la durée du travail hebdomadaire. En l'absence de ce dernier élément d'information, on a pris pour base les salaires horaires dans le cas du Danemark, de la Norvège et des Pays-Bas. La durée de la journée de travail ne variant pas beaucoup en Italie, il n'a pas été tenu compte de ce facteur. Dans tous les tableaux, lorsque les statistiques se rapportent aux fins de trimestres, on a calculé les moyennes trimestrielles par interpolation, de façon à les rendre comparables. Les sources utilisées pour le *Tableau 51* ont, en général, servi également à l'établissement du *Tableau 52*; il y a lieu néanmoins de faire les observations suivantes :

Allemagne occidentale : Du fait que l'on disposait de statistiques distinctes pour les salaires hebdomadaires pratiqués, d'une part, dans l'ensemble de l'industrie et, d'autre part, dans l'industrie du bâtiment, il a été possible d'établir un indice ne comprenant pas cette dernière industrie.

Belgique : Salaires journaliers pratiqués dans les industries de transformation tels qu'ils sont indiqués dans la *Revue du Travail*, la série étant continuée par l'indice des salaires horaires, corrigé de manière à en exclure l'industrie du bâtiment.

Danemark : Salaires horaires augmentés de la totalité des primes (heures supplémentaires, etc.) dans l'industrie, le commerce et les transports.

Suède : Les enquêtes trimestrielles sur les salaires permettent d'obtenir un indice des heures-ouvrier effectuées et un indice du nombre d'ouvriers employés. On a corrigé l'indice des salaires horaires à l'aide de l'indice de la durée du travail hebdomadaire, de manière à obtenir l'indice des salaires hebdomadaires.

X. COMMERCE INTERNATIONAL

1. LE COMMERCE DE DIX-HUIT PAYS EUROPÉENS ET DES ETATS-UNIS, EN PRIX COURANTS (Tableaux 1, 3, 29, 30, 37, XXVII)

a) *Observations générales*

Les données ont été empruntées aux statistiques officielles du commerce extérieur des pays d'Europe. Chaque fois que la chose est possible, les chiffres portent sur le commerce spécial par pays d'origine et de consommation. La valeur des importations est calculée sur la base des prix c.a.f., sauf pour les Etats-Unis, qui indiquent des valeurs f.o.b.; celle des exportations est calculée sur la base des prix f.o.b. Pour le Royaume-Uni, il s'agit des importations générales, car on ne connaît pas la décomposition par pays d'origine des importations spéciales. Quant aux exportations des Etats-Unis depuis le 1er juillet 1950, sont exclues les marchandises portées sous la rubrique « Special category commodities 1 and 2 » (produits de la catégorie spéciale), dont on ne connaît pas la ventilation par pays de destination; elles ont également été exclues rétroactivement pour le premier semestre de 1950.

On remarquera que les chiffres relatifs à l'Allemagne se rapportent au commerce des trois zones occidentales et du secteur occidental de Berlin, mais que, considérée comme pays d'origine ou de destination par rapport aux autres pays, l'Allemagne est traitée comme un tout. Le commerce intérieur entre les zones occidentales et orientale de l'Allemagne a toujours été exclu.

b) *Principaux ajustements*

i) Le commerce entre le Royaume-Uni et les îles Anglo-Normandes, entre le Danemark et les îles Féroé, et entre la Norvège et le Spitzberg a été considéré comme du commerce intérieur, et il n'en a pas été tenu compte. (Toutefois, depuis le 1er janvier 1951, le Spitzberg fait partie du territoire douanier norvégien.)

ii) Certains éléments d'importance secondaire, qui ne peuvent être logiquement attribués à une région particulière (comme, par exemple, les provisions de bord des navires et les installations de pêche à la baleine du Royaume-Uni) n'ont pas été retenus.

iii) Dans la ventilation du commerce du Danemark, on a rectifié les chiffres pour tenir compte du fait que certaines importations qui ont été déclarées comme provenant du Royaume-Uni et de l'Union soviétique, et certaines exportations déclarées comme étant destinées aux Etats-Unis sont en réalité des importations provenant de la zone britannique et de la zone soviétique d'occupation en Allemagne, ou des exportations destinées à la zone d'occupation américaine.

iv) Dans les données concernant le commerce mensuel du Portugal et de la Finlande, une partie du commerce n'est pas ventilée par pays. On a admis que la répartition géographique, connue grâce aux statistiques annuelles, pouvait s'appliquer à la partie non spécifiée de ce commerce. En outre, les exportations faites par la Finlande au titre des réparations ont été exclues.

v) Les chiffres relatifs à la valeur des importations autrichiennes comprennent les importations effectuées au titre du Programme de relèvement européen (E.R.P.).

vi) Dans le cas des Pays-Bas, le commerce des diamants, dont on ne connaît pas la ventilation par pays depuis la fin de 1949, n'est plus compris dans le chiffre indiqué.

vii) Pour le commerce des Etats-Unis au troisième trimestre de 1951, les chiffres se rapportent au commerce général et non au commerce spécial, comme pour les trimestres précédents. L'écart entre le total du commerce général et le total du commerce spécial est faible, puisqu'il est de l'ordre de 1%.

c) *Conversion en dollars des Etats-Unis*

Pour la conversion en dollars des Etats-Unis, on a appliqué les coefficients que donne, pour le commerce, la publication *Summary of World Trade Statistics*, Etudes statistiques, série D (Bureau de statistique des Nations Unies). Dans le cas de l'Italie, de l'Allemagne (sauf pour 1951) et de la Grèce, les valeurs en dollars ont été empruntées directement aux publications officielles.

d) *Groupement des pays*

Le *Bulletin économique pour l'Europe*, volume 3, N° 2, Tableau XXII, donne la définition détaillée des groupes de pays.

e) *Conversion des valeurs d'importation en valeurs f.o.b.*

Dans les *Tableaux 1, 3, 29, 30* et *37*, les valeurs d'importation c.a.f. ont été converties en valeurs f.o.b., par évaluation, en réduisant les valeurs c.a.f. des importations en provenance de pays d'outre-mer de 12,5%, les importations du Royaume-Uni en provenance d'Europe de 10% et le commerce intereuropéen de 5%.

2. Indices du volume et des prix dérivés des importations et des exportations — Taux d'échange

(Tableaux 29, 30, 31, 32, 49, XXI, XXII, XXIII)

a) *Volume*

Sauf pour les pays énumérés ci-dessous, on trouvera le détail des sources, du genre d'indice et des années de base dans l'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1950*, page 278.

Allemagne occidentale : Der Aussenhandel der Bundesrepublik Deutschland, 1re partie, octobre 1951, donne une nouvelle série d'indices du volume des importations et des exportations qui commence en octobre 1949, 1950 étant l'année de base, et qui porte sur les trois zones occidentales. Cette série a été reliée à celle qui a été publiée dans l'Etude de l'année dernière.

France : Le *Bulletin mensuel de statistique* de novembre 1951 (INSEE) a publié une nouvelle série d'indices corrigés de manière à tenir compte des variations de pourcentages des marchandises considérées.

Pologne : Les valeurs du commerce ont été empruntées au Tableau XXII du *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 3, N° 2.

BIBLIOTECA INTERDOMINIO UNAIDS

b) *Prix dérivés et taux d'échange*

A l'exception des cas suivants, on trouvera les indications relatives aux sources dans l'ETUDE de 1950, page 287.

Allemagne occidentale : Der Aussenhandel der Bundesrepublik Deutschland, 1re partie, octobre 1951, donne une nouvelle série de prix dérivés à partir d'octobre 1949 avec 1950 comme année de base et portant sur les trois zones occidentales. Cette série a été reliée à celle qui a été publiée dans l'ETUDE de l'année dernière.

Finlande : On a obtenu l'indice des prix dérivés, reproduit dans le *Tableau 30,* en divisant l'indice de valeur par l'indice de volume.

France : On s'est servi d'une nouvelle série statistique publiée dans le N° 188 du *Bulletin hebdomadaire de statistique.*

Royaume-Uni : L'indice des prix dérivés, qui figure au *Tableau 30,* a été affecté de coefficients de pondération relatifs à la période envisagée (indice du type P_1).

Pour plusieurs des pays énumérés au *Tableau 30,* l'indice de volume repose sur la formule de Laspeyres, alors que l'indice des prix a été établi selon la formule de Paasche. A la condition de ne pas modifier l'année de base primitive, le produit de ces deux indices doit donner, pour une période déterminée, l'indice de valeur. Il y a lieu de noter cependant que cette fonction n'existe plus si, pour établir les indices sur une nouvelle base, on procède à une simple division (comme dans le *Tableau 30*), étant donné que la formule de Paasche n'est pas reversible.

c) *Exportations, importations et balance commerciale des pays de l'Europe occidentale* (Tableau 29)

Les valeurs, exprimées en prix de la période janvier à septembre 1949, ont été empruntées aux sources suivantes et légèrement rectifiées de manière à être plus comparables :

1948 — *Tableau 52* — ETUDE de 1949
1949 — *Tableau 4* — ETUDE de 1950
1950 et 1951 — *Tableau 1* — la présente ETUDE.

d) *Exportations de dix-huit pays de l'Europe occidentale à destination de pays européens et de pays extra-européens* (Tableau 32)

Les chiffres du volume des exportations du Royaume-Uni et de l'Allemagne occidentale ont été tirés des sources indiquées à la section 4 ci-après, et les chiffres relatifs à l'ensemble de l'Europe reposent sur les renseignements donnés au *Tableau 1.*

3. MOUVEMENTS TRIMESTRIELS DE LA VALEUR, DU VOLUME ET DES PRIX DÉRIVÉS DU COMMERCE INTERNATIONAL (Tableau 1)

a) *Valeur en dollars des Etats-Unis aux prix courants*

Les valeurs des exportations de l'Europe sont celles-là mêmes dont le mode de calcul a été exposé à la section 1 ci-dessus. Dans tout le tableau, les exportations des Etats-Unis ne comprennent pas les « marchandises de la catégorie spéciale ».

Pour le « reste du monde », les renseignements relatifs aux exportations ont été puisés dans le *Summary of World Trade Statistics,* Etudes statistiques, série D, Bureau de statistique des Nations Unies; à ces chiffres ont été ajoutées les exportations canadiennes.

On a obtenu les exportations mondiales en additionnant les trois rubriques précédentes. Les résultats diffèrent de ceux qui sont indiqués dans la dernière source mentionnée ci-dessus, lesquels comprennent, en effet, les exportations de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, ainsi que les exportations américaines de « marchandises de la catégorie spéciale ».

b) *Indices du volume et des prix dérivés*

1. *Dix-huit pays de l'Europe occidentale*

Les quinze indices de volume donnés au Tableau XXI (sauf en ce qui concerne la Pologne) ont été pondérés à l'aide des valeurs des échanges pendant la période de janvier à septembre 1949. On les a ensuite combinés avec les valeurs en prix courants pour obtenir, pour quinze pays, les indices des prix dérivés; on a ensuite multiplié par ces indices la valeur en prix courants du commerce du groupe de dix-huit pays de l'Europe occidentale, de manière à obtenir l'indice du volume des importations en provenance de tous les pays et des exportations à destination de tous les pays. On a calculé un indice spécial des prix dérivés des exportations de ce groupe à destination de pays n'en faisant pas partie, à l'aide i) du volume des exportations réparties en dix grands groupes de marchandises énumérées plus loin à la section 4, et ii) du volume des exportations des pays non compris sous i), ce volume ayant été obtenu en appliquant aux exportations en prix courants des indices de prix dérivés moins détaillés.

Une fois obtenus les indices de volume et les indices des prix dérivés des exportations effectuées par le groupe de dix-huit pays de l'Europe occidentale à destination des pays ne faisant pas partie de ce groupe et à destination de tous les pays, on a pu calculer les indices du commerce entre les pays du groupe et, par voie de conséquence, les importations en provenance de pays ne faisant pas partie de ce groupe.

Enfin, à partir des chiffres donnant la valeur des échanges aux prix de la période janvier-septembre 1949, on a obtenu, par simple division, des indices ayant pour base la période janvier-septembre 1950.

2. *Etats-Unis*

Les exportations de « marchandises de la catégorie spéciale » ont été exclues, étant donné que l'on a présumé qu'elles étaient sujettes aux mêmes fluctuations de prix que les exportations totales.

3. *Le « reste du monde »*

Les données ont été empruntées au *Summary of World Trade Statistics, op. cit.*, après incorporation des chiffres relatifs au Canada.

4. *L'ensemble du monde*

On a obtenu ces chiffres en affectant les trois rubriques précédentes de coefficients de pondération.

4. EXPORTATIONS EN PROVENANCE DE L'EUROPE, DES ETATS-UNIS, DU JAPON ET DE L'INDE A DESTINATION DE L'EUROPE ET D'AUTRES PAYS EXTRA-EUROPÉENS, RÉPARTIES EN DIX GROUPES PRINCIPAUX DE PRODUITS (Tableaux 41, 42, 43, XXV, XXVI)

a) *Observations générales*

Dans l'état actuel des statistiques commerciales internationales, il n'est pas possible de procéder à une étude complète des exportations des pays européens et des Etats-Unis, du Japon et de l'Inde par pays de destination et par groupes de marchandises, sur la base de définitions uniformes. Aussi a-t-il fallu, dans certains cas, lorsqu'on ne disposait pas de statistiques plus détaillées, se contenter de groupes assez vastes de marchandises. Néanmoins, on peut considérer que les résultats obtenus donnent une indication assez exacte de l'ordre de grandeur des échanges.

Dans cette enquête, on s'est préoccupé surtout des exportations d'articles manufacturés. Les pays exportateurs considérés sont les principaux exportateurs européens d'articles manufacturés, ainsi que les Etats-Unis et le Japon. Dans le cas de l'Inde, on a tenu compte uniquement des exportations de textiles. Les pays de destination considérés pour chacun des pays exportateurs comprennent : *a)* tous les pays d'Europe au nombre desquels les pays suivants font partie de l'Europe orientale : Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, U.R.S.S., Yougoslavie; *b)* certains pays extra-européens déterminés. En dehors des pays extra-européens ainsi choisis, la rubrique « Pays extra-européens » n'a été établie que pour faire la distinction entre les exportations à destination de l'ensemble de l'Europe et les exportations à destination du monde entier.

Sauf indication contraire, tous les chiffres annuels s'entendent des neuf premiers mois de l'année, pris au taux annuel.

L'Allemagne, considérée comme pays de destination, a été traitée comme un tout, mais lorsqu'elle est considérée comme pays exportateur, il a été tenu uniquement compte du commerce des zones occidentales.

Lorsqu'il n'est pas considéré dans son ensemble, l'Est africain britannique comprend le Tanganyika sous tutelle du Royaume-Uni, Zanzibar et Pemba, le Kenya, l'Ouganda, le Nyassaland et le protectorat des Somalis.

b) *Groupes de produits considérés*

Pour ce qui est des groupes de produits étudiés, la classification est essentiellement la même que celle qui est employée dans les statistiques du commerce extérieur du Royaume-Uni, à de légères modifications près. Il n'a, bien entendu, pas été possible de reprendre exactement la même classification dans tous les cas, en partie à cause de la diversité des nomenclatures employées par les différents exportateurs et, en partie, parce que les classifications de produits employées pour les exportations à destination de pays particuliers sont souvent moins détaillées que les classifications employées pour le commerce global.

La liste ci-après indique la composition de chacun des dix groupes de produits d'après la nomenclature britannique :

Classification des produits

Groupe 1. Denrées alimentaires, boissons et tabac

Catégorie I : Denrées alimentaires, boissons et tabac.
Catégorie IV : Animaux non destinés à l'alimentation.

Groupe 2. Matières premières et articles en majeure partie non manufacturés

Catégorie II : Matières premières et articles en majeure partie non manufacturés.
Catégorie III A : Coke et combustibles fabriqués à partir du charbon ou du lignite.
Catégorie III P : Huiles, graisses et résines manufacturées.
Ciment (provenant de la catégorie III B).
Papier-journal (provenant de la catégorie III R).

Groupe 3. Métaux et articles manufacturés

Catégorie III C : Fer et acier et produits finis à base de fer et d'acier.
Catégorie III D : Métaux non ferreux et produits finis à base de métaux non ferreux (à l'exclusion de l'or partiellement ouvré, de l'or battu, etc.).
Catégorie III E : Coutellerie, quincaillerie, outils et instruments (à l'exclusion des montres).

Groupe 4. Machines

Catégorie III F : Appareils et machines électriques.
Catégorie III G : Machines.

Groupe 5/6. Voitures de tourisme et matériel de transport

Catégorie III S (à l'exclusion des pneumatiques et chambres à air en caoutchouc).

Groupe 7. Produits chimiques et produits apparentés

Catégorie III O : Produits chimiques, médicaments, teintures et colorants.

Groupe 8. Textiles et produits apparentés

Catégorie III I : Filés de coton et produits finis.
Catégorie III J : Filés et peignés de laine et produits finis.
Catégorie III K : Filés de soie naturelle et de soie artificielle et produits finis.
Catégorie III L : Produits finis à base d'autres matières textiles.
Catégorie III M : Vêtements.

Groupe 9. Tous autres articles manufacturés

Catégorie III B : Poterie, verrerie, abrasifs, etc. (à l'exclusion du ciment).
Catégorie III H : Produits finis à base de bois.
Catégorie III N : Chaussures.
Catégorie III Q : Cuirs et articles manufacturés à base de cuir.
Catégorie III R : Papier, carton, etc. (à l'exclusion du papier-journal).
Catégorie III T : Articles manufacturés à base de caoutchouc.
Catégorie III U : Articles divers.
Montres (provenant de la catégorie III E).
Pneumatiques et chambres à air en caoutchouc (provenant de la catégorie III S).

Groupe 10. Articles non désignés

Catégorie V : Expéditions par la poste.
Exportations non spécifiées.

Les groupes 5 et 6 ont été fondus en un seul en raison de la difficulté qu'il y a à distinguer les voitures de tourisme des autres voitures dans certains pays. Comme on l'a indiqué plus haut, les exportations globales sont souvent spécifiées avec plus de détail que les exportations à destination de tel ou tel pays déterminé. Aussi le chiffre inscrit sous la rubrique « Pays extra-européens » étant obtenu par soustraction, le groupe 10 (exportations non spécifiées et expéditions par la poste), qui est essentiellement un poste résiduel, n'est généralement pas aussi important qu'il devrait l'être. Dans le cas du Royaume-Uni, où la ventilation des pays par produit change d'une année à l'autre, on s'est servi, pour les trois années, de la liste de pays de 1951. Pour la Belgique, un chiffre assez élevé représentant la valeur du matériel roulant a été exclu des groupes 5 et 6 dans les exportations de 1949, car on a constaté que ce matériel n'avait été importé auparavant que pour être réparé.

c) *Conversion en prix de 1949 antérieurs à la dévaluation*

Les chiffres ainsi réunis, exprimés en monnaie des divers pays pour 1950 et 1951, ont été corrigés pour être exprimés en prix de 1949 antérieurs à la dévaluation à l'aide d'indices spéciaux de prix calculés pour chaque groupe de produits et pour chaque pays exportateur. Les indices de prix employés pour exprimer les échanges de ces deux années en prix de 1949 antérieurs à la dévaluation sont, en principe, les indices des prix dérivés des exportations pour chaque groupe de produits, pondérés pour chaque année d'après la valeur des exportations pendant la période janvier-septembre. Lorsqu'on ne disposait pas d'indices de prix dérivés, on s'est servi d'indices des prix de gros ou de prix dérivés spécialement calculés pour les principaux articles compris dans chaque groupe de produits. Dans certains cas, il a été possible de faire une subdivision à l'intérieur d'un groupe donné de produits avant d'appliquer des indices de prix distincts, ce qui a permis d'obtenir des totaux partiels plus exacts. C'est ainsi, par exemple, que le *Board of Trade Journal* donne, pour le Royaume-Uni, des indices séparés des prix dérivés pour 19 sous-groupes différents de marchandises.

Pour chaque pays exportateur, les indices détaillés des prix ont été corrigés de manière à faire cadrer le mouvement du volume des exportations globales avec les indices de volume publiés dans les sources officielles, en tenant compte de toutes les

Tableau B

NUMÉROS DES MARCHANDISES ET RUBRIQUES DE LA CLASSIFICATION DU COMMERCE DE DIFFÉRENTS PAYS CORRESPONDANT AUX MARCHANDISES INSCRITES DANS LES TABLEAUX 47, 48 ET XXIV

	Royaume-Uni	Belgique-Luxembourg		France	Allemagne occident.	Italie		Pays-Bas	Inde	Japon		Etats-Unis
		1949	1950 et 1951			1949 et 1950	1951			1950	1951	
Tissus de coton, écrus, non blanchis	Tissus à la pièce, écrus, non blanchis, autres que les toiles à pneumatiques	527a	527a1 527a2	12–47–11	454	385–400	2507	527001	Tissus de coton, à la pièce, manufacturés, écrus, non blanchis	1043 1046	65201	303110 303120 303310 303320 303400 303700 303900
Tissus de coton, blancs, blanchis	Tissus à la pièce, blancs, blanchis	527b	527b1 527b2	12–47–12	455a	401–416	2508	527002	Tissus à la pièce, manufacturés, blancs, blanchis	—	—	304000 304210 304610 304800 305110
Tissus de coton, imprimés	Tissus à la pièce, imprimés, autres que les perses glacées	527d	527d	12–93–50	455c	465–480	2511	527004	Tissus de coton à la pièce, couleurs, teints et imprimés	1044 1045 1048	*a* 65202 *a*	304120 304300 304920 305220
Tissus de coton, teints en pièces	Tissus à la pièce, autres que les tissus à poil	527c	527c1 527c2 527c3	12–47–13	455b	417–424	2509	527003	—	—	—	304110 304220 304910 305210
Tissus de coton, couleurs	Tissus à la pièce, fabriqués entièrement ou en partie avec des filés teints et généralement connus sous le nom de tissus de coton de couleur, autres que les damas, tapisseries, brocarts et autres tissus de ce genre	527e	527e	12–47–14	456	433–464	2510	527005	—	—	—	305700 305800 306000 306110
Filés de soie artificielle	Filés de soie artificielle, simples, autres que fibrane ou bourette	462	462a 462b	12–28–8 12–28–2 12–28–3 12–28–4	394	724a1 724a2	2342 2344	462002	—	1222	65106	384007 384008 384015
Tissus de soie artificielle, imprimés	Autres tissus, entièrement en soie artificielle, imprimés	—	—	12–93–70	407c2 407c3 *b*	738	2369 2372	472001 *c*	—	1246	65305	384930 (quantité) 384931 (valeur)
Tissus de soie artificielle, teints	Autres tissus, entièrement en soie artificielle, tissés, teints, (y compris les tissus teints en filés)	—	—	12–48–1 12–48–3	—	732 734 737	2368 2371	—	—	—	—	384952 (quantité) 384953 (valeur)

a Tissus de coton autres que les tissus écrus.
b Teints et imprimés.
c Teints, imprimés et tissés couleurs.

modifications indiquées plus haut. Pour chacun des trois premiers trimestres de 1951, on s'est servi d'indices détaillés, et l'on a obtenu les chiffres indiqués pour la période de janvier à septembre 1951 en additionnant les données relatives à ces trois trimestres.

5. Prix dérivés des exportations de certains produits textiles (Tableaux 47, 48 et XXIV)

Les prix indiqués représentent les prix dérivés moyens à l'exportation et sont empruntés aux statistiques commerciales des divers pays. Dans le cas de l'Allemagne occidentale, les données relatives à 1950 et 1951 se rapportent aux trois zones occidentales, tandis que les chiffres relatifs à 1949 se rapportent à la zone anglo-américaine.

Les prix des exportations japonaises en 1949 ont été calculés approximativement à partir des indices publiés dans *Japanese Economic Survey for 1950-1951* (Economic Stabilization Board of the Japanese Government, août 1951).

Pour les Etats-Unis et l'Inde, dont les statistiques commerciales indiquent les exportations de tissus de coton en yards carrés et non en poids, on s'est servi de facteurs de conversion empruntés aux statistiques commerciales du Royaume-Uni qui publient à la fois les quantités en poids et en unités de surface.

On a pris soin de choisir des produits définis aussi nettement que possible, de manière que les données soient comparables d'une année à une autre et d'un pays à un autre. Le *Tableau B* indique les articles qui ont été choisis. Néanmoins, les résultats ne sont pas absolument comparables.

6. Paiements (Tableaux 36, 38, Diagramme 1)

a) *Balance des paiements de l'Europe et d'autres régions avec les Etats-Unis* (Tableau 36)

Pour les exportations de la « catégorie spéciale » (sauf en ce qui concerne les livraisons effectuées au titre du programme d'aide militaire, qui sont exclues de ce tableau), les évaluations de la balance des paiements des Etats-Unis ne mentionnent pas les divers pays de destination, et ces exportations ne sont indiquées que par grandes régions géographiques. En conséquence, toutes les exportations de ce genre à destination de l'Europe, y compris toutes celles qui ont pu être livrées au Royaume-Uni, sont traitées dans ce tableau comme exportations à destination « d'autres pays européens ».

b) *Modifications du compte des paiements courants du Royaume-Uni de 1950 à 1951* (Tableau 38)

Les chiffres indiqués dans la colonne « Evaluations de l'*Economic Survey of 1951* » ont été calculés d'après les évaluations et les hypothèses explicitement ou implicitement contenues dans les parties de ce document relatives à la balance des paiements et au revenu national (Cmd. 8195).

Les évaluations des modifications effectivement survenues dans le compte des paiements courants de la balance des paiements pour 1951 ont été établies d'après les chiffres officiels de la balance des paiements pour le premier semestre de l'année, extrapolés à l'aide des statistiques commerciales du second semestre de 1951, de manière à porter sur l'année entière. Cette méthode suppose que le rapport entre les chiffres contenus dans les statistiques commerciales originales (où les importations sont indiquées sur la base c.a.f.) et les chiffres de la balance des paiements (rectifiés pour tenir compte du fret des importations, de leur composition, des transferts de propriété, etc.) ne change pas d'un semestre à l'autre de l'année.

Pour évaluer de façon approximative les variations de prix et de volume qui ont entraîné les modifications survenues dans les importations et les exportations, on s'est servi de l'indice trimestriel (du type P_1) des prix dérivés publié dans le *Board of Trade Journal*.

Dans l'évaluation des transactions afférentes aux services, on a apporté une correction approximative pour tenir compte aussi bien de la perte de revenus provenant des pétroles iraniens que des premiers versements d'intérêts effectués sur les prêts des Etats-Unis et du Canada. Cette évaluation comporte forcément une marge très considérable d'erreur.

c) *Recettes et paiements mondiaux en dollars afférents à des transactions effectuées avec les Etats-Unis* (Diagramme 1-A)

Les données ont été empruntées au *Survey of Current Business*, Département du Commerce des Etats-Unis, juin 1950 (Tableau 4) et juin 1951 (Tableau 3). Les statistiques relatives à 1951 ont été communiquées directement par la Division de la balance des paiements du Département du Commerce des Etats-Unis, et elles comprennent, pour le quatrième trimestre, des évaluations effectuées par le Comité des conseillers économiques.

Les trois « indicateurs » portés sur le diagramme se décomposent comme suit :

1. *Recettes (brutes) provenant des Etats-Unis au titre du compte marchandises et services.*
2. *Recettes totales provenant des Etats-Unis :*

Recettes brutes au titre du compte marchandises et services, *plus* :

Sommes versées par des particuliers (chiffre net);

Capitaux américains privés à long et à court terme, à l'exclusion des achats d'obligations émises ou garanties par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement;

Subventions du Gouvernement des Etats-Unis et autres transferts unilatéraux, à l'exclusion de ceux qui sont effectués au titre de l'aide militaire;

Prêts du Gouvernement des Etats-Unis à long et à court terme (chiffre net).

3. *Total des paiements versés aux Etats-Unis* (y compris erreurs et omissions) :

Total des recettes provenant des Etats-Unis, *plus* :

Liquidation des avoirs étrangers en or et en dollars (chiffre net);

Versements en dollars (chiffre net) effectués par le Fonds monétaire international et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

d) *Commerce extérieur et production industrielle des Etats-Unis* (Diagramme 1-B)

Source : Volume of Exports and Imports : publications du Département du Commerce des Etats-Unis.

Production industrielle : Indice de la production industrielle du Federal Reserve Board, non rectifié pour tenir compte des variations saisonnières, extrait du *Federal Reserve Bulletin*, Board of Governors of the Federal Reserve System, septembre 1948, 1949 et 1950, novembre 1951.

e) *Valeur, prix dérivés et volume du commerce mondial* (Diagramme 1-C)

Source : Summary of World Trade Statistics, Etudes statistiques, Série D, Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies.

7. EXPORTATIONS DE PRODUITS TEXTILES DES PRINCIPAUX PAYS EXPORTATEURS, CLASSÉES PAR DESTINATIONS PRINCIPALES (Tableaux 45 et 46)

a) *Exportations de tissus de coton* (Tableau 45)

Royaume-Uni : Accounts relating to Trade and Navigation of the United Kingdom, catégorie III, groupe I. Chiffre global des tissus à la pièce de toute sorte.

Allemagne occidentale : Pour 1949 : *Der Aussenhandel des Vereinigten Wirtschaftsgebietes*, Partie 3; pour 1950 et 1951 : *Der Aussenhandel der Bundesrepublik Deutschland*, partie 3, rubrique II Ca 4.

Italie : Statistica del Commercio con l'estero, Tableau 7, rubrique 49.

Pays-Bas : Maandstatistiek van de in-, uit- en doorvoer per goederensoort, rubriques 527001 à 527005.

Etats-Unis : Report F.T. 420, Département du Commerce des Etats-Unis, rubrique 350. La valeur des tissus de coton a été exprimée en milliers de dollars courants et ramenée aux prix de 1949 à l'aide d'un indice moyen des prix dérivés (102 pour 1950 et 132 pour 1951), calculé à partir des mouvements des prix à l'exportation d'un échantillon donné de produits textiles. Pour les trois années, les chiffres obtenus ont ensuite été convertis en tonnes métriques correspondant à une valeur de 1.000 dollars de tissus de coton. Le facteur de conversion a été établi à la suite d'un examen minutieux des relevés statistiques pour 1949 contenus dans le *Summary of Foreign Commerce of the United States*, janvier-décembre 1949.

Inde : Accounts relating to the Foreign Sea and Air-borne Trade and Navigation of India, chiffre global des tissus à la pièce fabriqués en usine, en milliers de yards; pour calculer le poids correspondant, on a présumé qu'une livre anglaise correspondait en moyenne à 4 yards de tissu.

Japon : Detailed Import and Export Statistics of Japan, Partie B; pour 1950 et les trois premiers mois de 1951, rubriques 1031 et 1041 à 1048. Pour le second trimestre de 1951, rubriques 65201 et 65202. On ne disposait pas de statistiques commerciales détaillées pour l'année 1949, et l'on s'est servi de *Japanese Economic Statistics*, janvier-avril 1949, pour les poids et les valeurs; d'autres publications n'indiquant que les valeurs pour certains des autres mois, on a calculé par évaluation les chiffres afférents à l'année entière.

b) *Exportations de tissus de fibres artificielles* (Tableau 46)

Royaume-Uni : Accounts relating to Trade and Navigation of the United Kingdom, catégorie III, groupe K, soie artificielle et tissus de soie artificielle, autres tissus — entièrement en soie artificielle — tissus entièrement en fibres artificielles (y compris les mélanges de fibrane et de soie artificielle) — tissus en soie artificielle ou fibrane mélangés à d'autres matières textiles à l'exclusion de la soie.

Allemagne occidentale : Pour 1949, *Der Aussenhandel des Vereinigten Wirtschaftsgebietes*, et, pour 1950 et 1951, *Der Aussenhandel der Bundesrepublik Deutschland*, partie 3, rubrique II Ca 1 et 2.

Italie : Statistica del Commercio con l'estero, tableau 7, rubrique 60.

Etats-Unis : Report F.T. 410, Département du Commerce des Etats-Unis, rubriques 384925, 384930, 384952, 384960, 384970. Pour les mois de janvier à mars 1951, la ventilation par pays est seulement indiquée en yards carrés, mais les totaux sont également indiqués en livres. Pour les mois d'avril à août, les poids en livres ont été extraits du rapport susmentionné.

Japon : Detailed Import and Export Statistics of Japan, partie B ; pour 1950, rubriques 1241 à 1249 et, pour 1951 (de janvier à mars), rubriques 1241, 1246 à 1249; pour la période d'avril à juin, rubrique 65305. Pour 1949, les évaluations ont été faites d'après les méthodes qui ont été appliquées dans le cas des tissus de coton.

XI. CRÉDIT (Tableau 56)

Les chiffres ont été extraits de *International Financial Statistics*, du Fonds monétaire international.

Chapitre 5 — L'évolution de la situation économique dans l'Union soviétique

1. PRODUCTION INDUSTRIELLE PAR PRINCIPAUX PRODUITS (Tableau 58)

Pour tous les chiffres déjà publiés dans l'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1950* (Tableau 12), voir Annexe B, pages 258-260 de l'ETUDE de 1950.

Les chiffres de la production d'autres produits en 1937 sont indiqués dans *Tretii piatiletnii plan razvitia narodnogo khoziaistva Soiouza S.S.R.*, Moscou 1939; les chiffres de production prévus pour 1950 sont extraits de la *Loi relative au plan quinquennal de relèvement et de développement de l'économie nationale de l'U.R.S.S., 1946-1950*, Moscou, 1946.

Les chiffres provisoires de la production de 1951 reposent sur les déclarations de M. Béria (discours du 6 novembre 1951, *Izvestia*, 7 novembre 1951).

Turbines à vapeur et hydrauliques : A. Notkine, *Otcherki teorii sotsialistitcheskogo vosproizvodstva*, Moscou, 1948, page 282.

Camions et voitures de tourisme : E. Lokchine, *Promychlennost S.S.S.R. v novoi stalinskoi piatiletke*, Moscou, 1946, page 40, indique le chiffre de la production pour 1940. La revue *Avtomobilnaia Promychlennost* N° 3, 1947, indique que l'objectif de production prévu par le plan pour 1947 devait représenter 129% du chiffre de 1940 et dépasser de 57% celui de 1946. Les chiffres de production de 1946 et de 1947 ont été calculés d'après l'augmentation de 1947 indiquée dans le rapport de 1947 sur l'état d'exécution du plan.

Colorants synthétiques : Khimitcheskaia Promychlennost, N° 6, 1946, indique que la production de 1945 représente 50% de celle d'avant guerre. On a calculé la production des années 1946 à 1950 d'après les chiffres de 1945, en appliquant les pourcentages annuels d'accroissement annoncés.

Savon : Pravda, 11 mars 1951 (la production de 1950 représentait 120% de celle de 1940).

Ardoise : La loi sur le plan quinquennal 1946-1950 indique qu'en 1950 la production d'ardoise a doublé par rapport à 1940 et que l'augmentation de la capacité de production au cours de ces cinq années s'est chiffrée à 332 millions de feuilles d'ardoise. Les chiffres pour 1946-1950 ont été établis d'après les pourcentages annuels d'accroissement qui ont été publiés.

Sciages : D'après la revue *Troudy Institouta Lessa*, Vol. II, 1948, page 43, la production de 1950 devait représenter quatre fois celle de 1945. Quant aux augmentations de production pour 1946 et 1947, elles figurent respectivement dans le N° 1 de 1947 et le N° 2 de 1948 de la revue *Les*. Les chiffres pour 1948 sont tirés de la *Pravda* du 5 janvier 1949.

Chaussures de caoutchouc : Le chiffre fixé pour 1950 devait être 1,3 fois supérieur à celui de 1940 (*Loi sur le plan quinquennal*).

Huile végétale : La *Pravda*, 11 mars 1951, signale que la production de 1950 a dépassé de 7% celle de 1940 (indiquée dans *Soviet News*, du 24 mars 1948, Ambassade de l'Union soviétique, Londres, comme étant de 724.000 tonnes).

Pêche : L'objectif fixé pour 1950 représente 157% des prises de 1940 (*Rybnoe Khoziaistvo*, N° 1, 1946).

2. PRODUCTION INDUSTRIELLE BRUTE « AUX PRIX DE 1926/27 » (Tableau 59)

1937 : Les chiffres afférents à la valeur globale de la production de la grande industrie et à sa répartition entre les biens de production et les biens de consommation sont extraits de Kolganov, *Narodnyi dokhod S.S.S.R.*, Moscou, 1940, page 30. D'autres chiffres sont tirés de *Tretii piatiletnii plan razvitia narodnogo khoziaistva S.S.S.R. 1938-1942*, Moscou, 1939, page 201, le chiffre porté sous la rubrique « autres industries » (qui comprend aussi bien les « industries des Républiques » que les « industries locales ») étant calculé d'après les valeurs de 1938 et de 1939.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA URBINO

1938-1939 : Le chiffre de la valeur brute de la production par branches d'industrie (de la grande industrie seulement, semble-t-il) est tiré des *Izvestia* du 15 janvier 1940. Le chiffre de la production globale de l'ensemble de l'industrie en 1939 est extrait de la brochure de N. Voznessensky, *Economic Results of the U.S.S.R. in 1940 and the Plan of National Economic Development in 1941*, Moscou 1941, page 8, où il est dit qu'en 1940 la production industrielle de biens de production s'est accrue de 13,8% par rapport à 1939 et de 52% par rapport à 1937, et que la production de biens de consommation a augmenté en 1940 de 7% par rapport à 1939, les chiffres provisoires pour 1940 étant respectivement évalués à 83,9 milliards de roubles et à 53,6 milliards de roubles (page 14).

1940 : Les chiffres afférents à la production globale de l'ensemble de l'industrie et à sa répartition entre les biens de production et les biens de consommation sont tirés de A. Notkine, *Otcherki teorii sotsialistitcheskogo vosproizvodstva*, Moscou, 1948, page 224. N. Voznessensky, *Voennaia ekonomika S.S.S.R.*, Moscou, 1947, indique la production totale de la grande industrie (page 23) et la proportion que représentent dans ce total l'industrie de la construction de machines et celle du travail des métaux (pour lesquelles Notkine, *loc. cit.*, donne les chiffres en valeur absolue), ainsi que l'industrie légère et l'industrie des produits alimentaires (page 80). On a obtenu la valeur de la production dans les industries de base en appliquant les indices de la production aux séries antérieures donnant la valeur; pour l'énergie électrique, le chiffre a été rectifié pour tenir compte de la subdivision, après 1939, du Commissariat du Peuple à l'énergie électrique et à l'électrotechnique.

1950 : En ce qui concerne les industries de base, on leur a appliqué les augmentations de production indiquées dans le *Rapport sur l'exécution du Plan quinquennal* (17 avril 1951), ce qui a entraîné également un accroissement en valeur du total de l'ensemble de l'industrie ainsi que du chiffre de la production des industries mécaniques et de l'industrie du travail des métaux.

Note. — Les chiffres indiqués pour la grande industrie par secteurs pour les années 1937, 1938 et 1939 ne sont pas directement comparables aux chiffres correspondants relatifs à l'ensemble de l'industrie en 1940, 1950 et 1951; il y a deux raisons à cela (indépendamment du fait que l'ensemble de l'industrie englobe la petite aussi bien que la grande industrie) : *a)* les chiffres relatifs à 1940 et aux années ultérieures se rapportent à un territoire plus étendu que les chiffres concernant les années antérieures à 1940 : *b)* il semble probable que certains des chiffres portés sus les rubriques « coopératives de production » et « industrie locale », dans le tableau concernant la grande industrie seulement, sont répartis de façon plus complète par catégories de production dans les statistiques pour 1940 et les années ultérieures se rapportant à l'ensemble de l'industrie.

3. Production agricole (Tableau 61)

1937, 1942 (Plan) : *Tretii piatiletnii plan razvitia narodnogo khoziaistva Soiouza S.S.R. 1938-1942*, Moscou, 1939. Les chiffres de l'effectif du cheptel en 1937 sont tirés du *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 3, N° 2, page 53.

1940 : N. Anisimov, *Selskoe Khoziaistvo v novoi stalinskoi piatiletke*, Moscou, 1946, page 53; A. Notkine, *Otcherki teorii sotsialistitcheskogo vosproizvodstva*, Moscou, 1948, pages 224 et 287; *Planovoe Khoziaistvo* N° 2, 1946, page 127 et *Bolchaya Sovetskaia Entsiklopedia*, Moscou, 1948, pages 901, 912 et 934.

1950 : (Plan) : *Loi relative au quatrième Plan quinquennal 1946-1950 ;* Anisimov, *op. cit.*, page 34, et *Entsiklopedia, loc. cit.*

1950 : Pour la récolte de céréales et de coton, ainsi que pour l'effectif du cheptel, les chiffres sont extraits du *Rapport sur l'exécution du quatrième Plan quinquennal* (17 avril 1951) et, pour la récolte de betteraves à sucre, ils sont tirés du discours du Maréchal Boulganine (*Izvestia*, 7 novembre 1950). En ce qui concerne les superficies ensemencées, les sources sont indiquées dans le *Bulletin économique pour l'Europe*, deuxième trimestre 1951, Vol. 3, N° 2, page 53.

4. Prix des biens de consommation (Tableaux 66 et XXXV)

Les coefficients de pondération utilisés pour calculer l'indice des prix sont tirés de la *Revue internationale du Travail*, Bureau international du Travail, novembre 1933 (analyse de la consommation de ménages urbains, en 1928, dans un grand nombre de localités de l'U.R.S.S.), qui cite la *Revue statistique* du Bureau central de Statistique de l'U.R.S.S., numéro de décembre 1929. Dans cette étude, la consommation est répartie entre les denrées alimentaires, le vêtement, les combustibles et l'éclairage, le loyer et des dépenses diverses. Le coefficient de pondération utilisé pour les denrées alimentaires a été relevé de trois points pour tenir compte de la légère modification survenue dans la répartition des dépenses par produits depuis 1928, modification qui ressort des proportions dans lesquelles les ventes au détail ont augmenté de 1948 à 1950 (*Izvestia*, 18 janvier 1950 et 27 janvier 1951). Le coefficient résiduel affecté aux divers articles a été abaissé en conséquence, et la proportion des dépenses par articles par rapport aux dépenses totales demeure la même que dans l'étude faite sur l'économie soviétique pour 1928. La pondération particulière au groupe des denrées alimentaires a été adaptée à partir des budgets familiaux urbains pour l'Estonie et la Lettonie, publiés dans la *Revue internationale du Travail*, novembre 1933 et mai 1939; pour la viande et le poisson, le chiffre obtenu a

été abaissé pour l'U.R.S.S., étant donné que la consommation de ces produits est très élevée dans les pays baltes, mais, pour les légumes, le chiffre a au contraire été relevé. En ce qui concerne les dépenses diverses, la pondération particulière provient également des enquêtes relatives aux pays baltes.

Les données concernant les prix des divers produits sont empruntées aux sources suivantes : *Monthly Labor Review*, Département du Travail des Etats-Unis, mai 1940 et mai 1941; Baykov, *The Development of the Soviet Economic System :* Cambridge, 1950; *Bulletin on Soviet Economic Development*, N° 4, Birmingham, 1950; *Izvestia*, 15 décembre 1947, 10 avril 1948, 1er mars 1949, 1er mars 1950 et 1er mars 1951.

Pour trois catégories de dépenses, à savoir : services, loyer, combustibles et éclairage, on ne possédait pas de données directes sur les prix, et ces dépenses ont été évaluées de la façon suivante : pour les services, en prenant pour base le prix d'un journal; pour le loyer, en prenant pour base le salaire moyen (en raison du système pratiqué en Union soviétique, qui consiste à fixer les loyers en fonction des salaires); pour les combustibles et l'éclairage, sur la base de la moyenne des indices obtenus pour les services et le loyer.

5. Prix des biens d'investissement (Tableau 68)

Le tableau suivant donne un aperçu général des principales données utilisées pour le calcul de l'indice :

Année	Indices du volume des investissements *(Année précédente = 100)*	Valeur des investissements aux prix de 1945 *(en milliards de roubles)*	Valeur des investissements en prix courants *(en milliards de roubles)*	Indices des prix *(1940 = 100)*
	(1)	(2)	(3)	(4)
1940	...	...	43,0	100
1945	...	36,3	36,3	91
1946	117	43	44,2	94
1947	110	47	...	...
1948	123	58	66,2	104
1949	120	70	102,2 [a]	135
1950	123	87	120,1 [a]	127
1951 (provisoire) .	113	98	124,4	116

[a] Ces chiffres n'ont pas été publiés mais ont été calculés à partir des chiffres fournis dans les colonnes (2) et (4).

Les chiffres de la colonne (1) sont ceux qui ont été publiés dans les rapports sur l'exécution du Plan; ceux de la colonne (2) ont été calculés à partir des premiers en appliquant ces indices à la valeur des investissements de 1945 (indiquée dans le discours fait lors de la présentation du budget de 1946). Comme on ne possédait pas l'indice pour 1951 [colonne (1)], on a admis que le pourcentage d'accroissement représentait le produit de l'indice des investissements prévus dans le Plan (soit une augmentation de 4%) par l'indice de la réduction du prix de revient dans l'industrie pendant le troisième trimestre de 1951 par rapport au trimestre correspondant de 1950 (soit une diminution de 9%).

On a vérifié les chiffres indiqués dans la colonne (2) en comparant le montant global des investissements au cours des années 1946-1950 au total, qui ressort à 305 milliards de roubles, étant donné que l'objectif de 250,3 milliards de roubles d'investissements prévu dans le Plan a été dépassé de 22% (résultats du Plan quinquennal). Aussi les chiffres obtenus directement d'après chaque accroissement annuel ont-ils été arrondis, pour permettre de retrouver le total indiqué pour les années 1946 à 1950.

Les indices de la colonne (4) ont été calculés à partir de la valeur de 1951 (qui ressort de la déclaration faite le 6 novembre 1951 par M. Béria selon laquelle les investissements ont été deux fois et demie plus importants qu'en 1940); en conséquence, le quotient de la colonne (3) par la colonne (2), ramené à la base 1940, donne les indices pour les années 1945 à 1948. Quant aux indices pour 1950 et 1949, on les a obtenus en appliquant les réductions en pourcentage des prix de revient qui ont été publiées, à savoir, respectivement, 9% pour le troisième trimestre 1951 par rapport au trimestre correspondant de 1950 et 6% pour l'année 1950 par rapport à l'année 1949.

L'indice pour 1937 a été calculé séparément comme représentant le quotient du montant des dépenses d'investissement en roubles courants (30,1 milliards en 1937, 60 milliards prévus par le Plan pour 1941) par leur volume aux prix de 1936 (29,5 milliards en 1937, 57 milliards prévus par le Plan pour 1941). Les chiffres sont extraits de Zverev, *Gosoudarstvennye bioudjety Soiouza S.S.R. 1938-1945*, Moscou, 1946, pages 16 et 105.

4566/H